

NAPOLÉON ET LA CATALOGNE

1808-1814

ÉTUDE SUR LE RÉGIME DE L'OCCUPATION FRANÇAISE EN ESPAGNE

LA

CAPTIVITÉ DE BARCELONE

(FÉVRIER 1808 — JANVIER 1810)

THÈSE

présentée pour le Doctorat

à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

PIERRE CONARD

Ancien élève de l'École normale supérieure,
Professeur au lycée de Lyon.

AVEC UNE CARTE HORS TEXTE

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909

NAPOLÉON ET LA CATALOGNE

1808-1814

LA CAPTIVITÉ DE BARCELONE

(FÉVRIER 1808 — JANVIER 1810)

NAPOLÉON ET LA CATALOGNE

1808-1814

ÉTUDE SUR LE RÉGIME DE L'OCCUPATION FRANÇAISE EN ESPAGNE

LA

CAPTIVITÉ DE BARCELONE

(FÉVRIER 1808 — JANVIER 1810)

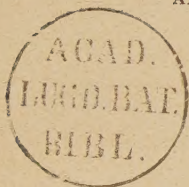
THÈSE

*présentée pour le Doctorat
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

PIERRE CONARD

Ancien élève de l'École normale supérieure,
Professeur au lycée de Lyon.



AVEC UNE CARTE HORS TEXTE

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

AVANT-PROPOS

On admet généralement, et probablement à juste titre, que la période troublée de l'histoire d'Espagne, qui s'étend de 1808 à 1814, a été en même temps une période féconde et décisive pour l'avenir du pays : au cours de la lutte furieuse contre l'envahisseur, la nation tirée de son engourdissement a vécu une vie de fièvre et de passion ; privée de son roi, elle a dû apprendre à se gouverner elle-même ; les antiques institutions ont disparu ou ont été abolies. La grande secousse de la guerre de l'Indépendance a fait l'Espagne contemporaine.

Pour nous autres Français, se pose spécialement la question de la part de l'influence française dans cette transformation. Il n'est pas douteux que la secousse imprimée à la nation a contribué à la rénovation. Mais y a-t-il eu une action plus directe, une propagande, un exemple, une circulation d'idées « révolutionnaires » ? Napoléon et la France napoléonienne ont-ils *directement* précipité la transformation politique, sociale et nationale de l'Espagne, comme celle de l'Allemagne et de l'Italie ? Napoléon, le roi Joseph et ses auxiliaires, enfin les soldats français ont-ils été des initiateurs, les *afrancesados* des disciples ? A notre connaissance, ce sont là des questions qui n'ont jamais été approfondies : tout l'effort historique s'est porté sur les événements militaires et diplomatiques et sur l'histoire des juntes et des Cortès insurgées.

A la naissance de tout travail sérieux préside presque toujours une large conception. La disproportion entre le vaste dessein initial et le maigre résultat final dût-elle sembler presque comique, nous avouons volontiers qu'à l'origine du modeste travail, dont nous offrons aujourd'hui la première partie, il y a eu l'intention d'étudier le rôle des Français dans la transformation de l'Espagne et de mesurer, pour ainsi dire,

l'importance de l'influence française dans la péninsule au temps du roi Joseph. C'était là la confiance tranquille du néophyte, qui ignorait à peu près tout de son sujet, des recherches à effectuer, des lectures à faire, des difficultés à vaincre.

Au bout de quelques mois de bibliographie, d'informations et de dépouillements, il fallut se rendre à l'évidence. Toute une vie de loisirs utilisés eût à peine suffi à la tâche, à moins qu'on ne se contentât d'investigations restreintes et superficielles; et la grande ambition du début se réduisit à un modeste désir, celui de fournir une petite contribution à l'étude du régime français en Espagne. Un débutant rend plus de services en étudiant l'histoire d'une ville ou d'un département français pendant la Révolution qu'en essayant, après tant d'autres, de reconstituer sur des données forcément très insuffisantes l'histoire de la Révolution française : et l'histoire d'Espagne entre 1808 et 1814 est à coup sûr aussi touffue, aussi complexe que celle de la France révolutionnaire; elle est aussi peu connue scientifiquement que celle de la France entre 1789 et 1799 l'était, il y a cinquante ans.

Entre la synthèse hâtive et la monographie limitée et précise, nous n'avons pas hésité : il fallait se restreindre à une région déterminée et étudier le régime français dans une seule province. Le choix de la Catalogne s'imposa bientôt à nous et pour plusieurs raisons :

1^o Par suite des circonstances, presque toutes les pièces importantes et indispensables, relatives au régime « intrus » en Catalogne, se trouvent réunies à Paris : il n'en est point de même pour les autres provinces de l'Espagne. Un travailleur vivant ordinairement à Paris et ne pouvant se promettre que des séjours limités à l'étranger était donc dans de meilleures conditions pratiques, pour entreprendre l'étude du régime intrus dans cette province, qu'un travailleur résidant en Espagne.

2^o Pendant la guerre de l'Indépendance, la Catalogne a eu sa vie propre, presque particulière. Les insurgés s'y sont gouvernés localement, les Français n'y ont été ni guidés ni gênés dans leur action par des directions venues de Madrid; les ordres, les décrets, et même, à partir de 1810, les hauts fonctionnaires y sont arrivés directement de France. Aussi la délimitation de notre champ d'étude est-elle moins artificielle qu'elle ne le serait, si nous avions choisi l'Aragon, les Castilles ou l'Andalousie, pays où il y eut des directions contradictoires, qui

furent tous en relations avec Madrid et dont l'histoire ne peut se séparer totalement de celle du gouvernement josphiste central.

3° Enfin Napoléon a tenté en Catalogne ce qu'il n'a pas essayé ailleurs; il a dès 1807 pensé à l'annexion du pays; en 1810, il a recommandé d'y « agir dans l'idée » qu'il voulait « réunir cette province à la France »; en janvier 1812, il a d'abord signé, puis ajourné l'annexion pure et simple de la Catalogne à l'Empire: il a dès lors tenté la « francisation » administrative du pays, y a envoyé des conseillers d'État, des préfets, des sous-préfets, etc.; il a prescrit d'y introduire les impôts, la justice, la législation, bref toutes les institutions de l'Empire. La province a ainsi été un champ où se sont exercées successivement plusieurs formes de la domination impériale.

Nous présentons dans ce volume l'histoire de la première période de cette domination; et, quoique le livre soit relativement mince, on le trouvera sans doute bien gros pour ce qu'il contient. Il est vrai que le souci de l'exactitude nous a amené à décomposer beaucoup. Nous nous interdisons la généralisation prématurée, et nous nous gardons de comparer, puisque les points de comparaison manquent. (Il n'y a pas d'études faites sur le régime de l'occupation militaire en Espagne.) Aussi notre horizon reste-t-il limité, et nous ne pensons point mériter d'autres éloges que ceux d'avoir travaillé assez consciencieusement et d'exposer avec une certaine précision les résultats de notre travail.

Nous avons eu beaucoup à nous louer, à tous les points de vue, de la bienveillance et de la complaisance extrêmes des archivistes qui ont aidé nos recherches et parfois attiré notre attention sur des fonds et des séries peu connus. Nous les remercions surtout d'avoir en général mis beaucoup de bonne grâce dans l'interprétation et l'emploi de ces savants règlements qui, maniés sans dextérité, peuvent tant gêner les travailleurs. C'est pour nous un agréable devoir de témoigner ici notre gratitude à MM. les archivistes des Archives nationales, des ministères de la Guerre, des Affaires Étrangères, de la Justice, à Paris; des archives historiques de Simancas et de Madrid, des différents dépôts d'archives de Barcelone et des Archives municipales de Girone. Ils ne s'offenseront pas de nous voir remercier plus spécialement ceux d'entre eux avec qui nous avons eu un

contact particulièrement prolongé et souvent de charmantes relations personnelles : M. Ch. Schmidt, archiviste aux Archives nationales, qui a effectué pour nous, avec une inépuisable complaisance, les recherches les plus minutieuses dans les séries qu'il connaît si bien ; MM. Brun et Martinien, aux Archives de la Guerre ; M. Espinas, aux Affaires Étrangères ; M. de Bofarull y Sans, archiviste en chef de la Couronne d'Aragon, à Barcelone ; M. J. Puiggari, archiviste municipal en chef de Barcelone et ses collaborateurs ; M. le secrétaire et archiviste municipal de Gironne.

Nous sommes également l'obligé des personnes qui, en Catalogne, ont bien voulu nous donner des renseignements utiles ou nous ouvrir des portes par leurs complaisantes démarches : M. le baron Blanchard de Farges, alors consul général de France à Barcelone ; M. J. Miret y Sans, secrétaire de l'Académie royale des Belles-Lettres de Barcelone ; M. J. Massó Torrents, éditeur et bibliographe ; M. P. Casadés y Gramatxés, secrétaire de cet *Ateneo Barcelonès*, dans la bibliothèque duquel nous avons trouvé tant de ressources. Nous devons aussi beaucoup à M. J. Calmette, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Dijon, qui nous a aidé de son expérience du pays, de sa connaissance des ressources que la Catalogne offre aux historiens, et nous a muni de précieuses recommandations.

M. Ernest Denis, professeur d'histoire moderne et contemporaine à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, a bien voulu accepter la tâche ingrate de lire en manuscrit ce travail ; il nous a aidé de ses conseils et a, à l'occasion, combattu notre découragement. Il nous a rendu ainsi doublement service, et nous lui en exprimons ici notre respectueuse et très sincère reconnaissance.

Nous remercierons enfin M. le Directeur et MM. les membres du conseil d'administration de la Fondation Thiers qui, en nous faisant place dans cette maison, nous ont procuré les loisirs studieux pendant lesquels nous avons pu réunir la plupart des matériaux du présent ouvrage.

Lyon, 18 janvier 1909.

INTRODUCTION

REVUE DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I

Les travaux de seconde main nous ont en général rendu peu de services, si ce n'est pour notre chapitre premier et une partie de notre chapitre III. Nous avons travaillé presque exclusivement sur les sources, et spécialement sur les documents d'archives¹.

ARCHIVES NATIONALES. — Les séries où nous avons surtout puisé sont les séries AFiv, F⁷ et F¹⁶.

La série AFiv (Secrétairerie d'État impériale, Empire) contient surtout, en principe et sauf les lacunes dues à des destructions de pièces (1812) ou à des soustractions (assez rares), les documents reçus par l'Empereur ou envoyés par son ordre². C'est donc là qu'on trouve notamment (en expéditions) les lettres adressées à l'Empereur par le roi Joseph³, par Murat en 1808⁴,

1. Nous indiquons, ici et dans la bibliographie, non seulement ce qui est relatif au présent volume, mais encore à la suite que nous espérons lui donner.

2. Nous ne disons pas que cette définition explique la présence de la totalité des documents qu'on trouve à la Secrétairerie d'État, série AFiv (par exemple des *feuilles de travail*, ou des pièces annexées à la série après 1815 : cf. Schmidt, *Le grand-duché de Berg*, p. v). Mais elle est, en gros, assez exacte.

D'autre part, Napoléon recevait communication, en original, de pièces qu'il renvoyait ; il procédait notamment ainsi pour la correspondance des Relations extérieures. Il l'a fait occasionnellement pour d'autres ministères. Mais il reste ordinairement vrai que Napoléon n'a eu connaissance que des pièces versées dans la série AFiv (ce qui est déjà beaucoup), et probablement lisait-il plutôt les rapports ministériels que leurs annexes, sauf quand les ministres en recommandaient spécialement la lecture, ou quand l'Empereur jugeait spécialement important de tout savoir.

3. Publiées par Du Casse, *Mémoires et Correspondance du roi Joseph*, et *Revue historique*, t. XXXI-XXXIV.

4. Publiées par A. Lumbroso, *Correspondance de Murat*.

par les maréchaux ou généraux employés dans la Péninsule, par les chefs de la gendarmerie¹, enfin les rapports relatifs à l'Espagne rédigés par les ministres, par le major général, par les directeurs généraux, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, avec leurs annexes, c'est-à-dire avec de nombreuses copies de pièces exécutées dans les ministères ou les bureaux avec beaucoup de soin² ; c'est également là qu'on trouve les bulletins quotidiens faits au ministère de la Police, par l'analyse ou la citation des rapports contenus dans la série F⁷. La série AFiv contient d'autre part, en minutes, les lettres signées par l'Empereur, les décrets impériaux, etc.

Les cartons AFiv 1604-1636, qui sont les plus importants, sont exclusivement consacrés aux affaires d'Espagne et de Portugal. Contenant les pièces relatives à la guerre de la Péninsule et à sa préparation, ils ont déjà été fréquemment mis à contribution. Nous croyons devoir en donner ici une sorte d'inventaire ; plus détaillé que les inventaires existants, il pourra peut-être rendre quelques services pour des recherches limitées :

1604 : — 1^{er} dossier : rapports de Clarke en 1807 ; organisation du corps d'armée de Dupont. — 2^e et 3^e dossiers : id. ; organisation de l'armée de Junot. — 4^e dossier : correspondance de Junot (oct.-déc. 1807). — 5^e dossier : id. de Dupont ; camp de Bayonne (an IX-an XII).

1605 : — 1^{er} dossier : Lettres de Murat à l'Empereur (janvier-avril 1808). — 2^e dossier : rapports de Berthier, de Bessièrès, de Clarke, de Duhesme, de Mouton (janvier-avril 1808). — 3^e dossier : rapports du ministre-directeur Dejean et pièces diverses sur l'organisation de l'armée (janvier-avril 1808).

1606 : — 1^{er} dossier : lettres de Murat à l'Empereur (mai-juin 1808). — 2^e dossier : rapports de Berthier à l'Empereur (mai-juin 1808). — 3^e dossier : rapports de Bessièrès à l'Empereur (mai-juin 1808). — 4^e dossier : rapports du général Bertrand et du colonel Lacoste sur le premier siège de Saragosse (juin 1808). — 5^e dossier : rapports de Savary à l'Empereur (deux d'avril, le reste de juin-juillet 1808) ; pièces relatives à l'affaire de Baylen ; rapports de Saint-Germain (30 juillet-5 août 1808).

1. Utilisées ou publiées par Martin, *La gendarmerie française en Espagne et en Portugal*.

2. Nous avons préféré renvoyer à ces copies, même quand nous avons ailleurs l'expédition authentique ; l'identité est parfaite ; il y a à ce système un avantage capital, c'est que le lecteur peut ainsi se rendre compte de ce qui a passé sous les yeux de l'Empereur et de ce qui n'a pas été à sa disposition d'une façon pratique.

1607 : — Pièces relativement peu importantes (juin-juillet 1808); rapports de Berthier sur la formation de la division Reille; pièces envoyées par Duhesme.

1608 : — 1^{er} dossier : réponses des capitaines-généraux, gouverneurs, corrégidors, fonctionnaires et corps constitués, à la notification de la nomination de Murat comme lieutenant général du royaume; états, renseignements, mémoires sur l'armée, la marine, les colonies de l'Espagne; rapports d'O'Farrill à Murat (le tout de mai 1808). — 2^e dossier : états, mémoires, plans de réformes dans les finances, remis à l'Empereur à Bayonne (mai 1808).

1609 (dossier unique) : — Adresses, discours, etc., adressés au roi Joseph, à l'Empereur et à Murat (voir *Moniteur* du 18 juin); observations et mémoires sur les projets de constitution; comptes-rendus de la junte de Bayonne (juin 1808); pièces venues d'Espagne, originaux et traductions (avril-juillet); abdication et renonciations des Bourbons (mai); rapports d'aides de camp, mémoires des ministres espagnols, pièces imprimées, projets de réformes, notes du commissaire de police de Bayonne, etc. (mai-juin 1808).

1610 : — Projets de réformes, brochures, etc. (1808); rapports de Mollien à l'Empereur (jusqu'en juillet 1808).

1611 : — Lettres du roi Joseph (1808).

1612 : — Lettres du roi Joseph (1808); rapports de Saint-Germain (août-octobre 1808).

1613 : — Commandement de l'Empereur; rapports des chefs de corps (octobre-novembre 1808).

1614 : — Id.; mémoires divers sur l'organisation de l'armée; rapports de l'intendant général.

1615 : — Journal du siège de Rosas; pièces relatives à ce siège; documents divers (novembre-décembre 1808).

1616 : — 1^{er} et 2^e dossiers : Armée de Portugal (janvier-avril 1808). — 3^e dossier : rapports de Mollien et de Gaudin sur les finances du Portugal (janvier-juillet 1808). — 4^e dossier : occupation du Portugal (depuis mars 1808); projet de statut constitutionnel; statistiques, etc. — 5^e dossier : affaire des laines séquestrées en Espagne (décembre 1808-avril 1809). — 6^e dossier : affaires de Galice; rapports de Ney (1809). — 7^e dossier : rapports confidentiels sur les événements de Portugal et de Galice, la mésintelligence entre Soult et Ney, l'affaire Argenton, etc.

1617 : — 1^{er} dossier : rapports de Berthier (janv.-mars 1809); — 2^e dossier : rapports de l'état-major de Joseph (id.); — 3^e dossier : rapports de Bessièrès (id.); — 4^e dossier : campagne de Galice; rapports de Ney et Soult (id.); — 5^e dossier : armée de réserve et rapports de Bayonne (id.); — 6^e dossier : rapports de l'artillerie et du génie (id.); — 7^e dossier : administration de l'armée d'Espagne (1809); — 8^e dossier : rapports sur les différentes provinces (janvier-mars 1809);

— 9^e et 10^e dossiers : renseignements sur les armées anglaise et espagnole ; prisonniers de guerre (janvier-mars 1809).

1618 : — 1^{er} dossier : rapports de Clarke sur l'Espagne (1809). — 2^e dossier : rapports de Mollien (1809) ; emprunts espagnols ; *vales* ; affaire des laines.

1619 : — 1^{er} dossier : rapports de l'armée du Centre (avril-juin 1809) ; — 2^e dossier : rapports de Sébastiani (id.) ; — 3^e dossier : rapports et lettres de Jourdan au roi et à Clarke (id.) ; — 4^e dossier : rapports de Mortier (id.) ; — 5^e dossier : affaires de Talavera et d'Almonacid (juin-juillet) ; — 6^e dossier : affaires de Talavera et d'Almonacid ; lettres de Jourdan à Clarke (septembre-décembre 1809) ; correspondance de Jourdan avec Sébastiani, Mortier, Ney, Victor, Soult (1809).

1620 : — 1^{er} dossier : gouvernement des pays occupés ; rapports de Thouvenot (Guipuzcoa), d'Agoult (Navarre), de Bonnet (Santander), d'Avril (Biscaye), de Thiébault (Burgos), de Kellermann (Valladolid), de Boyé, Hédouville, Belliard (Madrid). — 2^e dossier : mission de Franceschi (1809) ; — 3^e dossier : administration militaire ; affaire des laines ; mémoires divers.

1621. — Affaires de Catalogne ; rapports de Duhesme, de Lechi, de Gouvion-Saint-Cyr à Berthier et à Clarke (novembre 1808-décembre 1809) ; rapports relatifs au siège de Girone (juin-décembre 1809) ; quelques rapports de Berthier et de Clarke à l'Empereur (1809).

1622. — 1^{er} et 2^e dossiers : siège de Saragosse et commandement de Suchet en Aragon (janvier-septembre 1809). — 3^e dossier : rapports de Berthier (décembre 1809).

1623^A. — 1^{er} dossier : lettres de Joseph à l'Empereur, et annexes (janvier-août 1810). — 2^e dossier : rapports de Berthier à l'Empereur (janvier-février 1810). — 3^e dossier : pièces diverses, mémoires sur les Cortès, sur le Portugal, etc. ; rapports de Champagny (1810).

1623^B. — Rapports de Berthier à l'Empereur (mars-juin 1810).

1624. — Id. (juillet-décembre 1810).

1625. — 1^{er} et 2^e dossiers : affaires de Catalogne ; rapports de Duhesme, d'Augereau, de Macdonald à Clarke et à Berthier (sept. 1809-déc. 1810). — 3^e dossier : approvisionnement de Barcelone ; rapports de Lacuée et annexes (sept.-déc. 1810).

1626. — 1^{er} dossier : rapports de Berthier sur l'Aragon (août-décembre 1810). — 2^e dossier : id. sur l'Andalousie (janvier-décembre 1810). — 3^e dossier : id. sur l'armée du Nord ; commandement de Bessières (mars-septembre 1810). — 4^e dossier : id. sur l'armée de Portugal (mars-décembre 1810) — (copies de pièces en annexes dans les quatre dossiers).

1627. — 1^{er} dossier : lettres du roi Joseph (mars-août 1811). — 2^e dossier : rapports de Berthier et pièces annexes, principalement sur l'armée du Centre (janvier-décembre 1811). — 3^e dossier : états de situation pour 1811.

1628. — Rapports de Berthier sur l'organisation de l'armée; promotions, décorations, etc.; rapports de Mollien (janvier-décembre 1811).

1629. — 1^{er} dossier : affaires de Catalogne; rapports de Carrion-Nisas, de Macdonald, de Baraguey-d'Hilliers, de Decaen à Clarke; rapports de Clarke, de Lacuée, de Decrès, de Mollien à l'Empereur (janvier-décembre 1811). — 2^e dossier : rapports de Berthier à l'Empereur, de Suchet, de Lacuée; le tout sur l'Aragon (id.).

1630. — 1^{er} dossier : affaires d'Andalousie; rapports de Berthier à l'Empereur, et de Soult à Berthier (janvier-décembre 1811). — 2^e dossier : affaires de Portugal; rapports de Berthier, de Masséna, de Marmont (id.).

1631. — 1^{er} dossier : rapports de Berthier sur l'armée du Nord (janvier 1811-janvier 1812). — 2^e dossier : rapports de Gossuin, avec pièces justificatives, sur les abus commis dans la Vieille-Castille et le Léon (1811).

1632. — 1^{er} dossier : organisation générale des armées (1812). — 2^e dossier : réserve de Bayonne et envoi de renforts (id.). — 3^e dossier : personnel des différentes armées : difficultés entre Dudon et Marmont (id.). — 4^e dossier : rapports de Lacuée (id.). — 5^e dossier : questions financières, solde, etc. (id.). — 6^e dossier : service de l'habillement (id.). — 7^e dossier : pièces émanées des insurgés, imprimés, lettres de Blake, etc. — 8^e dossier : extraits de rapports de La Forest (février-oct. 1812).

1633. — 1^{er} dossier : Armée du Centre (1812). — 2^e dossier : A. du Midi (id.). — 3^e dossier : A. du Nord (id.). — 4^e dossier : A. de Portugal (1812). — 5^e dossier : A. de Catalogne (id.). — 6^e dossier : A. d'Aragon et de Valence (id.). Sur tous les dossiers, ce nota : « Les pièces qui manquent à ce dossier ont été brûlées par ordre de S. M. pendant la campagne de Russie. »

1634. — Rapports de Clarke (et annexes) à l'Empereur (janvier-juin 1813); lettres de Clarke au roi Joseph (avril-juillet 1813).

1635. — Rapports de Clarke (et annexes) à l'Empereur (juillet 1813-mars 1814).

1636. — 1^{er} dossier : minutes de bulletins (nov.-déc. 1808). — 2^e dossier : minute du statut constitutionnel de Bayonne (1808). — 3^e dossier : procès-verbaux détaillés des 9^e, 10^e et 11^e séances de la junte de Bayonne. — 4^e dossier : pièces émanées de la junte centrale de Madrid (août-décembre 1808); *Exposición de los hechos*, etc., de P. Cevallos. — 5^e dossier : imprimés divers (junte de Bayonne, 1808). — 6^e dossier : brochures diverses.

Les cartons AFiv 1679-1680 sont également relatifs à l'Espagne, mais contiennent des pièces d'origine ou de nature diplomatique (an VIII à 1813). Il faut y signaler surtout les notes de l'agent secret de Godoy, Izquierdo, les pièces relatives à Charles IV et à

sa famille entre 1808 et 1814, enfin beaucoup de documents sur l'intrigue de 1807-1808 et les événements de Bayonne. Ces cartons, déjà très fouillés, peuvent encore donner un peu d'inédit, si on les examine de près.

Il faut encore citer dans la série AFiv les cartons 126-858 (minutes des décrets impériaux¹ sur tous les sujets), 968-969 (feuilles de travail où se trouvent des indications pour la Catalogne), 1067, 1069, 1294, 1296, 1297, 1302, 1318 (quelques pièces seulement dans chacun de ces sept cartons), 1508-1532 (bulletins de police à partir de mars 1810².) Il n'est pas impossible d'ailleurs, malgré la valeur relative des moyens d'investigation, que des pièces importantes nous aient encore échappé : elles sont en tout cas en petit nombre.

Dans la vaste série F⁷, il y a d'assez nombreux documents, d'ailleurs souvent sujets à caution³, sur les événements de Catalogne, à partir de 1810, date à laquelle Savary commença à avoir des correspondants dans le pays. Beaucoup de ces documents se trouvent dans de petits dossiers épars à travers toute la série. D'autres au contraire sont groupés en une suite imposante. Nous ne pouvons ici qu'énumérer les cotes de F⁷, sous lesquelles nous avons pu trouver, grâce à un vigilant concours, des pièces utiles pour notre travail. Nous signalerons au passage les dossiers les plus importants.

F⁷* 2222 (registre contenant les minutes de lettres de Savary, 1812-1813); 4284; 6343 (correspondance adressée au comte Pelet de la Lozère, chargé du 2^e arrondissement de la Police générale, et à Savary, par M. de Gérando, intendant de Gironne, par le général Decaen, par les préfets du Ter, du Montserrat, des Bouches-de-l'Èbre, par les commissaires de police de Barcelone, de Gironne, de Puycerda, de Lérida; minutes de lettres de Pelet de la Lozère et de Savary à Clarke, 1812-1813); 6352 (rapports

1. Nous renvoyons dans notre travail, non aux cartons, mais aux plaquettes contenues dans les cartons : c'est plus précis, et d'ailleurs conforme à l'usage.

2. Sur les bulletins de police, voir Madelin, *Fouché*, t. I^{er}, p. 515-517.

3. Sur la série F⁷ en général, voir Ch. Schmidt, *Une source de l'histoire contemporaine : le fonds de la Police générale aux Archives nationales*, art. de la *Revue d'histoire moderne*, t. IV, p. 313-327. Notre expérience personnelle nous permet de souscrire à peu près entièrement aux remarques que l'auteur fait, dans les premières pages, sur la valeur ordinaire des documents contenus dans la série. Toutefois il ne faut pas oublier qu'il y a parfois dans F⁷ des rapports de fonctionnaires qu'on ne peut considérer comme imbus de l'esprit de malveillance des policiers spécialisés.

du commissaire général de Perpignan et annexes, 1809-1814); 6554 (affaire Lechi et consorts); 6559 (rapports des commissaires de police de Girone et annexes, 1811-1813); 6564; 6565; 6575; 6578; 7014 (rapports des commissaires généraux de police de Barcelone, 1812-1813); 7016 (rapports des commissaires de police de Girone, 1810-1813); 8670; 8673 (lettres de M. de Gérando à Pelet de la Lozère et à Savary, avec annexes, 1812); 8678; 8685; 8867; 9781.

Enfin, dans la série F^{1e} (administration des pays annexés), dont il existe un excellent inventaire, les cartons 71-73 se rapportent à l'administration de la Catalogne, de février 1812 à mars 1814. Ces trois cartons, extrêmement importants, contiennent essentiellement la correspondance des conseillers d'État intendants de Gérando et de Chauvelin avec le ministre de l'Intérieur Montalivet; il y figure, en outre, un très grand nombre de pièces annexes, en expéditions ou en copies. C'est un fonds capital pour la troisième période du régime français dans la province¹.

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GUERRE. — Les Archives historiques de la Guerre nous ont fourni plus encore que les Archives nationales. La série *Correspondance générale; armées d'Espagne*, est en effet particulièrement riche en documents relatifs à la Catalogne. Ils y sont d'ailleurs mêlés aux pièces relatives aux autres régions de l'Espagne et, conformément à la méthode en usage au dépôt, classés par dates, les pièces du même jour formant un dossier, celles de dix, quinze ou trente jours remplissant un carton². Dans ces conditions, il est impossible de fournir, par

1. Nous avons en outre fait, dès le présent volume, usage d'un des cartons de la série BB¹⁸ (police militaire); nous aurons, si nous traitons la période 1810-1814, à utiliser quelques pièces des séries F¹¹, F¹², F^{1e}: il y a peu de chose à en tirer en somme.

Nous désignons toujours, au cours du travail, les Archives nationales par l'abréviation classique : Arch. nat.; nous indiquons toujours aussi (sauf cas spéciaux) la pièce à laquelle nous renvoyons. Donner seulement une cote, c'est à peu près la même chose que de renvoyer à un gros ouvrage imprimé, sans indication de passage. Une référence doit toujours permettre la vérification rapide.

2. Ce classement s'explique par la nature des travaux auxquels les Archives de la Guerre sont surtout destinées : les cartons n'ont par suite pas de cotes; en donnant la date d'une pièce, on donne ordinairement la référence par cela même. Dans certains cas (date peu apparente, incertaine, erreur, etc.) les pièces sont classées sous une date inexacte ou arbitraire. Dans ce cas, nous mettons la date réelle *avant*, la date de classement *après* la mention Arch. G., par laquelle nous désignons toujours les Archives historiques de la Guerre.

article, un aperçu du contenu des cent quarante-six cartons de la *Correspondance générale*, qui contiennent les pièces relatives à la guerre d'Espagne. Nous ne pouvons donner ici que quelques renseignements généraux sur l'origine et la nature des pièces qui intéressent spécialement notre travail.

1° La plupart des pièces ont été soit reçues à l'époque même par le ministre de la Guerre et le major général, soit minutées dans leurs bureaux. Ce sont (en expéditions) les lettres écrites à Clarke ou à Berthier par l'Empereur, les ministres, les directeurs généraux, etc. ; les rapports adressés aux mêmes par les maréchaux, généraux, gouverneurs, commandants de place, officiers en missions spéciales, chefs d'état-major, etc. ; les mémoires, relations, enquêtes relatifs à certains épisodes, les journaux des sièges ; enfin beaucoup de pièces annexes, arrêtés, rapports de subalternes, brochures, ordres du jour, etc., annexes souvent plus utiles que les documents qu'elles accompagnaient primitivement. D'autre part, on trouve (en minutes) les rapports adressés par Berthier et par Clarke à l'Empereur et les lettres écrites par eux aux ministres, aux directeurs généraux, aux maréchaux, généraux, etc.¹ Il convient de faire remarquer spécialement l'importance des lettres et annexes envoyées à Berthier et à Clarke par les différents ministères. Elles permettent, avec les documents de la série AF^{iv}, de suppléer, dans une assez large mesure, à la disparition ou à la destruction² des pièces contenues jadis dans les archives de certains ministères du premier Empire (Trésor public, Finances, administration de la Guerre).

2° Conformément à l'usage d'autrefois, les papiers d'intérêt public possédés par les hauts personnages militaires ont dû, à leur décès, être versés au ministère : les cartons des Archives historiques contiennent ainsi, classés avec les autres pièces, les papiers d'Augereau, de Macdonald, de Reille, etc. ; les papiers de Duhesme n'y figurent pas en minutes ou en expéditions originales, mais y sont représentés par de belles copies exécutées en 1897 par les soins de la section historique de l'état-major de l'armée. Nous devons à cette circonstance de pouvoir utiliser

1. Il y a aussi des minutes non expédiées : dans ce cas, une mention portée sur la minute l'indique : « n'a pas été envoyée ». Les minutes expédiées étaient enregistrées, et elles portent mention de cet enregistrement.

2. Par suite de l'incendie du ministère des Finances en 1871 et d'un incendie local plus récent au ministère de la Guerre, lequel détruisit les cartons de l'administration de la Guerre.

les débris des archives de l'ancien gouvernement général de Catalogne, notamment beaucoup d'arrêtés dont Augereau et Macdonald n'avaient pas envoyé copie sur-le-champ, les rapports qui leur furent adressés par leurs subordonnés civils et militaires, les lettres reçues de Murat par Duhesme, et (en petit nombre) du gouvernement madrilène par Macdonald.

En dehors de la *Correspondance générale*, les Archives historiques nous ont encore fourni quelques ressources (sans cotes) : les registres de correspondance de Macdonald (onze cahiers reliés en deux volumes), les registres contenant l'Analyse de la correspondance des maréchaux, généraux, etc., employés en Espagne (utiles pour se faire une idée du contenu de quelques pièces disparues), le *Bulletin des actes administratifs du gouvernement de Catalogne* (1810-1811), le journal du commissaire des guerres Mougenot sur le blocus de Barcelone en février-juin 1814.

Archives administratives de la Guerre. — Les archives administratives de la Guerre nous ont plutôt fourni des renseignements sur la biographie des principaux personnages militaires que des documents sur les événements de Catalogne. Les pièces d'intérêt proprement historique qui y figurent existent presque toujours aussi aux Archives historiques. (Il n'y a pas, en principe, de dossiers pour les officiers italiens.)

BIBLIOTHÈQUE DE CAEN. PAPIERS DU GÉNÉRAL DECAEN. — Bien que les papiers du général Decaen, réunis à la bibliothèque de Caen sous la cote générale mss in-f° 177, ne soient pas à proprement parler des documents d'archives, il convient de les passer ici en revue, car ils sont de nature et d'origine analogues aux papiers d'Augereau et de Macdonald que nous venons de signaler, mais beaucoup plus complets.

Ces papiers, déjà utilisés pour l'histoire de l'Île-de-France de 1803 à 1811¹, contiennent également des documents relatifs à la Catalogne, copies sur registres des minutes de rapports ou de lettres du général, expéditions de rapports ou de lettres reçus par lui, etc. Beaucoup des documents de la bibliothèque existent d'ailleurs aussi aux Archives de la Guerre, sous forme naturellement inverse². Mais il est des pièces que nous ne connaissons

1. Prentout, *L'Île-de-France sous Decaen, 1803-1811*, thèse de doctorat. Paris, 1901, in-8.

2. C'est-à-dire que les Arch. G. contiennent en minutes beaucoup des pièces que les papiers Decaen contiennent en expéditions, et en expéditions beaucoup des pièces dont les papiers Decaen ont des copies faites directement sur les minutes.

que par les papiers Decaen ; ce sont soit des pièces de correspondance entre Decaen, Suchet, Soult et les généraux employés en Catalogne, soit des pièces échangées avec le ministre et dont celui-ci aima sans doute mieux ne point laisser de traces, parce qu'elles intéressaient un de ses parents (l'intendant de Barcelone de Luppé). Les articles des papiers Decaen relatifs à la Catalogne sont :

N° 4. — Pièces relatives à la carrière de Decaen : nominations, brevets, lettres d'envoi, etc.

N° 12. — (361 feuillets) : « Journal de mes campagnes en Catalogne pendant les années 1811, 1812, 1813. » Ce journal n'est pas très intéressant ; il est surtout fait de transcriptions de pièces que nous avons par ailleurs ; les récits sont rares et secs.

N°s 15-16. — Lettres écrites ou reçues par Decaen à des époques très diverses : un petit nombre seulement sont relatives à la Catalogne.

N°s 116-118. — Lettres reçues par Decaen, de Clarke, de Berthier, de Savary, de Macdonald, de Soult, de Masséna, des intendants de Chauvelin et de Gérando, et de divers généraux et officiers ses subordonnés¹ ; registres de lettres ou de rapports écrits par Decaen à Clarke (octobre 1811-juin 1812) et à divers ; registres des lettres écrites par Decaen à Suchet, à Soult, aux généraux et officiers, aux administrateurs, commissaires des guerres et autorités civiles (1811-1813).

N°s 119-123. — États de situation des troupes composant l'armée de Catalogne (1811-1813).

N°s 124-125. — Registres des lettres écrites à Clarke et à Lacuée (fin juin 1812-novembre 1813) : articles importants.

ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Enfin nous avons trouvé aux Archives des Affaires Étrangères un complément d'informations. Ces archives sont si fréquentées et la nature des documents qu'elles contiennent est si connue qu'il n'y a pas lieu ici d'insister longuement². Nous y avons dépouillé la série *Corres-*

1. Les articles 116-117 contiennent de nombreux exemples de ces billets microscopiques, faciles à dissimuler, par lesquels les généraux français étaient réduits à correspondre. Ils sont parfois chiffrés, parfois rédigés en clair (les déchiffrements sont joints aux billets chiffrés).

2. M. Geoffroy de Grandmaison publie actuellement, au moyen de la *Corresp. diplom.*, la *Correspondance du comte de La Forest*. Les trois volumes parus vont jusqu'à fin juin 1810.

pondance diplomatique, Espagne, à partir du volume 672. Elle contient des pièces intéressantes pour les relations entre Napoléon et Joseph, c'est-à-dire indirectement pour la question de l'annexion de la Catalogne à la France (à partir de février 1810); mais nous y avons de plus utilisé un grand nombre de rapports, parfois intéressants, adressés de Barcelone au ministre Champagny par un agent secret (voir *Appendice B*). Le fonds *Mémoires et Documents* contient aussi quelques documents d'une certaine importance pour notre sujet¹ (*Esp.*, vol. 153, 210; *France*, vol. 463, 643).

Il est regrettable pour nous que les règlements ne permettent pas la communication au public des rapports consulaires et des articles relatifs aux réfugiés espagnols à partir de 1814.

II

On s'étonnera sans doute de trouver, au cours de ce volume, si peu de renvois aux différents dépôts d'archives espagnols. C'est que ces dépôts, dont certains sont fort riches pour l'histoire de l'insurrection², sont véritablement très pauvres pour notre sujet. Nous avons pourtant, au cours de trois voyages de recherches, passé en Espagne près de trois mois, dont deux en Catalogne. Notre séjour s'est, par la force des choses, employé en grande partie à des lectures et à des dépouillements de sources imprimées.

ARCHIVES CENTRALES : MADRID ET SIMANCAS. — Nous cherchions, dans les dépôts centraux de la monarchie espagnole, deux sortes de documents : 1° les pièces relatives aux relations diplomatiques entre le gouvernement impérial et le gouvernement josphiste (pour la question de l'annexion); 2° les pièces venues de Catalogne au centre de la monarchie.

1. Dans nos références, les mots *Correspondance diplomatique, Espagne*, sont sous-entendus dans l'abréviation employée (*Arch. des Aff. Étr.*). Nous employons, quand il y a lieu, l'indication *Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc.*, pour le fonds *Mémoires et Documents*.

2. Pour nous borner à la Catalogne, nous signalerons les papiers de la junte de Catalogne, versés en 1817 aux Archives de la Couronne d'Aragon par les bureaux de la capitainerie générale : 47 registres, 72 liasses (*legajos*). M. Desdevises du Dezert, dont on connaît la spéciale compétence, les a dépouillés au cours de longs séjours à Barcelone.

A Simancas, il n'y a pas en principe de documents postérieurs à 1802. Mais on y a versé exceptionnellement, sous la rubrique générale *gracia y justicia* (*legajos* 1076-1271), une partie des papiers du gouvernement jacobin (*intruso*). Nous avons ouvert les *legajos* qui, d'après les mentions de l'inventaire¹, pouvaient à la rigueur sembler contenir des papiers venus de Catalogne. Nous avons trouvé des documents relatifs à l'Andalousie, à la Navarre, aux Castilles, au Léon, à l'Aragon, à Valence, etc. (d'ailleurs de très médiocre portée); pas une pièce originaire de Catalogne n'est apparue.

A l'*Archivo histórico nacional* de Madrid, il n'en a pas été absolument de même, mais peu s'en faut. Les papiers du règne de Joseph sont ici placés sous la rubrique *Estado*, et contiennent à la fois des pièces diplomatiques et des documents émanés des ministères de l'Intérieur et de la Secrétairerie d'État; enfin beaucoup de lettres interceptées par les insurgés ou reclassées par le gouvernement de Ferdinand VII, suivant une méthode très particulière². En nous aidant de l'inventaire sur fiches, nous avons ouvert tous les *legajos* qui étaient ou paraissaient être composés de pièces des *intrus*.

Nous avons trouvé quelques rapports et comptes des représentants de Joseph à Paris (1809-1812 : *legajos* 3065, 3086), de ses agents diplomatiques en Hollande (*leg.* 3085 et 3093), à Naples (*leg.* 3085), des consuls d'Espagne à Bayonne, Constantinople, Copenhague (*leg.* 3064) : tout cela est d'une rare insignifiance; il ne s'agit guère que des plus banales affaires courantes ou des dépenses des diplomates jacobins. La correspondance même de La Forest avec le ministre Campo-Alange (1808-1810 : *legajo* 3105) est presque toujours vide.

1. Cet inventaire, assez détaillé, ayant été entièrement publié en français par M. G. de Grandmaison, *La France et l'Espagne pendant le premier Empire* (*Archives espagnoles*), extrait du *Bibliographe moderne*, Besançon, 1899, broch. in-8, il n'y a aucun intérêt à le reproduire ici. Dans le même article, M. de Grandmaison donne (avec quelques indications supplémentaires) toutes les mentions contenues dans le maigre inventaire sur fiches de l'*Archivo nacional* de Madrid (alors à Alcalá-de-Hénarès). Le lecteur voudra bien s'y reporter en cas de besoin. Mais cet inventaire est parfois erroné : nous rectifions dans notre texte quelques indications inexactes.

2. Une mention, mise en 1814, sur la chemise d'un des *legajos* porte : « Lettres qu'on a eu ordre de mettre aux Archives pour qu'on puisse s'en servir en temps utile et qu'on y puise des charges contre certains ». Toutes ces lettres sont simplement classées par l'ordre alphabétique des signataires ou des personnes compromises par le contenu. Nombreux *legajos* de cette nature : 3068 à 3073, 3078 à 3080, 3091, 3096-3100, etc.

Parmi les nombreuses pièces de correspondance administrative que les insurgés interceptèrent ou qui furent reclassées en 1814, pas une venant de Catalogne. Les seuls documents originaux de cette province que nous ayons vus dans les liasses sont deux proclamations imprimées de Macdonald, en juin 1811 (*leg.* 2993). Bref, tout contribue à donner l'impression, d'ailleurs certainement exacte, que les relations entre le gouvernement censé-joséphiste de Catalogne et le gouvernement central furent presque nulles.

Nous n'avons donc eu à faire des documents du gouvernement central joséphiste qu'un usage très restreint et tout occasionnel (*leg.* 3092, décrets de Joseph de 1809 à 1812).

RECHERCHES EN CATALOGNE. — Dans les dépôts publics d'archives de Barcelone et dans ceux qu'on a bien voulu nous ouvrir ou nous entr'ouvrir, nous avons recherché les papiers du gouvernement *intrus* local. Pour répondre aux besoins administratifs, les administrations établies dans le pays avaient eu au moins des archives rudimentaires. Mais, malgré beaucoup de concours aimables, nos demandes ou nos recherches aux Archives de la Couronne d'Aragon¹, de la « diputacion provincial », du gouvernement militaire, de la capitainerie générale, sont restées absolument sans résultat. Lors de leur départ, les Français semblent (ce qui était d'ailleurs indiqué) avoir à peu près tout détruit ou tout emporté². Au reste, en abandonnant leurs fonctions, les gouverneurs généraux trouvaient déjà tout naturel en 1810 et 1811 d'emporter au moins une partie des documents administratifs, puisqu'on les a retrouvés dans leurs papiers de famille.

Nous n'avons obtenu de résultats relativement satisfaisants qu'aux Archives municipales de Gironne et de Barcelone, où on

1. On a toutefois, à la Couronne d'Aragon, les papiers de la Casa de Moneda en 1808-1814 : ils sont volumineux et sans grand intérêt pour nous : c'est de l'infime détail.

2. Ainsi, dès le 31 août 1813, l'intendant Chauvelin écrivait de Gironne au ministre Montalivet : « Monsieur le général de division comte Decaen m'ayant annoncé qu'il convenait dans les circonstances que les papiers les plus importants des diverses administrations civiles soient envoyés à Perpignan, j'ai donné les ordres nécessaires... Ces papiers sont partis aujourd'hui avec ceux des administrations militaires... » (Arch. nat., F^{le} 71). Nous avons cherché naturellement aux Archives des Pyrénées-Orientales : nous n'y avons trouvé qu'un registre des arrêtés de Suchet, de peu d'intérêt ; quelques pièces émanées de la police locale avaient un vague rapport avec la Catalogne.

a bien voulu nous admettre à compulser des documents, qui étaient pourtant réputés « non historiques ».

Archives municipales de Barcelone. — Ces archives (*Archivo municipal de Barcelona*) contiennent les séries suivantes, toutes classées chronologiquement :

1° Les *Registros de Acuerdos* (registres de délibérations) de l'*Ayuntamiento* (corps municipal) jusqu'au 13 juillet 1812 : à cette date, l'*Ayuntamiento* disparut et fit place à la « mairie » française de Barcelone¹. Un certain nombre de pièces, souvent plus intéressantes que les procès-verbaux, sont reliées dans les registres. Ceux-ci sont foliotés, sauf celui de 1808.

2° Les *Representaciones* (représentations), un seul *legajo* pour 1808 et 1809 (janvier-avril) : ce sont, portées sur des cahiers minces, les copies des minutes de lettres écrites par ordre de l'*Ayuntamiento*. Elles sont, en principe, adressées aux anciennes autorités espagnoles, capitaine-général, intendant, régent de l'Audience, etc.

3° Les *Oficios expedidos* (pièces expédiées), mai 1809-fin 1812, à raison d'un *legajo* par an. Cette série est continuée pour 1813 par un « registre de correspondance du maire » (le plus souvent en français) et par un registre intitulé : « Copie des lettres adressées par la commission des hospices » (entièrement en français), du 30 avril 1812 au 17 mai 1814.

4° Les *Oficios recibidos* (pièces reçues) sont au complet et vont jusqu'en mai 1814. Cette série est la plus importante, à cause des nombreuses pièces qui s'y trouvent, en copie communiquée au corps municipal. Il faut y signaler notamment les procès-verbaux de la grande junta des autorités en juillet-août 1808 et de nombreux arrêtés de Macdonald².

C'est enfin aux Archives municipales de Barcelone que nous avons pu dépouiller la collection du *Diario de Barcelona*, qu'il n'est plus aisé de se procurer ailleurs.

Archives municipales de Gironne. — Ces archives contiennent des documents intéressants pour notre entreprise, mais, comme il est naturel, seulement à partir de fin décembre 1809. Ces sont :

1° Les registres d'*Acuerdos* (foliotés), où on a relié la plus grande partie des pièces reçues par l'*Ayuntamiento* et par la

1. *Acuerdos* de 1812, f^{os} 390-391.

2. Nous employons, dans nos références, les abréviations : Arch. mun. Barcel. ; *Reg. de Acuerdos*, ou *Acuerdos* ; *Repres.* ; *Of. exped.* ; *Of. recib.* Vu le classement par années, donner la date des pièces, c'est en donner la référence, comme aux Arch. G.

mairie de Girone. Ces registres sont au complet, depuis décembre 1809 jusqu'à 1814.

2° Des *legajos* intitulés *Correspondencia francesa*, et où figurent, outre quelques pièces insignifiantes de juin 1808 (avant le soulèvement de Girone), non seulement les pièces envoyées à la municipalité par le corrégidor *afrancesado*, par les administrateurs français, par les maréchaux ou généraux, mais aussi des arrêtés de Baragney d'Hilliers, de Macdonald, de Decaen ; et enfin (nous ne savons pourquoi : peut-être les bureaux des Domaines étaient-ils installés dans la *Casa consistorial*, hôtel de ville) un certain nombre de papiers de l'administration des domaines en Haute-Catalogne pour les années 1810-1811.

3° Enfin des dossiers intitulés *Periódicos* (journaux) et contenant, à peu près au complet, la collection devenue presque introuvable¹ de la *Gazette de Girone*, journal officiel du gouvernement français en Haute-Catalogne, à partir du 1^{er} janvier 1812.

Il ne faut point à coup sûr s'exagérer la valeur des trouvailles que les travailleurs peuvent espérer des recherches dans les Archives municipales espagnoles. La grande majorité des pièces qui y figurent sont de faible portée et roulent sur de menus faits. Toutefois leur ensemble nous donne une idée assez exacte de la nature des relations entre les envahisseurs et les envahis, entre les Français et les *afrancesados*. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt pour le but que nous poursuivons de se rendre compte du caractère et des transformations de la vie municipale dans les villes occupées. Nous nous permettrons donc d'attirer ici l'attention sur les dépôts d'archives municipales pour l'histoire du régime de l'occupation française en Espagne. Malheureusement les investigations de cette espèce seront toujours rendues difficiles par la durée des démarches nécessaires pour être admis à travailler dans les archives ou les bureaux des municipalités. Nous n'en sommes que plus reconnaissants aux personnes qui ont bien voulu nous accorder ou nous faire accorder les autorisations nécessaires.

1. Dans un article intitulé *La Gazette de Girone* (*Revista de Gerona*, t. II, p. 297-310), M. Emilio Grahit déclare n'en connaître qu'une seule collection, ne dépassant pas octobre 1812 (en possession d'un particulier). Mais le premier numéro est du 2 janvier 1812 et non du 25 décembre 1811, comme le dit M. Grahit. (Le 25 décembre est la date de l'arrêté ordonnant la création de ce journal, inséré dans le n° 1, du 2 janvier.) Nous ne saurions trop dire combien on a de peine à se procurer, sur place, les collections de journaux divers.

III

Pour donner une idée d'ensemble de ce que la documentation que nous venons de passer en revue représente par rapport à ce qui a été rédigé « administrativement » sur notre sujet, nous sommes obligé d'exposer comment, à notre sens, les documents d'archives de l'époque impériale doivent se classer, non dans les dépôts (cela va sans dire), mais dans l'esprit du travailleur méthodique et patient, soucieux de savoir ce qu'il doit avant tout chercher et découvrir. Le classement que nous allons proposer étonnera peut-être un peu par son caractère inusité¹, mais il a l'avantage de correspondre à un grand fait, l'organisation bureaucratique de l'Empire, celui d'englober la presque totalité des documents contenus dans les dépôts d'archives divers, enfin celui d'être le véritable point de départ nécessaire pour donner une idée d'ensemble de ce qui manque à notre information et de ce qui y est compris.

Ce classement résulte de deux questions fondamentales, qu'on peut se poser pour chaque document : à qui était-il destiné en original ? Quelle filière a-t-il suivie ?

Pour répondre à ces deux questions, nous répartirons d'abord par la pensée les pièces d'archives, existantes ou perdues, en trois classes ou *degrés*.

Premier degré (l'information impériale). — Cette catégorie comprend : les pièces destinées à renseigner l'Empereur, et, accessoirement, les ordres donnés par l'Empereur aux ministres et assimilés (major général, directeurs généraux, etc.) jouissant de la faculté de correspondance directe.

Les pièces de cette nature ont évidemment une extrême importance, mais plutôt en tant que *causes* et *explications* des ordres et actes futurs qu'en tant que *moyens de documentation* sur les actes et faits passés : si l'on veut, leur intérêt est plus *subjectif* qu'*objectif*. Une détermination impériale est évidemment commandée (entre autres motifs) par l'idée que l'Empereur se fait d'un événement, et à ce titre les rapports des-

1. Nous signalerons pourtant l'analogie, sinon de notre classification, du moins des principes sur lesquels elle repose, avec les principes aujourd'hui adoptés pour le classement des cahiers de 1789. Ici comme là, on tient compte avant tout de la place du document dans une filière déterminée.

tinés à Napoléon sont capitaux : de même, un ordre impérial se répercute dans le domaine des faits et nous intéresse par là. On a beaucoup discuté sur la valeur documentaire de recueils comme la *Correspondance de Napoléon* (avec ses compléments divers ¹). Je ne crois pas qu'on ait eu le soin de faire nettement la distinction, pourtant essentielle, entre sa valeur comme recueil d'*ordres* et sa valeur comme recueil de *renseignements*. Il faut chercher en réalité dans la *Correspondance* et dans ses suppléments, non point des renseignements exacts sur les faits antérieurs aux textes publiés ², mais bien l'explication des faits postérieurs et, par interprétation, la genèse des projets impériaux. Il serait d'une méthode détestable de reconstituer d'après les lettres impériales les faits passés; il est même parfois difficile et délicat de saisir par elles l'idée que Napoléon se faisait des hommes et des événements.

Les rapports des ministres et assimilés ont sans doute beaucoup plus de valeur documentaire, d'autant plus que tout le monde et spécialement les ministres connaissaient le goût de Napoléon pour les détails précis. L'Empereur a probablement été, parmi les souverains modernes, un des mieux renseignés, grâce à la merveilleuse organisation de la machine gouvernementale au point de vue spécial de la transmission des pièces et de l'afflux des informations. Mais enfin ses hauts fonctionnaires lui cachaient ou lui déguisaient (par calcul, par généralisation, par l'emploi du style administratif) une partie des faits précis, des menus détails, des démarches suspectes, etc. ³. Napoléon le

1. Les principaux recueils supplémentaires sont ceux de M. Lecestre et de M. de Brotonne (*Lettres inédites*, Paris, 1898, in-8; *Dernières lettres inédites*, Paris, 1903, 2 vol. in-8) où figurent d'ailleurs des pièces antérieurement publiées, mais qu'il est plus commode d'aller y chercher. Les études de Du Casse (mêlées de fragments ou pièces inédits) sont également à signaler (*Les rois frères de Napoléon*, Paris, 1883, in-8; *Supplément à la Correspondance de Napoléon I^{er}*, Paris, 1887, in-42; cf. *Revue historique*, 1886-1887, t. XXXI-XXXIV). On trouvera des renseignements et indications beaucoup plus amples dans les préfaces de Lecestre et Brotonne, et dans Kirchelsen, *Bibliographie Napoléons*, Berlin et Leipzig, 1902, in-8, p. 2-6.

2. Au moins en principe. Indiquons qu'accessoirement la *Corr. Nap.* pourra renseigner sur la date à laquelle Napoléon a connu les événements, et ce genre de renseignements est souvent très utile à avoir.

3. Au cours de 1810, Clarke laisse ainsi ignorer à l'Empereur toutes les nominations de *ratés* que Macdonald fait en Catalogne, souvent à son instigation. Il faut une demande de l'Empereur à Savary sur l'un d'entre eux (de Luppé) le 16 janvier 1811 (*Dern. lettres inéd.*, éd. de Brotonne, n° 1247) restée sans réponse d'abord, pour qu'enfin Clarke parle de ce personnage, véritable *préfet* sous un autre nom, imposé à Macdonald par le ministre.

sentait si bien, qu'il avait dressé ses ministres à lui fournir beaucoup de copies de pièces, lesquelles constituaient dans son cabinet beaucoup plus que dans son cerveau quelque chose d'analogue aux fameux « atlas » de Taine. Mais Napoléon avait-il le temps de lire toutes ces copies ? C'est bien douteux, surtout à partir de 1808, au fur et à mesure que l'Empire grandit et que la machine se complique. Il ne devait recourir aux annexes des rapports ministériels que quand ces rapports lui révélaient des faits spécialement importants. Donc, si une lettre où Napoléon utilise le contenu d'un ou de plusieurs rapports ne vaut pas, comme document sur le passé, la pièce ou l'ensemble des pièces qui ont renseigné l'Empereur, de même (à un degré moindre) un rapport ministériel ne vaut pas, comme document, les pièces d'après lesquelles le ministre a fait son rapport.

Pour des livres généraux, on ne peut évidemment demander pourtant aux historiens que ce premier degré de documentation ; mais ils devront, au moins quand la nature des faits, les obscurités et les contradictions des textes leur indiqueront que l'Empereur et ses ministres ont déformé la réalité ou ne l'ont pas connue, descendre d'un, voire de deux degrés dans leurs recherches. Même avec cette précaution, on n'aura qu'une idée nécessairement faussée des faits étudiés, si généraux soient-ils. Notre ouvrage ne rentre pas dans la catégorie des ouvrages généraux. Nous avons donc tenu à descendre toujours au moins au second degré¹, et même au troisième degré dans la mesure du possible.

Deuxième degré (l'information ministérielle). — Nous rangerons dans cette classe les pièces rédigées par les hauts fonctionnaires locaux en correspondance régulière et obligatoire avec les ministres (ou assimilés), tenus par conséquent de les

Clarke fait alors à l'Empereur un rapport étrangement tendancieux (12 mars 1814, Arch. nat., AFIV 1297). Les dénonciations envoyées à la fois à Montalivet et à Savary en 1812 et 1813 contre le féroce gouverneur de Lérida par le préfet des Bouches-de-l'Èbre et le commissaire Boucher n'aboutissent à l'Empereur que le 4 mars 1813, et sous une forme très affaiblie, par le bulletin de police (AFIV 1526), alors que Pelet de la Lozère avait attiré sur les faits, signalés dès le 1^{er} septembre par le préfet, l'attention de Savary le 30 septembre, et que le ministère de la Police en avait informé Clarke le 3 novembre. Nous pourrions multiplier les exemples.

1. Sauf pour la filière de la marine, où nous nous sommes contenté des rapports de Decrès : il ne s'agissait pas là de faits dont le détail eût de l'intérêt pour nous (nous avions uniquement à connaître les entrées de convois ou de navires dans Barcelone), et d'ailleurs les rapports sont accompagnés de nombreuses copies de pièces.

renseigner directement : commandants d'armées ou de corps isolés, commandants de divisions militaires à l'intérieur de l'Empire, et leurs chefs d'état-major¹; ministres plénipotentiaires, ambassadeurs ou chargés d'affaires²; préfets³; commissaires généraux de police⁴; payeurs généraux ou payeurs de corps isolés⁵; etc. Nous y rangerons également la correspondance interministérielle (si précieuse quand elle émane des ministres dont les moyens d'information nous manquent aujourd'hui); enfin les lettres envoyées par les ministres à leurs subordonnés directs.

Pour ces dernières pièces, il y a à faire la même remarque que pour les lettres de Napoléon : il faut avant tout les envisager (sauf cas spéciaux) comme des *ordres* et comme des *causes*, parfois aussi comme faisant connaître non les faits, mais l'idée que le ministre veut en donner à son subordonné, à moins qu'il ne s'agisse, bien entendu, du simple résumé initial par lequel le ministre rappelle le contenu du rapport auquel il répond⁶.

Quant aux pièces reçues par le ministre, leur contenu est ordinairement beaucoup plus étendu, moins frappant peut-être, mais plus précis, plus réel que celui des rapports ministériels à l'Empereur : le fonctionnaire se sent responsable des inexactitudes formelles; il n'a pas l'excuse que son rôle soit de ramasser et de résumer; il se sait contrôlé souvent par d'autres informations; on lui reprocherait non seulement ses mensonges, mais aussi ses silences. Et pourtant, il y a encore des réserves à faire. Le fonctionnaire craint parfois de s'attirer des réprimandes s'il

1. En relations régulières avec le ministre de la Guerre (ou le major général).

2. En relations régulières avec le ministre des Relations extérieures.

3. En relations, comme chacun sait, avec tous les ministres, mais tout spécialement avec le ministre de l'Intérieur.

4. En relations régulières avec le ministre de la Police générale et (à partir de 1812 pour la Catalogne) avec un des conseillers d'État chargés de la direction d'un des arrondissements de la Police générale de l'Empire (dans l'espèce le comte Pelet de la Lozère, chargé du 2^e arrondissement).

5. En relations régulières avec le ministre du Trésor public.

6. Beaucoup d'ordres ministériels ne sont d'ailleurs destinés qu'à transposer les ordres de Napoléon. Quand ils passent, comme c'est presque toujours le cas pour nous, par le canal descendant du major général ou du ministre de la Guerre, la transposition consiste souvent en un simple passage du discours indirect au discours direct (chez Berthier), en une paraphrase amollie et allongée (Clarke). Il n'y a guère de changement sérieux dans les termes que pour certains passages trop vifs de l'Empereur, où Clarke adoucit la manifestation du mécontentement impérial; (Berthier atténue beaucoup moins, ou pas du tout).

dit exactement tout. Il juge parfois habile de ne pas préciser : ambassadeur, craignant que l'avenir ne démentes ses pronostics, il donne presque toutes les nouvelles sous réserves, en opposant à chaque renseignement, à chaque fait énoncé, des renseignements et des faits contraires¹ ; est-il général, il craint, en présentant les succès comme trop complets, de se faire reprocher leur manque de résultats, de ne pas recevoir de renforts, de vivres, etc. ; en ne masquant rien des revers, il s'expose au rappel immédiat ; il n'avouera que peu à peu la gravité de l'échec. Après les succès, il aura soin de se plaindre de « manquer de tout ».

Et, malgré cela, c'est bien de ce degré de documentation que l'historien du premier Empire est le plus souvent obligé de se satisfaire, même s'il tient à serrer la réalité. S'il veut descendre plus bas, il se noiera dans l'effrayante quantité des pièces ; il se verra obligé à des voyages perpétuels de dépôts locaux en dépôts locaux ; il y trouvera souvent, pour l'époque impériale, les pièces non classées, non inventoriées ; parfois on lui en refusera la communication, parce qu'elles sont encore considérées comme documents d'intérêt purement administratif². Quoi qu'il fasse, dans les conditions les plus favorables, il n'en connaîtra qu'une très faible partie.

On ne peut guère reprocher à personne (quand il s'agit du premier Empire), à moins que le sujet ne soit tout à fait restreint (beaucoup plus encore que le nôtre), de s'être contenté du second degré, du moins pour l'ensemble des faits. A vouloir obliger l'historien contemporain à plus, on le condamnerait en réalité ou à ne jamais aboutir, ou à se contenter de donner l'impression d'une *apparence de recherches*, c'est-à-dire à faire la chose

1. Je fais spécialement allusion ici à la correspondance de La Forest, ce diplomate chez qui M. de Grandmaison admire tant la « tradition » de l'ancienne école diplomatique, le style de la grande diplomatie, etc. Entendons en réalité par là que, placé près de Joseph. La Forest insinue tout et affirme peu.

2. Rappelons qu'en France les greffes, les Archives des divisions militaires, etc., nous sont en principe fermés. Il y a mieux : en avril 1905, allant en Espagne par Bayonne, je fis un crochet sur Pau pour voir si, par hasard, quelques documents relatifs à la Constitution de Bayonne n'auraient pas échoué aux Archives des Basses-Pyrénées. C'était peu probable, mais il valait mieux s'en assurer. Je me rendis donc à la préfecture : là on m'apprit, aux Archives, que les pièces de l'époque impériale relevaient du cabinet du préfet, et que les démarches déjà faites avaient toujours reçu des réponses négatives, au bout de huit à dix jours. Sentant bien qu'un préfet et ses bureaux ont couramment besoin de papiers vieux d'un siècle, je repris le train pour Bayonne.

la plus anti-historique qu'il y ait. Tout habitué des Archives a remarqué ces travailleurs de génie qui, en un quart d'heure, épuisent un carton garni de cinq cents rapports ministériels ou annexes, où chaque pièce a une moyenne d'au moins deux pages parfois très denses ; en réalité, ces amateurs funestes ont juste le temps de mettre le désordre dans les dossiers, et d'obliger ainsi le travailleur suivant à une bonne demi-heure (ou plus) de reclassement préalable. Mais ils ont pris une note de cinq lignes, et leur livre comptera une cote de plus. L'effet en sera grandiose ; et un bon nombre d'erreurs seront mises en circulation pour un demi-siècle.

En réalité, *qu'un document ne soit pas utilisé par un travailleur, c'est là un moindre mal*. D'autres s'en serviront et compléteront ou rectifieront, s'il y a lieu, les affirmations du prédécesseur ; ils ne seront pas détournés de leurs projets de travaux par l'idée qu'un autre a déjà tout vu. Mais *qu'un texte soit mal utilisé, il faudra bien longtemps pour qu'on ose l'étudier à nouveau*. Ne nous demandons donc pas trop : « L'auteur a-t-il tout vu ? » mais bien : « L'auteur a-t-il honnêtement vu ? » Pour la constitution de l'histoire contemporaine en science vérifiable, ce qui s'impose avant tout, vu le nombre immense des documents, c'est la division du travail de recherches, comme du travail de rédaction. Voir *tous* les documents à fond étant impossible¹, il faut se contenter d'en voir *beaucoup avec soin*, et d'indiquer avec la plus grande sincérité ce qu'on a réellement vu. Ce n'est pas aussi brillant, mais c'est plus honnête et plus utile que l'étalage de milliers de cotes².

On doit donc, à notre sens, se contenter de demander aux historiens auteurs de travaux d'étendue moyenne l'utilisation parfaitement consciencieuse des documents du second degré. Ils y

1. On voudra bien remarquer que nous n'entendons nullement attaquer les vastes synthèses, si nécessaires au public, à l'enseignement, etc., à condition qu'elles se présentent comme des *synthèses*, c'est-à-dire comme des œuvres qui reposent sur l'utilisation des sources imprimées, des travaux de seconde main, ou des séries d'archives les plus centrales. Ces travaux ont leur extrême utilité ; et, à vrai dire, les auteurs de monographies devraient se considérer essentiellement comme les *préparateurs* des grands historiens. Mais pour cela ils doivent avant tout leur fournir des travaux clairs et solides (surtout solides) : ils doivent éviter de leur offrir des faits mal établis, et de leur donner à croire qu'un modeste travail épuise l'intérêt et le contenu des documents quand ceux-ci n'ont pas été bien étudiés en réalité.

2. La règle théorique (*voir tout et bien*) est, je crois, d'application relativement aisée pour l'histoire ancienne et l'histoire du haut moyen âge ; elle est déjà d'application bien difficile aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, etc.

auront déjà bien des moyens de contrôle, par la confrontation entre elles des affirmations venues par des filières différentes, par le rapprochement des documents émanés du même personnage ou du même service à des époques différentes, par l'attention scrupuleuse aux détails précis de date et de lieu, etc. Moyennant quoi, on aura sans doute des faits, non une représentation parfaite, mais la représentation la plus exacte qu'il soit possible d'en avoir dans les circonstances actuelles, sauf pour les monographies très étroitement limitées.

Troisième degré (l'information des chefs locaux). — A proprement parler, nous ne devrions placer ici que la correspondance échangée entre les plus hauts fonctionnaires locaux et leurs subalternes ou égaux. Mais, pour ne point multiplier les degrés à l'infini, nous rangerons aussi dans cette classe toutes les pièces dont, en principe, les expéditions originales ne doivent pas sortir de la circonscription administrative, même quand elles restent inconnues des hauts fonctionnaires locaux. Nous n'oublierons pas toutefois que ces hauts fonctionnaires ne savent naturellement pas encore tout, et qu'on peut essayer de les tromper sur place, comme ils peuvent essayer de tromper de loin les bureaux ministériels.

Ici il ne peut plus être question, pour l'historien contemporain, de tout voir et de tout dépouiller, sauf au cas où il se borne à l'étude d'un épisode tout local et tout momentané, où il établit une biographie de personnage de rang secondaire¹, etc. Il ne peut, même pour une étude comme la nôtre, que profiter des circonstances qui lui permettent l'accès de telle ou telle série de documents; il doit choisir entre les occasions, si elles sont trop nombreuses; il doit s'estimer heureux d'avoir vu une partie des pièces, faire son possible pour bien discerner ce qui a un intérêt dans les documents vus, et s'en tenir là. Plus ses recherches seront étendues dans ce troisième degré, et mieux cela vaudra sans aucun doute. Nous répétons qu'elles ne sauraient, par définition même, être complètes.

Nous nous sommes donc résigné, non sans quelque inquiétude, à ne pas chercher l'impossible, et avons dû nous tenir pour satisfait d'avoir, par les papiers Duhesme, Reille, Auge-reau, Macdonald, Decaen², accessoirement par les pièces des

1. Ou quand il cherche à éclairer les périodes obscures de la vie d'un grand personnage.

2. Car en réalité les papiers de famille des personnages, qui ont eu la

Archives municipales citées, une partie non négligeable des pièces du troisième degré.

LES FILIÈRES ADMINISTRATIVES. — Pour les deux premiers degrés, où la chose offre un sens, il reste encore à comparer ce qui a existé avec ce qui reste à notre disposition. Pour cela, il faut d'abord indiquer les filières, les « canaux », comme on disait vers 1808, qui ont existé pour la transmission des pièces relatives à la Catalogne : et ici il faut distinguer essentiellement trois périodes chronologiques.

De 1808 à janvier 1810, il y a eu envoi régulier de rapports au ministre de la Guerre et (plus rarement) au major général (véritable ministre pour l'armée que l'Empereur commande en personne); au ministre directeur de l'administration de la Guerre; au ministre des Relations extérieures; enfin au ministre du Trésor public¹. Les autres ministres ont peut-être reçu quelques rapports, mais dans des cas très exceptionnels et pour des affaires qui intéressaient à la fois l'administration de la France et celle de la Catalogne. Ils ont reçu les rapports au titre français, non au titre catalan².

En 1810 et 1811, ainsi qu'en janvier 1812, les mêmes filières subsistent, mais il s'y ajoute une filière nouvelle; le ministre de la Police est renseigné sur la Catalogne, par des rapports de Perpignan et de Gironne; il peut donc à son tour renseigner l'Empereur.

Depuis janvier 1812, il y a possibilité de correspondance hiérarchique avec tous les ministres ou assimilés. Mais l'agent secret de Champagny, devenu gérant du consulat de Barcelone,

correspondance directe avec les ministres et ont centralisé les documents locaux, représentent une sorte de choix entre les documents dont la place normale serait dans les dépôts locaux. Peu importe, pour notre classement des documents par degrés, qu'ils soient versés ou non aux dépôts centraux: Ils sont actuellement (sauf les papiers Decaen) aux Arch. de la Guerre, mais par une dérogation à leur véritable rôle: peu importe à notre point de vue qu'ils y soient mêlés aux pièces du 2^e degré (pratiquement parlant, c'est même là une circonstance fort heureuse).

1. A Clarke et à Berthier, par les généraux commandant en chef ou isolés et par leurs chefs d'état-major; à Dejean, par les ordonnateurs ou commissaires des guerres (faisant fonction d'ordonnateurs), accessoirement par les généraux ou chefs d'état-major; à Champagny, par le vice-consul de France à Barcelone (pièces inutilisables, voir plus haut) et par un agent secret; à Mollien, par les payeurs.

2. Ainsi le ministre des Finances pour les questions douanières (AFiv plaq.); le ministre de l'Intérieur (direction du commerce) pour les permis d'exportation de blé (AFiv plaq.), etc.

ne lui envoie plus guère que des « rapports consulaires », donc enfermés aujourd'hui dans le Saint des Saints aux Affaires Étrangères. La plupart des ministres, qui ont été nouvellement investis du droit de correspondre avec la Catalogne pour les affaires de leur département, ne reçoivent en fait qu'un très petit nombre de rapports, et n'abusent pas de leur droit de surveillance¹. En réalité, il ne s'ouvre guère que deux correspondances nouvelles, fréquentes ou assez fréquentes : rapports au ministre de l'Intérieur, rapports au ministre des Finances. D'autre part, le nombre des informateurs du ministre de la Police s'accroît, puisqu'il a maintenant des subordonnés dans les quatre chefs-lieux catalans.

DOCUMENTS UTILISÉS; DOCUMENTS DÉTRUITS, ÉGARÉS, SOUSTRAITS AUX RECHERCHES. — Par la *Correspondance de Napoléon* (et suppléments) et par les pièces de la série AFIV, nous avons certainement presque toutes les pièces du premier degré, à toutes les époques (sauf dans le second semestre de 1812) : nous avons par là une idée sommaire de ce que les différents ministres surent relativement à la Catalogne (sauf dissimulation volontaire; très peu probable dans la majorité des cas).

Mais déjà, dans les pièces du second degré, il y a de graves, d'immenses lacunes; les fonds d'archives des ministères des Finances, du Trésor public, de l'administration de la Guerre ont péri; nos demandes au ministère de la Justice, pourtant suivies de recherches consciencieuses en notre présence, n'ont abouti à aucun résultat². Au total, c'est précisément pour cette période de 1812-1814, où les Français ont fait le plus de tentatives intéressantes, où il y a eu le plus grand nombre de filières simultanées, que beaucoup de pièces du second degré manquent. Heureusement les filières existantes sont particulièrement riches; spécialement le baron de Gérando, intendant de Haute-Catalogne, qui avait des scribes à employer,

1. Nous le savons par la correspondance interministérielle (Arch. de la G., et F¹^e 71-73) ; par la correspondance des intendants avec Montalivet (F¹^e 71-73) et avec Clarke (Arch. G.) ; ils y rendent compte des rapports envoyés aux ministres de la Justice, des Finances, des Cultes, etc., et des réponses reçues (ou de l'absence de réponses).

2. Et là, à en juger par ce que nous savons du contenu d'un des rapports envoyés par de Gérando (dont fut transmis une sorte de résumé à Clarke, Arch. Guerre, 10 mai 1812. et à Montalivet, F¹^e 71), c'est très regrettable.

envoyait fréquemment à son « cher et bon ministre » Montalivet, ou même à Clarke, des copies ou des analyses étendues de ses différents rapports.

Nous pouvons résumer ce qui précède par deux petits tableaux ¹ (pp. xxx et xxxi).

DOCUMENTATION INTERNE ET EXTERNE. — Après tout ce que nous venons d'exposer, il n'y a plus qu'une remarque à faire. C'est qu'un caractère essentiel de notre documentation d'archives est d'être une documentation *interne*, c'est-à-dire composée de pièces rédigées par les personnes mêmes dont nous racontons l'histoire. Ce qui manque à notre travail, c'est une documentation *externe*. Mais où la trouver ? Nous avons assez vu des papiers des insurgés pour avoir préféré, en Espagne, ne pas employer notre temps sur eux. Ils ne renseignent guère sur l'administration française, qu'ils ignorent totalement. Des pamphlets et libelles, presque rien à tirer pour nous, sauf très exceptionnellement.

Ce qui supplée un peu à cette lacune, c'est que nous possédons des témoignages non administratifs (Laffaille, Ferrer, quelques lettres privées) et que, parmi les pièces d'archives, il y a des pièces de témoins sans bienveillance, des appréciations de successeurs, etc. Alors que, pour les documents rédigés par les chefs ou administrateurs, il faut faire la part de la tendance apologétique et de l'optimisme de commande, dans les pièces émanées de témoins exempts de toute responsabilité, il faut souvent faire la part de la tendance au dénigrement et à la malveillance ; dans les témoignages émanés d'insurgés, celle de la haine et de l'aveuglement systématiques ; ce sont alors les passions manifestées qui sont intéressantes, plus que les termes employés ou les faits allégués (rares d'ailleurs).

1. Dans les deux tableaux, les cotes d'archives indiquent ce qui existe encore ; les guillemets, ce qui n'a sûrement jamais existé ; le point d'interrogation, ce qui a *peut-être* existé, mais n'a pas laissé de traces dans AFIV (peut avoir péri en Russie). Naturellement, nous ne tenons pas plus compte des copies ici que dans tout l'essai de classement logique, qui ne peut s'appliquer qu'aux pièces en minutes ou expéditions originales. Enfin, pour tout AFIV, il faut tenir compte des pertes du 2^e semestre de 1812.

Dans le deuxième tableau, nous supprimons la colonne *Marine* puisque nous n'avons pas cherché les pièces de ce ministère, et nous introduisons la colonne *Cultes*.

TABLEAU I

PÉRIODES	RAPPORTS MINISTÉRIELS RELATIFS A LA CATALOGNE ET DESTINÉS A L'EMPEREUR : ADRESSÉS PAR LES MINISTRES									
	de la Guerre et Major Général.	de l'Admin. de la Guerre.	des Relations Extérieures.	de l'Intérieur.	de la Police générale.	du Trésor public.	des Finances.	des Manuf. et du Commerce.	de la Justice.	de la Marine.
1808-1809.	AFIV 1604 à 1636. Arch. G. (minutes).	AFIV 1604 à 1636.	Pas de rapports ministériels sur la Catalogne. Mais certains rapports de Blondel étaient probablement communiqués en originaux à l'Empereur.	»	»	AFIV 1604 à 1636.	»	Non créé.	»	AFIV 1604 à 1636.
1810-1811.	AFIV 1297. 1604-1636. Arch. G. (minutes).	Id.		»	AFIV 1508 à 1533.	Id.	»	Non créé.	»	Id.
1812-1814.	AFIV 1318. 1604-1636. Arch. G. (minutes).	Id. et AFIV 1294.		AFIV 1067. AFIV plaq. AFIV 1302.	AFIV 1508 à 1533. AFIV 1302.	Id.	AFIV plaq. AFIV 1069.	AFIV plaq.	?	Id.

TABLEAU II

PÉRIODES	RAPPORTS RELATIFS A LA CATALOGNE ET ADRESSÉS AUX MINISTRES									
	de la Guerre et au Major Général.	de l'adminis- tration de la Guerre.	des Relations Extérieures.	de l'Intérieur.	de la Police générale.	du Trésor public.	des Finances.	des Manufac- tures et du Commerce.	de la Justice.	des Cultes.
1808-1809.	Arch. G.	détruits.	Corr. dipl. Mém. et Doc.	»	»	détruits.	détruits.	»	»	»
1810-1814.	Arch. G.	détruits.	Id.	»	F ^r divers.	détruits.	détruits.	»	»	»
1812-1814.	Arch. G. Papiers Decaen.	En partie détruits. En partie dans les Papiers Decaen.	Presquen- tièrement inacces- sibles au public.	F ^{ts} 71-73.	F ^r divers.	détruits.	détruits.	F ^{ts} divers.	introu- vables.	introu- vables.

IV

Nous donnons à la suite de cette introduction une bibliographie, où figurent naturellement les ouvrages d'intérêt historique cités ou consultés. Nous n'osons garantir qu'elle soit complète. Il est des livres, des journaux, des pièces¹, que nous n'avons pu trouver ni en France ni en Catalogne. De là des lacunes, qui n'ont probablement d'ailleurs pas grande gravité au point de vue de notre sujet spécial.

Notre bibliographie est dressée par ordre alphabétique. Cet ordre a l'avantage de permettre au lecteur de retrouver rapidement les indications relatives à chaque ouvrage cité en note. Mais c'est un fort médiocre classement logique, puisqu'il ne distingue pas entre les livres importants et les livres d'intérêt secondaire ou presque nul, entre les travaux de seconde main et les sources, etc. Aussi avons-nous jugé utile d'appeler ici, d'après un classement logique, l'attention sur les ouvrages les plus utiles.

INSTRUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES. — Ils sont très insuffisants. Pour l'histoire générale², on aura recours à Kircheisen, aux bibliographies qui figurent à la suite des trois volumes de M. Desdevises du Dezert, aux catalogues de la Bibliothèque nationale, surtout à celui (autographié) de l'histoire d'Espagne et de Portugal, qui s'arrête malheureusement à 1880. Pour la bibliographie des publications locales, les précédents ouvrages et catalogues sont très insuffisants. Nous avons été aidés à ce point de vue par le catalogue de l'*Ateneo Barcelonés* (avec suppléments tenus à jour), par la courte liste que Blanch

1. Ainsi la *Gaceta de Tarragona*, souvent mentionnée par Ferrer, n'est pas facile à trouver, et nous n'y avons pas réussi. Nous n'avons pas pu lire non plus les ouvrages de Lissoni (qui avait servi en Catalogne), cités par G. de Castro, *Storia d'Italia*, p. 244, n. 1, et publiés à Londres ou à Milan (s'il faut en juger par ce qu'en tire de Castro, cette lacune ne nuit guère à notre travail). D'autre part, on sera frappé de voir figurer dans notre liste si peu d'opuscules, pamphlets, etc. Ceux que nous avons pu connaître (la Bibliothèque nationale et celle de l'*Ateneo Barcelonés* en possèdent un certain nombre) n'ont le plus souvent aucun intérêt ; ce sont de violentes diatribes sans précision : nous citons les quelques pièces où sont racontés des faits. D'ailleurs, beaucoup de ces fragiles et éphémères productions n'ont pas été à notre portée.

2. Bibliographie sélective dans Fournier, dans l'*Histoire générale*, etc.

donne à la fin de son deuxième volume, par le catalogue des mots types (*Catalogne, Espagne, Barcelone*), à la Bibliothèque nationale, par le dépouillement des revues locales (*Revista de Girona, Renaixensa, Revista de la Asociación artístico-arqueológica de Barcelona*, etc.) et particulièrement de la *Revista de bibliografia catalana*, dont la publication s'est malheureusement ralentie depuis 1903. Pour les pamphlets, libelles, imprimés divers, il n'y a guère d'autres ressources que le catalogue Andreu. Nous avons enfin bénéficié à ce point de vue des utiles avis qui nous ont été donnés par plusieurs érudits de Barcelone, et tout spécialement par M. Miret y Sans, secrétaire de l'Académie royale des Belles-Lettres de Barcelone.

COLLECTIONS DE DOCUMENTS ET SOURCES IMPRIMÉES. — Nous avons à utiliser, pour ce travail, un certain nombre de recueils de documents, mais aucun n'est spécialement relatif à l'histoire de la Catalogne. Ce sont, outre la *Correspondance de Napoléon* et ses compléments, la *Correspondance de Murat*, éditée par Lumbroso, la *Correspondance de La Forest*, ambassadeur de France auprès du roi Joseph, enfin le recueil publié par Du Casse, dont la partie narrative est très évidemment tendancieuse et souvent erronée ou incomplète, mais dont la partie *Correspondance* fournit ce qu'on sait de plus net à l'heure actuelle sur le règne de Joseph et sa situation à Madrid, mais n'apprend pas grand'chose sur son gouvernement. (Il est possible d'ailleurs qu'il n'y ait guère à en apprendre). On ne peut pas avoir toujours une entière confiance dans les affirmations de Joseph, faute de contre-témoignages. Mais du moins les pièces sont authentiques, et Du Casse a depuis utilement complété sa publication en 1886-1887.

Nous avons été obligé de nous occuper, à un certain point de vue, des affaires d'Espagne à la fin de 1807 et au début de 1808. Il y a pour cette période beaucoup de documents publiés dans les ouvrages contemporains, notamment dans Nellerto (tomes II et III en entier), dans Cevallos, dans de Pradt, etc.

Nous avons indiqué qu'il n'y avait pas de recueil de documents pour la guerre de l'Indépendance en Catalogne, et c'est fort regrettable¹. On peut toutefois considérer que, pour notre sujet, les journaux publiés sous la surveillance des autorités

1. Signalons toutefois que Gouvion-Saint-Cyr donne un certain nombre de pièces dans son *Journal*.

françaises (*Diario de Barcelona*; *Gazette de Girone*; *Bulletin des Actes du gouvernement*) sont de véritables recueils de documents. Car ils donnent le texte du plus grand nombre des arrêtés, proclamations, ordres du jour, publiés par les chefs *intrus*.

Les sources narratives sont relativement peu nombreuses, mais deux sont d'importance capitale : ce sont les livres de Ferrer et de Laffaille. Nous essayons, dans nos *Notes critiques*, d'indiquer quelle est leur valeur. Le *Journal* de Barkhausen est de fort peu d'intérêt, ainsi que les *Souvenirs* de Macdonald. On peut même être étonné de trouver dans ce dernier volume si peu de chose pour les seize mois passés en Catalogne par le duc de Tarente. Pourtant Macdonald avait rapporté de ce pays un monceau de papiers¹. Les *Mémoires* dits de Suchet méritent sans doute quelque créance : il n'en est pas moins vrai que leur rédacteur (Saint-Cyr-Nugues, ancien chef d'état-major de Suchet) nous présente de la félicité de l'Aragon un tableau quasi-idyllique, alors que le général Henriod, qui fut placé comme gouverneur à Lérida par Suchet et qui garda jusqu'au bout l'estime de son chef, fut parfaitement tyrannique et très inutilement féroce².

Certaines histoires écrites par des acteurs de la guerre de l'Indépendance (comme Vacani, Schepeler, etc.) peuvent être regardées aussi comme des sources : mais ce sont des sources suspectes et tendancieuses. Vacani et Schepeler, par exemple, sont certainement enclins à exagérer les exploits militaires de leurs compatriotes.

TRAVAUX GÉNÉRAUX. — Nous avons en général fort peu cité les travaux d'ensemble ; ils sont utiles pour prendre une première idée du sujet et pour connaître la marche générale des événements, mais n'offrent plus grand intérêt à qui avance dans la documentation. Lafuente contient (tome XVI) des chapitres fort intéressants par les documents utilisés. Rosseeuw-Saint-Hilaire est assez médiocre (surtout, nous semble-t-il, pour l'époque contemporaine). Les meilleurs travaux d'ensemble

1. Au cours de ses *Souvenirs*, Macdonald dit plusieurs fois qu'il écrit à la campagne et ne se sert point de ses papiers.

2. Nous ne sommes pas suffisamment renseigné pour entreprendre même sommairement la critique des *Mémoires* que nous ne citons qu'à titre occasionnel, comme ceux de Savary, de Bausset, etc. Dans le doute, on n'attribuera de valeur qu'à leur concordance.

restent ceux de Baumgarten (surtout sa *Geschichte Spaniens z. Z. d. fr. Rev.*¹) ; cet auteur fait malheureusement, dans sa grande *Geschichte Spaniens vom Ausbruch d. fr. Rev.*, une bien petite place à l'étude du gouvernement josphiste, et cela se comprend : il n'avait guère pour se renseigner que Du Casse et Miot de Mérito².

L'histoire générale de la guerre de l'Indépendance a été fréquemment écrite (Napier, Foy, Maldonado, Toreno) ; les travaux d'Arteche et d'Oman doivent faire provisoirement autorité sur la matière. Mais les travaux les plus étendus et les plus récents n'utilisent encore que peu ou point de pièces d'archives. On ne possède d'histoire documentaire que sur des épisodes (Baylen, campagne de Napoléon, etc.) Il faut souhaiter que le colonel Titeux et le commandant Balagny trouvent beaucoup d'imitateurs.

Pour l'histoire diplomatique, nous avons le secours des deux livres de M. de Grandmaison : le plus récent (*L'Espagne et Napoléon, 1804-1809*), est supérieur au premier, sans être excellent et sans épuiser le sujet. Pour la période de la Révolution française, il y a, outre le livre de Baumgarten, déjà cité, une série d'articles fort soignés d'Albert Sorel (*Revue historique, 1879-1880*) ; mais, pour l'époque impériale, le grand ouvrage de ce dernier est peu approfondi (trop peu de sources, trop de confiance dans la seconde main). L'ouvrage d'Armand Lefebvre reste encore utile et parfois plus exact que des travaux plus récents. Pour la période impériale (spécialement), le petit ouvrage de Mayer est bien informé de ce qui a été publié, contient des pièces fort utiles jusque-là inconnues, et marque beaucoup de sens critique. Les longs articles de Bernhardt, peu documentés, non référenciés, méritent à peine qu'on les parcoure.

TRAVAUX LOCAUX. — La guerre de l'Indépendance (surtout certains épisodes, comme le siège de l'« immortelle » Girone), a provoqué une importante production catalane, nous dirons presque catalaniste³. Mais les sources utilisées restent les mêmes

1. Très supérieure au t. I^{er} d'Arteche, *Reinado de Carlos IV* (sauf au point de vue militaire).

2. La publication de la correspondance de La Forest ajoutera un peu à nos notions là-dessus, beaucoup moins d'ailleurs qu'on pourrait le croire *a priori*. Au fond nous connaissons l'histoire des relations de Joseph avec Napoléon, non celle du règne de Joseph.

3. Il est intéressant de remarquer que les historiens catalans ne s'intéressent guère qu'aux événements antérieurs à 1714 ou à la guerre de l'In-

(Cabanés, Ferrer, le *Diario de Barcelona*, Saint-Cyr, quelquefois Laffaille); et Toreno tient souvent lieu de sources. Les auteurs se répètent les uns les autres. On n'a guère ajouté à Blanch qui reste l'ouvrage fondamental. Les historiens catalans concentrent tout leur effort sur les événements militaires et sur quelques épisodes désavantageux pour les Français (violences de Lechi, rigueurs de Duhesme, exactions fiscales, conspirations, serment). Ils n'utilisent que de façon très exceptionnelle des documents inédits. Il y a un certain nombre de travaux de détail, qui ne sont guère plus fouillés. L'histoire contemporaine reste en Catalogne un genre exclusivement littéraire, et la guerre de l'Indépendance excite plutôt à l'éloquence qu'à la critique. Et pourtant la critique ne risque pas d'amoindrir le magnifique élan du peuple catalan, tant de fois constaté par les adversaires eux-mêmes.

ETUDES BIOGRAPHIQUES. — La meilleure des biographies dont nous ayons à profiter est celle de Suchet, par M. Fr. Rousseau, un fervent de l'histoire d'Espagne. L'auteur a utilisé une partie des documents des Archives nationales et des Archives de la Guerre. L'étude richement documentée de M. Chuquet sur Dugommier nous a été fort utile. La biographie de Saint-Cyr par Gay de Vernon n'est que la transposition des écrits de ce maréchal. Les travaux sur M. de Gérando ne parlent guère du séjour que fit ce haut fonctionnaire en Catalogne, mais ils nous font connaître cet homme de bien et de savoir, dont les capacités administratives, les bonnes intentions et la philanthropie chrétienne restèrent sans effet dans un pays qui ne voulut point les apprécier.

INSTITUTIONS. — Sans vouloir apprécier ici les travaux généraux (le plus utile pour nous a été celui de M. Desdevises du Dezert), nous indiquerons qu'il y a à ce point de vue pour la Catalogne un livre très savant, bien que déjà ancien, celui de Pi y Arimon. Sur quelques points, Corolleu et B. Oliver peuvent aussi rendre service.

dépendance. Bofarull, dans sa grande *Historia crítica de Cataluña*, passe très rapidement sur le XVIII^e siècle. Balaguer, qui a tant écrit, arrête l'histoire de Catalogne au décret de 1716; mais il y ajoute une étude (*monografía*) sur la guerre de l'Indépendance.

BIBLIOGRAPHIE ALPHABÉTIQUE

[Les ouvrages n'ayant aucun caractère historique ne sont pas cités dans cette liste alphabétique : on se reportera aux notes, qui donnent dans ce cas les indications nécessaires.

Les collections de documents émanant du même auteur sont citées au nom de l'auteur des documents, non à celui de l'éditeur].

ANDREU (J.). — *Catálogo de una colección de impresos... referentes á Cataluña. Siglos XVI-XIX*. Barcelone, 1902, in-8.

Apuntamiento de lo ocurrido con los ministros de la Real Audiencia de Barcelona en el día 9 de Abril de 1809; par D. J. J. O. Valence, 1810, broch. in-8.

ARTECHE Y MORO (J. GÓMEZ DE). — *Reinado de Carlos IV*. Madrid, 1892-1896, 2 vol. in-4.

— *Guerra de la Independencia ; historia militar de España*. Madrid, 1868-1903, 14 vol. in-8.

AZANZA et O'FARRILL. — *Memoria sobre los hechos que justifican su conducta política desde marzo de 1808 hasta abril 1814*. Paris, 1815, in-8.

AZCARATE (G. DE). — *Ensayo sobre la historia del derecho de propiedad y su estado actual en Europa (Bibl. jurid. de autores españoles, vol. 2 et 8)*. Madrid, 1879-1880, 2 vol. in-8.

BALAGUER (V.). — *Historia de Cataluña (Obras, vol. IX-XIX)*. Madrid, 1885-1887, 11 vol. in-8.

BARAULT-ROULLON. — *Le maréchal Suchet, duc d'Albuféra, éloge...* Paris, 1854, in-8.

— *Souvenirs de Catalogne, 1809-1814. Pujol, chef de miquelets*, broch. in-8.

BARKHAUSEN. — *Tagebuch eines Rheinbund-Offiziers aus dem Feldzuge gegen Spanien...* (1808-1814). Wiesbaden, 1900, in-8.

BAUMGARTEN (H.). — *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution*. Berlin, 1861, in-8.

— *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der fr. Rev. bis auf unsere Tage*. Leipzig, 1865-1871, 3 vol. in-8.

- BAUSSET (DE). — *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais impérial...* Paris, 1827, 2 vol. in-8.
- BAYLE-MOULLARD. — *Eloge de J.-M. de Gérando*. Paris, 1846, in-8.
- BERNHARDI (T. VON). — *Napoléons Politik in Spanien*, dans *Historische Zeitschrift*, t. 40, p. 471-511 et t. 41, p. 38-116.
- BLANCH (AD.). — *Cataluña. Historia de la Guerra de la Independencia en el antiguo principado*. Barcelone, 1861, 2 vol. in-8.
- BOFARÚLL (A. DE). — *Historia crítica, civil y eclesiástica de la Cataluña*. Barcelone, 1876, 9 vol. in-4.
— *Historia crítica de la Guerra de la Independencia en Cataluña*. Barcelone, 1886-1887, 2 vol. in-4.
- BOURGOING. — *Nouveau voyage en Espagne*. Paris, 1789, 3 vol. in-8.
- BRÜCK (H). — *Die geheimen Gesellschaften in Spanien und ihre Stellung zu Kirche und Staat von ihrem Eindringen in das Königreich bis zum Tode Ferdinand's VII*. Mayence, 1881, in-8.
- Bulletin des actes administratifs du gouvernement de Catalogne* (mai 1810-octobre 1811). Barcelone, 1810-1811, 3 vol. in-8.
- CABANÉS (F.-X.). — *Historia de las operaciones del ejército de Cataluña en la guerra de usurpación, campaña primera*. Barcelone, 1815, petit in-4.
- CANGA ARGUELLES (JOSÉ). — *Diccionario de la Hacienda*. Londres, 1826-1827, 5 vol. in-8.
- CARDENAS (F. DE). — *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*. Madrid, 1873-1875, 2 vol. in-8.
- CASAMADA (LE R. P.). — *Las victimas sacrificadas á los amaños de la mas negra perfidia en los dias 8 de abril y 23 de octubre de 1811... oración funebre...* Barcelone, 1815, pet. in-fº.
- CASTRO (G. DE). — *Storia d'Italia dal 1799 al 1814* (Coll. *Storia politica d'Italia*, t. VII). Milan, Bologne et Naples, 1881, in-4.
- CEVALLOS (PEDRO). — *Exposición de los hechos y maquinaciones que han preparado la usurpación de la corona de España*. Madrid, 1808, petit in-4.
- CHUQUET (A.). — *Dugommier (1738-1794)*. Paris, 1904, in-8.
— *Journal de voyage du général Desaix*, 2º éd. Paris, 1908, in-12.
- CORBELLA (A.). — *Historia jurídica de las diferentes especies de censos...* Madrid, 1892, in-8.
- CORET, LLOBET et PAGÉS. — *Historia de las conspiraciones tramadas en Cataluña contra los ejércitos franceses...* Barcelone, 1813, 2 vol. in-8.
- COROLLEU et PELLA Y FORGAS. — *Los fueros de Cataluña*. Barcelone, 1878, in-4.

- COSTA DE CERDA. — *Les troupes sociales sous le premier Empire. Opérations des troupes allemandes en Espagne de 1808 à 1814*. Paris, 1824, in-8.
- CUTXET (L.). — *Historia del siti de Gerona en 1809*. Barcelone, 1868, in-8.
- DESDEVICES DU DEZERT. — *L'Espagne de l'ancien régime (t. I^{er}. La société. T. II. Les institutions. T. III. La richesse et la civilisation)*. Paris, 1897-1904, 3 vol. in-8.
- Diario de Barcelona*, journal quotidien, années 1808-1814 (3 vol. par an). Barcelone, 1808-1814, in-4.
- DU CASSE. — *Mémoires et correspondance politique et militaire du roi Joseph*. Paris, 1853-1854, 10 vol. in-8.
- *Etude sur la correspondance de Napoléon I^{er}. Ses lacunes, dans Revue historique*, t. XXXI, p. 326-349 ; t. XXXII, p. 350-368 ; t. XXXIII, p. 92-100 ; t. XXXIV, p. 46-71.
- DUHESME, VAUGHAN, etc. — *Mémoires (Collection complémentaire des Mémoires relatifs à la Révolution française, 2^e livraison, t. III)*. Paris, 1823, in-8.
- ESCOÏQUIZ (J.). *Idea sencilla de las razones que motivaron el viaje del Rey D. Fernando VII á Bayona...* Madrid, 1814, in-8.
- FERRER (LE R. P. RAYMUNDO). — *Barcelona cautiva, ó sea un Diario...* Barcelone, 1815-1822, 7 vol. in-8.
- *Relación de lo ocurrido en la gloriosa muerte que el día 3 de Junio del año 1809 sufrieron en Barcelona bajo la tiranía francesa los cinco heroes...* Barcelone, 1814, broch. in-8.
- FERRER Y LLORET (J.-M.). — *Organización de las asambleas regionales de Cataluña durante la guerra de la Independencia*, dans *Revista de Gerona*, t. XX (1899), p. 193 sq.
- *El Ampurdan durante la Guerra de la Independencia (1808-1814)*. *Monografía histórica*. Barcelone, 1885, broch. in-8.
- FERVEL. — *Campagnes de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales*. Paris, 1851-1853, 2 vol. in-8.
- FISCHER (C.-A.). — *Voyage en Espagne aux années 1797 et 1798*, trad. C.-F. Cramer. Paris, 1801, 2 vol. in-8.
- FOY (GÉNÉRAL). — *Histoire de la guerre de la Péninsule sous Napoléon (avec atlas)*. Paris, 1827, 4 vol. in-8.
- GALLOIS (L.). — *Histoire de J. Murat*. Paris, 1838, in-8.
- GAY DE VERNON. — *Vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr*. Paris, 1857, in-8.
- Gazette de Girona (La)*, journal bi-hebdomadaire, 1812-1813. Girona, in-4.
- GEBHARDT. — *Lo siti de Gerona en l'any 1809*. Barcelone, 1868, in-8.
- GIFRE (A.). — *Sellos de Gerona durante la dominación francesa*, dans *Revista de Gerona*, t. XVII (1893), p. 170-176.

- GODOY (D. MANUEL). — *Memorias, ó sea cuenta dada de su vida política...* Paris, 1839-1841, 6 vol. in-8.
- GOUVION-SAINT-CYR. — *Journal des opérations de l'armée de Catalogne en 1808-1809...* (avec atlas). Paris, 1821, in-8.
- GRAHIT (EMILIO). — *Del levantamiento de Gerona en 1808 á favor de la independencia*, dans *Revista de Gerona*, t. IV et V (1880-1881).
- *La Gazette de Gironne*, dans *Revista de Gerona*, t. II (1878), p. 297-310.
- *La junta de Gerona en sus relaciones con la de Cataluña en 1808 y 1809*, dans *Revista de la Asociación artístico-arqueológica de Barcelona*, t. III (1901-1902).
- *Reseña histórica de los sitios de Gerona de 1808 y 1809*. Gironne, 1896, 2 vol. in-4.
- GRANDMAISON (G. DE). — *Murat en Espagne*, dans *Correspondant* (1899), t. CLIX, p. 1156-1183 et CLX, p. 124-147.
- *La France et l'Espagne pendant le premier Empire* (Archives espagnoles). Extrait du *Bibliographe moderne*. Besançon, 1899, broch. in-8.
- *Un envoyé de Napoléon en Espagne en 1810 : Carrion-Nisas*, dans *Revue des questions historiques*, t. 62, p. 466-485.
- *Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808*, dans *Revue des questions historiques*, t. 68, p. 511-531.
- *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution (1789-1804)*. Paris, 1892, in-8.
- *Les débuts de Joseph Bonaparte à Madrid*. dans *Revue des questions historiques* (1^{er} avril 1908), t. 83, p. 543-574.
- *L'Espagne et Napoléon, 1804-1809*. Paris, 1908, in-8.
- JOURDAN (LE MARÉCHAL). — *Mémoires militaires (guerre d'Espagne), écrits par lui-même...*, publiés par le vicomte de Grouchy. Paris, 1899, in-8.
- JUNG (T.). *Lucien Bonaparte et ses Mémoires (1775-1840)...* Paris, 1882-1883, 3 vol. in-8.
- KIRCHEISEN (F.). — *Bibliographie Napoléons*. Berlin et Leipzig, 1902, in-8.
- LABORDE (C^{te} A. DE). — *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, 3^e édition. Paris, 1827, 6 vol. in-8.
- LAFFAILLE. — *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808, suivis d'un précis des campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*. Paris, 1826, in-8.
- LA FOREST (C^{te} DE). — *Correspondance du comte de La Forest*, publiée par G. de Grandmaison (en cours de publication). Paris, 1905-1909, 3 vol. in-8.
- LAFUENTE (M.). — *Historia general de España desde los tiempos mas remotos hasta nuestros dias*, t. XVI et XVII. Madrid, 1887-1890. 25 vol. in-8.

- LEFEBVRE (A.). — *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, première édition (inachevée). Paris, 1843-1847, 3 vol. in-8.
- LUMBROSO (A.). — *Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero*. Turin, Milan et Rome, 1907, in-8.
- MAAG (D^r A.). — *Geschichte der Schweizertruppen im Kriege Napoleons I, in Spanien und Portugal (1807-1814)*,... Bienne, 1892-1893, 2 vol. in-8.
- MACDONALD (MARÉCHAL). — *Souvenirs*... Paris, 1892, in-8.
- MALEDONALDO. — *Historia política y militar de la Guerra de la Independencia de España contra Napoleon Buonaparte desde 1808 á 1814*... Madrid, 1833, 3 vol. in-8.
- MARTIN. — *La gendarmerie française en Espagne et en Portugal (campagnes de 1807 à 1814)*... Paris, 1898, in-8.
- MASSON (FRÉD.). — *Napoléon et sa famille*. Paris, 1897-1907, 9 vol. in-8.
- MASSÓ TORRENTS (J.). — *Anuari bibliogràfic català (1888)*. Barcelone, 1889, in-8.
- MAYER (D^r J.). — *Die französisch-spanische Allianz in den Jahren 1796-1807*. Linz, 1895-1896, 2 vol. in-8.
- MENENDEZ Y PELAYO. — *Historia de los heterodoxos españoles*. Madrid, 1880-1881, 3 vol. in-8.
- MENEVAL. — *Napoléon et Marie-Louise. Souvenirs historiques*..., 2^e éd. Paris, 1844-1845, 3 vol. in-12.
- *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon I^{er} depuis 1802 jusqu'à 1815*... Paris, 1894, 3 vol. in-8.
- MIGNET. — *Notice historique sur la vie et les travaux de M. le baron de Gérando*... Paris, 1854, in-8.
- MIOT DE MÉLITO. — *Mémoires (1788-1815)*, publiés par le général Fleischmann. Paris, 1858, 3 vol. in-8.
- MOLLIEN (C^{te}). — *Mémoires d'un ministre du Trésor public, 1780-1815*. Paris, 1845, 4 vol. in-8.
- MOREL (M^{le} O.). — *Essai sur la vie et les travaux de Marie-Joseph, baron de Gérando*. Paris, s. d., in-8.
- MURAT (JOACHIM). — *Correspondance (1794-1808)*, publiée par A. Lombroso... Turin, 1899, in-8.
- MURAT (C^{te}). — *Murat, lieutenant de l'Empereur en Espagne, 1808*. Paris, 1897, in-8.
- NAPIER (COL^l F.-P.). — *History of the war in the peninsula and in the South of France, from 1807 to 1814*. Londres, 1828-1840, 6 vol. in-8.

- NAPOLÉON I^{er}. — *Correspondance publiée par ordre de l'empereur Napoléon III*. Paris, 1858-1870, 32 vol. in-8.
- *Lettres inédites (an VIII-1815)*, publiées par Léon Lecestre. 2^e éd. Paris, 1897, 2 vol. in-8.
- *Lettres inédites*, publiées par L. de Brotonne. Paris, 1898, in-8.
- *Dernières lettres inédites*, publiées par L. de Brotonne. Paris, 1903, 2 vol. in-8.
- NELLERTO (Llorente). — *Memorias para la historia de la Revolución española, con documentos justificativos*. Paris, 1814-1816, 3 vol. in-8.
- OLIVER (B.). — *Historia del derecho en Cataluña, Mallorca y Valencia : Código de las costumbres de Tortosa*, 1876-1881, 4 vol. in-8.
- OLIVER (M.). — *Mallorca durante la primera Revolución (1808-1814)*. Palma, 1901, in-8.
- OMAN (CH.). — *A history of the peninsular war* (en cours de publication). Oxford, 1902-1908, 3 vol. in-8.
- PASQUIER (CHANCELIER). — *Histoire de mon temps. Mémoires...* publiés par le duc d'Audiffret-Pasquier. Paris, 1894-1895, 6 vol. in-8.
- PFISTER (H.). — *Geschichte der thüringischen Truppen.... in Catalonien*. Berlin, 1866, in-8.
- PI Y ARIMON. — *Barcelona antigua y moderna*. Barcelone, 1854, 2 vol. in-4.
- PRADT (DUFOUR DE). — *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne*. Paris, 1816, in-8.
- PRENTOUT. — *L'île de France sous Decaen, 1803-1811*, thèse de doctorat. Paris, 1901, in-8.
- Réfugiés d'Espagne (Les)*. Paris, juin 1814, in-8.
- REHFUES. — *L'Espagne en 1808, ou recherches sur l'état de l'administration, des sciences, des lettres, des arts, etc...* Paris et Strasbourg, 1811, 2 vol. in-8.
- REIG. — *Barcelona en el siglo XIX*. Barcelone, 1898, in-8.
- RÉMUSAT (M^{me} DE). *Mémoires (1802-1808)*. Paris, 1879-1880, 3 vol. in-8.
- Representación de la junta de comercio de Barcelona*. Barcelone, 1814, broch. in-8.
- Revista de bibliografia catalana (1901-1904)*. Barcelone, 1901-1907, 4 vol. in-16.
- REYNALD. — *Histoire de l'Espagne depuis la mort de Charles III*. Paris, 1873, in-12.

- RICART G. RIERA. — *Un recort de la Guerra de la Independencia*, dans *La Renaixensa*, 1886, p. 169-173.
- RIERA Y BERTRAN (J.). — *Historia del sitio de Gerona*. Barcelone, 1869, in-12.
- ROGNIAT (GÉNÉRAL). — *Relation des sièges de Saragosse et de Tortose...* Paris, 1814, in-4.
- ROJO (L.). — *Glorias de Cataluña. Descripcion del último sitio de Gerona por los Franceses en 1809*. Madrid, 1879, in-8.
- ROSSEEUW-SAINT-HILAIRE. *Histoire d'Espagne*. 2^o édition. Paris, 1844-1879, 14 vol. in-8.
- ROUSSEAU (FR.). — *La carrière du maréchal Suchet, duc d'Albuféra*. Paris, [1898], in-12.
- SALAT (D^r J.). — *Tratado de las monedas labradas en el principado de Cataluña...* Barcelone, 1818, 2 vol. in-4.
- Satisfacción dada por un anónimo á los cargos de traicion é infidelidad, imputados á los Españoles sometidos á la autoridad que por los contratos ó por la fuerza ocupó quasi toda la España*. Paris, 1816, in-8.
- SAVARY (GÉNÉRAL). — *Mémoires du duc de Rovigo pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris et Leipzig, 1828, 8 vol. in-8.
- SCHEPELER. — *Geschichte der Revolution Spaniens und Portugals und besonders des daraus entstandenen Krieges*. Berlin, 1826-1827, 2 vol. in-8.
- SERVITJE Y GUITART (J.). — *Manresa al Bruch, vindicacio de la principatitat en la gloriosa jornada del 6 de juny de 1808...* Manresa, 1903, in-8.
- SOREL (A.). — *La diplomatie française et l'Espagne de 1792 à 1796*, dans *Revue historique*, t. XI-XIII (1879-1880).
- *L'Europe et la Révolution française*. Paris, 1885-1904, 8 vol. in-8.
- STAFF (H. VON). — *Der Befreiungskrieg der Katalonier in den Jahren 1808 bis 1814*. Breslau et Berlin, 1821-1825, 2 vol. in-8.
- SUCHET (MARÉCHAL). — *Mémoires sur mes campagnes en Espagne, depuis 1808 jusqu'en 1814...* (avec atlas in-f^o). Paris, 1829, 2 vol. in-8.
- TALLEYRAND (PRINCE DE). — *Mémoires...*, publiés par le duc de Broglie. Paris, 1891-1892, 5 vol. in-8.
- TORENO (C^{te} DE). — *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, 2^o éd. Paris, 1848, 4 vol. in-4.
- TRATCHESVYKY (A.). — *L'Espagne à l'époque de la Révolution française* dans *Revue historique*, t. XXXI (1886), p. 1-55.

- VACANI (C.). — *Storia delle campagne e degli assedi degl' Italiani in Spagna dal 1808 al 1813*, 2^e éd., Milan, 1843, 3 vol. in-8.
- VALICOURT. — *Le siège de Tarragone en 1811* dans *Journal des sciences militaires*, avril-septembre 1900.
- VIDAL (F.). — *Documents relatifs à l'histoire du département des Pyrénées-Orientales pendant le XIX^e siècle*, dans *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, 1901, p. 295-381; 1902, p. 251-290.
- WEECH (F. von). — *Badische Truppen in Spanien, 1810-1813*. Karlsruhe, 1892, in-8.
- WELSCHINGER. — *Talleyrand et la guerre d'Espagne*, dans *Compte-rendu de l'Acad. des Sc. mor.*, déc. 1908.
-

LA CAPTIVITÉ DE BARCELONE

FÉVRIER 1808 — JANVIER 1810.

CHAPITRE PREMIER

LA CATALOGNE EN 1808

I. Description de la Catalogne ; le relief ; les plaines et la dépression longitudinale. Le climat ; l'irrigation. Les paysans et l'agriculture ; les productions. La côte et la vie maritime. La race catalane ; son activité, ses aptitudes commerciales et industrielles ; son amour de l'indépendance. — II. La dynastie des Bourbons et la Catalogne : œuvre de centralisation absolutiste. Les institutions provinciales. Le capitaine-général, l'intendant, les tribunaux, les administrations municipales : tendances à l'assimilation. Les impôts, le droit : restes d'autonomie. Les sentiments particularistes ; leur décadence. Indifférence pour les idées de réformes. Influence profonde du clergé. Les Catalans et la France. — III. État économique de la province. Charles IV et le libre commerce avec les Indes. Rapide développement du commerce et de l'industrie. Prospérité de Barcelone. Situation relativement supportable des paysans. Mauvais résultats économiques des alliances franco-espagnoles. La France détestée en Catalogne.

I

La Catalogne est, dans son ensemble, un pays accidenté. Deux systèmes montagneux, de formation différente, les Pyrénées et la chaîne de Catalogne, y sont en étroit contact et occupent plus des trois quarts de sa superficie. Au Nord, les Pyrénées présentent une très grande épaisseur et de fortes altitudes dans la région où naissent le Sègre et les deux Nogueras. Entre le val

d'Aran et les sources du Ter, la grande chaîne ne s'abaisse qu'une seule fois au-dessous de deux mille mètres, dans le haut bassin de Cerdagne. De nombreuses sierras secondaires, où la direction Ouest-Est prédomine également, la flanquent au Sud, couvrant entre les plaines d'Urgel et la frontière française une zone large de vingt lieues. Les Pyrénées ne se rétrécissent peu à peu qu'à leur extrémité orientale, où leur direction maîtresse s'infléchit légèrement vers le Sud ; elles forment alors, entre le Roussillon et l'Ampurdan, les chaînons boisés et ravinés des Albères et plongent brusquement dans la mer par les âpres rochers de la Sierra de Rosas, où d'étroits goulets s'ouvrent sur des rades minuscules.

D'autre part, depuis les limites du royaume de Valence jusqu'au Sud et à l'Ouest de l'Ampurdan, un autre système montagneux s'étend, à peu près parallèle à la mer, avec des altitudes qui atteignent ou dépassent fréquemment un millier de mètres. C'est la chaîne de Catalogne proprement dite : dans le Sud de la province, ses longues crêtes calcaires, où l'Èbre s'est à grand'peine frayé un étroit passage, ses dents isolées par l'érosion (*muelas*) dominant de très près la mer. Puis, au delà du cap de Salou, tandis que la côte s'écarte vers l'Est, la chaîne se prolonge vers le Nord-Est par les pointes dentelées des petites montagnes de Montblanch, par les rudes escarpements, les falaises et les rochers ruiniformes du Montserrat, par la large croupe cristalline du Montseny. Séparés des sierras principales par une longue dépression, mais s'y rattachant par leur formation et leur structure, des chaînons pittoresques, tantôt brusquement taillés en falaises rougeâtres, tantôt arrondis en mamelons boisés, courent le long de la côte pour s'interrompre brusquement au sud de l'Ampurdan. C'est entre ce dernier pays et la haute plaine de Cervera que la chaîne de Catalogne vient se confondre avec les Pyrénées.

Il n'y a dans la province que trois grandes plaines : l'Ampurdan, le delta de l'Èbre, les *llanos del Urgel*. Mais ce n'est pas dans les plaines proprement dites qu'il faut chercher le centre vital de la province : c'est plutôt dans la longue dépression qui, séparant la chaîne de Catalogne des petits chaînons côtiers depuis l'Ampurdan jusqu'à Tarragone, forme une série de bassins intérieurs délimités par des seuils aisément franchissables, Selva, Vallés, Panadés, Campo de Tarragone. Le delta de l'Èbre, en partie sablonneux, presque entièrement occupé par des salines, des lagunes, des fausses rivières, est presque désert ; mais les *llanos* et l'Ampurdan ont un sol argileux ou limoneux, riche et propre aux céréales, partout où l'eau ne manque pas¹.

Or, au point de vue du climat, la Catalogne est un pays privilégié, surtout par comparaison avec l'Aragon, l'Estramadure ou les Castilles. La plus grande partie de la province doit au voisinage de la Méditerranée un climat assez égal, généralement sec, mais rafraîchi par l'air salin et la brise marine ; les hauteurs recueillent même des pluies assez abondantes. Les nombreux petits cours d'eau qui descendent des Pyrénées ou même des chaînes catalanes ne sont complètement asséchés qu'à la fin de l'été. Les fleuves côtiers, la Fluvia, le Ter, le Llobregat roulent encore, au mois de septembre, une eau rougeâtre au milieu de leur large lit. Le Sègre enfin, après avoir coulé à travers la plaine de Lérida et y avoir alimenté de nombreux canaux d'arrosage, présente encore, à son confluent avec l'Èbre, un débit supérieur à celui de ce fleuve.

De cette abondance d'eau les habitants de la province ont su tirer largement parti. Au début du xix^e siècle, un voyageur d'esprit observateur s'émerveillait devant les nombreux travaux d'irrigation menés à bien par le seul

1. Fischer, *Die Iberische Halbinsel* (dans la *Landerkunde von Europa* de Kirchhoff, II^e partie, t. II), p. 617-621, 626-628.

effort des cultivateurs et des propriétaires catalans ; et, après avoir énuméré les canaux du Ter, du Besos, du Llobregat, de Manresa, du Francoli, et d'autres encore, il ajoutait : « Tous ces grands travaux, dus au génie des Catalans, sont encore surpassés par tous les ouvrages de détail qui servent à leur développement, et par l'admirable organisation de la distribution des eaux... Dans les pays où les canaux ne peuvent pénétrer, les habitants cherchent, pour réservoirs d'eau, des puits profonds, et l'utile *noria*, pour élever les eaux et suppléer ainsi aux moyens d'arrosage...¹ » A l'heure actuelle, on voit encore la *noria* dans beaucoup de vergers et de jardins. C'est une roue munie de godets en terre cuite ; qui puisent l'eau dans une citerne et la déversent dans un réservoir. Adossée à la maison du paysan, mise en mouvement par un cheval ou un mulet, que stimule un fouet mû par la machine, elle suffit souvent à arroser plusieurs hectares.

Sans doute, il serait possible de faire mieux encore : il reste de l'eau inemployée, et des territoires incultes pourraient être fertilisés par de nouvelles dérivations. Une bonne partie des *llanos del Urgel*, faute de canalisations, reste encore une steppe aride et déserte. Il y a aussi, surtout dans les montagnes, bien des cantons impossibles à irriguer ; beaucoup de hauteurs montrent la roche nue ou garnie seulement d'aloès, d'arbousiers ou de petits chênes-verts. Par le reboisement, on pourrait peut-être rendre à la culture des vallons propres seulement à la vie pastorale².

Mais, à tout prendre, les parties cultivées, peuplées, riches sont les plus nombreuses. Au pied des Pyrénées, c'est l'Ampurdan, sorte de Limagne méditerranéenne, — à laquelle ne manque même pas le voisinage des anciens

1. Comte A. de Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*. 3^e éd., t. II, p. 154.

2. Sur l'irrigation en Catalogne, cf. Brunhes, *L'irrigation dans la péninsule ibérique et dans l'Afrique du Nord* (Paris, 1902, in-8), p. 124-127 ; cf. les cartes, p. 29 et 32.

volcans — avec un sol gras, des terres brunes, des eaux chargées de limon, des vergers, des vignes, des champs de froment et de maïs, des rizières jadis plus nombreuses ; dans les prés des rives du Ter, où s'alignent des rideaux de peupliers, paissent des bœufs trapus aux longues cornes arquées ; au Sud, à l'Ouest et au Nord de la plaine, les hauteurs boisées des monts Gavarras, les contreforts du Montseny et les montagnes d'Olot avec leurs forêts d'arbres à liège, les Albères avec leurs pins et leurs chênes-verts lui font une ceinture de feuillage sombre. La longue dépression longitudinale qui s'étend de Gironne à Reus et à Tarragone sous différents noms présente un aspect plus méridional ; le ciel, assez souvent gris au-dessus de l'Ampurdan, y est plus serein, plus lumineux ; on trouve encore là des céréales, mais c'est surtout le domaine de la vigne ; entourés de vergers et de jardins maraîchers, les gros villages se succèdent, groupant leurs toits de tuiles au pied des grosses tours carrées des églises. Le long de la côte, entre Mataró et Barcelone, les palmiers et les orangers croissent autour des villas des citadins aisés. Enfin, à l'Ouest de la province, au voisinage de Lérida et de son oasis de jardins, c'est parfois la steppe, accidentée seulement de monticules arides ; mais c'est plus souvent, grâce aux canaux, la plus riche terre à blé de la Catalogne.

L'auteur déjà cité s'étonnait plus encore des résultats obtenus dans les montagnes : « Un sol ingrat, coupé par des montagnes et des rochers, devient productif, même fertile, sous les mains des laborieux Catalans. Ils cultivent avec le plus grand succès les plaines et les vallées que leur province renferme : mais où leur intelligence éclate, c'est dans les terrains les plus maigres et les plus arides. Ils portent la culture jusque sur des rochers escarpés... ; et, peu à peu, on y voit paraître des champs fertilisés » ¹.

1. Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, t. II, p. 152.

Dans les hautes vallées des Pyrénées, on récolte le seigle et l'orge dans des champs dont la terre a été apportée à dos d'homme, comme en Savoie. Sur les pentes des monts Albères, des murs de pierres sèches retiennent le sol croulant ; les olivettes et les vignes s'étagent au-dessus des criques profondes et des lits ravinés des torrents.

La Catalogne n'a jamais connu les ravages de la *mesta* : la transhumance des troupeaux, qui a fait tant de mal à l'Estramadure et aux Castilles, n'y était pas pratiquée. Les bergers pieux et remuants qui, dans les siècles passés, gardaient les moutons le chapelet à la ceinture et l'escopette à portée de la main, ne quittaient guère leurs vallées que pour marcher en armes sur les villes ou pour faire un pieux pèlerinage au Montserrat, la montagne sainte¹.

Cependant la Catalogne, étant relativement très peuplée, ne peut tirer de son sol de quoi nourrir toute sa population. Elle exporte du vin, beaucoup d'eau-de-vie, de l'huile, des fruits ; mais, depuis des siècles, elle doit demander des blés à l'Aragon, à la Sicile ou au midi de la France. Elle n'en est pas moins un pays de vie agricole intense ; « le Catalan sait faire du pain avec des pierres », dit un proverbe. Les champs, les jardins, les vignes, les vergers, les pâturages assurent depuis longtemps la vie d'une laborieuse population de paysans et de pasteurs.

Mais les Catalans, qui peuvent être d'excellents agriculteurs, sont aussi depuis longtemps de hardis marins. Depuis le cap Cerbère jusqu'au delà du delta de l'Èbre, leur pays a un grand développement de côtes ; à l'exception de la plaine de Lérida, toutes les régions riches ont un débouché facile vers la mer ; elles le doivent à la direction maîtresse des cours d'eau, qui coupent perpendiculairement les petites sierras côtières. Les vallées du Ter,

1. Cárdenas, *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*, t. II, p. 31-34, 276 et s. ; Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, t. V, p. 243-254. Les « attributs » indiqués sont généralement prêtés aux bergers catalans par les estampes du XVIII^e siècle.

de la Tordera, du Besos, du Llobregat offrent ainsi des accès commodes sur la grande dépression longitudinale et son annexe l'Ampurdan, centres principaux de l'antique activité agricole. Les criques profondes qui s'ouvrent entre les contreforts rocheux des monts Albères abritaient déjà les navires des Marseillais et des Carthaginois. A vrai dire plus au Sud la côte, presque rectiligne entre Blanès et le delta de l'Èbre, n'offre guère de ports naturels. Mais sa hauteur et son orientation suffisent à garantir les bâtiments au mouillage contre les coups du *mestral*, le redoutable vent du Nord.

La conquête des Baléares et de Valence par Jayme I^{er} « le conquérant » au début du xiii^e siècle encouragea de bonne heure l'activité maritime des Catalans. C'est grâce à eux que le royaume d'Aragon put donner une dynastie à la Sicile et conquérir la Sardaigne ; grâce à eux qu'il eut, au xiv^e siècle, l'hégémonie de la Méditerranée occidentale et qu'il put même rivaliser en Orient avec Venise et Gênes. Les marins catalans allaient en Égypte, à Chypre et en Flandre ; le Livre du Consulat de la Mer, rédigé à Barcelone dès 1238, devenait rapidement le code de presque tous les gens de mer de l'Europe méditerranéenne.

La Catalogne moderne est encore un pays de vie maritime active : ses marins pratiquent avec un égal succès le cabotage, la pêche et le commerce au long cours. Les ports se succèdent le long de sa côte, depuis Cadaqués jusqu'à San-Carlos de la Rápita, et Barcelone est restée, presque sans interruption, le centre le plus important du commerce maritime espagnol. La grande industrie est venue par surcroît s'établir à Barcelone et dans la dépression longitudinale : et les Catalans d'aujourd'hui montrent des aptitudes industrielles et commerciales aussi remarquables peut-être que celles qu'ils ont depuis longtemps pour l'agriculture et la navigation.

La race catalane est en effet avant tout une race laborieuse, sobre et active, bien douée pour toutes les formes de l'activité économique. Dans toute l'Espagne, si souvent improductive et paresseuse, ce sont, à côté des étrangers, des Catalans qui font le négoce et la banque, qui sont armateurs ou ingénieurs ; c'étaient les Catalans qui tiraient jadis le meilleur parti des colonies espagnoles, comme ce sont eux qui utilisent le mieux, en Espagne, les conditions que la nature a faites à leur pays.

Par leur activité, leur âpreté au gain, les Catalans se différencient déjà fortement des Castellans. Mais de plus ils ont leurs mœurs nationales, leurs fêtes, leurs saints ; ils ont eu leur droit particulier, distinct même de celui de l'Aragon. Leur langue est un dialecte de la langue d'oc, beaucoup plus proche des idiomes du midi de la France que du castillan. Ils tiennent fort à tout ce qui les distingue des autres Espagnols¹ : on leur attribue universellement un amour ombrageux de l'indépendance, un désir passionné d'autonomie économique et administrative². Ils sont rebelles à toute tentative d'assujettissement, et ils le montrèrent même au temps où ils étaient gouvernés par les rois d'Aragon ; pourtant ceux-ci avaient Barcelone pour capitale et la Catalogne était le véritable centre de leur monarchie ; après l'union de l'Aragon et de la Castille, ils résistèrent plus énergiquement encore à toutes les

1. Voir, par exemple, dans V. Almirall, *El Catalanismo* (éd. espagnole, Barcelone, 1902, in-12), p. 31-115, les deux curieux chapitres sur le caractère castillan et le caractère catalan. L'auteur, fervent catalaniste, est pourtant capable de reprocher aux Catalans leur peu de curiosité scientifique et d'activité intellectuelle. Son ouvrage est d'ailleurs surtout intéressant par l'état d'esprit qu'il révèle et qui est fréquent, plus encore que par les faits signalés.

2. « Les Catalans sont fiers, hautains, violents dans leurs passions, rudes dans le propos et dans l'action, remuants, indociles, passionnés pour l'indépendance, peu libéraux, mais actifs, industriels, infatigables. » Laborde, t. VI, p. 440. Ce jugement concorde avec ceux des modernes (voir les livres cités à la note suivante) et des Français qui furent en contact avec eux de 1808 à 1814 (voir surtout le Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, oct. 1810, Arch. nat., AFIV 1625).

tentatives de centralisation et à tous les abus de pouvoir du gouvernement de Madrid. Au xvii^e siècle, ils allèrent jusqu'à se donner au roi de France. Ce pays, qui a une individualité géographique, a eu pendant longtemps une individualité nationale¹.

II

Mais, au début du xix^e siècle, il ne restait presque rien de l'antique autonomie administrative de la Catalogne. Le gouvernement de Philippe V n'avait pas plus épargné les privilèges des Catalans rebelles que ceux des Aragonais ou des Valenciens. La prise de Barcelone par Berwick avait à peine mis fin à l'insurrection de la principauté qu'un décret royal, en date du 29 novembre 1713, avait supprimé les Cortès et la députation permanente, les viguiers et les corps municipaux élus, notamment le Conseil des Cent de Barcelone. Le même acte avait dissous la milice nationale ou *somaten*, qui avait eu jusque-là pour principal rôle la défense des privilèges catalans². Un autre décret, daté du 16 janvier 1716, avait réorganisé l'administration du pays sur le modèle de celle de la Castille. Les successeurs de Philippe V avaient complété ou même remanié légèrement son œuvre, mais dans le même esprit de centralisation absolutiste. Les Catalans ne prenaient donc plus, au temps de Charles IV, aucune part au gouvernement de leur pays : toute l'autorité était aux mains

1. Pour cette courte esquisse géographique, j'ai utilisé : Fischer, *Die Iberische Halbinsel*, p. 541-543, 552, 617-621, 689-690 ; E. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. I^{er}, p. 809-840 ; Pascual Madoz, *Diccionario geográfico-estadístico-histórico de España* (Madrid, 1847, in-4) art. *Cataluña* ; Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, 3^e éd., tomes V et VI ; Vidal de la Blache, *Etats et nations de l'Europe* (Paris, 1891, in-8), p. 392-398. Pour les faits historiques signalés, Antonio de Bofarull, *Historia crítica de Cataluña*, passim ; Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. I^{er}, passim ; Corolleu et Pella y Forgas, *Los fueros de Cataluña*, passim.

2. Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. I^{er}, p. 401 sq.

des fonctionnaires royaux, qui avaient les mêmes pouvoirs que ceux des autres parties de la monarchie, et ne relevaient que du gouvernement de Madrid ¹.

Le premier de tous était le capitaine-général, qui n'avait pas seulement les attributions d'un chef militaire; il surveillait la marche générale de l'administration, et correspondait sur toutes les affaires avec les ministres et les différents conseils de Madrid; il maintenait l'ordre public et faisait publier les actes royaux. Il avait le titre de président de l'Audience ou Cour royale de Barcelone, et exerçait effectivement cette présidence, quand l'Audience siégeait comme Conseil de gouvernement ². A côté de lui, « l'intendant de l'armée et principauté de Catalogne » s'occupait du détail de l'administration. Il était surtout chargé des finances et de ce qui s'y rattachait, de près ou de loin : subsistances des troupes, approvisionnements des villes, commerce, industrie, agriculture, travaux publics; il avait la juridiction en matière d'impôts et de contentieux ³. Au-dessous du capitaine-général et de l'intendant, treize corrégidors, nommés par le roi, administraient chacun une petite circonscription ou corrégiment ⁴; ils

1. Bofarull, *Historia crítica de Cataluña*, t. IX, p. 504 sq.; Desdevises du Dezert, *L'Espagne de l'ancien régime*, t. 1^{er}, p. 15-18.

2. Rapport de Blondel, agent des Relations extérieures à Barcelone, sans date (fin de 1808). Arch. des Aff. Étr., vol. 677, f^{os} 495-525; Bofarull, t. IX, p. 505-507; Pi y Arimon, t. 1^{er}, p. 101.

3. Rapport de Blondel, déjà cité : « Les fonctions de l'intendant comprenaient l'administration et la juridiction des impositions, des douanes, des octrois, et le soin de pourvoir au paiement de toutes les dépenses publiques. Depuis longtemps son occupation la plus pressante était de faire passer à la Cour les revenus dont elle était toujours affamée, et son plus grand embarras celui de les grossir sans trop laisser en souffrance les dépenses locales assignées sur ces revenus... » Sur la juridiction des intendants, Mémoire de M. d'Azanza, ministre des Finances d'Espagne, Bayonne, 29 mai 1808, Arch. nat., AFiv 1608.

4. Rapport général sur la situation du département des Bouches-de-l'Ebre, par le préfet Alban de Villeneuve, Lérida, 1^{er} septembre 1812, Arch. nat., F¹73. C'est un travail étendu sur le passé et le présent, très consciencieux et très impartial; on aura l'occasion plus tard de se rendre compte du rôle très honorable de son auteur, qui fit un véritable effort pour concilier les Catalans à la France. Ce travail contient beaucoup de renseignements sur l'administration de la Catalogne en général. Cf. Des-

étaient choisis dans la noblesse d'épée ou de robe, et ceux des places fortes, notamment à Barcelone, remplissaient en même temps les fonctions de gouverneurs militaires dans les chefs-lieux¹.

Le personnel judiciaire ne dépendait pas moins étroitement du pouvoir royal ; il était d'ailleurs assez peu distinct du personnel administratif. Le capitaine-général avait perdu récemment le droit de présider l'Audience, lorsqu'elle siégeait comme cour de justice, mais c'était là un cas unique. Les alcades-majors (*alcaldes mayores*) qui jugeaient en première instance pour les villes et en appel pour leur territoire, n'étaient que les assesseurs ou lieutenants du corrégidor ; ils le remplaçaient ou l'aidaient à l'occasion dans ses fonctions administratives, et leurs jugements étaient censés émaner de son tribunal². De même les alcades des villages n'étaient que les *bayles* (maires) eux-mêmes ou les assesseurs des bayles. Dans les localités de juridiction royale, bayles et alcades étaient nommés par l'Audience ; dans les pays de juridiction seigneuriale, ils étaient confirmés par elle³.

L'administration municipale, même dans les villes, était entièrement dans la dépendance du pouvoir royal ; les *ayuntamientos*, chargés de la gestion des revenus et biens communaux, des approvisionnements, de la police municipale, etc., n'étaient pas composés de délégués des habitants, mais de fonctionnaires rétribués, nommés par

devises du Dezert, *L'Espagne de l'ancien régime*, t. II, p. 156-163 ; Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, t. VI, p. 56-61. Le nombre des corrégidors de Catalogne a légèrement varié ; il y en avait treize en 1808, y compris les gouverneurs politiques et militaires. Rapport du ministre de l'Intérieur Montalivet à l'Empereur, 26 janvier 1812, Arch. nat., AFIV 1067.

1. Pi y Arimon, t. I^{er}, p. 181. Le corrégidor de Barcelone portait en conséquence le titre de « gobernador militar y político de Barcelona ».

2. Rapport d'Alban de Villeneuve déjà cité, Arch. nat., F^{le}73 ; Rapport de Blondel, Arch. des Aff. Etr., vol. 677, f^{os} 495-525 ; cf. Pi y Arimon, t. I^{er}, p. 181.

3. Rapport du sous-préfet de Cervera du 23 octobre 1812, Arch. nat., F^{le}72.

le roi à titre viager, et généralement nobles, les régidors ; leurs réunions étaient présidées et surveillées par le corrégidor ou par un alcade-major¹. A vrai dire, Charles III avait ordonné l'adjonction aux régidors de quelques représentants des habitants, élus par eux (*diputados del comun*) ; mais ceux-ci étaient en petit nombre, deux ou quatre seulement, et leur rôle était effacé². De plus, Charles III, jugeant sans doute l'action des corrégidors insuffisante, avait soumis la gestion de tous les *ayuntamientos* du royaume à la surveillance des intendants et du Conseil de Castille³.

Les Bourbons avaient atteint, de bien d'autres façons encore, le vieux particularisme catalan. Ils avaient pros crit l'emploi de la langue catalane dans les tribunaux ; ils avaient supprimé les cinq universités⁴, et avaient fondé seulement à leur place celle de Cervera, qui languissait dans cette petite ville ; ils avaient introduit dans la principauté les mêmes monopoles, nombreux et vexatoires, qu'en Castille ; ils avaient tiré de l'Église de Catalogne le plus d'argent possible, par les mêmes procédés que dans le reste de la monarchie. Ils levaient la plupart des impôts suivant le système castillan. Leurs actes législatifs étaient, sans formalités spéciales, valables en Catalogne comme partout ailleurs : l'Audience de Barcelone devait les enregistrer automatiquement⁵. La Catalogne n'était plus comme autrefois un pays uni à la Castille, mais bien un pays soumis.

1. Rapport de Blondel déjà cité ; Lettre de l'Ayuntamiento de Barcelone au général Duhesme, 1^{er} mai 1809, Arch. mun. de Barcelone, oficios expedidos, mai 1809.

2. Voir la note précédente ; cf. Desdevises du Dezert, t. II, p. 185-189.

3. Mémoire de M. d'Azanza, Bayonne, 29 mai 1808, Arch. nat., AFIV 1608.

4. Barcelone, Lérida, Tarragone, Girone, Vich.

5. Corolleu et Pella y Forgas ; *Los fueros de Cataluña*, p. 692 ; Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. I^{er}, p. 189-193, 615 ; Mémoire de M. d'Azanza.

Pourtant l'assimilation n'était pas complète. La Catalogne échappait encore aux plus vexatoires des impôts castillans, ceux qu'on groupait sous le nom de *rentes provinciales*. Philippe V avait établi, pour en tenir lieu, l'impôt du cadastre, qui était proportionnellement moins lourd et en tout cas plus équitablement réparti¹. Les tribunaux continuaient à appliquer, surtout en matière civile, le droit coutumier catalan, à côté de la législation royale, et la plupart des magistrats de l'Audience étaient originaires de la principauté².

Ce n'était à coup sûr pas assez pour que les Catalans n'eussent pas quelque regret de leur indépendance passée. Beaucoup d'entre eux gardaient leur patriotisme local, leur aversion pour la Castille et les Castillans. Un agent français pouvait écrire au début de 1808, non sans quelque exagération : « Les Catalans en général sont zélés partisans de l'indépendance ; leur caractère fier leur fait considérer le roi d'Espagne plutôt comme un despote dont les aïeux les ont subjugués que comme un roi leur père et leur appui ; aussi se sont-ils toujours regardés comme une nation particulière, indépendante et ennemie même des habitants de la Castille et des autres provinces de l'Espagne... »³. Aux Cortès de 1789, les députés des *Ayuntamientos* catalans, tout en protestant de leur loyalisme dynastique, se posaient en « députation de la province de Catalogne », invoquaient le souvenir de la vieille auto-

1. Mémoire de M. d'Azanza. M. Desdevises du Dezert fait ressortir l'avantage du système du cadastre ; *L'Espagne de l'ancien régime*, t. II, p. 395-396.

2. Rapport d'Alban de Villeneuve, Lérida, 1^{er} septembre 1812, Arch. nat., F¹^e73 ; Pi y Arimon, t. I^{er}, p. 101 ; Bofarull, *Historia crítica de Cataluña*, t. IX, p. 504.

3. Rapport remis à Duhesme, le 29 février 1808, Arch. nat., AF^{iv} 1605. Le subalterne anonyme qui rédigea ce document (peut-être Blondel) voulait à coup sûr plaire au commandant des troupes françaises. Même à l'heure actuelle, où le sentiment catalan est beaucoup plus exalté qu'il y a un siècle, les catalanistes les plus qualifiés ne vont pas jusqu'à souhaiter l'indépendance (qui priverait l'industrie catalane de son marché principal) ; ils ne demandent qu'une large autonomie.

nomie, et saisissaient les occasions de faire valoir orgueilleusement l'activité, le labeur, le courage de leurs compatriotes¹. A la fin de la guerre contre la Convention, en 1793, les Catalans en vinrent à manifester énergiquement le désir de diriger eux-mêmes la défense de la province²; dès l'année précédente, quelques Français prompts à l'illusion avaient cru qu'on pourrait peut-être tirer parti de la permanence des sentiments particularistes, et Dugommier allait, en mai 1794, jusqu'à proposer de réunir la province à la République³. Le pusillanime gouvernement madrilène ne fut même pas sans craindre momentanément un mouvement séparatiste⁴.

En réalité, de telles craintes ou de telles espérances n'étaient alors nullement fondées. Au cours de la guerre, de 1793 à 1795, les Catalans, fervents catholiques, très attachés à leurs prêtres et à leurs moines, excités encore par la présence au milieu d'eux d'un grand nombre de réfractaires et d'émigrés français⁵, avaient montré, surtout dans les montagnes de la région frontitière, un patriotisme véhément. La province avait fourni des troupes, souscrit des sommes importantes, les Barcelonais s'étaient chargés de réparer leurs remparts : mais surtout, quand les Français avaient pénétré dans la Cerdagne et dans l'Am-purdan, ils avaient déjà trouvé en face d'eux les paysans,

1. Baumgarten, *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution*, p. 261. Cet auteur me paraît donner la note très juste, quand il ajoute cette réflexion : « On aimait à mettre fièrement la Catalogne en opposition avec les autres provinces. »

2. Baumgarten, p. 546-548. Les Catalans renoncèrent d'ailleurs à cette attitude quand on leur eut donné un capitaine-général énergique.

3. A. Chuquet, *Dugommier*, p. 377-378. Le Comité de Salut public eut le bon sens de répondre négativement. Voir d'ailleurs au début du chapitre II.

4. En 1795, « Tallien faisait insinuer que ses émissaires clandestins lui mandaient que la Catalogne et les Basques étaient prêts à se détacher de l'Espagne, et qu'il attendait chaque jour l'explosion ». Baumgarten, p. 547. Il y eut explosion en effet, mais contre les Français.

5. Geoffroy de Grandmaison, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution*, p. 86-89, 95, 105, etc.

levés en masse et conduits au combat par les *bayles* et les curés. Aux pillages et aux réquisitions des bataillons républicains avaient répondu d'horribles représailles, et la lutte avait déjà pris, en 1794 et 1795, un caractère implacable¹.

Sans doute, treize ans avaient passé depuis ; et pendant ces treize ans Godoy avait réellement presque toujours gouverné l'Espagne ; sa domination prolongée sur la reine et sur le roi était devenue un scandale public ; le désordre administratif et financier avait été croissant ; il était à coup sûr difficile d'aimer un gouvernement dont un témoin éclairé et sans malveillance devait faire un peu plus tard le tableau suivant : « L'administration civile, la justice, la police, tout se ressentait dans ce pays de la faiblesse et de la corruption du gouvernement espagnol. Les meilleures institutions étaient tombées en désuétude. Les comptables des deniers publics n'étaient plus surveillés ; la justice se vendait. La machine roulait encore par l'effet de l'ancien mouvement qui lui avait été donné, mais tous les ressorts étaient détendus et prêts à se briser »². Quelques personnes, voyageurs qui avaient vécu en France, hommes d'études nourris d'idées philosophiques, économistes gagnés aux théories de Campomanés et de Jovellanos, étaient disposés à bien accueillir des réformes libérales, désiraient la suppression de l'Inquisition, aspiraient à la séparation de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, souhaitaient un meilleur

1. Baumgarten, *op. cit.*, p. 451, 514, 521, 526-527, 539, 541, 546 ; Bala-guer, *Historia de Cataluña*, t. IX, p. 342-348 ; Fervel, *Campagnes de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales*, t. II (voir surtout p. 179-181, 223, etc.) ; Chuquet, *Dugommier*, p. 226-228, 239-240, 270, etc. (voir surtout p. 308-310, 344-345, 391, n. 1).

2. Rapport d'Alban de Villeneuve, déjà cité. Le témoignage du comte de Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, t. VI, p. 84, est encore plus probant, car cet auteur est indulgent jusqu'à l'extrême pour la monarchie espagnole : « Il règne en Espagne dans toutes les branches de l'administration civile, militaire, ecclésiastique, judiciaire, une sorte de douceur et de paternité qui entraîne souvent des abus. »

système financier et une régénération économique¹.

Mais c'était là un état d'esprit exceptionnel. Depuis le début de la Révolution française et la réaction qui en avait été dans toute l'Espagne la conséquence immédiate, la propagande des idées libérales les plus modérées était devenue difficile². La franc-maçonnerie commençait à peine alors à se répandre dans la péninsule, et elle semble n'avoir pas eu, avant 1808, de ramifications sérieuses en Catalogne³. Les sociétés économiques, en grande faveur sous Charles III, étaient maintenant tenues en suspicion. L'Inquisition se chargeait d'arrêter la propagande « révolutionnaire » par les livres ou par les libelles⁴. La tâche lui était facile, grâce à l'état d'esprit général, à la vie sédentaire de presque tous les Espagnols, au manque ordinaire de curiosité intellectuelle, à l'influence des moines dans la plupart des familles⁵. « Le catholicisme règne encore en Catalogne dans sa forme la plus sombre et la plus orthodoxe... Toute culture intellectuelle tend entièrement et exclusivement aux connaissances techniques et mécaniques, jamais aux philosophiques⁶ ». Dès que les Français arrivèrent, ils remarquèrent l'influence extraordinaire et l'attitude hostile de l'élément monastique ; pour

1. Rapport d'Alban de Villeneuve ; cf. Observations statistiques et politiques sur la Catalogne, par le corrégidor de Girone (Th. Puig, un des plus chauds partisans des Français en 1808, Arch. nat., AFIV 1625).

2. Baumgarten, *Geschichte Spaniens zur zeit der fr. Rev.*, p. 317-318 ; Geoffroy de Grandmaison, *op. cit.*, p. 314-314 ; etc.

3. Sur ce point spécial, il est difficile d'être très affirmatif. Toutefois Brück, *Die geheimen Gesellschaften in Spanien*, reconnaît, p. 1-13, que l'influence maçonnique ne devint sérieuse que postérieurement à 1808. Il ne signale qu'en 1823 ou 1824 l'existence et l'activité de loges maçonniques à Tarragone et Barcelone (p. 290). Peut-être y en avait-il d'ailleurs bien avant. Ce sujet n'a pas été, à ma connaissance, étudié *scientifiquement*, si ce n'est, dans une certaine mesure, dans le livre que je cite ci-dessus.

4. Voir l'avant-dernière note ; Tratchevsky, *L'Espagne à l'époque de la Révolution française*, *Revue historique*, t. XXXI, p. 29-30.

5. Blondel à Champagny, Barcelone, 25 mars 1808. Arch. des Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 415-416.

6. Staff, *Der Befreiungskrieg der Katalonier*, t. I^{er}, p. 60-61. L'auteur, qui paraît avoir vu le pays (peut-être comme officier), insiste beaucoup sur ce thème.

se consoler, les envahisseurs ne purent qu'incriminer l'ignorance, la paresse, la conduite scandaleuse des *frayles*¹.

Donc, si les Catalans gardaient en général de l'aversion pour la Castille et les Castellans, ce n'était plus comme autrefois une aversion agissante ; si certains d'entre eux éprouvaient de la sympathie pour la France et les idées françaises, la presque unanimité préférait encore, et de beaucoup, la Castille monarchique et catholique au pays de la Terreur et du régicide. D'ailleurs il est certain que les Catalans étaient sous Charles IV moins désireux d'autonomie, moins avides d'indépendance qu'autrefois. Jamais ils n'avaient montré autant de docilité et de loyalisme espagnol que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle². Le gouvernement se jugeait sans doute bien assuré de la fidélité de la Catalogne, car il n'y entretenait, en 1808, que de faibles garnisons³. Depuis l'exécution ou la soumission des derniers révoltés de la guerre de la succession d'Espagne, il n'y avait plus eu de troubles sérieux dans la principauté⁴. Fait caractéristique, les Catalans n'écrivaient même plus guère dans leur langue.

1. Blondel à Champagny, 25 mars 1808 : « Il n'en est pas de même des moines, et beaucoup d'entre eux sont de familles honorables qui n'ont vu dans l'ordre monastique qu'une existence commode... Ils jouissent de revenus considérables que beaucoup consomment dans l'ignorance, la paresse la plus complète, quelques-uns même avec scandale. » Même thème dans nombre de documents (mais pas de renseignements précis).

2. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 4 sq. ; Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el antiguo principado*, t. I^{er}, au début (le témoignage de Blanch a d'autant plus de valeur sur ce point qu'il émane d'un des promoteurs du mouvement catalaniste) ; Bofarull, t. IX, p. 503-529.

3. A Barcelone, 2 055 hommes d'infanterie et 264 de cavalerie (dont 169 montés) : à Villafranca, 723 hommes, à Gironne 351, à Tarragone 2 079, tous d'infanterie ; en tout 5 472 hommes : Tableau de l'emplacement de l'armée espagnole, 14 mai 1808, Arch. nat., AFIV 1608. C'est beaucoup moins que la seule garnison de Barcelone à l'heure actuelle, où les forces militaires de la monarchie ne présentent pas un effectif plus considérable qu'il y a un siècle.

4. La seule cause d'agitation en Catalogne et surtout à Barcelone semble avoir été l'élévation du prix du blé et du pain. Baumgarten, *Geschichte Spaniens z. Z. der fr. Rev.*, p. 239-241, raconte une émeute de ce genre (mars 1789) qui fut sévèrement réprimée. Mais, cette année-là, il y eut des troubles de cette nature à peu près partout ; c'est dire qu'ils ne prouvent pas grand'chose.

III

On aurait peine à s'expliquer cette persévérance dans la soumission, très exceptionnelle dans l'histoire de la province, si l'on ne tenait compte des mesures prises par Charles III pour rendre à la Catalogne son ancienne prospérité matérielle. Il avait ouvert progressivement aux Barcelonais le commerce des Indes ; les Catalans avaient pu se fournir en Amérique de matières premières, surtout de coton ; ils avaient conquis rapidement le marché espagnol, et ils écoulaient aux colonies l'excédent des produits de leurs fabriques¹. Toutes les industries du vêtement s'étaient alors rapidement développées à Barcelone et dans les environs : « L'industrie des Catalans n'est pas à comparer, écrivait un Français, avec celle des fabriques de France, sous aucun rapport ni pour aucun article. Mais, ayant à approvisionner le reste de l'Espagne et jouissant du droit, exclusif des autres nations, d'approvisionner les Amériques espagnoles, leurs denrées, toutes défectueuses et inférieures qu'elles sont, y trouvent leur débouché, et ce débouché fournit à l'existence de la plus grande partie des habitants de cette province. Depuis Ripoll, Olot, Vich, Mataró, Manresa, Barcelone, Igualada et jusqu'à Tortose, on trouve partout des ateliers à filer le coton à machines anglaises et à la main ; des mécaniques pour faire des bas, des presses d'indiennes, des fabriques de toiles de fil et de coton et de mouchoirs, etc., etc. »² A en croire une représentation adressée en 1814 à Ferdinand VII par la junta de commerce de Barcelone, il y aurait eu, dix ans

1. Bofarull, *Historia crítica de Cataluña*, t. IX, p. 508 ; Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. II, p. 77 ; Desveiges du Dezert, *L'Espagne de l'ancien régime*, t. III, p. 148.

2. Rapport remis à Duhesme le 29 février 1808. Arch. nat., AFIV 1605.

auparavant, 80 000 ouvriers ou artisans dans la capitale et ses environs¹ ; d'après le *Guide des négociants* de Lipp, il y aurait eu dans la principauté plus de 50 000 dentellières, et plus de 10 000 femmes auraient été employées à filer le coton venu d'Amérique. A Barcelone, la fabrication et la vente des bas de soie, de fil et de coton occupait 3 000 personnes ; il y avait quatre-vingt-dix grandes manufactures d'indiennes, des fabriques de draps, de rubans, de soieries, d'armes à feu². A côté des grands ateliers, il y avait beaucoup d'artisans travaillant, comme aujourd'hui encore, dans des boutiques ouvertes : « L'aspect varié de ces occupations, le tumulte des marteaux et de mille frottements, dont les sons se mêlent et se confondent, la vue de cette foule de marchandises étalées, et à l'avant-scène de ce tableau les charmantes Catalanes, et la masse confuse de tant d'hommes rassemblés, tout contribue à rendre ce spectacle intéressant³ », écrivait en 1798 un voyageur enthousiaste. Dans le port, les bâtiments de toutes les nations se pressaient ; les marchandises emplissaient les entrepôts de Barceloneta ; de vastes édifices neufs s'élevaient le long de la Rambla et de la Muraille de mer⁴. La population passait de 54 000 habitants en 1769 à 115 000 en 1799 et à 150 000 environ en 1808⁵. Paris excepté, aucune ville de l'Empire français n'en avait alors autant⁶. Sur les 860 000 habitants de la principauté,

1. *Representación de la junta de comercio de Barcelona*.

2. Je n'ai pu trouver ce guide, dont Ferrer cite, en le traduisant en espagnol, un long passage dans sa *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 1-3 ; cf. Bourgoing, *Nouveau voyage en Espagne*, t. II, p. 158-159 ; Rehfuès, *L'Espagne en 1808*, t. II, p. 42-44 (énumération des fabriques catalanes).

3. C.-A. Fischer, *Voyage en Espagne aux années 1797 et 1798*, t. II, p. 274-275.

4. Laborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, t. II, p. 32-35.

5. Id., *ibid.* ; Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. I^{er}, p. 299-300 ; Blanch, *Historia de la guerra, etc.*, t. I^{er}, p. 48. Certains acceptaient même à cette époque le chiffre de 160 000 habitants : Notes sur la Catalogne (du général Pino), Arch. nat., AFIV 1629.

6. Le *Relevé général du budget des villes*, publié en 1812 par le ministre de l'Intérieur (Arch. nat., AFIV 1067) évalue la population de Lyon à

plus du tiers appartenait déjà à la population urbaine¹.

Si les habitants des villes avaient lieu d'être satisfaits de leur situation matérielle, ceux des campagnes eux-mêmes n'avaient pas trop à se plaindre de la leur. Le servage avait disparu depuis trois siècles²; quelques paysans étaient propriétaires; les autres étaient généralement des emphytéotes, c'est-à-dire qu'ils vivaient dans la situation la moins désavantageuse qu'ait faite aux tenanciers le régime féodal. Ils exploitaient le sol dans des conditions assez voisines de la propriété; ils payaient des rentes modérées (*censos*) en argent ou en nature, et, en cas de mutation, le nouvel exploitant devait acquitter des lods et ventes (*cánon y laudemio*) assez onéreux à la vérité; mais les emphytéotes ne pouvaient être évincés arbitrairement; ils pouvaient « planter et bâtir, hypothéquer, vendre même » les terrains occupés³. La province était une de celles où les grandes propriétés improductives étaient les moins nombreuses, les biens des possesseurs de majorats, des églises et des couvents consistant surtout en maisons. La charge la plus lourde était en somme la dîme payée au clergé: et les Catalans étaient trop attachés à leurs prêtres et au catholicisme pour en désirer bien vivement la suppression⁴. Les campagnes, qui produisaient

115 000 habitants, celle de Marseille et de Bordeaux à 100 000, etc. En 1812, Barcelone, si elle avait gardé sa population, n'aurait plus eu que le troisième rang, après Amsterdam (200 000), mais avant Rome (135 000) et Hambourg (106 000).

1. Montalivet à l'Empereur, Paris, 26 janvier 1812, Arch. nat., AFiv 1067; cf. un rapport du duc de Cadore à l'Empereur, octobre 1810, Arch. nat., AFiv 1623^A.

2. Cárdenas, *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*, t. II, p. 28-30. Sur ce qui suit, Desdevises du Dezert, *L'Espagne de l'ancien régime*, t. III, p. 15-18.

3. Corbella, *Historia jurídica de las diferentes especies de censos*, p. 242-246, 249-252. Au moyen âge, on donnait en Catalogne le nom d'*acapte* à l'emphytéose.

4. La question du régime seigneurial en Espagne à l'époque moderne n'a guère été étudiée qu'au point de vue juridique; mais, à ce point de vue, il y a un ouvrage de valeur réelle (Cárdenas, *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*) qui contient de bons cha-

en abondance le blé, le vin, l'huile, les légumes et les fruits de toutes sortes, étaient prospères, et les Français allaient le remarquer d'un accord unanime.

Cette prospérité matérielle explique que les Catalans se soient momentanément à peu près résignés à la perte de leur autonomie politique et de leur vie nationale. Au reste, les faits économiques ne font pas comprendre seulement l'amélioration des rapports entre la Catalogne et le gouvernement madrilène; ils expliquent aussi, et au moins autant que les événements politiques, l'attitude des Catalans vis-à-vis de la France.

A coup sûr pour eux la France était le pays qui les avait abandonnés au temps de Mazarin, qui leur avait imposé les Bourbons en 1714, qui avait porté chez eux en 1794 et 1795 la guerre d'invasion avec ses violences et ses exactions. Mais les Catalans rendaient aussi, et non sans raison, les Français responsables des trois guerres où l'Espagne s'était engagée avec eux contre l'Angleterre depuis 1778; or, dès que les croisières anglaises donnaient la chasse aux bâtiments espagnols, le coton n'arrivait plus, le commerce de la Catalogne avec les Indes cessait; le cabotage même était gêné. En 1806, à la suite de deux années de guerre, avait recommencé à circuler le vieux dicton : *Guerre avec le monde entier et paix avec l'Angleterre*¹ ! L'état d'alliance avec la France ne rappor-

pitres sur la Catalogne (t.^o II, p. 5-69). On peut aussi consulter Gumersindo de Azcarate, *Ensayo sobre la historia del derecho de propiedad y su estado actual en Europa*. Comme les Français ne s'occupèrent pas des droits seigneuriaux, la documentation sur cet ordre de questions fait presque totalement défaut. On trouve quelques remarques à ce sujet dans les Observations politiques et statistiques sur la Catalogne, par le corrégidor de Gironne (juriste de carrière), Arch. nat., AFiv 4625, et dans le rapport déjà cité d'Alban de Villeneuve, préfet des Bouches-de-l'Ebre, Arch. nat., F^{ie}73.

1. Staff, *Der Befreiungskrieg der Katalonier*, t. I^{er}, p. 71 (*Con todo el mundo guerra, y paz con Inglaterra*). C'était le moment où Godoy semblait vouloir renoncer à l'alliance française, faire la paix avec l'Angleterre, peut-être se joindre à la coalition (Cf. les notes du chapitre II, 1). Sur ce revirement, voir Mayer, *Die französisch-spanische Allianz in den Jahren. 1796-1807*, t. II, p. 1-9, 11-16; cf. Th. von Bernhards, *Napoleon's I. Politik in Spanien*, *Historische Zeitschrift*, t. 40 (1878), p. 509-511; etc.

tait rien, et nuisait à la vente des produits catalans dans le reste de la péninsule. On avait remarqué au contraire que, pendant la guerre entre la France et l'Espagne, de 1793 à 1795, la Catalogne avait été enrichie par les dépenses des troupes et la suppression totale de la concurrence française¹. L'auteur de cette remarque concluait : « Le Catalan se fait gloire de haïr mortellement les Français. »

Au début de 1808, après quatre ans de guerre maritime, beaucoup de manufactures barcelonaises s'étaient fermées ; des milliers d'ouvriers étaient sans travail ; les industriels se ruinaient ; la Maison de Charité ne pouvait trouver de quoi nourrir ses quinze cents pensionnaires². « Je ne crois pas, écrivait en 1808 un Français domicilié à Barcelone, que ce pays se soit jamais trouvé dans une position aussi misérable ni aussi critique. »³ Si, parmi les Catalans, quelques-uns souhaitaient vaguement une « régénération » par l'influence de la France, l'immense majorité désirait plutôt la paix avec l'Angleterre, si nécessaire à la reprise de l'activité économique du pays.

1. C. A. Fischer, *Voyage en Espagne*, t. II, p. 285-286. Cf. dans Tratchevsky, *art. cit.*, *Revue historique*, t. XXI, p. 48, ce passage d'un rapport de l'ambassadeur russe en 1797 : « Il faut ajouter le mécontentement causé autant par le gouvernement du prince que par l'alliance conclue avec les Français. Les Catalans surtout sont indignés... On a même déjà outragé le consul de France à Barcelone. » Voir aussi dans Balaguer, *Historia de Cataluña*, t. IX, p. 349, l'appréciation très dure (l'auteur était catalan) du traité de Saint-Ildefonse et de la politique de guerre à l'Angleterre, politique considérée comme « terrible et fatale » à cause de la ruine du commerce.

2. Voir les avis publiés de semaine en semaine dans le *Diario de Barcelona* de 1805 à 1808, pour faire appel à la charité publique. Cf. Blanch, *Historia de la guerra*, t. I^{er}, p. 48-49.

3. Rapport remis à Duhesme, le 29 février 1808. Arch. nat., AFIV 4605.

CHAPITRE II

LES CATALANS ET L'INTRUSION FRANÇAISE

I. Les idées d'annexions dans la région pyrénéenne sous la Convention. Leur abandon total par le Directoire. Attitude de Napoléon jusqu'en 1806; la question du partage du Portugal. Changement dans les dispositions impériales (nov. 1806). Les préparatifs d'invasion. Le traité de Fontainebleau. Le projet sur les provinces comprises entre l'Èbre et les Pyrénées. Talleyrand et la Catalogne. — II. Organisation de la division d'observation des Pyrénées-Orientales : sa composition. Le commandement en chef confié à Duhesme. Passé de ce général. Les instructions de l'Empereur. La cour de Madrid avertie après coup. Beauharnais et Godoy. — III. Entrée des Français en Catalogne et à Barcelone. Le comte d'Ezpeleta. Son indécision et sa faiblesse complaisante. Irritation et inquiétude des Catalans. Surprise des forts de Barcelone. Optimisme de Murat et de l'Empereur. Occupation du fort de Figuières (février-avril 1808). — IV. La division Chabran. Effet produit par la chute de Godoy, et détente momentanée. Effet désastreux de la non-reconnaissance de Ferdinand VII; opportunité de l'arrivée des renforts; rixe générale. La tranquillité provisoirement rétablie; contre-coup du 2 mai et des événements de Bayonne. — V. Confiance de Murat; son décret rendant aux Catalans le droit de porter des armes. Symptômes de révolte et nouveaux empiétements des Français (mai 1808). Timides remontrances d'Ezpeleta. — VI. L'insurrection. Troubles à Barcelone, et mesures rigoureuses de Duhesme. Les premiers combats; pillages, incendies et atrocités. Soulèvement de presque toute la province. Les Catalans mal disposés pour le nouveau régime par les actes des Français de février à juin 1808.

I

Quand, en 1794, on avait émis à l'armée des Pyrénées-Orientales l'idée « de réunir à la France le riche territoire de la Catalogne » et d'y faire « bientôt verdier l'arbre de

la liberté »¹, le Comité de Salut public avait sagement jugé que cette conquête dépassait le programme républicain des frontières naturelles. « La France a renoncé aux conquêtes autres que celles qui seraient nécessaires à sa propre sûreté. » Il ne fallait point souhaiter, écrivait Couthon, la conquête d'un pays « qui de longtemps ne pourrait s'identifier avec nous, à cause de la différence des habitudes, du langage et des anciens préjugés ». Tout au plus devait-on penser à s'« établir à demeure dans toute la Cerdagne, prendre la vallée d'Aran, en un mot tout ce qui est en deçà des monts, tout ce qui donne pied aux ennemis sur notre territoire, tout ce qui peut en assurer l'inviolabilité ». Le Comité jugeait que « la Catalogne, devenue département français, serait aussi difficile à conserver que l'est aujourd'hui l'ancien Roussillon »².

Aussi la diplomatie révolutionnaire renonça-t-elle à toute tentative d'annexion importante aux dépens de l'Espagne continentale et se borna-t-elle à chercher, sans s'y attacher bien fortement, des améliorations de détail dans

1. Cette idée ne fut pas émise seulement par Dugommier le 23 floréal an II (12 mai 1794), mais aussi le 22 floréal par les représentants Milhaud et Soubrany, et le 30 floréal (19 mai) par le conventionnel Delcasso, des Pyrénées-Orientales. Chuquet, *Dugommier*, p. 377 ; Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, t. XIII, p. 438-439 et p. 618, n. 2. Les grands succès remportés au Boulou par Dugommier le 1^{er} mai et à Saint-Laurent-de-la-Muga par Augereau le 6 excitaient aux desseins grandioses. La lettre de Delcasso est particulièrement intéressante, parce que son auteur « né sur l'extrême frontière, parlant.... le catalan et l'espagnol, ayant eu de tout temps de grandes relations avec les personnes qui habitent les villes et les villages de cette province » déclare connaître « les localités, les mœurs, les coutumes, les goûts et les faiblesses des Catalans ». Il pousse à l'annexion ; mais, tout en faisant l'éloge de l'énergie, du courage, de l'indépendance des Catalans, il indique les difficultés (superstition, esprit belliqueux, etc.). Cette lettre peut avoir contribué à inspirer la réponse du Comité du 7 prairial.

2. Le Comité de Salut public à Milhaud et Soubrany, représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales, Paris, 7 prairial an II (26 mai 1794), Aulard, t. XIII, p. 760-762. Aux propositions émises, Couthon oppose dans sa lettre un autre système, « essayer de faire de la Catalogne une petite république indépendante » en lui inspirant « le génie de la liberté, le mépris des mœurs espagnoles, la fierté républicaine », en ménageant « les objets du culte », en brisant « les rapports commerciaux de ce pays avec le reste de l'Espagne », etc. On ne semble d'ailleurs pas avoir essayé de donner une suite à ces indications de Couthon.

le tracé de la frontière pyrénéenne. Pendant les négociations de 1795 entre la République et l'Espagne, l'effort des plénipotentiaires français dut porter exclusivement sur le val d'Aran, le Guipuzcoa, et surtout sur Saint-Domingue et la Louisiane¹ ; finalement, comme on le sait, le traité de Bâle ne valut à la France aucune acquisition territoriale sur la frontière du Sud-Ouest. Sous le Directoire, quand on désigna au gouvernement espagnol le Portugal comme une proie tentante et facile, ce fut uniquement avec l'arrière-pensée d'obtenir en compensation la rétrocession de la Louisiane².

De ce côté Napoléon se borna d'abord à continuer la politique directoriale. Il eut en 1802 la Louisiane et ne la garda point. Jusqu'au mois d'octobre 1806, il ne vit dans l'Espagne qu'un pays à diriger ; il s'occupait de la conquête du Portugal : mais c'était pour atteindre l'Angleterre, peut-être pour consoler l'Espagne de la perte éventuelle des Baléares, en tout cas pour donner une compensation au petit-fils de Charles IV, dont le maintien en Étrurie n'était plus possible, tout en assurant une principauté souveraine à Godoy, « dont la reconnaissance répondrait toujours aux bontés de Sa Majesté Impériale et Royale »³.

1. Sorel. *La diplomatie française et l'Espagne de 1792 à 1796* dans la *Revue historique*, 1879-1880, t. XI-XIII, et plus spécialement t. XII, p. 290-294, 304-312, t. XIII, p. 45-53, 67-78. On y trouvera les instructions données à Bourgoing (mars 1795), à Barthélemy (mai), à Servan (juillet).

2. Tel est le sens des instructions qui furent données à Truguet, quand il alla remplacer Pérignon à l'ambassade de Madrid (3 novembre 1796). Sorel. *art. cité*, *Rev. hist.*, t. XIII, p. 274-275.

3. Sur l'ensemble des relations entre la France et l'Espagne, depuis le 18 brumaire, voir Geoffroy de Grandmaison, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution* (1789-1804), p. 185-309. et *L'Espagne et Napoléon*, 1804-1809, p. 1-98; Bernhardt, *Napoléons Politik in Spanien*, art. de l'*Hist. Zeitschrift*, t. 40, p. 471-511, t. 41, p. 38-116.

Ce n'est d'ailleurs point par la voie diplomatique ordinaire qu'eurent lieu les échanges de vues vraiment significatifs au sujet du Portugal, mais bien par des voies détournées. Dès le mois de juillet 1804, Lacépède reçut à Paris la visite d'un agent secret du prince de la Paix, Don Eugenio Izquierdo, directeur du cabinet d'histoire naturelle de Madrid et conseiller de la guerre de S. M. C., avec lequel le grand chancelier de la Légion d'honneur avait eu quelques relations scientifiques avant 1789. Izquierdo

Jusqu'à la fin de l'été 1806, Napoléon, satisfait de la docilité de Charles IV et pouvant à bon droit regarder le prince de la Paix comme son protégé et son client,

était envoyé, dit Lacépède dans une lettre à l'Empereur (Paris, 21 brumaire an XIII, 12 novembre 1804, Arch. nat., AFiv 1679), « comme un homme de confiance de ce dernier (Godoy), pour me transmettre ce que le roi et le prince désireraient de faire parvenir sans aucun autre intermédiaire à V. M. I. » Napoléon, qui semble en principe n'avoir pas été bien disposé alors pour les agents secrets (à Fouché, Mayence, 5 vendémiaire an XIII, 27 sept. 1804, *Corr. Nap.*, n° 8047), ne fit d'abord pas grande attention à ce que Lacépède lui dit plusieurs fois au sujet d'Izquierdo. Mais il finit par se prêter au désir de Godoy (à Lacépède, Paris, 10 pluviôse an XIII, 30 janvier 1805, *Corr. Nap.*, n° 8299). Dès lors Lacépède reçut et transmit à l'Empereur beaucoup de notes émanées du prince de la Paix ; l'Empereur faisait à son tour dicter par Lacépède (« N'écrivez ni ne signez rien, mais dictiez ») des notes destinées à Godoy, et dont l'Empereur fournissait soit le texte, soit le canevas (beaucoup figurent ainsi dans la *Corr. Nap.*, nos 8299, 8333, 8360, 8440, 8543, 8782, etc.). De cette correspondance il reste la plus grande partie. Les traductions de la plupart des notes de Godoy existent aux Arch. nat., AFiv 1679 (pour 1805) et 1680 (1806 et 1807) ; M. Geoffroy de Grandmaison vient d'en faire usage (c'est la première fois à ma connaissance) dans son ouvrage *L'Espagne et Napoléon*. Quant à la correspondance entre Izquierdo et Godoy, qui devait être volumineuse, une grande partie en existe probablement encore (on ne sait pas trop comment ; Izquierdo mourut en France en 1813 et ses papiers furent saisis par la police de Savary, Arch. nat., F^o 6599 ; peut-être furent-ils restitués à l'Espagne). Lafuente dit l'avoir consultée à l'*Archivo del Ministerio de Estado*, dont les papiers postérieurs à 1802 sont aujourd'hui à l'*Archivo nacional* de Madrid. Mes investigations y sont pourtant demeurées infructueuses, sans doute par l'insuffisance des moyens de recherches. Mais heureusement Lafuente, *Historia general de España*, t. XVI, p. 89-95, 172-186, donne intégralement le texte des pièces importantes (c'est-à-dire relatives aux questions purement politiques) ; et la comparaison avec les pièces de AFiv 1679-1680 et avec la *Corr. Nap.*, garantit l'authenticité et l'exactitude des textes publiés par Lafuente. Baumgarten (*Geschichte Spaniens vom Ausbruch der fr. Rev.*, t. I^{er}, p. 133-139, Arteche (*Guerra de la Independencia*, t. I^{er}, chap. 1^{er} et II), etc., et surtout Julius Mayer (*Die französisch-spanische Allianz in den Jahren 1796-1807*, t. I^{er}, p. 61 sq., t. II, p. 12) en ont tiré parti.

Pendant les premiers mois de l'année 1805, l'échange de notes resta sans grand intérêt politique. Godoy ne traitait par l'entremise d'Izquierdo que des affaires qui auraient pu se passer de ce mystère (opérations maritimes, question de l'arriéré sur le subside espagnol, projets d'expédition en Irlande, différends avec l'ambassadeur Beurnonville, etc.). Mais quand Junot, allant en ambassade à Lisbonne, passa par Madrid, Godoy le « tâtâ » une première fois sur la question qui était le vrai motif de l'envoi d'Izquierdo. Godoy assura à Junot que les grands portugais songeaient à lui offrir la régence ou même la couronne (Junot à l'Empereur, Madrid, 10 germinal an XIII, 31 mars 1805, Arch. nat., AFiv 1679). Napoléon sut dès lors quel était le but réel de la mission d'Izquierdo. Toutefois les notes de Godoy ne renfermèrent pendant l'année 1805 que des allusions obscures et des protestations de zèle. Napoléon ne répondait à dessein que d'une façon plus vague (ainsi, Godoy s'étant un peu plus avancé dans une note

ne paraît donc avoir eu ni la pensée de détrôner les Bourbons ni celle de s'agrandir à leurs dépens sur

remise le 22 juillet, Napoléon répond le 26 : « Je désire qu'il connaisse que sa lettre m'a fait plaisir, et qu'il peut compter en tout temps sur mes bons sentiments ». (*Corr. Nap.*, n° 9017).

Izquierdo se rendit alors à Madrid (septembre 1805) : il y encouragea sans doute Godoy, comme il le faisait dans ses lettres : en tout cas, revenu à Paris le 1^{er} février, l'agent secret du prince de la Paix remit le 6 une note du 16 janvier : la question de la régence du Portugal était, cette fois, indiquée, mais avec précaution ; une note du 20 février, remise le 1^{er} mars, y revint encore. Napoléon qui, dans toute cette intrigue, ne voulut jamais comprendre à demi-mot, fit dire le 13 mars : « Il faut que le prince de la Paix dise ce qu'il désire » (d'après une lettre d'Izquierdo à Godoy, 15 mars 1806). Encouragé, Godoy produisit alors (note du 1^{er} avril 1806, remise le 13 ; c'est de là qu'est tirée la citation qui figure dans notre texte) deux projets de partage du Portugal, de façon à y tailler une principauté pour lui-même, une ou deux pour des infants, et une (dans un des projets seulement) « pour le prince actuel de Portugal ». Napoléon ne répondit (*Corr. Nap.*, n° 10092) le 14 avril qu'en demandant quel serait le concours que la France aurait à fournir au point de vue militaire. Toutefois il chargea Duroc et Talleyrand de discuter désormais avec Izquierdo. En juin 1806, Izquierdo transmettait à Godoy ce qu'on lui présentait comme la volonté définitive de Napoléon : le Sud du Portugal serait pour Godoy, le Nord pour le roi d'Etrurie. On avait aussi pressenti Izquierdo sur la cession éventuelle du petit port de Pasajes, entre la Bidassoa et Saint-Sébastien, mais sans insister. A partir de cette date jusqu'à l'ouverture de la campagne contre la Prusse, Napoléon ne fit plus, semble-t-il, rien communiquer à Izquierdo, bien que celui-ci ait eu de fréquents entretiens avec Talleyrand, Duroc, Fouché, etc. Toutefois ici la documentation est plus pauvre : il n'y a plus de notes transmises par Lacépède, plus rien dans la *Corr. Nap.* Lafuente ne donne plus (parce qu'il ne le trouva pas) le texte des lettres échangées entre le ministre et son agent : il transcrit une sorte d'analyse bizarrement faite par articles numérotés, non datés et de la composition d'Izquierdo. On y voit surtout que les deux correspondants s'inquiétaient du silence de Napoléon, et que « quelqu'un » (?) vint dire alors à Izquierdo qu'on voulait simplement le tromper et mettre la main sur l'Espagne, d'où des inquiétudes qui ne furent peut-être pas sans contribuer, avec les entretiens du ministre russe à Madrid Stroganof, au revirement de Godoy en octobre. Mais il ne faut pas attribuer grande importance à ce propos. Napoléon, loin de chercher à ce moment-là un agrandissement, visait à la paix générale (sans faire d'ailleurs les concessions qui l'eussent rendue possible) : il ne pouvait donc rien entreprendre sur l'Espagne, et s'il ne parlait plus du Portugal, c'était précisément pour ne pas empêcher la paix avec l'Angleterre. C'est alors, il est vrai, qu'il convint avec d'Oubril (pour faire la paix avec la Russie) que les deux puissances tâcheraient de faire donner les Baléares au prince royal de Sicile « si, par suite des circonstances, le roi Ferdinand IV ne devait plus continuer de posséder la Sicile » (art. 1^{er} des articles séparés additionnels du traité du 20 juillet 1806, dans de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. II, p. 180-182, cf. Mayer, II, p. 13).

Izquierdo continua encore ses entrevues avec Duroc et Talleyrand jusqu'en novembre 1807, mais ce ne furent plus que de vains bavardages : en réalité l'Empereur considérait l'affaire comme suspendue. Voir la note suivante.

le continent, du moins tant que Charles IV vivrait¹.

Les dispositions de l'Empereur vis-à-vis de la cour de Madrid ne changèrent qu'en octobre ou novembre 1806, quand il connut le revirement imprévu de l'Espagne, ses armements hâtifs, enfin la proclamation ambiguë du prince de la Paix², où chacun vit, à Madrid comme à Paris, une promesse d'adhésion à la coalition anglo-russo-prussienne³. L'Empereur jugea-t-il qu'il serait nécessaire

1. Pourtant à Paris, où on remarquait l'assiduité d'Izquierdo chez Talleyrand, le bruit courait dès la fin d'août 1806 que Napoléon voulait enlever à l'Espagne les provinces au Sud des Pyrénées (Metternich au comte de Stadion, Paris, septembre 1806, dans Mayer, *Die französisch-spanische Allianz*, t. II, appendice n° 7, p. 59-60) et des bruits analogues circulèrent peu après à Madrid (Gennotte, chargé d'affaires d'Autriche à Madrid, à Stadion, 22 et 23 septembre 1806, dans Mayer, t. II, appendices nos 1 et 2, p. 47-49). Mais à Madrid ces bruits provenaient probablement de l'indiscret Godoy lui-même, qui venait de recevoir une lettre écrite par Izquierdo le 9 septembre 1806, laquelle disait : « Tous les amis de Lucien supposent que dans un an il sera roi d'Espagne.... d'autres disent que le projet actuel se limite à former pour le même Lucien un royaume d'Ibérie, en prenant le versant espagnol des Pyrénées, et en donnant le Portugal à la Castille.... » qui autorisait les amis de Lucien à tenir ces propos ? Quels étaient ces amis ? Izquierdo n'en cite qu'un, le législateur Sapey. Quant à Metternich, il relate très brièvement les bruits. Il me semble qu'ici Izquierdo s'alarmait bien vite des bruits répandus ou des propos tenus par quelques officieux. Ceux qui étaient en situation de savoir relativement à quoi s'en tenir, Talleyrand surtout, font de l'attitude belliqueuse de Godoy en octobre 1806 la cause initiale des projets impériaux sur l'Espagne. (Leurs témoignages seront signalés plus loin : remarquer que Talleyrand n'a pas de raison de passer sous silence des propos de Napoléon à ce sujet, bien au contraire).

2. La question est étudiée à fond dans Mayer, t. II, p. 1-20 ; cf. Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, p. 63-68 ; Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VII, p. 100, 118 ; Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe*, t. III, p. 238-297, etc. (Mayer donne p. 4, n. 2, le texte de la proclamation, San-Lorenzo, 5 octobre ; on trouvera dans Lafuente, *Historia general de España*, t. XVI, p. 96, et dans Mayer, p. 7, n. 1, deux circulaires qui complétèrent la proclamation sans l'expliquer. Ce fut un appel aux armes, sans que rien désignât contre qui il était dirigé.)

3. Gennotte à Stadion, Madrid, 9 octobre 1806, et Aranjuez, 15 juin 1807, (cette dernière pièce, très intéressante, montre que l'opinion courante était fondée : les confidences rétrospectives, détaillées et précises du ministre de Russie à Gennotte y sont exposées) dans Mayer, t. II, p. 49-51 et 53-57 ; cf. Lafuente, *Historia general de España*, t. XVI, p. 99. Izquierdo écrit aussi à Godoy (sans date, début de novembre ?), dans Lafuente, p. 182 : « Ma loyauté ne peut dissimuler à V. E. qu'ici tout Paris est en alarme au sujet de la proclamation de V. E. et de la lettre aux corrégidors. Il n'y a pas, Monseigneur, un ministre, un employé, un homme éclairé qui ne regarde de telles pièces comme une déclaration de guerre à la France. J'ai tenté de détromper tous ceux qui m'en ont parlé ; tous me disent que j'ai raison, mais personne n'est persuadé ! M. de Lacépède lui-même m'a parlé avec

de compter désormais, en cas de grande guerre européenne, avec la possibilité d'une défection espagnole¹? Ou bien, ce qui est plus vraisemblable, pensa-t-il seulement que l'attitude équivoque de l'Espagne le dégageait de toute obligation envers ce pays et lui permettait de légitimer une agression aux yeux de la France et de l'Europe²? En tout cas, il annonça dès lors à son entourage l'intention de se venger, sinon celle de chasser les Bourbons³. Il dissimula d'ailleurs vis-à-vis de l'Espagne tant que dura

la plus grande cordialité.... et m'a dit qu'il craignait de fâcheuses conséquences.... Le préfet de police de Paris, mon ami intime, qui rapporte directement à l'Empereur tout ce qui se dit à Paris, m'a demandé aussi ce qu'il y avait là-dessous.... » ; cf. *Corr. Nap.*, nos 11262, 11301, etc.

1. Voir le rapport que Napoléon se fit adresser par Champagny après l'avoir retouché, Bayonne, 24 avril 1808, *Corr. Nap.*, n° 13776. Ce rapport était destiné à être éventuellement publié ; il fut effectivement communiqué au Sénat le 5 septembre et inséré au *Moniteur* du 7. Cf. *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 253-255.

2. Ainsi, dans la curieuse et probablement authentique conversation du 21 avril 1808, où Napoléon met une sorte de coquetterie à prouver à Escoïquiz, le conseiller préféré de Ferdinand VII, la nécessité et la justice de son intervention, il ne manque point d'insister sur l'affaire de la proclamation. Escoïquiz, *Idea sencilla*, p. 153-157. Napoléon, qui a tant heurté le sentiment public, attachait pourtant du prix à ne point ternir sa « gloire ».

3. Il est possible que, lorsque Napoléon reçut, non sur le champ de bataille d'Iéna, comme le dit de Pradt, mais à Berlin, la proclamation de Godoy (datée du 5 octobre, mais qui ne fut publiée à Madrid que le 14), il ait réellement juré, comme le dit Talleyrand, de « détruire à tout prix la branche espagnole de la maison de Bourbon ». Mais ce grand génie militaire appliqua instinctivement à la politique un de ses principes stratégiques : agir suivant l'occasion et les circonstances, non d'après un plan tracé à l'avance et immuable. En tout cas, plus tard, il hésita certainement entre plusieurs sortes de vengeance et de garanties. Annexer le pays entre les Pyrénées et l'Ebre n'était pas seulement se venger, mais aussi fortifier sa position stratégique vis-à-vis du royaume démembré (comme le prouve surabondamment la campagne de nov.-déc. 1808, où Napoléon tira si grand parti de la possession de la ligne supérieure de l'Ebre) : c'était la maîtrise des passages pyrénéens, et la possession d'une véritable barrière de places fortes (Rosas, Figuières, Gironne, Barcelone, Urgel, Cardona, Lérida, Tortose, Tarragone, Jaca, Pampelune, Saint-Sébastien, sans compter les petits forts). Il est d'ailleurs possible aussi que les auteurs de mémoires prêtent aux propos de l'Empereur plus de précision qu'ils n'en eurent.

Ce qu'il faut retenir en tout cas des affirmations des contemporains, c'est l'effet produit sur Napoléon par la proclamation de Godoy (*Mémoires du prince de Talleyrand*, t. I^{er}, p. 307-308 ; *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. I^{er}, p. 328-329 ; *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 213-214 ; de Pradt, *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne*, p. 15-17 : « Napoléon m'a dit souvent que ce fut sur le champ de bataille d'Iéna qu'il reçut cette pièce.... Vingt fois, je lui ai entendu dire à Bayonne : *Je jurai dès*

la campagne de Pologne et de Prusse ; il se moqua de ceux qui lui annonçaient la guerre avec l'Espagne ; il parut se satisfaire des explications embarrassées et des plates félicitations que Godoy lui fit parvenir ¹.

Mais, dès le 15 décembre 1806, Talleyrand reçut ordre de réclamer à l'Espagne « le secours de 4 000 hommes de cavalerie et de 10 000 hommes d'infanterie, avec vingt-cinq pièces de canon attelées, pour former un corps d'observation du côté du Hanovre ». L'Espagne promit tout ce qu'on voulut ². Godoy prenait alors une attitude si humble que Napoléon, pourtant habitué aux basses flatteries, la qualifiait de « singerie ³ ».

lors qu'ils me la paieraient.... Les recherches que j'ai faites pour m'assurer de l'époque à laquelle Napoléon avait commencé de s'occuper de l'Espagne, ne m'ont présenté rien d'antérieur à l'effet produit par la proclamation du prince de la Paix... »

1. A Cambacérès, Berlin, 16 nov. 1806 ; à Fouché, Berlin, 24 nov. 1806 ; à Cambacérès, Posen, 5 déc. 1806, etc., *Corr. Nap.*, nos 11262, 11301 et 11385 ; rapport du secrétaire d'ambassade à Madrid Vandoul, du 6 novembre 1806, dans Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, p. 68-69 ; Godoy à l'Empereur, Madrid, 21 décembre 1806, Arch. nat., AFiv 1680 : « Les injustes soupçons ne peuvent trouver jamais lieu dans les cœurs magnanimes et généreux ; mais la malignité des courtisans m'est si bien connue, que je ne serais pas étonné que mes efforts pour compléter une petite armée de 80.000 hommes, dont l'objet n'est pas ignoré par V. M. I. et R., eussent été présentés sous le jour le plus odieux en me prêtant les vues les plus absurdes, et en supposant que le sort de l'Espagne pourrait être regardé comme separable de celui de la France... » Suivent des félicitations sur le décret de Berlin, mesure « marquée au coin du sublime génie de V. M. I. et R. », des promesses de payer au Trésor public de France tout ce qui lui est dû encore, une diatribe contre le Portugal et l'Angleterre, etc. Autre lettre aussi plate le 14 janvier (ibid.). Le 20 janvier 1807, Napoléon écrit de Varsovie au roi d'Espagne (*Corr. Nap.*, n° 11672) : « Les vœux que V. M. a bien voulu m'exprimer au renouvellement de cette année me sont d'autant plus chers que je n'ai jamais douté de la sincérité de son amitié. » Et le même jour Napoléon remercie Godoy de sa lettre du 21 décembre (n° 11674), mais plus froidement.

2. A Talleyrand, Posen, 15 décembre 1806, *Corr. Nap.*, n° 11476 ; cf. nos 12169, 12224, 12229, 12230, etc. ; le prince de la Paix à l'Empereur, Aranjuez, 14 janvier 1807, Arch. nat., AFiv 1680 : « Je m'ai empressé à donner communication de cette demande au roi mon maître, et S. M. témoignant le plus vif désir d'appuyer avec tous les moyens, qui seront en son pouvoir, toutes les opérations de son auguste allié, m'a permis de choisir ces troupes... » Napoléon avait à coup sûr grand besoin de renforts sur l'Elbe ; mais il est non moins certain qu'il tenait aussi à réduire d'autant les forces militaires de l'Espagne. L'histoire du corps d'armée ainsi fourni (aux ordres de La Romana) est bien connue.

3. A Talleyrand, Osterode, 30 mars 1807, *Corr. Nap.*, n° 12230.

La paix une fois faite à Tilsit, Napoléon put se consacrer sérieusement aux affaires de la péninsule. Avant toute entente préliminaire avec le gouvernement de Charles IV, il prescrivit la réunion d'un corps d'armée à Bayonne¹. Ce serait l'avant-garde de l'armée d'invasion. Après quoi l'Empereur s'occupa du côté diplomatique de la question. Il avertit Sa Majesté Catholique qu'il fallait « avant tout arracher le Portugal à l'influence de l'Angleterre »². Une fois installé à Fontainebleau, Napoléon « envoya chercher » Don Eugenio Izquierdo, agent secret du prince de la Paix en France, et Duroc fut chargé de conférer activement avec celui-ci³. Le prince de la Paix se prêta à tout ce qu'on voulut et Izquierdo fut bientôt élevé au rang de plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique « pour conclure et pour signer le traité relatif à l'Étrurie et au Portugal ». Les discussions furent vite menées. Et, à vrai dire, en exposant dans sa note du 16 octobre « les idées du cabinet de Madrid sur le traité à conclure », Izquierdo faisait des déclarations très propres à rendre l'accord aisé, mais inattendues chez un plénipotentiaire : « Le tout est soumis à la volonté et aux vues profondes de Sa Majesté Impériale et Royale, et le conseiller Izquierdo finit cet exposé en déclarant qu'il a reçu du Roi son maître par l'intermédiaire de Son Altesse le prince de la Paix un ordre positif, écrit de la main de ce prince, de signer, sans aucun délai, relativement à l'Étrurie et au Portugal, tel traité, que S. M. I. et R. jugera convenable de dicter »⁴.

1. A Talleyrand, Dresde, 19 juillet 1807, *Corr. Nap.*, n° 12928 ; à Dejean, Saint-Cloud, 29 juillet 1807, n° 12947 ; décret de Saint-Cloud, 2 août 1807, n° 12973 (organisation du corps d'armée de la Gironde).

2. A Charles IV, roi d'Espagne, Rambouillet, 8 sept. 1807, *Corr. Nap.*, n° 13131 ; il y a une note d'Izquierdo, datée de Paris, 4 sept. 1807 (Arch. nat., AFiv 1680). Elle est peu intéressante.

3. A Duroc, Fontainebleau, 26 sept. 1807, *Corr. Nap.*, n° 13181 : « Vous enverrez chercher demain M. Izquierdo.... Quant au royaume de Portugal, je ne fais pas de difficulté de donner au roi d'Espagne une suzeraineté sur le Portugal, et même d'en distraire une partie pour la reine d'Étrurie et pour le prince de la Paix. »

4. Izquierdo reçut ses instructions et ses pouvoirs vers le 15 octobre. Il

Ce fut en effet Sa Majesté Impériale qui « dicta » le traité de Fontainebleau (27 octobre 1807), et ce fut surtout elle qui imposa la convention militaire annexe¹; cette convention était certainement aux yeux de l'Empereur l'acte important, le véritable aboutissement des négociations. C'était elle qui donnait le moyen de réaliser l'invasion pacifique de l'Espagne; car elle précisait les con-

en rendit compte aussitôt par une longue note datée de Fontainebleau, 16 octobre 1807, Arch. nat., AFiv 1680. Cette note trahit les incertitudes de Godoy et de la cour de Madrid. La cause de la reine d'Etrurie y est plaidée, puis abandonnée. Ensuite sont exposées les bases que S. M. C. propose pour le traité futur (voir le texte complet de la note aux *Pièces justificatives*, n° 1). La soumission de la cour d'Espagne aux volontés impériales était complète à ce moment et s'étendait à tout. Godoy insistait sur cette soumission totale dans une note assez gauche datée du 6 octobre et remise par Izquierdo le 15 (Arch. nat., AFiv 1680) : « S. M. I. et R. a désiré le changement de notre ministre en Russie, de notre ambassadeur à Vienne : Le premier est remplacé par le général Pardo, notre ministre à Berlin; le second, déjà rappelé, a ordre de venir en Espagne. *Agir en vertu d'une simple insinuation, sans en examiner les motifs, voilà, je crois, la vraie manière de s'entendre*, celle que là raison inspire pour écarter tout reproche, pour ne donner lieu à aucun soupçon. » (Le passage en italique est souligné dans la note).

Les allées et venues et les longs entretiens d'Izquierdo avec Duroc attirèrent l'attention. Bausset, *Mémoires anecdotiques*, t. I^{er}, p. 109, dit : « Je rencontrais à tout moment dans les cours, dans les corridors et chez le grand maréchal un M. Izquierdo.... il avait le regard oblique, l'air sournois et passait pour un homme très fin.... » etc. Cf. *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. I^{er}, p. 322 : « Un intrigant nommé Izquierdo.... »

1. Nous avons (Arch. nat., AFiv 1680) le texte d'un projet de convention dicté par l'Empereur à Champagny le matin du 23 octobre et dont Champagny soumit la mise au net à l'Empereur dans la journée, en y joignant un petit rapport (Fontainebleau, 23 octobre 1807, *ibid.*); à ce moment Duroc n'avait pas encore reçu ses pleins pouvoirs. Or le traité fut signé le 27. Le projet dicté le 23 par l'Empereur, que l'on trouvera dans la *Corr. Nap.*, sous le n° 13287, passa presque en entier dans le traité définitif, à l'exception d'un article qui cédait à la France le port de Pasajes, ce dont il avait déjà été un instant question en 1806. Napoléon renonça-t-il à cet article sur la demande d'Izquierdo? Ou, après réflexion, l'Empereur pensa-t-il qu'il n'y avait pas lieu de stipuler une si petite acquisition, quand on allait être bientôt en situation d'en faire une considérable? Nous penchons plutôt pour cette deuxième explication, car, dans son rapport du 25 (voir la note suivante), Champagny dit d'abord : « J'ai l'honneur d'adresser à V. M. la note statistique sur l'Espagne qu'elle m'a demandée.... » Il est très vraisemblable que l'Empereur répondit au rapport du 23 et à l'envoi du projet, en se faisant donner les renseignements significatifs contenus au rapport du 25. Dès lors l'article sur la cession de Pasajes ne valait plus la peine qu'on le discutât.

Le traité de Fontainebleau et la convention particulière annexe, dont nous parlons ici, sont dans de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. II, p. 235-237.

ditions dans lesquelles un corps d'armée français entrerait en Espagne pour coopérer à la conquête du Portugal. L'article 6 stipulait en outre qu'un second corps d'armée de quarante mille hommes serait réuni à Bayonne « au plus tard le 20 novembre prochain pour être prêt à entrer en Espagne, et à se rendre en Portugal dans le cas où les Anglais enverraient des renforts, ou menaceraient de l'attaquer ». Ce nouveau corps ne passerait cependant la frontière « qu'après que les deux Hautes Parties contractantes se seraient entendues à cet effet ».

Aucun article ni du traité ni de la convention ne pouvait faire prévoir que la Catalogne dût être occupée, même momentanément, par les troupes françaises. Et pourtant, parmi les projets qui s'offraient ou qu'on offrait alors à l'attention de l'Empereur, il en était un qui rendait opportune l'occupation de cette province : il n'est guère douteux en effet que Napoléon ne songeait pas seulement à la possibilité d'établir un de ses frères sur le trône des Bourbons, mais aussi à celle de se faire céder les pays situés au Nord de l'Èbre, soit sans compensation, soit en échange du centre du Portugal¹. C'était peut-être

1. Rien n'est plus difficile que de déterminer de quand date un projet napoléonien ; car l'Empereur n'admettait les personnes de son entourage à la connaissance de ses desseins qu'à partir du moment où il avait besoin de leur concours et dans la mesure seulement où cela lui était nécessaire. Il fut particulièrement réservé dans les affaires d'Espagne en 1807-1808. Murat même ne fut mis que fort tard au courant du vrai dessein de l'Empereur (voir notamment : à Murat, Saint-Cloud, 27 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13695), si bien qu'on peut presque se demander si la chute des Bourbons était dans l'intention de l'Empereur avant la fin de mars 1808 ; en tout cas, s'il en avait envisagé la possibilité, il n'était certes pas déterminé avant cette date à la consommer. Au temps du traité de Fontainebleau, Napoléon oscillait entre divers plans, parmi lesquels le renversement des Bourbons n'était peut-être pas au premier rang. Outre un certain nombre de témoignages postérieurs (sans parler de celui de Talleyrand, que nous examinerons un peu plus loin), un texte très significatif montre que Napoléon songeait déjà, en octobre 1807, à un démembrement de l'Espagne, projet qu'il reprendra d'ailleurs deux ans plus tard quand il se considérera comme délié par l'attitude des Espagnols et par la « faiblesse » du gouvernement de Joseph de ses engagements sur l'intégrité de la monarchie. (D'ailleurs ce que nous disons plus loin sur le voyage d'Izquierdo à Madrid en 1808 vient encore à l'appui de notre thèse.) Le texte en question est une note statistique sur la

la solution qu'eût timidement préférée Champagny, celle en tout cas que Talleyrand suggérerait volontiers dans les conférences que l'Empereur tenait sur la question d'Espagne ; pour Talleyrand, il eût convenu probablement en ce cas de renverser Godoy et d'accorder au prince des Asturies une princesse de la famille impériale ¹. Dans les

population de l'Espagne adressée le 25 octobre 1807 à l'Empereur avec un rapport de la main de Champagny, où celui-ci disait : « La partie de l'Espagne située sur la rive gauche de l'Ebre comprend toute la Biscaye et une très petite partie de la Vieille-Castille, la Navarre moins un district à peu près égal à celui de la Vieille-Castille qui est sur la rive gauche, un peu moins de la moitié de l'Aragon et presque toute la Catalogne, de manière qu'on peut évaluer assez exactement la population en la supposant composée : de celle de la Biscaye, y compris Guipuzcoa et Alava, 300.000 âmes ; de la Navarre, 490.000 ; des $\frac{4}{9}$ de l'Aragon, 280.000 ; des

$\frac{19}{20}$ de la Catalogne, 1.140.000 [chiffre erroné, qu'on trouve aussi dans Rehfuës]. Total de la totalité de la population de l'Espagne à la gauche de l'Ebre, 1.910.000, ce qui est plus que le sixième de la totalité de la population de l'Espagne... » Arch. nat., AFIV 1680 (8^e dossier). Ce calcul en milliers d'âmes était alors la base de tous les échanges de territoires. Or l'article 3 du traité de Fontainebleau devait stipuler, deux jours après, que le centre du Portugal resterait « en dépôt jusqu'à la paix générale pour en être disposé suivant les circonstances, et suivant ce qui sera convenu entre les deux H. P. C. ». Les provinces de Beira, Tras-los-Montes et l'Estramadure portugaise qui resteraient ainsi en dépôt et dont la population devait, en ce temps, être de 1.800.000 habitants à 2.000.000 (le royaume de Portugal en ayant 3.266.000 d'après les calculs de Champagny, rapport à l'Empereur, sept. 1810, Arch. nat., AFIV 1623a) pourraient servir de compensation pour l'Espagne, en cas de cession de la rive gauche de l'Ebre.

1. C'est, à notre sens, ce qu'il faut retenir comme exact des déclarations, si souvent suspectes, de Talleyrand (*Mémoires*, t. I^{er}, p. 308, 325-330, 384-385) sur l'attitude qu'il aurait prise dans les affaires d'Espagne. Quand il rédigea, en 1816, cette « quatrième partie », Talleyrand voulait à tout prix prouver qu'il avait fortement déconseillé l'entreprise impériale ; de là une déformation systématique, sinon de l'affaire d'Espagne en général (que Talleyrand d'ailleurs expose (p. 330-384) en suivant de près les *Mémoires historiques* de M. de Pradt, parus en 1816 et cités p. 373, n. 1), du moins du rôle de Talleyrand dans l'affaire. Nous y reviendrons à la fin de cette note.

Mais il est en effet probable que, surtout quand les affaires d'Espagne tournèrent mal, Talleyrand désapprouva en certains milieux la politique de Napoléon. *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. I^{er}, p. 328-329 ; *Mémoires de Mme de Rémusat*, t. III, p. 331 : « Il eût toujours (?) voulu — dit cette amie de Talleyrand — qu'on déclarât une guerre franche au roi d'Espagne, si on ne pouvait obtenir ce qu'on voulait, qu'on lui dictât des conditions avantageuses, qu'on chassât le prince de la Paix, et qu'on s'alliât par un mariage avec l'infant Ferdinand » ; cf. *id.*, p. 361. Mais, si Talleyrand attaquait la politique de l'Empereur dans certains salons et sur certains points, il n'en blâmait pas le fond, surtout dans ses entretiens avec le maître : Pasquier déclare que, dès la campagne de Pologne, Talleyrand attira l'at-

Mémoires où Talleyrand a cherché à dégager sa responsabilité en ce qui concerne les affaires d'Espagne et qui contiennent tant de mensonges, il avoue pourtant avoir poussé au moins à l'occupation de la Catalogne : « Poussé à bout par les argumentations artificieuses de son ambition, je lui proposai un plan qui lui présentait les garanties de sécurité qu'il prétendait chercher du côté de l'Espagne. Je lui conseillai de faire occuper la Catalogne jusqu'à ce qu'il parvienne à obtenir la paix maritime avec l'Angleterre. Vous déclarerez, lui disais-je, que vous garderez ce

tention de Napoléon sur le parti à tirer de la proclamation de Godoy, et sur la nécessité de reprendre le rôle de Louis XIV (c'est-à-dire d'y installer un prince de sa famille). Savary dit également (*Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 214-216) : « On a débité avec affectation dans le monde que M. de Talleyrand avait été d'un avis opposé à cette entreprise : il a pu convenir à quelques esprits de parti de chercher à établir cette opinion, mais elle est contraire à la vérité : non seulement il n'y était point opposé, mais encore il la conseilla.... M. de Talleyrand est le premier qui ait songé à l'opération d'Espagne ». Et, plus loin, Savary prête à Talleyrand (p. 218) le projet d'échange du Portugal contre le pays au nord de l'Ebre. Meneval, *Napoléon et Marie-Louise*, t. I^{er}, p. 272 ; *Mémoires*, t. II, p. 133-136, confirme que Talleyrand écoutait complaisamment les projets que l'Empereur exposait (avant son départ pour l'Italie, qui eut lieu le 16 novembre 1807), et les approuvait : « Comme variante à cette mesure extrême, il proposait d'obtenir de l'Espagne des cessions de territoire qui la missent dans notre dépendance ». En ce qui concerne la complaisance de Talleyrand pour les projets de l'Empereur sur l'Espagne, il n'y a d'ailleurs plus de doute possible, depuis que M. Geoffroy de Grandmaison a publié les lettres de Talleyrand à l'Empereur en avril-août 1808, d'après AFIV 1680 (*Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808, Revue des questions historiques*, t. LXVIII (1900), p. 511-531). Elles sont complaisantes. L'appréciation très juste est donnée dans Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VII, p. 215-216. En ce qui concerne l'existence du projet sur les provinces au nord de l'Ebre et la part que Talleyrand prit à sa naissance, nous pensons qu'il n'y a pas non plus de doute possible. Amis et ennemis de Talleyrand sont d'accord là-dessus. Cf. Armand Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe*, t. III, p. 412, 426-428.

Quant aux « erreurs » de Talleyrand, je signalerai les principales. Talleyrand n'abandonna pas le ministère pour éviter de prendre part à la chute des Bourbons d'Espagne, comme il le dit, t. I^{er}, p. 307-308 ; c'est Talleyrand lui-même qui, vers le 20 mars 1808, ébaucha le traité avec Izquierdo, il ne souffle mot de ce rôle, p. 369. Napoléon ne put pas trouver « que les dispositions que j'avais prises, au moment de l'arrivée des princes à Valençay, avaient trop pour objet leur sûreté » (p. 384) : Talleyrand ne fit que se conformer aux instructions de Napoléon, et ses dispositions eurent bien pour objet la garde des princes. Talleyrand n'a jamais accusé Napoléon d'avoir « triché au jeu » (p. 385) ; la réponse eût été trop facile. Enfin, l'assertion : « Les princes n'avaient pas été trois mois à Valençay qu'il croyait déjà en voir sortir toutes les vengeances de l'Europe » (même page) est de la pure fantaisie.

gage jusqu'à la paix, et par là vous tiendrez le gouvernement espagnol en bride. Si la paix tarde, il est possible que la Catalogne, qui est la moins espagnole de toutes les provinces de l'Espagne, s'attache à la France : il y a déjà des traditions historiques pour cela ; et, peut-être alors, pourrait-elle être réunie définitivement à la France¹. » Il est fort probable que Napoléon ne renonça absolument à son projet d'annexions au détriment de l'Espagne qu'au mois de mars 1808, quand les événements d'Aranjuez le déterminèrent à préférer la solution la plus conforme à ses intérêts familiaux et à sa conception favorite de l'Empire fédératif².

1. Talleyrand, *Mémoires*, t. I^{er}, p. 329. Talleyrand ne connaissait évidemment que de façon superficielle les relations de la Catalogne avec la France sous Louis XIII et Louis XIV. Sans quoi, il eût plutôt dû dire que les « traditions historiques » retarderaient l'attachement de la Catalogne à la France.

2. A notre avis, en effet, si Napoléon pensa dès 1807 à faire de l'Espagne un état feudataire avec Joseph ou Louis pour roi, ce n'est qu'à partir de l'abdication de Charles IV que son parti fut décidément pris. La première trace matérielle de la décision impériale est la lettre à Louis de Hollande, Saint-Cloud, 27 mars 1808, sept heures du soir, *Corr. Nap.*, t. XVI, p. 500-501 : « *J'ai résolu* de mettre un prince français sur le trône d'Espagne ». La « résolution » ferme était sûrement récente.

D'autre part, nous trouvons dans le voyage d'Izquierdo à Madrid, une preuve à la fois de l'existence des projets sur les provinces au nord de l'Ebre et de leur persistance. L'agent de Godoy, resté à Paris depuis le traité de Fontainebleau (il envoya de là une note à Champagny, Paris, 27 nov. 1807, AFiv 1680, surtout pour l'informer de la ratification du traité et de la convention), y gardait ses relations avec Talleyrand. Duroc, Champagny, Murat (voires lettres à Godoy, depuis oct. 1807, publiées dans Nellerto, anagramme de Llorente, *Memorias para la historia de la revolución española*, t. III, au début). En février, à la suite d'un entretien avec Talleyrand (dont M^{me} de Rémusat transforme la nature dans ses *Mémoires*, t. I^{er}, p. 369 ; cet entretien eut certainement lieu par ordre de l'Empereur, *Corr. Nap.*, n° 13664, et Talleyrand n'y fit pas des confidences dans l'intérêt de l'Espagne, mais bien une ou des propositions au nom de l'Empereur), Izquierdo partit en hâte pour Madrid. Il était chargé par Napoléon, qui n'avait pas voulu qu'on lui confiât une note, mais une simple mission verbale, d'aller proposer à Godoy et au couple royal l'échange des provinces pyrénéennes contre le Portugal (d'après Nellerto, t. I^{er}, p. 10-11 ; cf. l'appendice à la suite de la traduction en français d'Escoïquiz, *Exposé des motifs*, p. 184-186 ; Cevallos, *Exposicion de los hechos*, p. 10-11 ; Godoy, *Memorias*, t. V, p. 98 sq.) Il y eut alors un conseil entre le roi, la reine et Godoy, et c'est dès lors qu'on commença à parler du départ de la cour pour Séville. Il est vrai que ni Cevallos, pourtant secrétaire d'Etat à cette date, ni Escoïquiz, ni Llorente (Nellerto) n'assistèrent à ce conseil, où Izquierdo fit connaître l'objet de son voyage. Mais le témoignage de Godoy

II

Etant donnés les projets de l'Empereur, il était nécessaire d'occuper fortement la Catalogne. Mais c'eût été donner trop tôt de l'inquiétude à la cour de Madrid. Il valait mieux attendre pour agir de ce côté que Junot fût en Portugal, et même que la Navarre, les provinces basques et le Nord de la Vieille-Castille fussent occupés par toute une armée. Il était à la rigueur possible de faire passer les régiments

(dont les *Mémoires* sont d'ailleurs suspects et très fréquemment mensongers) doit être admis ici. Les faits suivants leur apportent une sérieuse confirmation.

En effet, Izquierdo, arrivé à Madrid le 9 mars 1808 et reparti le 12 (Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f^{os} 314-315 et 330), arriva à Paris vers le 20 mars. Napoléon attendait son arrivée « pour savoir le parti à prendre pour arranger les affaires » (à Murat, Paris, 19 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13684). Izquierdo eut alors, le 23 mars, « une longue conférence » avec Talleyrand, qui lui proposa des bases de négociation, dont une « était nouvelle pour lui » et dont une autre provoqua des objections (d'après le rapport de Talleyrand à l'Empereur, 23 mars 1808, Arch. nat., AFIV 1680, probablement inédit : Voyez : *Pièces justifiées*, II). C'est alors qu'Izquierdo écrivit, le 24 mars, une longue note destinée à Godoy, mais que la révolution du 18 mars eut pour résultat de faire remettre à Cevallos. Cette note a été publiée en 1814 par Escoiquiz, *Idea sencilla de las razones*, p. 123-126, et plus tard par Nellerito, Lafuente, etc. Or, dans cette note, Izquierdo exposait les bases du traité proposé par Talleyrand « pour régler et même terminer à l'amiable les questions actuellement pendantes entre la France et l'Espagne » (*para arreglar y aun para terminar amistosamente los asuntos que existen hoy entre España y Francia*). Ces bases étaient : 1° Avantages commerciaux pour les Français en Espagne et dans les colonies espagnoles, et réciprocité (c'est la « base nouvelle » dont parle Talleyrand). 2° Echange du Portugal entier contre les provinces de l'Espagne voisines de l'Empire. 3° Règlement définitif de la question successorale en Espagne (?). 4° Traité d'alliance offensive et défensive et fixation des contingents (c'est ce qui provoqua des objections). Il est évident que les n° 2 et 3 n'étaient que la mise en forme de conditions posées en février par ordre de l'Empereur. Mais survint alors la nouvelle d'Aranjuez; qui changea toute la situation. De là les offres précises de Napoléon d'abord à Louis et à Jérôme, puis à Joseph. Quand Napoléon reçut le 17 avril à Bayonne les députés portugais, il n'hésita donc pas à leur demander s'ils voulaient appartenir à l'Espagne, parce que la réponse facile à prévoir ne pouvait plus le gêner en rien, mais devait au contraire lui fournir un argument. Bausset, *Mémoires anecdotiques*, t. I^{er}, p. 164; de Pradt, *Mém. hist. sur la Révolution d'Espagne*, p. 58-60. D'après ce dernier, Napoléon posa ainsi la question : « *Que voulez-vous, vous autres Portugais? Voulez-vous être Espagnols?* » A quoi le comte de Lima répondit naturellement avec énergie : *Non*.

qui entreraient par les Basses-Pyrénées pour des renforts envoyés en Portugal. Mais le passage de troupes par la Catalogne alarmerait et éclairerait nécessairement l'opinion publique à Madrid. Aussi, en donnant au ministre de la Guerre Clarke, le 11 novembre 1807, l'ordre de faire fabriquer du biscuit à Perpignan et à Bayonne et d'armer les places des Pyrénées, Napoléon ajoutait : « Tout cela doit être le plus secret possible, surtout l'armement des places des frontières d'Espagne du côté des Pyrénées-Orientales... Les approvisionnements qu'on verra là, on dira que c'est pour l'armée de la Gironde¹. »

C'est seulement le 24 novembre que l'Empereur, alors à Milan, donna directement au prince Eugène l'ordre de faire partir des troupes pour Avignon, sans lui indiquer d'ailleurs leur destination ultérieure². Clarke ne reçut que plus d'un mois après les instructions nécessaires pour la formation de la « division d'observation des Pyrénées-Orientales³ ». Le 19 janvier, toutes les troupes qui devaient la composer, 7 000 hommes environ, étaient enfin réunies à Perpignan sous le commandement du général italien Lechi⁴. La cavalerie comprenait deux régiments

1. A Clarke, Fontainebleau, 11 novembre 1807, *Corr. Nap.*, n° 13343.

2. *Corr. Nap.*, n° 13370.

3. A Clarke, Milan, 23 décembre 1807, *Corr. Nap.*, nos 13411 et 13413.

4. Lechi à Clarke, Perpignan, 15 et 19 janvier 1808, Arch. de la Guerre. La conduite des Italiens et des Napolitains pendant leur marche à travers la France avait été satisfaisante. Rapport de Quesnel, commandant la division militaire de Montpellier, à Clarke, 12 janvier 1808, Arch. G.

Le général comte Joseph Lechi, de Brescia, était le premier fils (né le 17 déc. 1767) du comte Faustin Lechi, personnage dont Stendhal raconte (*Vie de Napoléon*, éd. M. Lévy, Paris, 1892, in-12, p. 139-142) des traits amusants, peut-être exacts, et qui éclaireraient singulièrement quelques-uns des actes du fils (le comte Faustin « tira un coup de tromblon au marquis N... qui lui avait joué un mauvais tour et le tua »; etc.). Joseph Lechi fut élevé à Vienne et prit du service en Autriche. Mais, revenu dans sa patrie, il la souleva en mars 1797 contre Venise et devint sur-le-champ général de brigade au titre cisalpin. Réfugié en France en 1799, il commanda la « légion italique au service de la France » (décembre 1799) et prit part à sa tête à la campagne de l'armée de réserve (1800); le 24 juin, sa légion étant passée au service de la République cisalpine restaurée, il fut nommé général de division cisalpin et siégea à la consulte de Lyon. En 1806, il commanda la division italienne employée à la con-

français et un régiment provisoire de cavalerie italienne et napolitaine ; l'infanterie était formée d'un bataillon français, d'un bataillon suisse, de deux bataillons napolitains et de quatre bataillons italiens ¹. La division, organisée à la hâte, n'avait ni payeur, ni ordonnateur, ni inspecteur aux revues, ni moyens de transports. La plupart des Italiens et des Napolitains étaient « des soldats de six et de quatre mois ² ».

A ces conscrits il fallait un chef expérimenté. L'Empereur fit choix, le 28 janvier, du général Duhesme ³. Fils d'un notaire de Bourgneuf (Saône-et-Loire), parti en 1791 comme volontaire et aussitôt capitaine, Philibert-Guillaume Duhesme pouvait passer en 1808, à quarante et un ans, pour un vétéran. Il s'était signalé dès 1792 comme un excellent chef de partisans, comme un bon officier d'avant-garde, prompt à l'action, ferme et audacieux. Commandant du 4^e bataillon franc du Hainaut en 1792, il avait été nommé en octobre 1793 général de brigade. Passé de l'armée du Nord à l'armée de Sambre-et-Meuse, Duhesme servit sous Kléber au siège de Maëstricht et devint général de division le 18 brumaire an III, peu de jours après la reddition de la place. On le suit dans ce grade à l'armée des Côtes de l'Ouest, à l'armée du Rhin sous Moreau (1797), à l'armée de Naples sous Championnet (1799), à l'armée de réserve sous le Premier Consul (1800), à l'armée gallo-

quête de Naples. Tout ceci d'après A. Lumbroso. *Il generale T. Lechi. La famiglia sua, dans Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero*, p. 273-294. Cf. Driault, *Napoléon et l'Italie* (Paris, 1906, in-8), p. 44 et surtout p. 237-240 (singulier rôle de Lechi dans une histoire de complot, peu claire).

1. *Corr. Nap.*, n° 13441 ; Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme pendant qu'il a commandé en chef dans la Catalogne en 1808 (rédigé par Duhesme lui-même en 1810), Arch. G., 1^{er} carton de mars 1809. Sur les conditions de rédaction, sur les garanties d'exactitude, sur la publication presque totale de ce document en 1823, voir aux *Notes critiques*, à la fin du volume.

2. Lechi à Clarke, Perpignan, 20 janvier 1808, Arch. G. ; Duhesme à Clarke, Perpignan, 5 et 8 février 1808, *ibid.* ; Murat à l'Empereur, Bayonne, 7 mars 1808, *Correspondance de Murat*, n° 212.

3. A Clarke, 28 janvier 1808, *Corr. Nap.*, n° 13496 et 13497.

batave sous Augereau (août 1800). Le deuxième jour complémentaire an IX (19 septembre 1801), il reçut le commandement de la 19^e division militaire à Lyon, puis alla faire campagne en Italie de 1805 à 1807. Comptant au début de 1808 plusieurs actions d'éclat, quatre blessures, onze campagnes et treize ans de grade, grand-officier de la Légion d'honneur, ayant déjà réuni deux divisions sous son commandement, Duhesme pouvait espérer obtenir bientôt le bâton de maréchal¹. Il s'emportait facilement, manquait probablement de réflexion, de tenue et de gravité ; il ne savait ni se faire obéir sans menaces exagérées, ni se faire valoir sans jactance apparente ; en campagne, il ne tenait peut-être pas un compte suffisant des obstacles. Mais, très soldat en dépit de ses origines bourgeoises, il était brave, fougueux, alerte, prompt à la décision ; il avait certainement de l'ascendant sur les troupes, et, s'il les mettait quelquefois dans de mauvais pas, il se montrait habile à les en tirer. Son séjour en Italie l'avait familiarisé à la fois avec l'espèce de soldats qu'il devait conduire et avec le genre de guerre qu'il allait avoir à mener. Le

1. Ces renseignements sur le passé de Duhesme sont puisés principalement aux Arch. adm. de la G. ; l'état de services dressé au ministère n'est pas aussi complet sur certains points qu'on pourrait le souhaiter. Il ne mentionne même pas le passage de Duhesme à l'armée de réserve en 1800. Mais la *Corr. Nap.* (n^{os} 4844, 4862, 4865, 4877, 4882, 4886, etc.), ne permet pas le doute : Duhesme commandait les divisions Boudet et Loison, comme lieutenant-général de Berthier, c'est-à-dire comme un des « meilleurs généraux de division » de l'armée. Duhesme fut accusé en l'an VI de « lâcheté » par Gouvion-Saint-Cyr ; mais il prouva qu'il avait reculé lentement avec une faible division devant des forces très supérieures, et les plaintes de Saint-Cyr n'eurent pas de suite. Il fut destitué en l'an VII en même temps que Championnet (26 ventôse), mais remis en activité le 5 messidor suivant. Peu après sa destitution, un arrêté directorial lui avait « délivré » une arme d'honneur (19 germinal) « pour sa conduite distinguée à la prise de Naples ». La biographie Michaud donne sur lui d'assez amples détails, dont nous faisons peu d'usage ci-dessus. Quant au caractère du général, nous avons essayé d'en donner une idée, en nous appuyant surtout sur les faits qui seront établis plus loin. Cf. Laffaille, *Mémoires*, p. 149-150, et appendice B, v.

Duhesme avait fait paraître un *Précis historique de l'infanterie légère* (Lyon, 1806, 2 vol. in-8). Il s'y décernait beaucoup d'éloges : il en méritait sans doute une partie.

choix de l'Empereur était heureux à beaucoup d'égards.

Aussitôt nommé, Duhesme partit pour Perpignan. Clarke lui avait fait connaître, par de brèves instructions, les ordres de l'Empereur. Le général devait entrer en Espagne le 9 février et se diriger droit sur Barcelone, qu'il ne dépasserait point. Il ne ferait « rien qui puisse faire soupçonner des dispositions défavorables aux Espagnols » ; il ferait « fusiller le premier Italien qui manquerait à la discipline, afin de faire à temps un exemple salutaire et qui empêche toute espèce de désordre, la politique étant d'accord sur ce point avec la nécessité de bien vivre avec les Espagnols qu'il ne faut point alarmer ». Il écrirait souvent pour faire connaître la disposition des esprits, la situation des places fortes, l'emplacement des troupes espagnoles jusqu'à l'Èbre ¹.

En dépit de l'article 6 de la convention de Fontainebleau, Napoléon n'avait point jugé à propos d'obtenir à l'avance l'assentiment de Sa Majesté Catholique. Il préférait la mettre en présence du fait accompli. Le « sieur Beauharnais », ambassadeur de France à Madrid, devait attendre le 9 février pour informer le gouvernement espagnol de l'entrée en Catalogne « d'une division de 15.000 hommes » et pour demander qu'on la reçût à Barcelone. Il n'aurait pas à se mettre en frais d'explications, et déclarerait simplement que ces troupes étaient en marche sur Cadix et se reposeraient quelque temps à Barcelone. Duhesme ferait la même déclaration aux autorités locales ².

Le 4 février, le général arrivait à Perpignan. Le 6, au moment où les soldats allaient quitter cette place, un ordre du jour les avertit que toutes les infractions à la discipline seraient jugées expéditivement par des com-

1. Instruction particulière pour le général Duhesme ; à lui seul, Paris, 28 janvier 1808, au soir. Arch. G.

2. A Champagny, 28 janvier 1808, *Corr. Nap.*, n° 13495 ; à Clarke, même jour, n° 13496.

missions militaires. Le 9 au matin, la première brigade des troupes impériales passait la frontière¹.

Ce jour-là même, conformément aux instructions impériales transmises par M. de Champagny², l'ambassadeur de France à Madrid, M. de Beauharnais, informait le prince de la Paix de la nécessité « que les ordres soient donnés par la Cour d'Espagne pour qu'une division de 15.000 hommes qui *est* à Perpignan soit regue à Barcelone » et ajoutait qu'elle y attendrait le moment de repartir pour Cadix. Beauharnais profitait de l'occasion pour faire remarquer au prince l'insuffisante clarté de la réponse faite à une demande antérieure de l'Empereur : Napoléon réclamait, en échange d'un vaisseau français de 74, deux vaisseaux espagnols, dont un de 120 canons, en toute propriété³.

Godoy fit attendre sa réponse trois jours : il avait sujet d'être maussade. Au reste, il n'aimait pas Beauharnais, qui se posait en protecteur du prince des Asturies. Le 12 février, il écrivit enfin à l'ambassadeur que Sa Majesté Catholique était « assez magnanime et généreuse pour consentir à des échanges... » et que les ordres seraient « incessamment donnés... mais au préalable il est nécessaire que Votre Excellence veuille bien me donner des avis positifs du jour où ces troupes pourront arriver à cette place ». Le désir du ministre était assez naturel, mais Beauharnais n'était pas en état d'y satisfaire : bien entendu, il ignorait absolument que les troupes, dont il

1. Duhesme à Clarke, Perpignan, 5 février 1808 ; ordre du jour du 6 février 1808 ; Duhesme à Clarke, Perpignan, 8 février 1808, et Gironne, 10 février 1808 (le tout aux Arch. G.).

2. Champagny à Beauharnais, 30 janvier 1808, Arch. des Aff. Étr., Corr. dipl., Esp., vol. 673, f^os 101-102.

3. Beauharnais au prince de la Paix, Madrid, 9 février 1808, vol. 673, f^o 158. La demande des deux vaisseaux, prescrite par Champagny le 27 janvier (f^o 80), en vertu d'un ordre de Napoléon du 26 (cf. *Corr. Nap.*, n^o 13393), n'avait eu en effet qu'une réponse approximative : Godoy avait répondu à l'ambassadeur le 6 février (f^o 133) que les deux vaisseaux demandés avaient reçu l'ordre de « se réunir » à l'escadre française.

sollicitait l'admission à Barcelone, étaient en Espagne depuis trois jours. Il répondit prudemment : « Votre Altesse doit juger que cela doit avoir lieu incessamment, puisque la division se trouve à Perpignan. Je pense donc qu'il est urgent que Votre Altesse donne sans retard des ordres au capitaine-général. » Godoy s'exécuta aussitôt et se déclara également prêt à « faire faire l'itinéraire de cette division » et à « faire approvisionner le mieux possible la route de Barcelone à Cadix ». Sans se laisser toucher par cette réponse ingénue, Beauharnais se plaignit le jour même, en écrivant à Champagny, que les réponses de Godoy fussent « toujours obliques ou évasives¹ ». Godoy eût certes pu en dire autant des communications de l'ambassadeur de France.

III

Depuis la fin de janvier, on savait en Catalogne que des troupes françaises se réunissaient à Perpignan. Le gouverneur de Figuières ne dut donc pas être trop étonné de recevoir le 9 février un billet où on le priait de fournir, le soir même, vivres, fourrages et logements à une division française². Il n'avait pas d'ordres, et n'était pas homme de décision. Il fit donc bon accueil aux soldats, et satisfit les officiers par sa « bonne volonté ». Le lendemain, la division parut devant Girone, où elle fut aussi bien reçue qu'à Figuières par les autorités militaires. Duhesme galopait le long des colonnes pour veiller au bon ordre³. Toutefois les habitants de l'Ampurdan étaient émus de cette marche soudaine : « ceux qui se mêlaient

1. Toutes ces pièces, datées du 12 février, furent envoyées en copie à Champagny, avec le rapport de Beauharnais (même jour) où l'affaire était résumée. Arch. des Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 198-202.

2. Texte cité dans Arteché, *Guerra de la Independencia*, t. 1^{er}, p. 222.

3. Duhesme à Clarke, Girone, 10 février 1808, Arch. G.

de politique la regardaient comme une invasion et les esprits ardents parlaient déjà de résistance ¹ ».

Gagnant le bord de la mer, la division se trouva le 12 à Mataró ; Duhesme n'était plus qu'à quatre lieues de Barcelone ; il ignorait encore comment se comporteraient les autorités de cette ville et n'était pas sans appréhension : Barcelone avait des moyens de défense considérables, une enceinte continue en assez bon état, couverte par des ouvrages avancés et par une puissante citadelle ; de plus, elle était dominée et commandée par une grande forteresse pittoresquement juchée sur une colline aux flancs escarpés, le Monjuich². Le général français écrivit alors au comte de Santa-Clara, capitaine-général de Catalogne, pour lui demander l'entrée de la ville, où ses troupes attendraient des ordres avant de reprendre leur marche sur Cadix³.

Le comte de Santa-Clara venait d'être remplacé la veille par le lieutenant-général comte d'Ezpeleta. Cet acte de Godoy était inexplicable ; Ezpeleta était généralement regardé comme un des ennemis du prince de la Paix, et il avait à tout le moins été une de ses victimes. « D'une bonne famille de la Navarre », il s'était « élevé successivement aux premiers emplois par son mérite » et était devenu enfin gouverneur du conseil de Castille. Le prince de la Paix l'avait bientôt « exilé, emprisonné et destitué ». Ezpeleta avait, paraît-il, « une grande réputation de probité, de vertu et de talents d'administration ». Mais, presque octogénaire, il n'avait plus guère d'autre mérite réel que celui d'être un « vertueux père de famille », qualité peu utile dans la défense des places. Pieux,

1. Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme, Arch. G. (1^{er} carton de mars 1809).

2. Arteche, t. I^{er}, appendice XI (Etat des places fortes de l'Espagne en mai 1808), p. 562-563.

3. Résumé historique des opérations ; Duhesme au comte de « Saint-Clair », lieutenant-général, gouverneur de Barcelone (*sic*), Mataró, 12 février 1808, Arch. G.

honnête et timoré, il cherchait ordinairement à cacher ses indécisions par une attitude de froideur et de réserve¹.

Très sagement, le comte d'Espeleta répondit à la demande de Duhesme qu'il n'avait pas d'ordres de sa cour et ne pouvait par conséquent ouvrir les portes de la place². Le général français paya d'audace, et allégua que les ordres de son souverain étaient formels : le lendemain matin, il mettrait ses troupes en marche³. Très anxieux, Espeleta finit par se décider à laisser entrer la division française ; il prit toutefois la précaution de retirer ses troupes des casernes et de les répartir à la Citadelle et au Monjuich⁴. Ne sachant si sa décision serait approuvée ou blâmée à Madrid, il écrivit au prince de la Paix « qu'il ne lui restait pas d'autre moyen pour éviter l'entrée des Français que de recourir à la force, ce qui ne lui avait pas paru prudent, après avoir bien réfléchi sur les circonstances et conséquences⁵ ».

1. Résumé historique des opérations ; Duhesme à Clarke, Barcelone, 13 février 1808, Arch. G. Les renseignements sur le passé d'Espeleta sont donnés par le Rapport à l'Empereur sur l'Espagne par M. de Tournon (qui avait appris en Catalogne la nomination d'Espeleta), 20 décembre 1807, Arch. nat., AFiv 1680 (M. de Grandmaison en a publié presque intégralement le texte en appendice, *L'Espagne et Napoléon*, p. 463-472), et confirmés par le premier des deux documents ci-après, d'où nous tirons surtout le portrait du personnage : Rapport de Blondel à Champagny, Barcelone, 22 mars 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f^{os} 394-395 ; Rapport sur Barcelone et les événements de 1808 (du même auteur en décembre suivant, après avoir vu Espeleta à l'œuvre), *Ibid.*, vol. 677, f^{os} 495-525.

Ce Blondel, qui signe la plupart de ses rapports du chiffre 38 avait été envoyé à Barcelone, comme agent d'informations du ministre des Relations extérieures ; ses instructions (Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f^{os} 134-136) sont du 6 février et il était à Perpignan le 17 (rapport de ce jour, f^o 226). M. Geoffroy de Grandmaison a publié ces instructions en appendice, *L'Espagne et Napoléon*, p. 475-477 ; mais quand cet auteur cite des fragments de Blondel, il les attribue à « Blanchet, agent de police » (p. 256, n. 3 ; p. 292-293) ; la signature de Blondel (quand il signe) est pourtant très lisible. Sur la valeur des nombreux documents émanés de cet agent, voir aux *Notes critiques* de la fin.

2. Le comte d'Espeleta au général Duhesme, Barcelone, 12 février 1808, Arch. G.

3. Duhesme au comte d'Espeleta, Mataró, 12 février 1808, Arch. G. Cf. Duhesme à Clarke, Barcelone, 13 février 1808, *ibid.*

4. Résumé historique des opérations ; cf. Toreno, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, t. 1^{er}, p. 46-47.

5. Texte cité dans Arteché, *Guerra de la Independencia*, t. 1^{er}, p. 223.

Un immense concours de citadins, d'ouvriers, de paysans accourus des villages voisins, assista à l'entrée des troupes impériales; la prestance martiale des vélites italiens, des fantassins français et suisses, des cuirassiers et des chasseurs à cheval, frappa les curieux, mais sans les séduire; « pour quelques visages gais, on voyait beaucoup de physionomies sombres et des regards menaçants¹ ». Un témoin entendit un vieux paysan dire avec rage, en regardant le général français : « Oh ! si on pouvait l'ouvrir le cœur avec un poignard, que de poison on y trouverait² ! » Ezpeleta restait méfiant : il mit à la disposition de Duhesme les casernes évacuées par la garnison, mais réserva à cette dernière la Citadelle et le Monjuich. Duhesme obtint seulement, « comme par point d'honneur », la faculté de placer des corps de garde concurremment avec les Espagnols à la porte des forts³. Puis, comme pour compléter la prise de possession de la place, il nomma un commandant supérieur de la garnison, le général Lechi, et un commandant d'armes, le colonel Latour⁴.

Tout cela n'était pas fait pour calmer les esprits. L'entrée des Français inquiétait tellement l'opinion que tout com-

Godoy parla de la chose à M. de Beauharnais vers le 23 février : « Sans montrer la moindre humeur, il m'a dit : « Je suis fâché, monsieur l'Ambassadeur, que les Français soient entrés dans ces places avant que mes ordres aient été expédiés. Cela a produit un très mauvais effet dans l'opinion publique. Ces ordres sont arrivés vingt-quatre heures après que les Français se sont emparés de ces postes. » Ou bien Godoy avait envoyé ses ordres avant le 12 février (et c'est peu probable; voir un peu plus haut) ou bien il exagérait la rapidité de ses courriers ! « Le généralissime a ajouté que ses ennemis pourraient profiter de cette circonstance... J'ai rassuré le prince à ce sujet en attribuant au zèle des généraux français pour le service de S. M. l'Empereur et Roi l'empressement qu'ils avaient pu mettre... » Beauharnais à Champagny, Madrid, 23 février 1808, Arch. des Aff. Etr., Corr. dipl. Esp. vol. 673, f^{os} 255-256.

1. Résumé historique des opérations; Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 17.

2. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 18.

3. Résumé historique des opérations; Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 février 1808, Arch. G.

4. Duhesme à Clarke, Barcelone, 17 février 1808, Arch. G.

merce cessa presque instantanément ; le port fut déserté par les navires, les usines où l'on travaillait encore les jours précédents furent fermées et des milliers d'hommes se trouvèrent sans travail¹. Un informateur de Lechi écrivait quelques jours après dans un rapport : « Il existe sur le pavé et sans aucune espèce de ressources une quantité innombrable d'ouvriers qui se trouvent sans pain et sans aucun moyen d'alimenter leur famille, maudissent les Français qu'ils n'ont jamais aimés et attribuent en ce moment leur misère et leur détresse à la présence des troupes dans cette ville². » Les négociants français et italiens, assez nombreux à Barcelone, étaient fort mécon-

1. Résumé historique des opérations ; Déchiffrement de la lettre n° 2 de M. Blondel, Barcelone, le 1^{er} mars 1808, Aff. Étr., vol. 673, f°s 274-277 : « L'entrée imprévue des troupes françaises à Barcelone avait produit dans les esprits une stupeur et une inquiétude générales... L'incertitude arrête tous les travaux et les fabricants congédient chaque semaine beaucoup d'ouvriers dont on craint l'oisiveté et la misère... » ; Rapport sur Barcelone et les événements de 1808 ; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du Corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 21-22. Cf. Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el antiguo Principado*, t. 1^{er}, p. 46-48.

Duhesme affirme pourtant dans un rapport à Clarke, Barcelone, 19 février 1808, Arch. G., que le « commerce qui est la partie prépondérante de Barcelone est la classe dont les dispositions sont les meilleures ». Mais Duhesme était presque tenu d'être optimiste et cherchait (comme la plupart des généraux ou officiers employés en Espagne au début de 1808) à présenter les choses sous le jour le plus favorable aux projets qu'il devinait. D'ailleurs, après avoir émis l'affirmation ci-dessus, il l'atténue par des correctifs dans un paragraphe dont voici le début : « Mais ils ne pourraient s'accommoder d'une réunion à la France. » Duhesme devait revenir plus tard de ses illusions, comme le montre le Résumé historique des opérations, rédigé en 1810, année où l'optimisme n'était plus de rigueur. Dans sa lettre n° 2, du 1^{er} mars, Blondel indique aussi que les Catalans ne pourraient supporter la concurrence française et qu'ils ont besoin de l'Espagne pour écouler leurs produits. Faut-il admettre que Champagny lui avait oralement parlé des projets d'annexion ? Il aurait fallu qu'il eût en cet agent beaucoup de confiance. Et pourtant le 15 mars, le comte de Cabarrus ayant passé à Barcelone, Blondel rend compte que ce financier est hostile à la réunion : « Il la regarde comme la ruine de la province et même fâcheuse pour les provinces du Midi de la France qui fournissent, par cet intermédiaire, les blés et les viandes nécessaires aux deux Castilles. » Il est possible aussi qu'on ait cherché dans le pays à expliquer l'invasion par le projet d'annexion, et d'autant plus que, au début de mars, les troupes françaises n'occupaient fortement que la Catalogne, les provinces basques et la Navarre.

2. Rapport anonyme du 25 février 1808, Arch. nat., AFiv 1605. Ce rapport serait assez du style de Blondel.

tents eux-mêmes ; « ils ne pouvaient nous pardonner d'avoir, par notre arrivée, interrompu leur commerce et blessé ainsi leurs intérêts ¹ ». Le clergé entretenait la fermentation et dans les groupes les moines appelaient sur les Français la malédiction divine. Les soldats espagnols se promenaient par bandes de trente à quarante, avec des allures provocantes ². Leurs officiers « semblaient voir d'un œil jaloux la belle tenue des troupes et la précision de leurs manœuvres ; on les trouvait toujours groupés ensemble, ou mêlés avec des moines, ayant l'air du mécontentement ou de la menace ». Les soldats de Duhesme, en courant les bouges de Barceloneta, se prenaient de querelle avec les ouvriers et les militaires espagnols ³. Plusieurs fois dans le mois de février, il y eut des rixes, des coups de fusil, de petites émeutes ; le 22, Lechi rendait compte que plusieurs Napolitains avaient été tués à coups de stylet dans des rues écartées ⁴. Au reste, du côté français, on se montrait souvent indiscipliné et provocant : Duhesme était obligé de faire fusiller un tambour-major, « qui la veille avait sabré dans leurs boutiques d'honnêtes artisans ⁵ ».

Pourtant le capitaine-général faisait de son mieux pour

1. Laffaille, p. 190 ; cf. Rapport sur Barcelone et les événements de 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 677, f^{os} 495-525. Une seule maison française aurait perdu 800 000 francs à l'arrivée de Duhesme, d'après un rapport du comte de Cessac à l'Empereur, 11 février 1811, Arch. nat., AFiv 1629. Dans la lettre n° 2 (Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 274-277), Blondel note que les négociants français établis à Barcelone pensent comme les Catalans : « leur intérêt, leurs liaisons sont les mêmes que celles des habitants du pays ».

2. Résumé historique des opérations ; cf. Duhesme à Clarke, Barcelone, 19 février 1808, Arch. G. ; cf. Murat à Duhesme, Vittoria, 12 mars 1809, *ibid*.

3. Résumé historique des opérations ; cf. Duhesme à Clarke, Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. G.

4. Murat à l'Empereur (résumant un rapport de Duhesme), Bayonne, 7 mars 1808, *Correspondance de Murat*, n° 212 ; Rapport de Lechi, 22 février 1808, Arch. G.

5. Résumé historique des opérations. Autre symptôme d'indiscipline, la désertion s'était manifestée depuis Gironne dans les troupes napolitaines ; depuis Mataró, dans le bataillon français, où il y avait des Pyrénéens. Duhesme à Clarke, Barcelone, 17 février 1808, Arch. G.

éviter les froissements. La division française n'ayant toujours pas de payeur et, par conséquent, pas d'argent pour la solde, il consentait à lui prêter 100 000 francs que l'intendant eut grand'peine à trouver¹. Conformément à des instructions venues de Madrid, il annonçait à Duhesme, le 18 février, qu'il ferait fournir les vivres nécessaires aux troupes françaises et priait seulement le général d'obtenir de son gouvernement la permission d'exporter des grains de France pour la Catalogne, vu la misère du pays et l'impossibilité d'y trouver du blé à acheter. Murat appuya cette dernière requête²; elle n'était d'ailleurs pas telle que l'Empereur pût la repousser. Il pensait en effet que, pour éviter les excès et amadouer les Espagnols, il était bon que le soldat fût bien nourri et eût toujours « le gousset garni³ ». Un aide de camp du ministre de la Guerre arriva bientôt avec la somme nécessaire pour le remboursement de l'emprunt, et un payeur le suivit quelques jours après avec d'autres fonds⁴. La permission d'exporter des grains devait être accordée par l'Empereur le mois suivant⁵. Mais le désordre de l'administration espagnole était si grand, le manque d'argent dans les caisses locales si complet que, de février à mai, les efforts et les expédients des autorités espagnoles devaient à peine

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 19 et 27 février 1808, Arch. G.; Résumé historique des opérations. L'intendant fut obligé de mettre la main sur les fonds des particuliers déposés dans certaines caisses publiques. Comptendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative, Arch. G., 14 février 1811.

2. Ezpeleta à Duhesme, Barcelone, 18 février 1808, Arch. G.; Duhesme à Clarke, 19 février 1808, *ibid.*; Laffaille, p. 154. Murat à l'Empereur, Bayonne, 7 mars 1808, *Correspondance de Murat*, n° 212.

3. A Murat, Paris, 8 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13628.

4. Duhesme à Clarke, Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. nat., AFiv 1605. A Mollien, Paris, 18 et 20 février 1808, *Corr. Nap.* n°s 13576 et 13585; au même, Paris, 10 mars 1808, *Dern. lettres de Napoléon I^{er}*, éd. de Brotonne, n° 656; Résumé historique des opérations.

5. A Cretet, Paris, 11 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13638; Berthier à Duhesme, Paris, 16 mars 1808, Arch. G. Cf. Duhesme à Ezpeleta, lettre publiée dans le *Diario de Barcelona* du 24 mars 1808.

suffire à assurer, médiocrement et au jour le jour, la nourriture des troupes françaises¹.

C'était une nouvelle amertume pour les Barcelonais de voir l'argent des caisses publiques employé à nourrir les « intrus² ». Le peuple restait inquiet, nerveux et irrité; cependant, vers la fin de février, les mesures disciplinaires de Duhesme et les efforts du comte d'Ezpeleta avaient ramené un semblant de tranquillité³, quand de nouveaux empiétements des Français vinrent encore blesser la fierté catalane.

Le 16 février, le général Darmagnac, qui commandait les troupes françaises en Navarre, avait occupé, grâce à un stratagème, la citadelle de Pampelune. Cet événement avait ému le prince de la Paix, qui avait aussitôt recommandé au comte d'Ezpeleta de ne pas laisser les Français occuper les forts de Barcelone; mais en même temps il lui avait prescrit de maintenir la bonne harmonie entre les Français et ses administrés⁴. Ces deux recommandations contradictoires durent fortement troubler le capitaine-général. Depuis leur arrivée, les Français tenaient à la porte de la Citadelle un corps de garde composé d'une compagnie de grenadiers, tandis que la garde espagnole était de vingt hommes seulement⁵. Il était difficile de rien

1. Résumé historique des opérations. La situation était la même dans toutes les provinces occupées, où on avait grand'peine à nourrir les troupes. Rapport d'Azanza, ministre des Finances d'Espagne, à Murat, Madrid, 19 mai 1808, Arch. nat., AFiv 4608.

2. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 3-120, *passim*.

3. Duhesme à Clarke, Barcelone, 27 février 1808, Arch. G.

4. Lettre du 16 février et instruction du 22, citées dans Arteche, *Guerra de la Independencia*, t. I^{er}, p. 230-231; dans ses *Memorias*, t. V, p. 274-276, Godoy affirme avoir même envoyé le 24 février à Barcelone le lieutenant-colonel Don Joaquin de Osma, avec des instructions pour Ezpeleta « qui étaient les suivantes : 1^o Etre en garde contre toute tentative de surprise de la citadelle et de la forteresse de Monjuich... » D'après le texte de Godoy, ces instructions auraient été assez fermes. Mais elles ne sont très probablement pas authentiques; toutefois il y est recommandé (5^o) d'éviter les rixes, les combats et de forcer, par une attitude de modération, les Français à être les agresseurs. Et (p. 278-281) Godoy rejette la responsabilité sur Ezpeleta, comme étant du nombre des favoris de Ferdinand VII.

5. Résumé historique des opérations.

changer à cet état de choses sans provoquer un conflit.

Or, le 29 février, l'aide de camp de Clarke, qui apportait des fonds à Duhesme, lui avait remis une lettre où le ministre lui communiquait une phrase volontairement ambiguë de l'Empereur : « Envoyez un autre officier à Barcelone pour porter l'ordre au général Duhesme de tenir ses troupes réunies et en règle, afin de pouvoir, dans tous les cas, répondre de la place et des troupes qui s'y trouvent. *Je suppose qu'il est maître des forts et de la Citadelle*¹... » Duhesme essaya en vain d'obtenir quelque éclaircissement de l'aide de camp. Ni l'Empereur ni le ministre ne voulaient se compromettre². Mais Duhesme comprit aisément ce que l'Empereur attendait de lui, et il se hâta d'agir.

Il y avait parade tous les matins, sur l'Esplanade de la Citadelle ; c'était le moment le plus favorable, car vers onze heures la plupart des soldats espagnols étaient en ville. Ce jour-là, Lechi fit faire, comme d'habitude, quelques évolutions aux deux bataillons napolitains commandés pour la manœuvre et passa minutieusement les soldats en revue. Puis il envoya un officier annoncer sa visite au gouverneur de la Citadelle et resta quelques minutes sur le pont-levis, causant avec le capitaine de grenadiers qui commandait le poste. Tandis que les tambours battaient aux champs, les Napolitains s'avançaient doucement, bouscullaient les sentinelles espagnoles et arrivaient au pont-levis. En un instant, tous les points importants, toutes les avenues furent occupés par les soldats de Lechi, et le gros des deux bataillons se rangea dans la place, devant le logis du gouverneur stupéfait. Quelques officiers espagnols firent meilleure contenance, et placèrent en face des Français le peu d'hommes qu'il y

1. A Clarke, Paris, 20 février 1808, *Corr. Nap.*, n° 13586.

2. Vacani, *Storia delle campagne e degli assedi degl'Italiani in Spagna, dal 1808 al 1813*, t. I^{er}, p. 309.

avait dans le fort. Les deux troupes restèrent en bataille l'une en face de l'autre, jusqu'au soir, où les Espagnols évacuèrent la Citadelle, sur l'ordre du capitaine-général¹.

Le fort du Monjuich étant indépendant de la place, Duhesme n'avait « pas eu de prétexte ni d'occasion de s'emparer des portes ». Quand 800 hommes environ s'y présentèrent, vers midi, le gouverneur intérimaire, le brigadier D. Mariano Alvarez, le futur défenseur de Girone, fit fermer les portes, posta le peu d'hommes dont il disposait sur les remparts et refusa net de rendre la forteresse. Duhesme envoya de nouvelles troupes, fit apporter des échelles et des cordes, et prépara l'escalade pour la nuit suivante. Mais le capitaine-général, mis au courant, ordonna à son subordonné d'évacuer le Monjuich « pour éviter d'agiter le peuple et parce que le fort n'avait ni provisions de bouche ni munitions² ».

Le lendemain, Duhesme écrivait à Clarke : « Puisque Sa Majesté a supposé que je suis maître des forts et de la citadelle de Barcelone, j'en suis maître. » Mais il ajoutait : « Tous les militaires ici laissent percer de grandes inquiétudes sur leur existence future ; l'affaire du pape, dont on répand ici les protestations, a fait une sensation désagréable ; et la prise de possession de la Citadelle et des forts aurait pu produire une explosion, si je n'eusse pris de bonnes mesures³. » Il écrivait sans doute au capitaine-général pour le rassurer sur les bonnes intentions des Français, et lui affirmait sérieusement que l'occupation des forts n'était « qu'une raison de plus pour vivre en bonne

1. Résumé historique des opérations : quelques détails sont dus au P. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. 1^{er} (journal du 29 février 1808) ; cf. Balaguer, *Historia de Cataluña*, t. IX, p. 483-486 ; Staff, *Der Befreiungskrieg der Katalonier*, t. 1^{er}, p. 85-89 (récits de la surprise des deux forts).

2. Résumé historique des opérations ; cf. Ferrer, *ibid.* ; Torenó, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, t. 1^{er}, p. 48-50 ; Arteché, t. 1^{er}, p. 233-235.

3. Duhesme à Clarke, Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. G. (ainsi que pour les pages précédentes).

harmonie¹. » Le comte d'Espeleta parut en être persuadé : et pour mieux attester la « bonne harmonie », il allait bientôt lancer, d'accord avec Duhesme, des invitations à un concert que les deux généraux offrirent à l'occasion de la Saint-Joseph, fête de « S. M. l'Impératrice des Français et Reine d'Italie² ». Les autorités espagnoles avaient d'ailleurs une autre raison de maintenir la bonne entente avec les chefs français ; elles redoutaient par principe la turbulence du petit peuple, même quand celle-ci avait un caractère patriotique³.

Au reste, le prince de la Paix, quand il fut informé, n'osa pas protester davantage ; et pourtant il avait sujet de s'inquiéter. Les troupes françaises se préparaient visiblement à marcher bientôt sur Madrid⁴ et Izquierdo arrivait juste à ce moment pour faire part au ministre des inquiétantes propositions de l'Empereur⁵. Mais le généralissime n'était point de caractère querelleur, en dépit de ses « formes athlétiques », et sa carrure seule était d'un soldat⁶. M. de Beauharnais ayant, probablement avec

1. Duhesme à Espeleta, Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. G.

2. Déchiffrement de la lettre de M. Blondel, de Barcelone, 15 mars 1808 ; et Blondel à Champagny, Barcelone, 22 mars 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 343-348 et 395-396.

3. Déchiffrement de la lettre n^o 2 de M. Blondel, de Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 274-277. Cette crainte de troubles démagogiques apparaît dans toutes les pièces émanées d'Espeleta qu'on verra citer plus loin.

4. Les forces françaises ne dépassaient guère alors le Douro (elles occupaient Valladolid depuis janvier) ; mais elles avaient été progressivement portées de 25 000 à plus de 60 000 hommes. Elles venaient d'occuper la citadelle de Pampelune (16 février), Saint-Sébastien (5 mars) ; on avait certainement appris à Madrid l'arrivée de Murat à Bayonne (26 février), et la réunion de nouvelles divisions, qui étaient en marche de Poitiers jusqu'à Bayonne. Voir *Corr. Nap.*, t. XVI, et plus spécialement : à Murat, Paris, 20 février 1808, n^{os} 13588 et 13589 ; à M. de Tournon, Paris, 25 février 1808, *Corr. Nap.*, n^o 13603 ; etc. ; cf. comte Murat, *Murat lieutenant de l'Empereur en Espagne*, p. 109-111 ; Oman, *A history of the peninsular war*, t. 1^{er}, p. 33-36, etc.

5. Sur cette mission, voir un peu plus haut ; Izquierdo était arrivé au plus tard le 9 mars ; Beauharnais à Champagny, Madrid, 9 mars 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 314-315.

6. Bausset, *Mémoires anecdotiques*, t. 1^{er}, p. 195-196 : « Il (Napoléon) dut

plus de naïveté que d'ironie, rappelé le 9 mars au ministre la nécessité de faire préparer les étapes de Barcelone à Cadix, Godoy feignit de croire qu'il y avait en effet urgence, et il s'empessa de répondre tout simplement : « Je puis d'autant mieux assurer de nouveau à Votre Excellence que les mesures les plus efficaces ont été prises pour que les approvisionnements des troupes françaises qui se rendent à Cadix soient prêts et préparés sur la route de leur passage que, en conséquence de la grande activité que j'y ai mis (*sic*), le général français commandant cette division a déjà reçu de M. le capitaine-général de Barcelone son itinéraire, auquel il s'en suivra celui de Valence et progressivement¹. » A quoi bon paraître douter de la bonne foi française ? Si le prince de la Paix était inquiet pour lui-même et peut-être aussi pour ses souverains, il n'hésitait sans doute déjà plus qu'entre deux attitudes, la résignation entière ou la fuite².

Mais, en Catalogne, le peuple de la capitale et des campagnes voisines ne se montrait ni aussi résigné ni aussi accommodant ; la conduite des Français, hôtes du pays, atteignait les Catalans dans leur orgueil³ et révélait des projets dont la nature restait incertaine, mais qui mena-

être bien étonné, lorsque le prince de la Paix, remis à ces troupes, fut amené à Bayonne, de ne trouver, au lieu d'un homme d'État, qu'un individu remarquable seulement par ses formes athlétiques et par une assez belle figure... » Goya représente en effet Godoy comme de haute taille, de larges épaules et d'une figure très régulière, presque distinguée. Sur le caractère (ou l'absence de caractère) du personnage, l'appréciation la plus intéressante est dans Baumgarten, *Geschichte Spaniens vom Ausbruch*, t. I^{er}, p. 48-50. Cf., sur un point spécial (son indiscrétion), Mayer, *Die französisch-spanische Allianz*, t. I^{er}, p. 47, et les textes cités dans les notes.

1. Le prince de la Paix à Beauharnais, Madrid, 9 mars 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 673, f^o 316. — Remarquer que, depuis plus d'un mois, le *Moniteur* insérait des nouvelles rédigées dans une forme désagréable pour Godoy, et que celui-ci ne pouvait l'ignorer.

2. Voir, là-dessus, avec ce que nous avons déjà indiqué plus haut, le rapport de Talleyrand du 23 mars 1808 (*Pièces justificatives*, II).

3. Vacani, *Storia delle campagne*, t. I^{er}, p. 310 ; cf. le Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas en octobre 1810 (Travail d'ensemble sur l'histoire de l'occupation française en Catalogne, depuis 1808. Voir aux *Notes critiques*), Arch. nat., AFIV 1625.

çaient évidemment l'indépendance espagnole¹. Si, grâce « à la sagesse et aux bonnes intentions des chefs militaires et civils » espagnols, une apparente tranquillité régna à peu près à Barcelone le jour de l'occupation des forts², on sut plus tard que les paysans des environs avaient « passé la nuit à observer si on ne leur ferait pas quelque signe pour se porter en force au secours de Barcelone³ ». Le 1^{er} mars, plusieurs soldats de Duhesme furent assassinés. Le lendemain, un sapeur italien fut tué « sans aucune provocation » par un militaire espagnol. Mais cette fois le meurtrier fut arrêté⁴.

Duhesme venait justement de recevoir une lettre de Murat, nommé depuis peu lieutenant de l'Empereur en Espagne, où celui-ci lui recommandait avant tout de veiller à la sûreté des troupes, tout en n'épargnant ni les égards ni les protestations, et de rendre « responsables des événements et de leurs suites les commandants espagnols⁵ ». Duhesme réclama donc la peine capitale pour le meurtrier, et finit par avoir satisfaction : « Je fis la menace, écrivait-il à Clarke le 16 mars suivant, de le faire juger par une commission militaire française et je ne l'ai rendu à la justice de son corps que sur la parole formelle du capitaine-général qu'il serait fusillé ! Et il l'a été aussi promp-

1. Déchiffrement de la lettre n° 2 de M. Blondel, Barcelone, 1^{er} mars 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f°s 274-277 : « Cette entrée des troupes dans cette province comme dans toute l'Espagne est attribuée à un plan général sur ce royaume... »

2. Duhesme à Clarke, 1^{er} mars 1809, Arch. nat., AFIV 1605 ; la citation est de Blondel, Barcelone, 15 mars 1808.

3. Déchiffrement de la lettre de M. Blondel ; Barcelone, 15 mars 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f°s 345-348. Il ajoute : « Par une singularité remarquable, les Français sont entrés à Montjoui le jour même, anniversaire de celui où, dans la guerre de la Succession, un grand nombre de troupes françaises avait été assassiné par les décharges à mitraille de cette citadelle où ils croyaient entrer tranquillement par les intelligences qu'ils avaient dans la place... Les Catalans ont remarqué cette coïncidence anniversaire... »

4. Résumé historique des opérations ; Duhesme à Berthier, Barcelone, 3 mars 1808, Arch. nat., AFIV 1605.

5. Murat à Duhesme, Bayonne, 26 février 1808, Arch. G.

tement que pouvaient le permettre les formes lentes et graves de la justice militaire espagnole¹. »

Quelques rixes, quelques assassinats, ce n'était pas assez pour que l'Empereur voulût admettre que ses affaires risquassent de mal tourner en Catalogne. Murat lui ayant écrit, le 7 mars, au sujet de la fermentation que Duhesme y signalait², l'Empereur lui répondit péremptoirement : « Il n'y a aucun mécontentement à Barcelone. Le général Duhesme est une commère. On donne des coups de stylet à des Napolitains ; c'est dans le caractère des habitants. Du reste, on est bien disposé ; et, quand on a la Citadelle, on a tout³. » Murat, de son côté, enseignait à Duhesme le moyen de calmer le pays : « Appelez chez vous les curés ; faites-leur entrevoir un meilleur avenir, promettez-leur la protection de l'Empereur ; dites-leur combien leur condition est au-dessous de leur travail et des services qu'ils rendent à la religion ; rappelez-leur que c'est l'Empereur qui a rétabli la religion en France, qu'ils doivent le prêcher et le redire sans cesse au peuple... Dites au contraire aux moines que vous êtes informé de leurs sourdes menées⁴. » Cinq jours plus tard, lorsqu'il eut appris par la lettre du maître que Duhesme était « une commère » et qu'il n'y avait « aucun mécontentement à

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 16 mars 1808, Arch. G. Dans le rapport du 3 mars, cité plus haut, Duhesme rendait un compte plus détaillé du début de l'affaire : « Frappé de la lenteur avec laquelle les tribunaux militaires espagnols avaient, jusqu'à ce jour, informé contre les délinquants que nous leur avons remis, j'avais cru... devoir mettre en vigueur le décret de l'Empereur pour la sûreté individuelle et générale de ses troupes en pays étranger par l'ordre dont je joins copie. Mais le capitaine-général espagnol m'ayant réclamé ce soldat avec parole d'en faire prompte et sévère justice, j'ai cru devoir lui donner une nouvelle preuve d'amitié et de désir de bonne intelligence et harmonie en remettant cet homme à la justice de son régiment... » et en P.-S. : « ... il paraît que cet homme, malgré toutes les bonnes paroles, ne sera pas fusillé. » Le rapport du 16 montre qu'il le fut pourtant.

2. Murat à l'Empereur, Bayonne, 7 mars 1808, *Corr. Murat*, n° 212.

3. A Murat, Paris, 10 mars 1808, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 240.

4. Murat à Duhesme, Vittoria, 12 mars 1808, Arch. G.

Barcelone », Murat jugea bon de donner une leçon d'optimisme à son subordonné : « Il est bien surprenant que ce soit seulement à Barcelone que les Français ne soient pas bien accueillis, tandis que nous le sommes dans tous ces pays en frères et en véritables alliés. Je vous adresse différents exemplaires de mon ordre du jour ; répandez-le sans affectation, il a produit dans ce pays-ci sur les esprits le meilleur effet¹. » Duhesme n'eut heureusement que de bonnes nouvelles à donner en réponse au grand-duc qui, très satisfait, écrivait à l'Empereur le 27 mars : « J'ai reçu des nouvelles du 21 du général Duhesme. Tout est tranquille à Barcelone ; nos soldats vivent dans la meilleure intelligence avec tous les habitants. Il me rend compte que l'importation du blé, permise en Catalogne, a produit le meilleur effet². »

L'Empereur ne comptait d'ailleurs guère qu'avec les forces militaires des nations qu'il opprimait ; bien renseigné sur la faiblesse numérique de l'armée espagnole, il était porté à croire que tout tournerait à son avantage en Espagne, pourvu que ses troupes y fussent bien organisées, bien disciplinées et bien massées³. Il tenait donc surtout à ce que la division d'observation des Pyrénées-Orientales fût enfin pourvue du nécessaire. Il avait déjà pressé le départ du payeur. Il envoyait maintenant à Duhesme un commissaire des guerres, des officiers d'artillerie et du génie ; il faisait partir du biscuit et 6 000 quintaux de blé pour constituer dans les forts de Barcelone un approvisionnement de siège ; il priait son frère de recruter les bataillons napolitains ; enfin, comptant sur le prestige de son nom, il faisait recommander à Duhesme de dire que

1. Murat à Duhesme, Aranda-de-Duero, 17 mars 1808, Arch. G.

2. Murat à l'Empereur, Madrid, 27 mars 1808, *Corr. Murat*, n° 235. Cf. Duhesme à Clarke, Barcelone, 16 et 22 mars 1808, Arch. G.

3. C'est le sens général de toutes les lettres écrites en mars et en avril ; voir plus particulièrement : à Murat, Paris, 9 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13632 ; Saint-Cloud, 27 mars 1808, *ibid.*, n° 13695, etc.

l'Empereur viendrait à Barcelone¹. D'autre part, il prenait les mesures nécessaires pour l'entrée en Catalogne de la division Chabran, ce qui mettrait à la disposition de Duhesme un petit corps d'armée de treize à quatorze mille hommes².

Jusque-là Napoléon avait ordonné avant tout à Duhesme de garder ses troupes réunies, et s'était opposé même à ce qu'il mît un petit détachement dans le fort de Figuières, comme Murat le conseillait; ce serait, avait décidé l'Empereur, l'affaire de la seconde division, quand elle entrerait en Espagne, si toutefois le fort en valait la peine³. L'inspecteur du génie Marescot, qui visita la Catalogne vers ce moment, jugea la place importante. Chabran fut donc chargé d'y mettre garnison au passage. Entré en Catalogne le 2 avril, il jeta aussitôt un bataillon dans la place⁴. Quelques jours après, Duhesme rendit compte au ministre de cette petite opération : « Cela s'est fait très paisiblement et volontiers, du consentement du gouverneur, à qui l'on a fait entendre que l'on attendait un grand personnage, que l'on craignait vis-à-vis quelque débarquement, et qui, enfin, a entendu tout ce qu'on a

1. A Joseph Napoléon, Paris, 5 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13622; à Clarke, Paris, 10 mars 1808, *id.*, n° 13635; au même, même date, *Dernières lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. de Brotonne, n° 655; Clarke à Duhesme, 11 mars 1808, Arch. G.

2. A Murat, Paris, 14 et 16 mars 1808, *Corr. Nap.*, nos 13652 et 13656; cf. nos 13695 et 13721.

3. Murat à l'Empereur, Bayonne, 7 mars 1808, *Corr. Murat*, n° 212; Murat à Duhesme, Vittoria, 12 mars 1808, Arch. G. : « Rendez-moi compte de la situation de Figuières; et commencez préalablement par en demander l'occupation, si vous croyez ce poste assez important pour assurer nos derrières... Dans ce cas, vous le feriez occuper; et je ne sais pas si vous n'auriez pas dû commencer par là avant d'arriver à Barcelone ». L'Empereur à Murat, Paris, 10 mars 1808, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 240; à Clarke, Paris, 10 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 13635; Clarke à Duhesme, Paris, 11 mars 1808, Arch. G.; Murat à l'Empereur, Aranda-de-Duero, 16 mars 1808, *Corr. Murat*, n° 222 : « Je n'ai point ordonné positivement au général Duhesme de s'emparer de Figuières, mais d'en demander l'occupation et d'y jeter une centaine d'hommes, si ce poste en valait la peine... »

4. Chabran à Clarke, Perpignan, 1^{er} avril 1808, Arch. G. : « La première colonne partira demain du Boulou pour entrer en Espagne. »

voulu¹. » Les gouverneurs des places de Sa Majesté Catholique étaient accommodants, et se faisaient décidément une singulière idée de leurs responsabilités et de leurs devoirs.

IV

La division, qui venait renforcer Duhesme, était composée uniquement de Français; elle s'était parfaitement conduite en France, notamment à Perpignan : « Les habitants en sont très contents, les autorités m'en ont fait l'éloge », avait écrit au ministre le général Chabran². L'entrée de ces nouvelles troupes à Barcelone fit sensation; elle était opportune³.

En Catalogne, comme partout en Espagne, le prince de la Paix était détesté, le faible Charles IV méprisé; son fils était au contraire considéré comme l'espoir de la monarchie, parce qu'il était l'ennemi du tout-puissant favori, parce qu'il était traité tantôt en suspect et tantôt en incapable, parce qu'enfin, comme il n'avait pris aucune part aux affaires, on pouvait tout espérer de lui⁴. La nouvelle des événements d'Aranjuez, de la chute du prince de la Paix et de l'abdication du vieux roi en faveur de son fils causèrent une vive émotion. « La joie était peinte sur tous les visages. Militaires, négociants, artisans, chacun se complimentait comme d'une victoire remportée. Le régiment d'artillerie en garnison ici voulait brûler ses drapeaux parce qu'il les tenait du prince de la Paix et qu'ils portaient son chiffre. Le commerce regardait sa chute comme le

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 7 avril 1808, Arch. G.

2. Chabran à Clarke, Perpignan, 1^{er} avril 1808, Arch. G.

3. Résumé historique des opérations.

4. Résumé historique des opérations; Vacani, *Storia delle campagne*

t. I^{er}, p. 171.

pronostic de la paix générale¹... » Il paraît même que, à Barcelone comme à Madrid, les Français se ressentirent un instant « de cette disposition générale des esprits. On parlait d'eux avec éloge parmi le peuple, sur le port; les autorités constituées même ont paru avoir plus d'égards encore pour les officiers français... » On supposait, comme à Madrid, que les Français, venus seulement pour chasser Godoy, appuieraient le nouveau monarque; on se remit à parler du mariage de Ferdinand avec une princesse impériale². Pendant quelques jours, on fut tout à l'espoir. Seuls « les anti-Français, car il y en aura toujours ici quelques-uns » insinuaient que les Français en voulaient moins à Godoy qu'à la dynastie, que leur dessein était de faire partir la famille royale en l'effrayant et que le coup de théâtre d'Aranjuez « aurait été entièrement contre les vues du gouvernement français³ ».

Dans les premiers jours d'avril, on attendit les nouvelles de Madrid et de Paris avec une impatience fébrile. Le 5, arriva de la capitale espagnole un courrier⁴ par lequel on connut l'attitude de Murat, à qui Napoléon avait enjoint dès le 27 mars de ne pas reconnaître Ferdinand VII⁵ et qui, en attendant, avait évité de se prononcer⁶. « Je vous

1. A Murat, St Cloud, 27 et 30 mars 1808, *Corr. Nap.*, nos 13695 et 13702 : « Vous devez faire placer le roi Charles IV à l'Escurial, le traiter avec le plus grand respect, déclarer qu'il commande toujours en Espagne jusqu'à ce que j'aie reconnu la révolution... » Cf. Murat à Duhesme, Madrid, 16 avril 1808, Arch. G.

2. Blondel à Champagny, Barcelone, 26 mars 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 673, f^{os} 429-430. La raison pour laquelle on espérait la paix générale aurait été « que les Anglais perdaient en lui (Godoy) un allié très utile », dit Blondel, en bon courtisan.

3. Blondel à Champagny, 26 mars. Cf. (pour Madrid) Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, p. 150-153 : une proclamation appelait les Français les « alliés de Ferdinand ».

4. Blondel à Champagny, Barcelone, 2 avril 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^{os} 9-10.

5. Blondel à Champagny, Barcelone, 6 avril, Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^{os} 34-35.

6. Sur l'attitude de Murat en attendant les ordres de l'Empereur, Geoffroy de Grandmaison, p. 147-150, 160-162. A en juger par les cas où nous le

rendrais difficilement l'inquiétude, je dirais presque la tristesse que le courrier de Madrid d'aujourd'hui (3 avril) a jetée dans les esprits. L'impatience ne calcule aucune distance; et, parce qu'ils n'y ont pas vu annoncer l'arrivée de l'Empereur à Madrid, ni aucune communication du grand-duc de Berg au nouveau Roi, les uns commencent à craindre, et les autres affirment bien positivement que les événements qui ont eu lieu sont étrangers, même contraires, aux vues du gouvernement français. J'ai vu de bons esprits mêmes qui étaient ébranlés¹. » Les paysans, apprenant qu'on demandait aux *bayles* la liste des habitants de dix-sept à quarante ans, et redoutant l'établissement de la conscription française, menaçaient d'assassinat le corrégidor de Vich, pour le contraindre à désobéir².

Le 8 avril, arriva le *Journal de l'Empire* du 29 mars, où on trouva un article qui rendit plus difficile encore la tâche des « bons esprits³ ». L'Empereur ne reconnaissait pas la validité de l'abdication. « On regardait cet article comme presque officiel. Tous les esprits en furent abattus. Les généraux français étaient invités ce soir-là à une réunion chez un des premiers négociants catalans, où j'étais aussi. On jugea convenable de taire cette nouvelle, pour ne pas troubler la fête. Les généraux mêmes crurent prudent (j'en ai été assuré) de donner quelques ordres de précaution pour garantir la tranquillité du lendemain⁴. »

savons, les lettres de l'Empereur mettaient une semaine de Paris à Madrid. Celle du 27 mars dut donc arriver vers le 3 avril. Le courrier arrivé à Barcelone le 5 avril était certainement parti de Madrid auparavant. Mais, dès le 23 mars, la conduite de Murat avait été significative.

1. Blondel à Champagny, Barcelone, 6 avril 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^os 34-35.

2. Blondel à Champagny, Barcelone, 8 avril 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^os 53-54 : « Mon auteur est un homme réfléchi ».

3. Cf. à Lavallette, au prince Eugène, à Caulaincourt, St Cloud, 29 et 31 mars 1808, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n^{os} 256-258.

Cf. également Blondel à Champagny, le 4 mai : « Les esprits se tranquillisent ou s'agitent ici, suivant qu'ils conjecturent plus ou moins de bonnes intelligences entre S. M. et le prince des Asturies. »

4. Blondel à Champagny, Barcelone, 8 avril 1808.

Les précautions ne furent pas inutiles. Il y aurait certainement eu, selon Duhesme, une « explosion » à Barcelone sans la récente arrivée des forces imposantes de Chabran. Tout se borna à une rixe générale, le 9 avril, entre les gardes espagnoles et le bataillon des vélites italiens, près de la Porte de mer. Il y eut deux morts. Le capitaine-général accourut pour séparer les combattants : un sous-lieutenant de vélites saisit le vieillard au collet et le secoua rudement. L'arrivée d'un piquet de Français rétablit l'ordre et l'officier incorrect fut mis en prison¹.

A la suite de ce pénible incident, le calme parut se rétablir jusqu'à la fin du mois d'avril². Simultanément parurent une proclamation où Ezpeleta recommandait la sagesse et la modération, et un ordre du jour où, prêchant l'union, Duhesme ordonnait à ses soldats de se conduire avec douceur et honnêteté et d'attendre que le capitaine-général les eût requis pour agir contre les « factieux³ ». Duhesme se félicitait de cette bonne entente : « L'harmonie que l'on a vu régner entre le capitaine-général et moi et qui a été manifestée par sa proclamation ci-jointe a calmé les esprits... » Le général français qui avait vu déjà plusieurs fois l'ordre menacé et rétabli en quelques heures, devenait aussi confiant que Murat : « Je me suis aussi assuré, écrivait-il dans le même rapport, que le régiment suisse de Wimpfen, fort de 1 800 hommes, qui est à Tarragone, non seulement ne prendra jamais parti contre nous, mais encore maintiendra la tranquillité dans l'arrondissement de cette place. Les gens de ce pays sont aussi plus disposés à la paix que ceux des montagnes au pied des Pyrénées, qui sont tous armés⁴... » A cette

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 10 avril 1808, Arch. G.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 26 et 28 avril 1808, Arch. G. ; Blondel à Champagny, 17 et 26 avril 1808, Arch. Aff. Etr., vol. 674, f^{os} 100-101 et 152-153.

3. Ordre du jour de Duhesme du 25 avril ; proclamation (*bando*) d'Ezpeleta, même date, dans le *Diario de Barcelona* du 26 avril 1808.

4. Duhesme à Berthier, Barcelone, 26 avril 1808, Arch. G.

tranquillité un bruit absurde, qui courut à la fin du mois d'avril en dépit des déclarations formelles de Duhesme, n'était peut-être pas étranger : on disait dans la populace que l'Empereur venait de reconnaître Ferdinand VII¹.

Mais en mai il devint impossible aux Barcelonais de garder cette illusion. Les événements se précipitèrent ; chaque courrier de Madrid apportait « des brandons », selon l'expression de Duhesme² ; peu à peu celui-ci dut se rendre compte que l'incendie allait enfin éclater. Ezpeleta apprit le premier l'échauffourée du 2 mai à Madrid, et fit une proclamation pour engager les Barcelonais à la sagesse et à la modération ; il leur rappelait que « les droits les plus sacrés sont anéantis par la turbulence et le désordre ». Il ajoutait : « L'infant D. Antonio et la junte suprême qui gouvernent la nation en l'absence de Sa Majesté sont les premiers à reconnaître que la tranquillité des peuples est nécessaire... » et il terminait par un appel aux classes supérieures pour maintenir l'harmonie entre la population et les troupes³. Duhesme de son côté ne laissa « pas ignorer à cette multitude ignorante et présumptueuse la répression vigoureuse de la sédition de Madrid⁴ ». Mais il n'était plus aussi sûr de l'avenir. « Le vœu des honnêtes gens, écrivait-il au major général le 8 mai, est pour la tranquillité et je leur inspire de la confiance. Mais le grand nombre d'ouvriers sans pain et sans ouvrage, la présomption naturelle des Catalans, dont la tête est encore montée, donnent de la prise aux agita-

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 28 avril 1808, Arch. G. Peut-être ce bruit était-il dû simplement à ce que les placards d'Ezpeleta portèrent enfin à ce moment et pour quelques jours, l'en-tête : « Don Fernando, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, etc. »

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 8 mai 1808, Arch. G.

3. Placard du 6 mai 1808, Arch. nat., AFiv 1607.

4. Il la lui apprit par une lettre à Ezpeleta, Barcelone, 7 mai 1808, lettre publiée dans le *Diario de Barcelona* du 9. La citation ci-dessus est de Duhesme, dans la lettre à Berthier citée à la note suivante.

teurs, parmi lesquels on doit compter beaucoup d'officiers de la garnison, une grande partie des employés des finances et tous les moines en général¹. »

Le 15 mai, Ezpeleta apprit à ses administrés que Charles IV, rétabli dans ses droits, avait nommé Murat lieutenant-général du royaume. « La bonne harmonie avec les troupes françaises, qu'on a déjà tant recommandée, doit se convertir maintenant en la confiance réciproque la plus étroite », écrivait le capitaine-général à la fin de sa proclamation. Il fit acte de soumission immédiate au nouveau lieutenant-général et lui envoya ses félicitations, que suivirent bientôt celles de l'Audience². Murat, qui jusque-là n'était pas sans avoir quelques soupçons sur les dispositions des autorités militaires de la Catalogne³, écrivit aussitôt à l'Empereur en faisant l'éloge du comte d'Ezpeleta, « homme du plus grand mérite et qui exerce sur la nation et sur l'armée la plus grande influence⁴ ».

Duhesme faisait de son mieux pour se rendre populaire ; il donnait à une souscription pour les pauvres d'abord 5 000 rations, puis 2 400 réaux (un peu plus de 600 francs⁵). Il appuyait une demande de diminution « sur les droits beaucoup trop forts que payent les vins et denrées de première nécessité à leur entrée dans les villes de la Catalogne », demande qui devait être bien accueillie à Madrid⁶. Il s'efforçait de maintenir une exacte disci-

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 8 mai 1808, Arch. G. Cf. Blondel à Champagny, Barcelone, 26 avril 1808, Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^{os} 152-153, sur les dispositions de « la classe éclairée » et des « propriétaires ».

2. *Bando* d'Ezpeleta, 13 mai 1808, publié dans le *Diario de Barcelona* du 15 ; lettres du même à Murat, 14 mai 1808, et de l'Audience de Barcelone à Murat, 18 mai 1808, Arch. nat., AFiv 1608.

3. Murat à Duhesme, Madrid, 13 mai 1808, Arch. G.

4. Murat à l'Empereur, Madrid, 19 mai 1808, *Corr. Murat*, n^o 315.

5. *Diario de Barcelona*, 6 et 17 mai 1808.

6. Rapport sur l'esprit public de la ville de Barcelone et du reste de la Catalogne du 10 jusqu'au 20 mai, Arch. G. (20 mai 1808) ; cf. *Diario de Barcelona* du 3 juin 1808.

plaine parmi ses troupes¹. C'était assez facile en ce qui concernait les Français et les Suisses, mais les Napolitains donnaient déjà lieu à de nombreuses plaintes².

Les soins de Duhesme étaient perdus : c'était la présence même des troupes qui irritait les Catalans. Il aurait fallu, écrivait Ezpeleta à Murat, « que l'armée française inspire plus de confiance que de terreur, que sa force soit plutôt en réserve qu'en appareil menaçant³ ». Mais les nécessités stratégiques, qui primaient aux yeux de Duhesme toutes les autres considérations, ne le permettaient pas. D'autre part, à partir du 15 mai, le journal de la ville publia tous les jours des pièces relatives aux événements de Bayonne⁴, si bien que les Catalans finissaient par comprendre, les uns après les autres, que les Bourbons étaient expulsés d'Espagne et que l'Empereur allait leur imposer un roi de son choix. Aussi Duhesme, dans ses rapports à Berthier où l'optimisme était pourtant de rigueur⁵, glissait maintenant des restrictions significatives : « La tranquillité règne, malgré les propos séditieux

1. Duhesme à Berthier, 19 mai 1808, Arch. G.

2. Ezpeleta à Murat, Barcelone, 14 mai 1808, Arch. nat., AFiv 1608 : « Pour l'honneur de la vérité, je dois faire à V.A.I. et R. l'éloge de la discipline que les troupes impériales observent, de l'honnêteté et de la bonne conduite des officiers, de la vigilance des généraux... elles n'ont donné aucun motif de plainte, ce que l'on ne peut pas dire des corps napolitains, quoiqu'il n'en soit résulté aucune conséquence grave. » Il termine en demandant à Murat de faire sortir de Catalogne les Napolitains. Cf. Murat à l'Empereur, Madrid, 19 mai 1808, *Corr. Murat*, n° 315 ; Blondel à Champaigny, 10 mai 1808, Arch. Aff. Etr., vol. 674, f° 259 : « Les habitants les haïssent tous (les Napolitains), depuis le général de division qui les commande (Lechi) jusqu'aux tambours. »

3. Lettre citée dans la note précédente.

4. *Diario de Barcelona* du 15 au 22 mai 1808.

5. Il est évident que peindre sans atténuation le mécontentement public en Espagne eût été maladroit et aurait pu blesser l'Empereur : C'eût été une forte critique contre sa politique. Cette préoccupation — ne pas paraître désapprouver la politique de l'Empereur — a faussé dans le sens optimiste tous les renseignements qu'il s'est fait donner dans les six premiers mois de 1808. Il fallait même une certaine hardiesse à Duhesme pour oser en dire tant, surtout après la leçon que l'Empereur lui avait fait donner par Murat. Relativement aux autres généraux, il avait le parler très franc.

lancés par la malveillance et des agitateurs sans doute soudoyés par les ennemis du continent. L'esprit public, semblable à un vaisseau que l'inconstance des vents fait louvoyer, continue, malgré les fausses directions que les factieux et les alarmistes cherchent à lui donner, à tendre au désir prononcé de voir le sort de l'Espagne assuré par une dynastie plus forte et plus éclairée que l'ancienne¹. » A Rosas, où Napoléon n'avait pas voulu que Duhesme envoyât de troupes françaises, parce qu'il devait éviter d'éparpiller ses forces, la garnison espagnole laissait la croisière anglaise canonner dans le port un bateau français, qui y avait cherché un refuge².

V

Une décision assez malencontreuse de Murat acheva de tout gâter. Comme la nouvelle du 2 mai n'avait pas provoqué en Catalogne d'agitation immédiate, il en conclut un peu vite que les Catalans méritaient sa confiance. « Je ne crains plus, écrivait-il à l'Empereur le 14 mai, que la tranquillité publique soit troublée, puisque la province que j'avais le plus de raisons de soupçonner n'a pas même éprouvé les premiers symptômes d'insurrection, qui se sont manifestés dans les autres provinces. Je veux parler de la Catalogne. Aussi ai-je saisi avec empressement l'occasion de faire en sa faveur quelque chose qui lui sera extrêmement agréable. Un édit rendu sous Philippe V avait interdit à ses habitants le port d'armes. Je viens de lui rendre le même privilège dont jouissent les autres provinces, et cela pour la bonne conduite que les Cata-

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 19 mai 1808, Arch. G.

2. A Berthier, Bayonne, 15 mai 1808, *Corr. Nap.*, n° 13891; Berthier à Duhesme, Bayonne, 15 mai 1808, Arch. G.; Duhesme à Berthier, Barcelone, 15 mai 1808, *ibid.*

lans ont tenue dans cette circonstance¹... » Un placard du comte d'Ezpeleta fit connaître le 20 aux Catalans l'autorisation donnée par Murat². Le capitaine-général, dont le principal vœu était l'apaisement de la province, ne pensait certainement pas à autre chose qu'à flatter l'amour-propre catalan : mais, dans l'état d'énervement et de sourde irritation où se trouvait le peuple, cette publication fut tout autrement interprétée.

Déjà, le 19, on se racontait à Barcelone que le Conseil de Castille faisait des difficultés pour accepter la renonciation de Charles IV³. Depuis quelques jours, le bruit courait même « que la Catalogne allait être appelée à s'armer afin d'être prête, au premier moment, à défendre la religion et la monarchie ». Dans les villes et les campagnes, on pensa qu'Ezpeleta donnait le signal de la prise d'armes. Les généraux français soupçonnèrent même une trahison : « On ne douta pas que quelques membres du conseil de Madrid, infidèles et factieux, n'eussent conseillé ce décret et ne s'en soient servis pour propager et hâter les moyens d'insurrection en Catalogne⁴. » Napoléon, très mécontent, s'en prit à son ambassadeur en Espagne, La Forest⁵, qui aurait dû « éclairer le grand-duc de Berg » et non « l'entraîner à faire des sottises ». Murat s'était, selon l'Empereur, laissé jouer par le Conseil de Castille : « On aurait dû profiter de l'événement de Madrid

1. Murat à l'Empereur, Madrid, 14 mai 1808, *Corr. Murat*, n° 307. Même explication dans une dépêche de La Forest du 11 mai. (G. de Grandmaison, *Correspondance de La Forest*, t. I^{er}, p. 7-8).

2. Bando d'Ezpeleta, Barcelone, 20 mai 1808, Arch. G. (publié le lendemain dans le *Diario de Barcelona*).

3. Rapport sur l'esprit public de la ville de Barcelone et du reste de la Catalogne, du 10 jusqu'au 20 mai, Arch. G. (20 mai 1808).

4. Duhesme à Murat, Barcelone, 20 mai 1808, Arch. G. ; Résumé historique des opérations.

5. La Forest n'avait pas encore le titre d'ambassadeur, mais il en touchait le traitement et en remplissait les fonctions ; il en avait même la qualité vis-à-vis des autorités françaises. (Napoléon attendait l'installation de Joseph à Madrid pour l'accréditer officiellement.) Décret daté de Bayonne, 30 avril, Arch. nat., AFiv plaq. 2207.

pour désarmer le plus possible, loin d'encourager à armer ». Cependant, continuant à juger la situation par les seules données stratégiques, il ajoutait : « La Catalogne a toujours été tranquille... il n'y a rien à en craindre, puisque je suis maître des forts et que j'y ai beaucoup de troupes ¹. »

Cependant les artisans de la capitale catalane profitaient de la bévue de Murat, et Duhesme en était informé : « Le petit peuple s'est véritablement porté à l'achat des armes avec une joie d'enfant, et l'on assure que plus de 4.000 armes ont été achetées à Barcelone dans ces jours derniers ²... » Quatre ou cinq soldats sont assassinés coup sur coup, des officiers, des sentinelles insultés ³; des col-porteurs de mauvaises nouvelles arrivent de Madrid; des « agitateurs, partis de Barcelone », vont répandre le décret de Murat à Tarragone, à Mataró, à Lérída; dans cette dernière ville, on arrache « avec violence toutes les affiches qui y paraissent de la part du gouvernement ». Le 24, on en fait autant à Barcelone. « Hier nous crûmes que nous serions obligés d'en venir aux mains à Barcelone; la populace se porta en foule vers les affiches qui annonçaient la renonciation de Charles IV et de sa famille, les arracha avec violence, en vociférant contre les Français, et même contre le capitaine-général, à qui ils ne pardonnent pas la surprise des forts. J'avais prévu cette explosion; nos piquets étaient prêts, et je priai le capitaine-général de faire remettre d'autres affiches et de faire arrêter les premiers factieux qui les arracheraient. Quelques-unes ont reparu, mais ont été arrachées pendant la nuit ⁴. »

1. A Champagny, Bayonne, 17 mai 1808, *Corr. Nap.*, n° 13913. Cf. à Murat, Bayonne, 24 mai, n° 13971. La Forest défendit assez vivement (mais à tort) la mesure du grand-duc (dépêche du 21 mai, *Corresp. de La Forest*, t. I^{er}, p. 30-31).

2. Duhesme à Murat, Barcelone, 25 mai 1808, Arch. G.

3. Duhesme à Murat, Barcelone, 27 mai 1808, Arch. G.

4. Pour tout ce qui précède, voir les deux notes précédentes; voir aussi Résumé historique des opérations.

Depuis une dizaine de jours, Murat, La Forest et la junte provisoire de gouvernement s'occupaient de faire nommer des députés dans les provinces : ils iraient former à Bayonne une junte constituante, qui serait un simulacre de représentation nationale¹. Le 25 mai, les négociants de Barcelone étaient réunis à la Bourse pour choisir un député : plus de quatre mille personnes s'attroupèrent devant la porte. L'intendant, qui présidait la réunion, prit le parti « de les faire entrer et de leur dire vigoureusement qu'il ne fallait plus s'attendre aux anciens rois, qu'ils en allaient avoir un nouveau, et les a si bien pérorées qu'il les a renvoyées tranquilles et contentes... » Toutefois l'élection ne fut pas faite ce jour-là².

Deux jours après, on apprenait à Barcelone les soulèvements populaires de Valence et de Saragosse, et Duhesme écrivait à Murat : « La fermentation règne aussi dans plusieurs villes les plus considérables de la Catalogne ; mais rien n'a encore bougé. Quant à la populace de Barcelone, elle est dans des dispositions d'autant plus mauvaises qu'elle est aigrie par la misère et le manque de travail... Et il n'y a pas de doute que nous n'eussions été attaqués sans la possession des forts, le nombre, la qualité et l'attitude décidée des troupes. Le capitaine-général continue à veiller sincèrement à la tranquillité publique... Quant à moi, je suis en mesure de réprimer toute insurrection qui se décidera dans la ville ou les environs et à exécuter tous les ordres de Sa Majesté Impériale et Royale³. » Le même jour, Duhesme, sentant l'approche du moment critique, s'emparait de l'arsenal, des poudrières, de toutes les batteries de côte. Toutes les ressources militaires de la place étaient désormais aux mains

1. La Forest à Champagny, Madrid, 15 et 19 mai 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 674, f^{os} 319-320, 338-340.

2. Duhesme à Murat, Barcelone, 25 mai 1808, Arch. G. ; Lechi à Duhesme, 27 mai 1808, *ibid.*

3. Duhesme à Murat, Barcelone, 27 mai 1808, Arch. G.

des « intrus », et les officiers de l'Empereur se conduisaient comme en pays conquis¹.

Le comte d'Ezpeleta avait montré, depuis quatre mois, tant d'indécision, tant de faiblesse, tant de complaisance qu'on n'avait guère à se gêner avec lui : commandant sans autorité d'une province qu'il avait laissé occuper, il était dans une situation fausse. Cependant, Duhesme lui ayant encore écrit pour le rendre responsable des troubles qui pourraient se produire, il sut, pour la première fois, mettre quelque dignité dans sa réponse :

« Excellence — Un soldat des gardes espagnoles a été publiquement maltraité hier soir à la Rambla par un officier des troupes impériales, sous le prétexte, dit-on, qu'il ne s'était pas découvert devant lui. Il n'y a pas d'exemple qu'aucun soldat de l'armée aux ordres de Votre Excellence ait été maltraité par aucun officier espagnol ; au contraire, le gouverneur a souffert hier ou avant-hier que quelques soldats de la garde du général Lechi l'aient fixé avec peu de respect et soient restés couchés et au repos sans aucune marque d'attention envers lui quand il entrait chez ce général et que la garde lui rendait les honneurs. Je laisse à la discrétion de Votre Excellence d'apprécier l'impression que ce qui s'est passé hier et les scènes antérieures peuvent faire sur le pays auquel appartient le soldat maltraité.

« Hier l'officier de garde du fort de San-Carlos n'a point laissé entrer dans la batterie l'officier d'artillerie espagnol, malgré les ordres réitérés que Votre Excellence a donnés pour qu'il n'éprouvât aucun obstacle dans les fonctions de son service. Voyant qu'il n'est pas possible

1. Résumé historique des opérations ; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du Corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 131 sq. Le corps municipal, ne sachant comment contenir la population, décidait le 28, à la demande de l'Audience, d'envoyer des gentilshommes et des notables par groupes de quatre à travers les rues, pour exhorter le public au calme. Arch. mun. de Barcelone, oficios recibidos, mai 1808.

de l'obtenir, j'ai cru plus prudent de laisser sous la seule responsabilité de Votre Excellence toutes les batteries dans lesquelles il se trouvera une garde française, et j'ai donné des ordres en conséquence. »

Mais, dans la suite de la lettre, le ton devenait plus humble ; le sentiment de ses responsabilités affolait le pauvre homme : « Comment est-il possible que je puisse répondre de la tranquillité publique au milieu de tant d'excès qui se succèdent et exaspèrent l'opinion du peuple et de la troupe ? Je prie Votre Excellence de prendre en considération mes observations pour la décharge de ma responsabilité s'il arrivait quelque événement. C'est surtout en ce moment, et quand les nouvelles du dehors sont plus désagréables, que des deux côtés on doit plus que jamais se comporter avec prudence.

« Le gouverneur D. Pedro de Goossens est tombé malade de fatigue et d'angoisse ; le même sort nous menace tous, puisque les événements successifs rendent illusoires tous les sacrifices que nous faisons pour le maintien de la tranquillité dans cette ville ¹. »

VI

Le 29 mai, on connut enfin le nom des députés qui devaient aller représenter la Catalogne à l'Assemblée de Bayonne. C'étaient le marquis de Lupia, désigné par le gouvernement madrilène ; D. Joseph de Vega, élu par le corps municipal ; D. Joseph-Antonio Ysart, curé de Saint-Jacques, désigné par l'évêque ; enfin M. Gassó, nommé par l'assemblée du commerce de Barcelone. Ils ne partirent pas sur-le-champ ; s'ils tenaient à remplir leur mission,

1. Barcelone, 28 mai 1808. - Signé le comte d'Espeleta. Texte et traduction, Arch. nat., AF iv 1607. J'ai reproduit la traduction fournie par Duhesme qui est un peu lourde mais fidèle.

ce qui n'est pas sûr, ils eurent grand tort de différer un départ, qui, trois jours après, était devenu impossible¹.

De l'Aragon et du royaume de Valence, la rébellion gagnait en effet rapidement la Catalogne. En vain Napoléon avait annoncé dans sa proclamation du 25 mai qu'il allait porter remède aux maux de l'Espagne : « Je placerai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même². » Cette nouvelle ne servait qu'à déchaîner plus vite l'insurrection. Le 29 mai, elle éclatait à Lérida, le 30 à Tortose³. A Barcelone, dans la matinée du 31, le peuple escorta triomphalement les artilleurs espagnols qui revenaient de la manœuvre. Le soir, pendant la retraite, on assaillit les officiers et les soldats français et italiens « à coups de fusil, de pierres et de stylet ». Les officiers, seuls armés, dégainèrent et protégèrent la retraite de leurs hommes. Le premier aide de camp de Duhesme, le chef d'escadron Ordonneau, arriva bientôt avec un piquet et fit charger la populace qui s'enfuit : « par une prudence et une générosité rares, il empêcha les soldats de faire feu, parce qu'il avait remarqué dans cet attroupement plusieurs femmes et beaucoup d'enfants ». Au reste, depuis plusieurs jours, Duhesme s'attendait à une échauffourée : « Tous les indices de fermentation dont je vous ai rendu compte dans mes précédentes lettres, écrivait-il le lendemain à Berthier, étaient les avant-coureurs d'une émeute qui se serait tournée en insurrection générale de l'immense canaille de Barcelone sans la promptitude de nos mesures⁴. »

D'autant plus inquiet que des frégates anglaises croi-

1. Rapport anonyme (de Blondel) à Champagny, Barcelone, 29 mai 1808, Arch. des Aff. Étr., vol. 674, f° 419.

2. Proclamation aux Espagnols, Bayonne, 25 mai 1808, *Corr. Nap.*, n° 13989 (en minute aux Arch. nat., AFiv plaq. 2224).

3. Résumé historique des opérations; Duhesme à Berthier, Barcelone, 31 mai 1808, Arch. G.; Arceche, *Guerra de la Independencia*, t. I^{er}, p. 406-407.

4. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} juin 1808, Arch. G.

saient en vue du port et qu'on lui avait signalé la présence dans la ville d'agents britanniques, le général rédige alors un ordre du jour menaçant, qu'il fait publier par les soins du comte d'Ezpeleta. Il y déclare qu'il « attachera toujours beaucoup de prix à l'estime des honnêtes gens », qu'il protégera toujours « les citoyens paisibles et honnêtes » ; mais c'est en défendant leur tranquillité contre les factieux qu'il veut mériter leur estime ; en conséquence « les armes françaises assureront le repos du peuple catalan, mais écraseront les scélérats qui auraient la témérité d'appeler sur eux leur juste vengeance ». Duhesme, en homme méthodique, « ordonne donc les dispositions suivantes :

« 1° Les attroupements sont sévèrement défendus ; en cas d'émeute ou de résistance aux patrouilles, soit françaises, soit espagnoles, la générale battra, les troupes se retireront à leurs quartiers, les citoyens dans leurs maisons ou celles de leurs amis les plus prochaines ; et, après trois coups de canon tirés de la batterie des Atarazanas, tout ce qui se trouvera alors dans les rues et les places publiques sera dissipé par les coups de fusil, la mitraille et les charges de cavalerie...

« 2° Tout individu qui aura assassiné un militaire de l'armée française, celui qui sera trouvé avec un fusil et des cartouches à balles, sera jugé par une commission militaire et fusillé dans les vingt-quatre heures.

« 3° Toute ville... qui osera s'insurger sera privée de ses privilèges et désarmée. Elle sera brûlée si le sang français a coulé¹ »

Ces menaces ne portent aucun fruit. Le 2 juin, les Barcelonais se mettent à débaucher les soldats espagnols, et ceux-ci quittent la ville isolément ou par groupes. Les habitants réussissent aussi à faire désertre les Napolitains,

1. Ordre du jour du 1^{er} juin 1808, publié dans le *Diario de 'Barcelon* du 2.

et Duhesme ne peut l'empêcher. « Les Napolitains désertent par huit à dix avec armes et bagages. Je fais prendre quelques embaucheurs, j'en ferai un exemple ; malgré cela, je crains beaucoup que cela ne devienne plus conséquent ; tous les Espagnols, canonniers, fantassins, cavaliers, désertent ; nos troupes ne pourront plus suffire au service¹. » Un ordre du jour, le 3 juin, déclare que tout prévenu d'embauchage sera mené à la Citadelle, jugé par une commission militaire et, s'il est reconnu coupable, fusillé immédiatement². Le 4, trois paysans sont passés par les armes sur l'Esplanade pour avoir procuré des hardes à des soldats qui voulaient désert³. On laisse les corps étendus toute l'après-midi sur la place, l'ordre du jour du 3 attaché sur leur dos. « Tout le monde, ajoute le P. Ferrer dans son journal, comprend qu'ils [les Français] veulent nous subjugu⁴er et nous soumettre par la terreur, comme ils l'ont fait en Italie ; mais ces messieurs ne connaissent pas le caractère catalan⁴ ».

Le même jour, Duhesme renouvelle ses menaces contre les villes et villages révoltés⁵. Terrifiés, nombre de Barcelonais quittent la ville. Le P. Ferrer évalue à trente mille le nombre des personnes qui émigrent ainsi du 1^{er} au 5 juin : « Ce matin, écrit-il le 5, la porte de l'Ange, la porte Neuve et la porte Saint-Antoine paraissaient trop étroites⁶... » C'est en vain que, le 6, Duhesme essaye de rassurer « les gens honnêtes, les propriétaires, les pères de famille instruits et capables d'apprécier les événements » par une lettre publique adressée au capitaine-général :

1. Duhesme à Murat, Barcelone, 3 juin 1808, Arch. G.

2. Ordre du jour du 3 juin 1808, publié dans le *Diario de Barcelona* du 4.

3. *Diario de Barcelona* du 6 juin.

4. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 125.

5. Ordre du jour du 4 juin 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 6. Les Français mêmes s'en allaient par mer en assez grand nombre. Blondel à Champagny, 8 juillet 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f^{os} 332-334.

6. Ferrer, t. I^{er}, p. 125.

« Que les habitants de Barcelone se rassurent ; ils peuvent rester sans crainte dans leurs habitations, l'asile du citoyen probe et paisible sera toujours sacré pour moi ; nulle maison ne sera ouverte que par une décision prise d'accord avec Votre Excellence ¹. » Les émigrés préfèrent ne pas revenir.

Dans la première semaine de juin, l'insurrection gagne toute la province ; à Manresa, le 2, on brûle le papier timbré portant en surcharge la mention de S. A. I. le prince Joachim, grand-duc de Berg, lieutenant-général du roi Charles IV en Espagne ². A Gironne, la populace demande des armes et veut occuper les forts ³. Partout s'organisent des juntas insurrectionnelles, qui appellent aux armes les paysans, et vont jusqu'aux portes de Barcelone enrôler les jeunes gens ⁴.

Conformément au plan général de campagne tracé par Napoléon, le 30 mai, à la nouvelle de l'insurrection de l'Aragon et de Valence, Duhesme avait fait partir le 4 juin deux colonnes de Barcelone : l'une, sous Chabran, devait marcher sur Tarragone, y incorporer le régiment suisse de Wimpfen et de là menacer Valence ; l'autre, sous Schwartz, devait marcher par Manresa sur Lérida et l'Aragon, pour prendre à revers les insurgés de cette province ⁵. Schwartz avait été chargé par Duhesme de lever

1. Duhesme au comte d'Ezpeleta, Barcelone, 6 juin 1808, lettre publiée dans le *Diario de Barcelona* du 8.

2. Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el antiguo principado*, t. I^{er}, p. 75.

3. Duhesme à Berthier, Barcelone, 6 juin 1808, Arch. G. ; cf. Clarke à Berthier, 8 juin 1808, *ibid*.

4. Arteche, *Guerra de la Independencia*, t. I^{er}, p. 408-409.

5. A Murat, Bayonne, 30 et 31 mai 1808, *Corr. Nap.*, nos 14029 et 14031 ; Berthier à Duhesme, Bayonne, 30 mai 1808, Arch. G. ; à Murat, Bayonne, 10 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14083 ; Résumé des opérations militaires du corps d'armée des Pyrénées-Orientales, Arch. nat., AFIV 4621. Ce document, rédigé sous la direction de Duhesme au fur et à mesure des événements, envoyé par fragments à Berthier à chaque occasion et en entier à Clarke en décembre 1808, ne fait pas double emploi avec le *Résumé historique des opérations politiques et militaires* du général Duhesme, déjà souvent cité, Arch. G. ; I^{er} carton de mars 1809 (Voir aux *Notes critiques* de la fin).

de grosses contributions sur les villes insurgées de Manresa et de Lérida¹.

La colonne la plus forte était celle de Chabran ; pendant sa marche sur Tarragone, tout alla assez bien. A en croire Duhesme, Chabran aurait même été « reçu par tout le pays où il avait passé avec les démonstrations de l'amitié que devait inspirer la bonne conduite de ses troupes ». Arrivé à Tarragone le 8 juin, il trouva la ville à peu près calme. « Il y passa vingt-quatre heures qui furent employées à recevoir la soumission entière de toutes les autorités, de chaque corporation, des députations d'un très grand nombre de villages et la parole d'honneur du corps d'officiers du régiment suisse de Wimpfen, qui promirent de servir avec fidélité le gouvernement de l'Espagne présidé par S. A. I. le grand-duc de Berg et de ne jamais manquer à ce que prescrivait leur capitulation envers l'Empire français... » C'étaient là de belles promesses ; mais, si l'état-major du régiment tenait bien à rester neutre, les soldats, qui se souciaient assez peu des capitulations, n'attendaient que le départ de Chabran pour passer aux insurgés².

1. Les instructions de Duhesme, confiées au colonel Foresti, furent perdues par celui-ci et recueillies par les insurgés, qui les publièrent ; elles sont reproduites entièrement par Blanch, t. I^{er}, p. 86, n. 1. Les contributions de Manresa et de Lérida étaient destinées à subvenir aux besoins de l'armée. Dans la suite de la guerre, Schwartz se révéla comme un très médiocre officier.

2. Résumé des opérations militaires du corps d'armée des Pyrénées-Orientales, Arch. nat., AFiv 1621. Toutefois, quand le colonel du régiment suisse fit, en 1815, son rapport général au gouvernement de Soleure, il se félicita d'avoir empêché la réunion de ses troupes aux Français. Maag, *Geschichte der Schweizertruppen*, t. I^{er}, p. 221-225. Bien que nous nous imposions beaucoup de réserve en cette matière, nous croyons de quelque intérêt de donner ici l'état des services antérieurs de Chabran, qui fut un des principaux lieutenants de Duhesme, d'après son dossier aux Arch. adm. de la Guerre :

Chabran (Joseph), né le 21 juin 1763 à Cavaillon (Vaucluse), capitaine au 5^e bataillon de volontaires nationaux des Bouches-du-Rhône, le 4 août 1792 ; capitaine de canonniers nommé provisoirement par le général en chef de l'armée d'Italie le 1^{er} oct. 1792 ; adjoint à l'état-major du général Dumerbion le 12 mai 1793 ; nommé provisoirement adjudant-général chef de bataillon par les représentants du peuple près l'armée d'Italie le

Pendant ce temps, le général Schwartz se dirigeait, par la route de Lérida, sur Manresa; il comptait « visiter et fouiller le couvent du Montserrat où l'on savait qu'il existait de grands rassemblements ». Sa colonne « traversa d'abord paisiblement » plusieurs bourgs « et elle fut même assez bien accueillie par leurs autorités constituées ». Mais, quand elle fut engagée, au pied du Montserrat, dans les défilés qui aboutissent au col et au village du Bruch, la scène changea : les hauteurs étaient couronnées de paysans armés, et, à dix lieues à la ronde, les cloches sonnaient, battant à toute volée au sommet des tours des églises. C'était la fameuse sonnerie du *somaten*, qui jadis appelait tous les hommes valides à se lever en masse, et qu'on n'avait plus entendue depuis un siècle. Schwartz repoussa d'abord les paysans mal armés et mal organisés qu'il avait en face de lui et couronna même les hauteurs; mais des renforts arrivaient aux insurgés, précédés d'un tambour qui battait furieusement la charge. Schwartz eut peur d'avoir affaire à des troupes régulières et, à vrai dire, il y avait parmi les combattants des soldats échappés de Barcelone, mais isolés; il apprenait « que, dans tous les endroits où il était passé le matin et la veille, on gâtait les chemins, on coupait les ponts et on barricadait les rues ». Il se décida à battre en retraite (6 juin). Il dut éviter les villages et laisser en route un de ses deux

25 février 1794; adjudant-général chef de brigade et maintenu à l'armée d'Italie le 13 juin 1795; général de brigade le 23 mai 1797; commandant la force armée dans le département des Basses-Alpes le 17 oct. 1797; commandant le département des Bouches-du-Rhône le 13 sept. 1798; employé à l'armée d'Helvétie le 26 nov. 1798; passé à l'armée du Danube le 29 avril 1799; général de division le 23 juin 1799; passé à l'armée du Rhin le 6 décembre 1799; employé à l'armée de réserve le 25 février 1800; rentré dans ses foyers le 17 septembre 1800; compris sur le tableau de l'état-major général et disponible le 27 avril 1801; commandant la subdivision formée par les îles d'Aix, de Ré, d'Oléron et d'Yeu de la 12^e division militaire le 9 juillet 1803, commandant la 17^e division militaire le 17 sept. 1805, commandant la première division du corps d'observation des Pyrénées-Orientales le 20 mars 1808. (Une lettre de ce général à Clarke, Toulouse, 25 mars 1808, apprend qu'il dut partir dans la nuit du 26 au 27.) Voir à l'appendice A pour la suite de la carrière de ce général.

canons ; dans la nuit du 7 au 8, plusieurs charrettes qui portaient ses blessés rentraient dans Barcelone¹.

Chabran partit de Tarragone le 9 pour rentrer à Barcelone ; il eut lui-même beaucoup de mal à percer jusqu'au Llobregat : « Des bandits réunis de tous les points de la Catalogne avaient envahi Vendrell, Arbos et Villefranche [Villafranca] et avaient soulevé ces villes et toute la population environnante... » Des Suisses et tout un bataillon espagnol caserné à Villafranca s'étaient joints à eux, après s'être débarrassés de leurs officiers. Le soir du 9, Chabran dut cerner Arbos : « L'intention du général Chabran était d'épargner les habitants en faisant justice des brigands ; mais femmes, enfants, vieillards, tous s'étaient joints à eux et tous étaient dans la plus grande fureur ; une grêle de coups de fusil partaient des maisons ; des poutres, des pierres étaient jetées des fenêtres et des toits sur nos soldats qui voulaient y pénétrer, en sorte que, pour épargner la vie de nos braves, on fut obligé de mettre le feu de tous les côtés et d'exterminer ainsi les rebelles par un incendie général². » Il fallut encore combattre à Villafranca où « le général Chabran eut le bonheur de forcer les brigands sans être obligé de mettre le feu aux maisons ; il se contenta de faire fusiller les chefs de l'insurrection de cette ville³ ».

Pour faciliter la rentrée de Chabran, Duhesme dut balayer les paysans insurgés qui, après leur victoire du Bruch, avaient envahi la banlieue de Barcelone, « où ils exigeaient des vivres, prenaient les armes et emmenaient la jeunesse. Ils avaient porté l'audace jusqu'à attaquer un de nos caissons de cartouches, escorté par cinquante hommes, à une portée de fusil de la ville. Mataró, la seule ville qui nous fût restée fidèle, avait été entraînée

1. Résumé des opérations militaires ; Blanch, t. I^{er}, p. 84 sq. ; Arteché, t. II, p. 86-95 ; Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 116 sq ; etc.

2. Résumé des opérations militaires ; cf. Blanch, t. I^{er}, p. 100-102 ; Arteché, t. II, p. 96-99.

3. Résumé des opérations militaires.

dans l'exemple général par une troupe de paysans qui était venue au secours des factieux de cette commune ». Le 10 juin, Duhesme attaquait, avec les troupes de Schwartz ralliées et renforcées, les villages du bas Llobregat et les emportait à la baïonnette : « Leurs villages éprouvèrent la juste fureur de nos soldats. » En d'autres termes, il y eut massacre et pillage effréné. « L'incendie de San-Boy qui, depuis notre entrée à Barcelone, avait été un foyer d'insurrection, a porté la terreur dans les villages des environs de la capitale ¹. »

Quelques jours après, les soldats de Lechi entraient à Mataró, y commettaient crimes sur crimes, et pillaient sans merci la petite ville : « J'ai vu, écrivait trois semaines après l'agent de Champagny, sur la promenade publique porter ouvertement le fruit de la rapine. Des officiers italiens portaient à leurs doigts, montraient à ceux de leurs femmes les diamants qui avaient été leur partage. On nomme le magasin où le général de cette division a pris son lot. » Et, après avoir raconté quelques-unes des atrocités commises et des représailles exercées par les Catalans, l'agent ajoutait, non sans quelque courage : « Si cette guerre devait durer sous les auspices sous lesquels elle a commencé, elle deviendrait bientôt un enchaînement d'horreur et de forfaits particuliers. J'ai frissonné d'entendre dans le salon d'un négociant français menacer que Sa Majesté ferait de l'Espagne un vaste cimetière... Je serai peut-être le seul par lequel il pourra parvenir jusqu'à Sa Majesté quelque notion de ce qui s'est passé ²... »

1. Résumé des opérations militaires ; sur les pillages, Ricort G. Riera, *Un recort de la Guerra de la Independencia*, art. de la *Renaixensa*, 1886, p. 169-173. (C'est la transcription d'une relation insérée dans le registre mortuaire du bourg de Molins-de-Rey par le curé Bartolomeu Rafols : massacre, pillages, profanations, incendie. L'article et le texte y inséré sont en catalan) ; Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. 1^{er}, p. 146-148 ; cf. Blanch, t. 1^{er}, p. 100-102.

2. Blondel à Champagny, Barcelone, 8 juillet 1808, Arch. des Aff. Étr.,

La province entière, sauf la Cerdagne, Figuières et Barcelone, était au pouvoir des insurgés¹. Les communications avec la France devenaient difficiles par mer, impossibles par terre. Du gouvernement de Madrid, on était sans nouvelles, les autorités locales espagnoles étaient « sans initiative et sans prestige² ». Duhesme dut dès lors « se regarder comme le mandataire du souverain dont il commandait l'armée » et, par la force des choses, prendre la direction « des actes du gouvernement ». C'est donc à partir de juin 1808 que les Français, isolés au milieu d'une population hostile et prévenue par le souvenir de leurs actes passés contre tous leurs actes futurs, prennent par nécessité la charge et la responsabilité d'administrer en Catalogne. La tâche était rude.

vol. 675, f^{os} 332-334. On trouvera des citations plus étendues du rapport dans Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, p. 292-293.

1. Augier, général commandant le département des Pyrénées-Orientales, à Berthier, Perpignan, 24 juillet 1808; Arch. G.

2. La dernière lettre qui paraît être parvenue de Barcelone à Madrid fut écrite le 3 juin par Ezpeleta « qui demandait sa retraite » (cf. chapitre III) au ministre O'Farrill. Elle parut de fâcheux augure; La Forest à Champaign, Madrid, 16 juin, *Correspondance de La Forest*, t. I^{er}, p. 87. Le 3 juillet, La Forest écrit : « Quant à la Catalogne, voilà un mois qu'on n'en reçoit pas plus de nouvelles que *si elle était isolée de la monarchie* ». *Ibid.*, p. 140. Elle l'était en effet.

CHAPITRE III

LES NÉCESSITÉS MILITAIRES ET LE GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Les troupes impériales en Catalogne. Bataillons hétérogènes et contingents étrangers ; faible valeur et indiscipliné de ces derniers. Insuffisante organisation matérielle ; rareté des envois de vivres et d'argent, et nécessité de « vivre sur le pays ». Influence des vices internes de l'armée sur le gouvernement et sur l'administration des régions occupées. — II. Les forces et la tactique des insurgés. Troupes de ligne, somatènes, miquelets. La guérilla et ses résultats. Les cruautés ou les rigueurs des combattants. Les sièges. Les grandes lignes de la guerre en 1808 et 1809. Faible étendue de la zone occupée et gouvernée par les Français. — III. Incertitudes sur la source et la nature de l'autorité en Catalogne pendant l'insurrection. Les instructions impériales du 16 juin : leur caractère exclusivement pratique. Absence d'instructions émanées du roi Joseph. Les besoins de Duhesme et leur influence sur la constitution du gouvernement improvisé. — IV. Duhesme et les autorités provinciales espagnoles : tentative de collaboration (juin-juillet 1808). Formation de la junte des autorités. Les exigences de Duhesme : inertie et impuissance des fonctionnaires espagnols. Résultats insuffisants du système de la collaboration. — V. Le commandement de Lechi (juillet-août 1808). Les rigueurs de ce général ; les otages ; les résultats pratiques. Retour de Duhesme (20 août 1808). Changement progressif dans son attitude vis-à-vis des autorités locales. L'arrêt de mise en état de siège (13 septembre 1808) : but, caractère et conséquences de cet acte. Destitution et remplacement du capitaine général. — VI. Le gouvernement de Duhesme : sa nature juridique mal définie, son caractère rudimentaire, son but limité, son activité fiscale et policière. Émigration des fonctionnaires espagnols, rarement remplacés ; effacement et inaction des autorités espagnoles restées à Barcelone. Leur rôle restreint par les nouvelles administrations.

Pendant les années 1808 et 1809, la Catalogne occupée vécut sous un régime gouvernemental d'un caractère spécial, régime dont il convient en premier lieu d'expli-

quer la naissance, de définir la nature et de suivre les transformations. Mais, pour l'intelligence de cette étude, il est nécessaire de connaître d'abord la composition et l'organisation de l'armée française, parce qu'elles ont déterminé en partie les actes politiques des administrateurs et parce qu'elles contribuent à expliquer les dispositions des « administrés » ; il ne sera pas non plus sans doute inutile de rappeler très sommairement les grands faits de la guerre.

I

Napoléon avait compté que la division des Pyrénées-Orientales suffirait, non seulement à contenir la Catalogne, mais aussi à coopérer avec Moncey pour mettre fin aux désordres de la province de Valence. Les événements survenus du 1^{er} au 10 juin rendirent toute illusion impossible¹. Duhesme était isolé dans Barcelone, et ses communications avec la France devenaient difficiles. Un rapport très net de ce général, parvenu à Bayonne le 16 juin, révélait toute la gravité de la situation des troupes françaises² ; Napoléon la soupçonnait déjà. Dès le 14, il avait ordonné la formation d'une petite colonne sur la frontière et prescrit de mettre en marche sur Perpignan plusieurs bataillons et escadrons provisoires³. Le 29 juin, il ordonnait à Reille, son aide de camp, d'aller prendre le

1. Voir chapitre second, section vi. Le 10 juin, Napoléon croyait encore possible l'exécution de son plan général du 30 mai ; à Murat, Bayonne, 10 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14083.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 juin 1808, Arch. G. ; sur la date d'arrivée, Napoléon à Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100. Sur la difficulté des communications, Duhesme à Berthier (post-scriptum), Barcelone, 6 juin 1808, Arch. G. Cf. Mollien à l'Empereur, 15 juin et 13 juillet 1808, Arch. nat., AFiv 1610.

3. Ordres pour le major général, Bayonne, 14 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14092 ; cf. Berthier à Duhesme, Bayonne, 16 juin 1808, Arch. G. Cette petite colonne fut d'abord commandée par l'adjutant-commandant Ritay.

commandement des troupes rassemblées à Bellegarde¹. Comme dans toute l'Espagne, c'était une véritable guerre qui commençait en Catalogne : et, sur ce point plus que sur tout autre, les opérations allaient traîner longtemps, sans résultats décisifs.

Cette lenteur dans les opérations, cette absence de résultats définitifs s'expliquent par des causes multiples : terrain difficile et accidenté, routes rares et mauvaises, acharnement et mobilité des levées catalanes, tels sont les motifs que les généraux français invoquent volontiers, et non sans raison, pour justifier leurs attermoissements, leurs nombreux petits échecs de détail et l'inutilité de leurs victoires. Mais il convient d'ajouter d'autres raisons à celles-là : la piètre organisation des services spéciaux, la composition défectueuse et l'indiscipline des troupes dites françaises, leur pénurie constante de vivres et d'argent, par suite leurs souffrances et leur misère ne sont pas moins essentielles. Et les vices *internes* de l'armée impériale de Catalogne eurent naturellement une répercussion profonde sur la situation politique du pays et sur les actes gouvernementaux.

Avec les difficultés croissantes, l'Empereur dut renforcer sans cesse les troupes destinées aux opérations actives. Après Baylen, deux nouvelles divisions furent formées sous les ordres de Souham et de Pino et envoyées à l'aide de la division Reille² ; quelques jours après, les troupes impériales en Catalogne étaient formées en un corps d'armée, dont le commandement fut confié au colonel-général des cuirassiers Gouvion-Saint-Cyr³. Ce corps

1. Ordres dictés au major général, Bayonne, 29 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14441 ; à Reille, Bayonne, 2 juillet 1808, n° 14151.

2. Au prince Eugène, Nantes, 10 août 1808, *Corr. Nap.*, n° 14257 ; Berthier à Gouvion-Saint-Cyr, 25 août 1808, Arch. G.

3. Note pour les ministres de la Guerre et de l'administration de la Guerre, Saint-Cloud, 17 août 1808, *Corr. Nap.*, n° 14256. La désignation de Gouvion-Saint-Cyr était faite dès la veille : Clarke à Berthier, 16 août 1808, Arch. G.

d'armée, accru encore de quelques nouvelles unités, porta d'abord le n° 5, puis le n° 7, dans l'organisation d'ensemble de l'armée d'Espagne, faite le 7 septembre 1808 et remaniée légèrement le 9 octobre suivant¹. Le 7^e corps devait encore être renforcé, au début de mai 1809, par l'arrivée d'une nouvelle division, placée sous le commandement du général Morio². Pendant toute l'année 1809, l'effectif nominal des troupes impériales en Catalogne fut toujours supérieur à quarante mille hommes³.

Mais, pour pouvoir envoyer tant de soldats dans cette province, l'Empereur avait dû chercher plutôt la quantité que la qualité. Pour arriver, en juin 1808, à fournir au plus vite à Reille une division complète, il avait fallu grouper tant bien que mal en bataillons provisoires des détachements tirés isolément des dépôts du Sud-Est, des gardes nationales, des gendarmes, des compagnies départementales, des Suisses, des Valaisans, des Toscans⁴. Afin de renforcer le tout de quelques bataillons de chasseurs de montagne, l'Empereur promettait, par décret du 6 août, aux réfractaires pyrénéens qui s'enrôlèrent dans ces corps francs, l'amnistie et leur libération, qui ne pouvait manquer d'être prompte, car elle aurait lieu « à la fin des troubles d'Espagne⁵ ». La division Souham, organisée avec moins de hâte, fut composée uniquement de batail-

1. Décret impérial, Saint-Cloud, 7 septembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14300 ; rapport de Berthier en date du 9 octobre 1808 (proposant de donner le n° 7 au corps de Gouvion-Saint-Cyr pour ne pas changer le numéro du corps de Mortier, en marche sur l'Espagne), Arch. G., et approuvé par l'Empereur, Erfurt, 11 octobre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14371.

2. *Corr. Nap.*, nos 14684, 14686, 14842, 14845, 14974, etc. ; cette division arriva à Figuières le 1^{er} mai ; Reille à Clarke, Perpignan, 1^{er} mai 1809, Arch. G. ; Clarke à l'Empereur, 11 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1618.

3. En janvier 41386 ; en juin 42185 ; en octobre 47649 ; en novembre 43825. États de situation pour les mois ci-dessus indiqués, Arch. nat., AFiv 1618.

4. Clarke à Cretet, ministre de l'Intérieur, 19^e et 20 juin 1808, et à Dejean, ministre-directeur de l'administration de la Guerre, 19 et 20 juin 1808, Arch. G. ; à Berthier, Bayonne, 14 juin et 2 juillet 1808, *Corr. Nap.*, nos 14092 et 14150 ; à Reille, Bayonne, 2 juillet 1808, n° 14151.

5. Décret impérial, Rochefort, 6 août 1808, Arch. G.

lons français ; mais la division Pino, formée en même temps, comprenait des Italiens, des Toscans, des Napolitains¹.

Duhesme avait déjà à Barcelone deux bataillons mis dès 1807 à la disposition de l'Empereur par Joseph, quand il était encore roi de Naples². Celui-ci n'avait point été fâché de purger ainsi son royaume de quelques-uns des « brigands » qui l'infestaient. Napoléon, mécontent, avait alors écrit à son frère : « On fait des soldats avec de bons paysans, et non pas avec des brigands³. » Mais cela n'avait point empêché l'Empereur, en 1808, de demander d'autres Napolitains, bien qu'il les eût en piètre estime⁴. « Envoyez-moi des régiments napolitains tant que vous voudrez, écrivait-il le 18 avril, pourvu qu'ils soient forts de 140 hommes par compagnie⁵. » En conséquence, d'août à octobre 1808, un nouvel escadron et deux nouveaux bataillons napolitains arrivaient à Perpignan⁶. Puis ce fut le tour des Allemands : on vit en 1809 servir en Catalogne un bataillon du grand-duché de Berg et un régiment formé de contingents des petits princes de la Confédération du Rhin ; et six mille Westphaliens conduits par le général Morio vinrent prendre part au siège de Girone⁷.

Les chefs français se déclarent en général satisfaits de l'instruction et de la discipline des troupes françaises d'an-

1. Au prince Eugène, Nantes, 10 août 1808, *Corr. Nap.*, n° 14249.

2. Joseph à Napoléon, Venafrò, 20 septembre 1807, Naples, 8 et 9 octobre 1807, dans *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 12, 30-31, 32-33.

3. A Joseph, Fontainebleau, 26 septembre et 1^{er} octobre 1807, dans *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 17, et *Corr. Nap.*, n° 13206.

4. A Joseph, Fontainebleau, 18 octobre 1807 : « Quant à l'idée d'avoir à Naples des troupes napolitaines aussi bonnes que les miennes, je ne crois pas que vous viviez assez, ni votre fille, pour voir ce miracle-là. » *Corr. Nap.*, n° 13271.

5. A Joseph, Bayonne, 18 avril 1808, *Corr. Nap.* n° 13763 : cf. nos 13305, 13622.

6. Le général Chabot à Berthier, Perpignan, 15 août 1808, et état annexe, Arch. G. ; Berthier à Gouvion-Saint-Cyr, 25 août 1808, *ibid.*

7. *Corr. Nap.*, nos 14681, 14686, 14845, 14863, 14974 ; Reille à Clarke, Perpignan, 1^{er} mai 1809, Arch. G.

cienne formation¹. Mais les bataillons provisoires qu'on envoie au début sont formés de recrues sans nulle instruction. Du moins le chef qui doit les commander compte-t-il sur la bonne volonté de ses conscrits, bien qu'on leur ait confié un fusil pour la première fois deux jours auparavant : « L'essentiel », écrit cet officier au major général, « est que ces jeunes gens ne s'effraient pas du bruit de l'arme et puissent la charger dans les principes et un peu lestement : car, dans une guerre de montagne, on n'a guère d'occasion de se mettre en ligne ou de marcher en colonne. Il faudra cependant les mettre à même de former un peloton, sans confusion, de manière à résister, l'arme croisée, à une petite masse de rebelles lorsqu'elle se présentera²... » Quant aux gardes nationaux, ils désertent à l'envi³.

On fait quelquefois l'éloge des Italiens du royaume et même des cavaliers napolitains, souvent celui des Bergois⁴. Mais les autres étrangers sont à peine arrivés qu'on commence à se plaindre d'eux. Au début des opérations, Reille est obligé de renvoyer les Valaisans à Perpignan, pour qu'on puisse les exercer un peu⁵. Parmi les Napolitains du 1^{er} régiment d'infanterie qui sert à Barcelone,

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625; Augereau à Clarke, Fornells, 12 et 18 janvier 1810, *ibid.*; compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas (oct. 1810), *ibid.*; etc.

2. Le major... (nom peu lisible) à Berthier, Perpignan, 29 juillet 1808, Arch. G.; Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 2 septembre 1808, *ibid.*

3. Voir textes cités à la dernière note; ordre du jour de la 10^e division militaire du 28 octobre 1808, annonçant de nombreuses condamnations de gardes nationaux pour désertion, Arch. G.

4. Pour les Italiens du royaume, les textes ne s'accordent pas: Gouvion-Saint-Cyr (à Berthier, Figuières, 6 novembre 1808, Arch. G.) se plaint qu'ils désertent, du moins au début; au contraire Duhesme (à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625), Carrion-Nisas (à Clarke, Girone, 30 juillet 1810, *ibid.*), font leur éloge. Sur la cavalerie napolitaine, voir ce dernier texte. Sur les Bergois, compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas (octobre 1810), Arch. nat., AFiv 1625; Guillot à Verdier, Saint-Marturin près Bañolas, 25 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621; cf. Schmidt. *Le grand-duché de Berg* (1806-1813), p. 170-175; etc.

5. Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 2 septembre 1808, Arch. G.

beaucoup désertent dès juin 1808¹; ceux qui restent fidèles se signalent par leur indiscipline, leurs violences et surtout par un goût prononcé pour la maraude, le pillage et la chasse aux pièces d'or²; certains de leurs officiers leur donnent l'exemple, en allant extorquer par des menaces terribles ou des ruses ingénieuses des quadruples dans les maisons et surtout dans les couvents de Barcelone³. Les ordres du jour publiés par le général en chef, les exemples faits par les conseils de guerre semblent rester vains. Jusqu'à la fin de son commandement, Duhesme se plaint de ses pillards⁴.

Lorsque Reille reçoit le 2^e régiment d'infanterie napolitaine, il constate chaque jour de nombreuses désertions : seize le 29 août, trente et une le 6 septembre, dix le lende-

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 6 juin 1808, Arch. G.; Résumé historique des opérations politiques et militaires, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809).

2. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 146-147, 158-161, 168-169, 175-179. Le témoignage de Ferrer, émanant d'un Catalan sans bienveillance pour les Français, pourrait sembler suspect; mais il est confirmé par un ordre du jour de Duhesme, Barcelone, 5 juillet 1808 (portant peine de mort contre les pillards, les voleurs, etc.), dans le *Diario de Barcelona* du 7, par le témoignage de Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 154, etc. (Les faits cités par Ferrer sont naturellement repris par tous les historiens catalans et espagnols); cf. encore Cabanés, *Historia de las operaciones del ejército de Cataluña*, p. 30; Blondel (à Champagny, Barcelone, 10 mai 1808) affirmait déjà que les Catalans préféraient aux Napolitains, « plus volontiers pillards que soldats » les *Franceses legítimos* (Arch. Aff. Étr., vol. 674, f^o 259).

3. Le détail de ces extorsions (le plus souvent sous prétexte de perquisitions, d'inventaires, ou sur menace d'arrestations) est dans Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 189, 228-232, 244, 250, 252-261, etc. Faits confirmés par un ordre du jour de Lechi, Barcelone, 29 juillet 1808, inséré dans le *Diario de Barcelona* du 30 : « Le général commandant en chef dans Barcelone est instruit que des fripons sous le costume militaire et se disant envoyés par lui se sont introduits dans les maisons, etc. »

4. Ordres du jour de Duhesme, Barcelone, 5 juillet 1808, dans le *Diario* du 7; de Lechi, Barcelone, 18 novembre 1808, dans le *Diario* du 19; de Chabran, s. l. n. d., dans le *Diario* du 4 juin 1809; de Duhesme, Barcelone, 14 juillet 1809, dans le *Diario* du 15; lettre de Duhesme au corrégidor Uranx d'Amelin, Barcelone, 15 octobre 1809, dans le *Diario* du 26; circulaire de Duhesme aux chefs de corps, Barcelone, nov. 1808 (constatant les pillages, vols, violences, viols, abus de toute sorte et ordonnant surveillance et répression), Arch. G. (première quinzaine de novembre 1808); Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. G.; Gouvion-Saint-Cyr à Berthier (Valls), 6 mars 1809, *ibid.*; etc.

main, trente et une le surlendemain. On se décide alors à renvoyer pour quelques jours le régiment dans les Pyrénées-Orientales, et, dans la courte marche nécessaire, vingt et un hommes s'échappent encore¹. Dès le 1^{er} septembre, Reille inquiet s'était informé auprès du colonel qui lui déclara avoir « reçu quelques jours avant son départ de Mantoue beaucoup de brigands napolitains ». Et le général, résumant son impression, appréciait en ces termes le 2^e régiment : « Je le crois bon, mais pillard au delà de toutes bornes, et beaucoup de soldats sont prêts à se jeter du côté où il y a le plus à marauder... S'ils continuent à désertir, il faudra que je le fasse rentrer dans l'intérieur, ou, ce qui vaudra mieux, que je dise au général Chabot de l'envoyer dans les vallées sur ma droite pour y mettre les révoltés à la raison et y vivre à discrétion². » Lorsque Gouvion-Saint-Cyr emmène en campagne avec lui la division Lechi, au printemps de 1809, ce sont les Napolitains qui font l'éducation des autres corps : c'est du moins ce que fait entendre quelques années après le commissaire de police français de Barcelone : « Le goût du pillage..., lorsque les colonnes sont en campagne, a pris racine par l'exemple de la division Lechi qui a ravagé la Catalogne³. »

En avril 1808, Napoléon recommandait à Joseph de lui envoyer des Napolitains ; ils prendront en Espagne, disait-il, « une habitude d'exercice et un esprit qui seront fort avantageux à votre royaume⁴ ». Renseigné ensuite par les rapports de ses généraux et du ministre de la Guerre⁵,

1. Reille à Berthier, Figuières, 1^{er} septembre 1808, Arch. G. ; Chabot à Gouvion-Saint-Cyr, Bellegarde, 8 septembre 1808, *ibid.* ; Chabot à Berthier, Bellegarde, 11 septembre 1808, *ibid.*

2. Reille à Berthier, Figuières, 1^{er} septembre 1808, Arch. G.

3. Beaumont-Brivazac, commissaire général de police, à Savary, Barcelone, 6 mai 1813, Arch. nat., F⁶³⁴³. Cf. instructions de Clarke pour Augereau, Arch. nat., AFiv 1621 ; Clarke à Augereau, 17 juillet 1809, Arch. G. ; Macdonald à Clarke, Gironne, 23 mai 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

4. A Joseph, Bayonne, 18 avril 1808, *Corr. Nap.*, n° 13763 ; cf. n° 13305.

5. Surtout par un rapport de Clarke du 20 mai 1809 (Arch. nat., AFiv

il demandait à Murat plus de soin dans le recrutement. « Il y a trop de brigands en Espagne », déclarait-il alors ¹. Et pourtant, quelques mois après, il arrivait encore des Napolitains en Espagne, au grand désespoir d'Augereau, qui écrivait alors au duc de Feltre : « J'aurais préféré deux cents Français aux deux régiments de cette nation que vous m'envoyez, car j'ai plus de peine avec ces sortes de gens qu'avec les brigands que je bats journellement ². »

A en croire l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, qui traite à fond la question, il y a pourtant pire que les Napolitains. Ces derniers « se détruisent par la désertion, l'indiscipline et le brigandage ; mais ils se battent encore, au lieu que les Allemands... offrent une prostration de forces physiques et morales qui paraît être au comble chez l'officier comme chez le soldat ³ ». Les Westphaliens, obligés de se battre pour l'Empereur alors que l'Allemagne se lasse et frémit sous le joug ⁴, se conduisent à Montpellier comme en pays ennemi, à la fin d'avril 1809 : ils y font scandale, « courant après les femmes et se permettant de leur manquer très grossièrement : quelques-uns d'entre eux, en entrant dans leurs logements, frappèrent leurs hôtes à coups de plat de sabre : la plus grande partie de ces mili-

1621) et par la copie d'un rapport d'Augereau à Clarke, Perpignan, 5 juillet 1809 (*ibid.*). Mais il était sans cesse question de la conduite des Napolitains dans les rapports de Verdier, de Gouvion-Saint-Cyr, d'Augereau, etc., dont on transmettait copie à l'Empereur pendant la campagne de 1809 en Autriche (Toutes ces copies sont groupées dans le carton AFiv 1621).

1. A Murat, Schœnbrunn, 2 octobre 1809, *Corr. Nap.*, n° 15893.

2. Augereau à Clarke, Fornells, 12 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625 ; cf. rapport du même en date du 18 janvier, *ibid.*

3. Carrion-Nisas à Clarke, Gironne, 30 juillet 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

4. Je ne prête point ici aux Westphaliens ce patriotisme allemand par simple vraisemblance : les Espagnols faisaient parvenir aux avant-postes des bulletins tendancieux sur la campagne d'Allemagne et des appels à la désertion en français, allemand, italien et espagnol. (On en trouve, pour 1809, dans presque tous les cartons des Arch. G.). Le général Verdier note l'influence des nouvelles d'Allemagne sur ses soldats allemands : à Clarke, Medinilla sous Gironne, 24 mai 1809, Arch. G. ; cf. Clarke à l'Empereur, 5 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1618. Cf. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 298-300, 328.

taires étaient pris de vin... le plus mauvais esprit et le plus mauvais ton règnent parmi les officiers¹... » Arrivées sous Girone, ces troupes désertent en masse. « Dans moins de huit jours, écrit le général Verdier, deux cents hommes de cette division ont passé à l'ennemi². » Quand Girone capitula, on y trouva « plus de six cents Napolitains et autant de Westphaliens, lesquels étaient les plus acharnés à se battre³ ». Ceux des Allemands qui restent dans les rangs français se signalent par leur abattement ou par leur lâcheté. Cinquante hommes du régiment des petits princes de la Confédération escortaient un petit convoi ; attaqués par quelques insurgés, ils fuient au premier coup de fusil⁴. A la fin du siège, la division westphalienne est complètement démoralisée, et tous les soldats sont à l'ambulance ou à l'hôpital⁵.

Ainsi le 7^e corps était composé en grande partie de soldats médiocres, pillards, brutaux et infidèles : il semble que ses différents services administratifs aient été également fort mal organisés⁶. On a vu plus haut que la divi-

1. Siscé-Bressol, commandant par intérim la 9^e division militaire, à Clarke, Montpellier, 26 avril 1809, Arch. G. Siscé-Bressol ajoute qu'aucun des corps qui ont passé par Montpellier n'a eu une si mauvaise conduite. Il est vrai qu'en revanche un officier du régiment des petits princes se plaint dans une lettre des habitants, de leur avidité, et de leur mauvaise grâce, de Valence à Perpignan. Barkhausen, *Tagebuch eines Rheinbund-offiziers*, p. 38-39.

2. Verdier à Clarke, Medina sous Girone, 24 mai 1809, Arch. G. Sur la conduite des Westphaliens pendant le siège, série de faits significatifs dans les rapports de Clarke à l'Empereur, 23 mai, 5 juin, 3 juillet, 29 août, etc., 1809, Arch. nat., AFIV 1618.

3. Augereau à Clarke, Fornells, 18 janvier 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

4. Verdier à Clarke, sous Girone, 12 juin 1809, Arch. nat., AFIV 1621 ; fait analogue quelques jours après : Verdier à Clarke, sous Girone, 23 juin 1809, *ibid.* C'est la division westphalienne qui, dans la nuit du 16 au 17 août, laisse entrer 800 paysans dans la place « sans aucun obstacle ; » Verdier à Clarke, 18 août 1809, *ibid.*, etc.

5. Morio (sous Girone, 26 octobre 1809, Arch. G.) rend compte à Clarke que la division westphalienne est réduite de 6.490 hommes à 4.317, dont 832 présents sous les armes et 3.432 aux hôpitaux. Cf. Barkhausen, p. 83 sq.

6. La documentation sur ces questions est relativement pauvre, par suite de la disparition totale (dans un incendie des papiers de l'admi-

sion des Pyrénées-Orientales était partie de Perpignan sans payeur, sans ordonnateur, sans inspecteur aux revues, sans moyens de transport. Un des premiers soins de Duhesme, quand l'insurrection aura éclaté, sera d'installer à Barcelone des hôpitaux militaires et une manutention, d'improviser des transports, de trouver des fonds pour les services de l'artillerie et du génie¹. Quand la division Reille fut formée, plus hâtivement encore, en juillet 1808, on put du moins, grâce à un rapide envoi de fonds, organiser l'artillerie et les attelages indispensables². Mais, lorsque Gouvion-Saint-Cyr vint prendre le commandement du 7^e corps, il trouva son ordonnateur sans argent, les divisions Pino et Souham sans fourrages, sans médicaments, sans moyens de transport. Il ne put obtenir le nécessaire du gouvernement en temps utile et dut, pour y suppléer, tirer des départements du Midi par voie de réquisition les fourrages, les voitures, les mulets nécessaires³. Les gens atteints par les réquisitions « fournirent naturellement ce qu'ils avaient de plus mauvais en charrettes, chevaux et mulets de bât⁴ ». Saint-Cyr n'avait même

nistration de la Guerre. On peut y suppléer un peu, par quelques rapports du ministre-directeur à l'Empereur (souvent avec pièces annexes) conservés dans la série AFiv (Arch. nat.), par des copies de pièces, envoyées à Clarke par les généraux, par quelques lettres échangées entre le ministère de la Guerre et celui de l'administration de la Guerre, copies et lettres qu'on trouve dans la correspondance générale des Arch. G. Mais la série la plus importante, c'est-à-dire la suite de la correspondance entre les ordonnateurs et le ministre-directeur, a disparu dans l'incendie.

1. Voir plus loin (section iv).

2. A Berthier, Bayonne, 9 juillet 1808, *Corr. Nap.*, n° 14172 (Cf. n° 14256 et 14257); Berthier à Clarke, Bayonne, 10 juillet 1808, Arch. G.; rapports de Berthier à l'Empereur sur l'organisation de la division Reille, juillet 1808, Arch. nat., AFiv 1607.

3. Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 5 oct. 1808, Arch. nat., AFiv 1613; Gouvion-Saint-Cyr à Clarke, Perpignan, 19 septembre 1808, Arch. G.; le même à Dejean, Perpignan, 28 sept. 1808, *ibid.*; à Reille, Perpignan, 4 oct. 1808, *ibid.*; cf. Lacuée à l'Empereur, 3 mai 1810, Arch. nat., AFiv 1625. On reprenait ainsi une pratique des guerres de la Révolution dans les Pyrénées-Orientales; Chuquet, *Dugommier*, p. 408-411.

4. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 36; cf. p. 26-33, où l'auteur dit notamment, p. 26 : « On ne pourra pas échapper à la pensée que Napoléon, avec sa force immense, a été assez faible pour ne

point de fonds pour faire distribuer les indemnités réglementaires; et en 1810 l'administration de la Guerre n'avait point encore acquitté cette dette, faute de crédits. Plus d'une fois, on dut encore avoir recours à ce piètre expédient¹.

Pourtant, avec le temps, les services s'organisèrent un peu, mais dans de mauvaises conditions et avec bien des lacunes. En mai 1809, Duhesme n'a point encore les officiers de santé nécessaires². Tant que son commandement dure, Saint-Cyr se plaint de manquer de moyens de siège, de transports, de munitions, de souliers et de vêtements³. D'autre part le personnel des administrations militaires, en majeure partie improvisé, laissé souvent sans appointements, semble être mauvais et, quand l'occasion s'en offre, se payer volontiers lui-même. Les employés des vivres de Barcelone font le commerce des pains de munition, et vendent les denrées placées sous leur garde⁴.

vouloir que des succès obtenus par lui-même... » Oman, *A history of the peninsular war*, t. II, p. 43-44, montre bien l'absurdité de cette explication du dénuement où fut laissé Saint-Cyr. Napoléon réserva à l'armée principale, qu'il allait commander, toutes les ressources disponibles, parce qu'il y en avait peu : l'Empereur, qui ne devait jamais être personnellement mis en échec, était obligé de mettre toutes les chances, toutes les précautions de son côté; mais il eût été inepte de la part de Napoléon de ne pas souhaiter la victoire de Saint-Cyr; de l'aveu même de celui-ci, Barcelone préoccupait beaucoup l'Empereur à ce moment.

1. Lacuée à l'Empereur, 49 mai 1810 (demande de fonds pour régler l'arriéré), Arch. nat., AFiv 4625; le même au même, avec états et pièces annexes, 7 juin 1810 (nouvelles réquisitions), *ibid.*; etc.

2. Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 4648.

3. Gouvion-Saint-Cyr à Berthier (Valls), 6 mars 1809, Arch. G.; le même à l'Empereur, Villafranca, 23 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 4621; Dejean à l'Empereur, 9 février 1809 (avec copie d'une lettre de l'ordonnateur Rey à Dejean, Barcelone, 23 janvier 1809), *ibid.*; Saint-Cyr à l'Empereur, Valls, 26 février 1809, *ibid.*; Rey, chef d'état-major du 7^e corps, à Clarke, Caldas-de-Malavella, 21 juin 1809, *ibid.*

4. Avis du commissaire des guerres Penot, Barcelone, 14 décembre 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 15. Cf. une appréciation (suspecte) sur cet avis dans les Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F76554: « Un certain Penot, commissaire des guerres arrivé à Barcelone dans le plus mince équipage, sans fortune patrimoniale, voulut aussi s'envelopper du masque à la mode; on lit un avis par lequel il déclare savoir que des employés ont vendu des denrées provenant des magasins militaires... c'était pour cacher ses propres malversations qu'il en supposait aux

« Les gardes-magasins des vivres et économes d'hôpitaux entretiennent chez eux des femmes, avec un luxe et une publicité qui contrastent trop avec les sacrifices de l'armée pour n'être pas l'objet de beaucoup de sarcasmes et de censures amères¹. » Au 1^{er} juin 1810, Macdonald, devenu alors gouverneur de la Catalogne, fera remarquer au ministre de la Guerre que les appointements des officiers de santé, des employés des subsistances, des hôpitaux, de l'habillement et des équipages à loyer sont loin d'avoir été payés pour toute l'année 1809 ; il y a même de l'arriéré sur 1808². Le maréchal ajoute : « Des officiers de santé que la misère accable ont été forcés de prendre des billets d'hôpitaux et c'est en quelque sorte tolérer les brigandages et vols des employés que de ne pas payer régulièrement leur traitement. Habitué à un arriéré considérable, chacun d'eux n'entre en fonctions que pour son intérêt particulier et hâte le plus possible ses affaires³. »

Mal composé, mal organisé, le 7^e corps est enfin mal payé et mal nourri. Quand les troupes françaises étaient entrées en Espagne, il avait été stipulé qu'elles seraient nourries par le gouvernement de Madrid, mais soldées par la France⁴ ; et Duhesme avait obtenu, quelque temps après son entrée en Espagne, l'envoi d'un payeur muni des fonds nécessaires pour aligner la solde jusqu'au

autres... » ; avis du commissaire général de Barcelone, 10 juin 1809, dans le *Diario* du 11 ; arrêté de Duhesme, Barcelone, 16 novembre 1809, dans le *Diario* du 17, etc.

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809 (de l'agent secret Blondel), Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316.

2. État sommaire des appointements qui restent dus, etc., dressé par l'ordonnateur Rey, Girone, 4 juin 1810, Arch. G. Macdonald à Clarke, Girone, 5 juin 1810, *ibid.* ; Clarke à Lacuée, 24 août 1810, *ibid.* ; Lacuée à Clarke, 25 août 1810, *ibid.*

3. Lettre de Macdonald à Clarke, citée à la note précédente.

4. Convention particulière signée à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, entre la France et l'Espagne (dans de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. II, p. 236-237), art. 5 : « Les troupes françaises seront nourries et entretenues par l'Espagne, et leur solde sera payée par la France pendant tout le temps de leur passage en Espagne ». Cf. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 132-133.

1^{er} juin¹. Au début de l'insurrection, il y avait même dans la caisse du payeur de Perpignan 900.000 francs en réserve pour pouvoir continuer les envois d'argent². Mais à la suite des premiers paiements³ et du renforcement du 7^e corps, ces fonds furent sans doute bien vite épuisés et insuffisamment remplacés⁴. Ce qui est certain, c'est

1. Voir chapitre second, iv.

2. Rapports de Mollien à l'Empereur, 13 et 27 juillet 1808, Arch. nat., AFiv 1610.

3. Il faut signaler, parmi ces premiers paiements, celui de 300.000 francs de traites tirées par Duhesme sur Perpignan pour remboursement d'un emprunt fait sur place ; rapports de Mollien ci-dessus cités.

4. Dans quelle mesure la caisse du payeur du 7^e corps (qui résida ordinairement à Perpignan) fut alimentée par le Trésor public de France, on ne peut le savoir de façon précise, les papiers du ministère du Trésor public ayant disparu en 1871 dans l'incendie du ministère des Finances. On peut souvent y suppléer quelque peu, il est vrai : 1^o par les rapports de Mollien à l'Empereur, dans la série AFiv ; 2^o par les lettres de Napoléon à Mollien dans la *Corr. Nap.*, et dans les *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre (il en manque d'ailleurs beaucoup, selon toute apparence) ; 3^o par les *Mémoires d'un ministre du Trésor public*, où il y a beaucoup de faits précis et même de lettres de Napoléon, certainement authentiques (on peut s'en rendre compte par comparaison avec celles de ces pièces, qui ont été publiées postérieurement, soit dans la *Corr. Nap.*, soit dans les *Lettres inédites*, etc.)

Or, il n'y a, ni dans la série AFiv, ni dans les lettres de Napoléon, ni dans les *Mémoires*, aucune mention d'un envoi de fonds pour la Catalogne entre juin 1808 et septembre 1809. A cette dernière date, on trouve mention d'un envoi de 800.000 francs de Perpignan à Figuières (Delcros, payeur du 7^e corps à Augereau, Perpignan, 10 septembre 1809, Arch. G.). Toutefois, le Trésor fit certainement des envois de juin 1808 à septembre 1809, car le payeur du 7^e corps, en écrivant à Augereau (Perpignan, 5 juillet 1809, Arch. G.) dit incidemment : « Les fonds que le Trésor public me fait pour le paiement de la solde de l'armée... » Donc il y a eu des envois de fonds entre juin 1808 et septembre 1809. A combien se sont-ils montés, et quelle était leur proportion aux besoins ? On ne peut l'indiquer. Ce qui est certain, et nous le montrons plus loin, c'est que la solde souffrit des retards considérables, au moins dans certaines divisions, celles qui étaient éloignées de l'Ampurdan surtout. Cela appelle naturellement l'explication suivante : la solde manquait par l'impossibilité où on était de faire parvenir le numéraire. Mais, si cette explication suffit à expliquer de légers retards, de deux ou de trois mois par exemple, elle ne suffit point à expliquer les arriérés de six mois et d'un an pour la garnison de Barcelone ; s'il avait suffi d'un transfert de fonds, on pouvait le faire par lettres de change (on s'était servi du moyen au début, en 1808). On est donc obligé, tout en admettant à titre partiel la première explication, de faire appel à une autre raison, l'insuffisance des fonds mis à la disposition du payeur du 7^e corps. Napoléon peut très bien, une fois la guerre commencée en Catalogne et dans toute l'Espagne, avoir considéré l'article 3 de la convention de Fontainebleau comme sans valeur, et avoir compté en partie sur les contributions extraordinaires levées dans le pays pour solder les troupes (cette question

qu'au bout de quelque temps, on signale pour la plupart des corps de grands retards dans les paiements : or la solde était nécessaire, non seulement pour garnir le gousset du soldat, mais aussi pour entretenir l'habillement et l'équipement¹. En janvier 1809, la solde est « arriérée de plusieurs mois » dans les divisions Chabran et Lechi; le 6 mars suivant, Gouvion-Saint-Cyr signale que ses troupes sont « sans solde » et par suite « sans souliers et une grande partie sans vêtements ». Un officier envoyé en mission par Clarke écrit quelques jours après dans son rapport : « La solde est due à plusieurs corps depuis sept mois, et les officiers ne vivent que de leur ration de pain ». Le 4 septembre 1809, il y a huit ou neuf mois d'arriéré pour la garnison de Barcelone; le 14 novembre, il y en a un an². Du moment où on était en état de guerre ouverte et prolongée, l'Empereur comptait probablement sur les contributions extraordinaires pour alimenter, au moins en partie, les caisses de ses payeurs en Espagne.

En ce qui concerne les vivres, Napoléon entendait dès le début qu'ils fussent entièrement fournis par les autorités espagnoles; et il consentit seulement à expédier le grain nécessaire pour former à Barcelone un petit approvi-

ne semble pas, pour l'Espagne en général, avoir été clairement réglée au début avec Joseph). Lors de l'expédition de Junot en Portugal, le Trésor public fournit la solde au début, pendant le passage des troupes en Espagne; mais ensuite l'Empereur ordonna de prendre cette dépense « sur les contributions du royaume de Portugal ». (A. Mollien, Milan, 23 décembre 1807, dans les *Mémoires* de celui-ci, t. II, p. 265, n. 1; même ordre dans une lettre à Clarke du même jour, *Corr. Nap.*, n° 13412). On procéda de même en Autriche en 1809 : à Mollien, 8 août 1809, *Corr. Nap.*, n° 15628. Remarquer qu'en mars 1809, Saint-Cyr déclare « la solde de plusieurs corps arriérée depuis sept mois », c'est-à-dire depuis fin août, date de la formation du 7^e corps.

1. Mollien, *Mémoires d'un ministre du Trésor public*, t. II, p. 72, n. 4.

2. Gouvion-Saint-Cyr à l'Empereur, Villafranca, 23 janvier 1809 (Arch. nat., AFIV 1621) et à Berthier (Valls), 6 mars 1809 (Arch. G.); rapports de Noailles à Clarke, Paris, 23 et 27 mars 1809, *ibid.*; Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 1625; Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, *ibid.*; Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809).

sionnement de siège pour la Citadelle et le Monjuich¹. Lorsque l'insurrection éclata, il ne changea naturellement point, en principe, sa façon de voir. Toutefois, il tenait avant tout à ne point perdre Barcelone², et Duhesme, le plus souvent bloqué, déclarait que le manque de vivres était ce qui risquait le plus de faire tomber la place³. Dans ces conditions, l'Empereur consentit à aider sérieusement Duhesme, soit en lui faisant expédier par mer et pour le compte du gouvernement de grands convois⁴, ce qui n'allait pas sans difficultés à cause des croisières anglaises, soit en accordant aux commerçants, qui se risqueraient à porter des vivres à Barcelone, le droit d'introduire en France des denrées coloniales⁵. L'Empereur

1. A. Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100 ; Berthier à Duhesme, Bayonne, 16 juin 1808, Arch. G. ; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 133.

2. Berthier à Duhesme, Bordeaux, 2 août 1808, Arch. G. Cette lettre, écrite sur ordre verbal de l'Empereur, roule entièrement sur la nécessité de « porter la plus grande attention à Barcelone ».

3. « Je ne puis m'empêcher d'annoncer que Barcelone tombera, faute de subsistances, si on ne prend pas de moyens efficaces pour l'approvisionnement », écrit Duhesme à Berthier, Barcelone, 25 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621. Cf. l'ordonnateur Rey à Dejean, Perpignan, 23 octobre 1808, Arch. G. Cf. encore Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. nat., AFiv 1621 : « Le salut de Barcelone est donc attaché à la prompte ouverture des communications par terre et à la protection des arrivages par mer... » Ce qui montre d'ailleurs le mieux l'importance que Napoléon attachait au ravitaillement de Barcelone, c'est qu'il fit courir à une partie de son escadre de Toulon un risque sérieux pour l'assurer (voir la note suivante).

4. Un premier convoi partit de Collioure à la fin de novembre 1808 ; Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Figuières, 30 novembre 1808, Arch. nat., AFiv 1621. Un autre, beaucoup plus important, protégé par toute une escadre partie de Toulon sous le contre-amiral Cosmao, jeta dans Barcelone, le 27 avril 1809, 17.031 quintaux de blé et 8.391 de farine : Napoléon à Ganteaume, Paris, 29 mars 1808, *Corr. Nap.*, n° 14970 ; Dejean à Clarke, 27 avril 1809, Arch. G. ; Decrès à Dejean, 13 mai 1809, *ibid.* ; Gouvion-Saint-Cyr à Clarke, Vich, 12 mai 1809, *ibid.*, etc. On fit encore une tentative de grand convoi en octobre 1809, mais elle échoua complètement ; le convoi, attaqué par les Anglais, dut se réfugier à Rosas et y fut en grande partie brûlé ; à Decrès, Schœnbrunn, 18 juillet 1809, *Corr. Nap.*, n° 15553 ; Clarke à l'Empereur, 2 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1618. Au mois de novembre, on s'occupait pourtant encore d'organiser un nouveau convoi ; feuille de travail de l'administration de la Guerre, 29 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 968.

5. Voir notamment décret impérial de Wolkersdorf, 7 juillet 1809, Arch. nat., AFiv plaq. 2885 (et plusieurs autres analogues).

entendait bien d'ailleurs ne fournir de vivres que dans la mesure où Duhesme ne pourrait se les procurer aux dépens du pays. Et ce général dut, pour nourrir ses troupes et ses chevaux, avoir recours en outre à des saisies, à de fréquentes réquisitions sur les villages voisins, enfin à des courses audacieuses, véritables razzias qu'il poussait jusque dans le Vallés, à sept et huit lieues des murs de la place¹.

Quant aux troupes de Gouvion-Saint-Cyr, qui devaient opérer en rase campagne, l'Empereur entendait bien ne plus avoir à les nourrir, dès qu'elles auraient passé la frontière². Nul n'a plus que lui pratiqué l'axiome : « La guerre doit nourrir la guerre ». En donnant « carte blanche » au nouveau commandant du 7^e corps, Napoléon lui faisait écrire : « Votre direction générale doit avoir pour principes les dispositions suivantes : 1^o Secourir le général Duhesme. 2^o Faire à Figuières des magasins considérables aux dépens de l'ennemi. 3^o Soumettre les vallées et faire porter à l'ennemi tout le poids de la guerre³. » Saint-Cyr et son ordonnateur ayant réclamé avec instance des secours sérieux⁴, le ministre-directeur de l'administration de la Guerre leur répondit d'abord que l'on devait trouver des vivres en Catalogne comme ailleurs et qu'il ne pouvait plus rien fournir, sauf du biscuit, sans un ordre spécial de Sa Majesté⁵. Devant les vives représentations de Saint-Cyr qui, s'adressant directement à Napoléon,

1. Résumé historique des opérations, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809) ; Résumé des opérations militaires, déc. 1808, Arch. nat., AFIV 1621 ; Duhesme à Clarke, Barcelone, 13 décembre 1809, *ibid.* ; arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 décembre 1808 (pour l'organisation des réquisitions) dans le *Diario de Barcelona* du 26. etc., etc.

2. Dejean à Reille, 4 octobre 1808, Arch. G.

3. Berthier à Gouvion-Saint-Cyr, Erfurt, 2 octobre 1808, Arch. G.

4. Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 10 octobre 1808, Arch. G. ; l'ordonnateur Rey à Dejean, Perpignan, 23 octobre 1808, *ibid.* ; Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 28 octobre 1808, *ibid.* ; etc.

5. Nous n'avons pas les réponses de Dejean, mais elles sont résumées dans un rapport de ce ministre à l'Empereur, 19 novembre 1808, Arch. nat., AFIV 1613.

invoquait le peu d'importance des cultures de blé dans la principauté, l'état de dévastation du pays et la pénurie où se trouvaient les habitants eux-mêmes¹, l'Empereur consentit à adoucir quelque peu l'application de son principe favori. Mais le ministre-directeur écrivait à Reille, le 1^{er} mars 1809 : « Sa Majesté... a autorisé l'envoi des secours en subsistances, dont vous pourrez avoir besoin ultérieurement, mais... son intention est cependant que vous n'ayez recours à ce moyen que dans le cas d'une nécessité absolue et lorsque le pays ne vous offrira aucune ressource². » Les troupes employées au siège de Girone furent nourries par nécessité avec des farines fournies par la France, mais parcimonieusement ; et le ministre-directeur ne satisfaisait jamais aux demandes qu'à la dernière extrémité³. A partir du moment où Saint-Cyr s'éloigna de l'Ampurdan (décembre 1808) pour aller s'établir d'abord près de Barcelone, puis dans le *Campo* de Tarragone et enfin dans le bassin de Vich, il ne vécut plus que de prises et de réquisitions, ruinant les plaines où il passait sans que ses troupes fussent bien nourries⁴. Une des raisons pour lesquelles, disait plus tard l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, il ne faut pas appliquer à la Catalogne l'axiome « la guerre doit nourrir la guerre », est que la Catalogne, pays d'huile, de vins et de fruits, « pro-

1. Gouvion-Saint-Cyr à l'Empereur, Figuières, 14 novembre 1808, Arch. nat., AFiv 1613.

2. Dejean à Reille, 1^{er} mars 1809, Arch. G.

3. Clarke à Dejean, 20 juin 1809, Arch. G. ; Dejean à Clarke, 23 juin et 18 septembre 1809, *ibid.* ; Le chef d'état-major Rey à Augereau, Fornells, 2^e octobre 1809, *ibid.* ; Dejean à Augereau, 7 octobre 1809, *ibid.* ; Dejean à Clarke, 7 et 26 octobre 1809, *ibid.*, etc.

4. Le général Rey à Berthier, Villafranca, 9 et 11 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621 ; Saint-Cyr à l'Empereur, Villafranca, 16 et 23 janvier 1809, *ibid.* ; Rey à Berthier, Valls, 19 mars 1809, Arch. G. ; Saint-Cyr à l'Empereur, Barcelone, 30 mars 1809, Arch. nat., AFiv 1621 ; Saint-Cyr à Clarke, Vich, 6 juin 1809, *ibid.* ; Rey à Clarke, Caldas-de-Malavella, 21 juin 1809, *ibid.* « Le corps d'armée du général Saint-Cyr a vécu aux dépens de cette province depuis le mois de novembre 1808 jusqu'à septembre 1809... » : Notes confidentielles sur la Catalogne, du général Pino, Paris, 11 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

duit principalement ce qui ne nourrit pas la guerre¹. »

Naturellement tous ces vices de l'organisation militaire française n'ont point été sans nuire à la pacification du pays. Les réquisitions entraînaient forcément des abus, des violences, des dégâts inutiles, surtout quand elles étaient pratiquées par des soldats obstinément pillards et indisciplinés². La razzia tournait facilement à la mise en coupe réglée, ou même au sac effréné. « Le soldat..., habitué à se procurer son pain à coups de fusil », dévastait tout sur son passage³. Laissé sans argent, à peine vêtu, privé de viande pendant des mois, il se consolait en ramassant du butin⁴. Les officiers ne touchaient que des acomptes, faisaient une guerre ingrate, loin des yeux de l'Empereur, et risquaient leur vie dans des escarmouches sans aucune chance de gloire⁵. Les généraux s'aigrissaient, s'accusaient les uns les autres, récriminaient contre les commandants en chef ou refusaient de leur obéir⁶. Dans ces conditions, le pays occupé devait être forcément

1. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas (oct. 1810), Arch. nat., AFiv 1625.

2. Laffaille, p. 191-192; Saint-Cyr à l'Empereur, Figuières, 14 novembre 1808, Arch. nat., AFiv 1613; Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1621; le général Rey à Augereau, Figuières, 3 décembre 1809, Arch. G.; etc.

3. Notes de Pino, Paris, 11 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

4. Duhesme à Saint-Cyr, Barcelone, 3 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621; Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625. En septembre 1809, le 7^e corps a 13 322 hommes aux hôpitaux; Clarke à l'Empereur, 28 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

5. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809 (de l'agent secret Blondel), Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^os 305-316; Duhesme à Augereau, Barcelone, 4 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625 (à cette date, la solde est arriérée de plus d'un an).

6. Les exemples ne manquent point : difficultés entre Saint-Cyr et Duhesme (Duhesme à Berthier, 8 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621, avec copie de plusieurs lettres échangées dans les derniers jours de décembre et les premiers jours de janvier, celles de Saint-Cyr sèches et hautaines, celles de Duhesme véhémentes et apologétiques); altercation entre Souham et Bessières, se terminant par un refus d'obéissance de ce dernier (Copie des lettres échangées entre eux, Estaniol, 28 et 29 septembre 1809, envoyée par Augereau, Arch. nat., AFiv 1621); différends successifs entre Verdier, commandant le siège de Girone, et Saint-Cyr, qui a généralement tous les torts (Verdier à Clarke, avec pièces à l'appui, le tout envoyé du

foulé sans ménagements, et les habitants rudement traités.

A coup sûr ce serait une grave erreur que de prétendre expliquer uniquement ou même principalement la résistance acharnée des Catalans ou des Espagnols en général par les rigueurs du régime militaire, par les réquisitions et les contributions, les exactions et les pillages, les actes de justice sommaire et les violences injustifiables. L'influence du clergé hostile à Napoléon, la haine déjà séculaire contre la France, et surtout un vigoureux patriotisme local exaspéré par les perfidies des premiers mois de 1808, voilà les causes premières et fondamentales de la résistance catalane. Mais les procédés des troupes et des commandants français, qui s'expliquent par les conditions où ils faisaient la guerre, ont certainement contribué à rendre la résistance plus vigoureuse. Dans la nécessité où l'on était de tirer du pays le plus d'argent et le plus de vivres possible, et cela par les moyens les moins réguliers et les moins réfléchis, en employant souvent, en guise de répartiteurs, de percepteurs et d'intendants, des soldats affamés et pillards, on donnait à la lutte un caractère implacable. Avec des ménagements, on n'eût certes pas obtenu de la population une adhésion sincère; mais on eût peut-être pu en obtenir, à la longue, de la résignation¹. Pour cela, il eût fallu de bonnes troupes, très fidèles, très disciplinées, régulièrement payées par le trésor impérial, bien nourries au moyen de vivres tirés de France ou achetés argent comptant sur place; il eût fallu enfin des transports organisés, des fonds pour les services spéciaux, des hôpitaux bien pourvus et des employés militaires honnêtes. On n'avait rien de tout cela.

camp sous Gironne, 2 juillet 1809, *ibid.*; Verdier à Clarke, Sarria, 3 sept. 1809, avec copie de la correspondance échangée entre Saint-Cyr et lui en juillet et en août, *ibid.*); etc.

1. Point de vue bien mis en lumière (entre autres) dans le Comptendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, oct. 1810, Arch. nat., AFIV 1625, et par presque tous les rapports de police sur l'esprit public, Arch. nat., F⁷ 6343, 7014, 7016.

II

Or les troupes françaises avaient à faire une guerre difficile¹. Sous l'énergique impulsion des juntas locales, sous la direction de la junta supérieure qui se réunit au milieu de juin 1808 à Lérida pour se transporter bientôt à Tarragone, les forces de l'insurrection s'organisèrent rapidement, du moins dans la mesure où le permettaient les circonstances, le caractère et les traditions des Catalans. A l'exception des places occupées par les Français, tout le pays accepta la direction des juntas ; et l'élan patriotique fut presque unanime². De 1808 à 1814, aucune province ne montra autant d'ensemble, autant de persévérance et en somme n'obtint autant de succès dans la résistance que la Catalogne³.

1. Presque tout ce qui va suivre étant bien établi par les travaux antérieurs et d'ailleurs d'ordre trop général, soit pour pouvoir donner lieu à des discussions critiques, soit pour se prêter le plus souvent à des références particulières, nous renverrons pour l'ensemble de cette deuxième section aux meilleurs travaux sur l'histoire de la guerre de l'Indépendance, c'est-à-dire à Blanch, difficile à trouver en dehors de la Catalogne, à Artache, *Guerra de la Independencia*, t. II, p. 85-123, 589-636 ; t. IV, p. 180-209 ; t. V, p. 153-222 ; t. VII, p. 74-241, 345-468, et surtout à Oman, dont l'ouvrage a le mérite d'être plus critique, plus sobre et plus précis, *A history of the peninsular war*, t. I^{er}, p. 301-333 ; t. II, p. 37-89, t. III, p. 14-66.

2. Il faut noter toutefois que la Cerdagne se montra pacifique et soucieuse surtout de continuer ses échanges commerciaux avec la France. Les Français l'attestent (le général Augier, commandant les Pyrénées-Orientales, à Berthier, Perpignan, 24 juillet 1808, Arch. G. ; le préfet de l'Ariège à Clarke, Foix, 3 oct. 1810, *ibid.*) et Reding également, dans une lettre à la junta centrale de régence, Tarragone, 3 avril 1809, Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 46.

3. Tous les historiens sont d'accord sur ce point. Les contemporains le constatèrent de même, et Clarke indiquait déjà en 1809 le caractère particulièrement acharné de la résistance catalane. Un rapport général sur les différentes régions de l'Espagne fait dans les bureaux du ministère disait : « Quant à l'Aragon et à la Catalogne, on sait que ce sont les provinces les plus opposées au nouveau régime, et que toute la population est insurgée ». Clarke ajoutait de sa main en marge ce correctif : « Quant à l'Aragon, il ne l'est qu'en partie. » Et le rapport concluait : « On peut regarder en général tous les habitants de ces provinces comme autant d'ennemis du nom français. » Clarke à l'Empereur, 20 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1618.

La lutte fut surtout soutenue par la population elle-même. Il n'y avait au début de la guerre que fort peu de troupes régulières dans la principauté; et les renforts amenés successivement des Baléares par le marquis de Palacio et par Vivés, de l'Aragon par le marquis de Lazan et de l'Andalousie par Reding portèrent tout au plus et pour peu de temps l'effectif des troupes réglées en Catalogne à une vingtaine de mille hommes¹. Ces troupes, avec lesquelles, au début du moins, on tenta à plusieurs reprises de livrer des batailles rangées, n'eurent jamais le sang-froid, la cohésion, l'entraînement nécessaires pour tenir bon devant les grosses colonnes d'attaque que les généraux français lançaient en avant au moment décisif de l'action.

Mais, au signal de l'insurrection, les paysans et les artisans des petites villes s'étaient levés en masse au son du tocsin, reconstituant ainsi l'antique *somaten*², supprimé comme dangereux par Philippe V. Il ne pouvait être question de maintenir constamment sous les armes toute la population valide de la province : mais les juntas locales organisèrent rapidement, avec les jeunes gens et conformément à ce qui s'était fait depuis des siècles dans toutes les guerres contre la France, quelques petits corps de cavalerie, d'artillerie auxiliaire et surtout

1. Cette assertion nécessite quelques explications. Dans les états ordinairement publiés (par exemple dans Oman, t. I^{er}, p. 635-636), états qui ont pour but de présenter l'ensemble des forces composant telle ou telle armée, on mentionne naturellement, dans les tableaux de l'armée régulière, les corps de nouvelle formation (hussards de Saint-Narcisse, chasseurs de Catalogne, miquelets) embrigadés avec les régiments. On arrive alors à des totaux beaucoup plus forts. Etant donné le point de vue auquel nous nous plaçons ici, il convient naturellement d'éliminer ces corps de nouvelle formation ; le chiffre de 20.000 représente alors un maximum, qui n'a dû être atteint d'ailleurs que vers novembre et décembre 1808, après l'arrivée de tous les renforts, et avant les pertes de Cardedeu, de Molins-de-Rey, etc.

2. Le mot de *somaten* désigne, à proprement parler, le tocsin lui-même. On avait étendu depuis longtemps ce nom à la levée en masse des paysans et à ceux mêmes qui la formaient. Les Français employèrent couramment le mot dans ce dernier sens, en l'orthographiant *somalène* ou *somalènes*.

de nombreux bataillons ou *tercios* de miquelets. On les forma, tant bien que mal, en compagnies; on leur donna des officiers. Souvent embrigadés avec les troupes de ligne dans l'armée régulière, les miquelets touchaient une solde et restaient sous les armes de façon permanente. Mais on les employait surtout, vu leur mobilité, leur habitude de la marche en pays montueux et leur connaissance des lieux, à la guerre de détail. Au signal du tocsin, les « somatènes » se ralliaient autour d'eux et tenaient la campagne pour quelques jours. Enfin de nombreuses bandes sans organisation définie, à effectif très variable, se formaient autour de chefs bientôt célèbres, comme Clarós ou le chanoine Rovira, et multipliaient les petits coups de main, sans autre objectif défini que d'inquiéter l'envahisseur et de lui faire le plus de mal possible.

On sait ce que sont les guerres de partisans; elles se ressemblent toutes, et le récit en est difficile, à moins de tomber dans l'infime détail. L'essentiel est de se représenter les résultats de la tactique catalane : pendant la période 1808-1809, les Français ne parvinrent jamais à assurer de façon permanente une ligne de communication qu'en y multipliant les petits postes et qu'en émiettant leurs forces; ils durent toujours faire accompagner, même dans les plaines de l'Ampurdan, les moindres convois par de fortes escortes; ils ne purent jamais considérer un district comme définitivement pacifié ni un village comme réellement soumis, du moment qu'ils n'y laissaient point une garnison permanente; leurs trainards étaient perdus, et leurs petites colonnes ne pouvaient quitter les places qu'à condition de ne jamais séjourner, afin de ne point permettre aux miquelets et aux somatènes de se rassembler et de les envelopper. Même dans les marches exécutées par le gros de l'armée, il fallait sans cesse tirailler : les paysans couronnaient les hauteurs, escarmouchaient avec les éclaireurs, s'écartaient devant les colonnes et se refor-

maient derrière elles. Pour compléter ce système de guerre, les juntas recommandaient aux habitants d'abandonner les villages et les villes ouvertes, quand les Français en approchaient : et, du moins pendant la première partie de la guerre, on se conforma généralement à ces instructions¹. Lorsqu'on demandait aux chefs français des renseignements précis sur les positions de l'ennemi, ils ne pouvaient que répondre, comme le faisait dès le 4 août 1808 Reille au major général : « Quant à la position de l'ennemi, je n'ai jamais pu l'indiquer, car il n'en a jamais eu²... »

Une guerre semblable comportait naturellement de part et d'autre peu de générosité et peu de souci du droit des gens. Gouvion-Saint-Cyr et Reding semblent avoir, de part et d'autre, essayé de mettre un peu d'humanité dans la guerre³. Mais il était difficile d'imposer la modération aux insurgés et aux soldats ; d'ailleurs, — si nous essayons de nous représenter les dispositions des adversaires — du côté français, pouvait-on épargner la vie de combattants irréguliers, sans uniforme et sans organisation ? Du côté catalan, pouvait-on montrer de l'humanité vis-à-vis d'ennemis qui avaient envahi la principauté à titre

1. On ne peut guère mentionner que de rares exceptions à cet abandon des pays traversés. Les habitants des petites villes de Villafranca-del-Panadés, de Villanova et de Reus restent chez eux en février-mars 1809, à l'approche de Saint-Cyr, ce qui sauve d'ailleurs ces villes de la destruction ; Notes confidentielles du général Pino, Paris, 11 janvier 1810, Arch. nat., AFIV 1625 ; Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 149. En juin 1809, les habitants de la Bisbal restent aussi chez eux à l'approche d'une colonne ; le chef d'état-major Rey à Clarke, 26 juin 1809, Arch. nat., AFIV 1621.

2. Reille à Berthier, sous Gironne, 4 août 1808, Arch. G.

3. Gouvion-Saint-Cyr reconnaît l'humanité de Reding, *Journal*, p. 151 ; il affirme avoir donné l'exemple, p. 47. La chose est possible : en tout cas, les historiens espagnols, qui relèvent avec complaisance les actes de rigueur systématique de Duhesme, d'Augereau, de Macdonald, etc., ne citent rien sur Saint-Cyr. Vacani, *Storia delle campagne e degli assedi*, t. II, p. 134, rend le même témoignage aux deux chefs : enfin Carrion-Nisas écrit de Gironne à Clarke, le 30 juillet 1810, en parlant de Saint-Cyr : « Son commandement passe d'ailleurs pour avoir été assez doux pour les Catalans et assez favorable à la discipline... » Arch. nat., AFIV 1625.

d'alliés, occupé les forteresses par des ruses déloyales, et qui traitaient de « brigands » ceux qui défendaient leur patrie? Les Catalans trouvent légitime de massacrer et de mutiler les traînards, de poignarder les soldats jusque sur les glacis de Barcelone, de terroriser par les menaces de mort et les supplices les paysans qui fournissent des vivres aux « intrus¹ » ; les Français considèrent comme des actes de justice l'incendie des maisons d'où l'on tire sur eux, le sac des villes qui se défendent, la pendaison des partisans².

Enfin, dernier caractère général à noter, la guerre de Catalogne fut une guerre de sièges. Il y avait beaucoup de places fortes dans la province : deux seulement, il est vrai, Barcelone et le grand fort San-Fernando, près de Figuières, semblaient, par leur état et leur importance, capables d'une résistance sérieuse au début des hostilités³; et ces deux places étaient aux mains des Français. Mais les insurgés se hâtèrent partout de réparer, de renforcer, de relever tout ce qui pouvait mériter plus ou moins le nom de fortifications. Comme tous les soldats courageux mais peu exercés, les Catalans firent merveille derrière les murailles : leurs milices y montrèrent un acharnement et une bravoure réelles, tenant bon pendant des mois

1. Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809) ; Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 sept. 1809, Arch. nat., AFiv 1623 ; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 56-57, 62 ; etc., etc. Cf. Toreno, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*. t. III, p. 60.

2. Duhesme à Ezpeleta, Barcelone, 31 août 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 ; *Diario de Barcelona*, 13 août 1808 ; Toreno, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, t. I^{er}, p. 283 ; Résumé des opérations militaires (de Porte, chef d'état-major de Duhesme, déc. 1808), Arch. nat., AFiv 1621, etc.

3. Etat des places et points fortifiés en mai 1808, Catalogne, dans *Arteche*, t. I^{er}, p. 562-565. Les places étaient : Barcelone (avec la Citadelle et Le Monjuich), Gironne (avec plusieurs forts et un autre Monjuich), Tarragone, Tortose (avec un château), Lérida (avec un château), Cardona, Rosas. (avec le fort de la Trinité), La Seu d'Urgel. Les « points fortifiés » étaient : le Fort du Col de Balaguer, le château de Berga, le château d'Hostalrich, et quelques petits ouvrages sur la côte.

dans des bicoques, et obligeant par là les Français à multiplier les sièges en règle, opérations toujours longues et épuisantes pour l'assiégeant, surtout lorsqu'il est lui-même à demi bloqué dans ses lignes et que la disette le menace presque autant que l'assiégé.

Il reste à indiquer le plus brièvement possible les principaux événements militaires qui se succédèrent en 1808 et en 1809.

Ce que les insurgés eussent par-dessus tout désiré au début eût été de rentrer en possession des places occupées par les Français. Et pendant que deux ou trois mille paysans bloquaient dans le fort de Figuières les trois cents Français qui l'occupaient depuis avril, la plupart des miquelets levés dès le début allaient s'établir autour de Barcelone et y formaient un « cordon » pour isoler et affamer les troupes de l'envahisseur. Du reste, au moins jusqu'à la fin d'octobre, ils ne furent point en état de fermer toute issue aux troupes agissant en nombre et Duhesme en profita pour s'éloigner de sa base d'opérations. Dès le 16 juin, le général français enlevait Mataró ; il poussait ensuite audacieusement jusqu'à Girone et tentait en vain d'y pénétrer.

Lorsque la division Reille commença à se former, son chef s'occupa d'abord, pendant les premiers jours de juillet, à ravitailler et débloquer Figuières. Ce n'était là qu'une préface au programme que Napoléon avait tracé à Reille. En effet, pour rouvrir, conformément aux instructions impériales, les communications régulières avec Barcelone, le plus urgent semblait être de s'emparer de Girone. Cette vieille petite place, où passait, avant de se bifurquer, la route carrossable de Perpignan à Barcelone, était si faible et si mal entretenue que les Français n'avaient point jugé utile d'y mettre garnison au printemps précédent. Duhesme et Reille parvinrent à se concerter, pour en faire le siège en commun. Le premier amena de Barce-

lone sa division française et quelques grosses pièces ; le second, partant de Figuières avec environ six mille hommes, vint rejoindre son camarade sur le Ter, tout près de la place, le 24 juillet. Pendant plus de trois semaines, les deux divisions réunies, environ treize mille hommes, attaquèrent Girone de concert. Mais les défenseurs résistèrent vaillamment. Les assaillants furent bientôt attaqués eux-mêmes par derrière ; les bandes de Clarós qui couraient à travers l'Ampurdan les obligeaient à faire de gros détachements pour communiquer avec Figuières et la France ; Lechi, à qui Duhesme avait confié le commandement de Barcelone, envoyait par ses émissaires des nouvelles alarmantes ; enfin on apprit au cours du siège le désastre de Baylen. Après quelques jours de bombardement, Reille revint sur Figuières, et Duhesme repartit pour Barcelone (16 août)¹. Il trouva la route détruite par les insurgés, dut combattre à plusieurs reprises et essuyer le feu de la croisière anglaise. A la fin, il prit le parti de détruire ses bagages et de noyer son artillerie, et se jeta dans les sentiers de la sierra côtière.

Rentré à Barcelone (20 août 1808), il dut se borner désormais à des excursions plus modestes ; il était maintenant attaqué par mer ; le « cordon » recevait peu à peu des renforts et se rapprochait de Barcelone. Enfin Vivés, nommé le 28 octobre capitaine-général de la Catalogne, renforça les lignes des assiégeants, et en novembre le blocus devint un véritable siège. Les Français durent s'enfermer dans la place ; la situation de Duhesme devint

1. Oman, *A history of the peninsular war*, t. 1^{er}, p. 331-333, se montre à cette occasion fort sévère pour Duhesme. Il lui reproche même, p. 332, n. 1, d'avoir imaginé, pour justifier sa retraite, un ordre de l'Empereur de se replier sur Barcelone. Cet ordre ne se trouve point en effet dans la *Corr. Nap.*, mais ce qui existe bien, c'est un ordre de Berthier à Duhesme, Bordeaux, 2 août 1808, Arch. G., où le major général prescrit à ce chef de se replier sur Barcelone. Sans doute l'ordre fut donné oralement à Berthier par l'Empereur. Il est facile de juger sévèrement Duhesme, quand on ne tient pas compte des circonstances où il se trouvait, avec ses médiocres troupes et ses plus médiocres lieutenants.

bientôt assez difficile pour qu'il demandât énergiquement du secours.

Gouvion-Saint-Cyr, qui avait pris depuis les premiers jours de septembre la haute direction des opérations dans l'Ampurdan, avait jugé nécessaire de commencer par s'emparer de Rosas ; il employa deux mois en préparatifs, un mois au siège proprement dit. Dès que la place se fut rendue (6 décembre), il se hâta de marcher au secours de Duhesme. Gironne lui fermant la route, il laissa à Reille une division pour observer cette place, pour contenir l'Ampurdan et pour protéger la frontière ; et avec les deux autres, sans artillerie et sans bagages, il se porta rapidement vers le Sud, enfonça à Cardedeu les troupes que Vivès envoyait au-devant de lui (16 décembre) et débloqua Barcelone (17 décembre 1808). Il y trouva des munitions, s'y adjoignit une des divisions de Duhesme et put même, avec les ressources locales, s'y organiser une petite artillerie de campagne.

L'Empereur voyait déjà Gouvion-Saint-Cyr maître de toute la province, et lui traçait le plus vaste programme¹. En réalité, le commandant du 7^e corps était simplement en état de promener ses troupes à travers des villages déserts, et de battre les insurgés lorsque ceux-ci l'attendaient. Il le fit aussitôt à Molins-de-Rey (21 décembre 1808), et, pendant quelques jours, le découragement sembla régner parmi les Catalans. Toutefois Gouvion-Saint-Cyr n'osa pas se porter rapidement sur Tarragone et s'occupa pendant près de deux mois à battre les vallées du Llobregat et de ses affluents pour y trouver des vivres. Pendant ce temps, les miquelets et les troupes réunies à

1. A Berthier, Chamartin, 17 décembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14579 ; au même, Benavente, 4 janvier 1809, n° 14652 ; au même, Valladolid, 11 janvier 1809, n° 14681 (Saint-Cyr devra communiquer avec Lannes en Aragon, prendre Tarragone, s'emparer de Tortose, et Reille devra assiéger Gironne le 15 février). Le programme ainsi tracé par l'Empereur ne sera rempli qu'en 1811, par les moyens combinés de Macdonald et de Suchet.

Girone harcelaient Reille dans l'Ampurdan, les vaincus de Molins-de-Rey passés sous le commandement de Reding se réorganisaient, et Tarragone était mis en sérieux état de défense. Les succès de Saint-Cyr à Igualada et à Valls (18 et 25 février 1809) n'eurent point grand résultat, et ce général bloqua inutilement Tarragone pendant un mois. Il dut renoncer à prendre cette place par un simple blocus et se replier non sans combattre sur Barcelone ; il y fit un séjour, puis gagna avec son armée la plaine de Vich, qui n'était point encore épuisée. Il put alors rentrer en communication avec les troupes de l'Ampurdan ; et celles-ci, profitant de son arrivée et d'ailleurs renforcées, mirent enfin le siège devant Girone (mai 1809).

Duhesme se retrouva alors seul dans Barcelone avec la division Chabran, soit cinq à six mille combattants. Au mois de juin, Saint-Cyr communiqua encore une fois avec lui¹ ; puis, de juin 1809 jusqu'à janvier 1810, Duhesme fut dans la même situation que pendant les derniers mois de 1808, bloqué moins étroitement et mieux pourvu de vivres, mais avec trop peu de troupes pour pouvoir étendre son action hors d'un rayon très limité.

Dès le 1^{er} juin, l'Empereur, peu satisfait de Saint-Cyr, avait nommé Augereau au commandement du 7^e corps². Mais, le maréchal ayant été immobilisé à Perpignan par une crise de sciaticque, Gouvion-Saint-Cyr garda le com-

1. Le chef d'état-major Rey à Clarke, Caldas-de-Malavella, 21 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621 ; Clarke à l'Empereur, 29 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1618.

2. L'Empereur avait, dès le mois d'avril, manifesté l'intention d'envoyer Augereau en Catalogne, car Clarke, dans un rapport du 24 avril 1809, Arch. nat., AFiv 1618, rappelait à Napoléon cette intention. Toutefois Augereau ne fut nommé « commandant en chef de nos troupes en Catalogne » que par un décret d'Ebersdorf, 1^{er} juin 1809, Arch. nat., AFiv plaq. 2806. Clarke remit au maréchal les instructions censées impériales le 17 juin 1809 (Arch. nat., AFiv 1621) ; le 3 juillet 1809, Augereau était à Perpignan, car une lettre du commissaire ordonnateur par intérim sous cette date (Lemarquant à Augereau, Perpignan, 3 juillet 1809, Arch. G.) mentionne des « ordres » donnés par le maréchal. Mais Augereau tomba malade aussitôt ; Clarke à l'Empereur, 12 juillet 1809, Arch. nat., AFiv 1618.

mandement effectif jusqu'à la fin de septembre; il le déposa d'ailleurs très irrégulièrement, et d'une façon qui marquait beaucoup d'humeur¹. Au reste, le rôle du 7^e corps, sous Augereau comme sous Gouvion-Saint-Cyr, se borna, de juin à décembre, à couvrir les opérations du général Verdier, qui avait remplacé Reille dans le commandement des troupes assiégeantes.

Le siège de Gironne peut être mis en parallèle avec celui de Saragosse. Sous le commandement de l'énergique Mariano Alvarez, les assiégés résistèrent pendant plus de sept mois (mai-décembre 1809); les habitants, les femmes mêmes, prirent part à la défense; il fallut des mois pour forcer les Espagnols à abandonner quelques misérables fortins; à plusieurs reprises, on parvint à leur faire passer du dehors des renforts importants; et tout un convoi de vivres fut même jeté dans la place (1^{er} septembre). Enfin la famine et les maladies finirent par obliger le conseil de défense à capituler (10 décembre 1809). Augereau put alors essayer enfin de « pacifier » l'Ampurdan et d'établir des communications plus fréquentes avec Barcelone.

La fin de 1809 marque à peu près le terme de la pre-

1. Dès qu'il fut informé de la nomination d'Augereau, c'est-à-dire le 29 juin, Saint-Cyr demanda à s'en aller pour raison de santé (à Clarke, 29 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621). Clarke répondit au colonel-général de rester en fonctions tant qu'Augereau serait malade (Clarke à Gouvion-Saint-Cyr, 25 juillet 1809, Arch. G.); l'Empereur, informé, réitéra cet ordre en le complétant: si Gouvion-Saint-Cyr était malade au point de ne pouvoir rester, il devait d'abord rétablir la communication avec Barcelone et confier son corps à Duhesme (à Clarke, Schönbrunn, 29 juillet 1809, *Corr. Nap.*, n° 15594). Gouvion-Saint-Cyr, dans un rapport daté de Fornells, 15 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1621, revenait sur son état de santé; Napoléon pensa alors à donner le commandement en Catalogne à Bernadotte (à Clarke, Schönbrunn, 26 septembre 1809, *Corr. Nap.*, n° 15864). Mais, entre temps, Saint-Cyr partit pour Perpignan sous prétexte d'aller y pourvoir aux besoins des troupes; une fois à Perpignan, il continua sur l'intérieur (Clarke à l'Empereur, 5 oct. 1809, Arch. nat., AFiv 1618; Saint-Cyr à Clarke, Perpignan, 3 octobre 1809, AFiv 1621; Clarke à l'Empereur, 8 octobre 1809, *ibid.*) Napoléon, très irrité, menaça d'abord de faire arrêter Saint-Cyr (à Clarke, Schönbrunn, 16 octobre 1809, *Corr. Nap.*, n° 15958). Il se contenta ensuite de lui faire ordonner de rester aux arrêts « dans sa campagne » (à Clarke, Fontainebleau, 7 novembre 1809, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 545; Clarke à Saint-Cyr, 8 novembre 1809, Arch. G.).

mière période, à la fois dans l'histoire de la guerre et dans celle du gouvernement français de Catalogne. Durant cette période, le territoire occupé de manière permanente par les Français resta assez restreint, et par suite le champ du gouvernement fut toujours peu étendu. En 1808, les Français ne purent en somme se faire obéir qu'à Barcelone, à Figuières et dans quelques villages très voisins de la frontière¹. En 1809, le pays réputé soumis s'accrut de la banlieue immédiate de Barcelone²; et d'autre part il s'étendit peu à peu dans l'Ampurdan. Il y comprenait, en mai 1809, les villages de la sierra de Rosas et de la plaine entre la frontière et la Fluvia; vers septembre de la même année, on pouvait y ajouter le territoire entre la Fluvia et le Ter, au moins en plaine, c'est-à-dire jusque vers Bañolas et Besalú³. D'ailleurs, si le territoire s'étendait, le nombre

1. Pour Barcelone, occupé militairement, et pour Figuières, tenu sous le canon du fort San-Fernando, la chose va de soi; pour les villages voisins de la frontière, la Junquera, Agullana, etc., le général Saint-Germain à l'Empereur, Bellegarde, 3 et 5 août 1808, Arch. nat., AFiv 1606; le même à l'Empereur, Bellegarde, 14 août 1808, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. nat., AFiv 1621; Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625: « Nous n'avons pu encore apprivoiser qu'une dizaine de villages aux environs de Barcelone. »

3. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative du gouvernement de Catalogne, Arch. G. (14 février 1811); cf. Augereau à Clarke, Fornells, 1^{er} décembre 1809, Arch. nat., AFiv 1621. A la fin de décembre, quand la prise de Gironne rend les troupes de Verdier et de Pino disponibles, on occupe Olot et Ripoll. Le 10 janvier 1810, un aide de camp de Clarke, M. de la Palice, lui remet, avec un croquis explicatif (dont nous nous servons pour la carte qu'on trouvera à la fin de ce volume) un rapport dont voici le début: « La division du général Verdier occupe la Jonquière, le pont de Capmagne, le pont des Moulins, Figueras, Bascara, Besalú, Castelfollit et Gironne. La division du général Souham occupe en force Olot, Ripoll, et pousse de fortes reconnaissances sur Vich et Campredon. La division du général Pino, commandée en son absence par le général Mazzuchelli, occupe les alentours de Gironne, le quartier général et pousse de fortes reconnaissances partout. La position actuelle de l'armée a été amenée par les mouvements que l'ennemi a faits depuis la prise de Gironne. Il faut, pour garder les communications avec la France: 600 hommes à la Jonquière...; 2.000 au fort et à la ville de Figuières; 600 hommes à Bascara; 600 hommes entre Bascara et Gironne; 1.000 hommes à Besalú, point intéressant à garder; 2.000 hommes à Gironne et dans les forts. Si les ennemis étaient entièrement dispersés et que l'armée se portât sur Barcelone, il faudrait laisser 2.000 hommes pour bloquer Hostalrich, qui est un fort sur la route de Barcelone, situé sur une haute montagne.

des administrés restait faible, la plupart des habitants tenant la montagne¹. Aussi, durant toute cette période, est-ce surtout à propos de Barcelone qu'il convient de parler de gouvernement et d'administration.

III

Ce gouvernement, cette administration n'ont point été organisés en vertu d'instructions émanées soit de l'Empereur, soit du roi Joseph. Par son décret du 25 mai 1808, Napoléon s'était contenté de maintenir provisoirement les autorités existantes en Espagne, sous la direction du lieutenant-général Murat. « Les ministres, le conseil d'État, le conseil de Castille et toutes les autorités religieuses, civiles et militaires sont confirmés en tant que besoin. La justice continuera à être administrée de la même manière et suivant les mêmes formes que par le passé². » Napoléon pensait évidemment ménager par là, et de la façon la plus simple, la transition entre le gouvernement de Charles IV et celui de son frère; il semblait ne point prévoir le cas

Total des troupes, 8.800 hommes, sans compter les colonnes mobiles qu'il faudrait jeter dans l'Ampurdan et aux alentours de Gironne... » Arch. nat., AFiv 1625. On voit ce que signifie, même après la prise de Gironne, l'expression de « pays occupé ». Il en avait été naturellement de même pendant le siège de la place : à tout moment les bandes descendaient des montagnes dans la plaine, gênaient les communications, surtout entre Figuières et la frontière de France : il fallait sans cesse lancer des colonnes à leur poursuite : Verdier à Clarke, sous Gironne, 12 et 18 juin, 17 et 21 juillet 1809, Arch. nat., AFiv 1621 ; Augereau à Clarke, Prades, 28 septembre 1809, *ibid.* ; Augereau à Clarke, Perpignan, 9 octobre 1809, Arch. G. : etc.

1. Clarke à l'Empereur, 29 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1618 ; Augereau à Clarke, 28 septembre 1809 : « Depuis la Jonquièrre jusqu'à Gironne les cultivateurs ont disparu et par conséquent les champs de blé sont restés incultes. » etc.

2. Décret impérial de Bayonne, 25 mai 1808, publié au *Moniteur* du 18 juin (en minute aux Arch. nat., AFiv plaq. 2224), art. 3. Ce décret ne fut sans doute point connu à Barcelone en temps utile, car il ne fut publié dans le *Diario de Barcelona* que le 27 juin, en même temps que la proclamation impériale du 6 juin, qui annonçait le choix de Joseph comme roi d'Espagne.

où les « autorités civiles, religieuses et militaires » refuseraient d'obéir au lieutenant-général Murat, ni celui où les communications seraient coupées entre les administrations locales et le gouvernement provisoirement maintenu à Madrid.

Or, dès le 1^{er} juin, les relations régulières entre Barcelone et la capitale se trouvèrent interrompues ; le capitaine-général, l'intendant, l'Audience, en un mot les autorités de Catalogne ne pouvaient plus recevoir d'instructions du lieutenant-général ni des ministres, si ce n'est par la France et la voie de mer, de Collioure à Barcelone, c'est-à-dire avec des délais infinis ¹. Duhesme attira en vain le 11 juin l'attention de Berthier sur la nécessité de faire modifier, par un arrêté du grand-duc de Berg, sa situation officielle vis-à-vis des autorités locales ². Si cet arrêté eût été pris, par Murat ou par tout autre, la nature des pouvoirs de Duhesme en Catalogne eût été nettement définie. Mais l'Empereur n'attacha sans doute point d'importance à une question de forme ; ses troupes étaient maîtresses de Barcelone, c'était là l'essentiel. En tout cas, il se contenta, dès la réception de la lettre de Duhesme, de faire envoyer ³ à celui-ci par le major général des instructions d'un caractère strictement militaire, où la question théorique

1. C'est la voie que Duhesme employa une fois en sens inverse pour écrire à Murat, d'après le texte même de sa lettre : Duhesme à Murat, Barcelone, 3 juin 1808, Arch. G. Le gouvernement impérial n'employa que la voie de mer pour communiquer avec Barcelone ; Allègre, commandant d'armes à Collioure, à Berthier, 29 juin 1808, Arch. G. ; Berthier à Duhesme, Bayonne, 1^{er} juillet 1808, *ibid.* ; le contre-amiral Emeriau, préfet maritime de Toulon, à Berthier, 5 juillet 1808, *ibid.*, etc. Duhesme envoya toutefois des émissaires à Saint-Cyr : « J'ai l'honneur d'envoyer à V. A. un billet qui vient de me parvenir de la part du général Duhesme ; il l'a écrit, comme vous le verrez, avec du jus de citron, dans les interlignes d'un autre billet ostensible dont son messenger était porteur. Cet homme, pour plus de précautions, l'avait placé dans la jarrettière de sa culotte et la sueur a fait disparaître quelques mots qu'il a été impossible de faire revenir. » Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Perpignan, 6 septembre 1808, Arch. G.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 juin 1808, Arch. G.

3. A Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100.

de l'attribution des pouvoirs supérieurs en Catalogne n'était tranchée que de façon implicite, à un point de vue tout pratique et tout provisoire : « L'intention de Sa Majesté est que vous commenciez par désarmer toute la ville de Barcelone, de manière à n'y pas laisser un seul fusil ; vous les ferez porter tous dans le château. Vous approvisionnerez de vivres le château et le Monjuich en faisant convertir en farine et biscuit les six cents¹ quintaux qui vous ont été envoyés : vous approvisionnerez également ces forts en vivres et en tout ce qui est nécessaire en prenant chez les habitants : il faut les mener très militairement, la guerre justifie tout. Au moindre événement, il faut prendre des otages et les envoyer dans le fort². » C'était évidemment très clair au point de vue pratique ; mais cela ne résolvait nullement, au point de vue théorique, la question qui se posait à Barcelone. Au nom de qui, par l'intermédiaire de quels agents, en vertu de quels pouvoirs Duhesme se ferait-il obéir ? L'Empereur ne le décidait point, et probablement cela ne l'intéressait guère : car toutes les instructions postérieures, données soit à Duhesme, soit à Reille, soit à Gouvion-Saint-Cyr³, restèrent également muettes sur la matière. L'Empereur revenait seulement de temps à autre sur la nécessité de bien garder Barcelone et de prendre des otages. Pendant longtemps, il ne prescrivit même point une seule mesure propre

1. C'est le chiffre donné par la lettre de Berthier, comme par l'ordre de l'Empereur ci-dessus cité. Duhesme, dans son Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809), Laffaille (*Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales*, p. 133), donnent le chiffre de 600 quintaux, qui est beaucoup plus vraisemblable : 600 quintaux auraient représenté tout au plus quatre jours de vivres.

2. Berthier à Duhesme, Bayonne, 16 juin 1808, Arch. G.

3. Berthier à Duhesme, Bayonne, 1^{er} juillet 1808, Arch. G. ; à Reille, Bayonne, 2 et 8 juillet 1808, *Corr. Nap.*, nos 14151 et 14168 ; Berthier à Duhesme, Bordeaux, 2 août 1808, Arch. G. ; à Berthier, Saint-Cloud, 23 août et 22 septembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14268 ; Berthier à Duhesme, Saint-Cloud, 22 septembre 1808, Arch. G. ; Berthier à Saint-Cyr, Erfurt, 2 octobre 1808, *ibid.* ; Berthier à Saint-Cyr, Bayonne, 3 novembre 1808, *ibid.*

à affirmer officiellement aux yeux des Catalans l'avènement de son frère au trône des Espagnes et des Indes.

Quant à Joseph lui-même, durant toute l'année 1808, il n'essaya point davantage de manifester en Catalogne son autorité de roi ou de commandant en chef des troupes impériales; ses ministres n'écrivirent point aux fonctionnaires espagnols, ni son état-major aux généraux français¹. Il ne reçut lui-même aucunes nouvelles de la province, si ce n'est par voie indirecte, ou par l'intermédiaire du gouvernement impérial²; et ni Duhesme ni Reille ni Gouvion-Saint-Cyr ne semblèrent chercher à entrer en correspondance avec lui. A vrai dire, le premier fit ou laissa insérer à la fin de juin dans le journal de Barcelone, toujours à court de copie, quelques pièces relatives à l'avènement du roi Joseph; mais cette publication fut faite d'après des imprimés envoyés par Berthier à titre de renseignements³. La constitution de Bayonne, le mani-

1. Cela ressort de l'absence de toute pièce de correspondance entre la Catalogne et le gouvernement josphiste : 1° dans les papiers du gouvernement de Joseph, soit à Madrid, soit à Simancas; 2° dans les papiers de Duhesme, dont des copies ont été faites en 1897 aux Arch. G.; 3° enfin, dans tous les rapports des généraux employés en Catalogne, il n'y a aucune mention d'une correspondance quelconque échangée en 1808 avec Joseph ou ses hauts fonctionnaires civils ou militaires. Le fait est d'ailleurs constaté par Duhesme dans le Résumé historique des opérations politiques et militaires (Arch. G., première quinzaine de mars 1809), où ce général dit, à propos des événements de 1809 : « Privé depuis si longtemps de toute communication avec les cours de Madrid et de Paris... »

Sur le commandement des troupes impériales confié à Joseph : Napoléon à Joseph, Pau, 23 juillet 1809, *Lettres inéd. de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 329. Il est vrai que le corps d'armée des Pyrénées-Orientales pouvait être considéré comme « opérant isolément », ainsi que le disait Napoléon dans une note envoyée à Joseph le 18 juillet 1808 (dans les *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 363).

2. « On a ici des nouvelles de Barcelone; la conduite de Duhesme et de Lechi y est, dit-on, digne de celle de C... » Joseph à Napoléon, Madrid, 24 juillet 1808. *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 382. C'est la seule indication que Joseph donne, en 1808, sur la Catalogne. Cf. la fin du chapitre II et les textes cités à la dernière note. Pour les renseignements, d'ailleurs très sommaires, fournis par le gouvernement français à Joseph, Berthier à Savary, Bayonne, 18 juillet 1808, Arch. G.; notes sur la position actuelle de l'armée en Espagne, Bayonne, 21 juillet 1808, *Corr. Nap.*, n° 14223, etc.

3. *Diario de Barcelona*, 25 et 27 juin 1808; l'agent Blondel, dans son Rapport sur Barcelone et les événements de l'année 1808 (Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom., Esp., vol. 677, ff° 495-525) affirme qu'on ne parla

feste de Joseph en date du 12 juillet¹ ne furent jamais publiés ni à Barcelone, ni dans le reste de la Catalogne, selon toute vraisemblance.

Il ne faut donc point s'abuser sur le sens de la démarche de Duhesme, quand il demandait à Berthier, dès le 11 juin « qu'un arrêté du lieutenant-général » lui « transférât une autorité supérieure » ; le général ne se souciait sans doute guère plus que Napoléon des questions de forme : « peu lui importait par qui étaient présidés les tribunaux et les juntas, si on continuait à fournir à ses besoins² ». Il est très probable que, si des nécessités matérielles n'y avaient point obligé Duhesme, celui-ci ne se serait jamais avisé de modifier de sa propre autorité ni le personnel ni les institutions locales et qu'il eût laissé les choses en l'état où elles étaient avant l'insurrection. Ce ne furent ni des ordres du gouvernement impérial, ni des instructions du roi Joseph, ni même l'ambition d'administrer et de gouverner qui amenèrent le général à agir en administrateur et en chef de gouvernement, mais bien des motifs strictement militaires : « Ma première responsabilité, écrivait-il deux ans après, était dans la conservation de Barcelone... La force des circonstances a dirigé toutes mes mesures³. » C'est en réalité pour conserver Barcelone que Duhesme fut peu à peu amené à y gouverner.

Ce qui rendait difficile la situation des troupes impé-

pas longtemps du roi Joseph à cette occasion. Sur le caractère de l'envoi de Berthier, voir : Napoléon à Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100.

1. Vittoria, 12 juillet 1808, *impr.*, Arch. nat., AFiv 1609.

2. Résumé historique des opérations.

3. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810. Arch. G. (28 juillet 1810). Fait caractéristique, Duhesme adopte dans ce travail une division en trois périodes chronologiques, fondées seulement sur les changements survenus dans l'administration de son armée, au lieu de faire reposer ses divisions sur les grands faits de l'histoire de son gouvernement, c'est-à-dire la mise en état de siège et le serment imposé aux autorités espagnoles. Cf. Duhesme au comte d'Ezpeleta, Barcelone, 12 juillet 1808, Arch. G. : « La subsistance de mon armée... est la première loi. »

riales à Barcelone, c'étaient en partie des circonstances locales, mais surtout la presque totale insuffisance des moyens fournis par l'Empereur à son petit corps d'armée. On ne pouvait plus espérer recevoir en numéraire les fonds pour la solde. Non seulement il n'y avait point d'argent, mais même il n'y avait point de crédits assignés pour organiser les services de l'artillerie, du génie, des hôpitaux militaires, pour les dépenses secrètes, etc.; et on ne pouvait plus se passer de tout cela dès qu'on occupait une place et qu'on était en état de guerre. Où trouverait-on les grosses sommes nécessaires pour la solde, pour les services divers de l'armée, pour l'espionnage, pour les courriers? Napoléon n'avait point fourni de moyens de transport; en cas d'expédition, comment se les procurerait-on? Il fallait surtout pouvoir assurer de façon régulière la subsistance des troupes sans toucher au grain et au biscuit envoyés par l'Empereur pour les forts, car c'était là une ressource suprême en cas de situation très grave; les autorités espagnoles, conformément aux ordres venus de Madrid, avaient fourni depuis février les rations quotidiennes des soldats impériaux; pour cela, le capitaine-général et l'intendant avaient épuisé les ressources des caisses locales et avaient eu déjà recours aux expédients. Pourraient-ils et voudraient-ils continuer à nourrir les troupes françaises dans les mêmes conditions? Enfin la population entière de Barcelone était mal disposée, toute prête à s'entendre avec les insurgés du dehors. Comment la surveiller et la contenir, sans une police régulière et dévouée¹?

1. Sur cette situation et ces besoins des troupes françaises, voir surtout : Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er}, 6, 11, 24 juin 1808, Arch. G.; Duhesme à Murat, Barcelone, 3 juin 1808, *ibid.*; cf. Rapport sur les finances de la province de Catalogne à l'époque du 22 septembre 1808 (du commissaire faisant fonctions d'ordonnateur Augier), Arch. G. (22 septembre 1808); Résumé historique des opérations (et plus particulièrement le Tableau approximatif et raisonné des finances, ressources et dépenses, qui est à la fin); Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales*, p. 133-136.

Pour satisfaire à toutes les nécessités pressantes, qui apparaissaient dès les premiers temps de l'insurrection, le chef des troupes impériales à Barcelone ne pouvait réellement compter que sur les ressources locales en argent, en vivres et en hommes. Il était donc obligé de tirer tout le possible de la ville occupée. Pour cela deux méthodes s'offraient : ou bien s'en remettre à l'initiative, à l'activité, au zèle très problématiques des autorités espagnoles déjà en fonctions, et escompter le bon rendement des institutions existantes ; ou bien agir en maître, se substituer aux hauts fonctionnaires indécis ou impuissants, et créer au besoin de nouveaux organismes. Il y avait à opter entre la manière douce et la manière forte. Si la première restait inefficace, il fallait adopter la seconde : le salut de la place et des troupes en dépendait.

IV

Le gouvernement français en Catalogne ne procéda donc ni de l'Empereur ni du roi Joseph, mais des seules circonstances ; il ne se constitua d'ailleurs que peu à peu et sous la pression des événements.

Fort occupé par les affaires proprement militaires, manquant des auxiliaires les plus indispensables pour l'aider dans une besogne d'administrateur, craignant d'ailleurs d'augmenter l'irritation des habitants, déjà si mal disposés, par un changement dans le personnel, Duhesme préféra d'abord laisser au capitaine-général, comte d'Ezpeleta, l'exercice du gouvernement civil, et à l'intendant Blas d'Azanza le soin de fournir les rations des troupes et de trouver les ressources nécessaires à cet effet¹. Ces deux hauts fonctionnaires n'avaient point des tempéraments

1. Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809).

d'insurgés; et ni l'un ni l'autre ne semblent avoir songé à contrecarrer de parti pris les desseins des Français. Mais l'intendant « se disait sans argent et sans crédit ¹ »; le capitaine-général avait la terreur des responsabilités ². Ce dernier, dès le début de l'insurrection, désirait être déchargé du commandement, « parce qu'il pensait que, dans les circonstances présentes, la Catalogne devait être mise en état de guerre »:

Il en parla à Duhesme, qui lui demanda de garder ses fonctions : « Je lui ai dit qu'il devait attendre des ordres et continuer le gouvernement au moins civil, que je me chargeais de toutes les grandes circonstances, où il faudrait prendre un parti... Cela ferait un très mauvais effet, s'il se retirait; c'est un brave homme, mais tout le monde a la terreur dans l'âme et est dans l'indécision. » Duhesme pensait donc alors que le mieux était de maintenir les autorités espagnoles, pourvu qu'elles fussent tenues de « déférer à ses avis ³ ». Et huit jours après, il se contentait encore, comme on l'a vu, de demander qu'un arrêté lui « transférât une autorité supérieure ⁴. » Il tenait encore sans doute à n'intervenir que dans les « grandes circonstances »; mais il désirait avoir le droit formel de commander, signe certain qu'il ne comptait plus tout à fait autant sur les résultats d'une simple collaboration.

Le capitaine-général, maintenu en fonctions contre son désir, l'intendant à bout d'expédients imaginèrent alors, pour se décharger d'une partie de leur responsabilité, de former une junta où ils appelèrent les autorités en résidence dans la ville, c'est-à-dire les membres de l'Audience et ceux de l'Ayuntamiento, parfois aussi des représentants

1. Laffaille, p. 434; cf. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 juin 1808, Arch. G.

2. Voir chapitre II, sections III, IV et V.

3. Duhesme à Murat, Barcelone, 3 juin 1808, Arch. G.

4. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 juin 1808, Arch. G.

du clergé, de la noblesse et du commerce. Le rôle de cette junta devait être avant tout de trouver les moyens nécessaires pour faire face aux frais occasionnés par les troupes françaises, à qui un fournisseur consentait à livrer des vivres sur la garantie de Duhesme, avant tout versement de fonds ¹. La junta se réunit le 9 juin, et soit par mauvais vouloir, soit par indécision, parut ne point comprendre ce qu'exigeait la situation; en tout cas, elle se contenta d'indiquer qu'il fallait hâter le recouvrement des impôts à Barcelone ². C'était peut-être de quoi nourrir mal et au jour le jour les soldats français, mais ce n'était pas le moyen de régler ce qu'on devait au fournisseur, qui avait livré déjà du blé et de la viande salée pour plusieurs centaines de mille francs. Au reste, il fallait plus encore à Duhesme, qui rêvait d'assurer à la fois la solde, les services auxiliaires de l'armée et sa manutention ³.

Le général en chef se décida donc à donner de sa personne. Dès le 16 juin, il convoqua directement les membres de la junta, et, debout au milieu d'eux, leur demanda de lui verser immédiatement 300.000 francs pour la solde, en affirmant qu'il s'agissait là d'un simple prêt, qui serait remboursé en lettres de change sur la caisse du payeur de Perpignan ⁴. Certains membres et en particulier le régent de l'Audience ayant élevé quelques objections et invoqué la gêne des habitants, Duhesme s'emporta, à en croire le P. Ferrer, et se tourna vers le régent en lui disant : « Vous serez le premier que je

1. Résumé historique des opérations; Mémoire abrégé du général Duhesme, Arch. G. (28 juillet 1810); cf. Laffaille, p. 134.

2. Les décisions prises dans la séance du 9 juin sont indiquées dans une lettre de l'intendant Blas d'Azanza à l'Ayuntamiento, Barcelone, 10 juin 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808.

3. Résumé historique des opérations; Mémoire abrégé du général Duhesme; cf. Laffaille, p. 133-134.

4. Mollien proposa ce remboursement à l'Empereur dans son rapport du 27 juillet, Arch. nat., AFiv 4610. Il fut effectué les 14 et 27 septembre 1808; Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois, Arch. G. (28 juillet 1810).

ferai fusiller. » Cependant, en ce qui concernait l'emprunt, tout finit par s'arranger et les autorités « convinrent unanimement de faire ces sacrifices pour éviter de plus grands maux ¹ ». On répartit hâtivement l'emprunt entre les commerçants, les nobles et les propriétaires fonciers, et les membres du clergé; et on put, le 19 juin, verser dans la caisse du payeur les 300.000 francs requis ². Mais Duhesme demanda également à la séance du 16 que la junta assurât de façon régulière le paiement du fournisseur, qui était déjà créancier de la trésorerie provinciale pour plus de 300.000 francs ³. La junta temporisa, prit des décisions de principe, mais ne fit presque rien ⁴. Duhesme demanda encore en vain des versements réguliers dans la caisse de son payeur, par l'établissement d'une contribution spéciale, que la junta établirait suivant les bases qui lui conviendraient. La junta parut accepter l'idée de Duhesme, qui désirait qu'un versement périodique vînt alimenter les services de l'armée: mais son vote n'aboutit pas à des résultats pratiques immédiats ⁵.

Pourtant, le 11 juillet, Duhesme s'était encore rendu en personne à l'assemblée et y avait prononcé des phrases assez menaçantes ⁶; le lendemain, le comte d'Espeleta, qui présidait la junta, avait reçu une lettre significative : « Monsieur le capitaine-général, je vous ai fait connaître mes besoins dans ma lettre du 2 juillet courant; je les ai exposés encore hier au milieu de l'assemblée que je vous

1. D'après Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 168-169.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme; Tableau des contributions.

3. Résumé historique des opérations; Laffaille, p. 133.

4. Procès-verbaux de la junta des autorités en juillet et août 1808 (Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808), séance du 5 juillet. Duhesme n'obtint en somme qu'un versement de 100 000 francs au fournisseur; Résumé historique des opérations.

5. Procès-verbaux de la ^mjunta des autorités, séances des 5, 19 et 29 juillet; Mémoire abrégé du général Duhesme.

6. Résumé historique des opérations (ne donne point la date, mais celle-ci ressort de la lettre qui suit).

priai de convoquer. La subsistance de mon armée, qui est à la charge de la province et de la ville, est la première loi. Je vous prie de me faire part des résolutions de cette assemblée dans le plus court délai, afin que je prenne promptement des mesures en cas de refus... Votre Excellence, dans ces circonstances, est le magistrat à qui il convient de statuer sur les moyens d'existence de mon armée; en s'y refusant, elle attire sur sa tête la responsabilité des événements que les mesures vigoureuses que je serai forcé d'employer pourraient amener... ¹ » Pourtant Duhesme ne put obtenir, à ce moment, aucun engagement précis.

D'ailleurs l'impuissance des autorités espagnoles se manifestait sur d'autres points encore. Duhesme ayant parlé au capitaine-général de la nécessité de désarmer les particuliers et de saisir les armes cachées, Ezpeleta demanda à être chargé de l'opération, pour éviter un soulèvement général, et publia dans ce but deux édits rédigés de concert avec l'Audience; ces édits ne donnèrent qu'un résultat insignifiant. Duhesme se décida alors à procéder militairement à l'opération. Sous la haute direction du général Lechi, des détachements se présentèrent successivement dans un grand nombre de maisons et de couvents, firent des perquisitions et saisirent des milliers de fusils ². De même, lorsque Duhesme eut montré à Ezpeleta la nécessité de créer une police régulière, ses indications n'aboutirent qu'à la création d'une petite junta formée de trois juges de l'Audience. Cette junta ne fit rien ou presque rien; et ses membres étaient si peu favorables aux Français qu'ils devaient émigrer quelques semaines

1. Duhesme au comte d'Ezpeleta, Barcelone, 12 juillet 1808, Arch. G.

2. Édits du comte d'Ezpeleta, Barcelone, 15 juin 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 16, et Barcelone, 28 juin 1808, dans le *Diario* du 30; ordre de Lechi, Barcelone, 11 juillet, dans le *Diario* du 12; Résumé historique des opérations; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 67-68.

après ¹. Duhesme se décida alors à réorganiser la junte et à exiger notamment qu'il y fût adjoint un représentant du général en chef des troupes françaises; Ezpeleta dut se résigner à enregistrer ces changements par un édit en bonne forme ². De même, quand on voulut organiser quelques moyens de transport pour la seconde tentative sur Girone, on s'adressa en vain au capitaine-général et à l'intendant. « Ce fut en vain que l'on pria, que l'on invita, et que l'on mit en réquisition les autorités de Barcelone de faire fournir un certain nombre de chevaux et de voitures; elles promirent, temporisèrent et éludèrent. Il fallut recourir aux moyens de violence, parcourir les rues avec la force armée et prendre dans les écuries des particuliers les chevaux et chariots que l'on y trouva ³. »

D'autres faits encore venaient montrer à Duhesme l'impossibilité de conserver longtemps vis-à-vis des autorités espagnoles la position qu'il avait prise au commencement de juin. La plus grande partie des officiers et soldats de la garnison espagnole avaient « déserté » pour rejoindre les insurgés; les fonctionnaires subalternes commençaient à suivre leur exemple ⁴; le 10 juillet, le doyen de l'Ayuntamiento, le marquis de Villel, donnait aux fonctionnaires d'un ordre plus élevé l'exemple de l'émigration, en adressant à ses collègues une véhémement lettre explicative ⁵. Ses collègues de l'assemblée municipi-

1. Duhesme à Ezpeleta, Barcelone, 4 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808. Sur l'émigration des juges, Laffaille, p. 135-136; Résumé historique des opérations.

2. Résumé historique des opérations; édit. du comte d'Ezpeleta, Barcelone, 11 juillet 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 13.

3. Résumé historique des opérations; cf. Laffaille, p. 73.

4. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809); Résumé des opérations militaires, déc. 1808, Arch. nat., AFIV 1621; Rapport de Lechi sur la situation de Barcelone, 12 juillet 1808. Arch. G.; cf. Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el anti-quo principado*, t. I^{er}, p. 163.

5. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 235 (texte de la lettre en note). Le marquis de Villel alla siéger à la junte centrale de régence comme représentant de la Catalogne; voir la liste des membres de la junte, dans Oman, *A history of the peninsular war*; t. I^{er}, p. 630-631.

pale ne craignaient point, quand l'occasion s'en offrait à eux, de protester contre les procédés des Français, peu en harmonie, faisaient-ils remarquer, avec la promesse de Napoléon qu'on ne toucherait point aux « privilèges, coutumes et *fueros* des peuples et provinces d'Espagne ¹ ».

Ainsi, au moment où Duhesme s'éloignait pour la seconde expédition de Girone (15 juillet 1808), il avait déjà donné souvent des avis, des conseils qui ressemblaient fort à des ordres ; il avait usé, à plusieurs reprises, des procédés d'intimidation vis-à-vis des autorités espagnoles ; mais il avait essayé de sauvegarder les apparences aux yeux du public et de ménager, dans la restreinte mesure du possible, l'amour-propre du formaliste comte d'Ezpeleta ; quand il avait eu à prendre des mesures d'ordre gouvernemental, il avait tantôt invité Ezpeleta à signer des édits, tantôt publié de simples « ordres du jour » ; il n'avait pas toujours imposé entièrement sa manière de voir, et avait consenti à des transactions ; il avait beaucoup menacé, mais en somme peu réprimé ; enfin il ne s'était mêlé de l'administration locale que pour obtenir de l'argent et des vivres, sans s'occuper lui-même, sauf d'une manière très imprécise, des « voies et moyens » pour les trouver. Il s'était conduit en soldat exigeant, point en dictateur. Mais aussi n'avait-il obtenu que des demi-résultats, et il ne le cachait point en écrivant à Berthier de son camp sous Girone : « Ma position sera aussi très difficile à Barcelone où je n'aurai ni grain, ni argent, ni viande et un peuple à contenir, que le besoin mettra au désespoir ². » Le général n'avait trouvé en somme, dans les hautes autorités espagnoles, ni un esprit d'opposition décidée, ni l'énergie patriotique que manifes-

1. L'Ayuntamiento à l'Audience royale, Barcelone, 7 et 8 juillet 1808 (à propos des projets de Duhesme pour la réorganisation de la police), Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808 ; le même à Ezpeleta, 15 et 21 juillet 1808, *ibid.* ; etc.

2. Duhesme à Berthier, camp sous Girone, 12 août 1808, Arch. G.

taient en ce moment la plupart des Catalans ¹. Mais il n'avait guère constaté non plus le zèle, le bon vouloir, le désir de mériter les faveurs du nouveau roi. Il s'était heurté à l'indécision, à la lenteur, à la peur des responsabilités et à la force d'inertie des gens en place; les institutions existantes mêmes ne lui avaient point offert de ressource. Tout l'acculait à la nécessité pénible de la dictature.

V

Resté seul à Barcelone avec le titre de commandant supérieur de la ville et des forts, Lechi ne craignit pas d'adopter immédiatement la politique dictatoriale et de pratiquer la méthode recommandée par l'Empereur un mois auparavant. Ce général semble avoir eu l'absence de scrupules moraux ou légaux, l'indifférence sur le choix des moyens, l'avidité, la soif de jouissances, le goût de la froide cruauté des chefs de bande de l'Italie de la Renaissance ². Sa situation était difficile. Duhesme lui confiait la place pour un temps indéterminé et lui laissait tout au

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. 1^{er}, p. 212, exprime au fond la même idée quand il remarque qu'Espeleta et l'Audience cherchent à apaiser les hôtes de la ville, et à empêcher le peuple de provoquer des rigueurs par ses imprudences. Plus loin, t. 1^{er}, p. 264, Espeleta est qualifié d'« ange de la paix ».

2. Sur Lechi, Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne depuis le mois de février 1808, Arch. nat., F⁷6352 : « objet éternel de haine et de mépris pour la Catalogne et l'armée... ce monstre... » ; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6534 : « Cet officier, issu d'une maison illustre d'Italie, cache sous des traits et des formes agréables le cœur le plus corrompu, l'âme la plus mercenaire... ». Les faits recueillis en 1810 par la Commission administrative, faits dont nous parlerons plus loin, et plus particulièrement les renseignements relatifs à l'affaire Canton, confirment ce jugement. Voir surtout le Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative, Arch. G. (14 février 1811) ; cf. Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AF^{IV} 1621, etc. Carrion-Nisas écrit à Clarke, Gironne, 30 juillet 1810, Arch. nat., AF^{IV} 1625 : « Le cri qui s'élève contre le général Lechi est universel et terrible; toutes les bouches s'ouvrent pour l'accuser, pas une pour le défendre, ni dans le pays ni dans l'armée... »

plus 4 000 hommes pour garder plusieurs kilomètres de remparts et deux grands forts et pour contenir une cité populeuse. Duhesme ayant dû emporter avec lui une grande partie des vivres disponibles, les approvisionnements étaient tout à fait insuffisants ; et, presque immédiatement après le départ de la division française, le fournisseur, vis-à-vis de qui la junte était de plus en plus arriérée, cessait ses livraisons. On commençait à peine les visites domiciliaires pour découvrir les armes cachées, et la populace était frémissante. Le mouvement d'émigration s'accroissait, et notamment Don Pablo de Sichar, évêque désigné de Barcelone, s'enfuyait à Majorque le 30 juillet ¹. Le bruit courait dans la ville que les Français allaient établir la conscription ² ; l'Ayuntamiento, sommé de donner des garanties formelles sur la conduite des habitants en cas d'alarme, se refusait à le faire ³. Enfin la junte, au lieu de trouver les moyens propres à régler l'arriéré du fournisseur des vivres, temporisait toujours, nommait des commissions et n'aboutissait point. Le capitaine-général, plutôt sans doute par scrupules de forme et de légalité que par véritable malveillance, « traversait » toutes les « demandes pour les troupes et les hôpitaux ⁴ ».

Lechi était au fond fort inquiet ⁵ ; mais il sut ne point

1. Duhesme à Berthier, camp devant Girone, 3 août 1808, Arch. G. ; Mémoire abrégé du général Duhesme, *ibid.* (28 juillet 1810) ; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 209-210, 268 ; Rapport de la division italienne du 15 juillet au 20 août 1808 (de Lechi), Barcelone, 21 août 1808, Arch. nat., AFIV 1621 (curieusement emphatique, apologétique, peut-être peu véridique, au moins par omission. Nous en citons néanmoins de longs fragments, moins à titre de document sur les faits que de document sur l'auteur).

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 251 ; avis à ce sujet dans le *Diario de Barcelona* du 19 juillet 1808. Cf. Chapitre II, section IV.

3. Lechi à Ezpeleta, Barcelone, 22 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 ; Ezpeleta à l'Ayuntamiento, même jour et date, *ibid.*

4. Procès-verbaux de la junte en juillet-août 1808, séances des 19 et 29 juillet, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 ; Rapport de la division italienne du 15 juillet au 20 août 1808.

5. Duhesme à Berthier, camp devant Girone, 3 août 1808, Arch. G.

le montrer et se tira d'affaire en inspirant aux Barcelonais une véritable terreur, qui en vint, paraît-il, à leur faire désirer le prompt retour de Duhesme ¹. « Mon premier soin », écrivait le général, « fut de déployer une fermeté résolue et de régler un service multiplié par une activité infatigable, et de faire connaître ma résolution de périr plutôt que de céder ; mais de périr avec une vengeance fatale à la ville et aux habitants ². » C'est ce qu'un compatriote de Lechi appelait, huit ans après, imprimer « à toutes les branches du service de l'armée cette activité qui entraîna l'oppression des Espagnols et le salut de l'armée ³ ». Duhesme s'applaudit plus tard d'avoir laissé à Barcelone ce général « dont la vigueur y était essentielle ». Mais Lechi devint « l'horreur du peuple catalan, au point qu'on menace de son nom les petits enfants » ; et depuis ce temps, nous dit Laffaille, il évita très soigneusement toute occasion de tomber aux mains des Espagnols ⁴.

Afin d'assurer le désarmement total des habitants, les visites domiciliaires et perquisitions furent continuées avec persévérance, non sans beaucoup de vexations, d'abus et de friponneries ⁵. Pour empêcher l'émigration, on eut recours à des arrestations préventives, et, pour la châtier, on prit quelques mesures préparatoires à la confiscation des biens des absents ⁶. La police, grâce au nou-

1. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales*, p. 118.

2. Rapport de la division italienne.

3. Vacani, *Storia delle campagne e degli assedi*, t. I^{er}, p. 399-400. La première édition de Vacani parut en 1816 (Milan, in-4).

4. Mémoire abrégé du général Duhesme : Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, oct. 1810, Arch. nat., AF^{iv} 1625 ; Laffaille, p. 118, en note.

5. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 244, 250-253, 257-261, etc. ; ordre du jour de Lechi, Barcelone, 29 juillet 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 30 ; l'Ayuntamiento à Ezpeleta, 15 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808 (Les régidors se plaignent dans cette pièce qu'un détachement de soldats soit venu, baïonnette au canon, visiter les bureaux et la salle des séances de l'Ayuntamiento) ; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6554 ; etc.

6. Ferrer, t. I^{er}, p. 243-244, 247-248, 268, 305-306, etc.

veau représentant de l'autorité militaire, que Duhesme n'avait point encore nommé et qui fut sans doute désigné par Lechi, commença à montrer quelque activité, en obligeant ceux qui voudraient sortir pour un court délai à se munir de passeports, en interdisant aux fabricants de licencier leurs employés, aux maîtres de renvoyer leurs domestiques ¹. La ville fut obligée de fournir par réquisitions les vivres nécessaires pour compléter l'approvisionnement des forts ². Pour effrayer les habitants, Lechi fit procéder, sans aucune preuve, à des arrestations de moines, qui ne furent d'ailleurs pas maintenues ³. Le nom du capitaine-général n'apparaissait plus que dans un seul acte, d'ailleurs tout à fait insignifiant ⁴. Enfin, à la suite du départ de l'évêque et pour forcer la junte générale à aboutir au plus vite à des mesures pratiques, Lechi se décida à frapper un grand coup.

A la suite d'un conseil, où furent appelés les généraux de brigade Schwartz et Milossevitz, le commandant d'armes Foresti, le sous-inspecteur aux revues Porte et l'ordonnateur Augier ⁵, seize otages, parmi lesquels les vicaires généraux, plusieurs gros négociants et des nobles, furent saisis par des soldats et conduits à la citadelle, en vertu d'un arrêté du commandant supérieur ⁶. La mesure

1. L'édit d'Ezpeleta (du 11 juillet, dans le *Diario* du 12), dit seulement qu'un représentant de l'autorité militaire française sera adjoint à la junte, sur la demande de Duhesme. La première mention de Casanova est faite par Ferrer (t. I^{er}, p. 267) à propos d'un petit fait, en date du 30 juillet, qui montre qu'à cette date Casanova siégeait dans la junte. Les Renseignements sur Barcelone attribuent à Lechi la première désignation de Casanova, et de même un rapport de Clarke à l'Empereur, rédigé sur des plaintes venues de Barcelone, 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Rapport de la division italienne.

3. Ferrer, t. I^{er}, p. 263-264.

4. Edit d'Ezpeleta, Barcelone, 21 juillet 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 22, pour faire connaître la valeur relative des monnaies françaises et espagnoles.

5. Rapport de la division italienne, Barcelone, 21 août 1808, Arch. nat., AFiv 1621.

6. Arrêté de Lechi, Barcelone, 1^{er} août 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808. Cet arrêté ne fut pas publié au *Diario*. Mais on en commu-

réussit : quelques jours après, la junte prit les mesures nécessaires pour avoir enfin de l'argent ¹, et Lechi put se féliciter de son habileté politique. « Tout nous fut assuré sur-le-champ : subsistances journalières, entretien des hôpitaux, manutention, et j'eus la satisfaction de voir Barcelone dans une parfaite tranquillité dans le moment où les somatènes, qui bloquaient la ville, osaient quelquefois fusiller mes reconnaissances jusqu'aux portes de la ville même ². » Le commandant supérieur ne s'en fit pas moins prier pour relâcher les otages ; il les maintint quelques jours encore à la citadelle, et ne consentit à les libérer qu'en exigeant d'eux 24.000 piastres et en les rendant responsables de l'exécution des engagements pris par la junte ³. Il prétendit même donner à leur mise en liberté la couleur d'une mesure de clémence, en choisissant pour y procéder l'occasion de la fête de l'Empereur. « Dans cette heureuse journée, les otages mêmes furent mis en liberté, et fêtèrent au sein de leur famille le grand Napoléon ⁴. »

D'ailleurs, Lechi n'épargna rien pour donner à la fête du 15 août la plus grande solennité. « Elle fut célébrée avec la pompe et le cortège publics que telles villes plus tranquilles de l'intérieur de la France et de l'Italie l'auront

niqua une copie à l'Ayuntamiento, qui protesta vainement auprès d'Ezpeleta le 1^{er} août et de Lechi le 3 août. Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808. Sur l'affaire des otages, Laffaille, p. 118 ; Ferrer, t. I^{er}, p. 301-306, 312-313 ; Résumé historique des opérations politiques et militaires, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809). Dans les chapitres V et VI, nous reviendrons sur certains côtés de l'affaire des otages, notamment sur les extorsions d'argent de Lechi et de Casanova.

1. Procès-verbaux de la junte en juillet-août 1808, séance du 7 août, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808. Il semble bien d'ailleurs que ces mesures aient en partie consisté à demander au nom de Lechi de l'argent aux otages, comme une condition préalable de leur libération. Voir chapitre V, section II.

2. Rapport de la division italienne.

3. Ferrer, t. I^{er}, p. 312-313, 323-324 ; Procès-verbaux de la junte en juillet-août 1808, séance du 14 août, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 ; Résumé historique des opérations ; Rapport de la commission administrative sur la conduite du sieur Casanova, Arch. nat., AFIV 4625 ; etc.

4. Rapport de la division italienne ; cf. Ferrer, t. I^{er}, p. 323-324.

fêtée. Des salves d'artillerie de tous les forts, parades, cortège, grand'messe, *Tè Deum*, grand dîner, toasts, illuminations et la gaieté de tous nos cœurs célébrèrent cette heureuse journée. » Et le général ajoutait : « Les principales autorités militaires et civiles et ecclésiastiques de la ville de Barcelone me firent l'honneur d'assister à notre jouissance ¹. » Prudemment, le général ne dit point d'ailleurs quelle miné elles y, faisaient.

En définitive, la rude politique de Lechi, beaucoup plus pénible pour les Barcelonais que celle de Duhesme, avait incontestablement donné plus de résultats pratiques : et, « en rentrant à Barcelone, le général commandant en chef n'eut qu'à se louer en général des mesures qui avaient été prises dans cette ville pendant son absence ». Et même plus tard, à un moment où il eût été habile de désavouer son subordonné, tout en accordant que l'arrestation des otages « avait encore excité la haine et donné lieu aux calomnies », Duhesme approuvait cette mesure comme « amenée par la force majeure des circonstances ² ».

Dans tous les cas, l'exemple de Lechi ne fut point sans contribuer, autant peut-être que l'aggravation de la situation militaire, à amener Duhesme à changer d'attitude vis-à-vis des autorités espagnoles. Il laissa encore le capitaine-général publier des édits et ne put qu'approuver le rétablissement par la junta des autorités de l'ancien hôtel des Monnaies de Barcelone ³. Mais dès le 23 août 1808, il adressa au capitaine-général, à l'intendant et à la junta

1. Rapport de la division italienne, du 15 juillet au 20 août 1808 ; le programme de la fête avait été publié dans le *Diario* du 13 août.

2. Résumé historique des opérations. Cet écrit fut rédigé par Duhesme au moment où on attaquait son administration, et où on lui imputait notamment la responsabilité de beaucoup des actes arbitraires de son subordonné, et même d'un crime, dans lequel celui-ci était très compromis.

3. Edits d'Ezpeleta, Barcelone, 21 et 25 août 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 24 et dans celui du 27. Nous reviendrons sur l'établissement de l'hôtel des Monnaies, comme d'ailleurs sur le détail des questions financières ; nous n'avons ici à en parler que dans la mesure nécessaire pour expliquer les transformations gouvernementales en Catalogne.

une lettre énergique où il commençait par déclarer, en termes très nets, qu'il était désormais le chef du gouvernement à Barcelone : « Toutes les communications se trouvant interceptées entre la ville de Barcelone et le gouvernement espagnol, le commandant en chef des troupes françaises qui occupent la place et ses forts étant chargé de la conserver au Roi d'Espagne et répondant à Leurs Majestés l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et le Roi des Espagnes, de la sécurité des troupes et de la tranquillité des habitants, est ici leur représentant et exerce par conséquent l'autorité supérieure jusqu'à ce que, les communications étant rétablies, Vos Excellences puissent communiquer avec les ministres de Sa Majesté le Roi des Espagnes. L'intention du général en chef est de n'user de cette autorité supérieure que pour le bien général et d'adoucir dans la mesure du possible les désagréments de la situation présente et toute momentanée. Mais, pour un général en chef, la subsistance et l'entretien de l'armée sont la loi suprême, à laquelle doivent céder toutes les considérations. Donc si, par une mauvaise volonté qu'on ne doit pas attendre de la junte, on ne lui fournit pas les secours qu'il doit demander, il se verra obligé d'assurer lui-même la subsistance et l'entretien de ses troupes. »

Puis venait la menace précise de mesures extraordinaires en cas de mauvaise volonté : on recourrait à la saisie, dans la ville et au dehors, des dépôts de grains et autres denrées, on nommerait un fonctionnaire qui recouvrerait au profit de l'armée tous les revenus de l'Etat et de la municipalité, on obligerait l'intendant à rendre compte de son administration passée, on lèverait au besoin une contribution supplémentaire sur les notables, enfin on prendrait des otages. Le moyen pour la junte de montrer sa bonne volonté était de satisfaire les demandes du général, savoir : le versement immédiat de 416.000 pesetas, des vivres pour quatre mois, enfin une somme mensuelle de 50.000

pesetas, sans compter les emprunts remboursables sur Perpignan pour la solde. Le général terminait en annonçant son intention de séquestrer les biens des personnes sorties clandestinement, si elles ne faisaient payer par leurs parents ou fondés de pouvoir une contribution spéciale¹.

C'était annoncer toute une nouvelle méthode de gouvernement. Les anciennes autorités n'avaient plus qu'à obéir strictement, sous peine d'être remplacées. Duhesme se mettait à prendre des arrêtés, établissait lui-même une contribution, créait des administrations nouvelles, en organisant une police à la française et en instituant une commission des biens des émigrés². Il prenait en fait la direction de l'administration, sans l'avoir d'ailleurs encore notifié aux habitants par aucun acte public. Il traitait maintenant la junte avec la plus grande rudesse ; pour tirer l'intendant de son inertie, qui « semblait tout paralyser », il l'aurait même menacé de le mettre au Monjuich au pain et à l'eau³. Les services n'étaient point encore suffisamment assurés, et l'incertitude où l'on était sur la véritable nature du gouvernement conduisait à l' « anarchie ». Duhesme se hâta donc « d'organiser un gouvernement et de donner un ordre de choses certain et convenable à l'état de guerre où l'on se trouvait⁴ ». Il écrivait quelque temps après à Berthier : « Je ne pus me dissimuler qu'il fallait que je me misse dans le cas d'ordonner et d'être obéi⁵. »

1. Lettre de Duhesme à Ezpeleta, à l'intendant et à la junte, Barcelone, 23 août 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808. Ferrer en donne également le texte, *Barcel. caut.*, t. II, p. xxxvii-xl ; comme on le verra par la suite, Duhesme ne prit qu'une partie des mesures annoncées dans sa lettre, qui était évidemment destinée surtout à faire impression.

2. Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois, Arch. G. (28 juillet 1810) ; Arrêtés de Duhesme, Barcelone, 28 et 29 août 1808, dans le *Diario* du 4 septembre et dans celui du 7.

3. Ferrer, t. I^{er}, p. 375-376 ; cf. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 septembre 1808, Arch. G. (confirme, sinon le fait précis rapporté par Ferrer, du moins l'emploi fréquent des menaces et de l'intimidation).

4. Résumé historique des opérations.

5. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 septembre 1808, Arch. G.

En conséquence, le 13 septembre 1808, Duhesme prit un long arrêté qui, sous prétexte de proclamer la mise en état de siège de la ville, établissait de façon officielle le régime annoncé depuis trois semaines à la junte et en informait la population. Plusieurs articles marquaient fortement le caractère principalement fiscal et policier de la nouvelle administration. Mais le but essentiel de l'arrêté était de fixer nettement les attributions et le rôle des diverses autorités et de consacrer la transformation accomplie depuis le début de l'insurrection.

Les considérants reproduisent à peu près le début de la lettre adressée à Ezpeleta le 23 août et affirment de plus que l'état de choses antérieur « conduit à l'anarchie et à la violation des propriétés ». Vient ensuite, « au nom de Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie », la déclaration de l'état de siège. En conséquence, « le général commandant en chef l'armée française est la seule autorité supérieure, à laquelle toutes les autorités espagnoles militaires et civiles qui se trouvent à Barcelone sont immédiatement subordonnées. Dans ses rapports avec elles, il représente le gouvernement ». Le capitaine-général conserve son autorité et ses attributions, et la garnison espagnole restera sous ses ordres ; mais « il rendra compte au général en chef de la même façon qu'il le rendait au gouvernement espagnol : il sera également obligé d'obéir à ses instructions comme aux ordres du gouvernement ». L'intendant conserve aussi ses attributions, mais « rendra compte au général en chef à dates régulières » du recouvrement « des contributions ordinaires et extraordinaires, des impôts directs et indirects », enfin des opérations de l'hôtel des Monnaies. « Il sera obligé, pour tous les objets de sa compétence, de présenter ses comptes comme à l'ancien gouvernement et de montrer la même déférence qu'à celui-ci ». Les tribunaux, lois et usages sont maintenus. La police « sera reconnue comme autorité civile ».

Toute démission de fonctionnaire sera refusée et considérée comme un acte de mauvaise volonté. « La personne qui persistera dans une demande de cette nature sera considérée comme dangereuse, arrêtée et conduite en France à la première occasion. » La junta antérieurement organisée est maintenue ; elle continuera à comprendre, sous la présidence du capitaine-général, les membres de l'Audience, de l'Ayuntamiento, quelques députés du clergé, de la noblesse, des propriétaires et des corporations industrielles et commerciales. Elle sera convoquée soit sur l'ordre, soit avec l'autorisation du général en chef et s'occupera, comme par le passé, de trouver les ressources nécessaires à l'armée¹.

L'arrêté fournit du moins au capitaine-général l'occasion de faire une sortie honorable ; il refusa « avec hauteur » de reconnaître l'autorité que Duhesme s'attribuait publiquement. Il fut aussitôt arrêté, conduit à la citadelle, et remplacé par le plus ancien des lieutenants-généraux en résidence à Barcelone, le marquis Galceran de Vilalba, qui se fût bien passé de cet honneur². Puis Duhesme rassembla chez lui « toutes les autorités civiles et militaires » et en reçut « les soumissions³ ». Duhesme agissait vraiment en souverain provisoire dans la capitale de la Catalogne. Il ne s'agissait plus de discuter, de temporiser, d'éluder, mais d'obéir.

Il n'y avait plus désormais, même en apparence, de col-

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 septembre 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 17. Nous n'analysons pas en détail les articles relatifs aux questions de police et de finances ; il en sera question ailleurs.

2. Ferrer, t. I^{er}, p. 389-391 (donne le texte de l'arrêté portant destitution d'Ezpeleta, Barcelone, 15 sept. 1808, qui ne figure pas au *Diario*) ; *Diario de Barcelona* du 22 septembre (Compte-rendu d'une séance de la junta où Duhesme annonce dans un discours le remplacement d'Ezpeleta par Galceran de Vilalba) ; Résumé historique des opérations politiques et militaires : « Il (Vilalba) voulut en vain s'en excuser ; mais l'article 7 de la mise en état de siège le força d'accepter » ; cf. Laffaille, p. 132 ; cf. encore la lettre citée à la note suivante.

3. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 sept. 1808, Arch. G.

laboration entre Duhesme et les autorités espagnoles. Capitaine-général, intendant, junta, Ayuntamiento, étaient réduits au rôle d'agents d'exécution ; l'autorité n'émanait plus que du seul commandant des troupes françaises, représentant de Sa Majesté l'Empereur et Roi ; et, aux termes de l'arrêté destituant le comte d'Ezpeleta, c'était pour s'être « déclaré en état de rébellion contre l'autorité de Sa Majesté, que le général en chef représente » que le capitaine-général avait dû cesser ses fonctions ¹.

Duhesme n'entendait d'ailleurs nullement par là établir définitivement l'autorité de l'Empereur en Catalogne : encore moins agissait-il sur un ordre venu de Napoléon, comme l'a donné à entendre un historien catalan ². Le général ignorait, au moins officiellement, les visées que son maître avait pu avoir momentanément sur le pays ³ ; et, dans certains des actes postérieurs de Duhesme, allait apparaître le vague souci de réserver les droits du roi

1. Voici les considérants de l'arrêté, pris dans Ferrer, t. I^{er}, p. 390-391 : « Considérant que le capitaine-général de Catalogne, en refusant de reconnaître l'autorité du général commandant en chef les troupes de S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie dans une cité occupée par son armée et environnée par ses ennemis, s'est déclaré en état de rébellion contre l'autorité de S. M., etc., ordonne et arrête ce qui suit... » Au reste, dans son rapport du 20 septembre à Berthier, Duhesme a soin de dire : « C'est au nom de S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie que je me suis déclaré l'autorité supérieure. » Une fois l'effet produit, Duhesme finit par se laisser fléchir et il laissa sortir Ezpeleta vers le 11 ou le 12 novembre, d'après Ferrer, t. I^{er}, p. 486.

2. Bofarull, *Historia crítica de la guerra de la Independencia en Cataluña*, t. I^{er}, p. 178-179 et 181, n. 1 : « Duhesme parlait visiblement, dans l'affaire d'Ezpeleta, au nom de l'Empereur et nous avons déjà fait remarquer que, dans cette affaire, il ne se fit jamais la moindre mention de l'autorité du roi Joseph. » Il n'y a aucune trace d'un ordre de cette nature donné par l'Empereur, et Duhesme, qui, dans plusieurs de ses écrits, justifie longuement la mise en état de siège par l'exposé des difficultés matérielles où il se trouvait, n'aurait eu qu'à y alléguer l'ordre impérial, s'il avait existé. Jusqu'en février 1810, l'Empereur ne s'ouvrit guère de ses desseins sur les pays au Nord de l'Èbre, et il ne parut point s'en occuper.

3. Voir chapitre II, section I. Toutefois Blondel avait peut-être reçu quelque confiance de Champagny à ce sujet (car il effleure dans ses premiers rapports, cités au chapitre II, sections III et IV, la question de l'annexion) ; par suite peut-être Duhesme en avait-il quelque soupçon. Mais il ne pouvait paraître au courant.

Joseph ¹. Si le général invoquait seulement le nom de l'Empereur, c'était sans doute parce qu'il ne se croyait point autorisé à représenter le roi, et surtout parce qu'il espérait produire par là une plus forte impression. Il ne tendait point à des fins lointaines, et ne cherchait point à préparer l'avenir : son but était tout immédiat ; il s'agissait d'assurer la sûreté de la place et d'en tirer autant de ressources qu'il était possible. « Dès ce moment, les choses commencèrent à marcher », écrivait plus tard le général en parlant de son arrêté du 13 septembre ². Et en effet tel avait bien été le dessein de Duhesme : faire marcher les choses, et rien de plus.

Il pensait même agir en homme prudent, en limitant au strict nécessaire les changements dans le personnel et dans les institutions : on lui avait conseillé, paraît-il, des mesures plus radicales ; « on avait proposé au général en chef de former un gouvernement de cinq à six membres ; mais outre que celui-ci trouvait convenable de laisser aux yeux des Espagnols la même apparence de gouvernement, il était bien aise d'y avoir des gens d'une certaine influence sur le peuple et d'une fortune qui donnât une garantie à leur responsabilité ; et certes un gouvernement de cinq à six de nos partisans n'aurait pas rempli ce but ³. » Innover sans nécessité eût été maladroit et impolitique : Duhesme attachait de l'importance à ne point heurter inutilement l'opinion. « Malgré la différence des opinions,

1. Remarquer que Duhesme avait mentionné le roi dans sa lettre du 23 août ; on verra plus loin l'affaire du serment des gardes wallonnes (je ne donne point comme preuve le serment des autorités en avril 1809, parce qu'il fut exigé par Gouvion-Saint-Cyr) ; dans le Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809), Duhesme parle plusieurs fois de Joseph, comme devant, plus tard, gouverner réellement la Catalogne, par exemple : « Le général commandant en chef aurait bien voulu conserver le comte d'Ezpeleta à S. M. le roi Joseph » ; plus loin, à propos de Uranx d'Amelin, devenu gouverneur de Barcelone : « aussi s'est-il rendu digne de la bienveillance de S. M. le roi d'Espagne. »

2. Résumé historique des opérations.

3. Résumé historique des opérations.

le général Duhesme avait à cœur de captiver la confiance publique ; c'est toujours un grand point quand celui qui gouverne jouit de l'estime générale¹. »

En somme, l'arrêté du 13 septembre 1808 créait officiellement le régime du gouvernement militaire dans la Catalogne occupée : et ce régime, institué à titre provisoire, devait se prolonger longtemps, non sans subir des modifications importantes dans son principe, son organisation, son fonctionnement et son but.

VI

Jusqu'à l'arrivée de Gouvion-Saint-Cyr à Barcelone, le 17 décembre 1808, Duhesme conserva sans partage l'autorité qu'il s'était attribuée le 13 septembre. Il avait indiqué, par son arrêté de mise en état de siège, qu'il exercerait cette autorité en qualité de commandant des troupes impériales et au nom de l'Empereur. Mais, pendant les trois mois qui suivirent, il ne demanda à aucun moment aux fonctionnaires maintenus par lui ni serment ni engagement décisif soit vis-à-vis de l'Empereur, soit vis-à-vis du roi Joseph ; il n'exigea que leur soumission à l'état de fait². La section criminelle de la Cour de cassation impériale, amenée plus tard à trancher, au point de vue juridique, la question du droit de souveraineté en Catalogne à la fin de 1808, fut sans doute fort embarrassée. Elle se tira d'affaire en rendant, le 6 juin 1811, un arrêt assez singulier : conformément, paraît-il, à des précédents, il fallait regarder les fonctionnaires nommés par Duhesme comme des « agents du gouvernement français » agissant « en territoire étranger » et « c'était au nom de l'Empe-

1. Résumé historique des opérations.

2. Duhesme à Berthier, 20 septembre 1808, Arch. G. ; Résumé historique des opérations politiques et militaires du général Duhesme (Arch. G., première quinzaine de mars 1809).

reur qu'ils exerçaient leurs fonctions respectives ¹ ». Mais la Cour de cassation n'eut point à décider de qui émanaient les pouvoirs des fonctionnaires nommés antérieurement à l'état de siège par le gouvernement espagnol et maintenus en fonctions par Duhesme.

En réalité, Duhesme ne tenait point; pour le moment du moins, à ce que les autorités passées sous son commandement eussent à « se prononcer ». Pour « laisser aux yeux des Espagnols la même apparence de gouvernement », il se trouvait obligé de maintenir en fonctions, dans la mesure du possible, ceux qui y étaient auparavant, et qu'il n'eût point été facile de remplacer. « Quant à l'administration civile, le général Duhesme n'a jamais remplacé aucun employé de l'ancien gouvernement, qu'il ne se fût éloigné, et n'a jamais appelé à aucune fonction que des hommes de la classe riche et privilégiée ². » Duhesme prévoyait que beaucoup de ceux qui se résignaient en fait à lui obéir se refuseraient à accepter par un acte solennel et public les changements accomplis. Même parmi les rares fonctionnaires qui, par intérêt ou par « philosophie », étaient prêts à reconnaître l'abdication de Ferdinand VII, deux partis devaient bientôt se former : les uns tenant à rester espagnols, comparant la situation présente à celle du début du XVIII^e siècle, se déclarant patriotes et se posant par suite en partisans du roi Joseph ; les autres ne trouvant

1. Cet arrêt fut rendu à propos de l'affaire Canton, sur laquelle nous reviendrons. Copie de l'arrêt de la Cour de cassation, section criminelle, du 6 juin 1811, renvoyant Lechi, Casanova et leurs complices devant le juge d'instruction du tribunal de première instance de la Seine, Arch. nat., BB⁴793. Les considérants sont très longs, souvent contradictoires ; l'impression qui se dégage de leur lecture est que la Cour se tira en réalité d'affaire par un expédient, en profitant de ce que Casanova et ses agents tenaient leur nomination de Duhesme. Au fond de la décision de la Cour, il y a, semble-t-il, la raison d'Etat.

2. Précis relatif au général Duhesme, janvier 1812, Arch. G. (28 juillet 1810). Il n'y a guère à signaler d'ailleurs que le remplacement, en octobre 1808, du contador principal des rentes, émigré, par le sieur Bassas, agent consulaire français à Mataró, mais Espagnol de naissance (Résumé historique des opérations ; *Diario de Barcelona* du 10 octobre 1808).

« digne d'eux que d'appartenir à l'Empire français » et se croyant « une acquisition précieuse pour lui ¹ ». En éclaircissant prématurément la situation, Duhesme aurait fait naître des difficultés : « Quoique l'Audience royale, les membres de la junta générale et les régidors ne se fussent pas prononcés, le général en tira un grand parti ; car ils continuèrent à rendre la justice, à administrer la ville, à s'occuper du service de l'armée ². »

Au reste il était difficile de savoir les vrais desseins de l'Empereur sur le pays ; les intentions manifestées par Napoléon à Bayonne relativement à l'intégrité de la monarchie espagnole pouvaient avoir été modifiées par les événements survenus depuis ; il n'était arrivé de Paris aucune instruction relative à la reconnaissance solennelle du roi Joseph par les autorités des provinces. En prenant l'initiative d'imposer à ses nouveaux subordonnés un acte de soumission officielle à Joseph ou à l'Empereur, Duhesme eût risqué de contrarier les desseins de son maître ³.

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809 (de l'agent Blondel), Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., volume 210, f^os 305-306. C'est dans cette pièce que Blondel traite la question avec le plus d'ampleur, mais il avait déjà donné des indications à ce sujet dans un rapport à Champagny, Barcelone, 31 mai 1809, Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom., Esp., vol. 679, f^os 124-125.

2. Résumé historique des opérations.

3. En fait, l'Empereur, jusqu'en décembre 1808, laissa volontairement planer un certain doute sur ses intentions à l'égard de Joseph. Il lui donnait le titre de roi et répondait dans les règles à sa notification d'avènement, le 29 octobre 1808 (Arch. nat., AFIV plaq. 2478). Mais il jugeait habile de faire désirer son frère par les Espagnols, en leur faisant craindre pis ; peut-être pensait-il vaguement à profiter des circonstances pour arracher à Joseph quelque cession territoriale. En tout cas, pendant la campagne de novembre-décembre 1808, il relégua son frère à l'arrière-garde (*Mém. du roi Joseph*, t. V, p. 200-209, 217-219, et pièces à l'appui, p. 264 sq.) ; une fois maître de Madrid, il déclara qu'il pouvait disposer de nouveau de cette monarchie par droit de conquête et parut faire une sorte de concession aux Espagnols en leur rendant Joseph pour souverain, et à condition que les pères de famille lui prêtassent serment par écrit (allocution de l'Empereur en réponse aux félicitations du corrégidor de Madrid, 9 décembre 1808, *Corr. Nap.*, n^o 14543). Cette feinte hésitation de Napoléon à maintenir Joseph sur le trône n'était peut-être qu'une comédie, comme l'indiquent deux Bulletins de Madrid, 9 et 12 décembre 1808, transmis par La Forest à Champagny, Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom., Esp., vol. 677, f^os 278 et 289. Voir G. de Grandmaison, *Correspondance de La Forest*, t. I^{er}, p. 385-386 et 394.

Et même, dans les premiers temps, le général ne se montra pas plus exigeant vis-à-vis des militaires espagnols restés dans la place : les officiers des gardes wallonnes étant venus lui déclarer, après l'arrestation d'Ezpeleta, qu'ils ne pouvaient reconnaître d'autre chef que le capitaine-général régulièrement nommé par Charles IV, le général leur déclara qu'il se contenterait de leur neutralité et leur demanderait seulement de maintenir leurs soldats dans l'ordre ¹. Mais, le péril extérieur devenant plus sérieux, Duhesme dut changer d'attitude, parce qu'il fut amené à craindre une entente entre les assiégeants et les militaires au service de l'Espagne restés dans la place. Le jour même de la première grande attaque (8 novembre), il convoqua brusquement les officiers chez lui et leur demanda de prêter serment au roi Joseph ; tous sauf un refusèrent et leurs soldats firent presque tous de même. Duhesme fit alors désarmer et traiter en prisonniers de guerre tous les militaires au service d'Espagne, sauf ceux qui avaient prêté le serment requis et les officiers généraux en résidence à Barcelone, à qui on ne demanda aucun engagement ². « Plusieurs personnes auraient voulu qu'en demandant le serment aux militaires, on eût aussi exigé celui des juges de l'Audience royale et de tous les autres fonctionnaires publics. Le général en chef ne jugea pas cette mesure convenable ;... personne n'aurait voulu prêter ce serment, quelques-uns par la crainte des événements et la majeure partie par opinion ;... c'était... faire déclarer des ennemis et augmenter la

1. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 166.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 novembre 1808, Arch. G. « J'ai cru prudent de désarmer les gardes wallonnes qui n'ont pas voulu prêter serment de fidélité à S. M. le roi Joseph-Napoléon » ; récit détaillé dans le Résumé des opérations militaires, déc. 1808, Arch. nat., AFIV 1621 ; cf. Laffaille, p. 166-168, etc. La non-prestation du serment par les officiers généraux ressort des faits exposés au chapitre IV, VI. On verra plus loin que la police de Duhesme lui inspira toujours la crainte des conspirations intérieures, concertées avec l'assiégeant.

haine et l'impatience de la domination française ¹. »

Enfin, en maintenant les fonctionnaires espagnols, Duhesme pouvait espérer réduire à une direction générale son propre rôle de gouverneur et d'administrateur. Il n'avait naturellement point auprès de lui le personnel nécessaire pour l'aider dans une tâche de ce genre ; il n'organisa par suite, en septembre, ni secrétariat ni bureaux ², et ce fut son état-major qui en tint lieu. Au retour de l'expédition sur Gironne, le général avait pris pour chef de cet état-major le sous-inspecteur aux revues Porte, « qui avait été administrateur dans son département et membre du conseil des Cinq-Cents ³ ». Celui-ci joignit à ses autres occupations le rôle de secrétaire du gouvernement et contresigna les actes administratifs du

1. Résumé historique des opérations.

2. Ce n'est qu'en janv. 1809, qu'apparaîtra le « secrétaire du commandement général de Catalogne », Guinard. Cf. Duhesme à Berthier, 19 novembre 1808, Arch. G.

3. Laffaille, p. 134, en note. Duhesme avait eu jusque-là en qualité de chef d'état-major le chef d'escadron Ordonneau, qui partit sur Figuières avec Reille et rentra pour quelque temps en France avec un congé.

Porte (Jean-Gille-Denis), né le 9 octobre 1759, devint procureur-syndic du district de Grenade ; inscrit comme chasseur dans la Légion des Pyrénées depuis le 3 novembre 1792, capitaine dans ce corps le 1^{er} février 1793, il abandonna ses fonctions administratives et son foyer (il était père de famille) pour l'armée des Pyrénées-Orientales, où il devait se distinguer surtout en 1794 en Cerdagne (Chuquet, *Dugommier*, p. 347 sq.) et recevoir deux blessures, le 2 brumaire an III (23 octobre 1794) : il était alors, et depuis le 14 brumaire an II, adjudant-général chef de brigade. La paix faite, il fut nommé au Corps législatif et siégea aux Cinq-Cents jusqu'en l'an VIII ; il y rapporta le projet de loi sur la réorganisation de la gendarmerie. Le 18 pluviôse an VIII, il fut nommé sous-inspecteur aux revues. Il servit en cette qualité, en l'an VIII et en l'an IX « dans la Franconie » avec l'armée gallo-batave, où il fit sans doute la connaissance de Duhesme. En l'an XIII et en l'an XIV, on le trouve employé à l'armée du Nord, et en 1806, il est en Hollande. Envoyé à Barcelone en mars 1808, il devait rester à l'armée de Catalogne jusqu'en mai 1811. Il ne semble pas avoir été inquiété lors des enquêtes faites en 1810, et les rapports d'Augereau, etc., à cette date ne contiennent rien contre lui (voir au chapitre VII et à l'*appendice A*). Toutefois, à partir de l'arrivée d'Augereau à Barcelone en janvier 1810, il ne cessa de solliciter un congé : il en obtint un de deux mois en mai 1811 ; au 31 mars 1812, il cessa de compter à l'armée de Catalogne. Mis à la retraite sans être monté en grade le 24 septembre 1815, il mourut en 1835. Au temps de la Convention il s'était montré ardent patriote et chaud républicain (le tout d'après son état de services dressé sous l'Empire et son dossier, aux Arch. adm. de la G.).

général en chef. Mais il est probable qu'il ne les inspira guère, car personne ne songea jamais à l'en rendre responsable. Les auxiliaires réels de Duhesme furent plutôt Lechi et le commissaire général Casanova pour les mesures de police et de sûreté générale, le commissaire des guerres Augier pour les mesures financières¹. C'étaient eux qui présentaient à la signature du général les arrêtés qui leur paraissaient nécessaires, et qui lui en exposaient les motifs ; ils le faisaient sans doute le plus souvent de vive voix, rarement par écrit, contrairement aux règles ordinaires de l'administration impériale². Ces arrêtés n'étaient point enregistrés par l'Audience, comme auparavant les édits des capitaines-généraux. S'ils devaient être connus du public, ils étaient simplement publiés au *Diario de Barcelona* sans autre garantie d'authenticité que le contre-seing du chef d'état-major. Duhesme augmenta même une fois le montant des sommes à verser dans la caisse du payeur par une simple lettre à la junte et sans prendre d'arrêté³. Bref, l'organisation du gouvernement resta tout à fait sommaire.

Les préoccupations de son chef restèrent également très

1. Le contre-seing de Porte figure sur les arrêtés publiés au *Diario de Barcelona* à partir du 7 sept. 1808 ; cf. nos du 13, du 23, du 29 septembre, etc. Le rôle considérable de Lechi et de Casanova dans les décisions du gouvernement est attesté par Duhesme lui-même, dans le Résumé historique des opérations, dans le Mémoire présenté le 3 février 1811 à S. E. Monseigneur le ministre de la Guerre (Arch. G., 27 juillet 1810), dans la Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, ministre de la Guerre, Paris, 26 août 1810 (Arch. G., à la même date), etc. ; par Blondel, dans son Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316, et par l'auteur des Renseignements sur Barcelone (Lautrec), Arch. nat., F⁷ 6554 ; celui d'Augier par Duhesme, dans le Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

2. Un seul rapport figure pour cette période dans les papiers de Duhesme (en copie aux Arch. G.) : c'est le Rapport sur les finances de la province de Catalogne à l'époque du 22 septembre 1808 (Arch. G.), du commissaire Augier. Or, ces papiers comprennent presque toutes les pièces que Duhesme mentionne dans ses différents écrits comme reçues par lui.

3. Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, Arch. G., 28 juillet 1810.

limitées : après comme avant l'état de siège, Duhesme ne s'intéressa guère qu'à la sûreté de l'armée, qu'aux subsistances et à la rentrée des contributions¹. Administrer, c'était à ses yeux presque uniquement s'occuper de la police et des services financiers ; et, quand il exprimait à Berthier son désir d'être secondé par des auxiliaires civils, c'était dans les termes suivants : « J'ai bien établi un commissaire de police, mais il me faudrait un homme qui ait travaillé dans les bureaux de France pour la bien organiser. J'aurais besoin d'un bon administrateur et intendant des finances, car je ne puis pas suffire à tout...² » Aussi est-ce presque uniquement par d'énergiques mesures fiscales et policières que s'attesta l'activité du nouveau gouvernement. Il est vrai que les nouveaux organismes financiers et surtout la police étaient fort envahissants et réduisaient par suite le rôle des autorités maintenues en fonctions³.

Celles-ci ne s'en plaignaient sans doute point ; elles semblaient ne demander qu'à échapper à l'attention et profitaient de l'indifférence de Duhesme pour ne rien faire. Elles étaient d'ailleurs désorganisées par l'émigration. A la suite de l'emprisonnement des otages, le secrétaire général de la province s'était enfui ; après la mise en état de siège, le régent de l'Audience et plusieurs membres de cette cour en firent autant⁴ ; vingt jours après ce fut le tour de M. de Witte, maréchal-de-camp, gouverneur et corrégidor de Barcelone, qui avait d'ailleurs résigné ses fonctions depuis le mois d'août⁵ ; enfin au début de

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 septembre, 11 et 19 novembre 1808, Arch. G. ; Résumé historique des opérations ; etc. Tous les arrêtés de Duhesme insérés au *Diario* du 13 septembre au 17 décembre 1808 sont relatifs à ces questions.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 19 novembre 1808, Arch. G.

3. Voir les chapitres V et VI.

4. Résumé historique des opérations ; Laffaille, p. 118 ; Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 393.

5. Ferrer, t. I^{er}, p. 425 ; Résumé historique des opérations.

novembre, l'intendant Blas d'Azanza lui-même s'enfuit, en dépit de ses promesses; il est vrai que ce fut pour aller se mettre au service du roi Joseph, qui fit de lui un conseiller d'État¹. La plupart des membres de l'Ayuntamiento avaient également disparu². Beaucoup d'employés subalternes des différentes administrations suivaient l'exemple donné par le gouverneur et par l'intendant³.

Duhesme ne mit de hâte qu'à remplacer l'intendant, parce que son départ risquait de désorganiser la junte générale et de nuire à la rentrée des fonds. Il fit choix pour cela d'un commissaire des guerres espagnol, mais d'origine française, M. de Clanet, qui, employé à Tarragone, en était revenu avec la colonne Chabran et paraissait sûr⁴. M. de Witte, parti le 7 octobre, ne fut remplacé par Duhesme que le 1^{er} décembre et seulement d'abord en qualité de gouverneur, par le major des gardes wallonnes, un originaire des Pays-Bas, Uranx d'Amelin, qui avait prêté serment au roi Joseph et comptait bien en tirer profit⁵. Ni le secrétaire général, ni les régidors, ni les magistrats absents ne furent alors remplacés.

Jusqu'au 17 décembre 1808, Duhesme, tout en nommant des compatriotes dans les postes créés par lui⁶, s'abstint

1. Ferrer, t. I^{er}, p. 484-486 : « Les Français ont vivement senti cette perte... » ; Résumé historique des opérations ; Laffaille, p. 158 ; La Forest, ambassadeur de France à Madrid, au ministre des Relations extérieures, Madrid, 2 mai 1809, Arch. des Aff. Étr., Corresp. diplom., Esp., vol. 679, f^o 15.

2. Arch. mun. Barcel., Registre des Acuerdos (procès-verbaux) de 1808, non paginé. A la fin de juin, il y a encore en séance vingt régidors (et les quatre *diputados del comun*) ; leur nombre diminue peu à peu, et tombe en octobre à huit membres pour rester à ce chiffre jusqu'en avril. Les membres restant étaient : de Ramon, de Juliol, de Marti, Esteve, Bransi, Ferrater, Arenas, Atord.

3. Résumé historique des opérations ; Laffaille, p. 157.

4. Résumé historique des opérations ; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^o 305-316.

5. Résumé historique des opérations ; Uranx d'Amelin à Duhesme, Barcelone, 14 juin 1810, Arch. G. ; état des services du colonel Michel Uranx d'Amelin, natif de Tournai, etc., Barcelone, 31 juillet 1810, Arch. G. (26 décembre 1810).

6. Ainsi le commissaire près le receveur de la ville est un Français, Raynal (Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 sept. 1808, dans le *Diario* du 23) ;

de remplir les nombreux emplois secondaires vacants dans les administrations régulières en y plaçant quelques-uns des nombreux Français ou Italiens installés à Barcelone. Peut-être voulait-il laisser aux absents la faculté de se raviser¹; en tout cas, il était dangereux d'employer des Français ou des Italiens. Ceux qui tenaient une certaine place dans la vie sociale de la cité, négociants pour la plupart, étaient mal disposés, mécontents de l'occupation française qui avait interrompu leurs affaires, ou peu disposés à se compromettre². Quant aux autres, ils avaient le plus souvent un passé peu recommandable et Barcelone était un asile pour eux³; Duhesme ne s'en servit guère jusqu'en décembre, et il eût été préférable qu'il pût toujours faire de même. Il se contenta d'organiser, avec les Italiens et les Français, une sorte de garde nationale volontaire, destinée à assurer l'ordre dans la ville⁴. Les négo-

de même la Commission des émigrés ne comprend que des Français (Arrêté du 29 août, dans le *Diario* du 7 septembre 1808; la Commission des émigrés à l'Ayuntamiento, Barcelone, 6 sept. 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808); dans la police il y a un Français, le commissaire Dufour (voir chapitre VI, section III).

1. C'est ce que semble signifier l'arrêté rendu par Duhesme, Barcelone, 9 février 1809, dans le *Diario* du 11; il ne destitue que les employés non présents à leur poste le 21 décembre 1808, c'est-à-dire quatre jours après le déblocus de la ville.

2. Laffaille, p. 191; la situation resta la même à ce point de vue jusqu'à la fin, et le commissaire général de police Beaumont-Brivazac pouvait écrire à Savary, Barcelone, 4 janvier 1813: « Je ne suis même pas content de l'esprit public de la population française de Barcelone; ces individus, après avoir changé de patrie par suite de l'émigration de 1792 ou pour des opérations commerciales, ne se croient ni Français ni Espagnols. Les fortunes qu'ils avaient faites, comme celles des indigènes, se sont écroulées; ils ont dès lors oublié qu'ils étaient nés Français... » Arch. nat., F⁷ 6343.

3. « ... Cette nuée de Français ou d'Italiens qui venaient dans la première ville frontière échapper à la conscription ou à la poursuite de leurs créanciers ou à des jugements de tribunaux... » Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809. « J'ai trouvé à Barcelone une infinité de mauvais Français réfugiés dans cette ville... », écrit Augereau à Clarke, Gironne, 27 avril 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 14 novembre 1808, dans le *Diario* du 15. Laffaille, p. 190, affirme que ceux qui s'enrôlèrent furent « décidés... presque tous par l'appât de la ration de pain qu'on leur promit »; le même auteur, p. 191, dit que les employés du payeur montrèrent plus de zèle et firent seuls le service d'une des batteries de la défense.

cians ou gens d'affaires n'y entrèrent point : et le jour où la compagnie, équipée tant bien que mal, fut présentée au général, les Barcelonais se divertirent fort en y reconnaissant uniquement « des cochers, des laquais, des cuisiniers, des quincailliers et le rédacteur du *Diario* Husson¹ ».

Les anciens fonctionnaires restés dans la ville ne se signalaient point par une activité ou un zèle excessifs. Le nouveau capitaine-général n'avait qu'un « fantôme d'autorité » et se bornait à présider la junte². L'intendant, qui aurait pu se rendre utile dans le détail de l'administration financière, était « accablé sous le poids de l'administration particulière de sa maison, composée d'une filleule et d'une servante » et « n'avait plus assez de force pour les soins de l'administration de la province... même réduite aux murs de Barcelone³ » ; et Duhesme, tout en se louant du désintéressement et de la fidélité de M. de Clanet, avouait qu'« on pourrait peut-être désirer plus de talents chez lui⁴ ». On s'aperçut plus tard que la tactique du nouvel intendant avait été de laisser faire les employés des diverses administrations financières et de ne rien surveiller⁵. Les fonctions du gouverneur espagnol étaient peu de chose, puisqu'elles ne comprenaient pas le corrégidorat et que la garnison espagnole assermentée était réduite à quelques hommes seulement⁶. L'Ayuntamiento,

1. Ferrer, t. I^{er}, p. 550-551, et t. IV, p. 173.

2. Laffaille, p. 132 ; avis du capitaine-général Galceran de Vilalba au nom de la junte dans le *Diario* du 10 novembre 1808 ; Ferrer, t. I^{er}, p. 578-579, et t. III, p. 33-34.

3. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316.

4. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809).

5. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative, Arch. G. (14 février 1811) ; même appréciation dans les Renseignements sur Barcelone (de Lautrec), Arch. nat., F⁷ 6554.

6. C'est seulement dans l'arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 décembre 1808 (*Diario* du 26) que Uranx d'Amelin est invité à prendre les fonctions de corrégidor ; il ne paraît d'ailleurs pas à l'Ayuntamiento avant le mois de mars : Arch. mun. Barcel., Registre des Acuerdos de 1809, f^{os} 14-15.

maintenant très docile, se bornait à s'occuper des hôpitaux et hospices, de la subsistance des habitants et de la gestion des moulins de la ville : ses autres fonctions étaient passées aux nouvelles administrations ¹. Enfin, Ferrer affirme que, depuis l'insurrection, l'Audience n'avait presque plus d'affaires à juger ².

En un mot, de septembre à décembre 1808, les anciennes administrations, désorganisées et privées de tout moyen d'action réel, ne jouèrent qu'un rôle fort effacé. Quant à Duhesme, qui ne cherchait, par son gouvernement, qu'à parer aux nécessités immédiates, il réserva son action pour la police et les rentrées de fonds ; il ne faisait que du provisoire et semblait se désintéresser de l'avenir.

1. Arch. mun. Barcel., Reg. des Acuerdos de 1808 (non paginé) ; à partir du 13 septembre, les Representaciones n'exposent plus que les difficultés matérielles, venant soit du manque d'argent, soit du petit nombre des régidors restant.

2. Ferrer, t. III, p. 325. Les registres de l'Audience, depuis la lieutenance de Murat jusqu'à 1814, ont disparu, sans doute depuis fort longtemps, des Archives de ce tribunal. Cette disparition a déjà été constatée par Bofarull, *Historia crítica de la guerra de la Independencia en Cataluña*, t. I^{er}, p. 324, n. 1.

CHAPITRE IV

LE ROI JOSEPH ET LE GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

- I. Duhesme nommé commandant de la Catalogne par Gouvion-Saint-Cyr (décembre 1808) et ostensiblement chargé du gouvernement. Interventions rares mais importantes de Saint-Cyr dans les questions administratives. Adoucissement passager du régime et retour à l'administration normale ; tendance à préparer l'établissement de l'autorité du roi Joseph (décembre 1808-mars 1809). — II. Installation tardive de Joseph à Madrid (22 janvier 1809). Ses tentatives pour faire sentir son autorité dans les provinces éloignées. Nomination des commissaires royaux ; rôle considérable qui leur est attribué par les instructions royales. Garriga nommé commissaire royal en Catalogne (février 1809). — III. Joseph annihilé comme chef militaire. Insignifiante correspondance de Saint-Cyr avec le roi. Les décrets de Joseph généralement inexécutés, comme la plupart de ceux de Napoléon. Subordination réelle des généraux à Clarke pour les opérations militaires ; leur indépendance en matière de gouvernement et d'administration. — IV. Le commissaire royal D. Joseph Garriga fixé dans l'Ampurdan. Son collaborateur Th. Puig. Déférence de ces deux personnages pour les généraux français. Faible rôle de Garriga, supplanté par Puig dans la confiance d'Au-gereau. — V. Le serment au roi Joseph exigé des autorités espagnoles par Saint-Cyr. Inconvénients de cette mesure ; état d'esprit et attitude antérieure des fonctionnaires locaux ; les « afrancesados ». — VI. La scène du serment (9 avril 1809) : il n'est prêté que par les « afrancesados » déjà compromis. Arrestation et destitution des réfractaires. Duhesme chargé de remplir les fonctions de capitaine-général. La politique du roi Joseph contrariée en réalité par les mesures de Saint-Cyr. — VII. Réorganisation par Duhesme des corps constitués et des administrations. Zèle des nouveaux fonctionnaires, recrutés parmi les Français en résidence à Barcelone et les « afrancesados » déterminés. Mépris des Barcelonais pour les fonctionnaires « intrus ». — VIII. Le gouvernement de Duhesme après le départ de Saint-Cyr (avril 1809-janvier 1810) : son caractère fiscal et policier. Continuation en fait du régime purement militaire et pratique. — IX. Vue générale sur le régime du gouver-

nement improvisé : maintien en principe des anciennes institutions mais superposition de quelques institutions nouvelles.

I

Lorsque, le 17 décembre 1808, le gros du 7^e corps vint débloquer Barcelone, Duhesme passa sous les ordres de Gouvion-Saint-Cyr ; il devait y rester jusqu'au mois d'avril suivant, c'est-à-dire tant qu'il put garder des communications fréquentes avec le colonel-général. Mais ce dernier parut, au moins au début, se soucier assez peu des questions administratives. Était-ce par égoïsme, comme on le dit alors, et Saint-Cyr sentait-il que mieux valait pour sa réputation d'homme grave et correct ne point se mêler d'une administration forcément tracassière et souvent irrégulière dans ses procédés¹ ? Était-ce par une indifférence réelle et assez explicable chez ce technicien de la stratégie abstraite qui, dit-on, ne se piquait que de manœuvrer savamment les jours de bataille et se désintéressait de tout le reste² ? Ou, comme l'affirme Saint-Cyr lui-même, le temps lui fit-il d'abord défaut, et la brièveté du séjour que fit à Barcelone le colonel-général ne lui permit-elle point de « connaître les abus qui s'y commettaient journellement³ » ? En tout cas, il parut d'abord approuver les actes antérieurs de Duhesme et s'en remettre à ce dernier du soin de continuer à gouverner la ville ; Saint-Cyr y joignit même l'autorité sur les pays qu'on pourrait éventuelle-

1. Sur tout ceci, voir surtout Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, oct. 1810, Arch. nat., AFIV 1625, qui parle de « l'apathie du général Saint-Cyr » et dépeint celui-ci comme suit : « Il avait de la gravité, de la tenue, inspirait la crainte et le respect aux subordonnés, l'estime et la considération aux peuples ».

2. Sur ce caractère de Saint-Cyr, Marbot, *Mémoires*, t. III, p. 107-109 ; cela ne prouverait pas beaucoup, mais correspond bien à l'impression que donnent les écrits de Saint-Cyr, soit ses rapports, soit son *Journal de l'armée de Catalogne*.

3. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal*, p. 87.

ment soumettre; car, dès son arrivée, il conféra à son subordonné la qualité de « commandant de la principauté de Catalogne¹ ». A quelques points de vue, ce titre répondait assez bien au rôle que Duhesme jouait depuis plusieurs mois. Mais celui-ci n'en fut que médiocrement satisfait; il eût mieux aimé prendre part aux opérations actives, et se plaignit à plusieurs reprises dans la suite d'être réduit à un rôle peu militaire².

Pendant que Saint-Cyr tenait la campagne, Duhesme restait donc ostensiblement chargé de la direction et de la responsabilité du gouvernement et de l'administration. Les arrêtés nécessaires continuèrent à être signés par lui, les autorités espagnoles restèrent sous sa direction, et les administrations qu'il avait créées fonctionnèrent à peu près comme par le passé³. Le régime provisoire établi par le général en septembre 1808 se prolongeait, et avec une tendance à plus d'organisation. Un jeune Français, « attaché depuis longtemps à une maison de commerce de Barcelone », François Guinard, devenait secrétaire du commandement de la principauté et en recevait le titre officiel⁴.

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 décembre 1808, Arch. nat., AFiv 1621. Duhesme prend désormais ce titre en tête de ses arrêtés (le premier, Barcelone, 22 décembre 1808, est dans le *Diario de Barcelona* du 26); il emploie aussi à la fin la formule : Donné à Barcelone, le....

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 décembre 1808, 8 janvier et 1^{er} mars 1809, Arch. nat., AFiv 1621; le même à l'Empereur, Barcelone, 15 mars 1809, *ibid*.

3. Le chef d'état-major Rey à Duhesme, Villafranca, 1^{er} janvier 1809 : « Vous commandez dans Barcelone et son arrondissement, et c'est à vous à prendre les mesures que vous croirez nécessaires... » Arch. nat., AFiv 1621. Cf. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810) : « Le général Saint-Cyr ne changea aucune des dispositions qui avaient été prises sur l'administration militaire et civile, sur la police et les finances. »

4. Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, Arch. nat., F⁷ 6352; cf. Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, ministre de la Guerre, Paris, 26 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810). Nous n'avons pas la date exacte de la nomination de Guinard; mais, d'après cette dernière pièce, elle date de fin décembre 1808 ou début janvier 1809. C'est en effet vers le 15 janvier que Guinard eut à enquêter sur l'affaire Canton, en sa qualité de secrétaire du commande-

Mais, si Duhesme resta ostensiblement à la tête du gouvernement et si le régime institué par lui fut maintenu dans ses grandes lignes, il ne faut cependant point en conclure que Saint-Cyr renonça à toute intervention en la matière, et prendre tout à fait à la lettre les assertions de Carrion-Nisas. N'approuvant probablement point au fond tous les actes de Duhesme ni surtout ceux de ses subordonnés, il arriva à plusieurs reprises à Saint-Cyr d'intervenir par des ordres formels, et en particulier lorsque les nécessités militaires ou les besoins des troupes étaient en jeu¹. Obligé, comme Duhesme l'était auparavant, de tirer de Barcelone le plus possible de ressources en argent et en fournitures diverses, il ne pouvait se désintéresser des questions financières et, dès le 1^{er} janvier 1809, l'ordonnateur du 7^e corps, installé à Barcelone, prit en pratique la direction des finances et des services de l'armée; cela restreignit fort le rôle réel de Duhesme, au témoignage de celui-ci : « L'ordonnateur Rey s'établit à Barcelone et succéda au commissaire Augier pour tout le service administratif et financier, avec cette différence qu'étant titulaire de son grade il prenait beaucoup plus sur lui; je l'étais de mon autorité quand il la réclamait, mais il était en rapport direct avec le général en chef pour tout le détail de son service². » Probablement sur la proposi-

ment de la principauté. Guinard, qui logeait chez Laffaille, n'avait pour « recommandation que ses talents et sa bonne réputation », écrivait Laffaille dans un Mémoire justificatif (Paris, 27 août 1816) qui figure à son dossier, aux Arch. adm. de la Guerre.

1. Dès le 24 décembre, le chef d'état-major de Saint-Cyr, le général Rey, écrit directement de Villafranca au rédacteur du *Diario* : « S. E. M. le colonel-général..., auquel on a envoyé votre feuille du 22, y a lu un bulletin rempli d'erreurs; il vous prescrit de ne rien y insérer à l'avenir de ce qui peut concerner l'armée, que des notes officielles qui vous seront fournies par le général chef de l'état-major.... » La lettre fut insérée au *Diario de Barcelona* du 27 décembre 1808.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810). On voit en effet Rey procéder à des réquisitions, surtout pour installer des hôpitaux militaires, auprès de la junte des autorités (L'ordonnateur Rey à la junte générale, 14 février et 22 mars 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809; dans le registre des *Acuerdos* de 1809, il

tion de cet ordonnateur, Saint-Cyr intervint même, en personne et de bonne heure, non seulement pour fixer le montant des sommes à tirer de Barcelone, mais même pour indiquer les moyens à employer¹. A plusieurs reprises encore Duhesme reçut les ordres du colonel-général sur des points importants². En réalité, pendant cette nouvelle période, les mesures les plus caractéristiques, d'une portée générale, émanent réellement de Saint-Cyr ou de ses conseillers, ordonnateur et chef d'état-major; Duhesme se borne, par ses arrêtés, à faire connaître au public les ordres de Saint-Cyr ou à régler les détails d'exécution³.

est aussi fréquemment question des réquisitions de Rey). Dans son Comptendu, oct. 1810, Arch. nat., AFiv 1625, Carrion-Nisas fait l'éloge de Rey, qui « a laissé d'honorables souvenirs ».

Jean-Baptiste Rey, né le 9 novembre 1771, à Montpellier, fit toute sa carrière dans l'administration de l'armée. Adjoint provisoire aux commissaires des guerres, le 22 nivôse an II (11 janvier 1794), commissaire des guerres de 2^e classe le 13 juin 1795, élevé à la première classe le 23 septembre 1802, commissaire ordonnateur le 30 août 1808, intendant militaire le 15 septembre 1810, il fut mis en disponibilité le 15 octobre 1822, mais présida, de juillet 1823 à avril 1824, la commission de liquidation des dépenses de l'armée d'Espagne. (Tout ceci d'après son dossier aux Arch. adm. de la G., dossier qui contient beaucoup de témoignages flatteurs, sous les différents régimes).

1. Le général Rey à Duhesme, Villafranca, 1^{er} janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621 (ordre de tirer de Barcelone autant d'argent qu'auparavant); cf. Résumé historique des opérations, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809): « Le général en chef... porta la contribution de cette ville à 500,000 piécettes.... »; cf. Duhesme à Berthier, Barcelone, 8 janvier 1809. Les moyens pour trouver l'argent furent arrêtés le 18 janvier 1809, dans une conférence tenue par Gouvion-Saint-Cyr à Villafranca, et présidée par lui, à laquelle prirent part Duhesme, l'ordonnateur, l'intendant de Clanet, et trois membres de la junte. Note des déterminations prises par S. E. le général en chef dans la séance du 18 janvier, etc., Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809 (signée du chef d'état-major Rey); Saint-Cyr à l'Empereur, Villafranca, 23 janvier 1808, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Ainsi, dans l'affaire Canton, c'est le général Rey et Gouvion-Saint-Cyr qui tracent à Duhesme la conduite à suivre; Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810); Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton) à S. E. le ministre de la Guerre, Arch. G. (28 juillet 1810), etc. Dans l'affaire de l'héritage Botter, c'est Saint-Cyr qui décide de verser le numéraire au payeur de l'armée pour la solde. Résumé historique des opérations; etc.

3. Par exemple, dans ses trois arrêtés du 24 janvier 1809, Duhesme mentionne les ordres de Saint-Cyr dans les considérants: *Diario de Barcelona*, 30 et 31 janvier 1809.

Quoique restreinte à un petit nombre de cas, l'action de Gouvion-Saint-Cyr sur le gouvernement ne fut pas sans modifier un peu le caractère et les procédés du régime. Les circonstances extérieures avaient d'ailleurs changé : la situation militaire était moins grave, en ce sens que Barcelone n'était plus menacée. Gouvion-Saint-Cyr était un homme de sang-froid, qui ne s'exagérait pas les dangers, et il entraînait dans ses vues de ne point molester inutilement les Catalans : il chercha donc à modérer un peu la police et à réduire au strict nécessaire les actes de rigueur¹. Un certain nombre de mesures de détail, vexatoires ou gênantes furent rapportées; on chercha, par des promesses, à faire revenir les émigrés². On ne pouvait cesser d'exiger beaucoup d'argent des habitants de la ville; mais on essaya de le faire par des procédés plus réguliers, en demandant surtout des ressources aux impôts et droits ordinaires, qu'on avait à peu près cessé de percevoir depuis le début de l'insurrection³.

On s'intéressait aussi maintenant un peu plus au fonctionnement régulier des anciennes administrations : on s'inquiétait de savoir si les employés subalternes des finances, des douanes, des tribunaux étaient à leur poste, et on les remplaçait au besoin⁴. Duhesme rendait, le 25 février 1809, un arrêté destiné à assurer le fonctionne-

1. Ainsi, en janvier 1809, le chef d'état-major Rey va défendre au commissaire de police Casanova de parler plus longtemps de complots dans ses rapports; Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 166-167. Ferrer, dans sa *Barcelona cautiva*, ne signale plus tant d'arrestations. Il n'y a pas dans le *Diario* mention de procès devant les commissions militaires entre le milieu de décembre et le mois d'avril. Carrion-Nisas, parlant de Saint-Cyr, dit : « Son commandement passe d'ailleurs pour avoir été assez doux pour les Catalans ». Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, oct. 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

2. Avis du commissaire général de police, dans le *Diario de Barcelona* du 24 décembre 1808 et dans celui du 15 janvier 1809; arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 30 janvier 1809 : « Après avoir pris les ordres de M. le général commandant le 7^e corps d'armée..... »

3. Note des déterminations prises par S. E. le général en chef, etc.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 9 février 1809, dans le *Diario* du 11.

ment régulier des différents tribunaux aux jours et heures accoutumés et y prescrivait l'exécution des arrêts de justice « d'après les ordonnances et les usages, par les voies et moyens accoutumés¹ ». Un acte invoquait, plus ou moins sincèrement, l'intention des chefs français de « favoriser efficacement les manufactures nationales par la liberté du commerce² ». Les autorités espagnoles recommençaient à manifester leur existence. La junta travaillait à établir les contributions directes sur des bases plus équitables³; l'intendant semblait s'occuper du fonctionnement des administrations financières et son nom paraissait dans de nombreuses pièces⁴. Le capitaine-général Vilalba sortait un peu de son effacement; il était chargé maintenant de faire afficher et publier les arrêtés de Duhesme⁵; il essayait aussi d'adoucir, par ses interventions auprès du général français, les maux des Barcelonais; il ne craignit même pas, au moins une fois, de lui demander justice pour une victime des excès de la police⁶. Toutefois le fait le plus

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 25 février 1809, dans le *Diario* du 5 mars.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 31 janvier : « En conséquence des ordres de M. le général commandant en chef le 7^e corps... »; cf. Note des déterminations prises par S. E. le général en chef dans la séance du 18 janvier, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809. Par « manufactures nationales », il faut entendre ici les manufactures de Barcelone. Cet arrêté fut suggéré à Saint-Cyr et à Duhesme par la Junta du commerce. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 36-37.

3. Lettres de Vilalba à l'Ayuntamiento, Barcelone, 18 février 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809; de l'Ayuntamiento à Vilalba, Barcelone, 23 février 1809, *ibid.*, Representaciones, 1809. Cf. Avis de la junta dans le *Diario de Barcelona* du 10 mars 1809, etc. La junta ne réussit d'ailleurs guère à satisfaire les contribuables, on le verra au chapitre V.

4. *Diario de Barcelona* des 10, 15, 30, 31 janvier, 11 février 1809, etc. Il y a même aux Arch. G. (carton d'avril 1809) un rapport de l'intendant à Duhesme, Barcelone, le avril 1809, sur les débiteurs des Rentes royales.

5. Mention en est faite pour la première fois à la suite des arrêtés du 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 30. Vilalba signe également les édits émanés de la junta : voir par exemple *Diario* du 6 mars.

6. Ferrer, t. III, p. 33-34, 186; Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810) : « ... La femme Canton se présenta chez moi avec le marquis de Vilalba, alors capitaine-général, pour me demander justice d'un attentat... la plainte était portée contre deux agents de police. »

significatif peut-être était la réorganisation progressive du « corrégidorat » de Barcelone.

Le corrégidor, qui était toujours à Barcelone le gouverneur de la place, devait en temps normal présider l'Ayuntamiento du chef-lieu, surveiller et diriger les municipalités des bourgs et villages, correspondre pour les questions administratives avec l'intendant, pour les questions politiques et militaires avec le capitaine-général. La plupart des procès civils passaient par son tribunal. Bref le corrégidor était, dans le système administratif espagnol, un agent essentiel du pouvoir central, un organe indispensable du gouvernement régulier¹. Or, depuis le mois d'août précédent, M. de Witte ayant résigné ses fonctions, Barcelone n'avait plus de corrégidor; le 1^{er} décembre 1808, Duhesme avait nommé gouverneur le colonel Miguel Uranx d'Amelin, ex-major des gardes wallonnes, mais sans lui donner le titre ou les fonctions de corrégidor. Pendant toute la fin du siège, Uranx d'Amelin ne donna point signe de vie. Mais, à partir du 17 décembre, il chercha à jouer un rôle et à mériter les faveurs du nouveau régime.

Dès le 22 décembre, Duhesme, dans un arrêté, lui conférait les attributions de corrégidor pour tout le corrégiment de Barcelone : « Le colonel Don Miguel Uranx d'Amelin, gouverneur et corrégidor de Barcelone, exercera, dans les bourgs et localités qui composent le gouvernement et corrégiment, la police et en général toutes les fonctions que les gouverneurs et corrégidors ont toujours exercées jusqu'à présent; en conséquence, il convoquera e plus tôt possible tous les bayles et régidors de ces différents lieux pour leur donner les instructions relatives à la police et aux lois qui se trouvaient en vigueur avant la révolte du corrégiment. » Le corrégidor aurait de plus à centraliser les plaintes relatives aux excès des militaires,

1. Voir chapitre premier, section II, et textes cités dans les notes.

à répartir les réquisitions, à faire dresser partout l'état des absents¹. L'espoir qu'on avait de la soumission du plat pays ne s'étant point réalisé, le nouveau corrégidor ne fut pas surchargé de travail. Il employa ses loisirs à organiser, avec les quelques soldats au service d'Espagne qui avaient consenti à prêter le serment au roi Joseph, une compagnie dite de garde municipale qui, composée d'abord de quarante hommes seulement, finit par s'élever à cent cinquante². C'était un embryon de force publique au service de Sa Majesté Catholique. Enfin, le 2 mars 1809, Uranx d'Amelin annonçait l'intention de diriger désormais les délibérations de l'Ayuntamiento de Barcelone, et il vint en effet présider ce corps à partir du 7 mars³.

Bref si, depuis l'arrivée de Saint-Cyr, les autorités militaires françaises avaient gardé le pouvoir réel, elles avaient paru aussi s'inquiéter en quelque mesure de préparer par leurs actes le retour à un régime plus normal; elles semblaient songer parfois à rétablir peu à peu les choses dans l'état où elles étaient avant l'insurrection, et prévoir vaguement le jour où on pourrait remettre à Sa Majesté Catholique une province à peu près organisée de façon régulière. De temps en temps, non sans contradictions, et tout en continuant à mettre au premier plan les nécessités immédiates, on semblait maintenant travailler pour l'avenir et pour le roi Joseph.

II

Jusque vers le mois de janvier 1809, personne en dehors de la province, ni Napoléon, ni Berthier, ni Joseph, n'avait

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 décembre 1808, dans le *Diario* du 26.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, Arch. G.; Clarke à l'Empereur, 31 janvier 1811, Arch. nat., AFiv 1629; Uranx d'Amelin à Duhesme, Barcelone, 14 juin 1810, Arch. G.

3. Arch. mun. Barcel., Registre des Acuerdos de 1809, f^{os} 14-15.

paru se demander quelles formes de gouvernement et d'administration avaient pu y être établies par les généraux français ; et par suite ceux-ci avaient été libres d'agir entièrement à leur guise. Gouvion-Saint-Cyr n'avait pas plus reçu d'instructions politiques depuis son arrivée à Barcelone qu'il n'en avait eu en prenant le commandement du 7^e corps : et on a vu de quelle façon l'Empereur avait répondu quand Duhesme avait sollicité des indications à ce sujet. Pour lui, puisque les Espagnols s'étaient insurgés sur tous les points, il n'y avait guère en Espagne que des questions d'ordre militaire et à résoudre militairement, des rebelles à soumettre, à effrayer ou à châtier, des places à assiéger et à prendre, des provinces à conquérir ou à contenir¹. Pendant la campagne de novembre et décembre 1808, le roi avait été tenu à l'écart et laissé à l'arrière-garde. L'Empereur et Berthier avaient affecté de

1. Ici on ne peut que renvoyer à toutes les lettres de Napoléon relatives aux affaires d'Espagne, de septembre 1808 à janvier 1809. (*Corr. Nap.*, t. XVII et XVIII; *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, édit. Lecestre, t. I^{er}). Il faut signaler plus spécialement les lettres suivantes : A Joseph, Saint-Cloud, 9 sept. 1808, Lecestre, n° 350 ; à Joseph, Cubo, 10 novembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14460 : « Donnez l'impulsion pour faire sentir que cela n'est pas pour rire » ; à Joseph, Chamartin, 5 décembre 1808, *id.*, n° 14531 ; Proclamation aux Espagnols, camp impérial de Madrid, 7 décembre 1808, *id.*, n° 14537 : « Mais si tous mes efforts sont inutiles et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchants..... » ; à Joseph, Valladolid, 11 janvier 1809, *id.*, n° 14684 : « Puisque vous avez le désir bien naturel d'assister à une expédition, celle où vous devez vous trouver est celle d'Andalousie... Avec deux bons corps formant une quarantaine de mille hommes, vous surprendrez l'ennemi par une route inattendue et vous le soumettrez. C'est l'opération qui finira les affaires d'Espagne : je vous en réserve la gloire. » Cf. encore Lecestre, n° 394, 395, etc.

Un texte semble contredire notre assertion : c'est celui où Napoléon recommande à son frère, dès le 20 novembre 1808, de nommer des intendants, corrégidors et magistrats pour les provinces de Santander, de Biscaye et de Soria, afin de « réorganiser la police, les finances et de donner une direction à ces peuples ». A Joseph, Burgos, 20 novembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14499. Mais il s'agit ici de provinces que Napoléon considère comme « entièrement soumises » et où par conséquent les questions militaires passent au second plan. En ce qui concerne plus spécialement la Catalogne, les ordres donnés par l'Empereur pour Reille et Saint-Cyr (à Berthier, Benavente, 4 janvier 1809, Valladolid, 11 janvier 1809 et Paris, 4 mars 1809, *Corr. Nap.*, n° 14652, 14681, 14845) sont purement militaires.

le traiter en comparse ; on ne l'avait point mêlé à la capitulation de Madrid. Puis, lorsque Napoléon avait paru s'occuper enfin du gouvernement de la monarchie, il l'avait fait en se substituant pour ainsi dire à Joseph en vertu du droit de conquête¹ ; par des décrets à effet, il avait annoncé d'importantes modifications dans les institutions gouvernementales ou sociales du royaume, mais en son propre nom et sans mentionner le roi². L'Empereur n'avait d'ailleurs rien fait pour assurer l'exécution des décrets qu'il avait ainsi rendus, à l'exception de ceux qui ordonnaient de confisquer les biens des chefs de l'insurrection non point pour le compte de l'Espagne, mais pour celui de la France³.

Joseph, aigri par les procédés de son frère, n'avait point cherché à prendre le rôle royal, que Napoléon ne l'avait pas encouragé à jouer ; il avait évité de paraître légiférer ou administrer, n'avait point fait d'apparition à Madrid et s'était confiné, à deux lieues de sa capitale, au château du Pardo ; il y attendit, dans une attitude de dignité blessée (il alla jusqu'à offrir sa renonciation au trône) le moment où son frère l'inviterait formellement à rentrer dans sa capitale et à exercer les fonctions royales⁴. Enfin, le 22 décembre 1808, Napoléon confia à

1. Voir *Mémoires du roi Joseph*, t. V, p. 200-209, 217-219, et textes à l'appui, p. 265 sq. ; voir aussi la proclamation impériale du 7 décembre signalée à la note précédente.

2. Décrets des 4 et 12 décembre 1808, Camp impérial de Madrid, *Corr. Nap.*, nos 14526 à 14529, 14554 et 14556 (en minute aux Arch. nat., AFIV plaq. 2512 et 2524) : sur le caractère de ces décrets, l'absence de travail préparatoire et de mesures d'exécution, voir notre *Constitution de Bayonne*, Introduction.

3. Décrets de Burgos, 12 et 17 novembre 1809, et du camp impérial de Madrid, 18 décembre 1808, Arch. nat., AFIV plaq. 2480, 2483, 2525, avec nombreuses annexes attestant qu'on s'occupa sérieusement de l'exécution des décrets. Le troisième décret organise la commission impériale des séquestres et indemnités sous la présidence du maître des requêtes Fréville.

4. Voir les passages des *Mémoires du roi Joseph* cités plus haut et plus spécialement : Joseph à Napoléon, Briviesca, 10 nov. 1808 (t. V, p. 266-267) : « Je ne sais pas user des droits que l'on ne m'a pas donnés d'une

son frère le commandement d'une importante fraction de l'armée, avant de s'engager à la poursuite des Anglais¹. Plus tard, lorsque l'Empereur eût été informé que les pères de famille madrilènes avaient prêté en nombre suffisant et par écrit le serment de fidélité à Joseph², il autorisa ce dernier à faire son entrée à Madrid. « Tâchez qu'elle soit solennelle et que vous soyez bien reçu par les habitants. Convoquez ensuite tous les conseils, et que vos ministres fassent toutes leurs dispositions pour bien administrer³. » Puis, lorsque la situation générale de l'Europe décida l'Empereur à repartir pour Paris, il donna à Joseph le commandement de toute l'armée d'Espagne⁴, et signa l'ordre de faire prêter serment à son frère par les chefs de famille dans toutes les villes occupées par les troupes impériales⁵.

Lorsque le roi eut fait son entrée solennelle (22 janvier 1809), il fut ainsi que son entourage absorbé surtout par les questions militaires, par des discussions avec la commission des séquestres et indemnités et avec les chefs

manière manifeste et patente » ; Joseph à Napoléon, Burgos, 20, 24, 25 novembre 1808 (t. V, p. 274-272, 274-275, 276-278) ; enfin Joseph à Napoléon, le Pardo, 8 décembre 1808 (t. V, p. 281), lettre qui, suivant Du Casse, aurait amené l'Empereur à revenir sur des mesures législatives auxquelles il songeait (?) : « La honte couvre mon front devant mes prétendus sujets. Je supplie V. M. de recevoir ma renonciation à tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne... Je redeviens votre sujet, et attends vos ordres pour me rendre où il plaira à V. M. que je me rende. »

1. A Joseph, Chamartin, 22 décembre 1809, *Corr. Nap.*, n° 14609. Cf. n° 14615.

2. Joseph à Napoléon, le Pardo, 25 décembre 1808, *Mém. roi Jos.*, t. V, p. 290-291. Napoléon fit attendre l'autorisation parce que son intention était d'abord qu'on vint lui porter auparavant les procès-verbaux de serment : à Joseph, Valladolid, 7 janvier 1809, *Corr. Nap.*, n° 14662.

3. A Joseph, Valladolid, 9 janvier 1809, *Corr. Nap.*, n° 14671 ; à Joseph, Valladolid, 11 janvier 1809, *id.*, n° 14684, etc.

4. Instructions pour le major général, Valladolid, 15 janvier 1809, *Corr. Nap.*, n° 14712 ; à Joseph, mêmes lieu et date, n° 14716.

5. Ordre impérial, Valladolid, 16 janvier 1809, Arch. G. ; ordre circulaire de Berthier, mêmes lieu et date, Arch. G. Ces serments furent effectivement prêtés dans les Castilles, les provinces basques, l'Aragon, etc., de février à avril, et les procès-verbaux envoyés à Joseph. Papiers de la junte, Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 20A.

militaires français qui occupaient Madrid et les Castilles, enfin par l'organisation d'une apparence de gouvernement central¹. Toutefois Joseph tenait à se poser en roi; en février et mars 1809, il notifiait son avènement aux différentes puissances neutres ou alliées de la France². Il essayait aussi de manifester son autorité dans les provinces éloignées, et ne pouvait manquer de songer à la Catalogne. Les communications restaient toujours fort difficiles avec la principauté, et ne pouvaient se faire que par Bayonne et Perpignan³. Mais l'essentiel était pour le moment d'y affirmer l'autorité du roi, soit comme souverain, soit comme chef de l'armée impériale. Le maréchal Jourdan, chef d'état-major du roi, songea-t-il à envoyer à Saint-Cyr une copie de l'ordre impérial du 16 janvier pour la prestation du serment par les chefs de famille⁴? Le secrétaire d'État du roi Joseph essaya-t-il de faire parvenir à Saint-Cyr le décret que Joseph rendit à son tour le 16 février pour ordonner à toutes les autorités espagnoles dans les villes soumises de prêter serment au roi d'Espagne⁵? Fit-on

1. Joseph à Napoléon, le Pardo, 19 janvier 1809, Madrid, 25 et 26 janvier, 7, 14, 19 février, 7, 9, 19 mars, dans *Mém. roi Jos.*, t. V, p. 383-385, t. VI, p. 34-35, 35-36, 51-52, 54-55, 59-62, 68-71, 72-73, 78-79; décrets rendus par le roi Joseph-Napoléon de janvier à août 1809, Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3092 (notamment celui du 6 février fixant les attributions des ministres). Cf. les dépêches de Le Forest, de janvier à avril, dans Grandmaison, *Correspondance de La Forest*, t. II.

2. Minutes de ces lettres, dans le registre coté 618 d., Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3059.

3. Une lettre écrite le 31 décembre 1808 par l'intendant général de l'armée d'Espagne à l'ordonnateur du 7^e corps ne lui arrive que le 18 mars suivant. L'ordonnateur Rey à Dejean, Barcelone, 27 mars 1809, Arch. G. (29 mai 1809).

4. Copie de l'instruction de S. A. le major général pour l'exécution de l'ordre de S. M. l'Empereur du 16 janvier 1809, Arch. G. (16 janvier 1809; rien n'indique la date de la copie faite par Jourdan). On ne peut savoir si Saint-Cyr reçut cette pièce. En tout cas, l'ordre ne reçut aucune exécution en Catalogne.

5. Décret du roi Joseph-Napoléon, Madrid, 16 février 1809, Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3092. Dans un rapport de l'agent Blondel à Champagny, Barcelone, 14 mai 1809, Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom. Esp., vol. 679, f^o 118, il est dit qu'on n'a connu le décret du 16 février que par les journaux français.

quelques efforts dès ce moment pour obtenir de temps en temps quelques rapports de Saint-Cyr, au moins pour la forme¹? Autant de questions auxquelles une réponse précise n'est point possible² : en tout cas, un fait au moins permet d'affirmer que Joseph essaya de bonne heure d'influer en Catalogne, c'est la nomination d'un commissaire royal pour la principauté, nomination qui fut signée dans les premiers jours de février³.

Les instructions remises par le roi aux commissaires envoyés dans les provinces leur donnaient les pouvoirs les plus complets et les plus généraux, et eussent fait d'eux, dans d'autres circonstances, de véritables vice-rois. Les commissaires parcourraient leur province, constateraient les absences d'employés et en rechercheraient la durée et la cause ; ils feraient comparaître ceux qui seraient restés à leur poste, et leur feraient prêter « le serment de fidélité et d'obéissance à notre personne, à la constitution et aux lois », si ce n'était déjà chose faite ; ils se feraient rendre compte des actes de ces employés, constateraient « si tous remplissent leurs devoirs, exécutent les ordres que leur

1. En tout cas, le chef d'état-major Rey écrit à Jourdan, assez rarement d'ailleurs, à partir du 17 mars 1809 ; Rey à Jourdan, Valls, 17 mars 1809, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. G.

2. Au moins d'après les pièces de nous connues : certains décrets furent connus ou exécutés à Barcelone, mais nous ne savons par quelle voie ils parvinrent ; Rey et Saint-Cyr envoyèrent quelques rapports, mais nous ne savons d'où en vint l'ordre. Peut-être fut-ce simplement le résultat de la nouvelle que le roi avait reçu le commandement de l'armée.

3. On ne peut préciser davantage. Il y a, à l'Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3092, la nomination de sept commissaires royaux, par décret royal du 9 février : celle du commissaire de Catalogne ne s'y trouve pas. Elle ne se trouve pas non plus dans la *Gaceta de Madrid*, qui mentionne la nomination des autres commissaires. Mais nous savons par ailleurs que le commissaire royal en Catalogne entra en fonctions au début de mars 1809 (Rapport du ministre de l'Intérieur Montalivet à l'Empereur, 20 mai 1812, en annexe à un décret impérial du 28 mai 1812, Arch. nat., AFIV plaq. 5302 ; Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la commission administrative du gouvernement de Catalogne, Arch. G., 14 février 1811). La nomination de Garriga doit donc être à peu près de la même date que celle des sept autres commissaires. La Forest est évidemment mal informé, quand il écrit le 16 mars : « On pense que le Roi nommera bientôt... un commissaire pour la Catalogne » (*Corresp. de La Forest*, t. II, p. 134).

donnent nos ministres en vertu de nos décrets » ; les envoyés royaux changeraient d'emploi, appelleraient à de plus hautes fonctions ou suspendraient les agents enquêtés, suivant leurs aptitudes et leur zèle. Les commissaires procéderaient de même vis-à-vis des autorités, des juges et des tribunaux de toute sorte : « Ils inspecteront les autorités qui exercent en notre nom des pouvoirs quelconques, verront si elles remplissent nos intentions royales ; feront comparaître les Ayuntamientos, gouverneurs, intendants, juges, corporations, et toute espèce de personnes qui ont un rôle dans le gouvernement ; ils destitueront ou suspendront de leurs fonctions ceux qu'ils jugeront nuisibles ; ils accompliront dans le territoire qui leur est attribué les actes de justice et de bienfaisance que nous accomplirions nous-même, mais en nous rendant compte de tout ce qu'ils feront. »

Les commissaires auraient de plus à gagner au nouveau régime l'opinion publique. « Ils auront soin de parcourir les localités du territoire qui leur est attribué, d'en connaître l'esprit public, d'éclairer les habitants sur la vraie situation du royaume, sur l'état des armées et sur les avantages qu'on doit se promettre de la nouvelle constitution, sur le but de notre gouvernement, sur l'indépendance et l'intégrité où nous maintiendrons notre monarchie ; ils leur montreront enfin que leur félicité dépend de leur retour entier à la tranquillité, et que, à mesure que celle-ci se rétablira, elle aura pour effet l'évacuation du pays par les troupes étrangères, puisqu'elles ne sont venues que dans ce but. »

Les commissaires auraient encore à assurer la diffusion de la *Gazette de Madrid*, devenue l'organe officiel du nouveau régime, à rétablir la régularité des communications postales, à purger les routes des brigands, mendiants et vagabonds et à les poursuivre « par tous les moyens » ; ils s'occuperaient de faire rentrer les habitants dans leurs

foyers et de les y faire travailler ; ils empêcheraient l'impression et la circulation des pamphlets et des bulletins contenant de fausses nouvelles, et châtieraient leurs auteurs et colporteurs ; ils enverraient au gouvernement les journaux locaux et en créeraient au besoin, en choisissant bien les rédacteurs, « qui les rédigeraient dans l'esprit de la *Gazette* de la capitale » ; ils s'occuperaient aussi des questions ecclésiastiques, indiqueraient les paroisses à réunir ou à créer, signaleraient les couvents à supprimer, les biens monastiques à vendre. Ils s'occuperaient de dissoudre les juntas non autorisées et en châtieraient les membres, en ayant soin surtout d'empêcher toute communication avec la junta insurrectionnelle centrale. Ils pourraient prendre pour auxiliaires les personnes qu'ils jugeraient aptes à ce rôle. A défaut de force publique, les commissaires s'adresseraient aux généraux et commandants français, en leur montrant beaucoup de politesse et de bon vouloir ; et, s'ils jugeaient avoir à se plaindre d'eux, ils en écriraient au roi¹.

Pour remplir ce vaste programme, le roi nomma commissaire en Catalogne un personnage qui semble n'avoir eu ni une grande notoriété, ni des facultés exceptionnelles, Don Joseph Garriga. C'était, paraît-il, un simple petit chirurgien de San-Pere-Pescador dans le Bas-Ampurdan ; alors âgé d'une trentaine d'années, il avait voyagé « par ordre et avec une pension du roi Charles IV en France, en Angleterre et en Allemagne pour y étudier les arts relatifs aux fabriques » et avait « passé plusieurs années à Paris dans l'étude des sciences ». Il avait trouvé moyen de se faire accepter à la junta de Bayonne à titre de représentant de la Catalogne, et avait obtenu déjà du roi Joseph le titre de directeur des manufactures royales². On

1. Décret de Joseph-Napoléon, Madrid, 9 février 1809, Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3092 (Ce décret est naturellement en espagnol).

2. Ces renseignements sont surtout tirés du rapport de Montalivet, cité

remarqua plus tard que le commissaire royal manquait de prestige et de réputation locale ; et on se plut à railler ses « sottises ». Mais eût-il pu mieux faire avec un grand nom, des relations étendues, et même du génie ?

III

Ainsi, pendant que les généraux français semblaient, du moins à certains moments et par quelques-uns de leurs actes, prévoir et même dans une certaine mesure préparer le passage prochain de la Catalogne sous le gouvernement josphiste, ce gouvernement faisait de son côté, par l'envoi du commissaire royal, au moins une tentative pour manifester son existence et pour exercer son action dans la partie occupée de la principauté. D'autre part, les circonstances avaient obligé Napoléon à partir hâtivement, par suite à laisser le commandement nominal de l'armée au roi Joseph et la direction effective des opérations à son chef d'état-major Jourdan ; c'était là un fait qui semblait devoir hâter la reconnaissance, dans la Catalogne occupée, de l'autorité nominale et réelle de « très haut, très excellent et très puissant prince Don Joseph-Napoléon, roi des Espagnes et des Indes ¹ ».

Mais, en donnant à Joseph le commandement de l'armée, l'Empereur n'entendait point renoncer à suivre les opérations militaires ; il continua à envoyer des instructions à Joseph, très fréquemment tant que la campagne contre l'Autriche ne fut pas commencée, plus rarement ensuite, il est vrai ². A partir du 17 mars 1809, c'est-à-dire lorsque

à l'avant-dernière note, pour la nomination des conseillers de préfecture du département du Ter ; le reste des Notes sur la Catalogne (du général Pino), 11 janvier 1810, Arch. nat., AF iv 1625.

1. C'est ainsi qu'est rédigée la suscription de la lettre protocolaire par laquelle Napoléon répondit, le 29 octobre 1808, à la notification d'avènement de Joseph, Arch. nat., AFiv plaq. 2478.

2. Du 24 janvier, date du retour de Napoléon à Paris, jusqu'au 13 avril

Berthier devint major général de l'armée d'Allemagne, le ministre de la Guerre fut chargé d'entretenir une correspondance active avec Joseph et Jourdan, et il s'en acquitta avec beaucoup de régularité¹. Un bureau spécial du ministère fut dès lors chargé de suivre les affaires d'Espagne, de diriger le roi et son chef d'état-major et aussi de rédiger pour Napoléon des rapports fréquents, accompagnés de nombreuses copies de pièces, sur ce qui se passait dans la Péninsule². C'était déjà là une sérieuse entrave à l'autorité militaire de Joseph. Mais les apparences eussent au moins été sauvegardées si Clarke n'avait correspondu directement qu'avec le roi et avec Jourdan, et leur avait laissé le soin de répartir les ordres de détail entre les différents commandants de corps ou d'armées. Ce procédé eût été fort agréable à Joseph, lui eût laissé une relative aisance de mouvements et un certain prestige vis-à-vis des maréchaux et généraux en chef. Il eût été au moins le seul interprète des idées et des plans impériaux³.

date de son départ pour Strasbourg, *Corr. Nap.*, nos 14749, 14761, 14791, 14798, 14821, 14846, 14910, 14936, 14995, 15051 ; *Lettres inéd. de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, nos 408, 421, 429 (sans compter les lettres que l'Empereur fait écrire par Clarke) ; puis plus rien jusqu'en juin, où, du 3 au 21, l'Empereur fait écrire coup sur coup à Joseph et à Jourdan par Clarke (*Corr. Nap.*, nos 15292, 15304, 15332, 15340, 15396) ; puis l'Empereur n'écrit plus à Clarke, sauf pour des détails peu importants, au sujet de l'Espagne, avant le 18 juillet (nos 15552-15554) ; il y a encore une lettre importante à Clarke le 29 juillet (n° 15594), etc.

1. A partir du début d'avril, il y a à peu près tous les jours des minutes rédigées aux Arch. G. pour l'armée d'Espagne, soit pour le roi, soit pour Jourdan, soit pour les différentes armées.

2. Ces rapports, très détaillés et très soignés, furent naturellement classés dans les papiers de la Secrétairerie d'État, et sont actuellement, aux Arch. nat., dans les cartons AFIV 1618 (rapports ministériels) et, pour la Catalogne, AFIV 1621 (surtout copies de rapports de généraux). Toutes ces pièces sont écrites par le même expéditionnaire. Elles permettent de voir très nettement ce que l'Empereur a appris en 1809 sur l'Espagne par le « canal » du ministre de la Guerre (et il n'a pas appris grand'chose en dehors de cette voie). Quelques petites notes de service, éparses dans les cartons des Arch. G., montrent que c'était en somme M. de Vieusseux qui dirigeait le travail. De temps en temps, Clarke ajoutait de sa main quelques mots en marge ou en post-scriptum.

3. C'est ce que Joseph laisse voir clairement, dès avril 1809, dans une lettre à Napoléon, Madrid, 19 avril 1809, *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 155-157. Napoléon ne semble même pas y avoir répondu.

Mais il eût fallu alors que le ministre se bornât à envoyer des instructions d'un caractère très général, des « notes directrices » indiquant seulement l'objectif à atteindre et les principes à appliquer dans l'exécution, et non point des ordres de détail et d'un caractère impératif, qui ne pouvaient avoir de sens et de valeur qu'à condition d'arriver promptement et sûrement. Laisser la transmission d'ordres minutieux et formels à Jourdan eût été en retarder fatalement l'arrivée, donc l'exécution, de plusieurs jours pour la Vieille-Castille, d'une ou deux semaines pour l'Aragon, les provinces basques ou les Asturies, d'un mois peut-être pour la Galice, le Portugal ou la Catalogne. Comme Napoléon entendait bien que son ministre correspondît fréquemment et dans le détail avec l'Espagne¹, il lui imposait du même coup la nécessité d'envoyer ou de transmettre directement des ordres aux différents chefs et d'en informer pour mémoire seulement le roi Joseph et son chef d'état-major. Ceux-ci à leur tour, en correspondant avec les commandants des corps d'armée, ne pouvaient que répéter tardivement et à peu près dans les mêmes termes les indications, les considérations, les ordres déjà reçus sous la signature du ministre impérial². On n'a pas à examiner ici si le procédé suivi par Clarke fut profitable ou nuisible à la conduite des opérations. Mais il est évident qu'il n'était point fait pour amener les maréchaux ou généraux en chef à prendre Joseph au sérieux, comme ce souverain très vaniteux l'eût désiré, ni pour leur faire sentir le besoin et la nécessité de correspondre régulièrement avec Madrid.

1. Napoléon avait pour ainsi dire dressé Clarke à procéder ainsi. Car il s'était fait envoyer la première lettre destinée à Jourdan et l'avait corrigée sur plusieurs points. C'était une série d'ordres détaillés pour chacun des corps (Clarke à Jourdan, 26 mars 1809, *Corr. Nap.*, n° 14955). Avant de partir, Napoléon fit encore écrire par Clarke plusieurs lettres contenant des ordres de détail : à Clarke, Paris, 31 mars, 5 et 9 avril 1809, *Corr. Nap.*, nos 14978, 14989, 14999, 15010, 15037, 15038.

2. Joseph indique bien tout ceci dans la lettre à Napoléon signalée à l'avant-dernière note.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que, informé seulement au début de mars 1809 du commandement confié dès le 13 janvier par Napoléon à Joseph et à Jourdan¹, Gouvion-Saint-Cyr n'ait pas mis un grand empressement à renseigner le roi et à prendre ses instructions, militaires ou autres. Saint-Cyr n'aimait point à être dirigé et savait le faire sentir à l'occasion même au prince de Neuchâtel. Le chef d'état-major Rey écrivit quelquefois à Jourdan en mars et en avril et semble s'en être tenu là². Le roi Joseph ayant eu l'imprudence, vers le début de juin, d'écrire à Saint-Cyr pour lui demander de marcher sur l'Èbre et d'occuper ainsi le général Blake qui gênait fort Suchet³, le colonel-général des cuirassiers répondit à Sa Majesté Catholique une lettre qui commençait ainsi : « Sire, j'ai toujours cru que le 7^e corps d'armée en Espagne était destiné à soumettre la Catalogne ; si je ne me suis pas trompé, il aura encore longtemps de l'occupation dans cette

1. En effet, Saint-Cyr ne reçut pas une seule lettre du quartier-général depuis le mois de décembre jusqu'au 6 mars : Saint-Cyr à Berthier, 6 mars 1809, Arch. G. C'est une des lettres reçues à cette date du major général, qui provoqua la réponse suivante, très caractéristique : « D'après ces lettres, V. A. ordonne à un corps d'armée qui manque de tout de prendre dans le même temps trois places fortes, qui ont soutenu des sièges mémorables quand elles n'étaient défendues que par des troupes... ; c'est dans ces circonstances que V. A. ordonne la prise de trois places fortes, dans l'une desquelles s'est retirée une armée commandée par un bon et courageux général, place qui, parmi les avantages de sa position, compte celui de ne pouvoir être bloquée sans le concours d'une escadre... » Il s'agit ici de Tarragone. Les deux autres places fortes indiquées par Berthier sont Tortose et Girone. (A Berthier, Valladolid, 11 janvier 1809, *Corr. Nap.*, n° 14681).

2. Certainement deux fois au moins, Rey à Jourdan. Valls, 17 mars 1809, Arch. G., et Barcelone, 14 avril 1809, *ibid.*, peut-être plus souvent, car Clarke écrit à l'Empereur, le 20 avril 1809, Arch. nat., AFIV 1618 : « A cette lettre de M. le maréchal Jourdan sont jointes les copies de divers rapports du 7^e corps d'armée, qui, m'étant déjà parvenus directement, ont été dans le temps mis sous les yeux de V. M. » Les rapports de Rey à Jourdan, du moins ceux dont nous avons le texte (et y en eut-il d'autres ?) n'étaient en effet que la reproduction des rapports envoyés à Paris.

3. Nous n'avons pas la lettre de Joseph, mais il est aisé d'en reconstituer le sens d'après la réponse de Saint-Cyr et d'après une lettre de Joseph à Napoléon, Madrid, 16 juin 1809, *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 194-195, où le roi écrit : « Je pousse tant que je puis le 7^e corps de Catalogne, qui est bien en arrière, ce qui a donné de l'audace à Blake.. » On admirera le ton capable de l'ex-« colonel-proprétaire » du 4^e de ligne.

province, et ne pourra de sitôt concourir aux opérations des autres corps, à moins d'abandonner celles de la Catalogne¹. » En vérité Clarke était bien fondé à écrire un mois après à l'Empereur : « Je souhaite ardemment que Votre Majesté puisse bientôt se rendre en Espagne, et mettre de l'ensemble dans les opérations; l'indépendance qu'affectent certains maréchaux, même du roi, est tout à fait désastreuse². » Sans être maréchal, Gouvion-Saint-Cyr s'entendait à « affecter de l'indépendance ».

Dans ces conditions, on conçoit que Joseph ne se soit pas obstiné à diriger Saint-Cyr; et, à partir de la fin de juin, le roi semble s'être contenté de communiquer soit à Clarke, soit à Napoléon, ses idées sur le rôle du 7^e corps³. Ce qui est certain, c'est que, dans les derniers mois de 1809, on n'eut plus à Madrid de nouvelles de la Catalogne, « sauf par la voie de Paris⁴ ». Joseph restait sans influence dans cette province, même au point de vue militaire. Or, de son propre aveu, c'était seulement à ce point de vue qu'il pouvait compter pour quelque chose : « La royauté

1. Saint-Cyr à Joseph, 25 juin 1809, Arch. nat., AF iv 1621. Sur le fond des choses d'ailleurs, Saint-Cyr avait entièrement raison.

2. Clarke à l'Empereur, 30 juillet 1809, Arch. nat., AFiv 1618. Clarke faisait sans doute surtout allusion à l'attitude de Soult, de Victor, et même de Mortier, que lui avait signalée un rapport de Jourdan, Madrid, 24 juin, *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 199-206, où Jourdan disait notamment : « Pour réussir à la guerre, il faut qu'un chef ait sous ses ordres des militaires d'un grade inférieur qui obéissent, et non des camarades qui se croient plus de mérite que lui. »

3. Il se peut toutefois que Joseph ou Jourdan aient écrit à Saint-Cyr, sans que leurs lettres laissent de trace. C'est d'ailleurs une hypothèse peu probable. Joseph à Napoléon, Talavera, 9 juillet 1809; Madrid, 27 et 31 août 1809; Jourdan à Clarke, Madrid, 23 août 1809, etc.; *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 270, 366-367, 380, 392.

4. La Forest à Champagny, Madrid, 28 oct. 1809, Arch. des Aff. Étr., Corresp. diplom., Esp., vol. 680, f° 58. Même constatation dans un rapport de l'intendant général de l'armée d'Espagne à Joseph, Madrid, 1^{er} sept. 1809 (Arch. nat., AFiv 1620) et dans un autre rapport du même à Berthier, Madrid, 22 déc. 1809, AFiv 1623^A. Ces renseignements venus « par la voie de Paris » se trouvaient surtout dans les lettres de Clarke où il y avait de temps en temps quelques renseignements sur la situation en Catalogne. Clarke à Jourdan, 12 juin 1809, *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 190-192; Clarke au roi Joseph, 25 juillet 1809, Arch. nat., AFiv 1618.

tout entière de l'Espagne », écrivait-il mélancoliquement à son frère le 27 août 1809, « est aujourd'hui dans le commandement de l'armée française ¹ ». Il y avait d'ailleurs longtemps que Napoléon l'avait fait entendre sans périphrase au trop naïf Joseph : « Vous ne viendrez à bout de l'Espagne qu'avec de la vigueur et de l'énergie... Accoutumez-vous à compter votre autorité royale pour bien peu de chose ². »

Ainsi, comme généralissime, le roi Joseph ne fut guère pris au sérieux en Catalogne ; comme législateur il n'y eut pas beaucoup plus de succès. Dans son passage à Naples, Joseph avait été actif à cet égard ³ ; aussitôt installé dans son palais de Madrid, il avait rendu de nombreux décrets pour rajeunir la monarchie arriérée, y introduire les « lumières » et les bons principes administratifs ⁴. On ne sait par qui, sous quelle forme ces décrets furent envoyés en Catalogne ; si Gouvion-Saint-Cyr les reçut tous ou seulement en partie ⁵. En tout cas, il n'en publia aucun et ne fit usage que d'un seul, celui sur la prestation du serment par les fonctionnaires ⁶. Quant à Duhesme, il en connut ultérieurement quelques-uns par les journaux de Paris qui lui arrivaient de temps à autre par mer. Il fit publier deux de ces décrets ⁷ dans le *Diario de Barcelona*, mais dans un but intéressé. Le pre-

1. Joseph à Napoléon, Madrid, 27 août 1809, *Mém. roi Jos.*, t. VI, p. 380.

2. A Joseph, Paris, 21 février 1809, *Corr. Nap.*, n° 14798.

3. Napoléon le reconnaissait dans une lettre à Murat, 15 décembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14570. Cf. *Mém. roi. Jos.*, t. II et III (voir surtout t. II, p. 182-184). Cf. Driault, *Napoléon en Italie* (Paris, 1906. in-8°), p. 457-468.

4. La collection des décrets rendus par Joseph. de janvier à août 1809, est à l'Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 3092.

5. Il dut recevoir celui du 16 février sur la prestation du serment. Mais le reçut-il par une voie officielle, ou le trouva-t-il dans un journal, ou dans un imprimé ? Voir un peu plus haut.

6. Voir plus loin, sections v et vi.

7. Le *Diario de Barcelona*, en publiant ces décrets, déclare les prendre dans le *Journal de Paris*.

mier était relatif aux « biens nationaux », c'est-à-dire aux biens confisqués sur les insurgés ; Duhesme le fit publier pour rassurer les souscripteurs d'un récent emprunt forcé ; il leur promit en effet ensuite que le trésorier de l'armée leur délivrerait, en manière de remboursement, des « obligations » que le roi Joseph accepterait certainement comme valables pour l'acquisition des « biens nationaux¹ ». Le second décret rendu public par Duhesme supprimait tous les couvents d'hommes du royaume : Duhesme en profita immédiatement pour faire dresser un inventaire de tous les biens meubles, créances, revenus, des couvents de Barcelone². Six semaines après, le général à bout de ressources utilisait ces dispositions, non pour fermer réellement tous les couvents, mais pour confisquer au profit de ses finances la plus grande partie des ornements ou des vases d'or et d'argent des églises et chapelles conventuelles³. C'est à cela que se borna l'exécution à Barcelone des décrets de Sa Majesté le roi Joseph Napoléon.

Il faut dire d'ailleurs qu'on n'attacha pas beaucoup plus d'importance aux mesures législatives de Napoléon lui-même. Deux seulement, transmises par des autorités militaires, reçurent un commencement d'exécution ; la première qui prescrivait de saisir les denrées coloniales et

1. Décret royal du 9 juin 1809, dans le *Diario de Barcelona* du 20 juillet. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 3 août 1809 : « Tous ceux qui ont payé avec exactitude leur part de l'emprunt forcé exigé au mois de mai dernier, présenteront leur quittance à l'intendant général qui leur fera délivrer par la Trésorerie de l'armée une obligation d'égale somme payable en biens nationaux. Ces obligations seront signées par le trésorier, l'intendant général et le général commandant la province, qui promet, au nom de S. M. le roi Joseph-Napoléon, que ces obligations seront admises en paiement des biens nationaux... » *Diario* du 4 août.

2. Décret royal du 18 août 1809, résumé dans le *Diario* du 16 octobre 1809 ; arrêté de Duhesme, Barcelone, 14 octobre 1809, dans le *Diario* du 16 octobre 1809.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 27 novembre 1809, dans le *Diario* du 29. Cette argenterie fut monnayée et le produit fut employé à acheter du blé ; Résumé historique des opérations, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809). Voir d'ailleurs chapitre V.

les marchandises anglaises débarquées en Espagne depuis le début de l'insurrection, avait été transmise par Berthier¹. L'ordonnateur du 7^e corps dressa à ce sujet une instruction détaillée, qu'il transmit à ses subordonnés; on n'eut d'ailleurs guère l'occasion de s'en servir². On reçut également, par l'intendant général de l'armée d'Espagne, le texte du décret proscrivant dix grands personnages compromis dans l'insurrection et ordonnant la confiscation de leurs biens au profit de la France³. Les dix proscrits qui appartenaient aux plus grandes familles d'Espagne devaient avoir des domaines un peu partout en Espagne et en Italie⁴. Le commissaire ordonnateur, alors à Barcelone, fit encore une belle instruction, bien détaillée et bien précise; quelques jours après, on fit l'inventaire de la maison que le duc de Medinaceli possédait à Barcelone et on y mit les scellés⁵. Quant aux décrets à effet que Napoléon avait signés hâtivement à Madrid et qui avaient ordonné l'abolition des droits féodaux, des justices seigneu-

1. Ordre de l'Empereur, Burgos, 20 novembre 1808, Arch. G.; l'exécution de cet « ordre » est confiée au major général et à l'intendant général. Berthier le transmet aussitôt par lettre à Saint-Cyr, Burgos, 20 novembre 1808, Arch. G.

2. Instruction adressée par le commissaire ordonnateur en chef du 7^e corps aux commissaires des guerres, Figuières, 26 novembre 1808, Arch. G. L'ordonnateur Rey demanda l'approbation de Dejean, par lettre de Figuières, 27 novembre 1808, Arch. G. Je n'ai trouvé mention que d'un seul cas où on ait exécuté l'ordre impérial en 1809; il est mentionné dans un rapport de Clarke à l'Empereur, 13 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 1618; encore Clarke a-t-il appris la chose par un article de journal.

3. Décret impérial de Burgos, 12 novembre 1808, Arch. nat., AFIV plaq. 2480.

4. Le 18 novembre 1808, Napoléon écrit de Burgos à Murat pour lui ordonner de faire confisquer les biens que le duc de l'Infantado et les autres grands proscrits ont dans le royaume de Naples. *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 370 (cf. n° 382).

5. Arrêté de l'ordonnateur Rey, Barcelone, 26 mars 1809, Arch. G. (sous la date du 29 mai 1809). Rey demanda l'approbation de son ministre. Dejean, qui en référa au ministre des Finances. Celui-ci déclara que l'affaire ne le concernait pas; Dejean s'adressa alors à Clarke avec aussi peu de succès; et on en resta là. Dejean à Clarke, 4 mai 1809, Arch. G.; Clarke à Dejean, 17 mai 1809, *ibid.*; Dejean à Clarke, 29 mai 1809, *ibid.* Pour l'inventaire de la maison Medinaceli, le 6 avril 1809, Ferrer, *Barcel. caul.*, t. III, p. 245-246.

riales, de l'Inquisition, la réduction du nombre des couvents, la suppression des douanes intérieures, et prétendu révoquer les aliénations des impôts ou du domaine royal¹, on les connut fort tard et à Barcelone seulement. Ils furent publiés au *Diario*, éloquemment commentés par un « jurisconsulte espagnol », qui était probablement le commissaire général de police ou son ami le fiscal civil de l'Audience, et ce fut tout ce qu'on fit pour en assurer l'exécution². A vrai dire, Duhesme n'avait pas attendu jusque-là pour fermer le tribunal de l'Inquisition et pour s'emparer des biens meubles, du local et de la bibliothèque de ce tribunal³. Il n'avait pas eu besoin de décret. La nécessité financière avait suffi. Même à Barcelone, on n'attacha donc point une grande importance aux décrets *régénérateurs* de Napoléon.

Jusqu'à la fin de mars 1809, les différents généraux avaient naturellement envoyé très fréquemment des rapports à Berthier, en se plaçant toujours presque exclusivement au point de vue militaire : quand Clarke eut remplacé le prince de Neuchâtel pour la direction des opérations en Espagne⁴, Reille et plus tard Verdier,

1. Décrets impériaux de Madrid, 4 et 12 décembre 1808, Arch. nat., AFiv plaq. 2512 et 2524. La secrétairerie d'État de Joseph, qu'on n'avait pourtant chargée de rien, les fit imprimer en une brochure in-4 dans les deux langues, sous le titre *Extracto de las minutas de la Secretaria de Estado*, avec la proclamation impériale du 7 décembre (Arch. G., 4 décembre 1808), ce qui indique que c'était seulement une publication de propagande.

2. *Diario de Barcelona*, dans la deuxième quinzaine de mars. Le commentaire parut les 1^{er} et 2 avril. C'est un plat dithyrambe, d'inspiration assez « révolutionnaire », ce qui correspond tout à fait aux idées de Casanova et de Medinabeytia. En Haute-Catalogne, on pourra constater plus tard que les décrets ne furent jamais publiés. De Gérando à Montalivet, s. l. n. d. (Girone, fin mars 1813, lettre arrivée au ministère le 5 avril), Arch. nat., F¹⁰ 72.

3. Duhesme ne publia même pas d'arrêté à ce sujet ; Ferrer rapporte le fait, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 578-579, et t. III, p. 36. Les fonds furent employés dans les hôpitaux.

4. A Berthier, Paris, 17 mars 1809, *Corr. Nap.*, n° 14914 : « Mon cousin, écrivez au maréchal Jourdan et au duc de Valmy et aux différents officiers généraux qu'ils doivent correspondre désormais avec le ministre de la Guerre, puisque vous êtes nommé major général des armées d'Allemagne. »

Duhesme, Gouvion-Saint-Cyr ou son chef d'état-major durent naturellement écrire très fréquemment au ministre et ils reçurent de lui de nombreux ordres¹. Mais, dans les rapports des généraux, une bien faible place était faite aux opérations administratives ou gouvernementales ; ils ne parlaient même de la situation politique que dans la mesure où elle influait sur les événements militaires : et le peu qu'ils écrivaient là-dessus ne permettait certainement guère à Clarke de se faire une idée nette de cette situation. Les généraux se considéraient évidemment comme ayant à peu près carte blanche à ce point de vue, et ils n'avaient pas tort de le penser : car le ministre ne répondait pour ainsi dire jamais à ce qu'ils disaient incidemment sur ces questions-là.

Une fois pourtant, le ministre donna quelques conseils non point sur le gouvernement, mais sur les moyens propres à assurer la soumission des pays occupés ; citant l'exemple des provinces basques, il engageait Gouvion-Saint-Cyr à organiser des gardes nationales. Il ajouta de sa main un post-scriptum où il suggérait, non sans précautions de forme², l'emploi d'un procédé destiné à assurer la tranquillité de l'Ampurdan. « En rendant, dans chaque commune, certaines personnes responsables de la conduite des autres, et en écartant avec soin celles qui sont réputées pour des boute-feux, le 7^e corps pourra espérer quelque tranquillité sur ses derrières. La certitude qu'on peut donner à ces communes que les propriétés seront respectées, et quelques punitions exemplaires, si ces propriétés étaient violées, produiraient l'effet qu'on a obtenu de ce système en Navarre, en Biscaye, etc.³ » Saint-Cyr

1. Ici on ne peut que renvoyer à tout le carton AFIV 4621 (Arch. nat.), et à toute la Correspondance générale des Arch. de la G. pour 1809 (originaux des rapports, minutes des réponses).

2. « Je ne m'étends pas à ce sujet, parce que les circonstances et les localités sont à consulter pour cet objet. »

3. Clarke à Gouvion-Saint-Cyr, 3 juin 1809, Arch. G.

ne se hâta point de répondre ; il le fit trois semaines après seulement et sans y mettre beaucoup de précautions : « J'ajouterai seulement que les mesures que vous proposez dans votre lettre du 3 de ce mois, et qui ont réussi dans le Nord, sont absolument impraticables ici, où pas un seul habitant ne reste dans les pays occupés par l'armée. J'ai cru vous l'avoir déjà écrit, et mes aides de camp étaient chargés de vous le répéter¹. » Saint-Cyr s'entendait à ne pas éterniser les discussions.

Peu renseigné par les généraux sur les opérations administratives, le ministre ne renseignait naturellement guère à son tour Napoléon à ce sujet². Même dans le rapport où Clarke transmet à l'Empereur les accusations portées contre les actes de Lechi, ce qui aurait pu amener Napoléon à s'inquiéter de ce genre de questions, le ministre se place surtout au point de vue de la discipline militaire³. Clarke ne reçut d'ailleurs point de réponse de l'Empereur sur les suites à donner aux plaintes contre Lechi. Peut-être l'Empereur pensait-il que c'était plutôt l'affaire du roi Joseph que la sienne ; peut-être aussi considérait-il que c'étaient là détails sans importance : il n'y avait pas matière à enquêter ou à sévir.

IV

Au début de mars 1809, le commissaire royal Don Joseph

1. Saint-Cyr à Clarke, 23 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Ici il faut renvoyer à toute la série des rapports de Clarke en 1809 : Arch. nat., AFiv 1618, quelques-uns dans AFiv 1621.

3. Ce rapport (Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809) a été exceptionnellement classé dans AFiv 1621. Le début d'ailleurs n'était pas très affirmatif : « Sire, quatre individus, *se disant* habitants de Barcelone, m'ont adressé des plaintes contre le général de division Lechi. *Ils assurent* que... » Pourtant le rapport du ministre finissait ainsi : « J'ai l'honneur d'exposer à l'Empereur que ces plaintes ne me paraissent point dénuées de fondement... Je prie V. M. de me faire connaître si son intention est qu'il soit donné quelque suite à cette affaire, afin que dans ce cas je fasse vérifier à fond les faits énoncés. » Le silence de l'Empereur n'en est que plus significatif.

Garriga arriva en Catalogne, sans doute par Perpignan¹. Le centre naturel de son activité semblait devoir être la capitale de la principauté, résidence des principales autorités et foyer de la vie catalane. Mais les circonstances n'offrirent alors aucune occasion de se rendre de Figuières à Barcelone, si ce n'est par la voie de mer. S'y confier eût été dangereux pour le commissaire royal ; sur quatre barques parties successivement de Rosas pour porter des vivres et des dépêches à Duhesme et à Saint-Cyr, trois venaient d'être prises par les insurgés de la côte². Le commissaire royal semble avoir été un homme fort prudent³. D'ailleurs l'Ampurdan était son pays natal : il y resta donc et s'établit à Figuières. C'était une médiocre résidence pour un grand personnage, mais le voisinage du fort San-Fernando y assurait une sécurité relative, et, en attendant de purger l'Ampurdan des « brigands », Garriga devait éviter de se laisser prendre par eux⁴. Il y

1. Ceci par conjecture. Mais les circonstances s'opposaient à ce que Garriga pût prendre une autre voie. Quant à la date de l'arrivée, outre le rapport de Montalivet à l'Empereur déjà cité (20 mai 1812, Arch. nat., AFiv plaq. 5302), elle ressort du fait que l'État des recettes faites par M. Garriga commence au 1^{er} mars. Cet état est en annexe au Comptendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative du gouvernement de Catalogne (Arch. G., 14 février 1811). Le document rédigé par Pelletier nous est fort nécessaire, car c'est surtout par l'enquête de la commission qu'on peut se rendre compte de l'activité de Garriga. Heureusement le travail de la commission administrative fut ici plus consciencieux qu'à Barcelone (Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁶⁵⁵⁴). Girone n'étant pas alors aux mains des Français, on ne peut rien tirer de l'Arch. mun. de cette ville. Figuières n'a pas un Arch. mun. accessible aisément. Il ne paraissait pas alors de journal dans l'Ampurdan. Enfin les papiers de Garriga furent détruits de bonne heure, dès 1812, par un employé de la sous-intendance de Figuières, qui les jugea « inutiles ». Procès-verbal dressé le 3 mai 1812, par le sous-préfet Las Cases, Arch. nat., F¹⁷²; Gérando à Montalivet, Girone, 4 mai 1812, *ibid.*

2. « Des quatre barques chargées de subsistances qui étaient depuis deux mois à Rosas et qui en étaient parties il y a quinze jours, je sais que trois ont été prises ; j'espère que la quatrième sera arrivée », écrit Reille à Berthier, Figuières, 4 mars 1809, Arch. G. ; Saint-Cyr à Berthier, Valls, 18 mars 1809, *ibid.*

3. Ceci à en juger par sa lettre à Verdier, Figuières, 1^{er} juin 1809, Arch. G., où Garriga dissimule mal sa peur d'être pris.

4. Résidence de Garriga à Figuières attestée par le Comptendu par Pelletier, par les quelques lettres de lui qui existent, soit aux Arch. G.,

avait d'ailleurs de quoi s'occuper dans le pays : la plupart des habitants avaient quitté leurs maisons, et si ceux qui restaient chez eux étaient bien obligés de reconnaître en fait l'autorité militaire française, ils ne se souciaient probablement guère de celle du roi Joseph ; les brigands couraient la contrée¹, et on ne lisait sans doute pas beaucoup « la Gazette de la capitale ». En un mot, presque tout était à faire.

Toutefois Garriga trouvait à Figuières un collaborateur tout désigné et déjà pourvu d'une apparence de rôle administratif dans la personne d'un certain Thomas Puig, dont le général Reille avait fait, probablement en août, septembre ou octobre 1808, un corrégidor de Figuières². Thomas Puig n'avait probablement pas beaucoup de besogne ; il s'était borné jusque-là, semble-t-il, à aider l'armée française en lui trouvant des moyens de transport et en lui fournissant des renseignements³ ; mais il

soit aux Arch. nat., AFiv 1621, sous le titre « Correspondance ; copies envoyées par le général Verdier ».

1. Voir chapitre III, section II.

2. Nous n'avons pas de pièce nous permettant de fixer avec précision la date de la nomination de Puig aux fonctions de corrégidor ; et, pour la fixer approximativement, il faut recourir à des rapprochements de pièces. Nous savons que la nomination de Puig fut faite par Reille, par le Cahier de copies de lettres adressées au corrégidor de Figuières (15 avril 1809-6 juin 1810), Arch. G. (6 juin 1810). D'autre part, Puig dit dans son *Discours prononcé en séance publique le 2 janvier 1811* (Arch. G., sous cette date) qu'il a « servi la patrie et l'armée impériale l'espace de près de deux ans dans les pénibles fonctions de corrégidor ». Or Macdonald lui avait retiré ses fonctions de corrégidor le 4 août 1810 (Macdonald au corrégidor de Girone, Girone, 4 août 1810, Arch. G.). On est ainsi amené à assigner à la nomination de Puig comme corrégidor une date légèrement postérieure au 4 août 1808. D'autre part, il est peu probable (possible pourtant) que Reille ait pris sur lui de signer une nomination pendant le séjour de Saint-Cyr dans l'Ampurdan, c'est-à-dire depuis le 1^{er} novembre environ (pendant les mois de septembre et d'octobre, Saint-Cyr resta à Perpignan) jusqu'au 10 décembre. Mais, si l'on admet que, dans son discours, Puig cède à l'envie d'étendre la durée de ses services, sa nomination peut fort bien avoir été faite seulement au début de 1809. Pour nous résumer, l'hypothèse la plus admissible consiste à placer l'élevation de Puig au corrégidorat vers septembre ou octobre 1808, après la levée du second siège de Girone.

3. Copie des lettres, etc. (Arch. G., 6 juin 1810) ; Reille à Puig, Figuières, 15 avril 1809, Verdier à Puig, sous Girone, 18 juin 1809.

était fécond en projets et sa tête fourmillait d'idées et de plans de réformes. Il avait fait, paraît-il, des études juridiques et était même depuis quelque temps *alcalde-mayor* de Figuières, c'est-à-dire juge du corrégiment¹. Un contemporain, qui lui est favorable, le qualifie d'« homme de mérite, de savoir, d'un caractère grave, mais d'un esprit droit² ». Il semble avoir été réellement assez cultivé, assez ouvert, désireux de jouer un rôle et de faire quelque chose, mais trop ardent, brouillon, jaloux et autoritaire³. On l'accusa plus tard d'avoir voulu agir en Catalogne « d'après les principes révolutionnaires de 1793 », et en tout cas il avait certainement d'ardentes sympathies pour la France⁴. Dans un mémoire qu'il rédigea en 1810, il devait proposer l'abolition des droits féodaux et des dîmes, la réduction du nombre des diocèses et des paroisses, la suppression des couvents ; il n'y cachait pas son hostilité contre les prêtres, « toujours inquiets et mécontents⁵ ». Bref, il semble avoir été du nombre d'ailleurs assez restreint de ces Espagnols cultivés qui admiraient dans la France impériale l'égalité civile, l'administration régulière, la suprématie de l'état laïque sur l'Eglise ;

1. Macdonald à Puig, 4 août 1810, Arch. G. La copie, etc., citée à la note précédente semble indiquer que Puig était *alcalde-mayor* sous le gouvernement de Charles IV, mais depuis peu de temps.

2. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, octobre 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

3. Ce qui permet de le juger ainsi, c'est son attitude comme président de la Cour d'appel de Barcelone, que M. Mathieu apprécie en ces termes : « D'après tout ce que j'ai vu, appris et entendu, je puis déclarer avec vérité que M. Puig est un ambitieux et un brouillon... » (M. Mathieu à Macdonald, Barcelone, 6 mars 1811, Arch. G.). Carrion-Nisas lui-même, dans une lettre à Clarke, Girone, 2 août 1810, Arch. nat., AFiv 1625, classe Puig parmi les « esprits ardents, mus par d'anciens ressentiments ». Les Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷6554), œuvre de Lautrec, tout en lui reconnaissant des « moyens », disent : « Un vif désir de domination maîtrise cet individu. »

4. Note confidentielle (non signée, mais de la main du commissaire de police Beaumont-Brivazac), Arch. G. (première quinzaine de janvier 1811) ; *Discours prononcé, etc.*, Arch. G., 2 janvier 1811.

5. Observations statistiques et politiques sur la Catalogne, par le corrégor de Girone, Arch. nat., AFiv 1625.

faut-il en conclure, avec un contemporain, qu'il était ardent révolutionnaire? Ce n'est pas sûr, le témoignage émanant d'un hobereau qui ne perd pas une occasion de traiter de « jacobins » ceux qui lui déplaisent¹. Enfin Thomas Puig détestait les Castellans et associait à son amour de la France l'horreur du gouvernement madrilène².

Les instructions recommandaient au commissaire royal de vivre en bonne harmonie avec les chefs français, mais elles considéraient les relations réciproques comme devant s'établir sur un pied d'égalité. Le roi avait voulu donner aux généraux français des collaborateurs pour la partie administrative et gouvernementale, non des subordonnés³. Les circonstances ne se prêtaient guère à ce que les relations s'établissent sur ce pied-là. En fait, le commissaire royal, perdu au milieu d'éléments hostiles, à peu près dépourvu de moyens d'action sur une population mal disposée, n'apportait aucun secours réel, aucun appui moral aux généraux français, et il ne pouvait tenir que d'eux un peu de force matérielle. S'il voulait n'être pas totalement frappé d'impuissance, il lui fallait s'accommoder du rôle de subordonné déferent et discret : et Garriga semble s'être très vite résigné à cette attitude. Le commissaire royal poussa le renoncement jusqu'à donner

1. Hubert de Beaumont-Brivazac à Savary, Gironne, 1^{er} septembre 1810, Arch. nat., F⁷6559. Dans un autre rapport à Savary, Gironne, 11 novembre 1810, *ibid.*, Beaumont-Brivazac qualifie Lechi de « Robespierre de la Catalogne » !

2. Observations statistiques et politiques sur la Catalogne; *Discours prononcé, etc.*

3. On a vu plus haut le contenu des instructions données par le roi ; on peut encore confirmer leur caractère, à ce point de vue, par la lettre suivante, écrite par Jourdan pour recommander un commissaire royal : « M. le général, J'ai l'honneur de vous prévenir que le Roi a nommé Don François Duran son commissaire extraordinaire dans la province où vous commandez. Don François Duran est chargé de l'organisation civile, administrative et financière de la province. S. M. désire que vous l'aidiez et le protégiez dans l'exécution de sa mission, que vous le fassiez respecter et obéir par les autorités civiles, et que vous lui fournissiez les escortes nécessaires pour la sûreté de sa personne. » Jourdan à Belliard, 8 février 1809, Arch. G.

à sa mission un caractère beaucoup plus modeste que ne le comportaient les instructions rédigées à Madrid : il se déclarait « envoyé dans cette province par Sa Majesté Catholique pour faciliter à l'armée les moyens de vivre sur le pays et seconder, par son activité, les administrations militaires¹ ». Garriga servit d'intermédiaire et d'interprète pour les réquisitions qu'on put faire sur le pays²; et lorsqu'il parvint à tirer un peu d'argent de la région occupée, il en employa une notable partie à faire, au nom de Sa Majesté Catholique, un traitement mensuel extraordinaire de 4.500 pesetas au chef d'état-major du 7^e corps³. Par sa déférence, il parvint à se faire accepter par les généraux, qui commandèrent successivement dans l'Ampurdan, mais à titre de véritable subordonné. Puig, en dépit de son caractère hautain, ne procédait d'ailleurs point autrement⁴.

D'ailleurs les chefs français s'intéressant peu à l'administration d'un pays ruiné et à demi désert, d'où on ne pouvait par conséquent pas tirer grand'chose, laissèrent le commissaire royal et le corrégidor libres de faire ce que leurs faibles moyens leur permettaient de tenter⁵. Mais, jusqu'au moment où Saint-Cyr vint couvrir, vers

1. C'est ainsi que Garriga explique l'objet de sa mission, quand la Commission administrative lui fait rendre des comptes : Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811); cf. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554.

2. La correspondance de Garriga, dans la période des débuts, était en effet « relative à des réquisitions », au témoignage de l'employé qui la détruisit. Procès-verbal dressé le 3 mai 1812 par le sous-préfet Las Cases, Arch. nat., F¹ie 72.

3. Compte-rendu par Pelletier.

4. On le voit par les quelques lettres que nous avons d'eux ; non seulement en s'adressant à Verdier, mais même en écrivant à Viala, général de brigade commandant le fort de Figuières, Puig et Garriga prennent un ton très soumis. Puig à Viala, Figuières, 31 mai et 1^{er} juin 1809 ; Garriga à Verdier, Figuières, 1^{er} juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621 (existent aussi aux Arch. G., sous la date du 1^{er} juin). Même ton quand Garriga écrit à Augereau, 15 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

5. « Le commissaire royal... dirigea par lui-même l'administration », dit Pelletier dans son Compte-rendu.

le milieu de juin 1809, le siège de Girone avec le gros de son corps, l'insécurité fut trop grande dans l'Ampurdan pour permettre aux deux fonctionnaires josphistes de faire autre chose que des projets. Vers le mois de mai, ils s'occupaient à prouver eux aussi aux généraux français qu'il fallait assurer la tranquillité du pays en armant « les habitants bien intentionnés des communes soumises sous la responsabilité des principaux de chacune d'elles et des curés », quand une incursion soudaine des « brigands » vint leur ôter toute illusion sur l'efficacité de ce procédé : armer les gens « bien intentionnés » eût été les exposer ou à une mort certaine, ou à se laisser désarmer ; les partisans de la soumission n'étaient sans doute point les plus braves des Catalans. Les deux fonctionnaires, ne se sentant plus en sûreté même à Figuières sous le canon des Français, demandèrent une garde au général commandant le fort : « Il m'est toujours rapporté de nouvelles menaces », écrivait le pauvre commissaire royal ; « ils veulent, à quelque prix que ce soit, m'enlever ainsi que M. le corrégidor... Quoique le plus menacé, je n'ai pas encore voulu quitter la ville, mais si nous continuons à être désespérés, je serai obligé, ainsi que M. le corrégidor, de demander un logement au fort, ce qui gênerait considérablement mes opérations ¹... » Les opérations de Garriga semblent avoir surtout consisté jusque-là soit à remplacer sur le papier quelques *bayles* des villages voisins, soit à maintenir en fonctions ceux qui y étaient depuis le temps de Charles IV, et à feindre de les considérer comme des fonctionnaires exerçant régulièrement leurs fonctions au nom du roi Joseph ².

1. La citation et ce qui la précède d'après Garriga à Verdier, Figuières, 1^{er} juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Une lettre de Garriga à Augereau, Figuières, 12 janvier 1810, Arch. G., constate en effet que ce travail de prétendu renouvellement des autorités municipales fut fait au temps de Reille (c'est-à-dire avant le 11 mai 1809 : Clarke à l'Empereur, 22 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1618) et que la plupart des choix furent mauvais.

A partir de juin 1809, le commissaire royal put montrer un peu plus d'activité et tenter de créer enfin quelque chose de positif : les rentrées de fonds s'accrurent un peu¹, et Garriga put se mettre à correspondre avec quelques bayles des communes au Nord de la Fluvia²; il essaya alors de créer des administrations financières, et d'organiser une petite force publique. Ces créations restèrent d'ailleurs très rudimentaires; les administrations, la force publique furent mal organisées et tout à fait embryonnaires; mais enfin elles fonctionnèrent au nom du roi Joseph³.

En fait d'ailleurs, les relations semblent avoir été ou nulles ou très rares entre Garriga et le gouvernement de Madrid⁴. Ayant eu une fois des doutes sur la solution à donner à une question théorique de droit maritime, le commissaire royal s'adressa à Augereau, et celui-ci eut recours aux lumières du duc de Feltre⁵. En droit, Don Joseph Garriga était un haut fonctionnaire du gouvernement royal, muni de pleins pouvoirs et représentant direct de Sa Majesté Catholique; en pratique, il était sur-

1. D'après l'état des recettes faites par M. Garriga, annexé au Comptendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811), la moyenne des recettes mensuelles est de 2.269 pesetas de mars à juin 1809, de 15.042 pesetas de juillet à novembre.

2. Comptendu par Pelletier; Renseignements sur Barcelone. Arch. nat., F⁷⁶⁵⁵⁴. Exemple de cette correspondance, en janvier 1810, avec les « maires » de Cadaqués et de Rosas, Arch. nat., AFiv 1625.

3. Nous étudierons ultérieurement ces questions avec plus de détail, surtout d'après le Comptendu par Pelletier.

4. Dans ce qui subsiste des papiers des ministères de Joseph (du moins dans ce qui en est accessible), soit à l'Arch. hist. nac. de Madrid, soit à Simancas, il n'y a pas un rapport de Garriga, pas une seule pièce venue de l'Ampurdan, pas même un document de pure forme. Or ces papiers représentent ce que reçurent le ministre secrétaire d'État et les ministères de la Justice et des Cultes, pendant tout le séjour de Joseph à Madrid, de 1809 à 1812. Nous avons d'ailleurs établi, quelques pages plus haut, qu'on ne reçut à Madrid que quelques rapports de Rey et une lettre de Saint Cyr, et qu'à partir de juillet 1809 on n'en eut plus de nouvelles que « par la voie de Paris », c'est-à-dire par Clarke.

5. Il s'agissait des formalités à suivre à l'égard des bâtiments sous pavillon barbaresque; Garriga à Augereau, Figuières, 15 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625; Augereau à Clarke, Fornells, 18 janvier 1810, *ibid.*

tout un agent subalterne du gouvernement impérial. C'est parce qu'il se résigna à ce dernier rôle qu'il put se maintenir un an en fonctions, et échapper au sort de certains de ses collègues, au sujet desquels Joseph écrivait en octobre 1809 : « J'ai dû même rappeler quelques commissaires espagnols que j'avais envoyés dans diverses provinces où ils avaient fait d'abord beaucoup de bien ; mais j'ai conçu qu'il était impossible que leur autorité ne contrarie pas celle des généraux¹ ». L'« autorité » réelle de Garriga était beaucoup trop restreinte pour « contrarier » celle des généraux, et il n'y eut pas lieu de le rappeler. Mais en revanche le commissaire royal fut hors d'état de servir réellement la cause du roi Joseph et d'organiser en son nom rien de sérieux.

D'ailleurs, si Garriga resta nominalement en fonctions jusqu'au mois de mars 1810, il perdit absolument toute influence à l'arrivée du maréchal duc de Castiglione, et cela au profit de son collaborateur Thomas Puig. Pendant la maladie et le séjour du maréchal à Perpignan, Puig avait recruté des espions et il avait pu envoyer ainsi des renseignements à Augereau qui lui en avait su gré². Dès que le maréchal se mit à la tête des troupes, il marqua sa reconnaissance et sa confiance à Puig ; deux mois et demi avant la prise de Girone, il donnait à l'ambitieux personnage le titre de corrégidor de cette ville, pour le joindre à celui de corrégidor de Figuières³. En même temps, comme Auge-

1. Joseph à Clarke, Madrid, 27 octobre 1809, *Mém. roi Jos.*, t. VII, p. 46-48. Lors de la création des commissaires, « plusieurs personnes » l'avaient déjà regardée comme « précoce », écrivait La Forest le 10 février. *Correspondance de La Forest*, t. II, p. 61.

2. Il y a presque tous les jours des bulletins de renseignements de l'écriture de Puig dans les cartons des Arch. G. pour août et septembre 1809. Rey écrit à ce sujet une lettre de remerciements à Puig en septembre 1809 ; Copie des lettres, etc. : le chef d'état-major Rey à Puig, Fornells, 24 septembre 1809, Arch. G. (6 juin 1810).

3. Arrêté d'Augereau, Fornells, 25 septembre 1809, Arch. G. (6 juin 1810). Un employé de Puig, Joseph Esteve, devint alors « lieutenant dudit corrégiment de Figuières, sous les ordres de M. Puig ».

reau eût été gêné pour attribuer un traitement à Puig, et que celui-ci avait des employés à entretenir, le maréchal arrêta : « Il sera provisoirement fourni des magasins de l'armée les subsistances à M. le corrégidor Puig, en l'assimilant au rang de général de brigade... Elles seront fournies à ses employés, au nombre de dix, en les assimilant au rang de lieutenant¹. » Dans la très faible mesure où Augereau s'occupa de gouverner jusqu'à la chute de la vaillante Gironne, il se servit beaucoup plus de ce corrégidor *in partibus* que du commissaire royal, et ni lui ni ses subordonnés ne se privèrent de faire sentir à M. Garriga quel faible cas on faisait de ses services². Très partisan de l'annexion pure et simple de la Catalogne à la France, Puig ne songea certainement point à agir en représentant du roi, bien que plus tard il rappelât avec complaisance le temps où il était « corrégidor sous Sa Majesté le roi Joseph-Napoléon³ ».

Donc, dans la Haute-Catalogne, l'autorité du roi Joseph se manifesta à peu près uniquement par l'envoi d'un haut fonctionnaire qui se trouva réduit à un rôle misérable. On n'y rendit même pas à l'autorité royale le platonique hommage qu'elle reçut du moins à Barcelone en avril 1809 par les soins de Gouvion-Saint-Cyr.

1. Arrêté d'Augereau, Fornells, 23 septembre 1809, Arch. G. (6 juin 1810). « Cette fourniture rentrera à l'armée, qui en fait les avances, par les réquisitions qui auront lieu sur le pays. »

2. « Je suis toujours après M. Garriga ; il ne va pas vite... » écrit l'ordonnateur Rey à Augereau, Figuières, 30 novembre 1809, Arch. G. ; cf. Augereau à Clarke, Fornells, 6 décembre 1809, Arch. G. : « Lui-même et ses agents ont tout désorganisé ; cet homme n'a pas un nom pour en imposer aux Catalans : il fallait un personnage probe, intact, vertueux et qui n'eût pas besoin d'argent... Mais j'ai su mettre ordre à de tels abus. » A partir du 16 octobre, Puig signe les rapports qu'il envoie à Augereau sur les mouvements de l'ennemi : Puig à Augereau, 16, 18 octobre 1809, etc. (Arch. G.). L'influence dominante de Puig à partir de l'arrivée d'Augereau nous est attestée par un rapport rétrospectif de Beaumont-Brivazac à Savary, Gironne, 1^{er} septembre 1810, Arch. nat., F⁷⁶359.

3. Puig au général Maurice Mathieu, Barcelone, 2 mars 1811, Arch. G.

V

En effet si, comme on l'a vu, les décrets du roi Joseph ne furent en général guère connus et presque point exécutés à Barcelone, Saint-Cyr tint du moins, quand il revint des environs de Tarragone sur la ville¹, à se conformer au décret royal du 16 février sur le serment des autorités et des fonctionnaires. Et là encore ce fut lui plutôt que Duhesme qui prit ou crut prendre les intérêts du roi Joseph, de même que c'étaient lui et son subordonné direct, l'ordonnateur Rey, qui avaient surtout fait les premières tentatives pour ramener l'administration à son rôle normal et à ses attributions ordinaires. Duhesme était avant tout un réaliste; presque tous ses actes avaient été inspirés par les circonstances et avaient eu un but pratique : par ses expédients, ses empiétements successifs et ses mesures de rigueur, le général s'était fait une réputation de despote; on redoutait ses colères, on lui reprochait de manquer de dignité dans sa vie, on le considérait comme brutal, emporté et dur². Mais du moins, nous l'avons vu, il avait su éviter d'augmenter le mécontentement pour de simples questions de formes. Chargé de la garde et du gouvernement de Barcelone, il n'admettait bien entendu ni la rébellion ni la désobéissance effective, et il les réprimait vigoureusement à l'occasion; mais quel intérêt pouvait avoir, au point de vue pratique, un serment de plus ou de moins?

1. A la fin de mars 1809 : Saint-Cyr à l'Empereur et à Berthier, Barcelone, 30 mars 1809, Arch. nat., AFiv 1624; cf. Napoléon à Joseph, Paris, 10 avril 1809, *Corr. Nap.*, n° 15051 (lui fait part des nouvelles de Catalogne).

2. Voir surtout, là-dessus, les Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554 (qui renseignent sur la vie privée du général); Carrion-Nisas à Clarke, Girone, 30 juillet 1810, Arch. nat., AFiv 1625; les nombreux petits faits que cite Ferrer donnent la même impression sur la rudesse et les violences du général, en paroles plus encore qu'en actions.

Duhesme en avait exigé un des militaires suspects, pour avoir un prétexte à revenir sur sa première attitude de tolérance et de mansuétude et pour pouvoir désarmer des gens inquiétants pour la sûreté de la place : et là il avait agi fortement¹.

Mais maintenant il ne s'agissait point de gens dangereux et organisés. Il s'agissait de fonctionnaires qui semblent avoir été le plus souvent routiniers, formalistes, peu capables d'exaltation ou de témérité, en somme inoffensifs. Comme l'indique Duhesme, il n'était pas utile « d'exposer tant de pères de famille qui, au fond, étaient honnêtes gens, à se déclarer complètement nos ennemis... » Duhesme était d'avis qu'il eût fallu attendre au moins le lendemain d'un grand succès, comme l'eût été la prise de Girone². Mais Duhesme « ne fut pas consulté par le général en chef ».

Le taciturne Saint-Cyr fut en cette occasion moins bon psychologue que son lieutenant : peut-être pensait-il qu'après la victoire remportée à Valls, l'occasion était bonne pour obtenir des gens en place une adhésion éclatante au nouvel ordre de choses³ ; peut-être aussi fut-il abusé par la visible timidité, l'évident manque d'énergie de ces hauts fonctionnaires, de ces magistrats qui n'avaient su ni émigrer ni refuser d'obéir à Duhesme, et s'étaient généralement contentés de marquer leur désapprobation par une attitude de froideur, de réserve et de dignité, en se

1. Voir ce que nous avons déjà dit sur l'affaire des gardes wallonnes (chapitre III, vi) et les textes cités.

2. Résumé historique des opérations. On peut objecter que Duhesme se prête après coup toute cette pénétration. Mais ses actes antérieurs avaient bien été dans le même sens. Et on nous indique formellement qu'il jugea plus habile de ne pas publier le décret du 16 février. Blondel à Champagny, Barcelone, 14 mai 1809, Arch. des Aff. Étr., vol. 679, f° 118.

3. Saint-Cyr ne se faisait pourtant point d'illusion sur l'esprit de la ville. Il écrivait le 30 mars à l'Empereur : « L'esprit de cette ville est aussi mauvais que celui des autres pays de la Catalogne, où l'insurrection, loin de diminuer, augmente tous les jours... La Catalogne... me paraît extrêmement difficile à réduire » Arch. nat., AFIV 1621.

bornant à des relations de service avec les Français et leurs rares partisans¹.

Si Gouvion-Saint-Cyr conclut de tout cela que les fonctionnaires n'oseraient point résister à un ordre formel, il raisonna assez mal. A des gens dont la plupart étaient des juristes de carrière, la question de forme pouvait paraître plus importante que la question de fait. Quand on avait proposé à la junta générale de reprendre la frappe des monnaies à l'hôtel de Barcelone fermé par les Bourbons, afin de remédier au manque de numéraire, les membres de la junta avaient accepté sans difficulté et fourni ainsi aux Français une grande ressource matérielle². Mais quand on avait demandé à la petite junta, chargée par la grande d'administrer l'hôtel des Monnaies, de remplacer l'exergue insignifiant et anodin, *En Barcelona*, par le nom du roi Joseph, elle avait refusé, et Duhesme prudemment n'avait point insisté³.

D'autre part, si les fonctionnaires et magistrats restés à Barcelone étaient des timides et des peureux, ils devaient craindre aussi l'opinion publique, qui n'était pas douteuse, l'avenir et les vengeances que les insurgés pourraient exercer à l'occasion sur leurs personnes ou leurs biens. L'insurrection était si acharnée, les coalitions européennes contre la France se reproduisaient si périodiquement que le succès final de l'Empereur pouvait paraître très douteux. Justement Napoléon s'engageait dans une nouvelle guerre contre l'Autriche, et les journaux insurgés annonçaient sans cesse la défection de la Russie, le soulèvement imminent de l'Allemagne entière contre l'oppresseur universel⁴.

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 49 ; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316.

2. Voir plus haut, chapitre III, section v, et plus loin, chapitre V, sections II, III, VII.

3. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 38-39.

4. Ces nouvelles paraissaient dans la *Gazette de Tarragone*, qui circulait à Barcelone, car le P. Ferrer y découpait les nouvelles saillantes et les

Pour se prononcer en faveur des Français, il eût fallu au moins être entièrement assuré de leur succès final. Alors que les officiers des gardes wallonnes convoqués en masse pour prêter serment en novembre, l'avaient presque tous refusé, les officiers attachés à la place ou à l'état-major, à qui on avait demandé le serment sans éclat, l'avaient généralement prêté afin de toucher un peu d'argent chaque mois ¹ ; ils avaient sans doute satisfait leur conscience en se disant que leurs fonctions ne les obligeraient pas à « tirer le glaive » contre les insurgés, qu'ils seraient « d'utiles intermédiaires » et pourraient « diminuer les maux des Espagnols envahis ² ». De même, dans leurs conversations, le capitaine-général, les membres de la junte, c'est-à-dire de l'Audience et de l'Ayuntamiento, exception faite bien entendu pour les partisans avérés des Français, pouvaient se justifier de rester en fonctions sous les « intrus » en disant qu'ils se bornaient à se soumettre à un état de fait, qu'ils gardaient au fond du cœur le culte du souverain légitime Ferdinand VII et que du moins ils pouvaient, par leur faible rôle, alléger

conservait (elles figurent dans les appendices de son tome III) ; on en faisait aussi de petits bulletins imprimés, dont il y a quelques exemplaires aux Arch. G., dans les cartons de la première partie de l'année 1809.

1. Le Hoder, payeur de l'armée, à Augereau, Barcelone, 26 mars 1810, Arch. G. ; Lacombe-Saint-Michel à Augereau, Barcelone, 5 mars 1810, *ibid.* Dans le Tableau approximatif et raisonné des finances, annexé au Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809), ainsi que dans le rapport de Lacombe-Saint-Michel, il est constaté que ces officiers ou assimilés (gouverneur, adjudants-majors, auditeur des guerres, notaire de la guerre, aumônier, professeur d'artillerie, officiers d'état-major ou à la suite de l'état-major, consignes-porte-clefs, etc.) avaient « prêté dès l'origine le serment au roi Joseph ». On ignore la date de ce serment, mais il fut sûrement discret, car Ferrer n'en parle pas ; et, fait intéressant, le *Diario* n'en souffla mot. La date la plus vraisemblable est novembre 1808.

2. Ce sont les excuses que fait valoir l'auteur anonyme de la brochure *Les réfugiés d'Espagne*, Paris, juin 1814, in-8 (Bibl. nat., Oc. 887, en français et en espagnol), pour justifier l'attitude des officiers au service d'Espagne attachés aux places et aux états-majors, qui restèrent en fonctions en 1808 (J'ai dû, dans les citations, modifier le temps des verbes). Cf. *Satisfacción dada por un anónimo á los cargos de traición*, etc. Paris, déc. 1816, in-8 (Bibl. nat., Oc. 896).

les charges que l'occupation française imposait aux Barcelonais ¹. Il était peu habile de demander à ces indécis de se décider, à ces peureux de se prononcer publiquement et au grand jour.

L'occasion de manifester des sentiments nets ne pouvait servir que ceux des fonctionnaires, peu nombreux en somme, qui se donnaient sincèrement ou par calcul au régime « intrus », se jetaient à corps perdu dans le nouvel état de choses, espérant de lui soit la « régénération » de la monarchie, soit une ample récompense de leur adhésion éclatante et sans réserve ². L'agent secret de Champagny l'indiquait bien dans un rapport postérieur à l'affaire du serment, où, revenant sur l'événement, il donnait avec une relative franchise son opinion sur les *afrancesados* de Barcelone. Après avoir indiqué, ce qu'il ne pouvait éviter de faire, que les répugnances pour le régime nouveau s'expliquaient par des lacunes d'éducation et d'instruction, par des faiblesses de caractère, par des erreurs de jugement, il indiquait nettement qu'il ne fallait point pour cela prêter nécessairement aux fonctionnaires assermentés les qualités qui manquaient aux réfractaires. « Il eût fallu de

1. Ferrer, qui était un peu dans le même cas, (car il continua à occuper pendant toute la domination française sa cure de San-Felipe-Neri) explique ainsi le rôle des autorités, et il y revient souvent (voir surtout *Barcel. Caut.*, t. III, p. 33-36) ; c'était évidemment un lieu commun en circulation parmi les notables restés à Barcelone. Cf. *Satisfacción dada por un anónimo*, etc.

2. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 ; plus spécialement le passage suivant : « Des sentiments analogues d'ambition, d'intérêt, de convenances personnelles ont bien aussi donné quelques chefs au parti du roi Joseph ; et parmi eux, il y aura bien quelque réforme à faire, soit pour éloigner ce qui pourrait déconsidérer son gouvernement, soit pour écarter les obstacles qui s'opposeraient à ses vues pour le bien général de son royaume ; mais aussi la raison, le besoin de l'ordre public et d'une force protectrice, le sentiment des avantages dont la perspective leur est offerte ont enhardi quelques-uns à se prononcer contre l'opinion commune, à mépriser le reproche de paraître s'assujettir à une puissance étrangère, dans l'espérance de passer de là sans convulsion et sans désordre à une autorité nationale » (c'est-à-dire à la « dynastie » de Joseph). Le témoignage est précieux, car Blondel était lié avec Casanova, le plus déterminé des *afrancesados* (Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6554).

l'instruction pour préférer au régime d'ignorance et de corruption établi depuis longtemps un gouvernement qui appelait à lui les hommes à talents et éclairés ; il eût fallu de la philosophie pour se dissimuler à soi-même les privations, les contrariétés, peut-être les humiliations que les circonstances ont quelquefois entraînées avec elles ; de la fermeté pour résister à l'exemple du plus grand nombre, aux sollicitations de ses amis, de ses parents, des femmes surtout, aux menaces de ses voisins, quelquefois aux sentiments de l'intérêt personnel, aux soins de ses propriétés et même aux besoins journaliers ; il eût fallu un jugement sain pour distinguer le véritable intérêt de son pays d'avec les illusions de l'amour-propre qui le faisaient méconnaître ; et malheureusement ces qualités sont rares dans cette partie-ci de l'Espagne. Elles ne se trouvent pas dans tous ceux qui sont restés, pas même dans tous ceux qui ont prêté serment ; il en est bien quelques-uns chez qui elles sont remplacées par un sentiment de vanité qui les porte à mépriser leurs concitoyens et à se croire supérieurs à eux ; par des combinaisons d'intérêt personnel qui leur offraient plus d'utilité ; par le besoin de chercher dans le nouvel ordre de choses un changement à l'état d'abjection où ils vivaient antérieurement ¹. »

Gouvion-Saint-Cyr, qui avait peu séjourné à Barcelone et n'y avait pas recherché la société des *afrancesados*, commensaux ordinaires de Duhesme ², ne pouvait voir clairement tout cela. Au reste, après être resté trois mois sans nouvelles de l'Empereur ni bien entendu du roi, il venait de recevoir plusieurs paquets par mer en quelques

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809.

2. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809 ; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6554. Le peu de cordialité entre les généraux est constaté notamment dans Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. nat., AFiv 1621, par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, qui, dans son Compte-rendu d'octobre 1810, Arch. nat., AFiv 1625, raconte qu'il fallut toute une négociation, qui fut conduite par Souham, pour déterminer Saint-Cyr à dîner une fois chez Duhesme, le milieu lui déplaisant.

jours¹. Il y trouva peut-être l'ordre de l'Empereur prescrivant d'exiger le serment de tous les pères de famille dans les villes occupées, et certainement le décret de Joseph exigeant cet engagement solennel de tous les fonctionnaires sous peine de destitution et de poursuites². Saint-Cyr voulut faire exécuter au moins le décret royal, qui devait paraître d'accomplissement facile, du moins par rapport à l'ordre impérial, et il chercha à procéder rapidement. Son armée ne pouvait rester longtemps à Barcelone sans être obligée de recourir aux vivres de la garnison, et il fallait se rapprocher de l'Ampurdan³. Le colonel-général donna donc à Duhesme l'ordre de procéder en hâte à la solennité ; il laissa d'ailleurs son subordonné agir ostensiblement seul et ne parut pas, du moins aux yeux des Barcelonais, être le véritable auteur de la mesure⁴.

1. La difficulté était à ce moment que les lettres parvinssent à Barcelone ; de là, on pouvait sans grande difficulté les envoyer à Saint-Cyr par Villafranca (tant qu'il fut à Valls et à Reus). Cette constatation permet de fixer la date à laquelle on reçut des « paquets » à Barcelone et de là au quartier-général, après une longue interruption : 1° très peu avant le 6 mars 1809 (Gouvion-Saint-Cyr à Berthier (Valls), 6 mars 1809, Arch. G.) ; 2° deux fois entre le 6 mars et le 18 (Saint-Cyr à Berthier, Valls, 18 mars 1809) ; 3° enfin le 18 mars même, car l'ordonnateur Rey, alors en séjour à Barcelone, prit le 26 mars un arrêté pour l'exécution d'un ordre de l'Empereur arrivé le 18 mars, dit-il dans les considérants (arrêté de l'ordonnateur Rey, Barcelone, 26 mars 1809. Arch. G.).

2. Il était recommandé par l'Empereur (à Decrès, 25 novembre 1808, *Dern. lettres inéd.*, éd. de Brotonne, n° 820) de mettre des journaux dans tous les paquets à destination de Barcelone. D'autre part, Blondel nous apprend (voir plus haut) que Duhesme empêcha la publication du décret royal du 16 février. Cette attitude de Duhesme ne peut avoir de sens qu'avant l'affaire du serment. On ne manquera point d'observer que, du 16 février au 18 mars, il y a à peu près les délais nécessaires (guère plus) pour que les nouvelles aillent de Madrid à Paris, y soient reproduites par les journaux, et reviennent de là à Barcelone par Collioure ou par Rosas. Ce doit donc être le paquet du 18 mars qui contenait à la fois l'ordre de l'Empereur et le décret royal du 16 février.

Le décret rendu par Joseph le 16 février avait été publié en effet au *Journal de Paris* du 4 mars, ce qui confirme le renseignement donné par Blondel. L'art. 3 disait : « Ceux qui ne feront pas ledit serment seront considérés comme ayant donné la démission de leurs emplois. »

3. C'est alors que Saint-Cyr alla s'établir à Vich. Il partit le 14 avril de Barcelone : le chef d'état-major Rey à Berthier, Vich, 23 avril 1809, Arch. G.

4. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) ; Saint-Cyr emploie à dessein un terme vague dans le *Journal*

VI

Le jeudi 6 avril, le capitaine-général, le marquis de Vilalba, reçut une lettre par laquelle Duhesme l'invitait à convoquer pour le dimanche suivant les autorités supérieures de la province, tant civiles que militaires, au palais de l'Audience, afin d'y prêter le serment d'obéissance et de fidélité à Sa Majesté Joseph-Napoléon. Le marquis de Vilalba que, paraît-il, « ses infirmités retenaient au lit ¹ » ce jour-là, envoya suivant l'usage la lettre à l'Audience. Le doyen fit traduire la pièce et la communiqua aux fiscaux pour que ceux-ci pussent prendre leurs réquisitions : l'affaire, étant de nature gouvernementale, concernait en effet la cour tout entière, aussi bien la chambre civile que la criminelle. Le fiscal civil Medinabeytia était, comme son intime ami le commissaire général Casanova, un des plus déterminés *afrancesados* de la ville. « Superficiel, léger, flatteur et intrigant ² », il était déjà méprisé

de l'armée de Catalogne, p. 176 : « On exigea des fonctionnaires publics le serment... ; on ne put l'obtenir d'eux... » Saint-Cyr n'était évidemment plus aussi fier de son ordre. Mais la lettre de Rey à Berthier, Barcelone, 1^{er} avril 1809, Arch. G., est formelle et ne laisse pas de place au doute. Elle confirme la véracité de Duhesme. Quand Saint-Cyr apprit la nouvelle de la conspiration de mai 1809, son chef d'état-major écrivit encore à Clarke pour affirmer que l'échec des conjurés était dû au remplacement des réfractaires et au départ d'une partie des prisonniers de guerre, et il en fit honneur à Saint-Cyr ; Rey à Clarke, Caldas-de-Malavella, Arch. nat., AFIV 1621 : « Voilà le résultat avantageux des mesures prises par S. Exc. le général en chef, en faisant partir pour la France.... près de 1.800 prisonniers espagnols et 200 officiers de tout grade, ainsi que l'arrestation dans le Monjuich des principaux meneurs et le renouvellement des autorités constituées. » (On remarquera la manière peu exacte, dont Rey présente l'arrestation des réfractaires ; il donne à entendre qu'ils étaient les meneurs de l'opposition anti-française ; mais il y avait à glorifier Saint-Cyr à tout prix). Laffaille ne parle point de l'affaire du serment. Le public se trompa à l'attitude ostensible des deux chefs ; et c'est à Duhesme que Ferrer s'en prend, *Barcel. caut.*, t. III, p. 246, 292 (même point de vue chez les historiens catalans, Blanch, Bofarull, etc.).

1. Résumé historique des opérations.

2. Quelques courtes observations sur les membres qui composent les différents tribunaux de Barcelone (non daté : entre avril et juin 1810), Arch. G. (1^{er}-10 janvier 1810).

par la plupart des Barcelonais. Sans même attendre d'en avoir conféré avec le fiscal criminel, il inscrivit à la suite de la pièce la formule ordinaire par laquelle on recommandait l'enregistrement des édits à la cour royale. Le 7 au soir, Duhesme, qui faisait son possible pour que la tentative de Saint-Cyr n'aboutît pas à un échec, réunit chez lui Vilalba et l'Audience, pour préparer le terrain. Medinabeytia chercha à entraîner les autres magistrats, en déclarant qu'il ne connaissait plus d'autre souverain légitime que Joseph-Napoléon. Mais les autres juges s'en allèrent sans être sortis de leur réserve ¹.

Duhesme se rendit encore le lendemain à la junta générale pour influencer les magistrats et les régidors qui y siégeaient. Voulant sonder leurs dispositions, il demanda pour la première fois ce jour-là à être reçu « comme représentant de l'Empereur des Français », c'est-à-dire avec les mêmes honneurs que le capitaine-général ; la junta se fit un peu prier, mais consentit enfin, ce qui montre de reste que la majorité de ses membres ne cherchait point l'occasion d'être héroïque ².

Le 9 avril, une foule immense se porta de bonne heure sur la place du Palais ; elle était, au témoignage de Ferrer, houleuse et énervée, ce qui n'a rien d'étonnant. On vit arriver successivement les officiers généraux au service d'Espagne, l'intendant, le corrégidor, les juges, les régidors, tous en grand costume. Le marquis de Vilalba manqua seul au rendez-vous, mais il envoya son refus par écrit. Duhesme ouvrit la séance par un discours assez habilement mêlé de flatteries et de menaces, et le fiscal civil Medinabeytia, qui n'avait plus à craindre de se compromettre, traduisit les paroles du commandant de la

1. Tout ce début de la section VI, sauf les deux détails spécialement référenciés, d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 248-249. Il n'y a point de détails circonstanciés dans le Résumé historique, qui rapporte seulement l'essentiel de l'événement.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 250-251.

province. Après quoi, on posa successivement à tous les membres de l'Audience, par ordre d'ancienneté, la question suivante : « Vous jurez fidélité et obéissance au roi Joseph-Napoléon I^{er}, Roi des Espagnes, aux lois et à la constitution ? » Le doyen de l'Audience, le vieux Mendieta, refusa le premier. Ce fut alors comme un feu de file de refus, à peine mêlés çà et là de quelques *oui*. Toutes les précautions de Duhesme n'avaient servi de rien. Tous les juges sauf deux, puis le fiscal criminel, les greffiers et officiers du tribunal, les régidors à l'exception d'un seul, les officiers généraux, enfin presque tous les juges du commerce refusèrent catégoriquement d'adhérer à la formule officielle du serment. Les fonctionnaires qui osèrent dire *oui* étaient considérés depuis longtemps par les Barcelonais comme des traîtres : c'étaient seulement Medinabeytia et deux juges de l'Audience, dont un « d'un âge très avancé et non loin de la caducité », le régidor de Ferrater, l'intendant de Clanet, enfin le corrégidor « de la nouvelle marque » (*de nuevo cuño*), le belge Uranx d'Amelin ¹.

Duhesme nomma sur-le-champ Medinabeytia régent de l'Audience. Puis tous les réfractaires furent arrêtés et menés, les militaires à la Citadelle, les civils au Monjuich, conformément aux instructions de Saint-Cyr ² : ils ne devaient pas tarder à en sortir, mais pour être expulsés de la ville ou gardés à vue chez eux. En janvier 1810, quinze juges devaient être déportés en France. L'arrestation des réfractaires « leur valut, chez les Catalans, la

1. Tout ce récit de la scène d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 252-270, et d'après *l'Apuntamiento de lo ocurrido con los ministros de la Real Audiencia de Barcelona en el día 9 de abril de 1809*, p. D. J. J. O. (ces deux récits concordent, sauf sur de très menus détails). La citation sur le juge caduc, Frias, d'après les Quelques courtes observations, etc. (Arch. G., 1^{er} janvier 1810). La scène est racontée en détail, d'après les sources ci-dessus, par les historiens catalans, notamment par Bofarull (t. I^{er}, p. 324-330), Balaguer (t. IX, p. 512-514), etc. : « *ejemplo de heroísmo* », dit Balaguer.

2. Rey à Berthier, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. G. ; Résumé historique des opérations.

réputation de martyrs et de héros de la patrie ¹ ». On peut affirmer, du moins pour la plupart d'entre eux à commencer par Vilalba, que c'étaient des martyrs et des héros malgré eux. Ce n'étaient point eux qui avaient cherché l'occasion de « se prononcer » et ils ne demandaient qu'à rester en fonctions, pourvu qu'on ne leur demandât point de se compromettre ². Dans la journée du lendemain, les employés subalternes des finances furent invités à leur tour à prêter serment entre les mains de l'intendant, les juges des tribunaux inférieurs et leurs greffiers ou petits officiers entre les mains de Medinabeytia. La plupart de ces modestes fonctionnaires refusèrent également de s'enrôler parmi les *afrancesados*. Le trésorier de la *Hacienda* trouva toutefois le moyen d'échapper à la fois au parjure et à la prison : il s'enfuit de la ville ³.

Gouvion-Saint-Cyr décida alors que le capitaine-général ne serait point remplacé, ce qui eût été difficile, puisqu'on n'avait plus sous la main un seul officier général assermenté, et que « ces fonctions seraient remplies par le commandant de la principauté », c'est-à-dire par Duhesme ⁴. Puis le colonel-général se fit soumettre les premières mesures préparées par ce dernier pour réorganiser les administrations décimées et les approuva ⁵; mais il ne

1. Résumé historique des opérations ; Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 76 ; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc. Esp., vol. 210, f^os 305-316 ; Augereau à Clarke, Girone, 6 février 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

2. La plupart (treize magistrats de l'Audience sur quinze !) devaient d'ailleurs, en 1810, prêter serment à leur arrivée en France et obtenir ainsi leur libération.

3. Résumé historique des opérations ; Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811) ; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 275-280. Le 9 mai 1809, un arrêté de Duhesme, publié le 10 dans le *Diario de Barcelona*, ordonna aux fonctionnaires subalternes et employés réfractaires de quitter la ville dans trois jours, sous peine d'être « embarqués » pour la France (c'était le moment où on éventait la conspiration de mai).

4. Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

5. Résumé historique des opérations ; Mémoire abrégé du général Duhesme.

put rester jusqu'à l'achèvement du travail de reconstruction. Il ne tarda pas en effet à repartir avec le gros de l'armée pour aller s'établir à Vich¹. « Et depuis, écrit Duhesme, le défaut de communications me privant de ses ordres me replaça dans la position d'un commandant en chef². »

Avant de s'éloigner, Saint-Cyr fit écrire par son chef d'état-major à Berthier et à Jourdan : « Son Excellence le général en chef a profité du séjour qu'il a fait à Barcelone pour faire prêter aux autorités civiles et militaires espagnoles le serment de fidélité à Sa Majesté le roi Joseph. M. de Vilalba, capitaine-général, nommé à ces fonctions par M. le général de division Duhesme, a refusé ce serment, ainsi qu'un grand nombre de juges et de régidors. Ces individus qui se sont présentés en personne et qui ont refusé hautement le serment, malgré qu'ils dussent exercer leurs fonctions au nom du nouveau Roi d'Espagne, et qui, par cette démarche, ont donné un exemple séditieux, ont été arrêtés et conduits au Montjoux. M. de Vilalba ainsi que d'autres militaires ont été conduits à la citadelle. Cette mesure sévère sera d'un bon effet et on connaîtra enfin les hommes sur lesquels on peut compter. Le général en chef s'est occupé de suite de réorganiser ces autorités en y plaçant des hommes qui réunissent aux connaissances nécessaires pour les emplois auxquels ils sont appelés un dévouement entier à leur nouveau souverain³. »

Et pourtant, si Sa Majesté Catholique eut connaissance de la lettre du chef d'état-major, ce qui n'est pas absolument sûr, et si elle connut le véritable résultat des mesures de Saint-Cyr, ce qui est très peu probable, elle

1. Le chef d'état-major Rey à Berthier, Vich, 23 avril 1809, Arch. G.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme.

3. Le chef d'état-major Rey à Berthier et à Jourdan, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. G.

ne dut pas beaucoup se réjouir d'avoir été enfin reconnue dans la seconde ville de son royaume¹. Toute la solennité de la cérémonie n'empêchait pas celle-ci d'aller à l'opposé des intentions réelles du Roi, bien qu'il fût en somme responsable pour sa part de la tentative du colonel-général.

La tactique du roi Joseph, dans la faible mesure où l'ambassadeur et les généraux de son frère le laissaient faire, était de se présenter à ses sujets comme devenu espagnol d'intérêts et de sentiments. Il tenait à ne point paraître un simple satellite de l'Empereur et mettait son amour-propre à avoir des points de vue espagnols, des sentiments espagnols, des courtisans et des conseillers espagnols. Il évitait de placer des Français dans les hautes fonctions et cherchait à attirer à lui les hésitants, les indécis, les modérés, jugeant, non sans quelque apparence de raison, qu'il ne pouvait se faire une popularité en gouvernant seulement par ses partisans décidés, et pour eux. Son ambition eût été d'être le roi, non seulement des *afrancesados* acquis dès le début à la cause française, mais aussi des réservés et des indifférents, qui seraient gagnés peu à peu par son amour du bien public, ses efforts vers le progrès et son attitude indépendante. Il eût triomphé s'il avait pu détacher peu à peu de l'insurrection les plus modérés des insurgés et s'attirer, par degrés, l'estime, puis l'affection de quelques ralliés de marque².

1. La lettre de Rey peut avoir été interceptée, comme tant d'autres. En tout cas, nous avons déjà eu à indiquer qu'aucun procès-verbal du serment prêté à Barcelone ne figure dans les liasses des procès-verbaux de l'Arch. hist. nac. de Madrid, *Estado*, leg. 20^A. Dans une note du Résumé historique des opérations, Duhesme déclare que le « Tableau » des nouveaux employés et fonctionnaires « a été envoyé à S. M. C. » (?)

2. Là-dessus, voir les nombreuses lettres du roi Joseph à Napoléon dans les premiers mois de 1809, au tome VI des *Mém. roi Joseph*, et plus spécialement p. 59-62, 68-71 (Joseph à Napoléon, Madrid, 19 février et 7 mars 1809). Cf. p. 34-36, 41-42, 51-53, 72-73, 78-79, etc. Cf. encore la note des p. 81-82 ; cf. tome V, p. 257-262. *Miol de Mélito*, Mémoires, t. III, p. 96-97, raconte là-dessus un petit fait curieux : « Nous partîmes de Ségovie pour Rio-Frio, maison de chasse dépendante de Saint-Ildefonso. En arri-

En ce sens, la politique initiale que Duhesme avait adoptée, surtout par suite de nécessités immédiates, n'était point si maladroite. En se prolongeant, elle devait aboutir à compromettre lentement au moins quelques personnages de marque, à leur donner l'habitude d'obéir aux « intrus », à les amener malgré eux dans le camp josphiste, à les classer comme *afrancesados* aux yeux du public et des insurgés¹. La politique pratiquée par Saint-Cyr dans l'affaire du serment rejetait les indécis dans l'opposition déclarée, transformait en héros de l'indépendance des bureaucrates formalistes et timides ; elle renonçait à acquérir au parti du roi Joseph les nonchalants et les hommes de juste milieu. Ce n'était point là servir bien utilement la cause josphiste.

VII

Le travail de réorganisation nécessaire semble avoir été fait surtout en réalité par Duhesme, et fut mené ron-

vant, le roi trouva en bataille sur l'esplanade du château le régiment espagnol de Royal-Étranger. Il se recrutait des prisonniers ou des déserteurs des armées de la junte... Il était commandé par M. de Clermont-Tonnerre, aide de camp du roi, que nous trouvâmes à la tête de son corps, en uniforme brun à revers et parements jaunes avec la cocarde rouge. Il fit manœuvrer le régiment *et le commandait en langue espagnole* : galanterie de courtois à laquelle le roi fut très sensible. Il en témoigna sa satisfaction au colonel... » Cf. p. 71 : « ... Jaloux des préférences que le roi témoignait aux Espagnols, les Français ... voyant les Espagnols en tout préférés, se réjouissaient des dégoûts que l'Empereur faisait éprouver au roi... » Quand le roi avait organisé son Conseil d'Etat, il avait choisi d'abord trente Espagnols (p. 69), etc... Napoléon, informé de tout cela, surtout par les rapports de La Forest, écrivait à Clarke, Schœnbrunn, 13 octobre 1809. « Vous devez écrire en Espagne que les revenus de la couronne sont modiques, parce qu'on est en méfiance de tout ce qui est français, et qu'on se sert dans les provinces de gens, qui n'ont ni l'énergie, ni la capacité nécessaires ». *Lettres inéd. de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 539. Cf. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 281-284.

1. Il ne faut point, bien entendu, supposer que Duhesme ait vu tout cela ; ses raisons étaient plus *locales* et plus *immédiates*. Mais il l'entrevit peut-être après coup et dit dans le Résumé historique des opérations : « Le général commandant en chef aurait bien voulu conserver le comte d'Epéleta à S. M. le roi Joseph... »

dement : il ne fallait point paraître embarrassé par les conséquences du refus de serment ¹. Dès le 12 avril, trois jours après la cérémonie, par ordre de Saint-Cyr, Duhesme se transportait « au Palais de justice », accompagné du vice-consul de France, de plusieurs généraux et de son état-major, afin d'installer la nouvelle Audience de Catalogne. Ce fut une cérémonie en règle. Le nouveau régent vint recevoir Duhesme à la porte, « comme on le devait au président de la cour », et on introduisit le général dans la Grand'salle « avec toutes les cérémonies d'usage ». Puis « Son Excellence s'installa ainsi que les autres membres de l'Audience, chacun à sa place respective, et prononça un discours analogue aux circonstances. M. le régent répondit au nom de l'Audience, prêta le serment au nom des membres qui la composent et qui l'avaient tous prêté auparavant... Puis M. le fiscal instruisit un procès qui fut jugé selon les us ordinaires; et la cérémonie d'installation se termina par là. Le tribunal en corps accompagna Son Excellence jusqu'à la porte avec le même cérémonial qu'à l'arrivée ². » Et le journal officieux donnait ensuite la liste de la nouvelle cour, ce qui n'était pas long : le président Duhesme, successeur de Vilalba, le régent Medinabeytia, six juges dont les deux *jureurs* et le commissaire général de police, un fiscal, quelques greffiers et officiers. L'Audience « intruse » avait été formée « des trois juges ³ qui avaient prêté le serment et de quelques jurisconsultes estimables qui s'offrirent de le prêter ⁴ ». Puis le général procéda à la réorganisation de l'Ayuntamiento, qui n'eut au début que cinq membres, y compris le corrégidor Uranx

1. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) ; Mémoire abrégé du général Duhesme (Arch. G., 28 juillet 1810).

2. *Diario de Barcelona* du 15 avril 1809 ; cf. Ferrer, t. III, p. 282.

3. Duhesme emploie ici le mot « juges » dans le sens de « magistrats » ; il n'y avait eu réellement à prêter serment, avec l'ex-fiscal Medinabeytia, que Frias et Soler, et Blondel confirme, dans son Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, le chiffre donné par Ferrer, t. III, p. 261-263.

4. Résumé historique des opérations.

d'Amelin, l'ancien régidor Ferrater et le commissaire général de police¹. On finit pourtant par trouver quatre autres candidats, dont on fit aussitôt des régidors : cela fit une municipalité de neuf membres, le quart de l'ancien chiffre². Duhesme s'arrangea pour que ce nombre suffît, en retirant à l'Ayuntamiento une bonne part de ses attributions au profit de la police et du commandant de place, de ses ressources au profit du budget de l'armée. Le général « réorganisa » de même les différentes administrations financières, avec le concours de l'ordonnateur, sans rien changer d'ailleurs au « mode ancien », mais avec de nombreuses suppressions d'emploi ; on obtint « un résultat très économique par la réduction des employés et des appointements³ ».

Duhesme n'eut, paraît-il, qu'à se louer en général de tous ces remaniements dans le personnel. « Les nouveaux juges furent moins nombreux ; mais leur moralité et leurs connaissances ne firent pas regretter leurs prédécesseurs... Les nouveaux employés, ayant prêté serment et étant de cœur et d'affection dans le parti français, mirent plus de zèle dans leurs fonctions, et on peut même dire plus de probité... Les nouveaux régidors se sont montrés aussi dignes et fidèles administrateurs... Plusieurs des anciens

1. La dernière séance de l'ancien Ayuntamiento avait eu lieu le 7 avril : Arch. mun. Barcel., Reg. de Acuerdos de 1809, f^{os} 28-29 ; le nouveau fut formé avec cinq membres dès le 12 avril, d'après Ferrer, t. III, p. 282-283 ; mais il ne tint de séances qu'une fois porté à neuf membres, c'est-à-dire le 28 avril 1809 ; Reg. des Acuerdos, 1809, f^o 30. Désormais Uranx d'Amelin préside et signe au nom de la municipalité (mais le vrai chef est Ferrater).

2. L'Ayuntamiento à Duhesme, Barcelone, 1^{er} mai 1809 (demande ce qu'il aura à faire), Arch. mun. Barcel., of. exped., 1809 ; Duhesme à l'Ayuntamiento, Barcelone, 2 mai 1809, of. recib., 1809. Duhesme ne laissait à la municipalité que la fabrication du pain pour les indigents, la gestion des moulins, les logements militaires, la présidence des théâtres (ils étaient fermés) et des fêtes (on n'en donnait guère), enfin la participation au Comité sanitaire. Pour la réduction des revenus, Duhesme à l'Ayuntamiento, Barcelone, 9 juin 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809 ; cf. Résumé historique des opérations.

3. Résumé historique des opérations ; cf. Mémoire abrégé du général Duhesme.

régidors n'étaient pas très estimés et n'étaient que suppléants de quelques gens de la cour, propriétaires de ces places. Le nouveau corps se trouva ainsi mieux composé, tous étant en général de familles anciennes et considérées et propriétaires aisés ». Duhesme payait surtout « un juste tribut d'éloges à M. de Ferrater, premier régidor de la ville qui, seul des anciens de ce corps, est resté fidèle à son devoir en prêtant serment de fidélité à Sa Majesté le Roi Joseph¹ ». Des juges savants et intègres, des employés zélés et honnêtes, des régidors considérés, tout était pour le mieux. Et de plus, les fonctionnaires ainsi choisis étaient tout dévoués, comme on le vit bien lors de la conspiration de mai 1809 qui fut d'ailleurs découverte et amena la condamnation et l'exécution de plusieurs Barcelonais. « Dans ces circonstances, les Français eurent la consolation de voir un parti peu nombreux à la vérité, mais dévoué, se déclarer pour eux; tous les fonctionnaires publics qui avaient prêté leur serment... s'y trouvaient engagés; ils firent éclater leur zèle, particulièrement les juges et le nouveau régent de l'Audience². »

Ce « zèle » n'était point de nature à plaire autant à la majorité des Barcelonais. En tout cas, ils semblent avoir été beaucoup moins enthousiastes que Duhesme pour les

1. Toutes ces citations sont tirées du Résumé historique des opérations; dans sa lettre à l'Ayuntamiento, Barcelone, 2 mai 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809, Duhesme loue « le bon esprit, les lumières et le désintéressement » des nouveaux membres. Dans une lettre en français au préfet du Montserrat, Barcelone, 14 juillet 1812, Arch. mun. Barcel., of. exped., 1812, les régidors nommés en 1809 exposent comme suit, avant de faire place au maire et aux adjoints nouvellement nommés, quel a été leur point de vue : « Nous pouvons vous assurer que le bien de la France et de l'Espagne nous a portés depuis plus de trois ans, à dater de l'instant le plus critique dans le commencement de la Révolution et de la guerre, à nous mettre à la tête du peuple, *affrontant les périls et même la mort*, afin de le dissuader de prendre part à une insurrection qui devait nécessairement causer sa ruine totale, et de le guider en le dirigeant à la tranquillité et à la soumission. Il nous en a coûté les plus grands sacrifices; mais nous sommes toujours prêts à les renouveler en faveur de la cause de S. M. l'Empereur et Roi et de notre patrie. »

2. Résumé historique des opérations.

fonctionnaires « de la nouvelle marque ». A leurs yeux, le régent Medinabeytia était un plat valet; on ne lui pardonna point surtout d'avoir joué un rôle trop marqué dans la répression du complot, alors que l'affaire était pourtant instruite et jugée par une commission militaire : on se raconta qu'il avait appris leur métier aux forçats chargés de l'exécution et avait manœuvré devant eux la garrotte et la corde¹. Les plaideurs et même les criminels condamnés en première instance avant le parjure des magistrats ne voulaient pas aller en appel devant l'Audience, même quand ils étaient sûrs d'y gagner leur cause ou d'y voir réduire leur peine, déclare Ferrer². On accusait les régidors de trafiquer sur la mouture des farines; et peu de temps après la réorganisation de l'Ayuntamiento, le plus marquant des régidors, M. de Ferrater, faillit être assommé en plein jour par un inconnu³. On se consolait des platitudes de l'intendant et de ses nouveaux employés en constatant que le premier était Français d'origine et les autres de naissance*. Les gens aisés ou riches, qui recevaient jadis, fermaient obstinément leur porte aux Français et plus encore à leurs partisans catalans.

En effet, et c'était bien là de quoi exaspérer les Catalans, Duhesme employait maintenant de plus en plus les étrangers. Parmi les nouveaux régidors, un était italien; tout le

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 465-466, 469, 500, etc. Cf. Blondel à Champagny, Barcelone, 31 mai 1809, Arch. des Aff. Etr., vol. 679, f^{os} 424-425 : « J'ai eu l'occasion de me trouver quelquefois avec le régent actuel de l'Audience, qui en était autrefois le fiscal.... Il me parla plusieurs fois avec complaisance de son président, le général Duhesme. » D'après Blondel, Medinabeytia, qui avait lu « Montesquieu, Voltaire et Rousseau », se déclarait prêt à prêter serment à l'Empereur, et on peut le croire, en effet.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 325.

3. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811); Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷6554); Ferrer, qui raconte (t. III, p. 410) l'agression contre Ferrater, nous apprend qu'une personne fut poursuivie pour ce fait devant l'Audience, mais acquittée (t. IV, p. 59).

4. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. IV, p. 43-44.

personnel de l'intendance était français ; le nouveau directeur des douanes, la nouveau trésorier des finances l'étaient également. On avait fait entrer des Français dans la junte du commerce¹. A la fin de mai, le général émit même la prétention de faire attribuer à l'aumônier de l'hôpital militaire français, l'abbé Affre, un canonicat vacant à la cathédrale. Le vicaire général Don Francisco Sans, qui remplaçait l'évêque émigré, était un homme prudent et mesuré : il résista néanmoins de tout son pouvoir². Mais ce qui dut le plus exaspérer les Barcelonais, ce fut de voir la rapide fortune du plus haï de leurs oppresseurs, du commissaire général de police Casanova, le plus ancien en date et le plus ardent des fonctionnaires installés par les Français. Après l'affaire du serment, il fut nommé juge à l'Audience, reçut le titre de président de police (23 avril 1809), puis fut installé comme régidor (27 avril) ; enfin, au mois de juin, on le vit devenir commissaire du gouvernement auprès de la municipalité³. On récompensait en sa personne la police d'avoir été « ce qu'elle est et doit être dans toutes les grandes villes, c'est-à-dire la sentinelle du gouvernement, l'appui de la sûreté générale et la terreur des conspirateurs et des malintentionnés⁴ ». Or à Barcelone on avait les meilleures raisons pour considérer Casanova non seulement comme un homme violent, dur et despotique, âme damnée et souvent inspirateur de Duhesme

1. Compte-rendu par Pelletier ; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. VII, p. 84-85. Le régidor italien était Mombelli.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 432-433. Cf. arrêté de Duhesme, Barcelone, 28 juin 1809, dans le *Diario* du 30 (déclarant vacants les canonicats dont les titulaires ne seront pas rentrés sous trois mois). L'agent Blondel, dans un rapport ultérieur (à Champagny, Barcelone, 8 avril 1810, Arch. des Aff. Étr., vol. 682, f° 31) confirme la tentative de Duhesme, et semble dire qu'elle aboutit au moins à mettre l'abbé Affre en possession des revenus du canonicat.

3. *Diario de Barcelona*, n°s des 15 et 23 avril 1809, du 4 mai, du 11 juin ; Duhesme à l'Ayuntamiento, 9 juin 1809, et arrêté annexe, art. 4, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809.

4. Résumé historique des opérations.

et de Lechi, mais encore comme un véritable criminel de droit commun¹.

Saint-Cyr n'avait pu prévoir toutes les conséquences de son intervention. En réalité, on était maintenant réduit à ne plus se servir que des hommes qui, dès le début, s'étaient prononcés pour les Français, que ce fussent des « philosophes », des « révolutionnaires », ou simplement des intrigants, des ambitieux ou des faméliques. On ne pouvait plus compter, pour recruter le personnel des administrations et pour servir d'auxiliaires au gouvernement dans les hauts emplois, que sur les personnes dont la hâtive adhésion aux « intrus » avait fait scandale, les Casanova, les Medinabeytia, les Uranx d'Amelin ou les Ferrater ; on se condamnait à recourir sans cesse aux Français plus ou moins « marrons » en résidence à Barcelone, gens généralement méprisés pour l'irrégularité de leur vie, leur basse extraction ou leur pauvreté². Ce n'était pas là le moyen de gagner l'opinion publique : et, si le serment assurait des fonctionnaires dévoués à la cause française, il était fait aussi, par ses conséquences immédiates, pour éloigner plus encore la majorité des Catalans de toute adhésion à la monarchie de Joseph-Napoléon.

VIII

Dès le 14 avril, Duhesme se retrouvait chef du gouvernement par suite du départ de Gouvion-Saint-Cyr. Au

1. On verra plus loin le récit de l'affaire Canton et l'étude du rôle de la police, qui justifieront cette assertion.

2. « Français depuis qu'ils trouvent de l'avantage à en prendre la qualité », dit l'agent Blondel après avoir indiqué ce que sont les Français qui servent dans les administrations de Duhesme, réfractaires, faillis, repris de justice, contrebandiers, ou vivant de « ces arts mécaniques qui n'exigent que le talent des mains ». Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 ; cf. Augereau à Clarke, Gironne, 27 avril 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

mois de juin, il fut même délivré du contrôle de l'ordonnateur du 7^e corps, celui-ci ayant profité d'un rétablissement momentané des communications pour aller rejoindre le colonel-général, et le commissaire Augier reprit la direction de l'administration militaire et le rôle de directeur de la partie financière¹. La division Lechi étant partie avec Saint-Cyr, ce fut le général Chabran qui devint commandant de la ville². Ce dernier vécut fort retiré et ne joua qu'un rôle insignifiant, à la différence de son prédécesseur³.

La ville ne fut plus menacée très sérieusement par l'ennemi extérieur, qui se contenta généralement de la surveiller de loin ; et le plus souvent les miquelets ou les « brigands » se bornèrent à rôder aux environs de Barcelone, armés seulement de poignards et de pistolets, pour tâcher de faire main-basse sur les soldats isolés, pendant que quelques partis tentaient, par leurs menaces aux habitants de la banlieue, d'affamer la ville ou essayaient de la priver d'eau. Pourtant quelques villages des environs obéissaient maintenant, au moins dans une certaine mesure, à l'autorité française. Mais le général continuait à appréhender la disette, en dépit du grand convoi de grains qu'il avait reçu et des razzias qu'il faisait aux environs ; et la découverte d'une vaste conspiration à la fin de mai 1809 ne lui permettait pas de s'abuser sur le calme apparent de la population. Aussi continua-t-il à tout subordonner au

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625 ; Tableau approximatif et raisonné des finances, annexé au Résumé historique des opérations ; Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, Arch. G., 28 juillet 1810. Gouvion-Saint-Cyr avait envoyé ses malades à Barcelone, du 11 au 13 juin 1809 ; Clarke à l'Empereur, 29 juin 1809, AFiv 1618.

2. Le chef d'état-major Rey à Berthier, Barcelone, 14 avril 1809, Arch. G. ; Clarke à l'Empereur, 11 mai 1809, Arch. nat. AFiv 1618.

3. « Les Barcelonais paraissent l'avoir totalement oublié », dit l'auteur (Lautrec) du Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, Arch. nat., F⁷6352 ; Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, AFiv 1625.

même genre de préoccupations : son but principal resta de tirer de l'argent de la ville, des vivres de la banlieue, et de surveiller de près les habitants ¹.

Duhesme jouait maintenant le rôle de capitaine-général et cela, paraît-il, l'occupait beaucoup : « Il fut obligé de se charger de tout le fardeau du gouvernement ; tout pesa sur lui, finances, affaires politiques et militaires. La place de capitaine-général se trouvait d'ailleurs investie de grands pouvoirs par l'ancien ordre de choses espagnol : et, en cette qualité, le général Duhesme donna, suivant les formules espagnoles, les brevets de toutes les places auxquelles lui et le général Saint-Cyr avaient nommé ². » Les arrêtés pris par le commandant en chef, toujours contresignés par Guinard, devenu « secrétaire général du gouvernement », furent transcrits à partir d'août sur les registres de l'Audience ³. Enfin Duhesme avait pris la place de Vilalba comme président de la junte ; celle-ci comprenait maintenant l'intendant, le commissaire général de police, les magistrats de la nouvelle Audience, les nouveaux régidors et quelques négociants dévoués. « Cette junte administre comme toutes les junte. On y parle beaucoup, on y discute beaucoup sur les attributions et le degré d'autorité de chacun, et hors de là chacun cherche à entraîner à son avis le général français qui fait la loi, sans

1. Pour tout ceci, Duhesme à Berthier, Barcelone, 19 sept. 1809 (la lettre arriva à Schœnbrunn le 18 octobre), Arch. nat., AFiv 1621 ; Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, AFiv 1625. Duhesme revient sur les mêmes faits dans une lettre à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625. Il y constate qu'une dizaine de villages sont « apprivoisés ». Voir encore Duhesme à Clarke, Barcelone, 1^{er} décembre 1809, Arch. Nat., AFiv 1621.

2. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809).

3. Jusque-là on se contenta de les transcrire sur les registres de la junte (que nous n'avons pas, mais la formule d'enregistrement figure au *Diario* à la suite des arrêtés ; nos du 26 juin, du 2 juillet, du 4 août, etc.) Le premier arrêté au bas duquel figure la formule d'enregistrement de l'Audience est celui du 18 août, dans le *Diario* du 23 ; cf. arrêté du 12 octobre, dans le *Diario* du 24, etc.

s'embarrasser de tromper sa religion, toutes les fois que l'intérêt y sollicite¹. »

Bref, à partir d'avril 1809, Duhesme, par son attitude extérieure, se posa en représentant du roi d'Espagne ; mais il redevint en fait ce qu'il avait été de septembre à décembre 1808, le véritable souverain de Barcelone. Il continua à user de son autorité à peu près de la même façon que la première fois, toujours dans un intérêt immédiat, sans souci de rien préparer ou de rien transformer pour des raisons générales ou abstraites. Les tribunaux pouvaient juger comme ils le voulaient, condamner ou acquitter, laisser traîner les procès s'ils en avaient ou ne pas juger du tout² : peu importait, puisque les délits ou crimes qui portaient atteinte à l'ordre public passaient devant des commissions militaires³. La municipalité pouvait gérer à sa guise les moulins de la ville⁴ : peu importait, pourvu que le peuple fût tranquille. Une mesure financière était bonne, quand elle assurait de l'argent ; un arrêté politique valait par son effet sur la tranquillité de la ville⁵. Tout restait subordonné aux intérêts de l'armée et à la sûreté de la place, et à peine peut-on citer un ou deux arrêtés qui, en bonne analyse, ne soient pas inspirés par eux⁶. « Sans doute, il en coûtait au général comman-

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316.

2. D'après Ferrer, t. IV, p. 41, en juillet l'Audience a « peu ou rien à faire ». Le Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809 fait la même constatation.

3. Les arrêts des commissions militaires pour les faits de complot, embauchage, vol à main armée, brigandage, etc., sont insérés dans le *Diario de Barcelona*, n^{os} des 22 avril, 4, 23 et 29 mai, 4 juin, 2 et 12 août, 16 et 25 octobre, etc.

4. Dans le Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1844), celui-ci montre que la Commission administrative constata une absence totale de surveillance sur la gestion financière de la municipalité.

5. Voir les chapitres V et VI.

6. Arrêté du 18 août 1809, dans le *Diario* du 23 août, pour empêcher la destruction d'actes notariés, de pièces judiciaires, etc. Dans le Résumé historique des opérations, Duhesme, après avoir énuméré les actes de son

dant d'adopter les mesures économiques que l'ordonnateur proposait quelquefois, mais... dans ce régime économique, le nécessaire n'a jamais manqué au soldat ¹. » C'était évidemment là l'essentiel, et en vérité toute l'administration, tout le gouvernement de Duhesme n'avaient été que des moyens auxiliaires de la défense. Le général ne tenait point à passer pour un législateur, mais pour un vaillant soldat, voire pour un grand capitaine. Résumant, en mars 1810, son rôle à Barcelone, il disait dans sa péroraison : « On doit s'attendre à des plaintes, des calomnies et même des dénonciations. Le général Duhesme ne se flatte pas qu'il sera exempt de ce sort commun à tous les hommes qui ont exercé un grand pouvoir et supporté le poids d'une grande responsabilité. Les Scipions furent bien recherchés pour leurs expéditions d'Afrique... La défense de Sienne avança beaucoup Montluc dans la faveur de son souverain. Le général Duhesme ne peut-il pas espérer que celle de Barcelone fixera l'attention de l'Empereur ² ? »

Depuis son arrivée dans l'Ampurdan jusqu'à la prise de Girone, Augereau fut également absorbé par des opérations d'un caractère surtout militaire : il rédigea des proclamations emphatiques, il poursuivit les bandes, il leva des contributions et essaya de ramasser des vivres ³. Le moment n'était pas encore venu pour lui de réaliser ses projets ou ceux de Thomas Puig. Ce dernier n'était employé qu'à donner des renseignements et à faire des réquisi-

gouvernement en 1809, montre le soldat bien habillé, bien nourri, bien chaussé, etc. Dans le *Mémoire abrégé* (Arch. G., 28 juillet 1810), Duhesme termine l'énumération de ses mesures financières en écrivant : « Toutes ces mesures avaient tellement augmenté nos magasins et nos ressources qu'à la fin de décembre je calculais qu'elles pouvaient suffire pour attendre la moisson ».

1. Résumé historique des opérations.

2. Résumé historique des opérations.

3. Proclamation d'Augereau, 11 novembre 1809, Arch. G. ; l'ordonnateur Rey à Augereau, Figuières, 30 novembre et 3 décembre 1809, *ibid.* ; Augereau à Clarke, Fornells, 25 octobre 1809.

tions¹. Là aussi, on vivait dans le provisoire et on paraît tant bien que mal aux nécessités urgentes.

IX

Avec la prise de Girone en décembre 1809 pour l'Ampurdan, et pour Barcelone avec l'arrivée d'Augereau dans cette ville en janvier 1810, se termine ce que nous avons cru pouvoir dénommer le régime du gouvernement improvisé. Ce régime avait varié suivant les lieux : on avait vu à l'œuvre en Haute-Catalogne un commissaire royal à peu près impuissant et probablement plus théoricien que réaliste ; à Barcelone un général autoritaire, pratique, prompt à l'action et peu soucieux des principes. Aussi le gouvernement « intrus » n'avait-il guère eu de réalité que dans la capitale de la Catalogne.

Il n'avait d'ailleurs été établi que par degrés et à titre d'expédient. Il avait eu sa raison d'être dans des circonstances locales et en apparence très momentanées. Il avait été à peu près autonome en ce sens que toute impulsion, toute direction centrale avaient presque totalement manqué au créateur du régime et aux détenteurs de l'autorité. Il avait fallu longtemps pour que la population même fût nettement fixée sur une question fondamentale, le principe duquel émanait l'autorité, et sût au nom de qui on essayait de la gouverner. Et la proclamation de l'autorité josphiste n'avait été en définitive qu'une sorte de fiction, qui avait permis au général Duhesme d'agir plus encore à sa guise que par le passé. Les institutions antérieures n'avaient subi aucune modification de principe ; leur fonctionnement était resté théoriquement le même, et n'avait été

1. Puig à Augereau, Figuières, 16, 18 octobre 1809, etc. (Arch. G. ; il y a des rapports de lui deux ou trois fois par semaine, en octobre et novembre 1809, toujours sur les mêmes sujets).

modifié par aucune réforme. On y avait superposé des institutions provisoires nouvelles, inconnues jusque-là dans le pays, mais sans penser à les implanter, sans les supposer définitives. Le gouvernement militaire s'était établi sans instructions précises ; ses détenteurs n'avaient jamais eu une pensée directrice, n'avaient jamais formé un plan d'ensemble, et leur programme avait été à peu près uniquement de faire vivre l'armée, de conserver une grande place et de contenir les habitants irrités.

Mais le régime du gouvernement improvisé avait suffi aux besoins de l'armée par des moyens financiers spéciaux et par des procédés de nature exceptionnelle ; il avait importé en Catalogne une institution nouvelle dans le pays, la police administrative à la française. Le fonctionnement des finances et de la police avait naturellement eu des conséquences, en contribuant à créer un état économique et en agissant sur l'esprit public. Après avoir étudié les origines, le caractère et les transformations du gouvernement improvisé, il convient d'étudier son œuvre en elle-même et dans ses résultats.

CHAPITRE V

LES FINANCES DU GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

- I. Les institutions financières de l'Espagne et le bilan de la monarchie en 1808. L'administration financière en Catalogne ; les impôts dans la province et leur produit ; désordre dans la comptabilité, les paiements arriérés. — II. Les exigences des Français à leur arrivée et au début de l'insurrection. Les mesures de la junte générale : l'emprunt de juin 1808, la création d'une contribution mensuelle sur les gens aisés. Insuffisance des résultats obtenus par la junte. — III. Le gouvernement de Duhesme et les finances en 1808. Maintien de la contribution mensuelle, de l'hôtel des Monnaies, de la junte réorganisée et chargée des répartitions. Interventions de Duhesme dans la perception : le commissaire aux contraintes, les garnisaires. Émigration croissante des contribuables ; la commission des émigrés ; ses faibles recettes. Emploi de l'argenterie des églises et confiscation des biens de l'Inquisition ; l'hôtel des Monnaies. Interruption des recettes ordinaires et des dépenses normales. — IV. Intervention de Saint-Cyr dans les finances du gouvernement : maintien des exigences antérieures, mais retour aux moyens fiscaux ordinaires. La suppression de la commission des émigrés ; remise en vigueur des douanes, des rentes, etc. — V. Tentative d'amélioration des contributions : institution d'une commission pour les réclamations, essai avorté de modification dans l'assiette de l'impôt. L'emprunt de mai 1809. La contribution sur les maisons superposée à la contribution des habitants aisés. Faible produit des deux impôts directs et mesures qui en résultent. — VI. Les douanes et rentes unies en 1809 ; faiblesse des revenus douaniers jusqu'en juin, malgré la réorganisation du personnel, par suite de l'arrêt de la vie économique. Rétablissement des droits sur toutes les sorties de marchandises ; fortes exportations de produits fabriqués et de denrées coloniales faites par les Barcelonais ; résultat fiscal des droits de sortie : la contrebande. Rendement des portes et monopoles. — VII. L'administration des biens des absents en 1809 : reprise des poursuites et des rigueurs contre les émigrés non contribuants. Les spoliations et les autres

expédients. Confiscation méthodique de l'argenterie des églises. — VIII. La caisse de la junte et la caisse de la Trésorerie : leurs recettes. Rôle théorique de ces deux caisses. La Trésorerie et le service espagnol ; versements de la Trésorerie au payeur, à l'Ayuntamiento, à la junte. Raison de l'attribution à la Trésorerie de certains recouvrements : laisser aux ayants-droit un recours contre le Trésor royal. Emploi des ressources ; leur insuffisance. La question des détournements, dilapidations et concussions. — IX. L'œuvre financière de Garriga dans l'Ampurdan. Faiblesse des rentrées de fonds ; les douanes du commissaire royal. Emploi des fonds recouvrés par celui-ci. — X. Vue d'ensemble sur les finances du gouvernement improvisé.

I

La plus grande faiblesse de la monarchie espagnole au début du xix^e siècle, c'était à coup sûr l'ensemble de ses institutions financières¹. Celles-ci manquaient à la fois d'unité, de simplicité, de justice et d'efficacité. Les impôts pesaient surtout sur ceux qui produisaient et travaillaient ; ils étaient innombrables, souvent vexatoires, et leur recouvrement exigeait une armée d'employés pour ne donner souvent qu'un produit tout à fait mesquin² ; certains droits

1. Nous ne pouvons naturellement donner ici qu'un aperçu très sommaire de l'état de choses antérieur à 1808. Pour plus de détail, voir Desdèvises du Dezert, *L'Espagne de l'ancien régime*, t. II (*Les institutions*), p. 363-440, dont nous avons d'ailleurs fait largement usage. On trouve aussi d'utiles renseignements dans les mémoires rédigés en 1808 dans le but de renseigner Napoléon (Arch. nat., AFIV 1608) ; les plus instructifs sont celui de M. d'Azanza, Bayonne, 31 mai 1808 (en espagnol) et celui qui rédigerent Fréville et La Forest, en l'adressant à Murat, Madrid, 11 juin 1808. Pour les définitions, Canga Argüelles, *Diccionario de la Hacienda*, Londres, 1826-1827, est précieux et aussi informé que possible.

2. La monarchie espagnole ne demandait presque rien à l'impôt direct, sauf dans les provinces de l'ancien royaume d'Aragon : voir dans Desdèvises du Dezert, t. II, p. 437-440, le récit des tentatives faites par La Ensenada et par Charles III pour établir dans les provinces de l'ancien royaume de Castille une contribution directe unique reposant sur les revenus ou la fortune de chacun (c'est-à-dire pour adapter à la monarchie entière le système catalan du *cadastre*) : ces tentatives restèrent sans effet. D'après le Mémoire de M. d'Azanza, il y avait en 1808, sans y comprendre le personnel des monopoles affermés, 13.747 employés des finances, dont les gages dépassaient 31 millions de réaux (12.750.000 pesetas : la peseta valait alors un

se percevaient dans toute la monarchie¹, d'autres portaient seulement sur certaines provinces; beaucoup étaient de nature à entraver ou même à paralyser soit l'activité industrielle, soit les échanges commerciaux. Le nombre considérable des monopoles², des droits sur la production, l'échange ou la consommation, la complication des règlements fiscaux, l'élévation des droits de douane et les interminables formalités qui en accompagnaient le paiement avaient pour résultat de multiplier les fraudes, les infractions involontaires, par suite les procès et les condamnations; celles-ci étaient d'autant plus lourdes que les juges des tribunaux spéciaux ou ordinaires appelés à décider en matière fiscale touchaient une forte part du produit des amendes ou des confiscations. Quand la perception d'un impôt exigeait une répartition préalable, celle-ci était faite par les municipalités, c'est-à-dire par des corps de fonctionnaires royaux qui cherchaient surtout, paraît-il, à décharger leurs proches et leurs amis³. Même dans les écritures, on n'avait nul souci de réaliser l'unité budgétaire. Certaines administrations financières payaient elles-mêmes leurs agents et leurs frais sur leurs produits, et ne versaient dans les caisses royales que l'excédent disponible⁴. Dans d'autres administrations au contraire, le personnel, le plus souvent payé avec de longs retards, se

peu plus de 1 fr. 06), c'est-à-dire le dixième des revenus de la monarchie. Comme exemple de droits à rendement minime, on peut citer l'*alcabala de yerbas* (impôt sur les pâturages), qui rend 12.753 pes., les *penas de camara*, qui rendent 39.679 pes., etc. Il y avait vingt espèces de *rentas provinciales*, et, dans son Mémoire, d'Azanza cite vingt et un groupes d'impôts différents.

1. Par exemple les douanes et rentes générales (excepté en Navarre et dans les provinces basques).

2. Tabac, sel, papier timbré, cartes, salpêtre, soufre, poudre, plomb, antimoine, mercure, vermillon, gomme laque, d'après le Mémoire d'Azanza. Cf. Desdevises du Dezert, t. II, p. 388-392.

3. Sur tout ceci, voir les faits et les textes cités par Desdevises du Dezert, t. II, p. 374-388, 407-416; Mémoire de Fréville et La Forest.

4. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative; Mémoire de Fréville et La Forest.

dédommageait aux dépens de l'État ou des contribuables¹. La chose était d'autant plus facile que le plus grand désordre régnait dans la comptabilité centrale. Les plus hauts fonctionnaires de la Trésorerie générale, de la Caisse de consolidation et du Conseil des finances s'avouaient incapables de donner des chiffres précis et exacts, soit pour les recettes, soit pour les dépenses²; bien entendu, le ministre des Finances en était au même point qu'eux, et ne connaissait que par aperçu la situation financière de la monarchie³.

Ce qu'on savait bien, c'était qu'on était hors d'état d'équilibrer le budget, et que, pour y arriver, il eût fallu de profondes réformes. On y avait beaucoup pensé depuis un demi-siècle, et on n'avait abouti à rien, sinon à quelques palliatifs et à quelques améliorations de détail, compensées d'ailleurs par des mesures désastreuses. Il y avait eu beaucoup de guerres sur terre et sur mer depuis Philippe V. Et, pour faire face aux nécessités particulièrement urgentes, pour armer des vaisseaux, acheter des munitions, des vivres, des armes, lever des régiments, les rois avaient eu recours à des expédients qui obéraient l'avenir, aliénations de revenus, ventes de charges, emprunts avoués ou déguisés, retards dans le paiement des traitements, parfois à la spoliation des particuliers, des hôpitaux, des corporations ou des communes. En vain Charles III et Charles IV s'étaient-ils mis à vendre peu à peu les biens ecclésiastiques ou ceux des établissements charitables : le déficit avait été à peu près constant; faible dans les années de paix, grâce aux revenus des Indes, il devenait énorme dans les années de guerre, et il fallait alors recourir sans cesse aux emprunts. Mais le crédit de l'État était si faible qu'on ne pouvait trouver

1. Mémoire de Fréville et La Forest; Rapport général sur la situation du département des Bouches-de-l'Ébre par le préfet Alban de Villeneuve, Lérida, 1^{er} septembre 1812, Arch. nat., F^{1e} 73.

2. Mémoire de Fréville et La Forest.

3. Mémoire de M. d'Azanza.

d'argent qu'en gageant l'emprunt mis en émission sur une ou plusieurs branches des revenus royaux; même dans ces conditions, les emprunts n'étaient couverts que partiellement et avec de longs délais¹.

On avait eu tout particulièrement recours au système des emprunts gagés sous le règne de Charles IV, règne au cours duquel la situation financière avait beaucoup empiré par suite de la mollesse gouvernementale, des prodigalités de Godoy et surtout des guerres contre la France ou l'Angleterre. On avait fait, il est vrai, à partir de 1780, un effort pour unifier la plus grande partie de la dette en la transformant le plus possible en *vales*, c'est-à-dire en bons du Trésor portant intérêt à 4 p. 100, pouvant servir de papier-monnaie et remboursables à court terme, et en créant, pour assurer le service et le remboursement progressif de ces bons, une Caisse dite d'abord d'*amortissement*, puis de *consolidation*, soustraite dans une large mesure à l'action du gouvernement et dotée d'un grand nombre de revenus². Mais, sous Charles IV, on avait multiplié les émissions de *vales*, on avait emprunté à la Caisse de consolidation elle-même, on lui avait imposé l'obligation de pourvoir à certaines dépenses de la marine; bientôt les intérêts échus des *vales* n'avaient plus été payés qu'avec de forts retards, et l'amortissement avait dû être suspendu³. Cela n'avait d'ailleurs point empêché le gouvernement de procéder à d'autres emprunts, soit en Hollande, soit à l'intérieur, ces derniers étant naturellement des emprunts forcés. La Caisse de consolidation ne pouvant plus suffire à servir les intérêts des *vales*, ceux-ci s'avalissaient, mais l'État était obligé de

1. Tout ceci est constaté à la fois par d'Azanza et par Fréville et La Forest; cf. *Des devises du Dezert*, t. II, p. 418-435.

2. Dans son Mémoire, M. d'Azanza signale (et il en oublie) trente-trois sortes de revenus affectés à la Caisse de consolidation. Sur les *vales*, Canga Argüelles, *Diccionario de la Hacienda*, art. *vales*, *agio de las vales*.

3. Note sur la Caisse de consolidation, sans date ni signature, Arch. nat., AFiv 1608 (faite certainement dans les bureaux de M. d'Azanza en mai juin 1808).

les accepter avec leur valeur nominale en paiement des impôts. Et, pendant ce temps, la Trésorerie générale devenait également débitrice de grosses sommes, soit vis-à-vis des particuliers, soit vis-à-vis des corporations, comme les *Gremios mayores* de Madrid ou le Consulat de Cadix, soit vis-à-vis de la Banque nationale de San-Carlos¹.

Dans un rapport adressé à Murat, le ministre des Finances d'Azanza écrivait : « Un trimestre entier est dû aux ministres des tribunaux supérieurs, aux commis des départements, aux chefs et subalternes de presque tous les bureaux de la capitale, enfin aux malheureux domestiques de la maison du Roi et des écuries qui n'ont que des gages très modiques. Plusieurs veuves de généraux et militaires, celles des conseillers et autres employés dont les époux avaient pendant leur vie déposé une partie de leurs appointements à leurs monts-de-piété respectifs afin de leur laisser de quoi subsister se trouvent réduites à la mendicité, parce qu'on s'est emparé, il y a quelque temps, avant le séjour de l'armée française en Espagne, des fonds de ces établissements et on leur doit leurs pensions d'un an ou de dix-huit mois. Il est dû quatre ans de la gratification allouée pour frais de table à ceux qui suivaient la cour dans les *sitios*². Enfin les corps militaires, quelques fournisseurs

1. Mémoire d'Azanza ; de Fréville et La Forest. Ce dernier travail, qui est plus compréhensif et qui montre davantage quelles réalités se cachent sous les dénominations trompeuses, évalue la dette de l'Espagne comme suit : *Vales*, 1.893.000.000 réaux (473.250.000 pesetas) ; emprunts en Hollande, 235.000.000 (63.750.000 pes.) ; derniers emprunts faits en Espagne, 401.000.000 (25.250.000 pes.) ; *Censos y recompensas de la corona*, 71.000.000 (17.750.000 pes.) ; *juros*, 600.000.000 (150.000.000 pes.) ; dette envers la Banque, les Gremios et la Compagnie des Philippines, 500.000.000 (125.000.000 pes.) ; rentes perpétuelles hypothéquées sur le produit du tabac, 201.000.000 (50.250.000 pes.) ; rentes viagères ayant la même hypothèque, 73.000.000 (18.250.000 pes.) ; rentes viagères plus anciennes, 112.000.000 (28.000.000 pes.) ; dette de la caisse de consolidation, 1.650.000.000 (412.500.000 pes.) « On trouve que le capital de la dette constituée à la charge de l'Espagne s'élève à 5.436.000.000 de réaux (1.364.000.000 pes.) exigeant annuellement 202.100.000 réaux d'intérêt (50.525.000 pes.) », disent les auteurs du Mémoire. Dans l'évaluation qu'on lira plus loin, d'Azanza semble oublier ou négliger certaines fractions de la dette.

2. Résidences d'été : La Granja, Aranjuez, etc.

et une infinité de créanciers de l'État réclament journellement le paiement de ce qui leur est dû... Quand même l'État, sans crédit par sa dette énorme, et pour n'avoir pas rempli les conditions des emprunts qu'il a faits sous le règne de Charles IV, plus encore par une immense quantité de billets royaux en circulation avec une perte scandaleuse; quand même, dis-je, il ouvrirait maintenant un nouvel emprunt avec les propositions les plus avantageuses et l'hypothèque la plus chère, peut-être dans tout le royaume ne rassemblerait-il pas un million de réaux¹. » Et, à la fin d'un long mémoire qu'il rédigeait quelques jours après à Bayonne pour renseigner Napoléon sur la situation financière de l'Espagne, d'Azanza dressait comme suit, et probablement avec un certain optimisme, le bilan approximatif de la monarchie : « Je dois dire que la portion de la dette publique de l'Espagne, qui se paie actuellement par les soins de la Trésorerie générale, monte à 528.855.319 réaux (132.213.829 pesetas); que de plus cette Trésorerie a, dans ses paiements pour la solde, les appointements et autres obligations, un retard qui s'élève à 440.000.000 (110.000.000 pes.); que la portion de la dette publique de la Caisse de consolidation s'élève à 3.985.401.584 réaux (996.367.896 pes.); que les intérêts de cette dernière dette montent à 149.191.617 réaux (37.297.904 pes.) et que la Caisse est en retard de 30.000.000 (7.500.000 pes.) pour le paiement des intérêts échus des *vales*, et de 72.500.000 (18.125.000 pes.) pour les créances sur le département de la marine; qu'enfin cette caisse a à payer au Trésor public de France 31.574.024 réaux (7.893.506 pes.)...; que, comme on a employé aux besoins urgents de l'État une grande partie du produit des ventes d'immeubles destinées primitivement à la consolidation, on n'a pu éteindre un nombre de *vales* proportionné au mon-

1. Rapport de M. d'Azanza à Murat, Madrid, 19 mai 1808; nous citons d'après le texte en français, Arch. nat., AFiv 1608.

tant de ces ventes ; qu'on estime les recettes de la Trésorerie générale en 1807 à 505.383.539 réaux (126.360.884 pes.), et que ses obligations annuelles sont évaluées actuellement à 636.647.879 réaux (159.161.969 pes.), et qu'il résulte par conséquent de là un déficit de plus de 131.000.000 (32.750.000 pes.) par an¹... »

Ce que nous savons plus particulièrement de l'administration financière espagnole en Catalogne s'accorde le plus souvent avec la courte esquisse que nous venons de tracer. Toutefois, on l'a vu dès le début de ce travail, la principauté échappait à certains impôts castillans, les plus vexatoires de tous, c'est-à-dire les *rentes provinciales* (*alcabalas, cientos, millones*, etc.). Elle payait en compensation des impôts qui lui étaient particuliers². Mais, cette réserve une fois faite, on constate qu'au point de vue financier tout se passait en Catalogne de la même façon que dans le reste de la monarchie espagnole.

L'impôt spécial de la principauté était un véritable impôt direct, dit *cadastre* ; établi sur des bases beaucoup plus rationnelles que la plupart des impôts espagnols, il atteignait en principe toutes les classes et se divisait en trois branches : le cadastre *personnel*, dont étaient exempts les nobles et les clercs, était une sorte de capitation ; le cadastre *industriel* était perçu sur les bénéfices commerciaux ou industriels, et le cadastre *réel* se levait sur les revenus des propriétés immobilières. Ce qui était encore spécial, sinon à la province, du moins aux pays de la couronne d'Aragon, c'était l'importance relative des revenus domaniaux du Roi ou *Real patrimonio*³. Tous les autres impôts perçus en

1. Mémoire de M. d'Azanza, ministre des Finances d'Espagne, Bayonne, 31 mai 1808, Arch. nat., AFIV 1608. Nous traduisons ce fragment de l'original espagnol, mais en intercalant entre parenthèses le chiffre en pesetas et en négligeant les fractions de pesetas. Le réal était le quart de la peseta, le vingtième du *peso fuerte* (ou douro) ; on évaluait à ce moment que la peseta valait 1 fr. 06 (*Diario de Barcelona* du 22 juillet, édit d'Ezpeleta promulguant un tarif officiel de change reçu de Madrid).

2. Chapitre premier, Section II.

3. Mémoire de M. d'Azanza.

Catalogne étaient également connus en Castille. Les uns étaient encaissés directement, comme le cadastre, par la Trésorerie de l'armée et principauté de Catalogne, qui devait en principe s'en servir pour faire face aux dépenses de l'État dans la province ou faire passer leur produit à la Trésorerie générale de Madrid : c'étaient le droit de *lanzas* (lances), perçu sur les nobles titrés en remplacement de leur ancienne obligation de fournir un contingent militaire, la *demi-annate* prélevée sur les premiers revenus des gros bénéfices ecclésiastiques et sur la première année du traitement des fonctionnaires royaux, différents prélèvements sur les dimes ecclésiastiques, etc. Mais d'autre part l'administration dite des *rentes générales* ou *unies* percevait des impôts plus nombreux encore et versait à la Trésorerie de l'armée le produit net des droits ou *rentas* qui n'étaient ni aliénés ni affectés spécialement, surtout au service de la Caisse de consolidation. Dans le principe, l'administration des *rentes générales* avait été chargée seulement de lever les droits de douane ordinaires à l'entrée ou à la sortie des marchandises ; mais elle avait par surcroît reçu peu à peu mission de recouvrer les droits de *portes* ou d'octroi dans les villes, ainsi que de nombreux droits additionnels au principal des tarifs douaniers, dits *rentes de consolidation, de subvention, des laines*, etc., et affectés à la Caisse de consolidation ; elle administrait les monopoles du sel, du tabac, du plomb, de la poudre, du soufre, etc. ; elle avait en dépôt et faisait vendre le papier timbré et les billets de la loterie royale ; elle exigeait des navires étrangers, à leur entrée dans les ports, des droits d'*amirauté*, de *curage*, de *lanternes*, etc. ; elle percevait les impôts sur la consommation et la circulation de l'eau-de-vie, du vin, de l'huile ; elle levait en un mot une infinité de droits de toute sorte, droits gros et menus qui atteignaient à peu près toutes les formes de l'activité industrielle, commerciale et agricole. Mais, par suite des alié-

nations ou affectations spéciales, la Trésorerie de l'armée et principauté de Catalogne ne recevait guère de l'administrateur ou dépositaire général des rentes que le produit net des douanes, des portes, de la loterie et des monopoles. Le tout s'était élevé en 1807 à 6.222.286 pesetas, qui, joints à 4.958.982 pes. pour le cadastre et à 2.460.187 pes. pour les autres recettes de la Trésorerie, faisaient monter à environ 13.641.457 pesetas le revenu total du roi en Catalogne, en n'y comprenant pas, bien entendu, les impôts aliénés ou détournés vers des affectations spéciales¹.

Toute cette administration financière était censée sous la surveillance de l'intendant, qui jugeait en outre à son tribunal les procès relatifs aux douanes et rentes de toute nature. Le *contador* principal des rentes unies était censé de plus surveiller en sous-ordre le fonctionnement des douanes et rentes y annexées². Mais, en fait, cela n'assurait point la régularité dans la comptabilité, à en juger par les constatations qu'on fut amené à faire plus tard en examinant les papiers de l'administration des rentes : on y trouva bien, à vrai dire, la justification des recettes et des versements effectués à la Trésorerie générale ; mais on n'y trouva point de pièces relatives aux dépenses ou aux versements effectués entre les mains du représentant

1. Tout ceci d'après le Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1841), qui étudie l'ancien régime financier, et donne entre autres annexes, ce qui est plus utile et plus probant, 1° le compte des fonds reçus en 1807 par la Trésorerie de Catalogne (19.835.928 réaux 14 maravédís pour le cadastre ; 9.840.751 réaux 38 1/2 maravédís pour les autres revenus royaux perçus directement par la Trésorerie ; 24.889.147 réaux 7 maravédís pour les douanes et rentes unies) ; 2° le tableau des recettes brutes faites par l'administration des rentes en 1807, 1808 et 1809, portant 41.908.914 réaux 12 maravédís pour 1807). Ces tableaux furent fournis à la Commission administrative par les administrations financières locales. Cf. Canga Argüelles, art. *Aduana de Barcelona*. La douane proprement dite, la seconde d'Espagne, rapportait d'ailleurs trois fois moins que celle de Cadix.

2. Rapport de Blondel sans date (fin de 1808), Arch. des Aff. Étr., vol. 677, f°s 495-523 ; Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. 1^{er}, p. 401 ; Compte-rendu par Pelletier.

de la Caisse de consolidation à Barcelone¹. Les traitements étaient aussi arriérés dans la province que dans le reste de l'Espagne; les caisses étaient vides lors de l'arrivée des troupes françaises; et, jusqu'au 1^{er} juin 1808, l'intendant Blas d'Azanza n'avait pu satisfaire aux besoins immédiats qu'en recourant aux expédients et en laissant s'accumuler de nouveaux arriérés². Les administrations financières de la province n'étaient vraiment guère en état de faire face, par les moyens ordinaires, à des charges nouvelles.

II

Or, dès que l'insurrection éclata, Duhesme demanda aux autorités de Catalogne de continuer à nourrir l'armée, et en outre de faire face à toutes les dépenses que l'état de guerre devait nécessairement entraîner³; jusque-là, on avait pu du moins employer à Barcelone le produit des impôts levés dans toute la province, et on avait sans doute hâté dans ce but le recouvrement du cadastre⁴; maintenant, la province échappant complètement aux autorités de sa capitale, c'était en réalité la seule ville de Barcelone qui allait nécessairement être appelée à fournir les ressources indispensables. On comprend que le capitaine-général et l'intendant aient été fort embarrassés et

1. Compte-rendu par Pelletier.

2. Rapport sur les finances de la province de Catalogne à l'époque du 22 septembre 1808, Arch. G. (22 septembre 1808); Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809); cf. rapport d'Azanza à Murat, Madrid, 19 mai 1808, Arch. nat., AFIV 1608.

3. Résumé historique des opérations; Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 134; cf. Duhesme à Berthier, Barcelone, 11 juin 1808, Arch. G.

4. Ceci n'est que conjectural, mais tout à fait vraisemblable; car le Compte des fonds reçus en 1808 par la Trésorerie de Catalogne, annexé au Compte-rendu par Pelletier, porte 14.190.987 réaux 10 maravédís de recette pour le cadastre, c'est-à-dire près des trois quarts de la somme qu'on avait perçue en 1807 pour cet impôt. Or le cadastre cessa d'être recouvré à Barcelone à partir de septembre, comme on le verra plus loin, et dans le reste de la Catalogne à partir du 1^{er} juin (sauf pour le compte des insurgés).

qu'ils se soient tirés d'affaire en constituant la junta générale pour prendre les décisions à leur place ¹.

A vrai dire, Duhesme, du moins au début, ne prétendait point que les autorités dussent demander aux Barcelonais, à titre définitif et en sus des impôts, les sommes nécessaires pour remplir les caisses provinciales épuisées; les dépenses que la junta ferait pour la solde seraient remboursées par le gouvernement impérial, et les autres par le gouvernement du roi Joseph, quand celui-ci serait définitivement établi ². En attendant, la junta avait à donner aux Français de l'argent pour leur manutention, leurs hôpitaux, les services de l'artillerie et du génie, leurs dépenses secrètes, leurs frais de courriers, soit en tout 50.000 pesetas qui seraient versées tous les mois au payeur de l'armée; à distribuer chaque jour aux soldats du vin et une indemnité d'un réal en compensation de la viande que le pays ne pouvait fournir; à acheter enfin et à faire verser en nature aux magasins militaires les autres vivres nécessaires pour assurer chaque jour aux troupes la ration réglementaire ³. Pour tout cela, il fallait tirer de

1. Voir chapitre III, section iv.

2. C'est bien ainsi que Duhesme présenta au début ses demandes à la junta. Nous le voyons, non seulement par le récit donné de la séance du 16 juin par Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 168-169, mais aussi par une lettre de Duhesme à Ezpeleta, Barcelone, 12 juillet 1808, Arch. G., où le général revient sur les moyens d'existence de l'armée et ajoute : « Je la prie de considérer qu'en faisant faire l'emprunt légalement, Elle (Votre Excellence) sert la Catalogne et le souverain de l'Espagne... » Il ne peut s'agir ici d'un emprunt pour la solde. Le premier fut couvert le 19 juin, le deuxième ne fut ouvert qu'à la fin d'août. Duhesme présente donc encore le 12 juillet la fourniture des vivres par la junta comme un emprunt, ce qui confirme le récit de Ferrer : « Il leur a ordonné de fournir 60.000 duros en numéraire, et 60.000 autres pour constituer les approvisionnements pour la subsistance de ses troupes, en fixant pour ce dernier paiement quelques délais d'ailleurs restreints : l'une et l'autre somme à titre remboursable (*en calidad de reintegro*). »

3. Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810); Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois, Arch. G. (*ibid.*) La somme de 400.000 pesetas est indiquée à la fois par Duhesme, dans le Résumé historique des opérations, et par Lechi, dans une lettre à l'Ayuntamiento, Barcelone, 1^{er} août 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 (Lechi dit 100.000 francs par semaine).

Barcelone au moins 400.000 pesetas par mois, et il ne pourrait jamais en être tenu compte à la ville que par le gouvernement de Sa Majesté Catholique, puisque l'Empereur n'avait pris à sa charge, lors de l'arrivée des troupes, que la solde. Et encore Duhesme demanda-t-il d'abord à la junta de lui avancer tous les mois 300.000 francs pour cet objet, à titre de prêt remboursable par le trésor impérial ¹.

On a déjà vu que, soit par mauvais vouloir, soit plutôt par impuissance, la junta ne répondit que très partiellement et très lentement aux demandes du général français. L'argent se cachait à Barcelone ² : on ne pouvait en tirer de la population que par des mesures très énergiques, que les membres de la junta ne tenaient pas à employer; et, tant que Lechi ne lui eut pas forcé la main par l'incarcération des otages, l'assemblée évita soigneusement de parler de l'emploi de la force pour recouvrer des fonds. Mais, si elle temporisa beaucoup et si elle agit peu, elle n'en prit pas moins quelques décisions importantes : elle consentit en juin à répartir un emprunt de 300.000 francs pour la solde entre les nobles, les propriétaires, le clergé et les négociants ³. En juillet, comme le numéraire manquait, elle décida de rétablir la frappe des monnaies à Barcelone; elle adopta aussi l'idée d'établir sur les habitants aisés une contribution mensuelle extraordinaire, mais en déguisant à l'exemple de Duhesme cet impôt sous le nom d'emprunt ⁴. Lorsque Lechi resta seul à Barcelone, elle forma d'abord une commission qui tempo-

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. 1^{er}, p. 168-169.

2. Duhesme à Berthier, Barcelone, 23 août 1808, Arch. G.

3. Résumé historique des opérations; Ferrer, t. 1^{er}, p. 169; le Tableau des contributions levées par le général Duhesme indique que l'emprunt fut versé le 19 juin, et « remboursé les 14 et 27 septembre 1808 » en lettres de change sur Perpignan.

4. Mémoire abrégé du général Duhesme; Procès-verbaux de la junta en juillet et août 1808, Arch. mun. Barcel., of recib., 1808, séance du 5 juillet.

risa pendant plus de quinze jours : enfin, après l'incarcération des otages, cette commission vint proposer le 7 août à l'assemblée d'établir une loterie, projet qui n'eut pas de suite, d'élever un peu l'impôt sur la mouture des grains, ce qui ne pouvait rendre grand'chose, mais aussi de charger le corrégidor de procéder militairement au recouvrement de la contribution ¹. Ce n'était sans doute d'ailleurs qu'une manifestation, destinée à adoucir Lechi et qui n'eut point alors d'autres conséquences. Tous les votes, toutes les décisions de la junte ne parvinrent point à assurer au payeur les 50.000 pesetas requises ²; le rendement de la contribution mensuelle, faible en juillet, diminua encore en août ³; ce furent surtout les otages qui versèrent l'argent nécessaire pour permettre au fournisseur des vivres de continuer ses livraisons ⁴; enfin « le service courant était si peu assuré que souvent on ne pouvait procurer les différentes distributions du vin et du réal en remplacement de la viande que le soir du jour qu'elles revenaient à la troupe ⁵ ».

Donc, quand Duhesme, revenu de son expédition sur Girone, se décida à s'occuper directement de la question financière, il n'avait point tort, étant donné son point de vue, de se substituer à la junte. Celle-ci n'avait proposé de mesures sérieuses que quand on l'avait effrayée, et elle n'avait pas obtenu assez de résultats; comme autorité

1. Procès-verbaux de la junte, séances des 19 et 29 juillet, du 7 août.

2. Le Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme indique les différents versements faits au payeur : il ne reçut, du 1^{er} juillet au 30 septembre, que 100.000 pesetas au lieu de 150.000.

3. Nous avons, en annexe au Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811) la Note de l'argent reçu chaque mois par le receveur des contributions de Barcelone, Galceran (en douros); en comptant en pesetas, on a en juillet 236.907 pesetas, en août 108.065.

4. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 323-324; Rapport de la division italienne du 15 juillet au 20 août 1808, Barcelone, 21 août 1808, Arch. nat., AFIV 4621.

5. Résumé historique des opérations.

agissante, elle avait échoué. Mais du moins cette assemblée avait pris des décisions de principe importantes pour l'avenir : elle avait rétabli l'hôtel des Monnaies, elle avait institué la contribution mensuelle extraordinaire sur les gens aisés, elle avait même indiqué le moyen de la faire payer. Dans l'organisation de ses finances, Duhesme devait tenir grand compte de ces indications : son rôle allait être, non point de transformer le système financier établi par la junte, mais de le compléter, et surtout de l'imposer aux Barcelonais, en l'enrichissant de vigoureuses mesures exécutoires.

III

Ce fut dans les derniers jours d'août et au cours du mois de septembre que Duhesme prit les mesures destinées à asseoir plus solidement les finances du gouvernement improvisé¹ ; il ne procéda point avec une grande méthode, et à vrai dire il eût fallu, pour procéder méthodiquement, avoir des loisirs et ne point chercher avant tout la recette immédiate². Aussi les arrêtés se succédèrent-ils pendant six semaines sans ordre apparent, en se complétant ou en se corrigeant les uns les autres. Les mesures les plus essentielles relatives à l'assiette, à la répartition et à la perception des impôts avaient déjà été prises, lorsque le commissaire Augier remit un travail d'ensemble sur la situation financière, travail où étaient indiqués le montant des arriérés, les besoins courants à satisfaire, et le but à atteindre³. Il semble qu'en bonne

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 sept. 1808, Arch. G. ; cf. Résumé historique des opérations.

2. « Tous ces services ne pouvaient se faire qu'avec de l'argent et de l'argent comptant : car personne ne se présentait pour passer des marchés ». Résumé historique des opérations.

3. Rapport sur les finances de la province de Catalogne à l'époque du 22 septembre 1808, Arch. G. (sous cette date).

logique il eût fallu commencer par là. Mais on travaillait sans plan d'ensemble, on ne cherchait pas à construire rationnellement un édifice financier; on était talonné par des nécessités immédiates, et on se hâtait d'assurer des recettes pour les besoins courants avant même de bien se rendre compte de l'ensemble des dépenses auxquelles on avait à faire face ¹.

Dans son travail, le commissaire Augier ne dissimulait point la gravité de la situation, mais il prétendait indiquer en même temps les moyens d'y remédier. Il évaluait à 500.000 pesetas la somme nécessaire pour l'entretien et les services de l'armée, à 100.000 celle qu'il fallait pour payer les appointements des fonctionnaires et employés espagnols. Il proposait en conséquence de porter à 600.000 pesetas par mois la contribution mensuelle sur les habitants aisés. De cette façon, l'énorme arriéré déjà existant, arriéré partiellement antérieur à l'insurrection et même à l'arrivée des Français, ne s'augmenterait plus; Augier allait jusqu'à prétendre qu'on pourrait éteindre graduellement les dettes laissées par les autorités espagnoles, en y appliquant les ressources extraordinaires qu'on pourrait se procurer occasionnellement et les économies qu'on pourrait faire, quand les troupes tiendraient la campagne. Or cet arriéré s'élevait à près de quatre millions de pesetas, dont 818.125 pour fournitures faites aux troupes françaises. Le commissaire Augier ne s'en effrayait point et tenait surtout à amortir la dette vis-à-vis des fournisseurs; il concluait gravement: « Il sera

Balthazar Augier, né à Lyon le 8 janv. 1764, soldat et sous-officier de juillet 1782 à oct. 1793, était devenu commissaire des guerres provisoire en 1793 et commissaire titulaire en 1795. Son dossier (Arch. adm. de la G.) contient des notes très élogieuses. Voir aussi *Appendice A*.

1. On a vu plus haut que, en juillet et août, on n'évaluait les besoins mensuels qu'à 400.000 pesetas. (A partir d'ici, nous réduisons tous les chiffres, qui sont exprimés tantôt en douros, tantôt en pesetas, tantôt en réaux, tantôt en francs, à l'équivalent en pesetas ou en francs, en négligeant les fractions de pesetas ou de francs, dont il est d'ailleurs tenu compte dans les totalisations.)

glorieux pour vous, en présentant un jour cette seconde capitale des Espagnes à Sa Majesté Catholique, de pouvoir lui dire : « Je vous l'ai conservée paisible; et si elle a
« connu mon pouvoir par l'effet des malheureuses cir-
« constances qui affligent tout le royaume, je n'en ai fait
« usage que pour améliorer vos finances dans l'une de
« vos plus belles provinces, en éteignant, par des moyens
« doux et presque insensibles sur les habitants, une dette
« considérable qui aurait pesé un jour sur son trésor
« public ¹. » Duhesme ne tenait guère sans doute à
« améliorer » les finances du roi Joseph; l'essentiel était pour lui d'assurer, par des « moyens doux » ou par des moyens rudes, les services de l'armée; même après le rapport d'Augier, il ne demanda que 500.000 pesetas à la contribution mensuelle, en souhaitant sans doute de pouvoir réellement les obtenir ²; les employés et fonctionnaires espagnols vivraient comme ils pourraient, et l'arriéré ne serait point comblé : on aurait assez de vivre au jour le jour.

En homme pratique, Duhesme ne chercha à obtenir que l'indispensable; il se résigna même vite à renoncer aux emprunts pour la solde, et après avoir imposé à la fin d'août un deuxième versement remboursable de 300.000 francs au commerce barcelonais, il ne renouvela plus cette tentative ³. Il ne chargea point non plus les caisses

1. Il y a bien *son*. Augier veut-il dire le « Trésor public » de la province, ou est-ce une inadvertance pour « *voire* » ? Je pencherais pour la seconde explication; il est d'ailleurs possible que *son* représente V. M. C., forme qu'Augier n'a point employée, mais à laquelle il a pu penser. Ces confusions dans les adjectifs possessifs ne sont pas rares, à l'époque impériale, chez des gens peu habitués à la syntaxe spéciale nécessitée par le rétablissement des Majestés, des Altesses et des Excellences.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810); Résumé historique des opérations, Arch. G. (première quinzaine de mars 1809).

3. Du moins jusqu'en avril-août 1809. L'emprunt ouvert en août 1808 n'alla point sans difficulté (d'après Ferrer, t. I^{er}, p. 338-344) : les versements ne furent faits qu'en trois fois, les 5 et 23 sept., et le 10 octobre : ils ne produisirent que 297.335 francs, qui furent remboursés le 22 oct. « en

publiques des frais nécessaires pour sa police, et cette dernière pourvut elle-même à son entretien par des recettes spéciales ¹. Grâce aux livraisons de grains déjà faites par le fournisseur Durand, à des réquisitions dans les villages voisins, à des razzias dans le Vallés, à des saisies de blé caché par des négociants émigrés et à d'autres moyens encore, on avait amassé avant la fin de septembre de la paille, de l'avoine et du grain pour quatre mois environ. Duhesme ne chercha point, pour le moment, à en accumuler davantage aux frais des habitants ². La somme à verser par la junte dans la caisse du payeur allait, il est vrai, être portée bientôt de 50.000 à 70.000 pesetas par mois ³. Mais, dans l'ensemble, Duhesme s'en tint à peu près à ses exigences premières. Il lui fallait, outre l'argent à verser au payeur, du vin, des vivres pour la troupe, de la viande pour les hôpitaux et l'indemnité représentative d'un réal pour les soldats ⁴. Le reste était secondaire : et, à vrai dire, 500.000 pesetas par mois représentaient plus de vingt-cinq fois le chiffre normal du cadastre à Barcelone ⁵ : c'était déjà beaucoup pour une ville où la

traites sur Perpignan à l'ordre des divers négociants qui ont participé à ces deux versements ». Note des emprunts faits par M. le général Duhesme, en annexe au Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois, Arch. G. (28 juillet 1810).

1. Voir chapitre VI.

2. Résumé historique des opérations ; Duhesme à Berthier, Barcelone, 23 août, 8 et 20 septembre 1808, Arch. G. ; etc. : Duhesme à Clarke, Barcelone, 25 décembre 1808, Arch. nat., AFIV 1621. Dans une lettre à Berthier, Barcelone, 20 déc. 1808, *ibid.*, Duhesme déclare que la garnison avait du blé pour atteindre février, mais que la ville n'en avait plus que pour dix jours. (L'exemplaire des Arch. nat. porte de nombreuses corrections ou suppressions en vue de la publication dans les journaux, et on a mis notamment en surcharge « mars » au lieu de « février ».)

3. Par une simple lettre du 10 octobre, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} septembre. Les versements au payeur furent exactement effectués à partir du 1^{er} octobre, tantôt en une fois, tantôt par versements successifs au cours du mois. Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois (Arch. G., 28 juillet 1810). Le chiffre global est confirmé par l'État des contributions extraordinaires reçues par le payeur soussigné (Delcros), etc., Girone, 5 juin 1810, Arch. G.

4. Résumé historique des opérations.

5. Rapport (de A. de Luppé) sur les différentes branches d'administra-

vie économique était à peu près suspendue, dont les plus riches habitants cherchaient à s'enfuir, et où on ne pouvait naturellement frapper que la fortune acquise.

L'hôtel des Monnaies récemment établi garda son autonomie, et la petite junta qui l'administrait resta exclusivement composée d'autorités espagnoles, magistrats de l'Audience et régidors, sous la surveillance de l'intendant ¹. De même les attributions financières de la junta ne furent point essentiellement modifiées; Duhesme lui donna seulement une organisation plus pratique et s'arrangea pour la surveiller de plus près, en lui imposant la constitution d'une, puis de deux commissions émanant d'elle, où siégeraient le commissaire Augier et le chef d'état-major Porte, pour étudier plus spécialement les questions de finances et préparer les achats de subsistances. Mais ces commissions ne faisaient que des propositions; la junta continua à être chargée des achats de denrées, de la répartition de la contribution mensuelle, des versements au payeur et du maniement des deniers, à condition d'en justifier l'emploi par l'intermédiaire de l'intendant ². Si Duhesme laissait à l'assemblée tant d'attributions de détail, c'était surtout sans doute pour s'épargner à lui-même et pour épargner à ses auxiliaires un labeur minutieux et absorbant, peut-être aussi pour « prouver que les impositions étaient nécessaires, qu'elles

tion. Arch. G. (première quinzaine de novembre 1810) : « En effet, la contribution cadastrale... ne s'élevait, jointe aux contributions personnelle et industrielle, qu'à la somme de 213.249 pes. 80 maravédís ». Il est évident d'ailleurs que Barcelone, payant par an 213.249 pesetas de cadastre, était tout à fait avantagée par rapport au reste de la province : de même, en France, la taille pesait surtout sur la propriété rurale.

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 sept. 1808, art. 4, dans le *Diario de Barcelona* du 17; Ferrér, *Barcel. caut.*, t. III, p. 38-39; Rapport sur l'hôtel des Monnaies de Barcelone, adressé à Chauvelin le 29 avril 1812 par le sous-préfet Chevalier, Arch. nat., F¹⁶ 73.

2. Arrêté du 13 sept. 1808, art 4, 9 et 10. Ce dernier article ne prévoit qu'une commission des finances et subsistances. Mais le Résumé historique des opérations et le Mémoire abrégé du général Duhesme mentionnent une commission des finances et une de subsistances, et donnent quelques détails sur leur rôle respectif.

se dépensaient avec [ordre et économie ¹. » Mais le général n'entendait point pour cela que la junta se permît de discuter ou d'opposer à ses demandes la force d'inertie, et il l'indiqua nettement dans l'arrêté de mise en état de siège : « Au cas où la junta générale ne prendrait aucun parti sur les demandes qui lui seront faites, le général en chef imposera une contribution extraordinaire payable à la caisse de l'armée; de cette contribution seront personnellement responsables les membres de la junta générale, les cinq cents habitants les plus riches et tous les consuls et prud'hommes des différentes corporations de la cité ². » On ne fut pas obligé d'en venir là, et la junta s'acquitta régulièrement du soin de répartir tous les mois les 500.000 pesetas de la contribution entre les habitants aisés ou censés tels, dont le nombre allait toujours en diminuant par suite des émigrations : ces répartitions, qu'il fallait refaire tous les mois, étaient d'ailleurs plus ou moins équitables ³.

Mais, de bonne heure, Duhesme comprit que son intervention directe dans la perception des sommes réparties aurait une sérieuse influence sur le produit de la contribution ⁴. L'ancien receveur des contributions de la ville,

1. Résumé historique des opérations.

2. Arrêté du 13 septembre 1808, art. 10.

3. Dans un rapport à Duhesme, Barcelone, 6 mars 1809, le commissaire des guerres Penot critique vivement les répartitions faites jusque-là. Nombreuses mentions de remaniements de répartition dans les « avis » publiés par le *Diario de Barcelona*, de sept. à déc. 1808 : voir spécialement n^{os} des 7, 9, 11, 21, 26 sept., etc.

4. Dans le Mémoire abrégé présenté le 4 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810), Duhesme écrit : « Les émigrations, la mauvaise volonté, même le manque de moyens de plusieurs contribuables rendaient la recette très difficile ; les autorités espagnoles trouvaient trop dangereux pour leur sûreté personnelle présente et à venir de presser leurs contribuables par des moyens de rigueur ; elles invoquèrent l'accomplissement de l'article 10 (Duhesme veut dire 11) de mon arrêté de mise en état de siège dans lequel j'annonçais que des garnisaires français poursuivraient la rentrée des contributions ». Il est possible que Duhesme, pour se justifier, exagère ici la bassesse des autorités espagnoles. On a vu pourtant que la junta avait proposé la première de recourir aux garnisaires.

le sieur Galceran, conserva ses fonctions ¹; mais un article de l'arrêté de mise en état de siège informa les Barcelonais que le général aurait désormais recours à des moyens énergiques pour forcer les contribuables négligents à s'exécuter au plus tôt : « Toutes les contributions déjà imposées ou celles qui le seront à l'avenir seront appuyées (*sostenidas*) par la force militaire française; en conséquence les personnes qui refuseront de payer celles du mois courant seront taxées au double, et on leur imposera des soldats français à discrétion; ceux-ci seront maintenus chez elles jusqu'à ce que le paiement entier soit accompli ². » Et, quelques jours après, par un nouvel arrêté, Duhesme décida qu'un commissaire spécial, le Français Raynal, serait adjoint au receveur pour accélérer les rentrées de fonds et rendre compte chaque jour de l'état des caisses; tous les soirs il prendrait note des contribuables les plus arriérés « pour envoyer chez eux des soldats à discrétion, et pour indiquer au général ceux qu'il faudrait conduire au Monjuich comme opiniâtement rebelles »; sous les ordres du « commissaire aux contraintes » serait placée une compagnie spéciale de garnisaires, recrutée parmi les Français et Italiens sans emploi; on en enverrait des escouades chez les récalcitrants ³. Le nouveau « commissaire aux contraintes » était, paraît-il, un ancien employé aux vivres de l'armée, révoqué pour

1. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811).

2. Arrêté du 13 septembre 1808, art. 11 (dans le *Diario* du 17 septembre). Même menace dans un avis publié au *Diario* du 16.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 septembre 1808, dans le *Diario* du 23 : « G. Ph. Duhesme, etc.; vu la lenteur que mettent les contribuables à payer les contributions extraordinaires ordonnées par la *junte générale*, arrête, etc. » Dans une lettre à l'Ayuntamiento, Barcelone, 9 octobre 1808 (Arch. mun. Barcel., pièce reliée dans le Registre des *Acuerdos* de 1808), Raynal demande qu'on lui cède une salle de la *Casa consistorial* (Hôtel de Ville) pour y établir son bureau. Il y eut en conséquence de fréquents emplois de garnisaires et des emprisonnements, qui firent, d'après Duhesme, beaucoup d'effet au début. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6554; Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. G.

avoir perdu des pièces comptables pendant la seconde expédition sur Gironne, et on ne l'estimait guère à Barcelone ¹.

La contribution était nécessairement fort lourde, et il paraît que certaines personnes devaient payer jusqu'à 3.500 et 4.000 pesetas par mois ². Ce qui est certain, c'est qu'en dépit des avertissements, des menaces, des garnisaires et des emprisonnements, on n'arriva jamais à obtenir le paiement intégral des sommes réparties : et, de septembre 1808 à mars 1809, le rendement le plus fort fut sensiblement inférieur à 400.000 pesetas, le rendement moyen à 300.000; et il tendit à diminuer toujours de mois en mois ³. Ce fut en vain qu'on laissa aux contribuables la faculté de payer en métaux précieux non monnayés, et même pendant quelque temps en denrées ⁴. Ce fut même en vain que Duhesme offrit aux personnes imposées qui désireraient quitter la ville la faculté de le faire avec son agrément, à condition de payer d'avance quatre mois de

1. D'après le Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp. vol. 210, f^{os} 305-316. Le Petit Dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne (Arch. nat., F^o 6352) dit de lui : « Il est soupçonné d'avoir traité avec les contribuables au sujet de délais à accorder et d'avoir tiré parti du placement des garnisaires qui étaient à sa disposition ». L'affirmation est peu catégorique. Les autres documents qui contiennent des accusations épargnent Raynal, exposé par son métier aux médisances.

2. « Que l'on consulte les registres des contributions qui sont entre les mains du sieur Raynal, ... on verra des particuliers de Barcelone imposés à 800 piastres par mois, les autres 700, plus ou moins la contribution était exorbitante », dit Pelletier dans son Compte-rendu (Arch. G., 14 février 1811). En avril 1809, d'après Ferrer, t. III, p. 244-245, « Il y a quelqu'un qui paye environ 300 douros (1500 pes.) et d'autres plus.... »

3. Les chiffres sont donnés dans la Note de l'argent reçu par le receveur Galceran, en annexe au Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811). Les voici (en réduisant en pesetas le compte fait en douros et en négligeant les réaux et maravédís) : juillet 1808, 236,907; août, 108,065; septembre, 326,021; octobre, 382,539; novembre, 351,334; décembre, 316,440; janvier 1809, 256,405; février, 254,772; mars, 200,910. Duhesme n'a donc point tort, dans le Mémoire abrégé, de donner comme chiffre moyen 300,000 francs.

4. *Diario de Barcelona*, avis publiés dans les n^{os} des 9, 11 et 18 septembre 1808 : un avis publié dans le n^o du 30 septembre 1808 informe les contribuables qu'à partir du lendemain on n'acceptera plus les grains ou denrées.

contribution sur le pied du mois courant ¹. La plupart des Barcelonais désireux de s'enfuir préférèrent le faire en cachette, en confiant à leurs amis les objets de valeur qu'ils ne pouvaient emporter ². Chaque mois, le nombre des contribuables « aisés » (*puddientes*) diminuait, et la quote-part des restants en devenait plus lourde ; en novembre, on se décida à ajouter à la liste des gens aisés plus de 500 noms, pour essayer de maintenir la contribution à un chiffre respectable ³. Quant aux contribuables qui restaient, ils ne payaient point sans maugréer : à chaque répartition, les protestations pleuvaient ; chacun demandait une réduction et alléguait sa gêne ; les uns s'adressaient au général, qui les renvoyait à la junte ; les autres à la junte, qui déclarait qu'elle tiendrait compte des réclamations le mois suivant ⁴.

Mais Duhesme et ses conseillers étaient gens de ressources, et, craignant sans doute dès le principe que la contribution sur les habitants « aisés » ne fût point suffisante, ils s'étaient avisés de moyens subsidiaires pour se procurer des fonds. Le plus curieux fut l'institution de l'administration des émigrés. Déjà la police avait essayé d'enrayer la fuite des Barcelonais, parce que celle-ci désorganisait les administrations et surtout diminuait les ressources que la cité pouvait fournir à l'armée ⁵ ; le

1. Arrêtés de Duhesme, Barcelone, 27 septembre 1808, dans le *Diario* du 29 ; du 14 novembre, dans le *Diario* du 15. Sont exceptés les membres de la junte, les fonctionnaires civils et militaires, les curés, vicaires et supérieurs des couvents.

2. Considérants de l'arrêt de Duhesme, Barcelone, 20 septembre 1808, dans le *Diario* du 23, et avis de Raynal dans le *Diario* du 3 décembre 1808 ; cf. Résumé historique des opérations. L'arrêt du 27 septembre dut pourtant avoir un peu d'effet, car c'est en octobre qu'on perçut le plus gros chiffre de contributions. Mais la chose peut s'expliquer aussi en partie par la récente nomination de Raynal.

3. Note des contribuables qui n'étaient pas compris dans les répartitions antérieures, etc., dans le *Diario* du 16 novembre 1808.

4. *Diario de Barcelona*, avis publiés dans les n^{os} des 11, 16, 21, 26, 30 sept., 4 oct., 10 nov., 3 déc. 1808, etc.

5. *Diario de Barcelona* du 15 juillet 1808. Voir d'ailleurs chapitre VI.

23 août, Duhesme avait informé la junta qu'il consentirait à laisser sortir les habitants pauvres, mais non point « les propriétaires, les fonctionnaires publics, les commerçants ayant bureaux ou boutique ¹ ». Quelques jours après, le 29 août 1808, pour tirer du moins de l'émigration tout le parti possible, Duhesme signait un arrêté pour l'exécution des mesures déjà annoncées à la junta. « Considérant que beaucoup d'habitants de cette ville l'ont abandonnée, non seulement par haine pour l'armée française, mais aussi pour faire cause commune avec les insurgés; que les plus riches d'entre eux se sont flattés de se soustraire par leur émigration au paiement de la quote-part qui leur a été imposée par l'administration de la province...; considérant qu'il ne serait pas juste d'ajouter cette nouvelle charge à celles que portent déjà les habitants qui restent pacifiques à Barcelone », une contribution extraordinaire serait mise sur les émigrés à proportion de leurs facultés et de leur rôle parmi les insurgés; s'ils ne la faisaient pas payer par leurs parents ou fondés de pouvoirs, on mettrait sous séquestre leurs biens meubles et immeubles. Une commission spéciale serait ultérieurement formée dans ce but. La commission se mettrait en possession des maisons ou logements abandonnés, et ferait l'inventaire de ce qu'elle y trouverait; elle ferait transporter aux magasins militaires les denrées et comestibles, aux hôpitaux le vieux linge sans valeur; les autres effets et les meubles seraient vendus et le prix en serait encaissé par un receveur spécial ². La commission des émigrés fut presque immédiatement constituée, et se mit à l'œuvre dès le 6 septembre ³.

1. Lettre de Duhesme à Ezpeleta et à la junta, Barcelone, 23 août 1808, publiée dans Ferrer, *Barcel. caut.*, t. II, p. XXXVII-XL.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 29 août 1808, dans le *Diario* du 7 septembre.

3. On le voit par une lettre adressée à l'Ayuntamiento, Barcelone, 6 septembre 1808 (Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808) et signée : « Les

Le 20 du même mois, Duhesme, « informé que beaucoup de personnes de la ville de Barcelone recélaient dans leurs maisons de la ville ou de la banlieue des meubles, des marchandises, des bijoux, de l'argenterie et divers autres effets appartenant à des gens sortis de la ville... », enjoignait par un arrêté aux dépositaires de déclarer à la commission, dans les trois jours et sous peine d'amende, les objets confiés à leur garde; les fermiers de domaines, les locataires de maisons appartenant à des émigrés devraient de même faire une déclaration et verser entre les mains du receveur, qui en donnerait quittance, le montant des arrérages ou loyers échus; mieux encore, « tous les débiteurs d'émigrés, à quelque titre que ce soit, seront obligés de faire leur déclaration à la susdite commission dans les vingt-quatre heures... et de verser le montant de leurs dettes dans la caisse au jour de l'échéance : à défaut de quoi ils seront condamnés à une amende égale au montant de la dette, sans préjudice d'autres poursuites contre eux. » Et, dans le même arrêté, Duhesme rappelait que la commission allait prendre sans retard les mesures nécessaires pour se mettre en possession des biens des émigrés, et en particulier de ceux des fonctionnaires civils et militaires; il ordonnait de plus que les meubles, les vêtements et le linge fussent emmagasinés et vendus, ou bien mis à la disposition des officiers français qui en feraient la demande, ou enfin envoyés aux magasins militaires ¹. A en croire plusieurs témoignages, la commission des émigrés, aidée par la police, se serait alors livrée à un véritable pillage; suivant Pelletier, quatre cents maisons au moins auraient été mises sous le séquestre, et plusieurs millions de francs de

membres de la commission des contributions extraordinaires imposées aux émigrés, Lachaise, officier de l'état-major général; Ollivier, président; Vignes, receveur. »

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 20 septembre 1808, dans le *Diario* du 23.

meubles, effets, linge, etc., gaspillés, détournés et volés¹. Il paraît que, sur les trois membres de la commission, l'un était un vieux capitaine, brave homme mais complètement sourd²; le président, le sieur Ollivier, était un véritable aventurier, qui devait se mêler plus tard à des intrigues très louches, sinon à une véritable conspiration contre les Français³; le receveur enfin aurait au moins tenu fort mal sa comptabilité; les inventaires auraient été établis de la façon la plus singulière; les ventes auraient été faites de gré à gré par un simple subalterne, le garde-magasin Marinelli, sans l'assistance d'aucune autre personne⁴.

Ce qui est bien certain, c'est que le produit en argent, soit par vente de meubles, soit par recouvrement de dettes ou de fermages, soit enfin par mise en location des maisons séquestrées, resta très minime. Il ne s'éleva pour l'année 1808 qu'à 86.904 francs, lesquels furent versés non

1. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la commission administrative (Arch. G., 14 février 1811); Rapport sur Barcelone et les événements de l'année 1808 (de Blondel), Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom., Esp., vol. 677, f^{os} 495-525 : « Ce fut un pillage »; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554.

2. Renseignements sur Barcelone; Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, Arch. nat., F⁷6352 : « On n'a pas trouvé à son égard la moindre trace de culpabilité, ce qui n'a pas été ainsi à l'égard d'Ollivier... »

3. Voir la note précédente; Beaumont-Brivazac, commissaire général de police, à Savary, Barcelone, 4 janvier 1813, Arch. nat., F⁷6343. Mais, dans le Résumé historique des opérations, Duhesme affirme gravement que « le sieur Ollivier... mérite de toutes les manières la confiance du public ».

4. Compte-rendu par Pelletier : « La commission administrative fit appeler le sieur Ollivier... elle l'invita à lui faire remettre les inventaires qui avaient été dressés dans les maisons des absents... A la première inspection qu'elle en fit, elle vit des papiers sans ordre, des liasses qui contenaient des soi-disants inventaires : dans beaucoup d'iceux, il n'est point parlé d'argenterie, bijoux, soit en or ou argent, ni en diamants, parce que les commissaires chargés d'y procéder n'avaient pas l'habitude d'en faire mention (réponse de M. Ollivier au S^r Lansac, pièce n^o 10, dans les archives de la commission). » Renseignements sur Barcelone; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316. Suivant Augereau (à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810, Arch. G.), la commission et Duhesme auraient travaillé à faire émigrer même les riches. Augereau manquait de perspicacité.

dans la caisse de la junte, mais dans celle du payeur de l'armée ¹. La faiblesse de ce produit peut d'ailleurs s'expliquer par une autre raison encore que par des malversations constatées : dans l'état de gêne où étaient les Barcelonais, ils ne pouvaient offrir des meubles ou effets mis en vente qu'un prix bien minime ; et de plus la plupart d'entre eux devaient éprouver de la répugnance à se monter de cette façon en meubles, bijoux et vêtements.

Aussi s'avisa-t-on de bonne heure que le meilleur moyen était encore d'essayer de tirer de l'argent des émigrés eux-mêmes et de les encourager à verser, par des intermédiaires, leurs deniers dans les caisses du gouvernement, qui mettrait alors une certaine complaisance à ignorer leurs actes à l'extérieur. Dès le 13 octobre, « considérant qu'il est juste d'établir une distinction entre les personnes qui sont sorties de Barcelone, non par malveillance, mais pour leurs affaires, pour cause de maladie ou pour d'autres motifs légitimes, et celles que la haine a égarées au point de les amener, les unes à abandonner les emplois publics qu'elles exerçaient dans la cité, les autres à faire cause commune avec les insurgés », Duhesme décida que les émigrés qui feraient payer en leur nom au receveur Galceran leurs contributions arriérées et quatre mois d'avance, en donnant caution pour les versements ultérieurs et en versant en outre deux mois à titre d'indemnité à la commission pour les opérations déjà faites, le tout avant le 30 octobre, seraient radiées de la liste des émigrés, rentreraient en possession de leurs biens non vendus, et pourraient même rentrer dans la ville et en sortir à leur guise. Les ventes de meubles et d'effets seraient suspendues jusqu'au 1^{er} novembre et on continue-

1. Dont 1.341 francs en argenterie : Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, Arch. G. (28 juillet 1810) ; même chiffre dans l'Etat des contributions extraordinaires reçues par le payeur soussigné (Delcros), Girone, 5 juin 1810, Arch. G.

rait seulement les inventaires ¹. On devait obtenir ainsi le singulier résultat que constatera en 1810 l'intendant de Luppé : « Parmi les personnes qui paient leurs contributions à Barcelone, il en est un grand nombre qui non seulement sont absentes, mais qui encore sont citées comme chefs d'insurgés ou comme membres de juntas insurrectionnelles ². » D'ailleurs, par son arrêté même, Duhesme avouait pour ainsi dire qu'il n'agissait contre les insurgés que pour des raisons fiscales. Ce qui le montrait mieux encore, c'était que, tout en autorisant les gens aisés restés jusque-là dans la ville à sortir en payant quatre mois à l'avance, le général encourageait les non-contribuables à en faire autant, d'abord contre versement d'une petite somme d'argent, puis ensuite avec un simple passeport ³. Duhesme ne tenait à conserver que les gens qui pouvaient financer; le départ des autres était plutôt désirable. C'était autant d'ennemis de moins dans la place.

Enfin, grâce à la réouverture de l'hôtel des Monnaies, Duhesme put encore trouver une autre source de revenus en employant l'argenterie des églises à la fabrication du numéraire. Il ne fit d'ailleurs que suivre en cela l'exemple donné par Ezpeleta, qui avait déjà ordonné aux couvents d'envoyer à la Monnaie l'argenterie non nécessaire au culte ⁴; et, quand Lechi avait procédé, en juillet, aux

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 octobre 1808, dans le *Diario* du 15.

2. De Luppé à M. Mathieu, Barcelone, 18 septembre 1810 (Arch. G., 5 juin 1810). Dans le Résumé historique des opérations, Duhesme dit : « Cette commission subsiste encore aujourd'hui ; elle s'occupe de la recherche des biens des émigrés. On peut la regarder comme un principe d'une chambre des domaines nationaux. » Pour justifier l'arrêté du 13 octobre, le général dit : « Il fallait conserver des moyens de contribution. »

3. Arrêtés de Duhesme, Barcelone, 27 septembre 1808, dans le *Diario* du 29, du 14 novembre, dans le *Diario* du 15 ; du 28 novembre, dans le *Diario* du 29.

4. Ezpeleta l'avait fait discrètement d'ailleurs, sans prendre d'édit public, par une simple invitation aux supérieurs des couvents ; mais le fait est attesté dans une lettre du supérieur et des religieux du couvent de la Merced à l'Ayuntamiento, Barcelone, 25 novembre 1808, reliée dans le registre d'Acuerdos de 1808, Arch. mun. Barcel.

visites dans les couvents pour la recherche des armes, on avait profité de l'occasion pour dresser déjà quelques inventaires sommaires des trésors conventuels¹. L'arrêté de mise en état de siège sembla même annoncer la prochaine utilisation de toutes les richesses des couvents, églises et chapelles :

« Les chefs de tous les corps ecclésiastiques, des fabriques des églises paroissiales et de leurs annexes, les curés, les vicaires, les chanoines et les supérieurs des ordres réguliers de l'un et de l'autre sexe demeurent responsables de tous les objets d'argent qu'il y avait dans les églises antérieurement à l'arrivée des troupes françaises à Barcelone ; en conséquence, comme on ne peut avoir de doute sur l'existence d'inventaires de l'état de cette argenterie à ladite époque, les personnes ci-dessus mentionnées seront obligées de présenter à M. l'intendant général, à la première réquisition qu'on leur en fera, ces inventaires et aussi les objets y indiqués². » Ce qui montre que Duhesme considérait les métaux précieux comme une grande ressource éventuelle, c'est qu'il édictait par le même arrêté la peine capitale « contre toute personne qui ferait sortir de la ville, par mer ou par terre, de l'or ou de l'argent », ainsi que contre les accapareurs ou exportateurs de grains et denrées³.

Toutefois, en 1808, Duhesme ne fut pas obligé d'aller aussi loin dans cette voie qu'il avait paru en avoir d'abord l'intention ; au début de novembre, il demanda au clergé de verser 100.000 francs en numéraire ou en argenterie dans la caisse de la junte, et l'assemblée des représentants du clergé se chargea de répartir le paiement de cette

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. 1^{er}, p. 244, 250-251, 252-253, 257-261, etc. Ces inventaires, ayant été dressés par des officiers, ne devaient pas être bien sérieux ; ils étaient peut-être destinés surtout à préparer l'opinion. .

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 septembre 1808, art. 13, dans le *Diario* du 17.

3. Arrêté du 13 septembre, art. 14.

somme entre les églises et couvents¹. On ne parut plus, à ce moment, penser à la mise sous séquestre ou à la confiscation des biens monastiques. Toutefois, au début de décembre, on mit la main sur les biens de l'Inquisition. Le commandant d'armes, un commissaire de police et cent cinquante vélites italiens se présentèrent brusquement, à six heures du soir, au palais que ce tribunal occupait à Barcelone². Il fallut aller chercher les clefs du secrétariat chez le fiscal, et on ne les eut qu'à neuf heures. On se contenta donc pour ce jour-là de conduire un des inquisiteurs, le fiscal et le secrétaire dans un couvent, où on les garda jusqu'au lendemain : le doyen du tribunal, inquiet, parvint à se cacher. Le lendemain et les jours suivants, on perquisitionna sans trouver d'abord grand'chose : toutefois on prit à la chapelle quelques objets d'argent, et on fit, paraît-il, un choix de livres curieux pour le général en chef. Enfin on finit par découvrir quelques fonds, qui furent envoyés à un des hôpitaux de la ville. La perquisition paraît n'avoir eu qu'un intérêt fiscal, et il ne fut même pas, semble-t-il, pris d'arrêté pour justifier les perquisitions et la saisie. Lechi se borna à écrire au bout de trois jours aux inquisiteurs : « Les circonstances actuelles ne permettent pas qu'il y ait en exercice un tribunal, dont on ignore les opérations, et qui peut avoir la plus grande influence sur la tranquillité et l'ordre publics. » Et Lechi ordonnait aux inquisiteurs de se retirer dans leurs familles, et de bien se garder « d'occasionner par leurs conversations le moindre trouble dans la ville³ ». Le véritable but poursuivi avait évidemment été de s'emparer des ressources du tribunal.

1. Lettre déjà citée du supérieur et des religieux du couvent de la Merced, 25 novembre 1808 ; Résumé historique des opérations ; Mémoire abrégé du général Duhesme.

2. Aujourd'hui Archives de la couronne d'Aragon.

3. Ces faits ne sont connus que par Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 550-551, 552-553 (texte de la lettre de Lechi), 578-579, et t. III, p. 36.

L'hôtel des Monnaies ne manqua donc point de métaux à mettre en œuvre, d'autant plus que les Barcelonais, privés les uns de leurs salaires ou de leurs bénéfices par la cessation du commerce et de l'industrie, les autres de leurs rentes foncières par l'insurrection, obligés d'ailleurs de financer sans cesse, venaient y porter peu à peu leur argenterie et leurs bijoux, qu'on leur achetait suivant un tarif fixe et à un prix très raisonnable ¹. L'édit d'organisation rendu le 21 août par Ezpeleta après délibération de la junte, avait spécifié que les monnaies auraient exactement le poids et le titre ordinaires, et auraient cours dans toute la province : on frapperait des pièces d'or de deux et de quatre douros (40 et 20 pesetas), des douros, demi-douros, pesetas et demi-pesetas d'argent, et quatre sortes de monnaie de billon. Les pièces seraient aux armes de la ville, porteraient leur millésime et leur valeur, avec en exergue la mention *En Barcelona*. La Monnaie avait commencé la frappe le 18 août 1808 ². Jusqu'en 1812, on n'eut point d'or à mettre en œuvre ; mais Duhesme autorisa dès le principe l'intendant à envoyer à l'hôtel des Monnaies une certaine quantité de cuivre et de bronze tirés de l'arsenal, dont on fit de la monnaie de billon ; et on put avec l'argenterie des églises et des particuliers frapper beaucoup de pièces d'argent ³. Cette monnaie provinciale fut, semble-t-il, bien acceptée à Barcelone, à cause de sa

1. Rapport sur l'hôtel des Monnaies de Barcelone, adressé à Chauvelin le 29 avril 1812 par le sous-préfet Chevalier, Arch. nat., F¹73 (donne le tarif des achats de métaux, reconnu très honnête par Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 38-39) ; tous les procès-verbaux d'entrée de métaux, de fonte et de frappe des monnaies, sont conservés aux Arch. de la couronne d'Aragon.

2. Edit d'Ezpeleta, Barcelone, 21 août 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 24, également publié dans le *Tratado de las monedas*, t. II, appendice, p. 40-41.

3. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810) ; Résumé historique des opérations ; Etat du nombre et des espèces de pièces frappées annuellement depuis le 18 août 1808 jusqu'au 1^{er} avril 1812, dans le Rapport sur l'hôtel des Monnaies de Chevalier (il ne fut frappé en 1808 que du billon, des douros (63.163) et demi-douros (98.957)).

loyauté et parce qu'elle était reçue dans les caisses publiques; au reste, l'ancien numéraire était presque entièrement sorti de la ville, et on y acceptait même la monnaie française ¹. Le succès local de la monnaie barcelonaise permit aux habitants de payer leurs contributions en s'appauvrissant, au gouvernement improvisé de vivre. Mais, en dépit de l'absence de tout signe français ou josphiste, les douros, demi-douros ou pesetas frappés à Barcelone n'eurent jamais cours dans la province, où on ne voulait accepter que la vieille monnaie ou celle que les insurgés émettaient à l'effigie de Ferdinand VII. D'ailleurs il s'établit bientôt dans la ville des comptoirs de changeurs, qui faisaient à volonté les échanges de numéraire ².

Durement exploités par la contribution extraordinaire, les Barcelonais avaient, dès le mois d'août ou de septembre, cessé totalement de payer les anciens impôts, du recouvrement desquels personne d'ailleurs ne semblait plus se soucier : le cadastre industriel et personnel n'eût rien rendu, et le cadastre réel n'eût pu frapper que des gens déjà atteints par la contribution mensuelle ³. En août, au moment où le blocus de la ville s'était dessiné,

¹ Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 38-39; cf. arrêté d'Augereau, Barcelone, 8 avril 1810, Arch. G.; Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810, Arch. G.: « Je n'ai rien changé à la direction de la Monnaie; elle m'a paru bien organisée. » Il fallait en effet qu'elle le fût pour trouver grâce aux yeux d'Augereau.

² Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. V, p. 40-41. Le tarif du change était de trois cuartos par douro, à peu près 2 p. 100, le cuarto étant le 1/34^e de la peseta.

³ « Elles (les finances) étaient nulles, il n'y avait plus d'autres revenus que les contributions extraordinaires imposées depuis le mois de septembre; Résumé historique des opérations. Il est évident qu'on n'eût rien pu tirer du cadastre personnel, destiné à frapper les gens du tiers état (*Estado general*); vu la suspension des salaires, il n'eût été payé que par les gens déjà atteints par la contribution mensuelle : le cadastre industriel se percevait nominalemeut à raison de 8 p. 100 des bénéfices industriels et commerciaux et n'eût par conséquent rien rapporté. Le cadastre réel, qui consistait (théoriquement) en un dixième des revenus fonciers, n'eût atteint efficacement que les propriétaires déjà frappés par la contribution mensuelle. En essayant de tirer quelque chose du cadastre, on eût diminué le produit de la contribution des *pudientes*.

Ezpeleta et la junta avaient supprimé avec l'assentiment de Duhesme les droits de porte ou d'octroi pour ne pas gêner l'approvisionnement de la ville, déjà très difficile ¹. Tout commerce ayant à peu près cessé, il ne pouvait plus guère être question de percevoir les autres *rentas*, et ce fut à peu près en vain que Duhesme fit, en octobre, un arrêté pour essayer de tirer quelque chose des droits de douane, en mettant sur les exportations un droit de 10 p. 100 *ad valorem* ². Il est d'autre part à peu près certain qu'il ne fut attribué que très peu ou point de fonds au service espagnol, c'est-à-dire au budget régulier des dépenses d'État dans la province ³. Les dépenses pour l'armée française

1. Edit d'Ezpeleta, Barcelone, 25 août 1808, dans le *Diario* du 27. Dès le début de juin et dans le but de populariser le nouveau régime, on avait, avec l'autorisation de Murat, supprimé pour toute la province les impôts de consommation sur les vins et liqueurs et les prélèvements sur les dîmes, en décidant de les remplacer par un demi-cadastre additionnel, qui ne fut certainement jamais perçu. Edit de l'intendant Blas d'Azanza, Barcelone, 2 juin 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 3 ; cf. Mémoire abrégé du général Duhesme : « ... le rétablissement des droits d'entrée, de ceux du fisc, et d'autres droits tombés en désuétude pendant les événements précédents, ou supprimés par le comte Ezpeleta et la junta ». « Rétablissement » s'applique ici aux réformes de Saint-Cyr, dont nous parlerons un peu plus loin.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 8 octobre 1808, dans le *Diario* du 10 (exception faite pour les cuirs, laines et fers, comme susceptibles de servir aux insurgés) ; l'arrêté fut complété par un autre du 1^{er} novembre (autorisant la sortie des cercles pour futailles), mentionné dans un avis de l'intendant paru au *Diario* du 3. Les circonstances extérieures étaient défavorables à tout commerce, et s'il sortit alors quelques marchandises, ce fut surtout en fraude (avis publié dans le *Diario* du 8 novembre) : en tout cas Duhesme constate la faiblesse des recettes douanières dans le Résumé historique des opérations : « Les douanes, depuis longtemps, ne faisaient presque plus de recettes.... » En effet : 1^o d'octobre à décembre 1808, le droit de 10 p. 100 *ad valorem* sur les sorties de marchandises ne donna que 2,463 pesetas ; 2^o pour toute l'année 1808, le revenu du principal des douanes n'atteignit que le tiers de celui de 1807, savoir 4,397,298 réaux (1,099,324 pes.) contre 13,440,982 (3,360,245 pes.), celui du total des rentes unies que 16,637,953 réaux (4,159,488 pes.) contre 41,908,914 (10,474,228 pes.) en 1807 (Rentas de la principauté de Catalogne, état qui démontre la recette des fonds de janvier 1807 à avril 1809, en annexe au Comptendu par Pelletier, Arch. G., 14 février 1811). Nous n'avons pas d'état mensuel du produit des douanes et rentes pour 1808, comme nous en avons un pour 1809. Mais nous savons qu'il y a eu à peu près quatre mois d'exercice presque normal (janvier-avril), et la crise n'atteignit tous ses effets qu'en août, quand le port fut bloqué.

3. Nous n'avons pas d'état des dépenses de la junta, ce qui fait qu'on

« absorbaient les fonds à mesure de leur rentrée ¹ ». C'était uniquement pour nourrir les soldats impériaux et pour assurer la sûreté de la place que la junta d'abord et Duhesme après elle avaient changé toute l'organisation financière antérieure, et substitué à un système d'impôts multiples, compliqués, souvent peu productifs et très tracassiers, mais en somme relativement légers pour les populations urbaines, quelques contributions beaucoup plus simples quant à leur principe et à leur mode de perception, mais réparties à la hâte, très lourdes pour les contribuables et recouvrées sans ménagements.

IV

Convaincus que Duhesme était le principal auteur de leurs maux, les Barcelonais concurent d'abord, paraît-il, en voyant arriver le corps de Gouvion-Saint-Cyr, l'espoir que leurs charges seraient allégées ²; en cela, ils se faisaient illusion. Les besoins du colonel-général n'étaient pas moindres que ceux de Duhesme; et, en se décidant à opérer dans le rayon de Barcelone, Saint-Cyr devait naturellement chercher à tirer de cette grande ville toutes les ressources possibles. D'ailleurs, opérant en rase campagne avec beaucoup plus de troupes que Duhesme n'en avait eu, le commandant du 7^e corps allait évidemment tenter de répartir sur une plus grande étendue de pays les charges de la guerre, et de tirer de l'argent d'autres localités que de

ne peut rien affirmer de façon précise. Mais Duhesme ne souffle pas mot, dans son *Mémoire abrégé*, ni dans son *Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme* (Arch. G., 28 juillet 1808) de dépenses pour le « service espagnol » en 1808. Comparer d'ailleurs ce que nous avons dit plus haut des propositions d'Augier et de la suite que leur donna Duhesme. Voir enfin l'affirmation de Duhesme qui suit dans notre texte.

1. Résumé historique des opérations.

2. Rapport sur Barcelone et les événements de l'année 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 677, f^{os} 495-525.

la seule Barcelone ¹ : mais quels résultats obtiendrait-il ? Au début de la guerre, en juin 1808, Duhesme avait frappé Mataró d'une contribution de 200.000 pesetas ; mais sur cette contribution il n'avait pu recouvrer, et en plusieurs fois, que 21.524 pesetas dont une grande partie en argenterie, et on s'était contenté de ce résultat, parce que les habitants avaient mis de la bonne volonté à nourrir les soldats qui avaient à plusieurs reprises séjourné dans cette petite ville ². Lorsque Saint-Cyr fut à même de mettre à son tour des contributions extraordinaires sur les rares localités dont la population n'avait point déserté à son approche, il n'obtint guère plus de résultats. Il put lever à Reus 195.000 francs en argent, mais à Vilanova y Geltrú, même en prenant des otages, il ne parvint à tirer de la population que 20.000 pesetas sur 150.000 qu'il avait demandées ; à Valls, à Villafranca, à Igualada ³, il ne chercha même pas à exiger de l'argent. A vrai dire, Saint-Cyr parvint à ramasser des vivres dans les campagnes et put jeter quelques milliers de sacs de grains dans Barcelone ⁴. Mais cela ne suffisait point aux besoins du 7^e corps, aussi dépourvu d'argent que l'avait été en 1808 la division des Pyrénées-Orientales.

Aussi un des premiers soins de Gouvion-Saint-Cyr fut-il de décider que la ville de Barcelone continuerait à payer comme par le passé, et que 70.000 pesetas seraient versées tous les mois dans la caisse du payeur du corps

1. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809).

2. Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, Arch. G. (28 juillet 1810) ; Etat des contributions extraordinaires reçues par le payeur soussigné (Delcros), Gironne, 5 juin 1810, Arch. G. ; Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 111-113 ; Résumé historique des opérations.

3. Etat des contributions extraordinaires reçues par le payeur soussigné ; Le général Rey à Berthier, Valls, 19 mars 1809, Arch. G. ; Gouvion-Saint-Cyr. p. 148-149.

4. Gouvion-Saint-Cyr à Berthier, Valls, 18 mars 1809, Arch. G. ; Notes sur la Catalogne (de Pino), 11 janvier 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

d'armée, comme elles l'étaient jadis dans la caisse du payeur de Duhesme. Ce dernier vit, de janvier à avril, son budget mensuel réduit à 4.000 francs pour dépenses secrètes, et pendant plusieurs mois l'ordonnateur du 7^e corps allait surveiller les rentrées de fonds et s'occuper des questions financières pour le compte et au nom du colonel-général¹. Duhesme, probablement assez mécontent des décisions prises par son nouveau chef, essaya en vain de prouver à Gouvion-Saint-Cyr que la ville n'était pas en état de fournir un demi-million par mois²; à la conférence que le général en chef tint le 18 janvier à Villafranca avec Duhesme, le chef d'état-major, l'ordonnateur, l'intendant et quelques délégués de la junte³, la décision déjà prise fut maintenue : « La junte prendra immédiatement les mesures les mieux combinées et les plus expéditives pour assurer la subsistance de l'armée par des contrats particuliers... La junte effectuera par tous les moyens possibles le recouvrement des 500.000 pesetas et de l'arriéré, et versera là-dessus 70.000 pesetas dans la caisse du payeur⁴. »

Mais, comme on l'a déjà vu, Saint-Cyr se prononça aussi pour le retour aux moyens fiscaux ordinaires : et dans la même conférence, on décida, conformément aux demandes de la junte de Barcelone, de remettre en vigueur les droits de douanes et de portes, de rétablir les « impôts royaux » ; de supprimer la commission des émigrés, tout en obligeant ceux qui rentreraient à payer dans un

1. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810) ; Résumé historique des opérations ; Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme ; Duhesme à Berthier, Barcelone, 8 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Duhesme à Saint-Cyr, Barcelone, 3 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621 ; cf. lettre à Berthier du 8 janvier.

3. Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du S^r Canton) à S. E. le ministre de la Guerre, Arch. G. (28 juillet 1810) ; Saint-Cyr à l'Empereur, Villafranca, 23 janvier 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

4. Note des déterminations prises par S. E. le général en chef dans la séance du 18 janvier, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809.

délai déterminé les sommes dues au fisc en vertu des arrêtés antérieurs de Duhesme ; il fut enfin décidé d'exempter du droit uniforme de sortie établi en octobre les produits des fabriques de Barcelone ¹. Déjà une lettre de l'intendant Clanet, publiée au *Diario*, avait paru annoncer que les douanes allaient recommencer à fonctionner normalement ; et, par un arrêté en date du 14 janvier, Clanet avait de plus rappelé les Barcelonais au respect des règlements sur le monopole du tabac et averti « les contrevenants qu'ils seraient jugés et condamnés comme ils l'avaient été jusque-là en vertu des lois pénales du tribunal des Rentes ². »

Une douzaine de jours après la conférence de Villafranca, Duhesme publie donc, conformément aux décisions du général en chef, plusieurs actes qui semblent annoncer le retour intégral au système financier ordinaire. Un premier arrêté annonce que, « pour faciliter la rentrée de plusieurs citoyens qui depuis le commencement des troubles se sont absentés », tout habitant absent de Barcelone pourra se faire rayer de la liste des émigrés en versant dans le délai d'un mois les contributions qu'il aurait eu à payer depuis le mois de juillet 1808 et sur le pied de la première répartition : « son absence sera censée légitime, quelles que soient les causes et la manière avec laquelle (*sic*) il est sorti de Barcelone » ; on suspendra les poursuites et les ventes, on rendra aux rentrants leurs biens séquestrés et non vendus, dès qu'ils présenteront la quittance délivrée par le receveur des contributions. La commission des émigrés elle-même est supprimée. « Un administrateur sera dépositaire de tous les objets appartenant aux absents ; il per-

1. Note des déterminations prises, etc.

2. Lettre de l'intendant à l'administrateur intérimaire des douanes, 7 janvier 1809, dans le *Diario de Barcelona* du 10 ; arrêté de D. Pedro de Clanet, Obingre, Ribera y Montfort, intendant général intérimaire de l'armée et principauté de Catalogne, juge subdélégué de toutes les rentes dans celle-ci, et président du consulat et de la junte royale du commerce, etc., etc., Barcelone, 14 janvier 1809, dans le *Diario* du 15.

cevra le loyer de leurs maisons de ville et les revenus de leurs biens de campagne. » Les ventes ne seront reprises que dans un délai de deux mois, et seulement en cas de non-acquittement des contributions ¹. Le journal du 30 janvier publie un autre arrêté en date du 24, annonçant la remise en vigueur des droits de douanes, de portes et de toutes les autres *rentes* royales². Enfin, à la demande de la junte et conformément à la décision du colonel-général, Duhesme rend encore un arrêté par lequel il abroge le droit de 10 p. 100 sur les marchandises « provenant des manufactures de Barcelone », y compris le chocolat, et charge l'intendant de préparer un projet sur le droit de sortie qu'on imposera aux autres marchandises, lesquelles continueront provisoirement à payer le droit de 10 p. 100³.

Beaucoup plus tard, Duhesme devait encore ordonner que la Trésorerie espagnole reprit la perception des dîmes et des revenus de toute nature appartenant aux cures et bénéfices vacants, et nommer un commissaire du gouvernement, l'abbé Augustin de la Pierre, pour surveiller et inspecter les « économes ou administrateurs » des bénéfices vacants⁴. Au mois d'août 1809, un autre arrêté rappellerait aux autorités négligentes l'observation de « la cédula royale du 23 juillet 1794... prescrivant l'emploi du papier timbré pour toutes les écritures, pétitions, actes, etc. » et inviterait les tribunaux, administrations et fonctionnaires publics à « se conformer exactement audit ordre royal⁵ ». Dès le mois de janvier 1809, les administrations des douanes, portes et rentes durent, conformément à l'usage ancien, payer leurs frais sur leurs produits.

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 30.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 31.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 29 juin 1809, dans le *Diario* du 30.

5. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 21 août 1809, dans le *Diario* du 23 ; cf. avis de l'intendant dans le *Diario* du 29 septembre 1809.

et verser en principe l'excédent disponible à la Trésorerie de l'armée et principauté de Catalogne ¹.

V

Ce n'était pas seulement la restauration des douanes, portes et rentes unies, mais aussi un essai de rétablissement partiel du système cadastral qui traduisait, au début de 1809, le retour à la tradition financière espagnole en Catalogne. Au mois de février, la junta générale proposait de rétablir le cadastre, dont on recouvrerait l'arriéré pour 1808, mais en tenant compte aux contribuables « aisés » des sommes payées par eux pour la contribution extraordinaire ². L'Ayuntamiento fit immédiatement remarquer qu'il y aurait une impossibilité presque absolue d'en recouvrer la branche personnelle et la branche industrielle et que seul le cadastre réel pourrait être remis en vigueur avec quelques chances de succès ³. Toutefois la junta ne se laissa point arrêter, discuta plusieurs projets et soumit enfin à une commission formée, en dehors de son sein, des personnes « qui lui parurent avoir le plus de probité et de connaissances » un plan propre à alléger les maux des contribuables. Le 8 mars, la commission présenta ses remarques à la junta, et celle-ci se décida, sinon à rétablir le cadastre, du moins à combiner avec une contribution de 125.000 pesetas portant seulement sur « un petit nombre » d'habitants « notoirement connus comme ayant des moyens » une autre contribution de 375.000 pesetas sur les maisons ou propriétés suburbaines ; elle adoptait

1. Résumé historique des opérations ; Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la commission administrative (Arch. G., 14 février 1811) et tableaux annexes.

2. Vilalba à l'Ayuntamiento, Barcelone, 18 février 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809.

3. L'Ayuntamiento à Vilalba, Barcelone, 23 février 1809, Arch. mun. Barcel., representaciones, 1809.

le nouvel impôt « comme le plus convenable et le plus voisin de l'équité et en même temps le moins exposé à tout arbitraire », puisqu'il reposait « sur une propriété réelle, visible et facile à estimer » ; c'était en réalité le cadastre réel qui reparaissait, mais naturellement très alourdi ¹.

Après avoir adopté ce plan, la junte le soumit à Duhesme. Celui-ci venait justement de recevoir un rapport où on lui signalait les défauts du système en vigueur ² ; d'autre part, les plaintes et les réclamations sur la mauvaise répartition et l'iniquité de la contribution existante devenaient d'une fréquence inquiétante ³. Pour la première fois le général avait paru s'émouvoir des lamentations des contribuables, et le 7 mars il avait pris un arrêté relatif à la voie qu'on devait suivre pour présenter des réclamations, arrêté où il faisait une concession au principe abstrait d'équité. Cette concession était d'ailleurs plus mince que ne semblaient l'indiquer les considérants de l'acte : « La justice et l'équité exigeant que les contribuables, qui croient avoir le droit de se plaindre des taxes à eux imposées, trouvent une autorité compétente pour recevoir leurs réclamations et y faire droit s'il y a lieu ; considérant aussi que plusieurs réclamations sont uniquement basées sur l'esprit de malveillance et de mauvaise foi, ce qu'il convient à un gouvernement juste et intègre de réprimer... Tous les contribuables en retard qui se croiront lésés par la répartition seront admis à présenter des pétitions pour une réduction, en payant tout de suite la moitié de leur taxe et en apportant la quittance certifiée par le

1. Tout ceci d'après un avis de la junte dans le *Diario* du 10 mars, et un édit de Vilalba et de la junte, du 10 mars 1809, dans le *Diario* du 13 ; l'un et l'autre rédigés pour expliquer aux habitants les avantages du nouveau système.

2. Le commissaire des guerres Penot à Duhesme, Barcelone, 6 mars 1809, Arch. G.

3. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. G.

commissaire près la rentrée des contributions... Le commandant général de la province nommera une commission composée de trois membres, lesquels recevront les requêtes pour diminution de contribution ; si la réclamation est fondée, ils lui en feront un rapport. »

Mais il ne s'agissait point de dégrever sans compensation immédiate. « Cette commission recevra la communication du rôle général des contributions et indiquera au général commandant la province les personnes qui, n'ayant pas été proportionnellement imposées, seraient dans le cas d'être augmentées d'imposition... Le receveur des contributions sera obligé de donner connaissance du rôle, afin que ceux qui présenteront des requêtes puissent établir une comparaison dans leur demande. » Et Duhesme prenait ses précautions pour que le « gouvernement juste et intègre » ne fût pas victime de « l'esprit de malveillance et de mauvaise foi » et pour que tout le monde ne profitât point de l'arrêté pour cesser de contribuer : « Toute personne en retard qui se refuserait de payer de suite au moins la moitié de ce qu'il (*sic*) doit sera arrêtée et conduite en prison jusqu'à l'entier paiement ; s'il cherche à quitter sa demeure, on y enverra des garnisaires qui s'assureront des meubles et effets, et au bout de dix jours d'absence et de non-présentation de l'individu, ils seront vendus aux soins et diligences du receveur des contributions, ses biens confisqués et le tout reçu en déduction de ce qu'il devra pour ses contributions... Tout individu qui fera une réclamation fausse ou injuste afin de retarder les paiements sera *repiqué* (*sufrirá el aumento*) de 10 p. 100 en sus ¹. »

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 7 mars 1809, dans le *Diario* du 12 mars. Je reproduis (en éclaircissant une expression peu claire par l'expression castillane) le texte publié en mauvais français par le journal. Duhesme semble n'avoir pas su l'espagnol ; il signalait donc nécessairement ses arrêts sur le texte français. Quand nous avons celui-ci (ce qui est le cas le plus rare), il vaut mieux le reproduire que de traduire du texte espagnol. Cf. un avis de Raynal dans le *Diario* du 2 avril 1809, avis rapplétant les décisions de l'arrêté.

Enfin l'impôt sur les gens aisés rendait de moins en moins et on ne savait comment combler le déficit¹. Duhesme donna donc son assentiment au projet de la junte ; et celle-ci avertit tous les propriétaires et à leur défaut les locataires principaux de venir chercher leur feuille d'impôts chez le capitaine-général. La junte avait bien soin de prévenir le public qu'aucune maison ne devait échapper au nouvel impôt, et qu'à défaut de propriétaire ou de fondé de pouvoirs, le locataire principal ou fermier serait tenu pour responsable : la junte prévenait en outre les locataires et fermiers que les propriétaires seraient tenus d'accepter en déduction des loyers et fermages à échoir les quittances du receveur des contributions. Si les propriétaires alléguaient que les loyers ne rentraient plus, on n'en tiendrait point compte : il y avait des tribunaux pour forcer les locataires à s'exécuter².

Mais, tandis que la remise en vigueur partielle des douanes, portes et *rentas* allait donner, eu égard aux circonstances, des résultats pratiques assez satisfaisants, la tentative d'« amélioration des contributions » devait être surtout fertile en difficultés et en mécomptes. Le nouveau système devait en effet décharger les gens aisés, mais aux dépens de beaucoup de personnes qui avaient jusque-là échappé à la contribution. Les feuilles établies suivant le nouveau plan furent délivrées le 19 mars dans l'après-midi ; le lendemain, « tant de gens accoururent à l'hôtel de ville pour se plaindre du chiffre exorbitant de la contribution... qu'on fut fondé à craindre une émeute ». Le commissaire des contributions Raynal, dont le bureau était à l'hôtel de ville, fut « tellement suffoqué des invectives qu'il entendait qu'il en perdit la couleur du visage

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. G. ; Résumé historique des opérations ; cf. avis de Raynal dans le *Diario* du 5 avril 1809.

2. Avis de la junte dans le *Diario* du 17 mars.

et des lèvres, et qu'il tremblait de peur. Ayant informé Duhesme et Vilalba du sérieux aspect que prenaient les choses, il vint un ordre de ceux-ci de reprendre les feuilles distribuées, et de procéder pour le recouvrement à la façon des mois précédents ¹ ». Et la junta fit insérer un avis pour inviter les contribuables aisés ou censés tels à payer pour le mois de mars comme antérieurement et sans délai, « pour éviter les tristes conséquences que pourrait amener un retard ² ». Toutefois, le commissaire général de police prévint en avril le public qu'on ne renonçait pas à la réforme fiscale annoncée, et que des architectes et maîtres maçons étaient chargés par le gouvernement de recenser et d'évaluer les maisons : on ne l'avait pas fait depuis deux siècles, et la valeur des propriétés ne devait plus guère correspondre à l'estimation de 1600 ³.

En attendant, il fallut percevoir sur l'ancienne base la contribution extraordinaire pour les mois de mars, d'avril, de mai et de juin. On parvint encore, non sans beaucoup de menaces et de rigueurs, à relever à 316.015 pesetas le rendement de cet impôt pour le mois d'avril ⁴. Mais l'émigration s'accroissait toujours, et on s'était habitué à la prison ⁵. Faute de pouvoir faire rentrer l'arriéré toujours grossissant, Duhesme autorisait les retardataires à donner en paiement du linge, des aliments légers, des médica-

1. Récit tiré de Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 185-186 ; cf. p. 244-245 (confirmation pour les lignes essentielles dans l'avis cité à la note suivante).

2. Edit de Vilalba et de la junta, Barcelone, 20 mars 1809, dans le *Diario* du 22 ; cf. avis dans le *Diario* du 1^{er} avril.

3. Avis de Casanova dans le *Diario* du 11 avril 1809 ; Résumé historique des opérations.

4. Note de l'argent reçu par le receveur Galceran, en annexe au Comptendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative ; *Diario de Barcelona*, n^{os} des 1^{er}, 2, 5, 19 et 22 avril 1809.

5. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809 ; Résumé historique des opérations ; cf. considérants de l'arrêté de Duhesme, Barcelone, 12 juin 1809, dans le *Diario* du 14 : « Considérant que beaucoup de contribuables s'absentent chaque jour de cette ville, avec l'unique but de ne pas payer leurs contributions, » etc.

ments pour les hôpitaux¹. Pour faire face aux nécessités urgentes, le général se décida aussi à lever au début de mai un emprunt forcé de 300.000 pesetas sur les propriétaires. Au mois d'août, en dépit des efforts faits par le général et de l'assurance que les obligations délivrées par la Trésorerie provinciale chargée du recouvrement seraient acceptées par le roi Joseph pour le paiement des biens nationaux, l'emprunt forcé n'avait rendu que 225.000 pesetas et il n'en rendit jamais davantage².

Les travaux des architectes et maîtres maçons pour l'évaluation des propriétés bâties furent enfin achevés vers le milieu de juin; et Duhesme, maître de ses actes depuis le départ de l'ordonnateur Rey, put procéder à sa façon à la réorganisation du système de l'impôt direct. Il le fit par un arrêté délibéré en junta générale et sur les propositions d'un « comité de répartition » formé des architectes et maîtres maçons. On ne cherchait plus à tirer de l'impôt nouveau qu'une somme relativement modeste. La contribution « sur les maisons » ne devrait rendre que 125.000 pesetas et serait perçue à raison d'une demi-peseta par mois sur cent livres catalanes (environ 267 pesetas) de valeur foncière³ : elle atteindrait non

1. Arrêtés de Duhesme, Barcelone, 22 juin 1808, dans le *Diario* du 24; 21 juillet 1809, dans le *Diario* du 22.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 14 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810); Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, Arch. G. (*ibid.*) : « Un emprunt forcé de 45,000 piastres fait au mois de mai 1809 » ; *Diario de Barcelona*, 4 mai et 1^{er} juillet 1809; arrêté de Duhesme, Barcelone, 3 août 1809, dans le *Diario* du 4; le décret de Joseph avait été publié dans le *Diario* du 20 juillet, d'après le *Journal de Paris* du 26 juin. L'emprunt avait été annoncé dès le 17 avril à la junta, et dès cette date Duhesme l'avait déclaré remboursable sur les biens des émigrés, d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. IV, p. 292 : « Le général Duhesme a convoqué aujourd'hui chez lui la junta des autorités et des États, et a imposé aux messieurs qui la composent un emprunt de 60,000 douros, remboursable sur les fonds de la vente des biens des émigrés. On a fait à Duhesme quelques objections, mais il a répondu furibond : « Je regarde « Barcelone comme une ville ennemie, puisqu'elle n'a pas voulu prêter le « serment de fidélité au roi Joseph-Napoléon. »

3. A raison de 6 pesetas par an pour 267 de valeur foncière, et en évaluant le revenu foncier à 5 ou même 6 p. 100, l'impôt devait donc emporter environ 35 à 45 p. 100 du revenu ordinaire (lequel devait d'ailleurs en

seulement tous les propriétaires de biens immobiliers, mais aussi quiconque percevait des cens ou des rentes sur ces biens. Une commission spéciale, présidée par le commissaire général de police, statuerait sur les réclamations et déciderait des mesures à prendre contre les propriétaires négligents. L'arrêté annonçait enfin qu'on procéderait à une revision et à un allègement de la contribution sur les gens aisés, que les Français désignèrent à partir de ce moment sous le nom de « contribution personnelle¹ ».

En principe, l'impôt sur les maisons valait évidemment mieux à beaucoup d'égards : il était plus conforme aux habitudes catalanes, et n'était en réalité, sous un autre nom, que le cadastre réel, mais au moins décuplé² ; il ne reposait plus sur une estimation nécessairement très arbitraire des facultés de quelques personnes, mais sur une évaluation à peu près régulière de la valeur de biens connus et visibles ; il atteignait en principe tout le monde, et les fonctionnaires assermentés eux-mêmes ou les Français enrôlés dans la garde civique ne purent y échapper comme ils échappaient auparavant à la « contribution personnelle » extraordinaire³. Mais on avait fait encore trop hâtivement le travail préparatoire, et les architectes et maîtres maçons avaient oublié des immeubles, dont les propriétaires, se voyant inconnus du fisc, se hâtèrent d'émigrer⁴ ; le système de la répartition mensuelle et des

fait être très diminué en 1809 par l'émigration et par le manque de ressources des locataires).

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 23 juin 1809, dans le *Diario* du 26 ; cf. Ferrer, t. III, p. 494.

2. En principe, le cadastre réel était de 10 p. 100 du revenu évalué, mais sur une estimation de l'année 1600 (voir plus haut) : en pratique, le principal des trois branches du cadastre ne montait annuellement à Barcelone qu'à 213.249 pesetas. Rapport de A. de Luppé sur les différentes branches d'administration, Arch. G., première quinzaine de novembre 1810.

3. Medinabeytia (au nom de Duhesme) à Uranx d'Amelin, Barcelone, 13 juillet 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809 ; avis de Raynal dans le *Diario* du 1^{er} juillet 1809.

4. Considérants et art. 2 d'un arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 décembre 1809, dans le *Diario* du 28.

paiements bi-mensuels obligeait les habitants à se déranger sans cesse pour aller chercher leurs feuilles et porter leur argent chez le receveur¹; dans les circonstances où on était, tout impôt était d'ailleurs hors de proportion avec les facultés réelles des contribuables; le besoin toujours immédiat d'argent devait fatalement amener la commission compétente à ne pas tenir grand compte des réclamations, toute modération devant être compensée par une surcharge correspondante pour les autres contribuables; enfin, l'impôt « sur les maisons » n'était qu'un impôt de superposition, et les gens aisés continuèrent à être taxés, talonnés et persécutés, sans que d'ailleurs on pût toucher jamais plus de la moitié du montant global des impôts directs.

Duhesme avait annoncé, en établissant le nouvel impôt, qu'on réduirait beaucoup l'impôt sur les gens aisés; on demanda en effet moins à ces derniers pour le mois de juillet; le rendement réel diminua aussitôt et à peu près dans la même proportion que les exigences. Duhesme se décida alors à demander beaucoup pour avoir peu, et fit répartir pour août la contribution des gens aisés sur le même pied qu'au mois de mai, en déchargeant seulement chacun de ces contribuables du montant de sa cote pour l'impôt « sur les maisons² »; le produit diminua pourtant encore, et au mois de septembre 1809 les deux contributions directes ne rendirent que 157.905 pesetas³. Duhesme, qui savait fort bien que les rigueurs multipliaient les départs, menaçait beaucoup et prenait quelquefois des mesures sévères, mais patientait quand il le pou-

1. Avis dans le *Diario*, nos du 12, du 15, du 23, du 25 juillet 1809.

2. Considérants et texte des arrêtés de Duhesme, Barcelone, 1^{er} et 29 juillet 1809 (*Diario*, nos du 2 et du 30), 3 août 1809 (*Diario* du 4).

3. Note de l'argent reçu par le receveur Galceran, et note de l'argent reçu pour la contribution des maisons, en annexe au Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1814).

vait¹. Toutefois, en octobre, voyant le produit de la contribution sur les maisons s'abaisser encore, il annonça par un arrêté des rigueurs prochaines. Les propriétaires qui n'avaient pas retiré ou fait retirer leurs feuilles d'impôts depuis le mois de juillet seraient définitivement déchus de leurs droits de propriété, et leurs biens seraient transformés en biens nationaux, leurs locataires deviendraient les locataires du gouvernement ; les propriétaires qui auraient retiré leurs feuilles, mais seraient en retard d'un ou deux mois pour les paiements, verraient leur cote augmentée de 10 ou de 20 p. 100, que le commissaire des contributions recouvrerait par les moyens de rigueur. Les locataires seraient responsables du paiement des impôts jusqu'à concurrence du montant de leurs loyers échus ou à échoir. Les propriétaires pourraient de leur côté se décharger sur les locataires en retard du paiement des impôts, et obtenir du commissaire aux contraintes que les locataires fussent désormais exécutés militairement ou emprisonnés à leur place².

L'arrêté parut d'abord avoir quelque effet, et en octobre 1809 le rendement total des deux impôts directs se releva jusqu'à 190.683 pesetas ; mais il retomba en novembre à 117.775 pesetas, en décembre à 113.951, pour tomber en janvier 1810 à 104.786³. La grande majorité des Barcelonais étaient visiblement à bout de ressources.

1. Après les nombreux avis insérés au *Diario* et annonçant des rigueurs immédiates, il y a presque toujours encore de nouveaux avis, le plus souvent signés de Duhesme, pour menacer encore. « Toute la puissance du monde n'aurait pu retirer cette somme. Au contraire, plus de rigueur aurait augmenté les émigrations et accru les diminutions de recettes », dit le Résumé historique des opérations. Exemple de contribuables menés au Monjuich (août 1809) dans Ferrer, t. IV, p. 109.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone. 12 octobre 1809, dans le *Diario* du 14. Un avis inséré au *Diario* du 17 novembre 1809 annonça d'ailleurs que l'exécution de cet arrêté était ajournée jusqu'au 15 décembre.

3. Note de l'argent reçu par Galceran ; Note de l'argent reçu pour les contributions des maisons.

VI

Fort heureusement pour les troupes françaises, les deux contributions directes ne formaient plus, comme en 1808, la presque totalité des ressources du budget gouvernemental : et on put faire face tant bien que mal aux dépenses indispensables avec d'autres revenus, que fournirent soit les douanes, portes et autres *rentas* rétablies en janvier, soit l'« administration des biens des absents », soit enfin des expédients de diverse nature.

Ce ne fut pas dès leur remise en vigueur que les *rentas* procurèrent des ressources sérieuses : « Les douanes..... ne donnaient pas une recette capable de payer la nuée d'employés qui y étaient restés. » Et, suivant Duhesme, la cause en était qu'elles étaient « administrées en général par des hommes peu dévoués¹ » ; l'explication est plausible ; mais elle ne suffit probablement point. On avait rétabli au mois de janvier 1809 les tarifs douaniers ordinaires, tarifs qui, depuis les réformes protectionnistes de Charles III, ne comportaient plus de droits sérieux que sur les entrées de produits fabriqués et ne chargeaient généralement les sorties que de droits très minimes². Or, la mer étant surveillée par les croisières anglaises, les routes de terre étant peu sûres, les importations venues de loin devenaient très rares, sinon tout à fait impossibles ; et d'ailleurs qui pouvait se soucier à ce moment d'acheter autre chose que des vivres ? Par suite, les « droits généraux établis par l'ancien gouvernement » et les droits annexes qu'on y avait adjoints avant 1808 sous le nom de *consolidation* et

1. Résumé historique des opérations.

2. Exception faite pour les matières premières originaires d'Espagne même. Desdevises du Dezert. *L'Espagne de l'ancien régime*, t. III (*La richesse et la civilisation*), p. 77-80, 116-117.

de *subvention* ne pouvaient rendre grand' chose. Duhesme n'avait pas eu tort, en octobre, à son point de vue strictement fiscal, de chercher surtout des recettes dans les droits de sortie. Barcelone était, par suite de mes relations avec l'Orient et surtout avec l'Amérique, un entrepôt de produits coloniaux, soie, coton, sucre, cacao, indigo, etc., et les négociants à qui ils appartenaient avaient tout intérêt à les faire sortir de la ville, dès que l'occasion s'en offrirait à eux sans trop de risques. Les manufactures de la ville, qui s'étaient fermées brusquement à l'arrivée des Français, devaient avoir naturellement en magasin des stocks de produits fabriqués à écouler, bas de soie, indiennes, draps, chocolat, liqueurs, etc¹. En accordant à la junte la suppression de tout droit de sortie sur les marchandises indigènes, Saint-Cyr avait supprimé une ressource importante, et d'autant plus que cela devait, étant donné le peu de dévouement des préposés des douanes, rendre très facile l'exportation en fraude des denrées coloniales, bien qu'elles restassent toujours soumises théoriquement au droit de sortie imposé en octobre 1808². Ce qui est certain, c'est que, de janvier à avril 1809, les droits de douane établis par l'ancien gouvernement rendirent peu en produit brut (16.970 pesetas)³, et que le droit de 40 p. 100 maintenu sur la sortie des denrées ou produits non manufacturés à Barcelone ne rendit à peu près rien (892 pesetas)⁴. L'arrêté abolissant le

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc. Esp., vol. 210, f^{os} 305-316. L'étude que nous aurons lieu de faire sur les douanes en 1810-1813 apportera d'ailleurs une confirmation à tout ce paragraphe.

2. Cette facilité pour l'exportation frauduleuse des denrées coloniales de janvier à juin 1809, à la faveur de la suppression partielle du droit de 10 p. 100, n'est qu'une induction ; mais le fait que, à partir de juin 1809, on perceit tous les mois des sommes importantes pour le droit de sortie de 40 p. 100 sur les marchandises non « nationales », y mène naturellement. Il était d'ailleurs plus facile aux douaniers de fermer les yeux, et de déclarer que tout ce qui passait sans payer était de fabrication barcelonaise.

3. Dont 12.639 pesetas pour les droits généraux et 4.331 pour la *consolidation* et la *subvention*.

4. Dont 882 pour janvier, c'est-à-dire avant la restriction du droit de

droit de sortie sur les produits de l'industrie barcelonaise équivalut donc à peu près en pratique à la suppression générale du droit sur les exportations.

Le rétablissement des droits de portes sur les denrées apportées des environs et des monopoles eut plus de résultats immédiats : de janvier à avril, le produit net des portes fut de 104.422 pesetas, et les monopoles rétablis, en donnant une recette brute appréciable (42.310 pesetas), élevèrent à 117.924 pesetas le total des sommes versées dans les caisses publiques par l'administration des douanes et rentes unies pendant les quatre premiers mois de 1809.

La réorganisation, en avril-mai, des administrations financières, à la suite de la révocation des employés réfractaires, eut effectivement un petit résultat sur des recettes des douanes, des portes et même de certains monopoles. La Trésorerie de la province avait maintenant à sa tête le Français Barret¹ ; la contadorerie principale des rentes était gérée depuis octobre 1808 par le Catalan Bassas, ancien agent du consulat de France à Mataró ; enfin on mit à la tête du service actif des douanes un ancien employé supérieur, Français de naissance, mais « naturalisé en Espagne par un service actif comme officier depuis sa jeunesse et antérieurement à la Révolution française et par son mariage avec une Espagnole attachée au service de l'ancienne reine », le sieur Doniez. L'agent des relations

10 p. 100 aux produits non indigènes. Ces chiffres et tous les chiffres suivants, cités pour les douanes et autres rentes unies, sont pris (en totalisant quand il y a lieu et en transformant en pesetas les chiffres mensuels et en réaux du document) dans l'état général de la recette et des dépenses des administrations des rentes depuis le 1^{er} janvier jusqu'à fin décembre 1809 (donnant par mois les produits bruts, les frais et les versements à la Trésorerie, à la police, à l'Ayuntamiento), en annexe au Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811). Pour les portes nous avons un autre état, qui concorde exactement avec l'état précédent : c'est l'état des produits des droits de portes, etc., depuis le 1^{er} janvier 1809 jusqu'au 28 février 1810, dressé par Bassas, Barcelone, 26 mars 1810, Arch. G. (donne les recettes, les frais, le produit net).

1. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811) et annexes...

extérieures Blondel faisait de ce Français naturalisé un très vif éloge : « Instruit par la pratique même dans cette partie d'administration, aimé des Espagnols, attaché aux Français, ennemi du monopole anglais, jugeant bien les avantages que l'industrie et le commerce espagnols peuvent retirer du changement de dynastie, s'honorant d'être au service d'un frère de Sa Majesté Impériale et Royale, étranger aux bassesses de l'intérêt personnel, il me paraît être..... du petit nombre d'hommes dont la société, l'exemple, les relations habituelles peuvent le plus contribuer à ramener les esprits, à rétablir l'union et la tranquillité dans la ville, lorsque les passions seront un peu amorties ¹. » En juin, le produit net des douanes, portes et monopoles atteignit 36.921 pesetas, chiffre supérieur d'environ 7.000 pesetas à la moyenne des produits réalisés jusque-là. On peut admettre que ce fut là le résultat du remplacement des « hommes peu dévoués » par des employés plus favorables à la cause française.

Mais ce qui accrut beaucoup plus sérieusement les revenus du gouvernement, ce fut, après le départ de l'ordonnateur Rey, le retour de Duhesme, en matière de douanes, au système purement fiscal qu'il avait entrevu en octobre 1808 ². Le 23 juin 1809, un arrêté rétablit en effet un droit uniforme de 5 p. 100 sur la sortie des produits manufacturés à Barcelone et rappela à l'administration des douanes l'obligation de percevoir strictement le droit de 10 p. 100 sur la sortie des matières premières non transformées ou des produits manufacturés d'origine étrangère ³. Les négo-

1. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809.

2. Duhesme en juge ainsi, dans le Résumé historique des opérations, ce qui atteste indirectement l'exactitude des considérations qu'on a lues au début de cette section vi : « Les recettes de la douane s'améliorèrent, surtout par le décret que le général Duhesme fit, que toutes les marchandises qui sortiraient de Barcelone paieraient, savoir celles manufacturées à Barcelone 5 p. 100 et les autres 10 p. 100. »

3. Arrêté du général Duhesme, Barcelone, 23 juin 1809, dans le *Diario* du 24 juin : les considérants déclarent que la libre sortie des marchan-

ciants ou fabricants ne cessèrent point pour cela de faire sortir en hâte leurs stocks de cacao, de sucre, de laines, de coton, et surtout leurs chocolats, draps, indiennes, bas de soie et fils de coton ; ils espéraient les mettre en sûreté à Reus et à Tarragone, avant d'émigrer eux-mêmes définitivement, et probablement pouvoir les écouler de là vers l'Amérique ou le reste de l'Espagne, soit sous le pavillon anglais, soit sous le pavillon insurgé. La junte insurrectionnelle de la province essaya d'abord d'entraver ce singulier mouvement commercial, puis décida avec raison de le tolérer¹. « On fait sortir ces marchandises de Barcelone, non par charges, mais par voitures pleines, et il en sort à la fois en une seule nuit quatre, cinq et même plus. Le fabricant d'indiennes ou commerçant, qui a son magasin plein de ballots d'étoffes imprimées ou de draps, n'a qu'à présenter sa requête au général Duhesme par l'intermédiaire de quelques-uns des favoris de celui-ci, et au moment voulu on lui délivre son laissez-passer. Muni de celui-ci, il fait sortir ses voitures de nuit par la porte Sainte-Madrone et la troupe française les accompagne jusqu'aux sentinelles avancées. Il n'y a pas longtemps qu'une seule extraction de ces marchandises coûta à l'intéressé 4.000 livres catalanes (10.680 pesetas) ; qu'on calcule quelle serait la valeur de la cargaison extraite². » Il paraît même que deux de ces moines, que Duhesme cherchait tantôt à conserver dans la ville pour ne point donner de chefs aux insurgés et tantôt à faire sortir parce qu'il craignait leur influence sur la population barcelonaise, profitèrent ingénieusement

dises manufacturées à Barcelone peut donner lieu à la fuite des contribuables.

1. Blanch, *Historia de la Guerra de la Independencia en el antiguo Principado*, t. I^{er}, p. 469-470 ; cf. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. IV, p. 164-165.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. IV, p. 253-254. On remarquera qu'à son habitude Ferrer présente la perception du droit à la façon d'une exaction. Le calcul est aisé à faire : si, comme semble l'indiquer le passage, il s'agit de produits manufacturés payant le droit de 5 p. 100, la cargaison extraite valait 213.600 pesetas, c'est-à-dire environ 228.000 francs.

pour s'évader de l'établissement du droit de 5 p. 100 : « La nuit dernière sont sorties, par la porte Sainte-Madrone, avec un sauf-conduit de Duhesme, deux voitures pleines de marchandises fabriquées sur place. Comme cette sortie est autorisée, deux moines capucins ont profité de l'occasion et se sont enfuis déguisés à l'intérieur de la charrette¹. »

Ces sorties de marchandises, qui prélevaient à la sortie définitive des négociants et fabricants, étaient désastreuses pour l'avenir économique de la cité. « L'ombre de commerce qui existe dans ce moment se borne à des exportations. Ce sont des drogues pour les teintures, des fils de coton pour la fabrication, des toiles à peindre pour indienne, des bas de soie, des papiers, tous produits de l'industrie catalane. De ces marchandises les unes sont destinées pour la consommation de la province, de l'Espagne, ou pour des expéditions en Amérique : les autres uniquement pour passer dans des villes intérieures où l'on ne craint point l'arrivée des Français. Ces exportations ne remettent aucun numéraire dans la circulation. Le prix des marchandises consommées s'arrête dans les autres villes de la province où les propriétaires ont transporté leurs domiciles et leurs ateliers. Les importations se bornent aux objets de nécessité habituelle pour la consommation intérieure de la ville et la fourniture des marchés. Toute autre serait superflue, d'après l'état de pénurie générale qui se fait sentir, et l'extrême diminution de la population². »

Mais, si ce commerce d'exportation très particulier était nuisible à l'avenir de la cité, il rapportait immédiatement des sommes sérieuses ; grâce surtout aux droits de sortie, le produit net des douanes, portes et *rentas* s'éleva, de juillet à décembre 1809, à une moyenne de 85.978 pesetas ; fait

1. Ferrer, t. IV, p. 341.

2. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-306.

significatif, les anciens droits de douane ne rendaient toujours presque rien ¹, et un droit additionnel de 10 p. 100 *ad valorem* qui fut mis par Duhesme sur toutes les entrées le 30 septembre 1809 ² ne donna en produit brut, d'octobre à décembre, que 1.283 pesetas, pendant que les droits de sortie donnaient, de juillet à décembre, un produit brut de 290.576 pesetas, répondant à une exportation avouée de plusieurs millions de marchandises. Et encore l'agent des relations extérieures affirme-t-il que « le produit serait bien plus considérable sans la fraude très active qui se fait en cette partie. Le mauvais exemple, les sollicitations, l'esprit presque général de contrebande qui infectent ce pays-ci ont tellement dépravé l'opinion publique à cet égard, qu'elle se fait presque ouvertement, par la connivence, sous la protection même, armée quelquefois, et pour le compte de quelques chefs militaires de la ville. On se fait payer l'affranchissement des droits sur les objets dont la sortie est permise, la libre exportation des marchandises prohibées, telles que les draps pour l'habillement des troupes ennemies; les drogues pour leurs hôpitaux, les cordages, les voiles pour leurs bâtiments; la libre introduction des marchandises de fabrique anglaise, dont la côte est inondée par le commerce habituel des Anglais avec tous les contrebandiers qu'ils soudoient. On excuse ces manœuvres sous le prétexte que c'est une espèce d'indemnité des privations que l'officier éprouve; et sous ce prétexte quelques individus seulement s'enrichissent en desséchant la source qui fournirait aux besoins communs ³. »

1. Le maximum des anciens droits (y compris ceux de *subvention* et de *consolidation*) est atteint en septembre, mois relativement tranquille : il est de 2.821 pesetas. Le même mois, le droit de sortie de 5 p. 100 rend 46.872 pesetas.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 30 septembre 1809, dans le *Diario* du 1^{er} octobre.

3. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809. C'est le seul document qui signale, pour 1808-1809, cette sorte d'abus et de profits pour les offi-

De même que les droits de sortie, les droits de portes n'étaient pas sans offrir des inconvénients ; ils accentuaient le renchérissement des denrées et aggravaient encore ainsi la triste situation matérielle des habitants ; mais ils étaient productifs et rendaient, de juillet à décembre, 201.825 pesetas de produit net. Le rendement des monopoles resta au contraire médiocre, comme cela était naturel dans une ville ruinée : d'ailleurs celui du sel n'avait pas été remis en vigueur, on ne sait pour quelle raison, peut-être parce que le gouvernement n'avait plus de sel à vendre¹. On ne devait guère plaider non plus, car le papier timbré se vendait mal.

VII

La commission des émigrés avait été supprimée par l'arrêté du 24 janvier 1809, et son président Ollivier était devenu « administrateur des biens des absents ». L'expérience avait montré qu'on ne pouvait tirer grand profit des poursuites contre les émigrés ; et on avait plus d'intérêt à les voir revenir ou payer de loin leurs contributions, qu'on n'en avait à occuper leurs demeures et à vendre leurs meubles ou hardes. L'arrêté du 24 janvier accordait aux absents deux mois de délai pour rentrer ou se mettre en règle vis-à-vis du receveur des contributions² ; le 7 mars, ce délai fut prorogé jusqu'au 1^{er} mai³ ; et ce fut seulement le

ciers. Il n'en est pas de même pour les années suivantes. En 1808 et 1809, on ne se souciait évidemment guère des ordres de l'Empereur sur les marchandises anglaises, et par suite on ne signalait pas les infractions commises.

1. La colonne « Sel » de l'État général de la recette ne contient que des guillemets. Rendement total des monopoles, de juillet à décembre. 41.450 pesetas, dont 33.354 pour le tabac, 3.904 pour le papier timbré. Le Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1814) dénonce sans beaucoup de précision des abus dans la vente de ce papier.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 janvier 1809, dans le *Diario* du 30. Cf. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6354.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 7 mars 1809, dans le *Diario* du 12.

12 juin, aussitôt après le départ de l'ordonnateur Rey, que Duhesme annonça de nouveau l'intention de sévir contre les absents qui cherchaient à se soustraire à sa fiscalité. Une commission formée du commissaire général de police Casanova, du régent de l'Audience Medinabeytia, de l'administrateur des biens des absents Ollivier et du commissaire des contributions Raynal dresserait la liste des contribuables absents et arriérés de trois mois ou plus pour le paiement des contributions. Ceux-ci seraient considérés comme « émigrés », leurs biens meubles et immeubles seraient saisis et administrés par l'administrateur des biens des absents¹.

Ces dispositions, qui remettaient au fond les choses en l'état où elles étaient avant l'arrivée de Gouvion-Saint-Cyr, furent confirmées encore par un article du grand arrêté du 23 juin sur la contribution des maisons². Le 28 juin 1809, un arrêté avertit spécialement « les dignitaires de la cathédrale, les chanoines et tous les possesseurs de bénéfices » que, s'ils ne rentraient point dans le délai de trois mois, leurs dignités, canonicats et bénéfices seraient déclarés vacants et qu'on pourvoirait à leur remplacement³. L'arrêté du 12 octobre prévint, on l'a déjà vu, les propriétaires frappés par l'impôt des maisons qui, pendant trois mois consécutifs, n'auraient pas retiré leurs feuilles d'impôt, que leurs propriétés seraient définitivement mises à la disposition de l'administrateur des biens des absents⁴. Le 22 octobre, un arrêté annonça l'intention de revenir aux rigueurs déjà édictées en 1808 contre les dépositaires de « marchandises, papiers, meubles et autres

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 12 juin 1809, dans le *Diario* du 14.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 23 juin 1809, dans le *Diario* du 26, art. 8.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 28 juin 1809, dans le *Diario* du 30.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 12 octobre 1809, dans le *Diario* du 14. L'avis du 16 novembre 1809, dans le *Diario* du 17, accordait d'ailleurs de nouveaux délais pour l'exécution de cet arrêté.

biens et effets de personnes absentes » et leur ordonna d'en remettre l'état à Ollivier « dans le délai de vingt jours à compter d'aujourd'hui... sous peine d'être considéré comme suspect, arrêté et transporté en France ». Des gratifications encourageraient les dénonciateurs ; les biens déclarés ou dénoncés seraient inventoriés ; mais l'arrêté prescrivait que les inventaires seraient désormais dressés par un notaire, en présence d'un commissaire de police et d'un alcade de quartier, ce qui semble indiquer que Duhesme n'était point si sûr qu'il le disait de l'honnêteté d'Ollivier¹. Un arrêté du 24 décembre 1809 devait encore rappeler que les contribuables absents ne pourraient rentrer sans justifier du paiement total de leurs contributions².

Toutes ces mesures n'eurent vraisemblablement pas grand effet. On constate bien quelques cas d'émigrés rentrés ou faisant payer du dehors leurs contributions ; mais ces cas-là restèrent toujours peu nombreux³. Les ventes de meubles et d'effets, reprises réellement au mois d'août, rapportèrent beaucoup moins encore en 1809 qu'en 1808 ; le produit des loyers des maisons mises sous séquestre atteignit ordinairement de 1.000 à 2.000 pesetas, et exceptionnellement 3.916 en décembre 1809. Or il fallait que

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 octobre 1809, dans le *Diario* du 23.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 décembre 1809, dans le *Diario* du 28.

3. Dans son Compte-rendu (Arch. G., 14 février 1811) Pelletier raconte affaire Grassot) les incidents survenus à propos d'une rentrée d'absents ; cf. (affaire Llordella) Correspondance échangée de septembre 1810 à janvier 1811 entre l'intendant de Luppé, le gouverneur M. Mathieu, le directeur des douanes, etc., Arch. G. (5 juin 1810, classement peu justifié). Dans l'annexe au Compte-rendu par Pelletier, annexe que nous signalons à la note suivante, on voit mentionner des remboursements faits à « Arajol, émigré rentré, rayé de la liste » et indiquer une sortie de fonds de 343 pesetas « pour remboursement des loyers des maisons fait aux émigrés... » (mars et avril 1809). C'est peu. Au contraire tous les arrêtés précités de Duhesme constatent la croissance de l'émigration ; cf. Résumé historique des opérations ; Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625 : « Cette raison et les contributions augmentent chaque jour les émigrations... »

l'administration des biens des absents payât non seulement l'administrateur, mais aussi des employés, concierges et gardiens, qui semblent d'ailleurs avoir eu de grandes facilités pour grapiller. Le produit net, de février à décembre 1809, fut seulement de 6.883 pesetas¹.

Restaient, il est vrai, pour remplir les caisses, les ressources occasionnelles dues à des expédients, dont certains furent en réalité de simples spoliations : on appliqua avec une singulière ampleur le principe que ce qui n'est à personne appartient de droit au prince, c'est-à-dire dans l'espèce, à l'armée impériale. Dès le mois de décembre 1808, Duhesme avait fait employer au chauffage des troupes françaises les bâtiments qui étaient dans le port et dont on ne connaissait point les propriétaires, et il avait fait verser aux magasins militaires les comestibles en dépôt à la douane, que leurs propriétaires n'avaient point retirés à temps² malgré un avis de l'intendant³, peut-être parce que l'argent leur manquait pour acquitter les droits. Vers le mois de février ou de mars 1809, « il se présenta une ressource inespérée : un nommé Botter, de Barcelone, célibataire avare, et chez lequel rien n'annonçait de l'aisance, mourut en laissant une somme considérable en numéraire et en *vales*; le numéraire se montait à 160.000

1. Administration des biens des absents; extrait des registres de caisse contenant les recettes et dépenses et versements, du 1^{er} février au 31 décembre 1809, en annexe au Compte-rendu par Pelletier. Il semble que la plupart des logements ou maisons d'émigrés aient été occupés par des employés ou officiers, desquels on n'exigeait point de loyer. Lapasset à Macdonald, Barcelone, 23 avril 1811 (Arch. G.), rendant compte de son installation comme directeur des domaines à Barcelone, en avril 1810, dit : « Je demandai qu'on me représentât les registres... il me fut répondu qu'il n'en existait qu'un seul, destiné à constater la recette et la dépense, que les maisons étaient verbalement affermées, et que le mobilier était vendu par le garde-magasin de gré à gré, sans qu'il en fût dressé procès-verbal de vente. »

2. Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

3. Avis au commerce du 10 septembre 1808 dans le *Diario* du 11 septembre 1809. L'intendant y avait promis une remise de 25 p. 100 sur les droits de douanes.

piécettes (pesetas). Le général Duhesme fut averti par la police de l'existence de ce dépôt précieux, au moment où les juges et notaires du pays faisaient l'inventaire du mobilier du défunt. Il était à craindre que ces magistrats ne célassent ce dépôt. Le général Duhesme ordonna qu'ils le remettraient, en présence du commissaire de police, entre les mains du receveur de la ville, le sieur Galceran, et en donna avis sur-le-champ au général en chef Saint-Cyr, qui ordonna par un arrêté de faire verser cette somme chez le payeur-général de l'armée, et la fit employer à la solde. Le général Duhesme aurait désiré qu'elle eût resté (*sic*) dans la caisse de la junte générale qui en aurait fait des achats de viande... Les héritiers de ce Botter qui, à la vérité, sont hors de Barcelone, auraient eu un recours plus facile envers le Trésor public d'Espagne qu'envers celui de la France ; car, si les besoins exigeaient d'utiliser ce dépôt, la justice voulait qu'on en assurât et facilitât le remboursement¹. »

Duhesme devait, en imitant plus tard le procédé de Saint-Cyr, avoir au moins l'air de prendre quelques précautions pour que le remboursement pût se faire un jour. Il y avait en dépôt, à la Maison de la Miséricorde, 6.890 livres catalanes (18.396 pesetas) et quelques bijoux, nous ne savons par suite de quelles circonstances. Comme l'hôpital général, privé de ses revenus par l'insurrection, était dénué de tout et « considérant que le premier devoir d'un bon gouvernement est de venir au secours de l'humanité souffrante et que dans la situation actuelle des choses ce ne peut être qu'au moyen de mesures extraordinaires », Duhesme prit un arrêté ordonnant le versement du dépôt

1. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) ; le fait est confirmé (y compris le rôle respectif de Saint-Cyr et de Duhesme) par le Compte-rendu par Pelletier. L'État des recettes ordinaires reçues par le payeur soussigné, etc. (du payeur Delcros), Girone, 5 juin 1810. Arch. G., indique pour l'héritage Botter une somme de 172.288^{fr}.25, c'est-à-dire en adoptant le cours officiel de 1^{fr}.06 pour la peseta (cours un peu trop bas) 162.536 pesetas 10 maravedis.

à la Trésorerie de la province, qui devait le tenir « à la disposition de MM. les administrateurs de l'hôpital civil », qui auraient soin d'en « faire usage avec toute l'économie que les circonstances exigent » ; mais l'arrêté déclarait du moins que le dépôt était « hypothéqué sur les propriétés et rentes de l'hôpital civil de Barcelone ; il en devra compte à tous ceux qui peuvent y avoir droit et qui le prouveront par des pièces légales et dûment autorisées ; alors ses administrateurs prendront des arrangements pour pourvoir au remboursement des sommes réclamées, aussitôt que faire se pourra¹ ».

Ce fut encore par un expédient que Duhesme désintéressa partiellement le principal fournisseur de vivres, un négociant français du nom de Durand, lequel semble avoir été grand brasseur d'affaires de toutes sortes. On lui devait encore beaucoup pour 1808. Duhesme trouva moyen de se délivrer d'une bonne partie de cet arriéré, tout en faisant entrer de l'argent dans les caisses publiques. Il y avait dans les magasins espagnols beaucoup d'objets provisoirement inutiles, du cuivre, du plomb, du soufre, du papier, etc. ; le tout valait environ 485.000 pesetas. Duhesme le céda à Durand pour 250.000 pesetas qui furent versées à la Trésorerie provinciale ; le fournisseur se montra fort satisfait et Duhesme fut ainsi en état d'avoir encore recours à lui à l'occasion².

D'ailleurs, au moins pour avoir des grains, Duhesme ne recourut, en 1809 comme à la fin de 1808, qu'exceptionnellement aux achats et marchés³ ; un grand convoi,

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 octobre 1809, dans le *Diario* du 25 ; cf. Résumé historique des opérations.

2. Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811) et, en annexe, Tableau comparatif du prix des objets cédés à M. Durand. La Commission administrative faisait à Duhesme le reproche d'avoir vendu à trop bon compte. Duhesme marque fort justement qu'il ne s'agissait point de vendre purement et simplement, mais de désintéresser un créancier et d'avoir aussi de l'argent comptant. Résumé historique des opérations ; Mémoire abrégé du général Duhesme présenté le 4 août 1810.

3. Duhesme évalue les achats à 3.000 quintaux dans le Résumé histo-

amené en avril par l'amiral Cosmao, avait débarqué plus de 25.000 quintaux de grains et de farine ¹ : par des réquisitions sur les villages les plus voisins de Barcelone, maintenant à peu près soumis à l'autorité militaire française ², par des courses dans le Vallés ³, Duhesme put encore s'en procurer plus de 5.000 quintaux, ainsi que de la paille et du bois ; les troupes qui cantonnaient dans les villages en tiraient du vin et des légumes ; une seule course faite en septembre jusqu'au couvent de Montalègre rapporta 50.000 pintes de vin ⁴. Tout cela devait aider à faire face aux besoins et alléger d'autant le budget assez restreint dont on disposait ⁵.

Enfin et surtout, Duhesme se décida à mettre sérieusement à contribution l'argenterie des couvents, et la connaissance à Barcelone du décret rendu le 18 août par le roi Joseph sur la suppression des couvents de moines vint à point donner aux actes du général un air de légalité ⁶.

rique des opérations. De même Rey écrit à Berthier (Barcelone, 14 avril 1809, Arch. G.) qu'on a acheté une partie de la cargaison de deux bâtiments génois chargés de riz.

1. Voir chapitre III, section II. *Diario de Barcelona* du 28 avril 1809.

2. Mémoire abrégé du général Duhesme ; Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 septembre 1809, Arch. nat., AFiv 1621. Les réquisitions, après la récolte de 1809, rapportèrent 3.000 quintaux. Elles avaient été réglementées par l'arrêté du 22 décembre 1808 (*Diario* du 26) et devaient être faites à titre onéreux ; les bayles étaient chargés d'y participer. Un arrêté du 26 août 1809 (*Diario* du 30) déchargea de moitié de leur montant les communes qui mettraient le plus d'empressement à y satisfaire, interdit aux bayles de s'enfuir quand la troupe viendrait en prendre livraison ; au cas où les habitants ne s'exécuteraient pas, la troupe procéderait par razzia totale, etc.

3. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} mars 1809, Arch. G. ; au même, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625 ; Duhesme à Clarke, 13 décembre 1809, *ibid.* ; etc. ; cf. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal*, p. 113-115.

4. Mémoire abrégé du général Duhesme (et en général sur toutes les réquisitions, razzias, etc.)

5. Duhesme écrit à Augereau, Barcelone, 4 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625, qu'il a du pain pour cinq mois ; le reste s'achète ou se procure au jour le jour.

6. Le décret ne semble d'ailleurs pas avoir été publié à Barcelone. Il avait paru dans la *Gaceta de Madrid* du 20 septembre, et Duhesme l'invoque dans les considérants de l'arrêté du 14 octobre. Cf. Résumé historique des opérations.

Le 14 octobre, un arrêté ordonna, en attendant l'exécution complète du décret royal, la confection, par les soins de l'intendant, d'inventaires réguliers « de l'argent ouvré, des effets précieux et généralement de tous les meubles se trouvant dans chacun des couvents d'hommes sis dans la ville ». On dresserait également l'inventaire « de tous les biens immeubles, fermes, domaines, obventions, rentes foncières et autres produits appartenant à ces couvents et ordres religieux » ; les supérieurs et procureurs devraient assister à l'inventaire et donner les renseignements nécessaires au notaire de l'intendance, qui procéderait à la rédaction en présence d'un régidor ; provisoirement, les procureurs et supérieurs continueraient à administrer les biens et revenus et s'obligneraient à représenter les objets inventoriés dès que S. M. C. aurait désigné une autorité compétente à cet effet ; les moines qui chercheraient à soustraire à l'inventaire autre chose que les meubles de leur cellule perdraient tout droit à obtenir la moindre pension ; et « les religieux de tous les ordres » resteraient « sous la surveillance de la police jusqu'à l'exécution du décret royal ». Et le général terminait son arrêté en garantissant « la protection et la bienveillance du gouvernement » à « MM. les vicaires-généraux, au chapitre, aux curés et vicaires et à tous les véritables et bons pasteurs du peuple¹ ». C'était, vis-à-vis des deux branches du clergé, l'attitude ordinaire de l'école du « despotisme éclairé » et, en ce point, Duhesme imitait le très catholique Charles III, probablement sur les indications de ses conseillers catalans. On commença aussitôt les inventaires, ce qui, nous assure le P. Ferrer, réjouit fort les Français et leurs partisans, mais fut un grand chagrin pour les Barcelonais².

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 14 octobre 1809, dans le *Diario* du 16.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. IV, p. 272, 277-285, 324, 329 ; Mémoire abrégé du général Duhesme.

Six semaines après, lorsque les inventaires furent en grande partie confectionnés, un nouvel arrêté tira du précédent des conclusions d'ordre tout pratique. Les églises et chapelles de Barcelone étaient divisées en trois catégories. La première comprenait la cathédrale, les paroisses, les chapelles des hospices et hôpitaux, qui conserveraient leurs richesses intactes¹. La seconde comprenait les chapelles de six couvents destinés à recueillir provisoirement tous les moines de Barcelone ; celles-là conserveraient seulement deux calices, deux ciboires et le linge nécessaire au culte divin ; les couvents de religieuses seraient assimilés aux couvents d'hommes de cette catégorie-là. Enfin la troisième catégorie comprenait les chapelles de tous les autres couvents, dont l'argenterie et le linge seraient immédiatement recueillis par les soins de l'intendant et déposés à la Trésorerie². L'arrêté reçut aussitôt son exécution ; plus de 17.000 onces d'argenterie furent portées à la Trésorerie ; on en forma sept lots qui furent destinés à prendre petit à petit le chemin de l'hôtel des Monnaies³.

Celui-ci n'eut jamais autant d'activité qu'en 1809 ; il frappa au cours de cette année-là 472.484 douros, 44.179 demi-douros, et 144.392 pesetas, soit près de la moitié de ce qui fut émis à Barcelone d'août 1808 à avril 1812⁴. Il

1. « Il restait encore toute l'argenterie de la cathédrale et des paroisses... Le général, par plusieurs raisons politiques, comptait ne toucher à cette argenterie qu'à la dernière extrémité », dit Duhesme dans le Résumé historique des opérations.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 27 novembre 1809, dans le *Diario* du 29.

3. Résumé historique des opérations ; État de l'argenterie, provenant des églises de la ville, qui fut déposée à la Trésorerie, etc., Barcelone, 18 mars 1810, en annexe au Compte-rendu par Pelletier ; cf. Ferrer, t. IV, p. 397-417 ; 420-421 ; t. V, p. 32, etc.

4. Cela représente en effet 2.617.259 1/2 pesetas, sur un total de 5.568.280 pesetas en monnaie d'argent. D'après l'État du nombre et des espèces de pièces frappées annuellement depuis le 18 août 1808 jusqu'au 1^{er} avril 1812, dans le Rapport sur l'hôtel des Monnaies de Barcelone, adressé à Chauvelin le 29 avril 1812 par le sous-préfet Chevalier, Arch. nat., F¹ 73.

n'y a pas lieu de s'en étonner. L'émission constante de numéraire, les achats ou saisies d'argenterie étaient les pierres angulaires de l'édifice financier des « intrus ». Les Barcelonais ne pouvaient suffire aux impôts qu'en se dépouillant peu à peu de leurs bijoux, de leur vaisselle, de leur argenterie ; et, dans les moments les plus critiques, les Français trouvaient, eux aussi, une ressource précieuse dans la faculté d'émettre, presque à volonté, un numéraire que sa valeur intrinsèque faisait accepter et que les impôts ramenaient d'ailleurs bientôt dans les caisses publiques. Aucune monnaie obsidionale ne fut jamais plus nécessaire que celle de la *Casa de la Moneda* barcelonaise.

VIII

Au cours de l'année 1809, le rendement total des deux contributions directes s'était élevé à plus de 2.422.000 pesetas, le produit net des douanes, portes et rentes à près de 710.000¹ ; quant au revenu tiré des expédients divers, on ne peut l'évaluer que très approximativement à 800.000². Il reste à indiquer, dans la mesure du possible, ce que devint cet argent, par quelles caisses il passa et comment il fut dépensé. Sur ces questions, les textes sont malheureusement peu nombreux, peu détaillés et peu précis, et ne permettent d'indiquer que des faits très généraux³.

1. Ces chiffres d'après les états en annexe au Compte-rendu par Pelletier.

2. Il n'y a point d'état en forme pour l'ensemble des différentes recettes. Nous devons donc procéder par addition du produit connu des différents expédients. (Emprunt de mai 1809, 225,000 pesetas ; vente des cuivres, bronzes, soufres, papiers, etc., environ 250.000 pesetas ; héritage Botter, 162.000 pesetas environ ; argenterie, près de 18.000 onces donnant environ 68.000 pesetas, etc. ; le reste se compose de recettes minimes ou en nature.) Nous ne comprenons point là-dedans le produit des réquisitions de vivres. Pour justification des chiffres donnés dans la présente note, voir la section précédente.

3. Le document principal, auquel nous renvoyons une fois pour toutes pour l'ensemble de cette section VIII, est le Tableau approximatif et raisonné

Il semble qu'en principe Duhesme et l'ordonnateur Rey, représentant de Gouvion-Saint-Cyr, aient cherché à avoir deux services financiers distincts pour répondre à deux sortes de besoins, et par suite deux caisses : dès juillet 1808, la junta avait chargé l'ancien receveur des impôts royaux à Barcelone, le sieur Galceran, de recueillir l'argent nécessaire pour faire face aux besoins des troupes françaises. Ce fut dans la caisse de Galceran, administrée par la junta et dite souvent « caisse de la junta », que furent donc entièrement versés les fonds de la contribution des gens aisés, puis des deux contributions directes, enfin de l'administration des émigrés ou des absents, fonds qui, en principe et en fait, étaient uniquement destinés à pourvoir aux besoins de l'armée française.

La Trésorerie de l'armée et principauté de Catalogne, dont la caisse était vide dès l'été de 1808, n'avait rien ou presque rien reçu pendant la seconde partie de cette année-là, par suite de la suppression de fait des revenus ordinaires. Lorsqu'en janvier 1809 les douanes, portes et rentes recommencèrent à fonctionner, les recettes qu'on en obtint et même les nouveaux droits de sortie établis par Duhesme durent être en principe versés dans la caisse de la Trésorerie par l'administration des douanes et rentes unies, après toutefois que celle-ci aurait fait face à ses dépenses¹.

Cela n'alla point sans difficultés, à en croire Duhesme : « L'objet des recettes et dépenses de cette Trésorerie était un vrai dédale pour les Français, sous l'ancien intendant qui n'en voulait pas donner le fil et même sous le nouveau, qui n'y comprenait guère par la lenteur et la mau-

des finances, ressources et dépenses de Barcelone par mois, pendant les derniers mois de l'an 1809, annexé au Résumé historique des opérations. Nous pensons qu'on peut avoir confiance dans ce document, dont certaines données sont entièrement confirmées par des documents d'autre source. Mais Duhesme n'y donne que des chiffres ronds.

1. Ceci est confirmé par les différents états annexés au Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811) et par le Compte-rendu lui-même.

vaie volonté des employés de la Trésorerie, de l'intendance et de la contadorerie, qui, n'ayant pas voulu prêter serment, ont été renvoyés au mois d'avril et remplacés, ainsi que ceux des douanes. Depuis cette époque, le général Duhesme est parvenu, à force de soins et d'instructions, à faire verser toutes les différentes recettes d'impositions indirectes à la trésorerie. »

En principe également, les recettes de la Trésorerie devaient suffire au « service espagnol » qu'on ne pouvait éternellement négliger, surtout lorsqu'on eut exigé le serment des fonctionnaires, magistrats, employés et militaires¹. Il y avait ainsi une sorte d'administration financière extraordinaire pour répondre aux besoins extraordinaires, et une administration financière régulière pour satisfaire aux besoins réguliers. Les faits eussent peut-être répondu à cette distinction théorique, si les recettes extraordinaires avaient été suffisantes pour le service qu'elles devaient alimenter. Elles ne le furent point, comme on s'en est déjà rendu compte, et par suite le rôle de la Trésorerie fut singulièrement élargi, au point de vue des dépenses surtout.

Le service espagnol, fortement réduit par les refus de serment, n'exigeait, paraît-il, que 30.000 à 35.000 pesetas par mois; elles étaient réparties entre : 1° l'intendant et ses bureaux, les employés des finances, etc.; 2° les juges et officiers de l'Audience, les petits employés de justice, etc.; 3° le corrégidor, les officiers assermentés, en activité ou retraités², les invalides, les gardes-magasins et les quelques soldats restés au service; 4° la nourriture des prisonniers de guerre et des forçats. Quelques indices semblent

1. «... Qui, ayant prêté serment à S. M. C., ne pouvaient pas être réduits à mourir de faim », dit le Tableau; sur le fait lui-même, cf. Le Hoder (payeur) à Augereau, Barcelone, 26 mars 1810, Arch. G.

2. Il s'agit ici des officiers ou assimilés en réforme, dits *agregados al estado-mayor*, parce qu'ils étaient réputés à la suite de l'état-major de la place : en réalité ils ne faisaient aucun service.

indiquer qu'on ne cherchait pas d'ailleurs à assurer les traitements, les gages, la solde ordinaires¹. Il est d'autre part certain qu'on ne chercha point à liquider le gros arriéré qui avait jadis attiré l'attention du commissaire Augier². Par suite, on put faire appel à la Trésorerie pour suppléer à l'insuffisance des disponibilités de la caisse de Galceran. Tous les mois, la junta présidée par Duhesme ou par son chef d'état-major faisait verser ainsi par la Trésorerie au payeur de l'armée les fonds nécessaires pour la manutention, les hôpitaux, les frais de l'artillerie et du génie : c'était l'ancien versement de 70.000 pesetas, maintenu à ce chiffre jusqu'en avril au profit de tout le 7^e corps, mais ramené à 20.000 ou 25.000 pesetas seulement à la suite de la diminution considérable de la garnison et du départ de Gouvion-Saint-Cyr³. La Trésorerie devait également verser le dixième du produit net des droits de portes à la police en mai 1809, à l'Ayuntamiento à partir de juin de la même année⁴. « Enfin, le surplus se versait dans la caisse de la junta, quand il y avait insuffisance de fonds provenant des contributions pour le service dont elle était chargée, ou se distribuait en paiement de riz ou de blé que l'on avait achetés... »

1. Lacombe-Saint-Michel, écrivant à Augereau, Barcelone, 5 avril 1810, Arch. G., constate ainsi que les *agregados* touchaient, au lieu de leur traitement, un secours mensuel réduit. Le payeur Le Hoder, dans la lettre à Augereau ci-dessus citée, indique qu'on ne fournissait aux soldats espagnols qu'une peseta par jour, en leur laissant le soin de s'en arranger, et il propose de les faire jouir d'un traitement plus avantageux. D'autre part, dans le Résumé historique des opérations, Duhesme, parlant de la réorganisation financière d'avril-mai, mentionne « la réduction des employés et des appointements ».

2. Car Duhesme parlerait de cette liquidation dans son Tableau, dans le Mémoire abrégé, etc. Le Compte-rendu par Pelletier indique formellement que la maison Durand avait encore une forte créance sur le gouvernement.

3. Le payeur du 7^e corps se plaignait d'ailleurs de cette mesure : Le Hoder à Augereau, Perpignan, 5 juillet 1809, Arch. G.

4. État démonstratif des sorties provenant des recettes des droits d'octroi depuis le 1^{er} mai 1809, en annexe au Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811); Duhesme à l'Ayuntamiento, Barcelone, 9 juin 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809.

Les circonstances amenèrent enfin les chefs français à assigner à la Trésorerie de l'armée et principauté un autre rôle. En partant de cette fiction, que les agents de la Trésorerie maniaient les fonds pour le compte du roi Joseph, on fit inscrire en recette sur les livres de cette administration les sommes dues à des expédients ou à des procédés particulièrement extra-légaux, afin de laisser aux ayants-droit une sorte de recours éventuel contre le Trésor royal¹ : ainsi s'expliquent le passage par la Trésorerie des fonds obtenus par l'emprunt forcé de 1809, par la saisie du dépôt de la Maison de la Miséricorde, par la vente des objets tirés des magasins espagnols, et le dépôt de l'argenterie enlevée aux églises et chapelles. Bien entendu, cela n'empêcha d'ailleurs point d'utiliser les fonds, ainsi entrés en recette à la Trésorerie, à des dépenses qui étaient proprement du ressort de l'administration financière extraordinaire. Le produit de l'emprunt fut ainsi, après passage à la Trésorerie et remise « d'une obligation signée du trésorier, de l'intendant et du général commandant de la province » à chacun des prêteurs, « mis à la disposition de la junte... et versé en majeure partie dans la caisse du receveur de la junte ». La Trésorerie dut employer le produit de la vente des bronzes, soufres et papiers « en achats de blé pour la réserve et de vin pour les hôpitaux », ce qui était de la compétence de la junte.

En dépit des ressources que la Trésorerie dut ainsi consacrer, plus ou moins directement, aux dépenses de l'armée, on ne put jamais faire face qu'au plus nécessaire. Les officiers et soldats ne touchèrent leur solde que très exceptionnellement, et leurs vêtements étaient délabrés² ;

1. Ce point de vue est nettement marqué dans le passage du Résumé historique des opérations que nous avons cité plus haut sur la saisie de l'héritage Botter ; par l'arrêté du 22 octobre 1809 (*Diario* du 25) sur la saisie du dépôt de la Maison de la Miséricorde ; par les considérants de l'arrêté du 3 août 1809 (*Diario* du 4), etc.

2. Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 1625 ; à Berthier, 14 novembre 1809, *ibid.* ; à Clarke, même date, Arch. G.

mais du moins les malades et les blessés purent être soignés, et les militaires reçurent, sinon tout à fait la ration réglementaire, du moins de quoi se nourrir. « On tirait... des réserves que l'on avait en huile, en viande salée, pour faire des distributions au soldat, quand la pénurie paraissait se faire trop sentir : les distributions de pain ont toujours été régulières et bonnes ; à la vérité la ration n'était que de vingt-deux onces, mais elle était suppléée par une once de riz. L'indemnité au soldat allait à plus de neuf sous, quand il n'avait pas le vin en nature ; ainsi il pouvait se procurer une nourriture peu délicate à la vérité, mais suffisante à sa santé ». Nous pouvons supposer que le « service espagnol » devait se faire aussi par à peu près ; et il est un fait certain, c'est que l'Ayuntamiento était toujours à court d'argent, en dépit du dixième des droits de portes qui lui était attribué, du produit des adjudications des étaux de bouchers et du droit sur les moutures qui lui revenaient¹.

Aussi les Barcelonais et beaucoup de Français pensaient-ils que l'argent était mal employé et détourné de son but. Après avoir dressé, vers mars 1810, son « Tableau approximatif et raisonné des finances, ressources et dépenses de Barcelone par mois pendant les derniers mois de l'année 1809² », Duhesme devait conclure ainsi : « Ce tableau est pour répondre à ces Thersites d'armée, qui, toujours la calomnie sur les lèvres, se demandent

1. Duhesme à l'Ayuntamiento, 9 juin 1809, et arrêté annexe, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809. Le registre d'Acuerdos de 1809 atteste le perpétuel manque d'argent. Voici un exemple entre cent : la municipalité avait reçu en juin la charge de pourvoir à l'éclairage des rues, jusque-là à la charge de la junte générale ; la municipalité demande à la junte, le 24 juin 1809, (of. exped.) qu'on lui fournisse les fonds correspondant à cette nouvelle dépense, et allègue sa misère. La junte reconnaît qu'en droit elle devrait fournir les fonds, mais déclare qu'elle n'a pas le nécessaire « pour suffire, non seulement aux objets qui sont moins analogues à son institution, mais même aux plus urgents et de première nécessité... » (L'intendant Claret à l'Ayuntamiento, 8 juillet 1809, of. recib., 1809).

2. En annexe au Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809.)

sans cesse ce que l'on fait de toutes les contributions, ne cherchent qu'à abreuver les chefs de dégoûts et d'humiliants soupçons. » On accusait couramment tous ceux qui maniaient l'argent ou en disposaient d'en garder une partie pour eux.

En ce qui concerne les subalternes des administrations financières, le reproche était peut-être fondé; et on est tout porté à admettre comme un fait historique incontestable la malhonnêteté des agents financiers du gouvernement militaire improvisé, quand on se rappelle dans quelles circonstances ils exerçaient leur gestion : ils vivaient une vie difficile et violente, dans une période troublée et dans une grande ville riche en tentations. La comptabilité était soustraite à tout contrôle sérieux, à tout examen approfondi, à toute règle salubre. Certaines pratiques, comme les saisies, les ventes de meubles et d'effets, l'emploi des garnisaires, pouvaient se prêter à des arrangements, à des transactions faciles. Mais il est difficile de rien établir scientifiquement, et l'absence d'enquête approfondie sur les faits signalés doit mettre en garde contre toute conclusion positive sur les exactions ou dilapidations des agents financiers du gouvernement improvisé¹.

1. Pour Ferrer il n'y a point de doute : et cet auteur présente presque toujours la perception des droits régulièrement établis par des arrêtés que nous connaissons comme un vol des agents de perception, ce qui indique qu'on ne peut évidemment faire grand fond sur les allégations de ce genre qu'on trouve dans la *Barcel. caut.*, (t. I^{er}, p. 323-324, 432; t. III, p. 65-66, 121, 137-138, 244-245, etc.). Les accusations courantes à Barcelone contre les agents financiers, surtout contre Raynal, commissaire près le receveur des contributions, Vernay père, directeur de la contribution des maisons, Ollivier, administrateur des biens des absents, antérieurement président de la Commission des émigrés, ses auxiliaires Vignes et Lachaise, contre le régidor Ferrater, etc., sont enregistrées dans les documents suivants : Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6354; Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne depuis le mois de février 1808, *ibid.*, F⁷ 6352; Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, Arch. nat., AFIV 1625; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316, etc. Il y a là un accord qui frappe à première vue. Mais les documents ne citent pas assez de faits précis (sauf en ce qui concerne Ollivier) et ne s'en prennent pas toujours

En ce qui concerne les chefs militaires, on les accusa beaucoup et on enquêta plus sérieusement contre eux, mais presque exclusivement à propos des actes et recettes de la police. Les rares accusations qu'on porta contre Duhesme et contre Augier à propos de leur gestion des finances proprement dites tournèrent à leur avantage¹. En tout cas, Duhesme était prêt à rendre compte, de façon très satisfaisante pour un soldat peu technicien, de

d'ailleurs aux mêmes personnes. Carrion-Nisas n'a point connu directement les faits, n'a point enquêté personnellement et ne fait que répéter les propos courants : Blondel n'accuse guère avec précision que les agents des douanes et Ferrater ; contre les agents financiers en général, dont il n'accuse nommément aucun, il ne produit que des insinuations. Quant au Petit dictionnaire, voici deux exemples de ses renseignements : « *Raynal*,... il est soupçonné d'avoir traité avec les contribuables au sujet de délais à accorder et d'avoir tiré parti du placement des garnisaires qui étaient à sa disposition. » — « *Vernay père*,... il est accusé d'avoir établi dans les bureaux la vénalité publique des expéditions ; cet homme doit rester neutre... » Le Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811) reproduit des on-dit et des accusations, mais montre bien aussi que la Commission ne fit aucune recherche sérieuse sur les agents financiers, tandis qu'elle poussa sérieusement son enquête sur les agissements de la police. Raynal fut quelque peu inquiété pour ses transactions avec les contribuables arriérés, mais, dit Pelletier, « n'ayant rien de positif sur cette affaire, la Commission n'a pu y donner de suite ». La Commission n'examina avec quelque soin que ce qui était relatif aux biens des absents et à la gestion d'Ollivier, et encore n'alla-t-elle pas jusqu'au bout. Le caractère tout à fait superficiel de l'enquête sur les finances ressort d'ailleurs clairement des Renseignements sur Barcelone, rédigés d'après les papiers de la Commission administrative (voir *appendices A et B*).

Il y a contre les agents financiers surtout des présomptions « morales » : ils étaient mal recrutés ; la vie leur était difficile ; Barcelone avait plusieurs tripots et probablement beaucoup de femmes de mauvaise vie ; il n'y avait pas de surveillance sérieuse exercée sur les manieurs de deniers ; il s'agit quelquefois de faits qu'on peut croire faciles à constater, donc pour lesquels l'opinion publique est une sorte de preuve, etc. Je crois qu'il serait contraire à toute saine critique d'accepter pour cela les allégations des documents cités plus haut, alors qu'elles ne reposent point sur des enquêtes ; et il serait encore plus anti-rationnel d'accepter en bloc les accusations contre tout le personnel, tout en déclarant qu'on ne peut garantir leur exactitude en ce qui concerne chaque cas particulier. Il y avait à Barcelone un état d'esprit tel, que toute accusation de malversation trouvait d'abord créance. J'ai étudié minutieusement tous les documents relatifs à cet ordre de faits, et le résultat de cette étude approfondie est beaucoup moins positif que ne l'eût été celui d'une lecture superficielle, et d'une prise de notes sommaires. Ce qui importe en somme, c'est qu'à Barcelone l'état d'esprit ordinaire était hostile aux agents financiers et qu'on les accusait couramment de friponneries. Là-dessus il n'y a aucun doute possible.

1. Voir, pour ceci, chapitre VII, section III, et *appendice A*.

l'emploi des fonds levés par voie d'impôt. A son point de vue de général mettant au premier plan les nécessités militaires, il avait fait pour le mieux.

IX

Dans l'Ampurdan, pays mal soumis et à demi désert, le commissaire royal se livra de son côté à des tentatives d'organisation financière¹. Les résultats étant trop maigres pour valoir qu'on s'y intéressât, les Français ne s'occupèrent guère d'abord des actes de Garriga; libre de ses mouvements, le commissaire voulut procéder régulièrement. Il essaya donc de remettre en vigueur les différentes branches des revenus ordinaires, cadastre, *Real patrimonio*, prélèvements sur les dîmes, douanes et rentes unies. Il ne répugna même point à l'emploi d'une mesure, qui cadrerait avec les plans du roi Joseph : dès son arrivée il séquestra à Figuières les biens des absents, et fit percevoir les loyers des immeubles qui leur appartenaient, quand il trouva des locataires. Toutefois le grand effort de Garriga fut consacré à l'organisation des douanes, ce qui était indiqué dans un pays frontière : des douaniers furent recrutés, un bureau organisé à Figuières, et la perception des droits normaux fut rétablie en principe en juillet 1809.

Mais les tentatives de Garriga se heurtaient à de grandes difficultés matérielles : pendant des mois entiers, certaines

1. Nous ne connaissons guère en somme les actes administratifs de Garriga que par deux documents, qui résument les travaux de la Commission administrative, et sont rédigés l'un et l'autre d'après ses papiers (perdus pour nous) ; l'un de ces documents est le Compte-rendu par Pelletier (Arch. G., 14 février 1811) déjà fréquemment cité ; l'autre fut rédigé par le chef des bureaux du gouvernement de Catalogne Lautrec (Renseignements sur Barcelone, H^e partie, Arch. nat., F⁷ 6534). Le premier document est le plus détaillé ; le second le confirme d'ailleurs sur les points essentiels. Nous renvoyons donc à ces deux documents, pour toute cette section ix, en nous bornant à référencier spécialement les détails pris ailleurs.

branches de recettes ne rendirent absolument rien. Le *Real patrimonio*, les rentes unies ne rapportèrent pas un maravédis d'août à octobre 1809. Les prélèvements sur les dîmes, après avoir produit 1165 pesetas en mars, 1535 en avril, ne rendirent plus pendant les onze mois qui suivirent que 50 pesetas, perçues en août 1809. Le cadastre ne rapporta rien avant février 1810. L'administration des biens des absents valut à la caisse du commissaire royal 993 pesetas en treize mois. Et, au total, du 1^{er} mars 1809 au 25 mars 1810, le commissaire royal présida au recouvrement de 204.682 pesetas, dont plus de moitié (104.170 pes.) fournie par les douanes¹.

Les douanes elles-mêmes, auxquelles Garriga avait donné tous ses soins, furent, paraît-il, singulièrement recrutées : « il s'y introduisit un certain nombre de fripons qui absorbèrent une grande partie des ressources » ; les douaniers laissaient circuler librement les denrées coloniales, contrairement aux décrets impériaux et aux instructions de l'ordonnateur Rey : et, quand le bayle d'un bourg soumis informait Garriga « qu'il était débarqué à l'étang de Pals douze quintaux de sucre et de cacao de Caracas », le commissaire royal se contentait de répondre qu'il fallait « faire arrêter à l'avenir toutes les marchandises qui débarquaient sans certificat d'origine, de manière que, ce qui était fait, on ne devait plus en parler ». Le chef-d'œuvre de Garriga, en matière douanière, fut de dénoncer au gouvernement français l'existence en Cerdagne d'une « compagnie » qui aurait fait passer aux insurgés des bestiaux, des grains et des

1. D'après l'État des recettes faites par M. Garriga, commissaire royal de S. M. C. en Catalogne, depuis le 1^{er} mars 1809 jusqu'au 25 mars 1810, en annexe au Compte-rendu par Pelletier. Voici, sans y comprendre 4.706 pesetas de cadastre, les chiffres globaux des recettes mensuelles, en pesetas : Mars 1809, 1.853 pesetas ; avril, 2.628 ; mai, 5.712 ; juin, 884 ; juillet, 2.023 ; août, 8.098 ; septembre, 298 ; octobre, 53.478 ; novembre, 11.310 ; décembre, 15.486 ; janvier 1810, 13.821 ; février, 71.846 ; mars, 12.530. Le gros chiffre d'octobre 1809 n'est obtenu que par les douanes. A partir de novembre, les autres branches de revenus sont en progrès :

vins¹. Un mois après, un décret impérial défendit purement et simplement l'exportation des denrées alimentaires à destination de l'Espagne². Le décret de Napoléon fut aussitôt appliqué dans les Pyrénées-Orientales, et le directeur des douanes fit arrêter à la frontière les voitures des cantiniers qui portaient des vivres de Perpignan à Figuières. Augereau, mis au courant, écrivit immédiatement au directeur des douanes pour lui expliquer que cette mesure ne nuisait qu'à l'armée³. Le directeur consentit à suspendre l'exécution du décret entre Bellegarde et la mer; il fut approuvé par le ministre des Finances, que Clarke avait mis au courant. Mais Augereau avait profité de l'occasion pour écrire au ministre ce qu'il pensait du commissaire royal, que le maréchal accusait de « caprices », de « vexations », et de « friponneries ». (Le maréchal voyait partout des fripons.) Dans un pays où il n'y avait plus d'habitants, écrivait Augereau, la restauration des rentes unies était une niaiserie; et le seul résultat en était d'augmenter le prix du tabac et du vin pour les soldats⁴.

Quand, plus tard, on examina la gestion financière de Garriga, on constata que sa comptabilité n'était pas soignée, et que l'argent n'avait guère servi à l'armée impériale. Le commissaire royal avait pu, avec les fonds recouvrés, se donner un traitement, payer le corrégidor, quelques employés, ses douaniers et les singuliers gendarmes qu'il

1. Gaudin à Clarke, 27 décembre 1809, Arch. G.

2. Il y avait eu, dès le 28 août 1808, un rapport approuvé par l'Empereur qui défendait en termes généraux l'exportation pour l'Espagne de « tous les objets qui pourraient être utiles aux rebelles, soit comme subsistances, soit comme munitions de guerre ». Arch. nat., AFiv plaq. 2366. Mais le nouveau décret impérial, de Fontainebleau, 29 octobre (Arch. nat., AFiv plaq. 3072), ne souffrait plus d'exception.

3. L'ordonnateur Rey à Augereau, Figuières, 5 décembre 1809, Arch. G.; Augereau au directeur des douanes des Pyrénées-Orientales, Fornells, 6 décembre 1809, *ibid.*

4. Augereau à Clarke, Fornells, 6 décembre 1809, Arch. G.; l'ordonnateur Rey à Augereau, Figuières, 11 décembre 1809, *ibid.*; Gaudin à Clarke, 27 décembre 1809, *ibid.*

avait recrutés. Il avait, de plus, fait au chef d'état-major Rey et probablement à d'autres généraux un traitement extraordinaire au nom de Sa Majesté Catholique¹. La machine financière montée par le commissaire royal avait donné un faible résultat. Il n'y avait pas à s'en étonner : elle avait fonctionné à vide ou à peu près. Il avait manqué à Garriga pendant la plus grande durée de son action ce que Duhesme avait eu du moins à Barcelone, des contribuables à imposer.

X

En dépit de quelques efforts partiels et décousus, malgré les avertissements des économistes et des théoriciens de la science financière, la dynastie des Bourbons n'avait pas su ou pas pu établir dans son royaume de bonnes institutions de finances. L'Espagne aurait certes beaucoup gagné à connaître le système régulier de l'Empire, à avoir comme la France des impôts simples et assez sagement répartis, un budget à peu près équilibré, une banque solide et prudente, des agents méthodiques et très surveillés pour les services des recettes et des dépenses. Même dans les circonstances très particulières où les Français s'étaient installés en Espagne, il y aurait eu quelque habileté politique à tenter de faire connaître par la pratique aux peuples de la péninsule le système financier français. Une sincère

1. État des dépenses du commissaire royal, en annexe au Compte-rendu par Pelleitier : « M. Garriga, 27.869 pesetas ; douanes, 7.949 pes. ; Puig, corrégidor, 8.542 pes. ; gouvernement, 8.220 pes. ; gendarmerie, 55.184 pes. ; extraordinaire (?), 54.428 pesetas. » Le texte du Compte-rendu nous apprend que, dans cet « extraordinaire », il faut comprendre un traitement mensuel de 1.500 pesetas au général Rey, mais ne donne point d'autre explication. D'autre part, il y a un excédent de 42.520 pesetas, dû probablement à la très forte recette de février. Nous ne savons comment il fut employé. On le trouva peut-être encore en grande partie dans la caisse de Garriga quand Augereau réorganisa ou crut réorganiser les services financiers, en exécution du décret impérial de février 1810.

tentative de « régénération » eût été particulièrement justifiée et nécessaire en matière fiscale ; une province laborieuse, active et vivante eût été, dans des circonstances ordinaires, un bon champ d'expérience, et ses habitants eussent été qualifiés pour apprécier tout particulièrement les réformes qu'on eût pu tenter dans la matière, si on eût été à même de procéder régulièrement.

Même dans une situation anormale, on eût peut-être pu trouver les Catalans prêts à comprendre une tentative d'organisation financière, au moins à Barcelone, dans la classe des producteurs, des négociants, des armateurs. Si l'on avait eu à sa disposition du temps, des avances de fonds, des hommes compétents, on eût pu essayer de renverser et de reconstruire sur de nouvelles bases et sur un nouveau plan l'édifice financier, en s'efforçant de libérer avant tout la production industrielle et l'activité commerciale des entraves qui les gênaient, en visant à favoriser la vie économique de ce pays essentiellement « mercantile ».

Ni les circonstances ni les procédés impériaux en pays militairement occupé n'avaient permis qu'il en fût ainsi : il n'avait point été question de réformes rationnelles et nul parmi les Français n'était en situation de s'en occuper. L'arrivée des troupes françaises à Barcelone avait suspendu la vie économique ; puis il avait fallu nourrir aux dépens des caisses locales les soldats installés dans la capitale ; les impôts, soustraits à leur utilisation normale, n'avaient plus servi qu'à nourrir les « intrus ». Enfin ceux-ci s'étaient peu à peu ingérés dans les services financiers, avaient fixé des chiffres, imposé des mesures de rigueur. Ils n'avaient point été, il est vrai, les inventeurs de la contribution sur les habitants aisés, c'est-à-dire du procédé fiscal le plus caractéristique mis en œuvre pour tirer l'argent du pays. Mais ils avaient ajouté d'autres ressources extraordinaires à cette contribution, et ils avaient recouvré cette dernière sans souci de ménagements au moins appa-

rents : les fonds n'étaient rentrés dans les caisses que par des menaces, et la junte avait toujours eu soin, dans ses avis aux contribuables, de rappeler que le but des recouvrements était de « nourrir les troupes françaises ».

Le premier impôt avait d'ailleurs été réparti hâtivement, sur des données incertaines. Quand on avait essayé de recourir aux ressources normales, on n'avait pu en tirer assez, et il avait fallu, tout en détournant ces ressources de leur affectation ordinaire, continuer à employer les contributions extraordinaires, les menaces, les rigueurs, les expédients. Les Français s'étaient ainsi montrés aux envahis comme des besogneux et des rapaces ; ils étaient arrivés en se présentant comme des hôtes et des alliés ; ils avaient bientôt donné aux Barcelonais l'impression qu'ils s'entendaient surtout à extorquer de l'argent, à dépouiller petit à petit de leur fortune ou de leurs économies les gens riches ou les laborieux.

Privés de tout subside impérial, les généraux n'avaient point eu la faculté d'agir autrement qu'ils ne l'avaient fait ; ils avaient dû imposer des réquisitions, lever des contributions, procéder à des razzias dans la province. Barcelone, obligée d'entretenir à ses frais un petit corps d'armée, avait particulièrement souffert des rudes procédés fiscaux des Français, légitimes aux yeux des généraux, qui devaient faire passer au premier plan les nécessités de la guerre. Mais les Catalans ne pouvaient naturellement adopter ce point de vue : le régime de la fiscalité militaire leur avait donné de nouveaux motifs de résistance ; il avait suscité de nouvelles colères, de nouvelles plaintes et de nouveaux griefs.

CHAPITRE VI

LES MESURES DE SURETÉ ET LA POLICE DU GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Absence en Catalogne d'une police organisée avant 1808 ; les tribunaux et les municipalités s'en partagent les attributions. Création, à la demande de Duhesme, d'une junte de police ; inutilité de cette junte. Adjonction d'un représentant de l'autorité militaire française. Choix de Casanova par le général Lechi. Caractère attribué à Casanova par les contemporains. — II. Casanova nommé commissaire général. Organisation d'une véritable police. Revenus de cette administration. Lechi en est le chef suprême, et prend pendant le siège de 1808 les mesures de sûreté nécessaires. La crainte des conspirations. Encouragements à la sortie des pauvres ; réglementation sur les vivres. Menaces et système de terreur. Les arrestations du mois de décembre 1808. — III. Les abus de la police : extorsions d'argent, mise à rançon des habitants incarcérés, etc. Emploi de l'argent ainsi obtenu. L'affaire Canton. Disparition ou intimidation des témoins. Enquête prescrite par Duhesme : son attitude approuvée par Gouvion-Saint-Cyr. Maintien de Casanova à la tête de la police. — IV. Saint-Cyr et la police. Léger adoucissement du régime politique (décembre 1808-janvier 1809). Accroissement des pouvoirs de Casanova et des revenus de la police. Empiètements sur les attributions de l'Ayuntamiento et des tribunaux. Retours momentanés au système de la terreur. Éloge de Casanova par Lechi. — V. La conspiration avortée de mars 1809, sa reprise en mai. Découverte du complot et mesures de vigilance. Perquisitions et arrestations. Arrêté rigoureux de Duhesme contre les auteurs de troubles et sur la police des églises. Jugement des chefs des conjurés ; leur exécution. Tentative du 3 juin. Nouvelles arrestations et nouvelles exécutions. Les martyrs. — VI. Casanova devient le collaborateur universel de Duhesme et la première autorité de Barcelone après le général. Tranquillité de la ville à partir de 1809 : mesures contre les moines, contre les sujets impériaux, contre les non-domiciliés. La police militaire dans la banlieue : les colonnes mobiles. Les primes distribuées aux soldats ; les amendes levées

sur les communes. — VII. Les procédés employés en rase campagne. Création d'une gendarmerie par Garriga. Le recrutement et les exploits des gendarmes du commissaire royal. Les vues du duc de Feltre sur les moyens de ramener la tranquillité en Catalogne : gardes nationales et colonnes mobiles. Les proclamations d'Augereau ; leur effet. Les procédés rigoureux du maréchal. — VIII. Effet produit sur les Catalans par les procédés d'Augereau et la police de Duhesme. Le « brigandage organisé ».

I

Avant 1808, la Catalogne n'avait jamais eu de véritable police. Il va sans dire que les fonctions confiées ailleurs à cet organisme étaient également exercées dans la province : mais elles ne l'étaient qu'à titre d'attributions secondaires des autorités d'ordre administratif ou judiciaire, entre lesquelles il n'y avait d'ailleurs point en principe, on l'a déjà vu, de démarcation absolue ¹. Il n'existait donc en Catalogne rien d'analogue soit à la police et à la gendarmerie impériales, soit même à la maréchaussée instituée en France dès le ^{xvii}e siècle. La voirie, la surveillance des fêtes, des théâtres, des marchés, du commerce de détail, la police sanitaire enfin étaient, dans les villes, confiées aux ayuntamientos et aux corrégidors qui présidaient ces corps ² ; la police judiciaire ressortissait naturellement aux tribunaux ; ceux-ci veillaient aussi par leurs officiers au maintien de l'ordre, à l'exécution des édits, poursuivaient les auteurs ou colporteurs d'écrits séditieux, prévenaient les complots ou les manœuvres dangereuses pour la tranquillité publique. Le même rôle était dévolu dans les campagnes aux bayles et aux alcades leurs assesseurs ³. Les tribunaux n'étaient natu-

1. Pi y Arimon, *Barcelona antigua y moderna*, t. I^{er}, p. 122. Cf. chapitre premier, section II.

2. L'Ayuntamiento à Duhesme, Barcelone, 1^{er} mai 1809, Arch. mun. Barcelone, of. exped., 1809.

3. Pi y Arimon, t. I^{er}, p. 122, 189-193.

rellement que des émanations de l'autorité royale, et nous avons de plus indiqué que les autorités administratives en avaient la présidence honoraire et la direction réelle, en ce qui touchait au gouvernement ¹. Il n'en est pas moins vrai qu'en fait la police n'existait point comme corps de fonctionnaires spécialisés, hiérarchisés, et en relations constantes avec le pouvoir central. D'autre part le gouvernement pouvait, cela va sans dire, se faire renseigner par des émissaires ordinaires ou occasionnels ; mais il ne donnait point à ceux-ci un caractère officiel et reconnu. Il pouvait avoir des mouches, il n'avait point de policiers.

Même à Barcelone, ville populeuse et cosmopolite, où il y avait par conséquent lieu d'assurer l'ordre par des moyens spéciaux, le gouvernement monarchique ne s'était nullement départi de son principe de laisser la police aux autorités administratives ou judiciaires. La cédula royale de Charles III qui avait, en 1769, créé dans l'Audience une chambre criminelle spéciale ², avait seulement spécifié que chacun des cinq alcades qui siégeaient dans cette chambre (*alcaldes del crimen*) veillerait à la police d'un des cinq arrondissements (*cuarteles*) de la ville : chaque alcade aurait, pour l'aider dans cette tâche, des huissiers ou alguazils, et de plus huit alcades de quartier (*alcaldes de barrios*), qui seraient élus chaque année par les habitants notables du quartier, réunis et sans doute guidés par l'alcade de la chambre criminelle. C'était consacrer en somme le caractère à la fois judiciaire et municipal des fonctions de police dans la ville et donner simplement aux juges de l'Audience des auxiliaires destinés à les aider dans le détail de leurs attributions locales ; les ordres ou décisions des *alcaldes del crimen* procédant iso-

1. Voir chapitre premier, section II. L'organisation judiciaire n'a subi de remaniements qu'à partir de mars 1810.

2. Dite *Real Sala del Crimen*.

lément étaient par nature des jugements écrits ou verbaux, non point des injonctions administratives ¹. C'était là une institution semi-patriarcale, bien appropriée à la bonhomie et à la familiarité ordinaires des mœurs du pays ; et, si la police ainsi entendue ne donnait point au pouvoir central ou local des moyens d'action bien efficaces, elle avait en revanche le réel avantage de ne point être aussi vexatoire et aussi gênante pour la population que la police à la française.

Mais ce système de police, qui pouvait paraître très suffisant aux habitants et même aux représentants en Catalogne d'une monarchie maintenant acceptée par les Barcelonais, ne pouvait plus convenir aux nouveaux détenteurs de l'autorité réelle, qu'on détestait comme des fourbes et des envahisseurs. Jusqu'au mois de juin, Duhesme et le commandant de la ville Lechi purent se contenter des rapports et renseignements que leur fournissaient à prix d'or quelques obscurs informateurs ². Mais, quand l'insurrection éclata, Duhesme sentit bien vite le besoin d'avoir mieux à son service. Il n'hésitait point à faire passer devant une commission militaire les agitateurs ou embaucheurs, et à imposer ainsi aux habitants une juridiction et un code exceptionnels ³ ; il devait naturellement regarder comme aussi légitime de faire surveiller et contenir la population par une force spéciale et

1. Sur tout ceci, Pi y Arimon, t. I^{er}, p. 489-493 et 615 ; cf. l'Ayuntamiento à l'Audience, 7 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808. (Protestation contre l'assertion de Duhesme qu'il n'y a point de police à Barcelone, et explication du système des *Alcaldes del Crimen* et de *Barrios*).

2. Nous en avons quelques exemples : rapport anonyme du 25 février 1808, Arch. nat., AFIV 1605 ; rapport remis à Duhesme le 29 février 1808, *ibid.* ; Rapport sur l'esprit public de la ville de Barcelone et du reste de la Catalogne du 40 jusqu'au 20 mai, Arch. G., 20 mai 1808, etc. Dans le Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois, Arch. G. (28 juillet 1810), il est porté aux dépenses 42.800 francs pour frais de courriers, de marine et frais secrets en mars, avril, mai et juin.

3. Voir chapitre II, section VI.

uniquement dévouée aux intérêts des Français. Duhesme redoutait fort une entente entre « l'immense canaille de Barcelone » et les Anglais de la croisière ou les insurgés du dehors ; cette foule anonyme d'artisans sans travail, de marins inoccupés, de mendiants et de vagabonds, qui s'attroupaient à toute occasion dans les grandes rues, l'inquiétait autant que les miquelets ¹. Le général n'avait pleine confiance dans aucun des fonctionnaires espagnols, dans aucun des habitants, et n'avait en somme d'autre moyen d'action que l'emploi des soldats.

Sans doute les patrouilles suffisaient à disperser les attroupements, à « écraser les scélérats », et même à arrêter les « perturbateurs » manifestes et les séditieux maladroits. Mais elles ne pouvaient que réprimer et non prévenir ; elles ne pouvaient rétablir la circulation sur la Rambla ou la muraille de mer que par les moyens violents : elles ne pouvaient procéder discrètement à la recherche des prétendus « agents des Anglais », à l'existence desquels Duhesme croyait sans doute sincèrement ². Pour tout cela il eût fallu des policiers expérimentés et spécialistes. Dès le 1^{er} juin, rendant compte des intrigues de quelques meneurs, Duhesme écrivait : « La police de Barcelone est si mal montée que depuis dix jours on n'a pas pu arrêter deux de ces agents, quoique je les aie très bien signalés ». Et, quelques jours après, Duhesme revenait sur ce sujet : « Il me faudrait à Barcelone une police montée comme à Lyon. Mais cela coûterait beau-

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} juin 1808, Arch. G. ; Résumé des opérations militaires, décembre 1808, Arch. nat., AFiv 1621 : « On a vu avec beaucoup d'inquiétude à Barcelone un grand nombre de figures étrangères, et la canaille de cette ville est si stupide, qu'elle disait ouvertement que les paysans allaient s'emparer du fort Montjoui... Il paraît que les Anglais espéraient opérer un soulèvement dans la ville... » Cf. Duhesme à Berthier, sous Gironne, 12 août 1808, Arch. G. ; le même au même, Barcelone, 19 novembre 1808, *ibid.* : « Ce qui me donne ici le plus d'embarras, c'est cette grande populace... »

2. Voir chapitre II, section v et vi ; plus spécialement les ordres du jour des 1^{er} et 3 juin 1808, dans le *Diario de Barcelona*, nos du 2 et du 5.

coup et je n'ose prendre sur moi d'augmenter les frais secrets indispensables que j'ai faits jusqu'alors ¹. »

Invité à organiser une police efficace, Ezpeleta donna à Duhesme une apparente satisfaction en formant une petite junta de trois juges de l'Audience ; cette junta ne fit rien et ne voulut rien faire ². Devant l'inaction de cette sorte de comité, Duhesme témoigna son mécontentement au capitaine-général, en constatant que les mendiants continuaient à rôder dans les rues, qu'on tenait des réunions hostiles aux Français, et que les juges laissaient les « factieux » intriguer impunément. Il demandait au moins qu'on fit entrer dans la junta quelques régidors qui, connaissant mieux la ville et ses habitants, auraient peut-être plus d'action ³. L'Ayuntamiento répondit aux propositions qu'on lui fit à ce sujet en termes mesurés, mais assez fermes, et termina sa réponse par un refus formel. Feignant de ne point comprendre le véritable but des propositions de Duhesme et faisant peut-être une allusion aux condamnations capitales déjà prononcées par les commissions militaires, l'assemblée municipale rappelait les fonctions régulièrement dévolues aux alcades de la chambre criminelle, et indiquait qu'il n'y avait qu'à s'adresser à leur juridiction pour les faits qu'on croirait devoir poursuivre : « Et si ces affaires sont expédiées par la chambre criminelle, elles le seront par un corps qui est composé de membres assez compétents pour que les habitants ne puissent se plaindre avec raison d'être jugés d'une autre

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 1^{er} et 6 juin 1808, Arch. G. Duhesme avait commandé à Lyon de 1801 à 1805. (Arch. adm. de la G., dossier de Duhesme.)

2. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 135-136 ; cf. les textes cités à la note suivante.

3. Duhesme au comte d'Ezpeleta. Barcelone, 4 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808, avec propositions en annexe : en termes enveloppés, elles reviennent à demander aux régidors de faire l'office de policiers. Ferrer signale (*Barcel. caut.*, t. 1^{er}, p. 209-211), pour le début de juillet 1808, des réunions nocturnes et des intrigues de quelques régidors.

façon qu'on ne doit le faire en vertu des privilèges et *fueros* dont le gouvernement français a tant de fois garanti le maintien ; par un corps qui remplit ses fonctions avec zèle et qui a déjà pour lui la faveur de l'opinion générale ¹. »

Duhesme se résigna à se contenter encore d'une junte formée de juges de l'Audience, mais en exigeant du capitaine-général qu'elle comprît désormais un représentant de l'autorité militaire française. La junte signalerait les habitants à arrêter, placerait des personnes honorables aux portes de la ville pour rendre compte des entrants et des sortants, surveillerait les cafés, les auberges, les réunions de toute nature. L'édit rendu par le capitaine-général se terminait ainsi : « On promet toute sécurité aux membres de la junte pour qu'ils puissent procéder avec l'activité nécessaire, et dans ce but il leur sera donné toute l'aide qu'ils demanderont ². »

La junte de police réorganisée montra quelque bonne volonté, mais ne fit pas en somme grand'chose d'efficace, tant que les chefs impériaux n'eurent point trouvé celui qui devait les y représenter ; et Duhesme partit pour son expédition sur Girone sans avoir fait choix de personne. Ce fut donc encore sans le concours d'aucun Catalan qu'on procéda à l'organisation des transports, aux perquisitions et recherches d'armes dans les maisons et couvents, et Lechi n'employa pour cela que ses Napolitains ou ses vélites, qui obtinrent des résultats, mais sans dépenser beaucoup d'habileté ³. Enfin, dans la deuxième quinzaine

1. L'Ayuntamiento à l'Audience, Barcelone, 7 et 8 juillet 1808, Arch. mun. Barcel., Representaciones, 1808.

2. Edit du comte d'Ezpeleta, Barcelone, 11 juillet 1808, dans le *Diario* du 13. Le texte mentionne au début que les dispositions de l'édit ont été indiquées par Duhesme au capitaine-général. Sur tout ce paragraphe, cf. chapitre III, section iv.

3. Sur tout ceci (et pour la date approximative de l'entrée de Casanova au service des Français), voir chapitre III, section v, et les textes qui y sont cités en note.

de juillet, le vice-consul de France Molin indiqua à Lechi l'homme qu'il fallait employer à créer une police sérieuse ; « ce fut un présent bien funeste, et dont la ville de Barcelone se ressouviendra longtemps ¹ ».

Cet homme était un nommé Ramon Casanova, avocat devenu agent d'affaires à Barcelone, et qui avait, d'après Ferrer, « moins de fortune que de coquinerie ² ». Les débuts de ce personnage furent modestes : il se contenta d'abord de recruter un personnel d'agents secrets, de siéger dans la junte et d'y menacer de la potence un comparaisant coupable d'avoir mal parlé des Français ³ : si, comme le dit un document postérieur de plus de deux ans, Casanova « présida aux arrestations » des otages pris par Lechi le 1^{er} août, ce fut sans se faire voir ⁴. Toutefois, en acceptant de représenter l'autorité militaire près de la junte de police, l'agent d'affaires s'était compromis, et avait révélé publiquement « l'adhésion aux Français qu'il cachait depuis des années dans sa vile poitrine ⁵ ». Son parti une fois pris, Casanova allait s'élever rapidement à un rôle de premier plan.

Casanova « avait un caractère très prononcé, beaucoup

1. Renseignements sur Barcelone (de Lautrec), Arch. nat., F⁷6554 ; Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811.)

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 267 ; Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, Arch. nat., F⁷6352 ; d'après ce document Casanova avait environ cinquante-deux ans.

3. Ferrer, *ibid.* ; Renseignements sur Barcelone (pour le recrutement des agents secrets).

4. « Le 1^{er} août 1808 fut signalé par l'ordre d'incarcération que Casanova donna contre dix-sept individus... » Renseignements sur Barcelone. Il est possible que Casanova ait conseillé la mesure et indiqué les gens à arrêter. Mais on ne le sut pas à Barcelone, car Ferrer, la véritable gazette de la ville, n'en dit pas un mot, et il n'eût pas manqué de remarquer le rôle de Casanova, dont il avait déjà parlé à propos du 30 juillet. D'autre part, l'arrêté d'incarcération des otages, Barcelone, 1^{er} août (Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808) est signé de Lechi. Ajoutons qu'aucun autre document n'attribue la mesure à Casanova, et que pourtant Carrion-Nisas, Pelletier, Lautrec, Blondel parlent assez longuement de l'affaire des otages. La responsabilité officielle en revient bien à Lechi.

5. Ferrer, t. I^{er}, p. 267-268.

de talent, d'activité, d'aptitude à maintenir un ordre sévère dans la police, et un dévouement hautement professé pour la cause française ;... il était vigilant, infatigable¹ » ; lié depuis longtemps avec le vice-consul de France, il avait, paraît-il, essayé, lors de l'arrivée des Français, de calmer par ses démarches ses compatriotes mécontents, parce qu'il avait « un désir vif de voir opérer un changement salutaire dans la vieille constitution espagnole² ». Il semble avoir détesté les moines « pour ainsi dire tous intrigants et machinateurs » et les prêtres fanatiques, « qui sont non seulement féroces et insatiables de sang humain, mais encore incapables de remords et dont l'existence est périlleuse pour la société³ ».

L'agent secret de Champagne, qui n'était point parmi les ennemis de Casanova, lui prêtait un caractère souple et agissant, de l'habileté « à trouver des ressources pécuniaires » ; il le dépeignait comme « assez éclairé pour être admirateur de Sa Majesté Impériale et Royale, assez vain pour se croire important et nécessaire à son service, il croira déchoir d'être aux ordres de Sa Majesté Catholique ; d'ailleurs timide, susceptible de s'effrayer aisément, plus clairvoyant sur les moyens de fortune que peut offrir la police administrative et celle de sûreté dans le moment actuel, que sur les moyens de direction qu'elle peut avoir pour l'opinion publique ; toujours parlant de désintéressement personnel..., plus accessible aux faibles dont il est volontiers

1. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, octobre 1810, Arch. nat., AFRv 1625.

2. Renseignements sur Barcelone (début de 1811), Arch. nat., F⁷6554 ; Mémoire pour M. Raymond Casanova, habitant de Barcelone. *ibid.*, (pièce non datée, rédigée par Casanova lorsqu'il eût été incarcéré à Paris ; ce mémoire ne répond pas à une seule des accusations précises portées contre l'auteur, et ne contient que peu de chose sur ses actes ; il y proteste seulement de son dévouement).

3. Mémoire pour M. Raymond Casanova, Arch. nat., F⁷6554 ; *Rapport de Casanova à Duhesme*, le 16 mai 1809, impr., en français et en espagnol, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., France, vol. 643, f^{os} 242-245 ; Blondel à Champagne, Barcelone, 31 mai 1809, *ibid.*, vol. 679, f^{os} 124-125.

le défenseur contre des autorités spoliatrices, sauf à se faire quelquefois payer de sa protection, que juste envers ceux qui avaient autrefois le tort d'être plus puissants ou plus considérés que lui ¹... ». Quant à Duhesme, qui devait pourtant payer la confiance en Casanova qui lui avait été inspirée par Lechi, il ne varia jamais dans ses appréciations sur cet auxiliaire, même au moment où il eût été habile d'en faire un bouc émissaire ; et, tout en se défendant d'avoir eu avec celui-ci des relations intimes comme Lechi, il déclara toujours que Casanova avait été sincèrement dévoué. « Je répète seulement, pour rendre hommage à la vérité, que les torts de cet homme, s'il en a, n'égalent pas ses services, qu'aucun autre Espagnol ne pouvait et ne voulait les rendre ² ». Et le général devait indiquer, dans un autre mémoire et non sans justesse, que les Français n'avaient pas eu le choix des auxiliaires, et que lui-même avait dû s'en remettre au zèle de Casanova et à l'activité de Lechi du soin d'assurer la sûreté de la place : « Que l'on considère l'opinion et le caractère des habitants de cette ville de plus de cent mille âmes ! Et l'on verra si, à moins d'intérêts puissants, on y pouvait trouver des hommes dévoués à espionner les autres ³ ! »

Casanova était peut-être, en effet, dévoué à la cause des Français ; mais nous savons aussi qu'il aimait et recher-

1. Rapport sur Barcelone et les événements de l'année 1808, Arch. des Aff. Etr., Corresp. diplom., Esp., vol. 677, f^{os} 495-525 ; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, *ibid.*, Mém. et Doc., Esp., vol. 240, f^{os} 305-316. On peut avoir quelque peine à admettre qu'un personnage qui montrait tant de rigueur ait été un timide. Je l'admettrais pourtant volontiers ; Casanova peut très bien avoir sévi d'autant plus qu'il était peureux. Et même le crime commis contre Canton (voir plus loin) n'est pas à mon sens en contradiction avec cela. Les criminels ne sont pas toujours des énergiques, et Casanova n'agit pas physiquement selon toute apparence. Ce trait de caractère expliquerait bien que Casanova ait eu à un si haut degré la crainte constante des conspirations.

2. Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810).

3. Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

chait l'argent, qu'il avait une « favorite » qui coûtait cher et à laquelle il ne marchandait point les cadeaux ¹. Il y avait donc du calcul et de l'intérêt personnel dans son adhésion aux Français ; et la confiance que Lechi et Duhesme mirent bientôt en lui dut paraître un coup de fortune à ce quinquagénaire famélique et jouisseur. Il allait justifier cette confiance par d'éclatants services.

II

A son retour de Girone, le 21 août 1808, Duhesme approuva certainement le choix fait par Lechi. Car, huit jours après, le général commandant en chef procéda à une organisation définitive destinée à faire de Casanova le plus sérieux appui du gouvernement ². Toutefois, pour ne point trop scandaliser les habitants, Duhesme maintint en apparence une junte de police ; mais la nouvelle « junte extraordinaire de police » n'avait de l'ancienne que la dénomination. Elle n'allait être, en réalité, qu'une assemblée de policiers, placée sous la présidence du commandant supérieur de la ville et des forts, l'énergique Lechi.

Elle comprendrait, en effet, avec Casanova, nommé

1. Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative (Arch. G., 14 février 1811) ; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554 ; Rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova, Arch. nat., AFIV 1625 ; etc.

2. D'après les Renseignements sur Barcelone, qui concordent en cela avec le Rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova, celui-ci « avait reçu le caractère authentique de commissaire général de la police » par une nomination du général Duhesme du 1^{er} septembre 1808. Ce n'est sans doute qu'un à peu près. D'après l'avis inséré au *Diario de Barcelona* du 4 septembre, l'arrêté organisant la junte sous la direction du commissaire général fut lu à la cérémonie du 28 août ; comme la junte fut présentée à Duhesme ce jour-là, on ne peut guère admettre que Casanova n'eût pas encore reçu sa nomination le 28 août. Nous n'avons pas le texte intégral de cet arrêté réorganisant la police. Le Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) parle de la réorganisation, mais sans donner la date.

commissaire général de police, d'autres habitants « connus pour leurs vertus, leur moralité et leur zèle, et aussi pour les preuves qu'ils auraient données de leur amour pour le bien public ». En réalité, ces habitants vertueux, moraux et zélés, allaient être simplement les subordonnés de Casanova, pourvus du titre de commissaires de surveillance d'arrondissements (*comisarios celadores de cuarteles*). L'avis officieux annonçant cette organisation la justifiait en affirmant que dans la ville, « d'ailleurs pleine de gens de bien », il y avait beaucoup de brouillons et de pervers, et que seule la police pourrait les contenir « avec la fermeté et l'énergie qui sont nécessaires et qui caractérisent cette sorte d'institution ». La junta fut installée solennellement le 18 août à l'Audience par les soins de Lechi, qui présenta ses collaborateurs à Duhesme et affirma dans un beau discours que la police, « avec le concours de tous les bons citoyens de Barcelone, pourrait exterminer les factions¹. » Peu après, l'arrêté de mise en état de siège stipula que « la junta de police créée par les ordres précédents du général en chef » serait « reconnue comme autorité civile² ».

A vrai dire, en informant le public de cette innovation, on semblait lui donner quelques garanties contre l'arbitraire de la police. La junta continuerait à employer les bons offices des alcades d'arrondissement et de quartier ; personne ne serait « arrêté militairement », aucune visite domiciliaire ne serait faite sans l'assentiment préalable de la « junta extraordinaire de police », l'assistance d'un officier espagnol de la place et d'un alcade³. En réalité, ces formalités préalables ne furent guère employées ; pendant quelque temps encore, le gouvernement continua à parler

1. Tout ceci d'après l'avis publié par la police dans le *Diario* du 4 septembre 1808.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 septembre 1808 (dans le *Diario* du 17), art. 6.

3. Avis dans le *Diario* du 4 septembre.

de la prétendue junte de police ; bientôt, il fit comme les Barcelonais et dit tout simplement « la police¹ ».

L'organisation pratique de la nouvelle institution fut vite achevée : le 10 septembre, Casanova fit approuver par Duhesme le choix d'un substitut, d'un secrétaire et de cinq commissaires d'arrondissement, et les Barcelonais en furent informés par voie d'affiche². Le substitut Font y Closas était catalan, le secrétaire général Barreau était français ; quant aux cinq commissaires, quatre étaient catalans : c'étaient Blasco, gendre de Casanova, un certain Sagarra, le tailleur Bernard Las Casas, le clerc de notaire Léopold Pi ; le cinquième était un Français nommé Raymond Dufour. Il était venu tout jeune à Barcelone, y avait gagné sa vie d'abord comme cocher de grande maison, puis comme marchand de poisson au détail dans une boutique de la Rambla. Les Barcelonais ne manquèrent point de s'égayer fort de l'origine de leurs nouveaux magistrats. On recruta aussi des agents, au nombre d'une trentaine ; certains assureraient la surveillance aux portes de la ville, d'autres sur le port et dans les rues, d'autres enfin seraient attachés au commissariat général³.

Commissaires et agents n'eurent d'abord point d'uniforme, et il ne devait leur en être attribué un qu'en février 1809 : à partir de ce mois, le commissaire général put arborer, avec le grand costume noir, le tricorne à plume noire et à ganse d'or, l'épée et la canne ; son secrétaire et son substitut eurent droit au même costume, mais sans

1. Le dernier arrêté employant l'expression de « junte de police » est l'arrêté de Duhesme du 13 octobre 1808, dans le *Diario* du 15.

2. Résumé historique des opérations : Ferrer, t. I^{er}, p. 385-386. Les renseignements qui suivent sur les différents fonctionnaires de la police sont pris, soit dans ce passage de Ferrer, soit dans le Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, Arch. nat., F⁷6352.

3. Le Tableau des employés de la police, Arch. G., 4^{re}-10 janvier 1810, dressé en réalité en 1811, mentionne vingt-trois des agents comme en service depuis l'origine. Or il y avait eu en 1809 deux révocations, et en 1810 plusieurs suivies d'arrestation et de transfert à Paris. (Voir chapitre VII) ; Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6354.)

canne ni plume ; les simples commissaires durent se contenter de l'épée et de la ganse en argent, les agents d'un uniforme bleu avec un sabre. Le commissaire général, en grand ou en petit costume, porterait de plus « une médaille en or, attachée au bout d'un ruban rouge et jaune » ; cette médaille représenterait « d'un côté l'image de la justice appuyée par la force, et de l'autre côté le symbole de la prudence, au milieu duquel sera gravé un œil ¹. » Il y eut bien là de quoi consoler Casanova du mépris où le tinrent ses compatriotes.

Dès le début, la police s'assura des revenus spéciaux. Elle les tira de la délivrance des passeports, obligatoires depuis le 18 juillet 1808 pour tous les habitants qui, désirant s'absenter pour quelques jours seulement, pourraient en obtenir la permission à condition de laisser dans la ville le chef de famille comme répondant ², et plus tard des coûteuses licences mensuelles dont durent se munir les tenanciers des maisons de jeu ³. Le tout permit d'attribuer à Casanova un traitement de huit cents pesetas par mois ; et la caisse de la police fut toujours mieux alimentée que celle de la junte générale, car Casanova put servir à Duhesme, à Lechi, aux divers commandants d'armes de la ville et des forts des mensualités sérieuses pour leurs frais extraordinaires ou leurs dépenses secrètes. Jusqu'à la fin de décembre, les fonds recueillis furent, en effet, gérés par le commissaire général ; et ce fut seulement le 1^{er} janvier 1809 qu'on créa un trésorier spécial de la police ⁴.

Après les arrêtés de septembre, toute l'organisation

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 3 février 1809, publié seulement au *Diario* du 25 mars, à propos du compte rendu de la cérémonie de remise des insignes.

2. Edit d'Ezpeleta (d'accord avec Lechi), Barcelone, 18 juillet 1808, dans le *Diario* du 20.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 1^{er} octobre 1808, dans le *Diario* du 2.

4. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 ; Renseignements sur Barcelone ; Rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova, Arch. nat., AFIV 1625.

resta placée sous la direction du général Lechi, dont les aptitudes étaient manifestes ; et pendant plusieurs mois ce fut ce général qui signa les ordres de détail relatifs aux mesures de police ¹. Casanova devint bien vite l'intime et le compagnon ordinaire du général ² : d'ailleurs, la police n'agissait guère seule et, dans les opérations sérieuses, elle se faisait toujours appuyer par des détachements de soldats napolitains ou italiens ³. Au besoin, Lechi mettait au service du commissaire général son prestige et son autorité de général de division. Ainsi, l'Ayuntamiento n'ayant pas répondu à temps à une demande de renseignements émanée de la junte de police, Lechi écrivait aux régidors : « Vous ne devez pas ignorer, Messieurs, que la demande du comité doit être particulièrement respectée, et qu'une obéissance la plus prompte doit acquiescer à ses demandes ; et vous ne devez pas non plus ignorer, Messieurs, que je suis membre de ce comité, et que je le préside dans les circonstances urgentes, et que je ne souffrirai pas que vous retardiez plus longtemps à nous répondre ⁴. »

1. Ordres de Lechi, Barcelone, du 3 octobre 1808, dans le *Diario* du 5 ; du 15 octobre 1808, dans le *Diario* du 16 ; du 8 novembre, dans le *Diario* du 9 ; etc. Cf. Mémoire remis le 24 décembre 1810 par la mère et les frères de Lechi, Arch. nat., BB⁴⁸793. (Cette pièce dénature à peu près tous les actes de Lechi comme commandant de la place, mais ne nie point qu'il ait été le véritable directeur de la police.)

2. « ... Il recevait en cette qualité le rapport de la police et en prenait même le titre de président... Mes relations avec le commissaire général Casanova n'étaient alors ni habituelles ni familières ; je ne pouvais entrer dans le détail de ses opérations dont il rendait compte au général Lechi », dit Duhesme dans la Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810). Les relations de Lechi avec Duhesme n'étaient pas excellentes, d'après Laffaille, *Mémoire sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 121-127, 150, et Duhesme lui-même, *Mémoire* présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G., (28 juillet 1810) : « ... lui-même, malgré quelques débats assez vifs avec moi, avait été après tout mon meilleur collaborateur... » Lechi ne craignait pas de témoigner publiquement son amitié pour Casanova. Dans le discours fait lors de la remise des insignes (publié au *Diario* du 25 mars), il dit : « Recevez les témoignages de mon estime et de mon amitié : votre nom est cher aux militaires... »

3. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 549, 550, 570-577 ; t. III, p. 121, etc.

4. Lechi à l'Ayuntamiento, Barcelone, 4 octobre 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808 (en français).

En 1808, la police se cantonna d'ailleurs dans ses attributions purement politiques et temporaires ; elle ne s'occupa guère des affaires municipales, sauf quand celles-ci étaient en rapport direct avec les besoins de la place ; par suite, elle n'empiéta guère que sur les fonctions des alcades de la chambre criminelle de l'Audience, et laissa à l'Ayuntamiento la surveillance ordinaire des marchés, les questions de voirie, de police sanitaire, etc. ¹. La nouvelle institution n'eut d'abord, au moins ostensiblement, que des fins toutes militaires, toutes immédiates, comme le gouvernement improvisé lui-même. Elle n'était que l'auxiliaire de la défense de la place, à un moment particulièrement critique.

Ce fut, en effet, vers le mois de septembre que le blocus de Barcelone commença à se resserrer ; et, en novembre et décembre, les troupes impériales allaient être obligées d'abandonner peu à peu la plupart des positions qu'elles avaient occupées jusque-là à l'extérieur de la place et des forts ². Les mauvaises dispositions évidentes des habitants étaient faites pour inquiéter beaucoup le général en chef ; peut-être ne tramait-on point alors dans la ville des complots précis avec des moyens d'action bien arrêtés ; mais on s'y agitait beaucoup, on y faisait courir des rumeurs inquiétantes, on y faisait des vœux pour les assiégeants, on leur envoyait probablement des renseignements, bref on se donnait l'illusion de coopérer efficacement à l'œuvre patriotique des insurgés ³. Dans ces conditions, le général

1. A vrai dire, et comme on le verra un peu plus loin, le commissaire général est bien chargé, par l'arrêté de Lechi du 13 octobre 1808, de fixer le prix de quelques denrées (*Diario* du 16 octobre). Mais c'est là un fait exceptionnel, et qui s'explique par le resserrement du blocus, une *mesure de siège*. On verra de même Duhesme et Lechi intervenir contre les accaparements de grains et farines, réels et supposés. Mais le registre des Acuerdos, septembre-décembre 1808 (Arch. mun. Barcel.), montre bien que l'Ayuntamiento, même au plus fort du siège, continua à s'occuper presque exclusivement de la subsistance des habitants.

2. Résumé des opérations militaires, décembre 1808, Arch. nat., AFiv 1621 ; Laffaille, p. 154-157, etc.

3. Les dispositions hostiles des habitants ne sont point douteuses (voir surtout Duhesme à Berthier, Barcelone, 20 décembre 1808 et 8 janvier 1809,

en chef était tout disposé à redouter sans cesse une « trahison », un « soulèvement » ou une « prise d'armes », et ses auxiliaires contre « les ennemis du dedans », Lechi et Casanova, l'entretenaient dans cette crainte : « on ne lui parlait que de traîtres, que de conspirateurs, on voulait l'accoutumer à croire à leur existence ¹ ». La confiance que Duhesme avait dans les deux chefs de la police ne put que s'accroître encore, lorsque ceux-ci lui prouvèrent, par des pièces authentiques ou apocryphes, que Vivés avait tenté de les corrompre ². Aussi le général en chef approuva-

Arch. nat., AFIV 1621, et Laffaille, p. 190); et l'interprétation la plus sceptique des textes indiqués plus loin ne laisse point de doute là-dessus, pas plus qu'elle n'en laisse sur les vœux pour les assiégeants, sur les renseignements qu'on leur fournit, etc. Sur la question d'une conspiration précise, Duhesme inspirant Porte est affirmatif dans le Résumé des opérations militaires, ainsi que dans son Résumé des opérations politiques et militaires (Arch. G., première quinzaine de mars 1809). À première vue, le fait semble confirmé par Ferrer, t. I^{er}, p. 209-211, 565-568, etc. ; les historiens catalans postérieurs (surtout Blanch, t. I^{er} p. 214-220, 224-235. etc.), ont reproduit les faits allégués par Ferrer. Mais les affirmations de Ferrer manquent entièrement de précision, si ce n'est sur les relations entre les habitants et Vivés; cet auteur, qui enregistre avec complaisance tous les faits qui prouvent le patriotisme des Barcelonais, n'est digne de créance que lorsqu'il cite des noms, des détails minutieux. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 167-168, me semble dans le vrai, lorsqu'il n'attribue de réalité qu'à la conspiration de mars-juin 1809. De même Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, dit, p. 235-236, à propos de cette conspiration : « Une conspiration, la première peut-être qui méritât vraiment ce nom... » Or, Laffaille est loin de chercher, comme Saint-Cyr, à blâmer les actes de Duhesme, dont il se constitue en somme le défenseur.

1. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554.

2. Duhesme envoya en effet à Berthier, le 20 décembre 1808, copie de deux lettres de Vivés à Lechi et à Casanova, non datées, et de la réponse de Lechi à Vivés, Barcelone, 2 décembre 1808. (Ces pièces furent en outre publiées au *Diario* du 16 février 1809). L'authenticité de ces deux lettres est très douteuse, bien que Duhesme et en général les Français venus à Barcelone l'aient admise. (Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, Arch. nat., AFIV 1625; Renseignements sur Barcelone, etc.) Nous n'en avons pas le texte, mais simplement des copies fournies par Casanova et Lechi : les offres y sont faites avec une brutalité, une netteté maladroite et invraisemblable : « Général Lechi. Le grade et la solde dont vous jouissez; un avancement; un million de piastres; asile perpétuel en Espagne, ou votre transport en Angleterre ou en Amérique si vous risquiez de tomber aux mains des Français; tout cela vous est promis si vous livrez la citadelle et le Monjuich, et si vous passez à la nation outragée, etc. » Deux hypothèses s'offrent : 1^o Ces pièces furent fabriquées par Casanova et Lechi; 2^o Elles émanent d'un agent très subalterne de Vivés.

t-il tous les ordres que donna Lechi, tous les actes de Casanova, sans les examiner d'ailleurs de près, et les deux amis purent assurer à leur façon la tranquillité de la ville ¹.

On redoutait particulièrement le petit peuple, comme contenant des éléments plus prompts à l'action, et parce que le prix toujours croissant des vivres devait nécessairement l'exaspérer tout particulièrement ; aussi, dès le mois de septembre, avait-on permis aux non-contribuables de sortir légalement de la ville contre le versement d'un droit relativement minime ² ; le 14 novembre, un arrêté autorise les Barcelonais, à l'exception des fonctionnaires et des gens qualifiés « aisés », à émigrer sans rien payer ; le même arrêté enjoint aux chefs des communautés religieuses de ne garder que six ou huit moines avec eux, pour assurer la célébration des offices divins ³. Le 23 novembre, Lechi prescrit aux alcades de quartier de lui remettre la liste des gens domiciliés à Barcelone depuis moins de six mois ; ceux-ci devront donner caution ou sortir de la ville, sous peine de passer devant une commission militaire, qui les jugera comme perturbateurs et espions ⁴. Le 28 novembre, Duhesme « ordonne que tous les habitants non-contribuables de Barcelone, qui ne se

Je pencherais pour la première explication. Dans un rapport à Champagny, 5 décembre 1808 (Arch. nat., AFIV 1679), Blondel rapporte les circonstances où Casanova remit les lettres à Duhesme. Elles confirment les raisons qu'on a de rester sceptique.

1. Là-dessus, tout le début du Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G., (28 juillet 1810), et Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810, *ibid.* (sous la même date) ; Renseignements sur Barcelone ; Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas : « Duhesme... met l'autorité principale entre les mains de Casanova. »

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 27 septembre 1808, dans le *Diario* du 29 : le droit était de vingt douros (100 pesetas) pour les chefs de famille, de quatre douros pour les autres.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 14 novembre 1808, dans le *Diario* du 15.

4. Ordre (*bando*) de Lechi, Barcelone, 23 novembre 1808, dans le *Diario* du 24.

trouveraient pas munis de vivres pour subsister et se soutenir pendant trois mois, sortent immédiatement de la ville, sous peine d'être expulsés de force ; ordonne également que tous les pauvres qui demandent l'aumône sortent immédiatement de la ville ; et, s'ils ne le font pas, on les chassera également sans le moindre retard ¹. » C'est ce que Duhesme résume en ces termes : « Quant au petit peuple, l'émigration en fut encouragée ². »

D'autre part, dès le mois d'octobre, Lechi prend des mesures contre les accapareurs de denrées, charge Casanova de fixer le prix du riz et de l'huile et de mettre à l'amende quiconque les vendra au-dessus du tarif³. Au mois de décembre, Duhesme ordonne à son tour aux commerçants ou détenteurs de grains et de farines de les mettre à la disposition de la junta générale ou de les vendre aux boulangers de la ville⁴. Il défend même à ses soldats d'acheter — ou de prendre — le pain réservé aux habitants : « Il est défendu à tout soldat d'aller prendre du pain chez les boulangers ni aux autres endroits où il se vend : ce pain est destiné à la subsistance des habitants. Les patrouilles, MM. les officiers et la police feront arrêter les soldats qui contreviendront au présent ordre, et les feront conduire devant le général en chef, qui les punira comme voleurs. Les Napolitains sont consignés dans la citadelle : tout soldat napolitain non de service, qui sera surpris en ville, sera arrêté par les patrouilles ou commandants des

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 28 novembre 1808, dans le *Diario* du 29.

2. Résumé historique des opérations. Laffaille dit, p. 187 : « Quelques moyens indirects furent aussi mis en usage pour faire écouler *sans violence* au dehors une partie des habitants : mais ils n'eurent que très peu de succès. »

3. Ordre de Lechi, Barcelone, 15 octobre 1808 (*Diario* du 16) ; peu après, le doyen de l'Ayuntamiento défend d'acheter aux magasins municipaux plus de pain qu'il n'en faut pour la consommation quotidienne (*Diario* du 19 octobre) ; cf. avis de l'Ayuntamiento dans le *Diario* du 11 décembre.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 6 décembre 1808, dans le *Diario* du 8 : les grains et farines accaparés seront confisqués et partagés par moitié entre l'armée et les pauvres.

postes, et traduit également devant le général en chef¹. »

Mais s'occuper de la subsistance des habitants, essayer de diminuer le nombre des pauvres ne furent jamais que des procédés accessoires. Le grand moyen de Lechi fut de terroriser les citadins : tout était pour la police prétexte à des perquisitions, à des saisies, à des arrestations qu'elle ne maintenait d'ailleurs guère faute de preuves². Lechi cherchait surtout à assurer la tranquillité dans les rues, et il y parvint à force de menaces. L'article 16 de l'arrêté de mise en état de siège avait rappelé les ordres du jour du mois de juin « contre les groupes et les rassemblements tumultueux, contre les perturbateurs du repos public et les embaucheurs³. » Le 3 octobre, Lechi ordonnait aux habitants de ne pas sortir la nuit sans lumière et de répondre aux patrouilles ; tout groupe de plus de cinq personnes serait dispersé par la force ; tout individu qui opposerait aux patrouilles la moindre résistance ou qui porterait une arme sur lui serait envoyé devant les juges militaires⁴ ; et, le 27 octobre, Duhesme annonça que cette dernière menace serait désormais exécutée à la rigueur⁵.

Le jour de la grande attaque de Vivés (8 novembre 1808), Lechi publia deux ordres. Le premier était ainsi conçu : « Le général de division Lechi, commandant supérieur de la ville, ordonne à tous les habitants de fermer

1. Ordre du jour de Duhesme, Barcelone, 8 décembre 1808, dans le *Diario* du 9.

2. Compte-rendu par Pelletier, Arch. G. (14 février 1844) ; Renseignements sur Barcelone ; Laffaille, p. 188 : « La police exerça dans l'intérieur de la ville la surveillance la plus active et la plus sévère ». Voir d'ailleurs les faits racontés un peu plus loin.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 13 septembre 1808, dans le *Diario* du 17.

4. Ordre de Lechi, Barcelone, 3 octobre 1808, dans le *Diario* du 4 ; renouvelé le 11 novembre (*Diario* du 13).

5. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 27 octobre 1808, dans le *Diario* du 28 : « Les patrouilles et rondes ayant pris différentes personnes rencontrées avec des stylets, des poignards et des couteaux, armes interdites par les lois du royaume, le général en chef les a livrées aux tribunaux ordinaires ; mais il avertit qu'à l'avenir elles seront traduites devant une commission militaire, qui les jugera comme assassins.... »

les portes de leurs maisons, à ceux qui seront absolument obligés de sortir de marcher isolément, et prévient que la troupe tirera contre tout groupe de trois personnes¹. » Par le second ordre, le général informait la population que toutes les fois qu'un mouvement de l'ennemi obligerait à donner l'alarme, la batterie des Atarazanas tirerait trois coups de canon ; après quoi la troupe pourchasserait toutes les personnes qui ne s'enfermeraient pas immédiatement chez elles, « à la seule exception des fonctionnaires et employés qui auraient à sortir par obligation professionnelle². »

On craignait spécialement que le tocsin ne fût sonné par les conspirateurs réels ou supposés, ne donnât le signal du soulèvement, et que les habitants qui, les jours de combat, prenaient pour observatoire les terrasses des maisons, ne se missent alors à tirer sur les troupes³. Dès le 11 novembre, Lechi avertit la population que toute personne trouvée dans un clocher serait fusillée sur place⁴ ; le 26 novembre, il « prévient tous les habitants qu'il a donné ordre aux patrouilles et aux troupes de tirer sur tous ceux qui se réuniront sur les toits des maisons les jours d'action militaire ; si par malheur on tirait un seul coup de fusil d'une terrasse, d'une fenêtre ou d'une porte, on mettra aussitôt le feu à la maison d'où sera venu le coup ; toute personne qui sera trouvée sur les remparts ces jours-là sera fusillée⁵ ». Lechi donna l'exemple⁶, et

1. Ordre de Lechi, Barcelone, 8 novembre 1808, dans le *Diario* du 9.

2. Ordre de Lechi, Barcelone, 8 novembre 1808, dans le *Diario* du 10. Le silence de Ferrer sur l'exécution de ces différents ordres montre d'ailleurs qu'il n'en résulta rien de tragique, soit que les patrouilles aient mis dans leur action plus de sagesse et de prudence que n'en comportaient les ordres, soit que les Barcelonais aient évité d'enfreindre ces derniers.

3. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales* en 1808, p. 188.

4. Ordre de Lechi, Barcelone, 11 novembre 1808, dans le *Diario* du 13.

5. Ordre de Lechi, Barcelone, 26 novembre 1808, dans le *Diario* du 27.

6. D'après Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. I^{er}, p. 549 : « Le même général gouverneur Lechi tira ces jours derniers un coup de pistolet contre quelqu'un qu'il vit sur le clocher de San-Pedro-de-las-Puellas. »

pendant quelques jours les sentinelles postées sur les remparts tirèrent effectivement sur les Barcelonais qui se montraient par bravade sur leurs toits, sans d'ailleurs atteindre personne, d'après Laffaille : « Pendant deux ou trois jours ce ne fut qu'un tiraillement continu, que plusieurs habitants se plaisaient à provoquer par des apparitions réitérées sur les points les plus élevés de leurs maisons. Mais ils se lassèrent bientôt de courir de gaieté de cœur le danger de se faire tuer. De notre côté, on n'était pas moins las d'entretenir sans résultat un feu roulant de mousqueterie plus propre à produire du mal qu'à le prévenir. Comme par une convention tacite, les habitants cessèrent de paraître sur les terrasses, au moment où nous renoncions à les y tourmenter¹... » Mais on multiplia les rondes, les patrouilles à pied et à cheval; les jeunes gens qu'elles rencontraient dans les rues étaient envoyés de force aux travaux des remparts; les rues de Barcelone, autrefois si bruyantes, étaient maintenant vides et mornes; au début de décembre enfin, la police passa dans toutes les églises, enleva les battants des cloches et prit les clefs des clochers².

Le 6 décembre, « un officier français retiré en Espagne et qui avait été forcé de servir parmi les insurgés, passa dans notre camp : il confirma les rapports qui nous avaient déjà appris que l'ennemi, dans toutes ses attaques, avait principalement compté sur les intelligences qu'il entretenait dans la ville³ ». Le surlendemain, Duhesme publia un ordre du jour contre les prétendus conspirateurs : « Une mort certaine les attend : qu'ils bougent!⁴ ». Dans la nuit suivante, la police arrêta « les habitants les plus dangereux par leurs opinions exaltées et leurs relations avec les chefs

1. Laffaille, p. 188-189. Cf. Ferrer, *loc. cit.*

2. Ferrer, t. I^{er}, p. 549-550 ; Laffaille, p. 189.

3. Résumé des opérations militaires, Arch. nat., AFIV 1621.

4. Proclamation de Duhesme, Barcelone, 8 décembre 1808, dans le *Diario* du 9.

des insurgés¹ ». Les jours suivants, on continua à arrêter, à perquisitionner chez les particuliers, dans les églises, dans les couvents ; on mettait les gens arrêtés en prison ou on les entassait à bord d'une goélette française stationnée dans le port. On ne devait relâcher les personnes arrêtées que le 23 décembre, après la victoire de Saint-Cyr à Molins-de-Rey².

Tels étaient les procédés par lesquels Lechi, Casanova et la police avaient assuré la défense de la place à l'intérieur, pendant que Duhesme en dirigeait la défense extérieure. Duhesme reconnaissait indirectement l'efficacité de leur action, quand il faisait écrire dans le rapport d'ensemble sur le siège de 1808 : « La ville est restée parfaitement tranquille³. »

III

Mais, investis par la confiance de Duhesme d'un pouvoir quasi-discrétionnaire sur la vie et la liberté des habitants, les deux chefs de la police ne s'étaient pas servis de leur autorité seulement pour assurer la sûreté de la place et pour contenir la population. Exploitant la crainte que l'on avait d'eux, il avaient également employé leur puissance à extorquer aux Barcelonais, par des procédés étrangement abusifs, des sommes importantes toutes les fois que l'occasion s'en était offerte⁴ : et ils avaient généralement trouvé

1. Résumé des opérations militaires ; Renseignements sur Barcelone. Arch. nat., F⁷6554 ; Ferrer, t. I^{er}, p. 565-566.

2. Ferrer, t. I^{er}, p. 570-577 ; Renseignements sur Barcelone.

3. Résumé des opérations militaires. Cf. le passage suivant : « Obligé de contenir une population immense, excitée par la haine, le mécontentement et la famine, ce général sut triompher également des ennemis du dedans et du dehors... »

4. Ce qui nous permet d'être beaucoup plus affirmatif pour les faits reprochés à la police que pour les faits reprochés aux agents financiers, c'est que les documents donnent ici les faits acquis au cours d'une enquête assez détaillée et reproduisent, non plus des bruits vagues et des

les habitants prêts à composer, plutôt que de laisser les affaires suivre leur cours. Déjà, quand il s'était agi de libérer les otages incarcérés le 1^{er} août et tandis que Lechi leur faisait demander par la junte le versement collectif d'une grosse somme comme condition préalable de leur mise en liberté, Casanova s'était chargé de soutirer accessoirement à chacun des prisonniers une rançon plus modique, et les otages s'étaient exécutés assez vite¹.

La méthode, qui avait réussi dès le mois d'août, fut encore employée plusieurs fois, avec quelques variantes, lorsque la police eut reçu son organisation officielle. Ainsi le 27 septembre 1808, à la suite de l'émigration d'un négociant, la police, agissant comme auxiliaire de la commission des émigrés, vint perquisitionner au siège de la

propos anonymes, mais l'essentiel des dépositions faites devant la commission administrative par des témoins dont on sait les noms, témoins qui prirent la responsabilité de leurs dépositions et les signèrent. Nous n'avons pas les dépositions elles-mêmes, mais nous en avons le résumé dans trois documents étendus, rédigés d'après les papiers de la commission administrative : 1^o le Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative, Arch. G. (14 février 1811), document déjà souvent cité, qui vaut en somme sur chaque point ce que valut l'enquête de la commission elle-même ; il est clair et assez précis, quand il s'agit de la police, mais n'en parle qu'incidemment, un rapport spécial ayant été consacré à la question ; 2^o le Rapport de la commission administrative sur la conduite de Casanova (Arch. nat., AFIV 1625), travail soigné qui se réfère pour chaque fait à des pièces disparues, c'est-à-dire aux différentes dépositions, mais en renvoyant à ces pièces par des cotes ; il est le plus souvent possible de désigner quelle est la pièce ainsi indiquée (je le ferai ici) ; 3^o Les Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷6354) rédigés par de Lautrec, qui en sa qualité de chef des bureaux du gouvernement de Catalogne en 1810, eut certainement connaissance des papiers de la Commission administrative et les utilisa pour rédiger ce gros travail, qui est digne de foi en ce qui concerne la police, car sur tous les points où on peut le contrôler par les documents précédents, il y a accord absolu. Cela ne veut pas dire naturellement que les dépositions en elles-mêmes soient forcément exactes, mais du moins on peut en reconstituer à peu près la teneur, et par des documents qui sont au moins de deux auteurs, peut-être de trois (le document n^o 2 est peut-être aussi l'œuvre de Pelletier, et en tout cas c'est par celui-ci que Carrion-Nisas en eut copie et put l'envoyer au duc de Feltre : Carrion-Nisas à Clarke, Girone, 2 août 1810, Arch. nat., AFIV 1625).

1. Rapport de la commission administrative sur la conduite de Casanova (d'après plusieurs déclarations d'anciens otages, dont le nommé Soler, qui déclare avoir fourni 1.500 piastres pour sa quote-part du versement collectif et avoir donné de plus 20 quadruples à Casanova) ; cf. Renseignements sur Barcelone ; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 323-324.

maison de commerce, où était resté le frère et associé de l'émigré : elle saisit pour 24.000 piastres (120.000 pesetas) de draps et d'étoffes en dépit des protestations du négociant resté à Barcelone. « Casanova le fit venir chez lui dès le lendemain ; il lui dit que la police était instruite qu'il existait beaucoup de marchandises cachées dans la maison de son frère Michel, et que, à défaut de déclaration, il allait le faire enfermer, lui Antoine, dans les prisons du Monjuich. Cette menace fit une vive impression sur le malheureux Antoine : Casanova s'en aperçut ; il en profita ; il fit d'abord la proposition d'arranger cette affaire, moyennant la remise de 5.000 piastres ; il ajouta même qu'avec quelque chose de plus on pourrait lui faire rendre tout ce qui lui avait été enlevé. Antoine Montfort, trompé par ces promesses, remit à Casanova 6.280 piastres fortes ; il n'obtint en échange qu'une sauvegarde pour sa personne¹. »

Il semble bien que ce fut également la police qui fit disparaître les bijoux d'une famille coupable d'avoir voulu les faire sortir de Barcelone en même temps que des vêtements, et d'avoir ainsi contrevenu à l'arrêté de mise en état de siège, par lequel Duhesme avait interdit sous peine de mort la sortie des métaux précieux de Barcelone². De

1. Texte cité d'après les Renseignements sur Barcelone ; confirmation des faits dans le Rapport de la commission administrative, etc. (d'après la déclaration Ant. Montfort et l'interrogatoire de Casanova, qui reconnut seulement avoir reçu 4.000 à 5.000 piastres). Ce dernier document ajoute : « Il est une infinité de traits semblables dont la commission n'a eu que des indices, les divers habitants qui en ont été les victimes n'étant plus à Barcelone. »

2. Renseignements sur Barcelone (long récit) ; Rapport de la commission administrative. Les dames Riera, habitant ordinairement à Igualada, y avaient bien reçu et bien traité le général Chabran. Elles profitèrent de la reconnaissance de celui-ci pour faire sortir de Barcelone avec autorisation une voiture chargée d'effets ; cette voiture, arrêtée aux portes de Barcelone par la police le 3 décembre 1808, contenait de l'argenterie. Duhesme, en considération des services rendus, ordonna de rendre aux dames Riera leurs effets et d'envoyer seulement leurs bijoux à la Monnaie. Une grande partie n'y arriva point, et la police ne restitua qu'un paquet de guenilles aux dames Riera, qui « allèrent à Igualada attendre un moment plus favorable pour demander et obtenir justice ».

même, les suspects incarcérés au mois de décembre et menés à la goélette n'auraient, paraît-il, été libérés qu'après avoir financé entre les mains de Casanova. « Les détenus à la goélette achetèrent leur liberté ; le prix en fut proportionné à leurs moyens ; un d'eux, Joseph Gelabert aîné, a déclaré que son père avait remis à Casanova 25 quadruples et deux pièces d'indienne, en reconnaissance de son élargissement¹. » Beaucoup plus tard, probablement au mois de janvier 1810, des négociants n'obtinrent de Duhesme la permission de faire sortir du port dix-sept bâtiments chargés de marchandises que grâce à l'intervention de Casanova, qui reçut en échange 48.000 pesetas². Et les documents citent encore d'autres faits analogues, auxquels auraient été mêlés, outre le commissaire général, Lechi et plusieurs officiers de sa division, soit en 1808, soit en 1809³.

L'argent ainsi extorqué ne fut d'ailleurs point entière-

1. Renseignements sur Barcelone ; cf. Rapport de la Commission administrative (d'après la déposition Gelabert). Noter toutefois ce que dit ce dernier document : « Une partie des détenus n'obtint la liberté que pour de l'argent. La commission, voulant s'en assurer, fit appeler ceux qui se trouvaient ici ; soit timidité ou crainte d'en être un jour victimes, ils déclarèrent n'avoir rien payé. Il n'y eut que M. Gelabert, etc. » La quadruple est la pièce d'or de quatre piastres ou de vingt pesetas, valant au cours de 1808, 21 fr. 32 c.

2. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F¹ 6554 ; Rapport de la Commission administrative, *ibid.*, AFIV 1625 ; confirmation dans une lettre de Duhesme au commissaire général de police, Barcelone, 21 janvier 1810, Arch. G. L'emploi de la somme fut le suivant : Casanova mit à la disposition de Duhesme 35.000 pesetas ou 37.000 francs environ (la lettre ci-dessus citée montre clairement que Casanova ne parla pas des 43.000 pesetas de différence). Duhesme fit verser la somme dans la caisse du payeur pour donner un acompte de quinze jours de solde aux troupes, mais en spécifiant que ce serait un prêt fait à la caisse et que les billets signés du payeur seraient répartis entre les officiers généraux et supérieurs de la garnison (état de répartition annexé à la lettre de Casanova) « pour les dédommager des dépenses extraordinaires qu'ils ont été obligés de faire dans les différentes missions ou commandements qu'ils ont exercés pendant cette seconde campagne sous mes ordres, attendu que je n'ai pas eu la faculté de passer aucuns frais extraordinaires ».

3. Il y a, dans le Rapport de la Commission administrative, dans les Renseignements sur Barcelone, dans le Compte-rendu par Pelletier, au moins une quinzaine de faits analogues aux précédents, mais signalés très sèchement et sans détails. Le passage suivant du Compte-rendu par Pelletier vaut pourtant la peine d'être signalé : « La douane ne pouvait exercer ses fonctions aux portes, sans avoir des discussions, même scandaleuses,

ment détourné : il est admissible qu'au moins une partie en ait été versée par Casanova dans la caisse de la police ; il est certain qu'une autre partie en fut quelquefois remise au général Duhesme. Celui-ci employa ces fonds à donner des gratifications aux généraux et chefs de corps, sans s'oublier lui-même d'ailleurs, mais sans se faire une part trop disproportionnée et en procédant ouvertement. Le général considérait, paraît-il, ces distributions comme légitimes, vu la suspension de la solde et l'absence de tout crédit pour frais extraordinaires et gratifications d'entrée en campagne. Il est un fait certain, c'est que, quand on fit au ministère de la Guerre une enquête sur les actes de Duhesme, on considéra comme entièrement satisfaisantes les déclarations de celui-ci à ce sujet¹. Mais il n'est guère douteux non plus que Casanova, qui disposa seul jusqu'au 1^{er} janvier 1809 des fonds de la police, garda pour lui ou remit à Lechi et à quelques-uns des officiers italiens une partie des sommes tirées des Barcelonnais. Et il continua, paraît-il, en 1809, à user des procédés qui lui avaient réussi déjà en 1808. Casanova et Lechi avaient des besoins d'argent², et les Barcelonnais les consi-

avec la police. Cette dernière autorité l'emportait toujours, malgré les jugements du tribunal des rentes. Toutes les contestations qui survenaient aux portes ne venaient que de ce que la police voulait s'approprier toutes les saisies, afin de les tourner à son bénéfice. La douane les voulait *pour le gouvernement* [à comparer avec ce que dit Blondel, cité au chapitre V, section vi] ; cela ne faisait pas l'affaire de ces misérables agents qui ont fait plus de mal par leurs vexations et leurs vols qu'une armée qui aurait eu le pillage une heure. »

1. Voir là-dessus l'avant-dernière note. L'argent extorqué à Montfort, du moins la partie qui en arriva jusqu'à Duhesme (4.000 à 5.000 piastres), fut réparti de cette façon, sur la proposition de Lechi, entre tous les officiers généraux du corps d'armée « pour les dédommager des frais de table et autres indemnités usitées dans les pays conquis, qu'ils ne touchaient nullement, et pour les aider à subsister dans ce moment de pénurie », dit Duhesme, dans sa réponse à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810). Duhesme s'attribua à lui-même 4.000 pesetas, 3.000 à ses deux divisionnaires, 2.000 à ses cinq généraux de brigade et au chef d'état-major Porte. Le général Bessières refusa seul cette gratification, qui fut alors partagée entre deux colonels.

2. Faits significatifs dans les Renseignements sur Barcelone, dans le Rapport de la Commission administrative, dans le rapport de Clarke

déraient, non sans grande apparence de raison, comme capables de tout pour s'en procurer.

Mais l'affaire la plus grave, celle qui devait avoir le plus de conséquences dans l'avenir, celle aussi que nous connaissons le mieux grâce aux enquêtes postérieures, est à coup sûr l'affaire Canton, dans laquelle la culpabilité de Casanova et celle de Lechi paraissent certaines¹.

Joseph Canton, Milanais de naissance, était à la fois employé dans les rentes unies et prêteur sur gages, et on lui attribuait une grande fortune². Le 15 décembre 1808, au moment où on multipliait les arrestations dans la ville, il fut arrêté vers cinq heures du soir et mené à la prison, où il fut écroué après avoir été fouillé. Le commissaire Sagarra et l'agent Aspero portèrent chez Casanova ce qu'ils avaient trouvé sur Canton, savoir une centaine de quadruples, treize bagues en diamant et une chaîne d'or. Casanova dînait ce soir-là chez Lechi, et on envoya les policiers chez le général. Sagarra rendit compte de l'arrestation opérée et remit au commissaire général presque tout ce qu'il avait pris à Canton, mais en gardant pour lui

à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1621 : « Ce général aurait fait de sa maison un tripot, présidé par une prostituée de Milan, nommée Ruga... » C'est peut-être cette M^{me} Ruga, « jeune, jolie, femme d'un avocat », etc. que Desaix signale en 1797 comme « amie du général Murat » (Chuquet, *Journal de voyage du général Desaix*, p. 67 et n. 3).

1. Indéniable en ce qui concerne les vols au préjudice de Canton, à peu près certaine en ce qui concerne l'assassinat de Canton et celui du « grand-père ». Fait digne de remarque : Casanova, une fois emprisonné à Paris, présenta un long mémoire pour obtenir sa libération (Mémoire pour M. Raymond Casanova, habitant de Barcelone, non daté, Arch. nat., F⁶⁵⁵⁴); de leur côté, la mère et les frères de Lechi adressèrent le 24 décembre 1810 à Berthier un mémoire dans le même but, mémoire qui fut certainement rédigé avec des faits fournis par Lechi (Arch. nat., BB¹⁸ 793). Ni dans l'un ni dans l'autre de ces mémoires justificatifs, il n'est dit un mot de l'affaire Canton : la défense de l'un comme de l'autre inculpé consiste à montrer leur dévouement, à l'Empereur et à la France : c'est presque l'équivalent d'un aveu.

2. Ferrer, t. Ier, p. 586 (à propos de l'arrestation) : « On dit que le délit de cet homme sera d'être connu pour très riche en numéraire. » La qualité de prêteur sur gages est prêtée à Canton dans le rapport de Clarke à l'Empereur du 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1621. L'énumération de ce qu'on trouva chez lui et sur lui confirme le fait.

une dizaine de pièces d'or. Le commissaire et l'agent reçurent ordre d'aller au domicile du prisonnier, d'« y faire une visite rigoureuse » et de revenir en rendre compte aussitôt. Les policiers « se rendirent à la maison de Canton où ils trouvèrent une vieille femme qui en était la servante. Ils lui dirent d'ouvrir toutes les portes et commencèrent leurs recherches par la grande salle. Ils virent dans cet appartement plusieurs coffres dont les clefs étaient aux serrures : ils y trouvèrent beaucoup de pièces d'argenterie travaillée, dix-huit à vingt couverts qui leur parurent d'or (ils étaient en vermeil) pliés dans du taffetas, des chaînes d'or, des montres, des perles, des anneaux en diamant, des boucles et pendants d'oreille de même espèce et d'autres bijoux de grande valeur... » Les policiers trouvèrent en outre dans un grenier d'autres pièces de vermeil qu'ils mirent aussi dans les coffres. Puis le commissaire Sagarra, laissant en faction l'agent Aspero, se rendit chez Lechi et raconta à Casanova ce qu'il avait trouvé. Le commissaire général, après être allé se rendre compte par lui-même du contenu des coffres, revint chez Lechi et tint avec le général une « conférence... un peu longue », à la suite de laquelle on envoya chercher les coffres par le sous-lieutenant Calamini, qui se fit accompagner de quelques cavaliers italiens. Tout ce qu'on avait réuni dans les coffres fut pris et transporté dans l'appartement même du général Lechi⁴.

Le butin une fois mis en sûreté, les deux policiers reçurent l'ordre de se rendre à la prison, d'y prendre Canton et de le remettre aux mains du sous-lieutenant et de ses soldats ; ce qui fut fait en présence du geôlier, de sa femme et de leur domestique, un vieillard nommé Julia et surnommé le « grand-père ». Canton fut encore fouillé

1. Tout ceci (et notamment les citations) d'après le Rapport de la Commission administrative, Arch. nat., AFIV 1625 (citant les dépositions Sagarra, Aspero, Anniquint, Morell), confirmé par les Renseignements sur Barcelone, *ibid.*, F⁷⁶⁵⁵⁴ : sur les dix quadruples gardées par Sagarra, Beaumont-Brivazac à Savary, Barcelone, 30 juin 1812, F⁷⁶⁵⁵⁴.

et dépouillé du peu qui lui restait, puis attaché et emmené par les militaires¹. Et, pendant trois jours, nul ne sut à Barcelone ce qu'était devenu le Milanais. La femme de Canton, qui était à Mataró pendant que son mari était arrêté et disparaissait, revint à Barcelone le lendemain 16 décembre : elle se présenta en vain à la prison, à la police et chez Lechi ; elle n'obtint aucun renseignement². Mais, le même jour, Casanova se fit nommer les personnes qui avaient assisté à la remise du prisonnier, fit remettre quatre écus à la servante du disparu et dit aux policiers qui avaient opéré l'arrestation d'aller chez Canton, d'y prendre ce qu'ils pourraient et de l'emporter chez eux³. Le surlendemain 18 décembre, « sur la montagne de Monjuich, les chiens découvrirent le cadavre d'un homme mort depuis peu » ; un maréchal-des-logis italien, attiré par les aboiements, vint et constata que l'homme avait été « assassiné de plusieurs coups d'un instrument tranchant ». D'après la description que ce sous-officier et d'autres personnes donnèrent du cadavre, tout le monde reconnut Canton⁴.

Casanova et Lechi mirent alors leurs soins à faire disparaître ou à effrayer les témoins gênants. Le vieux domestique du geôlier, mené par le commissaire Sagarra chez le général Lechi, fut remis par le général à un sergent

1. Rapport de la Commission administrative (d'après les dépositions Sagarra et Aspero) ; Renseignements sur Barcelone.

2. Ceci d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 593.

3. Rapport de la Commission administrative (dépositions Sagarra et Anniquint) ; cf. Renseignements sur Barcelone : « Sagarra s'empessa de faire à Casanova le rapport de la remise de Canton à l'officier Calamini ; le commissaire général lui demanda quelles étaient les personnes présentes à cette expédition : il parut même tenir beaucoup à les connaître. Il voulut savoir aussi s'il restait quelques effets précieux dans la maison ; il savait d'avance qu'elle avait été visitée avec trop de soin pour renfermer encore des objets de grande importance ; aussi ne balança-t-il pas à faire à Sagarra l'abandon de tout ce qui pouvait rester, pour se le partager avec Aspero... »

4. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. I^{er}, p. 592-593 ; Rapport de la Commission administrative (déposition Ponsoni).

« qui paraissait posséder toute sa confiance » ; le sergent, escorté de deux soldats, de Sagarra et de l'agent Philippe Anniquint, emmena le vieillard « qui, tout effrayé de cet appareil, dit en tremblant à ce dernier : *Monsieur Philippe, est-ce que je vais mourir ?* Anniquint a avoué dans sa déclaration qu'il fut violemment ému de ces paroles : il les répéta à Sagarra qui, dans le même moment, descendait de l'appartement de Lechi ; Sagarra lui fit alors la réponse suivante : *L'homme que vous voyez au milieu des soldats n'a pas une heure à vivre ; j'ai été appelé chez le général pour répondre à des questions qu'il m'a faites sur votre compte, je vous ai dépeint comme un agent de police des plus dévoués ; c'est le seul moyen d'assurer votre vie*¹ ».

Personne ne revit jamais le vieillard. L'agent Anniquint reçut mission de menacer de mort le geôlier², « s'il osait révéler l'entrée et la sortie de prison du nommé Canton, l'enlèvement du feuillet d'écrou qui en constatait l'entrée, et la disparition du grand-père³ ». Mais il y avait encore deux personnes dont les bavardages ou les plaintes pouvaient attirer l'attention sur l'affaire, la servante et la femme de Canton. « Quelque temps après ces événements, Sagarra dit à plusieurs reprises à Anniquint : *Il faudra que nous emmenions la vieille servante au delà des avancées*. Sur ces entrefaites, la femme Canton vint de Mataró⁴.

1. Dans cette citation et dans celles qui suivent, pour que l'abus des guillemets ne rende pas les textes incompréhensibles, les propos compris dans les passages cités textuellement sont mis en italique.

2. Le rapport de la Commission administrative mentionne rapidement le fait (d'après les déclarations Sagarra et Anniquint). Récit plus détaillé, dont est tirée la citation, dans les Renseignements sur Barcelone ; cf. Beau, mont-Brivazac à Savary, Barcelone, 30 juin 1842, F⁷6354.

3. Rapport de la Commission administrative (d'après les notes de Font y Closas) ; cf. Renseignements sur Barcelone.

4. Sur ce point, le témoignage de Ferrer (t. I^{er}, p. 593), qui place l'arrivée de la veuve Canton le 16 décembre, me semble préférable. Mais il est très compréhensible qu'Anniquint, qui ne fut mêlé en somme à l'affaire qu'à partir de la disparition du domestique du geôlier, se trompe sur la date de l'arrivée de cette femme, et cela ne doit pas nuire à ses autres assertions.

Comme elle se présentait tous les jours chez le sieur Casanova et M. le général Lechi, Sagarra dit encore à Anniquint : *Nous nous verrons forcés de la faire assassiner*, que tel était l'avis du sieur Casanova et le sien, afin de ne plus parler du passé¹. »

Mais, vers le 10 janvier 1809, la veuve de Canton, accompagnée du capitaine général marquis de Vilalba, se présenta chez Duhesme et se plaignit formellement que sa maison eût été pillée et son mari assassiné par la police. Elle ne portait d'ailleurs plainte, paraît-il, que contre le commissaire Sagarra et l'agent Aspero, qui avaient arrêté son mari et fouillé sa maison. Duhesme, qui était peu au courant de l'affaire et pensait peut-être que tout ce qu'on racontait à Barcelone sur l'événement n'était que commérage et calomnie, chargea son secrétaire Guinard et le chef de bataillon Laffaille de faire une enquête secrète² ; à la suite de cette enquête, qui fut très rapide, Duhesme fit arrêter les deux policiers,³ à qui Casanova avait eu le temps d'ailleurs de faire la leçon⁴. Puis le général manda chez lui Lechi et lui demanda ce qu'il savait de l'affaire. Lechi entra dans des explications très mensongères, déclara

1. Rapport de la Commission administrative (déposition Anniquint).

2. Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810) ; Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton) à S. E. le ministre de la Guerre, *ibid.* Dans ses *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808* (prolongés en réalité sous forme plus brève pour les années suivantes), Laffaille ne dit rien ni de cette enquête ni d'ailleurs en général de toute l'affaire. Mais il y a, dans son dossier, aux Arch. adm. de la G., une lettre de lui au général de Caux, chef de la 7^e division (Paris, 17 août 1816) et un Mémoire justificatif (Paris, 27 août 1816) qui confirment absolument et de tous points ce que Duhesme dit de l'enquête confiée à Guinard et à cet officier.

3. Le 12 janvier 1809, d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 64.

4. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷⁶354 : « Le 11 janvier 1809, Casanova prévint Sagarra qu'il serait interrogé, et lui dicta toutes les réponses à faire ; il lui recommanda surtout de nier d'être entré dans la maison de Canton ; il l'assura de sa protection en cas qu'il fût arrêté, etc... » (probablement d'après les dépositions de Sagarra et d'Aspero). Le rapport de la Commission administrative (Arch. nat., AF^{iv} 1625) ne mène pas le récit au delà du 10 janvier 1809.

rant qu' « il avait ordonné aux agents de la police de lui amener le nommé Canton, accusé de répandre de très mauvais propos dans les cafés, et que cet homme ayant été arrêté dans un café et lui ayant été amené sur le soir, il l'avait renvoyé libre après lui avoir fait une semonce, et qu'il l'avait même épargné attendu qu'il était Milanais¹ ».

Duhesme semble avoir conçu alors quelques vagues soupçons sur le véritable rôle de Lechi. Mais il ne pouvait, sans preuves certaines, paraître soupçonner son « meilleur collaborateur », ce qui eût fait très mauvais effet². Obligé de prendre un parti, le général se borna à donner l'ordre de faire informer contre les deux agents par un capitaine rapporteur : et, au cours du voyage qu'il fit peu après au quartier général de Saint-Cyr avec l'intendant et les délégués de la junte, Duhesme rendit sommairement compte de l'affaire au colonel-général³.

Pendant ce temps, le capitaine rapporteur interrogeait les deux policiers arrêtés. Mais Casanova et Lechi s'arrangeaient pour « effacer jusqu'aux moindres traces des crimes dont ils venaient de se souiller ». Le commissaire général faisait disparaître de chez les inculpés tout ce qui avait appartenu à Canton, amusait la veuve et intimidait les témoins éventuels ; il restait en communication avec les détenus, leur recommandait de tout nier et leur promettait sa protection et celle de Lechi. Quant à ce dernier, « il

1. Réponse de M. le général Duhesme, Paris, 26 août 1810.

2. Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton). Il n'y a pas lieu d'admettre que Duhesme se prête rétrospectivement des soupçons sur le compte de Lechi, et invente sa conversation à ce sujet avec le général Rey : 1° Il fait appel en 1811 aux souvenirs du général Rey et à sa loyauté, tout en déclarant que leurs relations étaient tendues depuis longtemps, et une confrontation aboutissant à démentir les assertions de Duhesme eût été préjudiciable à celui-ci. 2° Il eût d'ailleurs été facile à Duhesme de déclarer qu'il n'avait eu aucune raison de soupçonner Lechi en 1809 ; cela eût certainement été plus habile que de déclarer l'avoir soupçonné et n'avoir rien fait pour tirer au clair le rôle de ce général, comme le déclare Duhesme dans son Mémoire.

3. Réponse de M. le général Duhesme ; Mémoire présenté le 3 février 1811.

faisait examiner par une commission soumise à sa volonté les réclamations de la dame Canton ; il observait dans ses lettres que les agents de la police, si respectables, si utiles à la tranquillité publique, se trouvaient bien malheureux de voir planer des soupçons sur leur tête, eux qui n'avaient à cœur que la justice et la conservation des personnes et des propriétés¹ ». Le capitaine rapporteur conclut, au bout d'une quinzaine de jours, « qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre les deux prisonniers ». Duhesme ne voulut pourtant pas ordonner leur élargissement avant d'avoir pris sur l'affaire les instructions de Saint-Cyr, qui devait venir sous peu à Barcelone : mais le colonel-général, s'étant trouvé malade, se contenta d'envoyer dans cette ville son chef d'état-major le général Rey.

Duhesme remit alors à ce général l'information faite contre les deux agents par le capitaine rapporteur, et lui expliqua le détail de l'affaire, en lui faisant part, affirma-t-il plus tard, de ses soupçons contre Lechi : « Je le fis avec d'autant plus de liberté qu'à cette époque le général Lechi était absent et occupé d'une expédition à Mataró. Le général Rey, loin de trouver matière à quelque blâme dans ma conduite, m'assura positivement que j'avais fait ce qui était à faire, et que je n'avais pu faire informer contre le général Lechi. Il ajouta aussi précisément que je ferais bien de faire, nonobstant la déclaration du capitaine-rapporteur, destituer les deux agents de police, ce qui était dans mes projets². » Trois jours après, le commissaire Sagarra et l'agent Aspero étaient remis en liberté et reprenaient même provisoirement leurs fonctions, sans doute grâce à Casanova et à Lechi³.

1. Renseignements sur Barcelone.

2. Tout ceci d'après le Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G. (28 juillet 1810).

3. Le 7 février 1811, d'après Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 109, date confirmée par les Renseignements sur Barcelone, qui nous apprennent aussi que les deux policiers furent « rendus à l'exercice de leurs fonctions ».

Lorsque Gouvion-Saint-Cyr arriva à Barcelone à la fin de mars 1809, il parut approuver l'attitude de Duhesme dans l'affaire Canton : il eut avec Lechi des relations assez assidues, et recommanda seulement au commissaire général de ne plus employer les deux hommes qu'on avait inculpés momentanément ; enfin il ordonna que l'affaire fût désormais suivie par les tribunaux ordinaires. Sagarra et Aspero furent donc renvoyés avec une petite indemnité, mais Casanova fut maintenu en fonctions, et Saint-Cyr ne parut éprouver aucun soupçon ni contre lui ni contre Lechi¹. Casanova restant à la tête de la police barcelonaise, on pouvait croire l'affaire Canton enterrée, car les juges des tribunaux réorganisés ne devaient point avoir grande envie de la tirer au clair. Pendant plus d'un an, il n'allait plus en être question, en effet, et les Barcelonais eux-mêmes semblèrent l'avoir oubliée.

IV

Pour suivre jusqu'au bout la première phase de l'affaire Canton, nous avons dû anticiper quelque peu sur les événements de l'année 1809. Il convient maintenant de reprendre au 17 décembre 1808 l'histoire de la police barcelonaise. La fin du siège aurait pu à la rigueur entraîner la disparition de cette institution, créée à titre provisoire et pour répondre à un état de choses exceptionnel ; et cela n'eût point étonné à un moment où on parlait de « la police » et des « lois qui se trouvaient en vigueur avant la

1. Renseignements sur Barcelone : « Le 4 avril suivant, Casanova exigea la démission de Sagarra : il lui fit espérer des indemnités que ce dernier assure n'avoir été que très faibles et bien au-dessous de ce qui lui avait été promis. » Pour les autres faits, Réponse de M. le général Duhesme à S.E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris. 26 août 1810 (Arch. G., 28 juillet 1810) ; Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), *ibid.* ; Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

révolte du corrégiment¹ ». Il n'en fut pas ainsi, et le seul résultat de la levée du blocus fut un léger adoucissement des procédés employés jusque-là pour assurer la tranquillité dans la ville. L'influence de Saint-Cyr et de ses auxiliaires directs n'y fut sans doute point étrangère. On peut en effet remarquer que l'établissement d'un trésorier à la police coïncida avec l'entrée en fonctions de l'ordonnateur Rey comme chef du service financier². D'autre part, Saint-Cyr affirme que, si on ne parla plus de conspirations pendant qu'il séjourna aux environs de Barcelone ou de Tarragone, ce fut parce que son chef d'état-major alla défendre de sa part au commissaire général de parler de complots et de menées occultes dans ses rapports. « Le retour du général Rey confirma le général en chef dans l'idée qu'il n'y avait rien à craindre de tous les prétendus projets de conspiration qu'on lui avait annoncés à diverses reprises³. » Le colonel-général pensait que la possession de la citadelle et du Monjuich suffisait à assurer la sûreté de la garnison, et il indiqua même à Duhesme, qui ne partagea point cet avis, qu'il n'était pas nécessaire d'occuper la ville de façon permanente⁴.

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 23 décembre 1808, dans le *Diario* du 26.

2. Voir chapitre IV, section 1. Le rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova constate bien que Cortada exerça les fonctions de trésorier à partir du 1^{er} janvier 1809, c'est-à-dire le jour même où l'ordonnateur Rey prenait la direction des services financiers; Mémoire abrégé du général Duhesme, présenté le 4 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810).

3. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 163-168. Il est un fait incontestable et qui vient à l'appui des allégations de Saint-Cyr : c'est que, de janvier à avril, les arrêtés ne parlent plus des conspirateurs, et qu'on ne fit rien contre eux, même en mars 1809 (voir la section suivante), alors qu'il y aurait peut-être eu lieu d'agir.

4. Le général Rey à Duhesme, Villafranca, 1^{er} janvier 1809, Arch. nat., AFIV 1621; Duhesme à Saint-Cyr, Barcelone, 3 janvier 1809, *ibid.* : « Quant au parti de se réduire à occuper la citadelle et le fort Montjouy, je le crois contraire au bien de l'armée et aux intentions de l'Empereur, qui m'avait fait recommander de me préparer à y soutenir un siège. M. le général commandant l'arme du génie n'a sans doute envisagé cette question que sous les rapports de son arme ; mais il n'a pas pu la voir sous les rapports politiques... »

En tout cas, dès le 23 décembre, on revint sur une partie des prescriptions édictées par Lechi depuis deux mois : « Le commissaire général de police, conformément aux intentions de S. E. le commandant général de la province, prévient le public : qu'à partir de maintenant, les habitants de cette ville pourront monter sur les terrasses de leurs maisons, et se promener sur les remparts comme jadis, mais sans s'arrêter ni surtout entrer dans les bastions; que les pauvres gens et les cultivateurs qui font métier d'introduire des comestibles peuvent continuer à le faire librement; et que les autres personnes, qui désirent aller à leurs maisons de campagne pour leur plaisir ou pour l'exploitation de leurs biens, peuvent le faire en obtenant d'abord du dit commissaire général un passeport en due forme¹. » Les boulangers qui depuis deux mois ne travaillaient plus que pour le compte de la ville furent autorisés en janvier à servir les particuliers². Comme on l'a vu déjà, les personnes détenues à la goélette furent relâchées le 23 décembre, et il semble qu'on ne procéda à aucune arrestation dans la ville entre le 17 décembre et le 30 janvier³.

Mais la police n'en restait pas moins en fonctions : et, loin de décroître, les pouvoirs, les moyens d'action et l'influence réelle de Casanova allèrent engagnant sans cesse. Il choisit lui-même le trésorier de son administration, un sieur Cortada, « homme taré et chassé de l'inspection des douanes pour fait de malversations » : ce dernier laissa Casanova disposer à sa guise des fonds de la police; et les

1. Avis de Casanova, Barcelone, 23 décembre 1808, dans le *Diario de Barcelona* du 24.

2. Avis dans le *Diario* du 15 janvier 1809. Pendant le siège, la municipalité n'avait pas fourni le pain aux habitants; mais elle avait réglementé la vente (au moyen de bons de rationnement) et réduit la fabrication à une seule qualité.

3. Du moins ni le *Diario*, ni Ferrer, qui enregistre soigneusement les arrestations, n'en signalent aucune avant celle du colonel de Ros (voir plus loin).

recettes avouées ou occultes faites par cette caisse spéciale, loin de diminuer, continuèrent à progresser, aux dépens non seulement des tripots, mais aussi des habitants ordinaires ou occasionnels de Barcelone¹. Le prix des passeports, fixé à douze pesetas, était en réalité variable selon la fortune de ceux qui les demandaient²; ce n'était point assez, et on inventa bientôt aussi des « cartes de sûreté » du prix d'une peseta. Duhesme, « après avoir *entendu* le rapport du commissaire général », en rendit le 21 janvier la possession obligatoire pour les nombreux étrangers venus à Barcelone depuis le 20 décembre : on ne pourrait d'ailleurs obtenir cette carte qu'à condition d'être « connu par sa moralité et ses principes » et d'être retenu à Barcelone « pour affaires essentielles³ ». Le 10 février, la carte de sûreté fut rendue obligatoire pour toutes les personnes qui ne seraient pas inscrites sur la liste des contribuables ou qui n'auraient pas du moins à Barcelone leur famille ou leur « établissement⁴ ». Quelques jours après, la police faisait un exemple en arrêtant vingt-neuf jeunes gens, qui ne purent exhiber la carte prescrite : on les mit aux Atarazanas, et on ne les relâcha que lorsqu'ils eurent été réclamés par des habitants honorables et se furent engagés à se mettre en règle⁵. Au mois de mai, un arrêté destiné à pré-

1. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6354; Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, *ibid.*, F⁷6352; Compte-rendu par Pelletier.

2. Renseignements sur Barcelone : « Le prix en fut fixé pour la forme; mais dans le fait il fut toujours proportionné à la fortune et à l'importance de ceux qui les obtenaient : aucune régularité ne fut observée dans cette mesure; nul registre servant à constater les passes délivrées; nul mode de comptabilité ne parut servir à faire connaître le montant de cette branche de recettes qui tournait dans la plus grande partie au seul bénéfice de ceux qui en avaient la manutention. » Au début, on accorda gratuitement ces passeports ou passes aux pauvres qui allaient chercher des vivres (Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 65-66); mais, plus loin (t. IV, p. 341), cet auteur constate l'arbitraire dans leur distribution.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 21 janvier 1809, dans le *Diario* du 22.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 10 février 1809, dans le *Diario* du 12.

5. Renseignements sur Barcelone; Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 121; cf. avis de Casanova, 17 février 1809, dans le *Diario* du 18.

venir les fraudes sur les passeports stipula que ces cartes ne seraient valables que pour un mois ; et cette disposition resta depuis en vigueur¹. Or, depuis la levée du siège, beaucoup de Barcelonais sortaient, même sans intention d'émigrer définitivement et surtout pour aller à la recherche des vivres².

La police continuait aussi à tirer profit des tripots de Barcelone : en avril, afin de prévenir les querelles dans les maisons de jeu, il fut arrêté qu'il y aurait dans chacune un agent de police en permanence ; il serait chargé d'y maintenir le bon ordre « et de décider sur-le-champ les différends qui pourraient s'y élever ; et, s'il y a quelque réclamation à faire, elle pourra être présentée au commissaire général qui prononcera définitivement³ ». Aussi la police avait-elle un large budget, sans compter les profits illicites : et si Casanova se plaignait « souvent et très haut » vers la fin de 1809 « d'être obligé de donner chaque mois sur les rentrées de la police 2.000 francs au général en chef, 1.000 francs au général commandant supérieur de la place, 500 francs au commandant d'armes, au gouverneur de la citadelle, à celui de Monjuich, 500 francs entre d'autres officiers attachés à l'état-major⁴ », il est probable qu'il ne s'oubliait pas non plus et que son traitement mensuel de 800 francs ne constituait pas le seul revenu de son métier. Les versements mêmes que la caisse de la police faisait chaque mois soit aux officiers, soit aux agents, devenaient, paraît-il, une source de profits pour Casanova : il les effectuait en

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 1^{er} mai 1809, dans le *Diario* du 4 ; Ferrer, t. IV, p. 323 (affirme que les passeports eux-mêmes ne sont plus valables que pour un mois : novembre 1809).

2. Ferrer, t. III, p. 65-66.

3. Arrêté de Casanova, Barcelone, 18 avril 1809, dans le *Diario* du 20.

4. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 ; fait également signalé dans le Rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova, Arch. nat., AFIV 1625.

francs, et les faisait porter en pesetas sur le registre des dépenses de la police¹.

D'autre part, les attributions du commissaire général s'étendaient sans cesse ; moins occupé par les complots, du moins jusqu'en avril, il profitait de ses loisirs pour s'occuper maintenant de police municipale, c'est-à-dire en réalité pour empiéter sur les attributions ordinaires de l'Ayuntamiento. Dès le mois de janvier, Casanova réglementait la fabrication et la vente du pain, pendant que Lechi interdisait les jeux de hasard sur la voie publique² ; au mois d'avril, le commissaire général intervenait dans les mesures préparatoires à l'établissement de l'impôt sur les propriétés immobilières³. Les empiétements successifs de Casanova sur l'autorité municipale furent enfin consacrés par Duhesme dans la lettre qu'il écrivit le 2 mai 1809 au nouvel Ayuntamiento, où le chef de la police venait d'ailleurs d'être introduit : « Le nouvel ordre de choses, en amenant quelques changements dans le gouvernement de Barcelone, a nécessairement apporté des changements dans l'administration. L'Ayuntamiento auparavant avait en propriété une grande partie des branches, parce que la constitution lui accordait tous les moyens nécessaires pour les régir. Maintenant il serait superflu qu'il conservât à sa charge toutes ces branches de police et d'administration, puisqu'on ne pourrait pas mettre à sa disposition les moyens nécessaires et que d'ailleurs plusieurs d'entre elles seraient incompatibles avec les attributs et les prérogatives qui ont été accordés à de nouvelles autorités... L'Ayuntamiento avait autrefois deux membres pour inspecter les marchés, veiller à ce que l'on ne fit pas de fraudes sur le poids, à ce

1. Rapport de la Commission administrative ; ce document évalue à 1.000 francs par mois le profit ainsi réalisé par le commissaire général.

2. Arrêts de Casanova, Barcelone, 23 janvier 1809 ; de Lechi, 26 janvier 1809 (*Diario* des 24 et 27).

3. Avis de Casanova, Barcelone, 10 et 22 avril 1809 (*Diario* du 11 et du 23).

qu'on n'y apportât que des denrées saines. Cet objet a été alloué à la police. Les fonctions qui étaient remplies par les régidors nommés *obreros*, de veiller à ce que l'ordre règne dans les marchés, pour ordonner les places des marchés, pour assister aux incendies et y ordonner le nécessaire, faire soigner le pavé des rues, la propreté, l'entretien des fontaines, etc., doivent appartenir à la police. L'éclairage de la ville appartient à la police en vertu des ordres du général en chef. L'Ayuntamiento doit présider aux théâtres et à toutes les réjouissances publiques : mais la police y sera exercée par un commissaire de police en ce qui tient à l'ordre, la décence et la tranquillité¹. »

A cet égard et à d'autres encore, le rôle de Casanova devenait assez analogue à celui d'un commissaire de la police impériale dans une grande ville². Le 25 janvier, un arrêté de Duhesme confia à ce personnage l'exercice de la censure : « Considérant que l'inspection et la vérification des journaux, affiches et autres papiers publics appartient à la police, décrète ce qui suit : ... Aucun imprimeur ni journaliste ne pourra, pour quelque cause et affaire que ce soit, imprimer ni publier aucun écrit, livre nouveau, ni libelle, sans la permission du commissaire général de police. Tout contrevenant à cet article sera puni de la prison et de cent livres d'amende. » Et en effet, quelques jours après, un ex-colonel, entre les mains de qui « on trouva des papiers incendiaires » fut mis à la citadelle³. Le commissaire général réglementait jusqu'aux

1. Duhesme à l'Ayuntamiento, Barcelone, 2 mai 1809, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1809 (Réponse point par point à une lettre écrite le 1^{er} mai par Uranx d'Amelin au nom de l'Ayuntamiento, et où celui-ci rappelait le rôle antérieur de ce corps, aux termes de la cédula royale d'organisation de 1718 et autres actes complémentaires).

2. Et bien entendu, à beaucoup de points de vue, les pouvoirs de Casanova excédèrent beaucoup ceux d'un commissaire en fonctions en France.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 25 janvier 1809, dans le *Diario* du 26 ; avis dans le *Diario* du 2 février ; cf. Renseignements sur Barcelone.

réunions privées, et interdisait la formation des sociétés de danse sans son autorisation¹. Dès le 23 janvier, Casanova promulgua pour la première fois un « arrêté » (*decreto*) sous sa signature, ce qui parut comme une sorte de consécration officielle de sa haute autorité². Le commissaire général fixait de petites pénalités comme sanctions à ses arrêtés, et en se réservant le droit de prononcer lui-même les condamnations à l'amende ou à la prison. Dans un arrêté du 4 février, qui reproduisait, il est vrai, les dispositions d'un ancien arrêté de Duhesme, Casanova ordonna même que « tout porteur d'arme prohibée » serait « jugé comme assassin » : après s'être longtemps abrité derrière les signatures de Lechi ou de Duhesme, le commissaire général se mettait en avant, sans craindre d'attirer les haines sur sa personne.

Pour achever de donner à la police barcelonaise des fonctions analogues à celles de la police impériale, un arrêté du 23 février assura à la justice régulière le concours de la police, substituant ainsi l'action des agents de Casanova à celle des agents et alguazils attachés aux tribunaux : « Après qu'un tribunal ou une justice quelconque auront porté un jugement, il sera mis en exécution d'après les ordonnances et les usages par les voies et moyens accoutumés. S'il arrive qu'on oppose résistance à la mise en exécution et que la force devienne nécessaire, la justice ou tribunal de qui aura émané la sentence demandera assistance au commissaire général de police, qui sera autorisé à prêter main-forte³ ». Lors de l'organisation de

1. Arrêté de Casanova, Barcelone, 1^{er} février 1809, dans le *Diario* du 2.

2. Arrêté de Casanova, Barcelone, 23 janvier 1809, dans le *Diario* du 24, avec la formule : « fait et délibéré au commissariat général », la signature de Casanova et le contre-seing du secrétaire de la police Barreau ; cf. arrêtés de Casanova du 1^{er}, du 4 février (*Diario* du 2, du 5), etc. L'auteur des Renseignements sur Barcelone abuse du terme espagnol *decreto* pour déclarer que Casanova rendait des *décrets*.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 25 février 1809 (*Diario* du 5 mars) ; cf. art. 3 : « Les litiges pour paiements de loyers et autres créances seront

la nouvelle Audience, Casanova en fut d'ailleurs nommé juge, ce qui devait sans doute rendre plus efficace la collaboration, mais n'était guère fait pour assurer l'exercice serein de la justice.

Enfin, s'il ne fut plus pour quelque temps question de conjurations, on n'en persista pas moins à recourir, au moindre indice de danger extérieur ou intérieur, aux procédés de l'année précédente. On continua, sans doute sans grand succès, à essayer de se débarrasser de la populace, des mendiants et des vagabonds¹. Aux mois de février et de mars, les miquelets recommencèrent à paraître par petites bandes aux environs de la ville, et quelques bâtiments anglais croisèrent devant le port². On reprit aussitôt le système des menaces et des prescriptions minutieuses. Le 12 février, sous prétexte que « l'indulgence » qu'on avait « bien voulu employer jusqu'ici » avait enhardi les séditieux et que notamment on avait dû, la veille au soir, disperser un attroupement « de vingt-cinq à trente personnes », un arrêté prévint le public qu'après la retraite toute personne faisant partie d'un groupe de plus de six personnes serait traduite devant une commission militaire³. Quelques jours après, à la suite d'une grande parade sur la Rambla, on promena à travers les rues de

jugés de préférence par les tribunaux et justices dont ils sont compétents : si, après la sentence portée, la partie condamnée refuse de se soumettre à l'exécution, la partie adverse se présentera au greffier du tribunal ou justice qui aura prononcé la sentence, pour obtenir un certificat de la résistance qu'il éprouve : le commissaire général de police, sur la présentation de cette pièce, prêterait assistance conformément à l'article précédent. »

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 21 janvier 1809 (*Diario* du 22) : « Toute personne entrée dans cette ville de Barcelone depuis le 20 décembre dernier, et qui n'y avait pas avant cette époque son domicile, sera tenue d'en sortir dans trois jours... Tout aubergiste, traiteur, chef de maison ou d'habitation donnant à manger ou seulement à loger portera tous les jours au commissaire de police de son arrondissement le nom, prénom, profession et domicile des étrangers qu'ils logeront chez eux, et ils ne pourront y recevoir plus de trois jours la même personne. » Arrêté de Duhesme, Barcelone, 16 février 1809 (*Diario* du 18), etc.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 155-156.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 10 février 1809 (*Diario* du 12).

Barcelone deux canons, mèche allumée¹. Les 8 et 10 mars, deux ordres signés à la fois de Lechi et de Casanova rappelaient aux habitants que, en cas d'alarme annoncée par les trois coups de canon tirés de la batterie des Atarazanas, chacun devait rentrer chez soi et s'abstenir de paraître sur son toit².

« L'autorité du commissaire général allait croissant de jour en jour; c'était lui qui dictait à Duhesme tous les arrêtés que ce dernier, assez occupé des affaires militaires, rendait le plus souvent sans les examiner, croyant pouvoir accorder sa confiance à un homme que le vice-consul lui avait présenté³... » Le 24 mars, quand il eut réuni tout le corps de la police pour lire l'arrêté de Duhesme relatif au costume et aux insignes des commissaires et agents, Lechi, dans un petit discours final, fit un bel éloge de son compère Casanova : « Recevez les témoignages de mon estime et de mon amitié : votre nom est cher aux militaires, et le sera à vos compatriotes, que vous avez garantis de tant de maux par votre prudence et par vos conseils⁴. » On ne manqua point plus tard de relever l'impudence de Lechi en cette occasion : « Peut-on lire sans indignation un pareil discours, dont chaque phrase est un chef-d'œuvre d'hypocrisie? Lechi vante l'incorruptibilité d'un homme avec lequel il a depuis quelques jours partagé les dépouilles d'un malheureux que ses seules richesses ont conduit à la mort la plus cruelle⁵ ». Mais, à ce moment, les deux complices pouvaient considérer l'affaire Canton comme terminée. La réorganisation de l'Audience et de l'Ayuntamiento dès le 12 avril faisait de Casanova, nommé

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 427.

2. Ordres des 8 et 10 mars 1809 (*Diario* du 9 et du 11).

3. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554.

4. L'arrêté de Duhesme, Barcelone, 3 février 1809, fut publié dans le *Diario* du 25 mars en même temps que le compte-rendu de la cérémonie. Il stipulait que costume et insignes seraient payés par la caisse de la police.

5. Renseignements sur Barcelone.

jugé et régidor, un grand personnage ; son pouvoir devait pourtant grandir encore, son rôle devenir plus large à la suite du départ de Lechi et de Saint-Cyr (14 avril 1809). Restant seul à la tête de la police, libre maintenant de s'occuper autant qu'il le voudrait des conspirateurs, Casanova allait arriver bientôt à son apogée.

V.

Vers le mois de mars 1809, les menées des patriotes barcelonais avaient pris un caractère plus précis ; quelques hommes avaient enfin essayé de tracer le plan d'un vrai complot. C'étaient des membres des corporations de la ville (*colegios y gremios*), quelques moines ou prêtres, que dirigeait l'ex-chapelain de la citadelle, Joaquin Pou, quelques artisans et paysans ; le nombre des affidés était élevé et il ne pouvait en être autrement, puisqu'on voulait provoquer à date fixe le soulèvement général de la population. Il s'agissait d'attaquer simultanément les forts et les casernes, en profitant du voisinage des bâtiments anglais. Les chefs du mouvement parvinrent à faire entrer des fusils dans la ville ; ils organisèrent des magasins d'armes et de munitions et préparèrent des cocardes, qui devaient servir de signes de reconnaissance ; elles portaient en exergue : *Vive Ferdinand, la patrie, la religion ! Mort à Napoléon*¹. La conspiration devait éclater dans la nuit du 6 au 7 mars. Mais, sans connaître avec précision les lignes du complot, les chefs français devaient se douter de quelque chose, comme l'indiquait le retour aux sévères mesures d'ordre. Les bâtiments anglais s'étant éloignés

1. Une de ces cocardes est épinglée au rapport de Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809, Arch. nat., AFIV 1621. C'est un morceau d'étoffe rouge portant le monogramme de Ferdinand VII ; l'exergue est en abrégé : *V. Fao, la Pat^a, la Re^{on} y muera Napolⁿ.*

de la ville dans la journée du 6, la prise d'armes fut ajournée¹.

Vers la fin d'avril, les chefs du complot reprirent leurs plans qui se précisèrent en mai. Dans la nuit de l'Ascension, c'est-à-dire du 11 au 12 mai, les miquelets des environs et les Anglais attaqueraient les portes et le Monjuich, pendant que les conjurés de la ville se rassembleraient, prendraient les armes et attaqueraient la citadelle et la batterie des Atarazanas. On comptait sur la coopération des prisonniers de guerre restés à Barcelone et le sergent Navarro faisait de la propagande parmi eux. Quelques moines et prêtres, des négociants, des artisans recrutaient des adeptes dans la population, et vers le 10 mai, des centaines de Barcelonais étaient dans le secret². Il était bien difficile que dans ces conditions il ne transpirât point quelque chose; averti du danger par de « bons habitants », Casanova invita les chefs français à la méfiance. Mais on ne savait à qui s'en prendre. Toutefois la garnison du Monjuich, contre lequel devait se diriger surtout l'effort des ennemis du dehors, fut changée brusquement, et tous les postes reçurent ordre de se tenir spécialement sur leurs gardes³.

Pour leur malheur, les conjurés essayèrent alors de corrompre un officier du 5^e régiment italien, le capitaine Provana. Celui-ci était cruel et pillard, mais fidèle⁴; il avertit aussitôt Duhesme, qui profita de l'occasion : « J'autorisai cet officier, non seulement à entendre ces propositions, mais encore à avoir l'air de s'y prêter favora-

1. Tout ce paragraphe d'après Ferrer, t. III, p. 151-156.

2. Ferrer, t. III, p. 367-383; *Procès-verbal du jugement rendu le 2 juin 1809*, impr., Arch. nat., AFiv 1621.

3. *Rapport de Casanova à Duhesme*, Barcelone, 16 mai 1808, impr., Arch. des Aff. Etr., Mém. et Docs, France, vol. 643, f^{os} 242-245; Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809.

4. Renseignements sur Barcelone. Arch. nat., F⁷6554; Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne depuis le mois de février 1808, Arch. nat., F⁷6352; Compte-rendu par Pelletier, Arch. G., 14 février 1811.

blement; et je priai le général Chabran, commandant supérieur de la place, de suivre avec assiduité cette affaire, et lui recommandai une surveillance plus active que jamais¹. »

Jusque-là, Casanova ne savait pas grand'chose de précis, et n'avait pu faire aucune arrestation. Mis au courant, il apostâ près du lieu fixé pour les rendez-vous un de ses subordonnés, et celui-ci reconnut les deux conspirateurs, qui étaient probablement assez novices dans leur art. Le soir venu, on tint sur pied dans les casernes une partie de la garnison, les postes furent renforcés, et des partis de soldats battirent les environs de la place et du Monjuich, déjouant ainsi les projets des miquelets de Clarós². Pendant ce temps de nombreux conjurés se rassemblaient par groupes sur divers points de la ville : mais, ne recevant point le signal convenu, constatant que tout restait tranquille au dehors, les Barcelonais comprirent que le complot devait être éventé, et les rassemblements se dispersèrent avant le jour sans avoir rien tenté. Au matin, en voyant les postes renforcés et de nombreuses patrouilles sillonner la ville, les chefs de la conspiration s'effrayèrent, et beaucoup s'enfuirent dès l'ouverture des portes; dans l'après-midi, les prêtres affiliés s'occupèrent de mettre les armes en lieu sûr. Ce fut en vain que, dans les journées du 12 et du 13, la troupe et la police visitèrent les églises et cherchèrent les chefs des conjurés. Mais, le 14, on mit la main sur les interlocuteurs du capitaine Provana : c'étaient l'agent de change Salvador Aulet et l'employé de la consolidation des *vales*, Juan Massana³. Ces deux individus firent-ils des aveux complets et dénoncèrent-ils leurs complices, comme l'affirma le surlendemain

1. Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809; *Rapport de Casanova à Duhesme*; Laffaille, *Mémoires sur la campagne*, p. 235-236.

3. Ferrer, t. III, p. 384-394 et 427-428; *Procès-verbal du jugement*.

Casanova dans un rapport destiné à la publicité¹? En tout cas, dans les jours qui suivirent, la police obtint plus de résultats : les perquisitions aboutirent enfin à la découverte de fusils, de cartouches, de sabres et de cocardes, et de nombreuses arrestations furent opérées. Le régent de l'Audience Medinabeytia collaborait avec Casanova dans la direction des recherches².

C'est sur ces entrefaites que le régidor de Ferrater, qui était le véritable dirigeant du nouvel Ayuntamiento, fut blessé par un inconnu d'un coup de bâton à la tête³. Duhesme prit aussitôt un arrêté pour empêcher le retour de faits analogues : « Considérant qu'il est urgent de prendre des mesures pour faire jouir les autorités constituées, les fonctionnaires publics et les citoyens paisibles de la protection spéciale du gouvernement, et de punir rigoureusement les malveillants qui pourraient les insulter... Il est défendu à tout individu de paraître dans les rues et promenades avec un bâton, ni de porter sur lui un couteau, de ceux prohibés par les lois, ou toute arme blanche, sous peine d'être arrêté et traduit devant une commission militaire pour être jugé comme assassin et conspirateur. Les fonctionnaires publics sont exempts de cette disposition. Les vieillards qui, par leurs infirmités ou leur grand âge, ont besoin d'un appui pour marcher, pourront porter la canne... Tout homme qui ira avec un manteau sera visité dans les rues par les agents de police et par les soldats des divers postes⁴. » Peu après, les magistrats devaient recevoir une « carte de sauvegarde » avec la formule suivante en espagnol et en français : « Sauvegarde pour M. N..., *régent, juge ou fiscal* de l'Audience, en vertu de laquelle tous les militaires de

1. Rapport de Casanova à Duhesme.

2. Ferrer, t. III, p. 495-525 ; Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809.

3. Ferrer, t. III, p. 410 (le 20 mai) ; cf. Renseignements sur Barcelone.

4. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 22 mai 1809, dans le *Diario de Barcelona* du 23.

l'armée française et tous les habitants de la ville indistinctement sont requis de lui prêter secours et assistance; le citoyen qui s'y refuserait sera puni... de quinze jours de prison ou d'une amende de cinquante livres catalanes, si ses facultés le permettent¹. »

L'agression contre Ferrater fournissait d'ailleurs l'occasion d'enrichir de quelques dispositions nouvelles le code spécial de sûreté que les autorités « intruses » avaient peu à peu constitué par leurs arrêtés : « S'il survenait une émeute populaire, toute maison où l'on aurait assassiné un Français, un magistrat, un militaire ou un employé des diverses autorités et administrations de cette ville, toute maison, de laquelle on lancerait des pierres, ou d'où l'on tirerait quelque coup de feu, sera livrée au pillage : il en sera de même de toute maison où il y aura eu des rassemblements séditieux ; et, si cela arrive dans des maisons habitées par les propriétaires mêmes, ou qu'ils en aient eu connaissance sans en prévenir auparavant le gouvernement, elles seront en outre démolies²... »

Quand l'instruction contre les coupables eut été suffisamment poussée par le capitaine nommé rapporteur près la commission militaire par le nouveau commandant supérieur Chabran³, on sut, paraît-il, que les vrais instigateurs de la conspiration avaient été les prêtres et les moines⁴, que « plusieurs églises et couvents de cette ville de Barcelone » avaient « déjà servi de lieu de réunion à des conspirateurs » ; les « ministres de Notre-Seigneur » avaient, d'après Duhesme, méconnu l'exemple donné par le Christ, qui avait « toujours été un vrai modèle de douceur, d'humanité et de soumission aux puissances supé-

1. Avis au public, *Diario* du 7 juin.

2. Arrêté précité de Duhesme, 22 mai 1809.

3. *Procès-verbal du jugement*, Arch. nat., AFRv 1621 : ce rapporteur était le capitaine Gaddi du 5^e de ligne italien.

4. Dans son *Rapport* du 16 mai 1809, impr., Casanova s'en prenait déjà aux moines et aux prêtres.

rieures » : ils avaient abusé de « leur influence à égarer le peuple¹ ».

Du moment que les prêtres séculiers eux-mêmes avaient manqué de « soumission aux puissances supérieures », il n'y avait plus à les ménager, et un arrêté fut pris en conséquence pour mettre fin aux manœuvres des ecclésiastiques, et surtout pour les effrayer : « Toutes les églises et couvents de l'un et de l'autre sexe de Barcelone devront être fermés à six heures du soir et ne pourront s'ouvrir avant cinq heures et demie du matin... Tout individu qui, depuis six heures du soir jusqu'à cinq heures et demie du matin, sera trouvé dans une église ou dans un clocher, ainsi que tout particulier qui, dans ce même espace de temps, sera trouvé dans un couvent dont il ne sera pas reconnu être domestique, sera considéré comme malintentionné et criminel, et sera en conséquence traduit devant une commission militaire pour y être jugé comme conspirateur contre la sûreté publique... Il y aura, auprès de la cathédrale, de chaque paroisse et des principaux couvents de cette ville, une personne secrète chargée par M. le commissaire général de police de veiller à ce que les dispositions de cet arrêté soient ponctuellement exécutées, et d'en dénoncer tout de suite les infractions à la police ; cette personne sera à la charge de chaque paroisse et communauté... Les vicaires généraux, ainsi que les curés, les vicaires et les marguilliers de chaque paroisse, et les trois principaux supérieurs de chaque communauté régulière, sont personnellement responsables, non seulement

1. Considérants de l'arrêté cité à la note suivante ; dans son rapport du 14 juin 1809 à Clarke, Arch. nat., AFIV 1621, Duhesme accuse également les « intrigues criminelles des moines en général et de quelques ecclésiastiques séculiers... Prédicateurs zélés de l'insurrection et de l'assassinat, ils sont parvenus facilement, par le moyen de la confession, par l'ascendant sans bornes qu'ils exercent sur l'esprit du peuple, à se faire des prosélytes nombreux et dignes en tout de leurs projets. » Même thème dans un ordre du jour de Chabran inséré au *Diario* du 4 juin : « Soldats. Des malheureux égarés par un fanatisme atrabilaire voulaient plonger dans votre sein le fer homicide... »

de l'exécution du présent décret chacun dans ce qui le concerne, mais encore de tout ce qui pourrait se tramer pendant le jour, dans leurs églises ou couvents contre le gouvernement et l'armée française¹... »

L'instruction du capitaine rapporteur aboutit au renvoi devant la commission militaire nommée le 17 mai par Chabran de dix-huit prévenus, dont cinq moines et trois prêtres ; tous étaient « accusés d'avoir pris plus ou moins part à une conspiration dirigée contre la sûreté de l'armée française dans cette ville ». La séance, ouverte à sept heures du matin dans une salle de la citadelle, ne se termina qu'à minuit. Cinq des inculpés, savoir les deux interlocuteurs de Provana, le sergent Navarro, le prêtre Joaquin Pou et le P. Juan Gallifa, étaient condamnés à mort en vertu de la loi du 21 brumaire an V, punissant « la révolte, la sédition ou la désobéissance combinées de la part des habitants d'un pays ennemi occupé par les troupes de la République² ». Un comparse était condamné « à être détenu, jusqu'à ce que la paix et la tranquillité publiques soient parfaitement rétablies dans le royaume d'Espagne ». Trois des accusés « seraient détenus jusqu'à plus ample information sur leur compte ». Les autres étaient acquittés. Les deux clercs seraient exécutés par la garrotte et leurs compagnons pendus, « suivant les usages et qualités des individus », et le jugement serait exécuté dans les vingt-quatre heures³.

La sentence atterra la plupart des Barcelonais, mais elle en exaspéra quelques-uns. Pendant que les défenseurs des condamnés et le vicaire général faisaient vainement appel à la clémence de Duhesme, certains des conspira-

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 27 mai 1809, dans le *Diario* du 29.

2. Il s'agit ici de la grande loi du 21 brumaire an V, ou *Code des délits et des peines pour les troupes de la République* (dans Du Vergier, *Collection complète des lois, décrets. etc.* t. IX, p. 255-262. L'article appliqué est l'article 4 du titre VIII (*De l'insubordination*).

3. *Procès-verbal du jugement rendu le 2 juin 1809*, impr., Arch. nat., AFIV 1624 ; cf. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. III, p. 427-429 et 459.

teurs restés dans la ville cherchaient à empêcher par d'autres moyens l'exécution de la sentence¹. Dans l'après-midi du 3, pendant qu'une foule silencieuse se portait vers l'esplanade de la citadelle pour assister au « martyr » des cinq condamnés, et que de nombreuses patrouilles à pied et à cheval parcouraient les places et les rues, on entendit soudain le tocsin de la cathédrale². « Quelques groupes armés se montrèrent, mais l'activité des troupes et le mouvement rapide des patrouilles empêchèrent tout rassemblement considérable. Dans plusieurs quartiers de la ville, il fut tiré quelques coups de fusil contre des militaires qui n'en furent point atteints³ ». Aussitôt, pendant que les bourreaux improvisés qu'on avait recrutés au bain procédaient aux exécutions, des troupes se portèrent rapidement sur la cathédrale et la cernèrent de tous côtés. Sous la haute direction de Casanova et de Medinabeytia, la police et les patrouilles multiplièrent pendant deux jours les perquisitions et les arrestations au petit bonheur. Les chanoines de la cathédrale durent ouvrir les armoires qu'ils avaient dans les chapelles ; et, d'après Ferrer, le terrible régent déclara à cette occasion au chapitre : « Si on trouve la moindre arme ou chose prohibée, tous les prêtres de la cathédrale iront à la citadelle et subiront la peine de mort⁴. » Enfin, le 6 juin, on découvrit

1. Ferrer, t. III, p. 429-430, 435-436, 460-462. Cf. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) : « Ces malheureux étaient les séides d'un certain Clarós, qui, se tenant au delà des défilés de Móngat avec un ou deux milliers de miquelets, leur avait fait croire qu'il arriverait avec son armée à leur signal pour forcer les portes de la ville et les secourir.... »

2. Ferrer, t. III, p. 462-463. Résumé historique des opérations : « Au moment de l'exécution, de malheureux fanatiques osèrent s'introduire dans le clocher de la cathédrale, y sonnèrent le tocsin en appelant le peuple aux armes.... »

3. Duhesme à Clarke, Barcelone, 14 juin 1809, Arch. nat., AFIV 1621 ; cf. Résumé historique des opérations : « Mais les mesures étaient si bien prises que de suite ils furent cernés et les attroupements dispersés par les patrouilles de la garnison. »

4. Duhesme à Clarke, 14 juin 1809 ; Ferrer, t. III, p. 463-466 et 469.

dans l'orgue les gens qui avaient sonné le tocsin : c'étaient trois modestes artisans. Après une nouvelle instruction, la commission militaire les condamna à être pendus ; trois autres personnes, considérées comme leurs complices, devaient être détenues jusqu'à la paix. Les trois courageux Barcelonais furent exécutés le lendemain, et cette fois personne ne bougea¹.

Comme les magistrats et fonctionnaires réfractaires du mois d'avril, mais cette fois à juste titre, les condamnés du 2 et du 26 juin furent considérés comme des héros et des martyrs². On n'accorda point aux prêtres qui les avaient assistés la permission de les faire enterrer ; mais on ne put empêcher les Barcelonais de vénérer leur mémoire³. D'ailleurs l'échec de leur tentative mit fin pour longtemps aux complots et aux mouvements séditieux. « Presque tous ceux qui avaient été acquittés et plusieurs autres prévenus prirent la fuite : et, depuis ce temps, la ville fut délivrée de ces menaces toujours renaissantes, de ces menées sourdes, qui, sans mettre les troupes françaises précisément en danger, ne laissaient pas d'être alarmantes, fatiguaient les troupes et contribuaient beaucoup à augmenter l'exaltation du fanatisme dans Barce-

1. Ferrer, t. III, p. 471-475, 499-502 (c'étaient Julian Portet, tisseur d'alfa, Ramon Mas, charpentier, et Pedro Lastortras, serrurier) ; Duhesme à Clarke, 14 juin 1809 ; Résumé historique des opérations ; etc. D'après Ferrer, t. IV, p. 180, les Français mirent en liberté le 7 septembre suivant un des trois condamnés à la détention : il s'empressa d'émigrer. Les historiens catalans ont raconté très longuement la conspiration de mai et le supplice des conjurés, d'après Ferrer : Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el antiguo principado*, t. I^{er}, p. 342-368 ; Bofarull, *Historia crítica de la guerra de la Independencia en Cataluña*, t. I^{er}, p. 359-386 ; Balaguer, *Historia de Cataluña*, t. IX, p. 317-341. Clarke rendit sommairement compte de l'affaire à l'Empereur dans un rapport du 11 juillet 1809, Arch. nat., AFIV 1618.

2. Ferrer, t. III, p. 501, montre la foule allant toucher les cadavres des pendus du 27 juin à la façon des reliques ; cf. l'opuscule cité à la note suivante.

3. Ferrer, *Relación de lo ocurrido en la gloriosa muerte que el día 3 de Junio del año 1809 sufrieron en Barcelona bajo la tiranía francesa los cinco heroes*, p. 33-36 ; (dit que les Français firent enfouir les cadavres en dehors de la ville.)

lone¹. » Et les Barcelonais ne marquèrent plus leur aversion pour le régime que par leur tristesse et leur muette réserve².

VI

La découverte de la conspiration accrut encore le redoutable prestige de la police et de celui qui en restait l'unique chef. Régidor et juge de l'Audience depuis le 12 avril, président de la police depuis le départ de Lechi, Casanova devint encore, le 9 juin, comme on l'a déjà vu, commissaire du gouvernement auprès de la municipalité, fonction qui semble d'ailleurs n'avoir eu qu'un caractère honorifique³. Le 11 juin, parut au *Diario* un arrêté d'ailleurs peu important, où le commissaire général se parait de tous ses titres, en ajoutant encore, après son nom, la mention : « du Conseil de Sa Majesté⁴. » C'était en réalité Casanova lui-même qui se décernait cette dernière qualité, et il ne la mentionna que cette fois-là. Son nom figura le premier, le 12 juin, sur la liste des membres de la commission des biens des absents, et le 23 il vint en tête de l'énumération des membres de la commission des impôts⁵. Casanova était maintenant l'auxiliaire constant

1. Résumé historique des opérations ; cf. Laffaille, *Mémoires sur la campagne*, p. 236.

2. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 ; cf. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. V, p. 39-40.

3. Sur toutes ces nominations, voir chapitre IV, section VII. Casanova fut installé comme régidor le 27, mais sa nomination était faite et connue dès le 12 avril, d'après Ferrer, t. III, p. 282-283.

4. Arrêté de Casanova, Barcelone, 10 juin 1809, dans le *Diario* du 11 ; sur la supercherie, Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷⁶³⁵⁴. Le titre « du Conseil de S. M. » ne figure dans aucun des autres arrêtés du commissaire général.

5. Arrêtés de Duhesme, 12 et 23 juin 1809 (*Diario* des 14 et 26). Dans le premier arrêté, Casanova est nommé même avant le régent de l'Audience.

de Duhesme, le collaborateur indispensable et presque universel. Au *Te Deum* que Duhesme fit célébrer le 18 juin pour la prise de Vienne, le commissaire général eut une place d'honneur aux côtés du régent de l'Audience, avant les juges de ce tribunal, et ses auxiliaires les commissaires d'arrondissement se mêlèrent aux officiers de Sa Majesté Impériale et Royale et de « son frère bien-aimé Don Joseph-Napoléon, notre roi et seigneur ¹ ».

Le 3 septembre, Casanova maria sa troisième fille en grande pompe : celui qui devenait son gendre n'était autre que le régent de l'Audience, Medinabeytia². Ce dernier avait foi, paraît-il, dans l'étoile de l'ancien agent d'affaires, parvenu en moins de deux ans à de si hautes fonctions : « il rêve que son beau-père doit un jour être ministre », affirmait le malicieux Blondel³. Enrichi aux dépens des habitants, Casanova menait maintenant grand train et faisait scandale par son luxe⁴. Plus tard, Ferrer se rappelait le temps où le chef de la police « était l'arbitre... de la vie et de la mort des Barcelonais » ; où

1. Compte-rendu des fêtes de la journée du 18 juin, dans le *Diario de Barcelona* du 21.

2. D'après Ferrer (qui raconte les gorges chaudes qu'on fit à cette occasion) ; *Barcel. caut.*, t. IV, p. 172.

3. Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316 : «... le régent de l'Audience, devenu ridicule aux yeux même de sa nouvelle compagnie par son enthousiasme inconsidéré pour le nouvel ordre de choses, par ses appels continuels et à tout propos au serment qu'il a prêté, par son dévouement au commissaire de police dont il vient d'épouser la fille cadette, âgée de vingt ans, lui qui en a plus de cinquante et père de deux enfants déjà grands... »

4. Même document : « des ressources pécuniaires qui, sans aucun fonds assigné, ne laissent pas d'être considérables à en juger par les dépenses qu'elles défrayent.... ». Noter que Blondel était en bons termes avec Casanova et était parmi ses obligés (pécuniairement), d'après les Renseignements sur Barcelone et plusieurs rapports de Beaumont-Brivazac, Arch. nat., F⁷ 7014. Le luxe de Casanova est également attesté, avec détails et faits précis, dans les Renseignements sur Barcelone. Ce dernier document nous apprend (ainsi que le Rapport de la Commission administrative sur la conduite de Casanova, Arch. nat., AFiv 1623), que Casanova avait profité du complot pour procéder à des saisies d'argenterie et d'effets à son profit, non seulement chez les condamnés, mais chez les inculpés ou les perquisitionnés ; on cite les noms, les dates et les objets détournés.

« pour pouvoir lui parler il fallait des heures entières d'antichambre » ; et où il était « environné d'un grand faste et entouré d'une nuée de satellites ¹ ». En décembre 1809, Blondel constatait qu'on ne s'adressait plus qu'à Casanova pour obtenir justice, et il écrivait alors : « Il s'est établi autorité supérieure à toutes les autres ; et cette autorité, il l'assure par l'importance continuelle qu'il sait donner à ses soins pour la répression des factieux et le maintien de la tranquillité publique ². »

D'ailleurs, la tranquillité publique semble avoir été très aisée à maintenir à partir de juin 1809 dans la ville dépeuplée et terrorisée par les exécutions ; Casanova put donc s'occuper tout à son aise des menus détails de la police municipale et prêter son concours aux administrations fiscales ³. Il n'y eut plus lieu de renouveler les ordres du jour ou les arrêtés menaçants contre les séditeux, les perturbateurs et la « canaille ». Les arrestations devinrent rares, sauf pour retard à payer les contributions, dans l'intérieur des remparts du moins ⁴. Et la police politique se réduisit en somme à peu près à la surveillance des moines et des sujets de Sa Majesté l'Empereur et Roi.

L'arrêté qui, le 14 octobre, prescrivit de dresser les inventaires des biens meubles de tous les couvents, spécifia que « les religieux de tous les ordres » resteraient sous la surveillance de la police jusqu'à l'exécution du décret royal sur la suppression des ordres monastiques d'hommes ⁵ ; d'ailleurs les couvents de Barcelone se

1. Ferrer, t. VI, p. 392.

2. Rapport sur Barcelone au 13 décembre 1809.

3. *Diario de Barcelona*, 11 juin, 15 et 22 juillet, 7 août, 15 et 25 octobre, etc.

4. Ferrer ne signale d'arrestations en ville que le 5 septembre (t. IV, p. 175) et le 19 janvier 1810 (t. V, p. 71-72), et pour des faits sans grande gravité (lecture de papiers des insurgés) ; il signale, au contraire, des mises en liberté de gens compromis soit en 1808, soit en mai-juin 1809 (t. III, p. 509 ; t. IV, p. 180).

5. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 14 octobre 1809, dans le *Diario* du 16.

vidaient peu à peu ; et, les uns après les autres, les moines se hâtaient de quitter une ville, où à tout moment la police et les employés du fisc venaient les tracasser¹. Au mois de janvier 1810, Duhesme rendit encore un arrêté pour empêcher les religieux restés dans la ville d'agir secrètement sur le peuple et ceux qui en étaient sortis de revenir y troubler la paix publique : « Les moines qui se trouvent actuellement dans la ville de Barcelone restent sous la protection du gouvernement ; ils seront plus tard sécularisés ou groupés dans les couvents conservés, en vertu des dispositions de mon arrêté du 27 novembre 1809... Les messes et autres offices divins ayant pour objet les besoins et la satisfaction des fidèles, il est expressément défendu à tout religieux des couvents supprimés [de les célébrer dans la chapelle de son couvent ; il n'aura qu'à le faire dans une des paroisses ou des chapelles des couvents conservés... Aucun des ecclésiastiques, aucun des moines, qui sont actuellement hors de la ville, ne pourra y rentrer sans y être expressément autorisé par le commissaire général de police, sous peine d'être arrêté et déporté en France... » On déporterait également les prieurs ou supérieurs qui donneraient asile aux moines rentrés clandestinement et ne les auraient pas dénoncés dans les vingt-quatre heures. « Les prieurs, gardiens ou supérieurs des couvents et maisons religieuses devront présenter tous les huit jours au commissaire général de police l'état des moines ou ecclésiastiques qu'il aura dans son couvent ou sa maison² (*sic*) ».

L'autre souci principal du gouvernement, en matière de police politique, semble avoir été la surveillance des sujets de l'Empereur. Un arrêté rendu le 24 juin 1809, en obligeant « tous les employés des administrations espagnoles » à se faire inscrire dans la garde nationale ou

1. Ferrer, t. IV, p. 272, 329 ; t. V, p. 29.

2. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 11 janvier 1810, dans le *Diaria* du 14.

civique, traitait en suspects les Français ou Italiens qui n'en feraient point autant : ils seraient « désarmés » et devraient, en cas d'alarme, rester enfermés chez eux. L'arrêté ajoutait : « Ils perdent tout droit à la protection et à la bienveillance du général commandant¹ ». Au mois d'août, le registre d'inscription étant clos, Duhesme rappela aux « sujets de Sa Majesté l'Empereur et Roi » non inscrits les dispositions antérieures sur les cartes de sûreté et leur ordonna de s'en munir, sauf au cas où ils seraient portés sur la liste des habitants aisés et astreints par suite à payer la « contribution personnelle² ». Le 24 décembre 1809, un arrêté fiscal contenait encore des dispositions contre les gens inconnus à Barcelone qui auraient la prétention de venir s'installer dans la ville³. Au fond Duhesme aurait voulu garder les habitants capables de payer les impôts, c'est-à-dire ceux qui avaient de la fortune acquise, et faire partir les autres, c'est-à-dire ceux qui en temps ordinaire vivaient de leur salaire : l'intérêt fiscal et l'intérêt politique eussent été conciliés ainsi, du moins pour un temps. Mais en fait les riches s'en allaient comme les pauvres, et il ne pouvait guère en être autrement⁴.

Pendant les six derniers mois de 1809, apparut enfin chez Duhesme un souci presque nouveau⁵, celui d'établir dans la banlieue de Barcelone, afin de faciliter les réquisi-

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 juin 1809, dans le *Diario* du 26.

2. Avis de Duhesme, Barcelone, 3 août 1809, dans le *Diario* du 4.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 24 décembre 1809, dans le *Diario* du 28.

4. Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 1625 : « Chaque mois, ce rapport diminue sensiblement avec le nombre des habitants... » Même thème dans les lettres à Berthier, du 14 novembre, et à Augereau, du 4 janvier, *ibid.*

5. Il y avait eu sans doute l'arrêté du 23 décembre 1808 (*Diario* du 26), déjà cité (chapitre IV, section 1, etc.) ; mais cet arrêté, qui visait à la soumission et à la restauration des anciennes lois dans tout le corrégiment de Barcelone, n'avait pas un caractère pratique, comme ceux dont il est question ici.

tions et l'approvisionnement de la cité¹, une sorte de police rudimentaire et d'ailleurs toute militaire. Il n'y avait pas, comme en 1808, un « cordon » régulier d'ennemis autour de la ville, mais de petits partis de miquelets en infestaient les environs, sévissaient à l'occasion contre les paysans qui portaient des vivres à Barcelone et faisaient main-basse sur les soldats isolés : « On vit même éclore un nouveau genre de guerre », écrivait alors Duhesme au duc de Feltre ; « les brigands armés de poignards cherchèrent à surprendre les soldats et officiers qui sortaient de la ville isolés ; plusieurs soldats ont été enlevés ainsi sur les glacis de la ville, et deux officiers de santé qui regardaient pêcher sur le littoral à portée de fusil d'un fort ont été enveloppés, saisis et menés, le poignard sur la gorge, jusqu'à la frégate anglaise. D'autres paysans cherchaient à attirer les soldats des cantonnements dans des maisons pour les égorger ; mais les commissions militaires en ont fait justice². »

Pour mettre fin aux actes de cette nature, Duhesme ne se borna pas à organiser des colonnes mobiles, chargées de parcourir les environs, de saisir les « brigands » et de les traduire devant des commissions militaires, qui statueraient expéditivement sur leur cas ; il essaya aussi d'obtenir l'aide des paysans « journellement témoins de ces horreurs³ », en rendant les communes responsables des « crimes » commis sur leur territoire.

Dès le mois d'août, un arrêté annonçait qu'on lèverait,

1. Point de vue nettement marqué dans les rapports cités à l'avant-dernière note ; cf. arrêté de Duhesme, Barcelone, 26 août 1809, dans le *Diario* du 30 ; cf. aussi les faits cités au *Diario* du 4 septembre.

2. Duhesme à Clarke, Barcelone, 4 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 4625. Le *Diario* mentionne, en effet, en août et septembre plusieurs exécutions pour des faits de ce genre.

3. Résumé historique des opérations (Arch. G., première quinzaine de mars 1809) ; voir aussi les trois lettres citées ci-dessus ; de plus Duhesme à Berthier, Barcelone, 19 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 4621 : voir enfin l'arrêté cité à la note suivante.

pour chaque meurtre, une amende collective de mille piastres sur le village coupable de neutralité ; en cas de récidive, on pillerait les maisons ¹. Quelques jours après, une colonne allait à San-Cugat et y détruisait les potences élevées par les miquelets « pour effrayer les personnes qui portent des vivres à Barcelone... Cet acte a fait plaisir aux habitants du pays, indignés depuis longtemps de toutes les atrocités dont ils sont les témoins ». Deux jours après, dix paysans d'Hospitalet, accusés d'« assassinat », étaient jugés et passés par les armes ². Un « brigand » pris avec des armes sur les glacis de la place était pendu en grande pompe en septembre à Barcelone ³ ; pendant tout l'automne de 1809 et le mois de janvier 1810, les colonnes d'Ordonneau et de Delivanni continuèrent leurs courses et leurs exécutions sommaires ⁴.

En décembre, le général ordonnait des recherches rigoureuses au village de Sarria, accusé d'être « le repaire des bandes de brigands » et promettait désormais, aux dépens des villages, une prime pour chaque capture : « Tout soldat qui arrêtera un brigand reconnu comme tel recevra une indemnité de douze francs, payable dans les vingt-quatre heures. Cette dépense sera supportée par la commune où le brigand aura été arrêté, les communes étant définitivement déclarées responsables des délits qui se commettent chez elles ⁵. » En janvier 1810, les colonnes

1. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 4^{or} août 1809. au *Diario* du 2 août.

2. *Diario de Barcelona*, 10 et 12 août 1809.

3. Ferrer, t. IV, p. 486 : « Il est impossible de peindre tout l'embarras que faisaient les agents de police, comme si la mort de ce jeune marchand de sandales eût été celle du chef d'une grosse division d'Espagnols.... »

4. *Diario de Barcelona*, 4 septembre, 28 novembre, 8 décembre 1809, 10 et 11 janvier 1810. Cf. Duhesme à Clarke, Barcelone, 19 septembre 1809, Arch. nat., AFIV 1625, à Berthier, 14 novembre, *ibid*.

5. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 6 décembre 1809, dans le *Diario* du 7 ; la police de Barcelone doit, d'après l'article 5, prendre part aux visites domiciliaires. Cf. Ferrer, t. IV, p. 402-404 (six paysans furent fusillés et le commissaire de police Bernard Las Casas tira 400 douros du village).

mobiles firent de nombreuses captures¹. Enfin, le 12 de ce mois, par un dernier arrêté, Duhesme perfectionna encore sa législation sur la police rurale : « Vu les frais et dépenses que les brigands causent au Trésor public ; considérant qu'il est de toute justice que leurs biens supportent les frais et dépenses auxquels leur brigandage donne lieu... Outre l'indemnité qui... est accordée à tout soldat qui arrêtera un brigand reconnu comme tel, les tribunaux militaires qui, à l'avenir, jugeront quelques-uns de ces brigands, les condamneront à une amende proportionnée au mal qu'ils auront fait, et aux biens dont ils seront possesseurs, ainsi qu'aux frais et dépens de leur procédure... La justice² du lieu où ces brigands auront été arrêtés sera tenue de payer entre les mains de M. le commissaire général de police l'indemnité, l'amende, ainsi que les frais et dépens auxquels ces brigands auront été condamnés... La dite justice est autorisée à saisir et vendre à cet effet les biens meubles et immeubles des condamnés, ou à faire supporter le montant de la somme stipulée dans leur jugement aux chefs de maison de leur juridiction... M. le commissaire général de police fera saisir et exécuter militairement les biens des régidors et de tous autres membres de justice qui, vingt-quatre heures après la signification qu'il leur aura fait faire du jugement des brigands arrêtés dans leur arrondissement, ne lui auront pas apporté la somme provenant de leur jugement et condamnation... M. le commissaire général de police ouvrira à cet effet un livre d'entrée et de sortie de toutes ces sommes, et ce livre me sera présenté le premier jour de chaque mois pour être vu et approuvé par moi³... »

La compétence de Casanova et son rôle fiscal s'éten-

1. Avis cités, *Diario* des 10 et 11 janvier.

2. Duhesme entend par là à la fois les *bayles*, les régidors, et les *alcades* assesseurs des *bayles*.

3. Arrêté de Duhesme, Barcelone, 12 janvier 1810, dans le *Diario* du 15.

daient donc maintenant aux campagnes voisines. A vrai dire, le commissaire général n'avait plus grand'chose à faire à Barcelone. Dans une lettre du 14 novembre, Duhesme constate d'abord que, « malgré les nouvelles certaines de la paix signée avec l'Autriche, l'esprit de révolte et de fanatisme qui a toujours signalé cette province ne baisse pas »; mais il ajoute en contre-partie : « Quant à la ville de Barcelone, tout y est tranquille, et une partie des habitants commence à s'attacher à nous¹... » Dans une lettre du 4 janvier 1810, le général marquait bien d'ailleurs la valeur de cette tranquillité et de cet attachement : « Barcelone est très tranquille depuis que j'ai fait pendre les chefs de la conspiration du mois de mai². » C'était le calme d'une ville dépeuplée et terrorisée.

VII

En dehors de Barcelone et de sa banlieue immédiate, les Français n'eurent pendant un an aucune police organisée. En 1808, dans leurs premières courses aux environs de la ville, Duhesme et ses lieutenants avaient donné l'exemple de brûler les villages d'où on tirait sur les troupes, et de passer par les armes les combattants irréguliers³. Au mois d'août 1808, Ezpeleta ayant fait

1. Duhesme à Berthier, Barcelone, 14 novembre 1809, Arch. nat., AFiv 1625.

2. Duhesme à Augereau, Barcelone, 4 janvier 1810 (copie envoyée le 12 janvier par Augereau à l'Empereur), Arch. nat., AFiv 1625.

3. Voir chapitre II, section vi. C'est le système qui avait été employé notamment le 16 juin 1808 à Mataró, où on avait brûlé plusieurs maisons et mis toute la ville à sac (ce qui n'empêcha point Duhesme d'y frapper une contribution); Résumé des opérations militaires, déc. 1808, Arch. nat., AFiv 1621. Ce document avoue de nombreux faits analogues en juin, juillet, août 1808. Cf. Laffaille, *Mémoires sur la campagne*, p. 40; Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AFiv 1621; cf. encore *Diario de Barcelona* du 13 août, etc.

des représentations au nom de la junte sur cette singulière façon de pacifier le pays, le général « commandant en chef le corps d'armée des Pyrénées-Orientales » avait répondu : « Dans un état de guerre aussi atroce que celui auquel nous avons à faire face, il est difficile d'empêcher le soldat de livrer aux flammes l'édifice où se sont retranchés les bandits : pourtant je veille, dans la mesure du possible, à conserver les maisons, les biens, les granges et en général les fruits de la campagne. J'ai certes donné un grand exemple de modération, quand, trouvant les habitants de Mataró et des villages entre cette ville et Barcelone sortis de leurs habitations abandonnées et établis dans les montagnes voisines pour s'y réunir aux gens qui fusillaient nos colonnes, je n'ai pas livré ces villages aux flammes, comme les droits de la guerre semblaient m'en faire une loi et un devoir¹... » Plus tard, Gouvion-Saint-Cyr eut recours à l'occasion à un autre système, celui de déporter en France des otages ou des gens suspects. Jusqu'au printemps de 1809, on n'employa point d'autres moyens pour essayer d'assurer la tranquillité dans les pays où l'on passait ou dans ceux que l'on occupait de façon stable, c'est-à-dire dans l'Ampurdan.

Mais, parmi les soins que devaient prendre les commissaires royaux, celui de rétablir l'ordre, de châtier les rebelles et de protéger les biens et les personnes des gens paisibles était naturellement mis en première ligne par les instructions de Joseph². Garriga dut donc se mettre en devoir d'assurer, par des procédés plus réguliers et si possible plus efficaces que ceux qu'on avait employés jusque-là, le maintien de la tranquillité dans les communes voisines de Figuières. Le commissaire royal avait beau-

1. Duhesme à Ezpeleta, Barcelone, 31 août 1808, Arch. mun. Barcel., of. recib., 1808.

2. Voir chapitre IV, section II.

coup voyagé en France : après avoir vainement tenté de former des milices rurales, il s'avisa donc d'établir dans le pays qu'il était censé administrer des gendarmes à la façon française, en leur donnant l'uniforme, la solde et le rôle des gendarmes impériaux. L'idée n'était pas si mauvaise : et, ce qui le montre, c'est que Napoléon n'allait point tarder à envoyer lui-même dans les pays de guérillas des escadrons de gendarmerie régulière, qui devaient y rendre de grands services.

Le commissaire royal se mit donc en devoir, vers le mois de juin 1809, de former trois compagnies, dont deux à cheval et une à pied. Mais la difficulté était de les bien recruter. Or, il ne se présenta pour entrer dans la gendarmerie nouvelle que des « mauvais sujets », les uns Catalans, les autres Français des pays frontières, mais tous plus aptes à pratiquer le brigandage qu'à le réprimer. C'étaient des réfractaires, des vagabonds, des contrebandiers de profession, qu'attiraient pour quelque temps l'appât d'une solde régulière ou l'espoir de se procurer des armes à bon compte. Les gendarmes du commissaire royal nous sont signalés tantôt comme vexant les habitants qu'ils auraient dû protéger, tantôt comme escortant sans vergogne des voitures chargées de denrées prohibées. « Ils s'en retournaient presque aussi vite qu'ils entraient » ; et, ajoutait Pelletier, « le commissaire royal n'a jamais connu la force du corps qu'il avait formé¹ ». En novembre 1809, l'ordonnateur Rey forçait Garriga à expulser d'un coup de sa gendarmerie une trentaine d'individus² ; l'attention du maréchal Augereau venait d'être

1. Sur la gendarmerie de Garriga, Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la Commission administrative, Arch. G. (14 février 1811) : Renseignements sur Barcelone, 2^e partie, Arch. nat., F⁷ 6554 ; Notes sur la Catalogne (du général Pino), 11 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 1625 ; cf. les considérants d'un arrêté de Macdonald, Girone, 8 juillet 1810, Arch. G. ; un arrêté de Decaen, Girone, 16 décembre 1811, Arch. G. (suppression et réorganisation sous le nom de *guides catalans*.)

2. L'ordonnateur Rey à Augereau, Figuières, 30 novembre 1809, Arch. G.

attirée sur les gendarmes du commissaire royal par une lettre du préfet des Pyrénées-Orientales, qui écrivait le 14 novembre : « Je profite de cette circonstance, monsieur le Maréchal, pour vous faire rappeler la note qui vous fut remise par M. le général Augier, au sujet de l'uniforme adopté par la gendarmerie organisée à Figuières par M. Garriga, commissaire royal de Sa Majesté Catholique. Cet uniforme est le même que celui de la gendarmerie impériale. Celle-ci voit avec peine que son uniforme soit porté par des hommes qui ont été flétris par les tribunaux et qui, en France, seraient arrêtés pour être conduits dans un des bagnes de l'Empire¹... »

En arrivant dans l'Ampurdan, Augereau ne put donc faire grand fond sur le corps créé par le commissaire royal pour pacifier la Haute-Catalogne. Or, tout en comptant sur « la connaissance... des troupes et des localités » que le maréchal était censé avoir acquise au cours des guerres de la Révolution, le ministre de la Guerre n'avait pas cru devoir laisser le duc de Castiglione partir sans avoir reçu quelques bons conseils. Il avait donc remis à ce dernier une « instruction » qui contenait les « idées générales » du ministre ou de ses bureaux sur les moyens de pacifier la Catalogne, en même temps que sur les opérations à entreprendre². Ces « idées générales » étaient

1. Le général Martin, préfet des Pyrénées-Orientales, à Augereau, Perpignan, 14 novembre 1809, Arch. G. Le général Augier commandait le département.

2. Instruction pour le commandant du 7^e corps, jointe à une lettre de Clarke à Augereau, 17 juin 1809, Arch. nat., AFiv 1621 : « Le témoignage de confiance », est-il dit dans la lettre d'envoi, « que V. E. reçoit de S. M. I. en cette occasion, les services importants que vous avez déjà rendus à l'État, la connaissance que vous avez des troupes et des localités, tout engage à penser que ce commandement ne pouvait être remis en meilleures mains et que V. E. justifiera entièrement le choix de l'Empereur... » Augereau s'était en effet acquis « une réputation brillante à l'armée des Pyrénées-Orientales », comme le lui écrivait le Directoire le 29 floréal an IV. Il y avait servi depuis le 27 sept. 1793 comme adjudant-général chef de brigade, et y était devenu, le 3 nivôse an II, général de division. (Arch. adm. de la G.). Sur ses victoires, voir notamment Chuquet, *Dugommier*, p. 197-198, 253 sq., 315 sq., 353 sq., etc.

d'ailleurs à peu près celles que Gouvion-Saint-Cyr accueillait si fraîchement, en ce même mois de juin 1809.

Clarke attirait l'attention du maréchal sur les excès que les troupes avaient commis en Catalogne et dont le ministère commençait à être informé : « Il paraît constaté, d'après tous les rapports parvenus au ministre, que les troupes ont commis en Catalogne des excès de tout genre, et que les Italiens surtout se sont extrêmement mal conduits. Ce n'est pas avec de tels procédés qu'on parvient à soumettre un peuple fanatique à l'excès, féroce quand il est excité et ardent à la vengeance. Il en est résulté que les habitants mêmes qui ne nous font pas la guerre fuient à l'approche de nos troupes, abandonnent leurs maisons, emportent leurs effets, et nous ôtent les moyens de vivre. Pour remédier à cela, il devient nécessaire d'établir la discipline la plus sévère dans cette armée, et de surveiller particulièrement les Italiens pour en faire, en temps et lieu, des exemples propres à faire impression ». Tout cela était à coup sûr fort raisonnable, mais ne pouvait donner de résultat qu'avec le temps. Le ministre recommandait encore comme particulièrement efficace la formation des gardes nationales, ce qui avait, paraît-il, réussi ailleurs : « Les Asturies sont restées tranquilles, malgré qu'elles fussent excitées par la présence de La Romana ; la Biscaye continue à l'être. Des gardes nationales s'y sont organisées sur les côtes, et, dans quelques endroits, elles ont mis du zèle à repousser les débarquements des Anglais : de tels exemples doivent être cités et répandus ; et l'on doit s'attacher à faire sentir aux habitants tous les avantages qui résultent pour eux de cette manière d'agir. »

Le ministre recommandait également l'emploi des colonnes mobiles : « Pour assurer encore d'une manière plus efficace la tranquillité du pays, il sera convenable de le faire parcourir fréquemment par des colonnes mobiles assez fortes pour n'avoir rien à craindre, et commandées

surtout par des officiers d'un grand choix pour la moralité, la fermeté et l'intelligence. » Enfin le ministre indiquait que, dans les rapports avec les habitants, il fallait savoir employer la rigueur, mais aussi la persuasion et la justice, et gagner les Catalans par un mélange habile de fermeté et de mesures protectrices : « L'esprit qui règne parmi les habitants de la Catalogne rend également nécessaire d'apporter tout le soin possible à y établir la tranquillité. On pourrait rendre dans chaque commune un certain nombre d'individus, parmi les plus notables, responsables de la conduite des autres, et en cas d'événements les faire arrêter pour servir d'otages. Il faudrait en même temps écarter avec soin ceux qui sont reconnus pour des boute-feux et les envoyer en France pour en purger le pays. On donnerait à ces communes l'assurance la plus formelle de faire respecter les propriétés, et des punitions exemplaires faites à propos, dans le cas où cette promesse serait violée, devront produire les mêmes effets que ce système a déjà obtenus en Navarre, en Biscaye, etc... A ces mesures, il conviendra toujours de joindre celles de la persuasion et de l'exemple. Il faut répandre et propager avec soin les nouvelles des provinces d'Espagne qui ont assuré leur tranquillité par leur soumission et leur obéissance aux lois ».

Persuadé, selon toute apparence, que les Catalans seraient bien vite ramenés par son éloquence, son esprit de fermeté et de justice impartiale, Augereau s'était mis en devoir, pendant son séjour à Perpignan, de gagner les habitants de l'Ampurdan par des proclamations grandiloquentes, où il exécutait des variations, toujours sur le même thème : en cas de soumission, l'Empereur comblerait les Catalans de ses bontés, et ils pourraient compter sur la bienveillance du maréchal ; mais la persistance de la rébellion attirerait sur eux les plus rigoureux châtiments¹. Les pro-

1. Les rapports d'Augereau, de septembre 1809 à avril 1810, sont toujours pleins de l'espoir de la prompte soumission des habitants. (Arch. nat.,

clamations du maréchal amusèrent fort les plaisants du 7^e corps et ne firent pas grand effet sur les Catalans : la première fut même spécialement mal reçue, s'il en faut croire le médisant Gouvion-Saint-Cyr : « Le maréchal avait fait en 1794 une guerre heureuse dans cette province et se flattait de posséder la confiance de ses habitants... Avant d'avoir, selon les formes usitées, pris possession de son commandement, il adressa, le 2 juillet, aux Catalans, une proclamation sur laquelle il comptait beaucoup pour les amener à reconnaître la nouvelle dynastie qu'on leur imposait; il envoya afficher cette proclamation dans les villages de la Catalogne par des gens appuyés d'un détachement équivalent à un bataillon; mais, le 6 juillet, à peine parvenu à la frontière, ce détachement fut mis en déroute, vers San-Llorens de la Muga, par des troupes du colonel Porta, avant d'avoir pu afficher trois proclamations; et le reste de la troupe parvint, avec peine, à regagner Perpignan, pour rendre compte au maréchal de l'irrévérence avec laquelle on avait reçu sa proclamation »¹.

Aussi, lorsque le maréchal eut pris en personne le commandement du 7^e corps, vers la fin de septembre, dut-il, comme Duhesme, se présenter d'abord aux Catalans plutôt en justicier qu'en bienfaiteur; et dans les proclamations qu'il fit alors il ne put montrer seulement de la clémence et de la magnanimité : « Catalans! Je vous avais promis justice et sûreté! Je vous ai tenu parole : tous ceux de vos concitoyens qui sont rentrés dans leurs foyers et qui sont restés tranquilles ont été protégés par l'armée française. Mais ceux qui se sont armés contre nous ont trouvé une punition sévère. Catalans, je vous le répète, rentrez dans

AFIV 1621 et 1625). Sur les proclamations du maréchal et l'effet produit, Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas. Arch. nat., AFIV 1625. Texte de la première de ces proclamations (Perpignan, 2 juillet 1809) inséré au *Diario de Barcelona* du 20 juillet; de même la proclamation du 11 novembre 1809 fut insérée au *Diario* du 28 novembre suivant.

1. Gouvion-Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 209-210.

vos foyers, le jour de la clémence est passé. Jetez vos regards sur la ville d'Hostalrich, elle fume encore... Le feu a été mis à toutes les maisons où l'on a trouvé des habitants qui se défendaient et les hommes armés ont été fusillés. L'armée française n'allait point pour combattre, mais bien pour porter des paroles de paix... Que cet exemple terrible et juste fasse trembler les méchants. Le jour de la justice est enfin arrivé. Ainsi toute ville et village qui à l'avenir fera feu à l'approche des troupes françaises, les maisons de ceux qui seront trouvés armés seront brûlées et les hommes fusillés. Catalans, résister sans espoir, c'est périr sans honneur »¹. Les Catalans mettaient précisément leur « honneur » à « résister sans espoir ».

Comme au temps de Saint-Cyr, la plupart des villages et des bourgs se vidaient à l'approche des troupes²; et, quand par hasard les habitants rentraient, on ne pouvait se faire grande illusion sur leurs sentiments : « Les habitants des villages rentrent presque tous », écrivait Souham au maréchal peu après la prise de Girone; « je présume que ces hommes, qui ont l'air de véritables miquelets ou somatènes, ne peuvent être que de la bande de Clarós et Rovira »³. Pour rétablir l'ordre, le maréchal était obligé de compter beaucoup plus sur les colonnes mobiles que sur les gardes nationales : « J'ai aussi organisé des colonnes mobiles de cent et de cinquante hommes, commandées par des officiers actifs ou des sous-officiers, qui sont chargées de purger le brigandage qui existe dans l'Am-purdan; déjà elles ont eu du succès et ont fait beaucoup

1. Proclamation d'Augereau, au quartier-général (Fornells), le 11 novembre 1809, imp., en français et en catalan, Arch. G. (sous la date du 9 novembre 1809) : « Augereau, maréchal d'Empire, duc de Castiglione, grand-aigle de la Légion d'honneur, dignitaire de l'ordre de la Couronne de Fer, grand-cordon de l'Ordre de Charles III, commandant en chef de l'armée de Catalogne, aux habitants de la Catalogne :... » Carrion-Nisas n'avait point tort, dans son Compte-rendu, de se moquer du style du « bon et respectable duc de Castiglione ».

2. Augereau à Clarke, Fornells, 1^{er} décembre 1809, Arch. nat., AFIV 1621.

3. Souham à Augereau, Olot, 26 décembre 1809, Arch. G.

d'arrestations... Il n'y a plus que quelques voleurs dans les bois, mes colonnes en feront justice »¹. La rigueur restait en somme le seul procédé praticable, et les menaces n'assuraient la tranquillité qu'à condition d'être exécutées, comme l'indiquait Souham dans la lettre déjà citée : « Notre apparition a fait le meilleur effet, ainsi que la proclamation de Votre Excellence, puisqu'on leur a tenu parole en accrochant aux balcons des maisons et aux arbres sur les routes ceux de ces brigands pris les armes à la main. » Et en effet le maréchal, après la prise de Gironne, avait prévenu les « brigands » de ce qui les attendait : « Tout homme pris les armes à la main vingt-quatre heures après la publication de la présente proclamation sera pendu sans autre forme de procès comme voleur de grand chemin; la maison où il fera résistance sera brûlée, tout y subira le même sort »². Quelques jours après, le chef d'état-major Rey écrivait au duc de Castiglione dans son rapport quotidien : « Le paysan qui sortait de Gironne avec des cartouches a été pendu cet après-midi, deux déserteurs de La Tour-d'Auvergne ont été fusillés »³. Comment les Catalans eussent-ils pu douter encore que « le jour de la justice » n'eût succédé au « jour de la clémence » ?

Dans le plat pays, on employait donc sous Augereau la méthode de Duhesme : brûler les maisons d'où partaient les coups de feu, exécuter les « brigands », réprimer et non prévenir, parce qu'on ne pouvait prévenir sans une force de police disciplinée, régulière et sérieuse. Par les rigueurs sommaires, les pendants, les incendies, on obtenait peut-être plus de tranquillité apparente qu'en

1. Augereau à Clarke, Fornells, 4^{er} décembre 1809, Arch. nat., AFIV 1621. Sur les rigueurs d'Augereau, cf. Toreno, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, t. III, p. 60.

2. Proclamation d'Augereau, s. d. (milieu de décembre 1809 : la prise de Gironne y est présentée comme toute récente), envoyée à Clarke de Fornells, le 28 décembre 1809 (Arch. G., sous cette date).

3. Rey à Augereau, Fornells, 3 janvier 1810, Arch. G. On pourrait multiplier les citations de cette nature, entre octobre 1809 et mars 1810.

exhibant des uniformes de gendarmes, mais on s'aliénait les habitants aussi sûrement qu'en mettant leur liberté, leurs biens et leur vie entre les mains d'un Casanova : Augereau ne faisait pas mieux que Duhesme, et peut-être faisait-il pis encore.

VIII

Dans l'Ampurdan comme à Barcelone, le système qu'on était réduit à employer pour imposer aux habitants un semblant de soumission, pour garantir la sécurité des soldats et la conservation des points occupés était en somme le système des menaces perpétuelles, des prescriptions vexatoires et des rigueurs qui s'exerçaient forcément à peu près au hasard. Mais du moins, dans l'Ampurdan, ces rigueurs n'étaient-elles point exercées comme à Barcelone par l'intermédiaire et avec le concours d'un individu méprisable, parti de rien, arrivé en peu de temps à une situation considérable et à la fortune par l'impudence, le crime et la fourberie. Il ne fallait point demander aux plus calmes des Barcelonais d'apprécier la valeur théorique, l'utilité incontestable en temps ordinaire d'une police hiérarchisée, disciplinée, spécialisée, alors que celle qu'ils voyaient à l'œuvre dans leur ville n'avait été organisée que contre eux : le rôle de cette police n'avait jamais été de les protéger dans leurs personnes et dans leurs biens, mais toujours de les espionner, de les arrêter et de les contenir. Elle avait empiété sans cesse sur les institutions existantes, annulé les juridictions ordinaires, déjà si atteintes par le fonctionnement des commissions militaires, et privé l'Ayuntamiento des attributions que Philippe V lui-même avait cru devoir laisser à ce corps, héritier au moins apparent de l'antique *Conseil des Cent*. Elle avait inspiré les actes les plus rigoureux de l'autorité militaire, collaboré à l'oppression fiscale, et montré un zèle odieux lors de la répression de la conspiration de mai 1809.

Pour ceux qui s'étaient servis d'elle, la police de Barcelone avait peut-être été une « bonne police », comme on l'écrivit plus tard, puisqu'elle avait rempli son rôle essentiel, et avait protégé l'armée contre les habitants. Mais pour ceux qui ne l'avaient connue que par ses rigueurs, ses exactions, ses empiètements et ses excès, elle avait été simplement un « brigandage organisé »¹. A son point de vue, tout français, tout impérial, Duhesme (qui ignorait d'ailleurs les faits matériels les plus graves dont on pouvait charger l'institution créée par lui) était fondé à se féliciter d'avoir institué ce corps, « sentinelle du gouvernement », « appui de la sûreté générale », « terreur des conspirateurs et des malintentionnés ». Mais il était fâcheux pour le général, et désastreux pour la réussite des projets de l'Empereur sur la Catalogne, que le gouvernement improvisé eût été obligé de mettre sa confiance dans une troupe recrutée à peu près à l'aventure, de prendre et de garder comme instrument et souvent comme inspireur un aventurier cupide et effronté, un jouisseur ambitieux et criminel. Il n'était pas moins désastreux pour l'avenir que les seules lois françaises appliquées aux Catalans par les généraux eussent été précisément celles que le « législateur » avait forgées pour comprimer des vaincus.

1. La première appréciation est de Lacombe-Saint-Michel, dans une lettre à Macdonald, Barcelone, 11 juin 1810 : Arch. nat., AFIV 1625 : « Une bonne police existait à Barcelone ; elle fut à l'instant désorganisée, il serait trop long de vous dire comment ». La seconde est de Beaumont-Brivazac, commissaire général à Barcelone, dans un rapport à Savary, Barcelone, 25 juin 1812, Arch. nat., F⁷ 7014 : « La police n'a été longtemps ici qu'un brigandage organisé, son nom seul épouvante ». D'ailleurs, dans un rapport écrit peu après (à Savary, Barcelone, 30 juin 1812, Arch. nat., F⁷ 6354), Beaumont-Brivazac, tout en déclarant que « le retour » de Casanova « serait une calamité publique », demande qu'on libère deux agents impliqués dans l'affaire Canton : « D'après tout ce qu'on me dit à l'avantage de Morell et d'Aspero, qui ont des talents rares en police et de la probité, je les regrette beaucoup... ». Dans la même lettre, Beaumont-Brivazac dit ce qui suit, intéressant pour la réputation laissée par Casanova : « Le sieur Casanova inspirait la terreur à tout ce qui l'entourait... Il n'y allait pas moins que de la vie à ne pas exécuter sur-le-champ tout ce qu'il avait conçu. » Les expressions de Duhesme, citées un peu plus loin, sont tirées du Résumé historique des opérations, Arch. G., première quinzaine de mars 1809.

CHAPITRE VII

LES RÉSULTATS ET LES RESPONSABILITÉS DU RÉGIME

I. État de la Catalogne à la fin de 1809. Ruine de l'agriculture dans l'Ampurdan, du commerce et de l'industrie à Barcelone. Misère et mauvaises dispositions des particuliers. Suspension de la vie sociale et intellectuelle. Les sentiments du clergé et de la population à Barcelone. — II. Résultats militaires obtenus par Duhesme, et stricte exécution par ce général des ordres impériaux. Les moyens employés ; leur conformité aux instructions reçues et aux procédés ordinaires de Napoléon en pays conquis. — III. Les dispositions d'Augereau à l'égard de Duhesme. L'affaire de Granollers. Arrivée du maréchal à Barcelone. Dénonciations contre Duhesme, et renvoi de ce général. Accusations portées contre lui par Augereau : leur imprécision. — IV. Le vrai responsable des procédés employés en Catalogne.

I

Après l'étude qui précède, on peut se représenter aisément ce que devait être l'état des pays dominés par les Français à la suite de dix-huit mois d'une guerre acharnée. Dès le 16 juillet 1808, Reille comparait dans un rapport la guerre de Catalogne à la guerre de Vendée¹. Vers la fin de 1809, on aurait pu compléter la comparaison, et faire avec autant d'exactitude un rapprochement entre l'état des campagnes vendéennes en 1794 et celui d'une partie du plat pays catalan. Dans l'Ampurdan, on ne voyait que des champs incultes, des greniers vides, des hameaux

1. Reille à Berthier, Figuières, 16 juillet 1808, Arch. G.

abandonnés et parfois brûlés. Il ne restait guère, dans les villages les moins déserts, que les vieillards, les femmes et les enfants, les jeunes gens et les hommes faits étaient sous les armes. Les plaines les plus riches de la province, excepté celle de Lérida, avaient subi le passage ou le séjour des troupes, qui en avaient enlevé tous les grains et toute la paille qu'elles avaient pu découvrir, et souvent les chevaux avaient mangé le blé en vert. La banlieue de Barcelone, épuisée par les réquisitions, les courses et les saisies des partisans français et espagnols, présentait l'aspect de la ruine et de la désolation. Si quelques propriétaires pusillanimes et prudents paraissaient désirer la soumission du pays et le retour de la tranquillité, la masse de la population restait partout ouvertement hostile; et jusque dans l'Ampurdan, pourtant couvert de postes impériaux, elle obéissait plus exactement aux ordres, même vexatoires, même tyranniques, des juntes ou des chefs insurgés qu'aux injonctions des généraux français¹.

Barcelone offrait un aspect plus triste encore² : la ville était « devenue presque déserte », et au milieu de 1810 un recensement fait par la police allait constater la réduction de la population à 36.000 habitants, c'est-à-dire à

1. Sur tout ceci, Duhesme à Augereau, Barcelone, 4 janvier 1810, Arch. nat., AFiv 4625; Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, *ibid.*; Notes confidentielles sur la Catalogne (du général Pino), Paris, 11 janvier 1810, *ibid.*; Augereau à Clarke, Fornells, 6 décembre 1809, Arch. G.; etc. Il y avait pourtant encore un peu de commerce entre Cadaqués (petit port dans la sierra de Rosas) et Cette : « Trois ou quatre bateaux viennent deux fois par mois de Cadaqués dans le port de Cette, chargés de bouchons de liège, cordes de jonc, métal de cloches, huile, peaux de mouton et miel... et emportent en échange des toiles, draperies, fils retors, cuirs tannés, etc... » écrit Gaudin dans un rapport à l'Empereur (Arch. nat., AFiv plaq. 3012); à la suite de ce rapport l'Empereur signa à Schœnbrunn, le 29 octobre 1808, un décret autorisant la continuation de ce commerce (*ibid.*).

2. Pour la situation de Barcelone à la fin de 1809, le document essentiel est le Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, de Blondel, déjà fréquemment cité, Arch. des Aff. Étr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316. C'est de là que sont tirées les citations, là que sont pris les faits pour lesquels nous ne donnons pas de référence spéciale dans cette première section du chapitre VII.

un quart de son ancien chiffre¹. Les propriétaires, nobles ou bourgeois, voyaient leurs revenus très diminués ou réduits à rien par l'insurrection, par la fuite ou la misère de leurs locataires, par l'obligation de fournir des logements militaires aux officiers et aux employés de l'armée; l'industrie, déjà atteinte par la guerre avec l'Angleterre, était arrêtée depuis l'entrée des Français dans la ville : et l'insurrection avait donné à la crise un caractère presque définitif². C'est tout au plus si la permission d'exporter les produits barcelonais avait eu pour résultat la reprise du travail chez quelques fabricants d'indienne, la remisè en activité de quelques métiers à bas³. Les grandes fabriques restaient fermées, et la plupart des ouvriers étaient allés chercher du travail ailleurs ou s'étaient enrôlés : « Les fabriques se sont depuis longtemps transportées hors de la ville, la population des ateliers a été appelée aux armes sous le nom de miquelets... » On a vu plus haut à quoi se réduisait le commerce avoué fait en 1809 par les Barcelonais : importer les denrées que pouvaient fournir les environs, exporter hâtivement les produits entassés dans les magasins ou les entrepôts avant l'insurrection, c'est en cela que consistait uniquement le trafic de la cité envahie. Dès juillet 1808, Ferrer constatait seulement l'entrée dans le port de sept petits bâtiments, alors que cent quarante-deux navires étrangers y étaient entrés en avril précédent⁴. La

1. Rapport de Blondel à Champagny, Barcelone, du 13 juin au 19 juillet 1810, Arch. des Aff. Etr., vol. 683, f^{os} 58-62.

2. Sur ces faits, Blondel est confirmé par un mémoire adressé à Clarke par les régidors Mombelli et Trilla, Paris, 12 avril 1811, Arch. G. Cf. Blanch, *Historia de la guerra de la Independencia en el antiguo Principado*, tome I^{er}, p. 486; Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. III, p. 36-37, 50-51, t. IV, p. 43-44. Sur la question des logements militaires, qui donnaient lieu, paraît-il, à de nombreux abus, il y a une lettre de Duhesme à l'Ayuntamiento, Barcelone, 6 mai 1809. Le général y indique qu'un chef de bataillon n'a droit qu'à deux chambres garnies pour lui, une cuisine et une chambre pour deux domestiques, un capitaine à deux chambres, Arch. mun. Barcel., of. recib., mai 1809.

3. Blondel est ici confirmé par Ferrer, t. IV, p. 164-165.

4. Ferrer, t. I^{er}, p. 282-283, t. III, p. 50-51; cf. t. IV, p. 418.

croisière anglaise finit par arrêter à peu près tout mouvement maritime : « Le port est muet, et l'on a cessé de réparer des bâtiments qui ne devaient pas sortir. »

Toute activité ayant disparu de la ville et du port, la plupart des particuliers n'avaient pu, comme on l'a vu, vivre et fournir aux contributions qu'aux dépens de leur fortune acquise, de leurs bijoux, de leur argenterie, de leurs économies¹ : l'absence des revenus ou des bénéfices normaux n'avait pu que rendre plus pesant « ce fatal système de contributions extraordinaires qui, par sa fausse combinaison, les salaires exorbitants de ses directeurs et receveurs, sa tortueuse arbitrarité (*sic*), et l'excessive surcharge de ceux qui devaient les payer, a fait verser tant de larmes »²... La ville dépeuplée et appauvrie avait dû payer aux Français au moins dix fois ce qu'elle rendait au gouvernement espagnol dans les temps de prospérité : « à cette fin, les habitants existant dans cette ville se sont vus dans la dure nécessité de vendre leur argenterie, et nombre d'entre eux ont vendu leurs meubles et même leur linge; de sorte qu'ils se trouvent dans le dernier état de pauvreté, de misère et d'abattement »³... Dans ses rapports de 1809, Duhesme avait

1. Ferrer, t. III, p. 50, signale qu'il n'y a plus que six voitures dans la ville et que les rues sont désertes, dès janvier 1809.

2. La municipalité de Barcelone aux habitants, dans le *Diari del Govern* du 26 avril 1810 (c'est l'ancien *Diario de Barcelona*). On ne manquera point de remarquer que cette appréciation sur le système fiscal de Duhesme ne s'accorde guère avec la lettre rédigée le 8 août 1810 par les régidors et dont on trouvera plus loin le passage essentiel.

3. J. A. Mombelli et Trilla à Clarke, Paris, 12 avril 1811, Arch. G. Nous utilisons ici ce document en dépit de sa date un peu tardive : les auteurs ne distinguent point entre le temps de Duhesme et celui de Lacombe-Saint-Michel et Maurice Mathieu. Mais ce qu'ils disent s'applique évidemment surtout au système fiscal de Duhesme, les impôts ayant été très diminués après lui. Or Mombelli et Trilla disent : « La ville de Barcelone, bloquée par mer et par terre pendant le long espace d'environ trois ans, se trouvant sans commerce, sans industrie et sans aucune rentrée, a payé pendant tout ce temps-là, pour soutenir l'armée impériale, plus qu'elle n'aurait payé auparavant pendant l'espace de trente ans. » Il s'agit de ce qui a été *réellement payé*, non de ce qui a été *demandé*.

déjà constaté plusieurs fois cette misère des Barcelonais¹.

Il ne fallait sans doute point demander aux citadins de distinguer les responsabilités du régime de celles des généraux qui l'avaient appliqué : et à leurs yeux Duhesme, ayant ordinairement dirigé le gouvernement, était le principal auteur des maux soufferts². Rares étaient certainement ceux qui faisaient la part des circonstances, comme devaient la faire dans une lettre d'août 1810 les membres de l'Ayuntamiento organisé en avril 1809 par le général. Les régidors y rappelaient les maux soufferts par les habitants, mais y faisaient un pompeux éloge de Duhesme comme administrateur : « Les habitants de Barcelone ont été dans la nécessité d'entretenir l'armée au moyen d'une forte contribution extraordinaire qui, depuis deux années sans interruption, pèse sur cette ville seule, le reste de la province n'étant point encore soumis aux armes françaises ; ils ont supporté les charges de logements militaires, transports, literie et autres fournitures pour les hôpitaux et ils ont souffert la grande cherté des vivres et tous les autres inconvénients qui sont inévitables dans de telles circonstances. Depuis longtemps ils ont vu leur commerce interrompu, leurs fabriques arrêtées, tous les canaux pour l'entrée du numéraire obstrués et ouverts seulement pour la sortie des fonds nécessaires pour le paiement des subsistances. C'étaient des maux auxquels vous ni aucun autre général ne pouviez porter remède ; mais il n'en est pas moins vrai que, au milieu de ces maux, par la forme de votre administration, par votre humanité, votre douceur et par votre droiture et sévérité à punir à propos les coupables, vous avez maintenu la tranquillité de la ville,

1. Notamment dans les rapports à Clarke, du 4 septembre 1809, et à Berthier, du 14 novembre 1809, Arch. nat., AFIV 1623.

2. C'est notamment à Duhesme que s'en prend sans cesse Ferrer, qui représente très certainement l'opinion courante à Barcelone. Ce sera naturellement aussi le point de vue d'Augereau dans ses lettres de Barcelone, 9 et 17 avril 1810, Arch. G. (et son tort sera précisément de ne point faire la part des circonstances dans les responsabilités apparentes de Duhesme).

en vous faisant non seulement respecter, mais aimer généralement par ses habitants »¹.

Il y a lieu de penser que l'affection pour Duhesme ne devait en réalité se rencontrer que chez certains de ceux dont il avait fait des magistrats, des fonctionnaires ou des employés. Carrion-Nisas rendait vraisemblablement un compte plus exact de l'état d'esprit courant à Barcelone, quand il écrivait : « Les premières opérations du général Duhesme, l'occupation du pays, la prise de possession des forts, etc., avaient révolté l'orgueil des Catalans ; les vexations particulières, les actes arbitraires et éhontés, les aigrissent sans mesure. L'apathie du général Saint-Cyr leur persuada que les plus sages et les plus habiles dédaignaient de corriger les abus dont le pays était victime »²... Quant à l'agent de Champagne, Blondel, il ne cachait point à son ministre les mauvaises dispositions persistantes du petit peuple : « Dans la ville, le peuple, sans chefs qui l'agitent, ne satisfait son antipathie contre les Français que par les contes les plus ridicules et la crédulité la plus absurde à tous les récits de l'ignorance ; dirigé par l'influence secrète des moines dans la plupart des familles... tourmenté par les gazettes et les journaux des insurgés qu'il dévore et voudrait croire, mais retenu par les détails positifs que le journal de la ville, tout misérable qu'il est, oppose à leur crédulité. » Et Blondel s'en prenait au caractère catalan : « Je n'ai pas vu dans Barcelone, je ne crois pas qu'il existe un seul Espagnol, Castillan, Valencien, Aragonais, Andalou, Galicien, qui ne déprécie et ne haïsse le caractère catalan, qui ne se

1. Les membres composant le corps municipal de la ville de Barcelone à M. le général Duhesme, Barcelone, 8 août 1810, en annexe au Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G. (28 juillet 1810). Le texte de cette lettre figure d'ailleurs aussi au registre des Acuerdos de 1810, f^{os} 281-282, Arch. mun. Barcel., ce qui en garantit l'authenticité (sinon la parfaite sincérité).

2. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, octobre 1810, Arch. nat., AFiv 1625.

récrie amèrement contre l'ignorance, l'entêtement, le sot orgueil, la basse avarice dont ils le prétendent composé. Pour moi, en retranchant un peu de cette exagération, et admettant quelques exceptions honorables mais rares, je ne peux m'empêcher de croire qu'il faudra bien changer les sentiments de ce peuple pour en faire un peuple estimable... »

Que les Catalans restassent mal disposés par suite de leurs défauts ou par suite de leurs vertus, qu'ils fussent « estimables » ou non, il est certain qu'ils ne faisaient point mine de se résigner à leur « captivité ». Les plus pauvres gens continuaient à refuser de prêter le serment¹. Les indécis eux-mêmes, les modérés qui étaient « trop sages pour être chefs du parti des juntes, trop sensibles aux inconvénients inséparables de l'état de guerre... pour prendre le même rôle dans celui du roi Joseph, et trop fiers aussi pour être instruments passifs », se tenaient à l'écart, s'efforçant de rester obscurs, ignorés, éloignés des Français et isolés » ; et Blondel n'espérait les voir changer d'attitude que lorsque l'autorité du roi Joseph se manifesterait à Barcelone : « La libre communication avec Madrid, la connaissance journalière de ce qui s'y passe, la publication des ordres qui en émaneront, leur donneront l'assurance de se montrer et la confiance d'obéir à un gouvernement espagnol. »

En attendant ce jour, Blondel constatait la suspension de toute la vie sociale : « D'après ce tableau de la ville, il est aisé de juger qu'il y a peu de sociétés, peu de réunions civiles. Le spectacle est fermé depuis longtemps : et qu'est-ce qui le fréquenterait aujourd'hui ? Les généraux français qui se respectent se tiennent habituellement renfermés chez eux avec leurs officiers sans presque avoir d'autres com-

1. En septembre 1809, l'intendant de Clanet essaya de l'obtenir des professeurs des cours de navigation, de dessin, etc., que la junta du commerce faisait faire à la Lonja. Tous refusèrent en dépit de leur pauvreté et de leurs charges de famille ; Ferrer, t. IV, p. 188-189.

munications avec les Espagnols que celles que le service public rend nécessaires, et que la diversité de langage rend difficiles. Et cette retraite est bien aussi dictée par des sentiments d'économie très généralement répandus parmi eux. Celui qui ne se respecte pas se trouve également et à la junta d'administration et dans la boutique de la marchande de modes. On rencontre chez lui et l'officier qui s'honorait de la société de son général et le cuisinier devenu fournisseur dont la femme occupe le fauteuil dans le salon¹. Les Français gémissent de ce manque de dignité, les Espagnols nous le reprochent, et fondent là-dessus un de leurs motifs d'éloignement. » Ferrer note avec plaisir que les dames catalanes tiennent à l'écart et les Français et leurs partisans²; les fonctionnaires intrus, mis en quarantaine, n'ont « aucune liaison avec ceux que les préjugés, l'ignorance ou même la timidité éloignent encore des idées nouvelles... Ici il n'est pas rare d'entendre réciter le rosaire dans les réunions et aux heures données autrefois au délassement des affaires, et aux agréments de la vie civile. » Enfin, si on lisait le journal officieux, le *Diario de Barcelona*, c'était pour y puiser des motifs d'irritation en y trouvant les arrêtés de Duhesme, de Lechi ou de Casanova, et les avis répétés des différentes administrations fiscales; c'était d'ailleurs une pauvre feuille, dont le rédacteur remplissait tant bien que mal les colonnes avec des articles de médiocre actualité, insérant tantôt une « dissertation sur le climat en général », tantôt un éloge de la musique, « qui contribue beaucoup à la conservation de la santé ». Blondel appréciait d'ailleurs sans indulgence le talent d'écrivain du journaliste: « Le rédacteur titré par le gouvernement est à peine bon pour diriger son impri-

1. Ceci se rapporte certainement à Duhesme; car Carrion-Nisas dit la même chose, en nommant le général, dans son Compte-rendu.

2. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. V, p. 39-40 (il fait toutefois exception pour certaines, qui ne peuvent se passer d'« être courtisées ».)

merie, et ne fait autre chose que copier servilement les mauvaises traductions qu'il se fait faire des gazettes françaises qui lui sont remises toutes les fois qu'elles arrivent... »

C'était bien inutilement que Duhesme avait soin de paraître à la messe les jours de fêtes¹; bien inutilement que les nouveaux régidors se montraient en grand costume aux processions traditionnelles². Le clergé de la cathédrale chantait le *Te Deum* quand Duhesme l'exigeait et le vicaire général échangeait à l'occasion des lettres avec le commandant en chef³. Mais le peuple accablait de brocards les régidors « de la nouvelle marque » quand ils sortaient en cortège; et Ferrer notait avec satisfaction en juillet 1809 : « Trois religieux à peine, sur le nombre assez considérable qui en reste à Barcelone, sont regardés comme ayant quelque attachement au gouvernement intrus. Le temps montrera si les soupçons que le peuple a conçus contre eux sont ou non fondés. Ce qui est certain, c'est qu'on ne voit pas ces gens d'un très bon œil »⁴. Et à vrai dire, très atteint dans sa richesse et dans sa sécurité, menacé dans son indépendance et dans son influence, le clergé entier ne pouvait éprouver que de la haine pour les intrus.

Il ne faisait en cela que partager les sentiments communs à toute la population, sentiments antérieurs à l'établissement du gouvernement improvisé; mais le mécontentement et la haine avaient été renforcés par les procédés auxquels avait dû recourir ce gouvernement, et ici Carrion-Nisas voyait très juste, quand il écrivait en 1810 :

1. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 418, n. 1; cf. *Diario de Barcelona*, 21 juin, 14 et 15 août 1809, etc.

2. Ferrer, t. IV, p. 67 : « Il est venu pas mal de monde pour voir le ridicule de la première cérémonie faite en public à Barcelone par les régidors de la nouvelle marque. » Cf. t. V, p. 55-56.

3. Ferrer, t. III, p. CXIX, 432-433, 461-462, etc.

4. Ferrer, t. IV, p. 41.

« Les Catalans, ruinés dans leur territoire, ruinés dans leur commerce et dans leur industrie, sont aujourd'hui peut-être les plus exaspérés de tous les Espagnols » ¹.

II

Mais Duhesme ne se considérait évidemment comme responsable que vis-à-vis de l'Empereur, non point vis-à-vis de l'opinion catalane. Or l'Empereur n'avait point chargé Duhesme de veiller à la prospérité de l'industrie et du commerce barcelonais, et de gagner les habitants à force de sagesse, de douceur et d'exacte justice. L'Empereur avait fait recommander au général, dès le 16 juin 1808, de « se bien maintenir à Barcelone ² » et Duhesme s'y était maintenu dix-neuf mois. L'Empereur lui avait fait ordonner, le 1^{er} juillet, d'attaquer Gironne de concert avec Reille ³ ; Duhesme s'était conformé à cet ordre, était resté devant la place sans se laisser effrayer par les événements survenus ailleurs et n'avait abandonné le siège qu'après en avoir reçu l'ordre de Berthier ⁴. Invité à « porter la plus grande attention à Barcelone et à ses environs », puis à se tenir « prêt à tout événement, même à soutenir un siège ⁵ », Duhesme s'était enfermé dans la place, et avait soutenu vaillamment le siège de 1808. L'année suivante, il s'était montré vigilant et entreprenant, non seulement d'après son témoignage, mais d'après celui de Carrion-Nisas, peu suspect de par-

1. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, Arch. nat., AFiv 1625.

2. A Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100 ; Berthier à Duhesme, même date, Arch. G.

3. Berthier à Duhesme, Bayonne, 1^{er} juillet 1808, Arch. G. Comme pour l'ordre du 2 août, l'ordre impérial correspondant n'existe point dans la *Corr. Nap.*

4. Berthier à Duhesme, Bordeaux, 2 août 1808, Arch. G.

5. Outre le texte précédemment cité, à Berthier, Saint-Cloud, 22 septembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14342 ; Berthier à Duhesme, même date, Arch. G.

tialité en sa faveur : « On lui accorde généralement d'avoir été actif, vigilant, infatigable ; et, dans le resserrement habituel de la place de Barcelone, d'avoir toujours conservé autour de cette place un plus grand rayon de pays sûr et nettoyé d'ennemis que n'ont fait, dit-on, ceux qui lui ont succédé... »¹. Et l'adjudant-commandant devait écrire trois mois après : « Toutes les fois qu'en brave soldat il s'est agi de faire des sorties de Barcelone, d'éloigner l'ennemi en fondant sur lui avec impétuosité, de ramasser des ressources autour de Barcelone, pour cette place ; le général Duhesme s'est conduit comme un partisan actif, intrépide, toujours prêt ; et sa conduite ne mérite que des éloges »².

Duhesme pouvait être fier des résultats obtenus au point de vue militaire, moins encore pour leur importance intrinsèque qu'à cause de la médiocrité des généraux ses subordonnés, de l'inexpérience de ses soldats au début de la guerre, et de la pauvreté des ressources que l'Empereur lui avait fournies³. Il avait été vraiment l'âme de la défense, avait beaucoup payé de sa personne et avait dirigé lui-même toutes les opérations militaires de quelque importance. Il avait montré assez d'initiative, de résolution, de hardiesse pour rendre courage en novembre et décembre 1808 à son entourage effrayé et désarmé ; il avait

1. Carrion-Nisas à Clarke, Girone, 30 juillet 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

2. Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas. Ce qui donne une grande valeur à ce témoignage, c'est que Carrion-Nisas accuse le général à d'autres points de vue.

3. Si l'on ne tient pas compte de ces éléments, on ne peut en effet apprécier justement la défense de Barcelone. Laffaille l'indique discrètement dans son livre, mais il le montre mieux encore dans une lettre qu'il écrivit de Mézières, le 16 juin 1824, au fils du général. Cette lettre figure aux Arch. G., sous la date du 28 juillet 1810 : « La conduite du général Duhesme... n'a été glorieuse que parce qu'il a résisté, non seulement aux armées espagnoles mais au découragement, au défaut de zèle, d'énergie, de courage même de la plupart de ses généraux et qu'il a, pour ainsi dire, sauvé malgré eux l'honneur de nos armes à une époque où il fut sur d'autres points si gravement compromis en Espagne. Si la conduite de ces généraux n'est point connue, celle du général Duhesme perd la plus grande partie de son mérite. Presque tous vivent encore. Qu'est-ce qui osera publier la vérité sur leur compte ? C'est une chose si inusitée que cela exciterait une clameur générale... »

entraîné et aguerri ses médiocres troupes¹. Bref, il n'avait point été de ces chefs qui s'étaient laissé démoraliser par la nouvelle de Baylen, et ce n'était point à lui qu'eût pu s'appliquer le mot de Napoléon en août 1808 : « L'armée paraît commandée non pas par des généraux, mais par des inspecteurs des postes »².

En bonne logique, le général n'avait pas à s'inquiéter beaucoup plus de la façon dont on apprécierait son œuvre politique et administrative. L'Empereur avait fait recommander dès le début au général de « mener très militairement » les habitants, de prendre des otages, de ramasser des vivres chez les particuliers, et Berthier avait reproduit la phrase impériale : « La guerre justifie tout »³, formule que Duhesme avait répétée à son tour à ses familiers comme énoncée par l'Empereur⁴. C'était là un adage terrible, qui pouvait servir d'excuse à tous les abus : mais c'étaient en définitive Napoléon et Berthier qui étaient responsables de sa mise en circulation. Et d'ailleurs, non seulement les mesures prises par Duhesme avaient été conformes à l'esprit des ordres impériaux reçus en juin à Barcelone ; mais encore, et souvent jusque dans leur détail, elles avaient été analogues à celles que l'Empereur recommandait volontiers à Joseph ou aux généraux pour contenir les peuples mécontents ou tirer des ressources des pays occupés par les troupes.

Duhesme, opérant en rase campagne, avait fait ou laissé piller et brûler des villages, des bourgs, des villes. Rien

1. Laffaille, *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808*, p. 149-150, 169-171, 179-183.

2. A Joseph, Saint-Cloud, 16 août 1808, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, Ed. Lecestre, n° 336.

3. A Berthier, Bayonne, 16 juin 1808, *Corr. Nap.*, n° 14100 ; Berthier à Duhesme, même date, Arch. G.

4. En effet, Laffaille cite la formule et indique le sens de l'ordre impérial, p. 67 : « Napoléon avait prescrit... d'employer enfin, s'il le fallait, les moyens les plus violents pour garantir la sûreté et la subsistance de ses troupes : la guerre, disait-il, justifie tout. »

n'était plus conforme aux instructions ordinaires de l'Empereur : « Caulaincourt a fait très bien à Cuenca. La ville a été pillée : c'est le droit de la guerre, puisqu'elle a été prise les armes à la main... Il n'y a point de ménagements à garder avec des brigands qui assassinent mes blessés et qui commettent toutes sortes d'horreurs. Il est fort naturel de les traiter comme on le fait »¹, écrivait Napoléon à Joseph le 31 juillet 1808. Quelques mois plus tard, l'Empereur écrivait encore à Berthier : « Faites connaître au général d'Avenay que vous m'avez mis sous les yeux sa lettre du 11 ; qu'il ne faut pas qu'il se laisse faire des contes. Qu'il fasse arrêter une trentaine des individus les plus coupables ; qu'il fasse brûler le village où les pièces de ma garde ont été prises »². Le procédé était d'ailleurs bon pour tous les pays, pour le Tyrol comme pour l'Espagne³.

Duhesme avait tiré des vivres des campagnes, et beaucoup d'argent de Barcelone. Napoléon reprochait à Joseph de n'avoir pas su faire de même : « Il est bien singulier qu'on ménage tant la Navarre. Bilbao, la Biscaye et la Navarre doivent nourrir l'armée : sans quoi, comment voulez-vous que je fasse ? Il est ridicule qu'on leur donne des indemnités. Bilbao pouvait payer quatre millions... Il faut obliger les communes à moudre et ne pas toujours tirer de France. Les provinces que vous occupez doivent et peuvent fournir des vivres »⁴. Napoléon recommandait aussi à son frère la pratique des emprunts forcés, à laquelle Duhesme avait recours à l'occasion : « Surtout ne vous laissez pas manquer d'argent, et, s'il le faut, exigez des emprunts des villes, des corporations, des provinces.

1. A Joseph, Bordeaux, 31 juillet 1808, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n° 333. Toutes les citations qui suivent étant tirées du même recueil, nous indiquerons seulement le numéro de la lettre.

2. A Berthier, Valladolid, 11 janvier 1809, n° 393.

3. A Lefebvre, Schœnbrunn, 30 juillet 1809, n° 492.

4. A Joseph, Saint-Cloud, 8 et 9 septembre 1808, nos 349-350.

Il y a beaucoup d'argent en Espagne ; ils en trouvaient bien pour leur révolte » ¹ !

Napoléon pensait qu'on ne pouvait soumettre l'Espagne que par la terreur : « Le peuple d'Espagne est vil et lâche, à peu près comme j'ai connu les Arabes... Ce sont des otages et du désarmement qu'il faut... Un système funeste d'indulgence a perdu l'Espagne » ². L'Empereur écrivait encore à Joseph le 10 janvier 1809 : « Avec les Espagnols, il faut être sévère. J'ai fait arrêter ici quinze des plus méchants, et je les fais fusiller. Faites-en arrêter une trentaine à Madrid... Quand on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulnérable ; quand on en pend quelques-uns, elle commence à se dégoûter du jeu, et devient soumise et humble comme elle doit être » ³. Le surlendemain, Napoléon revenait sur ce thème : « Il faut faire pendre une vingtaine de mauvais sujets. Demain j'en fais pendre ici sept, connus pour avoir commis tous les excès et dont la présence affligeait tous les honnêtes gens, qui les ont secrètement dénoncés... Je n'ai eu de tranquillité en France qu'en faisant arrêter deux cents boute-feux, assassins de septembre et bandits que j'ai envoyés aux colonies. Depuis ce temps, l'esprit de la capitale a changé comme par un coup de sifflet » ⁴. Comme Duhesme et même plus que lui, Napoléon ne voulait pas d'égards pour la *canaille*. « Les honnêtes gens ont besoin d'être encouragés, et ils ne peuvent l'être qu'en maintenant la canaille... Je crois nécessaire que, surtout dans les premiers moments, votre gouvernement montre un peu de vigueur contre la canaille. La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint, et la crainte de la canaille peut seule vous faire aimer et estimer de toute la nation » ⁵. À la suite d'une révolte

1. A Joseph, Valladolid, 16 janvier 1809, n° 401.

2. A Joseph, Saint-Cloud, 9 septembre 1808, n° 350.

3. A Joseph, Valladolid, 10 janvier 1809, n° 394.

4. A Joseph, Valladolid, 12 janvier 1809, n° 396.

5. A Joseph, Valladolid, 16 janvier 1809, n° 401.

en Toscane, Menou recevait des conseils analogues ¹.

Bien plus : il y avait dans les lettres que Napoléon écrivait dans cette période de quoi justifier l'établissement de la police barcelonaise et même l'emploi d'un Casanova par Duhesme. L'Empereur écrivait en effet à son frère le 21 février 1809 : « Déjà on assassine dans les rues de Madrid. Si l'on avait établi à Madrid un commissaire de police à la manière française, cela n'arriverait point... En fait de police, employez les individus quels qu'ils soient, lorsqu'ils vous sont utiles ²... » En donnant le 25 juin 1809 des instructions détaillées au général Andréossi, gouverneur de Vienne, l'Empereur prescrivait enfin des mesures analogues à celles que la police barcelonaise avait fréquemment mises en action, visites domiciliaires, arrestation des étrangers et gens sans aveu, recherche et saisie des dépôts de blé, primes aux dénonciateurs, etc. ³.

A la fin de novembre 1809, l'Empereur écrivait à Bessièrès une lettre où il indiquait en termes frappants quelles étaient les qualités qu'il appréciait chez un général chargé d'un commandement à la fois militaire et politique : « Ayez de la fermeté, du caractère et de la volonté... Passez par-dessus tous les obstacles, je ne désapprouverai de votre part que ce qui serait pusillanimité et irrésolution ; tout ce qui sera vigueur, caractère, politique, je l'approuverai » ⁴. Duhesme avait certainement eu de la fermeté, de la volonté, de la vigueur et du « caractère », au moins au sens où l'entendait Napoléon ; il n'avait même point manqué d'un certain tact politique. Aussi était-il bien convaincu que l'Empereur appréciait hautement ses services. Dans un travail rédigé à la fin de 1808 par le chef d'état-

1. A Menou, Aranda, 28 novembre 1808, n° 378.

2. A Joseph, Paris, 21 février 1809, *Corr. Nap.*, n° 44798.

3. A Andréossi, Schœnbrunn, 25 juin 1809, *Lettres inédites*, éd. Lecestre, n° 463.

4. A Bessièrès (pendant qu'il commandait à Anvers et en Hollande), Paris, 20 novembre 1809, Lecestre, n° 547.

major du général ¹, se trouvaient quelques phrases qui montraient quel cas Duhesme faisait de ses propres services : « Ainsi se termina la campagne du corps d'observation des Pyrénées-Orientales, aussi glorieuse pour les troupes que pour le chef qui les a dirigées... Ce général sut triompher également des ennemis du dedans et du dehors ; tous leurs efforts réunis ne purent même le forcer à se renfermer dans la place de Barcelone, et le 7^e corps à son arrivée l'a trouvé ayant encore l'attitude offensive qu'il a toujours conservée. » Quelques mois après, écrivant directement à l'Empereur pour se plaindre des procédés de Saint-Cyr, Duhesme disait dans sa lettre : « J'ose supplier Votre Majesté de me donner une destination digne de la mission que je viens de remplir. Et, si j'ai bien mérité de Votre Majesté dans cette dernière campagne, j'ose implorer d'elle un témoignage qui, en transmettant à mes enfants le souvenir de la défense de Barcelone, leur laisse comme premier héritage un exemple durable de dévouement à la gloire et aux intérêts de Votre Majesté » ².

Et en effet, à plusieurs reprises, Napoléon avait paru satisfait des services du général. Dès le 18 juillet 1808, il l'avait même donné en exemple à Joseph : « A Barcelone, le général Duhesme a fait fouiller les couvents : on y a trouvé des cartouches, de manière que, comme de raison, il a fait tout prendre. Je vous mande ce qu'il a fait pour que cela vous serve de règle...³ ». Le 22 septembre 1808, Napoléon écrivait à Berthier : « Mon cousin, je vous renvoie les lettres du général Duhesme, témoignez-lui ma satisfaction.

1. C'est le Résumé des opérations militaires, Arch. nat., AFiv 1621. Le travail est signé du sous-inspecteur Porte, chef d'état-major de Duhesme ; mais il porte en maints passages l'empreinte du général, et il est tout à fait dans sa manière.

2. Duhesme à l'Empereur, Barcelone, 15 mars 1809, Arch. nat., AFiv 1621. Dans une lettre à Berthier, Barcelone, 4^{er} mars 1809, *ibid.*, le général disait : « Je me sentais cependant appelé à pacifier la Catalogne ; mais si je ne dois pas y commander en chef, je me vois forcé, par honneur et par conscience, à demander une autre destination. »

3. A Joseph, Bayonne, 18 juillet 1808, Lecestre, n° 324.

Remettez-moi la liste des officiers qu'il cite, et proposez-moi des récompenses... »¹. Le 25 décembre 1809, Clarke recommandait au général de « continuer à défendre avec vigueur la place dont Sa Majesté » lui avait « confié le commandement »². Au moment où Augereau allait rouvrir les communications avec Barcelone, le ministre, après avoir accusé réception de plusieurs rapports de Duhesme, lui écrivait encore : « J'ai mis ces différents rapports sous les yeux de l'Empereur. Sa Majesté a vu avec satisfaction que vous n'avez rien négligé pour assurer la défense de l'importante place de Barcelone et que vous avez pleinement justifié sa confiance par votre vigilance et par votre fermeté... »³. Duhesme, qui ne péchait point par une modestie excessive, n'eût probablement trouvé à ce moment aucune récompense hors de proportion avec ses « travaux »⁴; il ne s'attendait certes point à être obligé de fournir des explications et de justifier par le détail sa conduite passée.

III

Dès le mois d'avril 1809, quand il avait été question pour la première fois de l'envoi d'Augereau en Catalogne, le ministre de la Guerre avait indiqué à Napoléon qu'il y aurait lieu dans ce cas de tenir compte d'anciennes difficultés entre ce maréchal et Duhesme : « La position du général Duhesme mérite aussi quelques considérations, le maréchal duc de Castiglione l'ayant jadis renvoyé d'un corps d'armée qu'il commandait en Allemagne, parce qu'il

1. A Berthier, Saint-Cloud, 22 septembre 1808, *Corr. Nap.*, n° 14342.

2. Clarke à Duhesme, 25 décembre 1809, Arch. G.

3. Clarke à Duhesme, 20 janvier 1810, Arch. G.

4. Duhesme pouvait espérer un titre de noblesse, ou le grand aigle de la Légion d'honneur (il n'était que grand-officier), ou même le bâton de maréchal.

croyait avoir à reprocher à ce général quelques concussions. J'attends les ordres de Votre Majesté sur ces objets... »¹. L'Empereur ne donnant point d'ordres, le duc de Feltre finit par décider de « laisser les choses *in statu quo* jusqu'à ce que M. le duc de Castiglione s'en plaigne ».

Ayant regu, en mai 1809, les plaintes des « quatre individus se disant habitants de Barcelone » au sujet de Lechi, le ministre, qui en avait informé Napoléon sans résultat², avait toutefois cru devoir, comme on l'a déjà vu, attirer dans une « instruction » l'attention du maréchal sur les « excès de tout genre » commis par les troupes, et surtout par les Italiens³. Le ministre avait de plus donné indirectement à entendre au duc de Castiglione que les chefs n'étaient point au-dessus des soupçons, en lui recommandant d'employer de préférence « des officiers d'un grand choix pour la moralité ». Le ministre n'avait d'ailleurs paru viser spécialement personne et n'avait point usé des renseignements qu'il avait pour indiquer à Augereau qu'il fallait surtout se renseigner sur Lechi et sur Casanova ; cela eût pourtant mieux valu peut-être que de mettre le maréchal en défiance contre tout le monde.

En novembre 1809, un correspondant anonyme établi dans les Pyrénées-Orientales et qui disait avoir des renseignements sûrs venus d'Espagne, dénonçait en termes vagues au duc de Castiglione « certains abus qui indisposaient et exaspéraient l'esprit et le cœur des Espagnols »⁴.

1. Clarke à l'Empereur, 10 avril 1809, Arch. nat., AFIV 1621. L'autre « objet » dont il est question dans le rapport est la destination à donner à Gouvion-Saint-Cyr. La décision de Clarke « Laisser les choses, etc. » est inscrite le 4 juillet au coin d'un nouveau rapport sur la vieille inimitié de Duhesme et d'Augereau (Arch. adm. de la G.)

2. Clarke à l'Empereur, 20 mai 1809, Arch. nat., AFIV 1621. Dans ce rapport, Clarke indiquait le choix « d'un nommé Casanova, homme couvert d'opprobre » par Lechi.

3. Instruction pour le commandant en chef du 7^e corps, Arch. nat., AFIV 1621.

4. Lettre anonyme du 13 novembre 1809 : à S. E. Monseigneur le maréchal Augereau, duc de Castiglione, Arch. G. La lettre ne contient pas d'in-

Pendant ce temps, Duhesme faisait ou laissait insérer au *Diario* une proclamation d'Augereau ¹. D'ailleurs l'arrivée du maréchal à Barcelone ne pouvait tarder. Le 4 janvier, Duhesme lui demandait de venir apporter de l'argent à Barcelone, mais en le dissuadant d'y séjourner : « Si Votre Excellence venait à Barcelone, elle ne pourrait nourrir son armée, qui épuiserait nos faibles magasins ; mais une fois qu'elle entreprendra le siège d'Hostalrich et aura des troupes à San-Celoni, il nous sera très facile de communiquer ; et, si Votre Excellence veut venir à Barcelone, je me charge de lui aller au-devant jusqu'à Granollers, où elle pourrait laisser un corps... » ². Mais Augereau, qui mettait à ce moment ses « soins à organiser civilement les parties de cette belle province » qu'il jugeait soumises, tenait à aller montrer aussi à Barcelone ses talents administratifs : « Après le mouvement que je viens d'ordonner au général Souham, je marcherai sur Barcelone et y porterai des fonds, et j'organiserai cette partie du pays qui en a bien besoin... » ³. Tout cela n'indique certes point qu'Augereau ait été disposé d'avance à sévir contre Duhesme ; mais les informations reçues pouvaient avoir préparé ce simpliste à prêter aisément créance aux premières dénonciations qu'on lui adresserait. Or Duhesme avait des ennemis dans la ville et même dans la garnison.

Un fâcheux événement militaire contribua sans doute aussi à indisposer Augereau. Duhesme avait reçu le 15 janvier 1810 par un espion l'ordre de se porter au-devant de l'armée jusqu'à Granollers et d'y attendre le maréchal. Duhesme arriva le 16 au point indiqué avec dix-huit cents

dication de lieu, mais d'autres lettres écrites en novembre par le même correspondant indiquent qu'il résidait dans les Pyrénées-Orientales, et probablement à Perpignan.

1. Proclamation d'Augereau, 11 novembre 1809, dans le *Diario de Barcelona* du 28.

2. Duhesme à Augereau, Barcelone, 4 janvier 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

3. Augereau à Clarke, Fornells, 12 janvier 1810, Arch. nat., AFIV 1625.

hommes et y séjourna jusqu'au 19. Ne voyant pas arriver le maréchal, n'en ayant point de nouvelles par ses connaissances, et ne voulant point prolonger un séjour qui pouvait devenir périlleux, Duhesme prit le parti de retrograder, en laissant dans un couvent fortifié un détachement qui y résista aux miquelets jusqu'à l'arrivée de l'avant-garde d'Augereau. Duhesme établit sa troupe à mi-chemin entre Granollers et Barcelone, et courut passer un jour dans cette ville où, paraît-il, il était appelé par des affaires de service. Pendant ce temps, le colonel à qui il avait laissé le commandement de sa troupe donna un ordre malencontreux ; et, quand Duhesme revint avec quelques renforts prendre le commandement du parti qu'il avait laissé sur la route de Granollers, ce fut pour apprendre que trois cents hommes avaient été cernés et pris par les miquelets. C'était un événement fâcheux pour Duhesme, au moment où le duc de Castiglione allait arriver¹.

Toutefois, quand ce dernier survint, le 24 janvier, il

1. Analyse de la lettre écrite par Augereau, Girone, 6 février, analyse de la correspondance des maréchaux et généraux employés en Espagne, t. 1^{er}, p. 236-237, Arch. G. (La lettre d'Augereau, datée de Girone, 6 février, ne figure point à la Correspondance générale des Arch. G., ni au dossier du général Duhesme, aux Arch. adm. de la G., soit qu'il y ait eu destruction de la pièce, soit qu'elle ait été versée au dossier judiciaire de l'affaire Lechi, Casanova et consorts, c'est-à-dire en pratique soustraite aux recherches des historiens. Heureusement on faisait, en 1810, des analyses étendues et fidèles des rapports reçus au ministère de la Guerre et on transcrivait ces analyses sur un registre spécial) ; Note sur l'expédition de Granollers du 21 janvier 1810, en annexe au Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810). Le premier document donne la version d'Augereau, le second celle de Duhesme ; les faits matériels sont d'ailleurs rapportés de la même façon dans les deux pièces. Duhesme justifie : 1^o son départ de Granollers au bout de trois jours par la nécessité de changer de position, Granollers étant devenu par la prolongation du séjour des troupes françaises l'objectif de tous les miquelets et somatènes des pays voisins ; 2^o sa course sur Barcelone par la nécessité d'aller s'y occuper d'affaires administratives et militaires urgentes ; 3^o la perte des 300 hommes par la faute du colonel commandant les troupes en son absence. On verra comment Augereau prétendit, quinze jours plus tard, expliquer l'absence momentanée de Duhesme. En fait, dans les vingt mois qui avaient précédé, Duhesme avait fait très fréquemment de ces courses rapides à Barcelone en laissant ses troupes sur leurs positions : le Résumé des opérations militaires (Arch. nat., AFIV 4621) ne cachait point ces absences.

parut d'abord fort bien disposé : il entra dans la ville en grand cortège, entre Duhesme et le corréridor ; toute la garnison était sous les armes, et le maréchal passa en revue les soldats qui l'acclamèrent ¹. Un ordre du jour d'Augereau contient des éloges pour Duhesme et pour ses troupes ² ; le 26 janvier, Duhesme donna un dîner en l'honneur du maréchal ; le lendemain, il fut à son tour l'invité du duc de Castiglione et eut « l'honneur de faire sa partie ». Duhesme reçut même des instructions pour le commandement de la ville, dans lequel le maréchal semblait vouloir le continuer ³.

Tout d'un coup, le 28 ou le 29 janvier, peut-être à la suite d'une discussion sur la conduite des opérations, les dispositions d'Augereau changèrent : il reçut des dénonciations anonymes, fut circonvenu par les ennemis de Duhesme, parmi lesquels figuraient peut-être le chef d'état-major Rey, le commissaire des guerres Grobert, certainement un employé de l'armée nommé Hion, ainsi que le général Nicolas ⁴. On attira l'attention du maréchal sur

1. Ferrer, *Barcel. caut.*, t. V, p. 80-81.

2. *Diario de Barcelona* du 27 janvier 1810.

3. Duhesme à Savary, Bourgneuf (Saône-et-Loire), 30 novembre 1810, Arch. nat., F⁷ 6564 ; Mémoire abrégé du général Duhesme (présenté le 4 août 1810), Arch. G. (28 juillet 1810).

4. « J'ai déjà fait interpellier le général Rey d'avoir à donner sa déclaration sur ces assertions et je réclame de nouveau qu'il soit confronté avec moi, si sa déclaration n'est pas conforme à la mienne ; et, quoique j'aie lieu de regarder ce général comme un des principaux agents de toutes les tracasseries et persécutions que j'ai essuyées, par ressentiment du peu d'accueil que des circonstances politiques m'obligèrent à lui faire à Lyon, lors de la consulta d'Italie... », dit Duhesme dans le Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G., (28 juillet 1810). Les dénonciations anonymes étaient jointes à la lettre du 6 février et sont résumées dans l'Analyse, ainsi qu'« une lettre du général Nicolas, datée de Barcelone, le 20 janvier, dans laquelle il assure que les généraux n'ont jamais été consultés par le général Duhesme, et que son honneur l'oblige à faire une déclaration qui prouve qu'il n'a eu aucune part aux mesures par lesquelles l'armée a manqué de tout, malgré l'abondance qui existait ». Hion est mentionné comme un des accusateurs et est qualifié de « très méprisable » par Blondel, dans un rapport à Champagny du 30 janvier 1810, Arch. des Aff. Etr., vol. 681, f^{os} 90-91. Hion nous est signalé comme ayant été arrêté en 1812 à Perpignan et transféré en poste à Paris, par le commissaire de police de Perpignan Renouard (à Pelet de la Lozère, Perpignan, 2 novembre 1812), Arch. nat., F⁷ 6352.

les privations des soldats, sur le dépeuplement de la ville, sur la misère des habitants, et on le persuada aisément que ces maux très réels étaient uniquement dus à Duhesme¹. Le maréchal semble n'avoir pas examiné de bien près les accusations, n'avoir procédé alors à aucune enquête, et n'avoir eu d'abord qu'un souci, éloigner un grand coupable. Il y eut, paraît-il, une explication très vive², à la suite de laquelle Augereau remit au général l'ordre suivant : « Il est ordonné à M. le général de division Duhesme de partir demain pour la France où il attendra de nouveaux ordres de Son Excellence le ministre de la Guerre. Il voudra bien désigner le lieu de sa résidence »³. Le maréchal donna ensuite à son subordonné une sorte de laissez-passer ostensible, portant que le général irait attendre à Montpellier de nouveaux ordres du ministre de la Guerre⁴; et le lendemain 30 janvier 1810, les Barcelonais virent Duhesme s'éloigner avec les troupes du duc de Castiglione, « sous prétexte de santé ». On

1. Outre les pièces déjà citées à la note précédente, Duhesme à Savary, 30 novembre 1810 : « Il me donna l'ordre de rentrer en France et me dénonça au gouvernement comme un homme coupable de tous les crimes et de tous les excès, comme enfin un cannibale, contre lequel les cris du peuple de Barcelone s'élevaient, et contre qui la garnison était prête à se révolter, qui enfin allait laisser tomber cette place importante entre les mains des Anglais et Espagnols réunis et s'enfuir avec ses trésors, si lui, maréchal d'Empire, ne fût pas arrivé à point pour tout réparer ». Faut-il voir là la reproduction d'accusations proférées par Augereau dans sa colère, ou une amplification ironique de Duhesme ? En tout cas, Augereau paraît avoir été très loin dans la lettre du 6 février, d'après le résumé qu'en donne l'Analyse de la correspondance : « Adresse une partie des dénonciations qu'on lui a remises contre le général Duhesme. Il n'y a qu'un cri contre lui dans Barcelone, où il s'est commis des infamies de tout genre et sans nombre. La ville allait tomber au pouvoir de l'ennemi... Duhesme a voulu se sauver avec ses trésors, ainsi que ses complices. »

2. Blondel à Champagny, Barcelone, 30 janvier 1810.

3. Le maréchal Augereau au général Duhesme, Barcelone, 20 janvier 1810, Arch. G.

4. « Barcelone, 29 janvier 1810. — D'après les certificats qui m'ont été présentés par MM. les officiers de santé de l'armée sur la mauvaise santé de M. le général de division Duhesme, il lui est permis d'aller à Montpellier pour s'y rétablir et où il attendra de nouveaux ordres de S. E. le duc de Feltre, ministre de la Guerre. — Le maréchal d'Empire, etc. » Arch. G. (28 juillet 1810); Duhesme à Savary, Bourgneuf, 30 novembre 1810; Ana-

devait d'ailleurs savoir à quoi s'en tenir à Barcelone, et l'agent de Champagny le constatait; il écrivait à son ministre que Duhesme n'était point le vrai coupable, et il indiquait que, plus que celui-ci, d'autres personnes avaient à craindre la découverte de la vérité entière : « Malheureusement la vérité, de quelque bouche qu'elle sorte, est toujours la vérité; et elle a fait trembler bien du monde aujourd'hui dans Barcelone »¹.

Pendant que Duhesme, au lieu de s'arrêter à Montpellier, se déterminait à pousser jusqu'à Paris, Augereau rédigeait pour le ministre un rapport où il expliquait à sa façon le renvoi de Duhesme, sans donner d'ailleurs à l'appui de ses accusations des faits ou des détails bien précis². Il n'y avait qu'un cri contre Duhesme dans Barcelone; il s'y était commis des infamies de tout genre et sans nombre; la ville allait tomber au pouvoir de l'ennemi; Duhesme avait voulu, en abandonnant ses troupes le 21, aller mettre en sûreté les trésors qu'il avait amassés et s'enfuir avec ses complices. En réalité le maréchal avait agi bien vite et bien légèrement. « Plus accoutumé au tumulte des camps et aux manœuvres militaires qu'au silence et à la réflexion du cabinet »³, il avait cru trouver du premier coup l'homme responsable de la triste situation de Barcelone. Quand, dans ses rapports d'avril 1810, rédigés pendant et après un nouveau séjour à Barcelone,

lyse de la lettre d'Augereau, Girone, 6 février : « Le maréchal Augereau a envoyé le général Duhesme, sous prétexte de santé, à Montpellier et a nommé provisoirement le général Rey gouverneur... Il faut envoyer deux généraux de division là-bas; le général Lacombe-Saint-Michel conviendrait beaucoup pour gouverneur, et le général Augereau pour commandant, en le faisant général de division... »

1. Blondel à Champagny, Barcelone, 30 janvier 1810. Blanch., *Hist. de la guerra de la Independencia en el antiguo Principado*, t. II, p. 18-19. croit à tort qu'Augereau fit partir Duhesme par ordre du gouvernement français.

2. C'est le rapport du 6 février, Girone, déjà signalé. Fait digne de remarque, il n'y a pas de rapport correspondant de Clarke à l'Empereur dans la série AFIV.

3. Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷ 6554.

le maréchal revint sur la question, ce fut toujours pour présenter des explications beaucoup trop simples, et pour déformer, au désavantage de Duhesme, les faits d'une manière quasi-enfantine. Le maréchal ne cherchait point d'ailleurs à distinguer le rôle de Duhesme de celui des collaborateurs employés par ce général, et il acceptait sans critique des chiffres démesurés¹. Le 17 avril, le duc de Castiglione affirmait au ministre qu'il aurait pu faire vivre ses soldats avec le produit des contributions du pays, « si

1. Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810, Arch. G. : « Le 29 août de la même année, à son retour de Gironne, le général Duhesme créa une commission des biens des émigrés : et, de suite, on fit émigrer tout le monde. Ils n'émigraient pas assez vite ; on a pris le parti de renfermer tous les riches dans des cachots ; de piller leurs trésors et leurs maisons pendant le temps de leur détention, et d'exiger, pour les faire sortir des prisons du Montjouy, tout ce qui pouvait leur demeurer de disponible. » La suite des faits est inexacte, l'accusation vague, et les derniers faits signalés sont imputables à Lechi seul, comme on l'a vu dans les chapitres précédents. Augereau continue par quelques lignes sur Canton (dont il ne parle point avant le 9 avril) et sur le concierge disparu, toujours en s'en prenant à *on*. Le rapport poursuit sur le même mode. « La contrebande a constamment eu lieu par mer et par terre. Les bâtiments qui étaient dans le port ont disparu en très grande partie. Les portes de Barcelone s'ouvraient toutes les nuits, pour faire la contrebande. Je regarde comme un miracle que cette place, où l'on a commis de semblables crimes, appartienne encore à S. M. I. Les vols de toute nature ont été mis en usage ; on a placé des filous aux portes et sur les chemins pour escamoter les bijoux et l'argent de ceux qui allaient à la campagne. » La contrebande se faisait sans doute, d'ailleurs malgré Duhesme ; quant aux filous placés aux portes, etc., on a vu qu'il y avait aux portes des agents de police et que l'exportation de l'or et de l'argent avait été interdite sous peine de mort. « Les dépôts confiés à la douane ont été enlevés. » Duhesme s'en était servi pour habiller et nourrir les troupes (Compte-rendu par Pelletier, Arch. G., 11 février 1811). « Enfin j'ai trouvé Barcelone réduite à 24.000 âmes (exagération), plus les Français intrigants ». On a vu que Duhesme ne faisait pas beaucoup plus de cas qu'Augereau des Français de Barcelone, et avait pris contre eux des mesures sérieuses. « Et il manque pour 25 millions d'objets appartenant aux émigrés, dont personne ne sait rendre compte. » Le chiffre est évidemment exagéré ; et s'il y a eu des soustractions d'objets, il faut s'en prendre à la Commission des émigrés plutôt encore qu'à Duhesme. « Le commerce de Barcelone pouvait en 1808 réunir deux millions de pièces d'or au coin de l'Espagne ; on n'y en trouverait plus aujourd'hui pour 10.000 francs. » Sans doute : il avait fallu acheter au dehors, alors qu'on ne vendait plus rien. La pénurie de numéraire dans une place assiégée, ne faisant plus d'autre commerce que l'achat à grand frais des vivres au dehors, est un phénomène normal ; d'où l'emploi des monnaies obsidionales. « Toute l'argenterie des particuliers leur a été enlevée : qu'est-elle devenue ? » C'étaient surtout les particuliers qui avaient dû porter d'eux-mêmes leur argenterie à la monnaie, etc.

on avait ménagé la ville de Barcelone de façon à ne pas forcer à l'émigration tous les négociants et les hommes riches ; ceux-ci, malgré tout le monde, eussent maintenu un commerce de mer. L'industrie n'eût pas diminué, on n'eût jamais appréhendé même que l'armée y manquât de vivres, et les douanes, qui sont nulles aujourd'hui, seraient d'un produit considérable »¹. Augereau ne semblait point comprendre que Duhesme n'avait pas eu la faculté de « ménager » la ville de Barcelone.

IV

Restaient, il est vrai, les actes nettement délictueux ou criminels qu'on avait pu commettre dans la ville, sous le gouvernement de Duhesme, sans profit pour l'armée ni pour les caisses publiques. On essaya, à partir de mars 1810, de faire « la recherche des gros délits passés ». La commission qui en fut chargée recueillit des éléments d'information, mais n'aboutit en somme à des résultats positifs que sur quelques points spéciaux ; en particulier, elle tira à peu près au clair l'affaire du malheureux Canton. Les Barcelonais eurent donc, au cours de l'année 1810, la consolation d'apprendre l'arrestation de Casanova et de quelques-uns de ses complices, le départ de Lechi pour la France et son emprisonnement à l'Abbaye, enfin la mise et le maintien de Duhesme en inactivité². Le gouvernement impérial put ainsi paraître blâmer les actes de ceux qui, dans la première période de l'occupation, avaient agi en son nom en Catalogne.

Et pourtant, une enquête faite par des hommes bien informés, absolument impartiaux et rigoureusement indépendants eût nécessairement dû aboutir à l'absolution des

1. Augereau à Clarke, Girone, 17 avril 1810, n° 2, Arch. nat., AFiv 1625.

2. Voir là-dessus notre *Appendice A*.

hommes et à la condamnation du gouvernement impérial et de l'entreprise espagnole. Tous les actes importants du général qui avait commandé à Barcelone étaient justifiables, dès qu'on admettait les préceptes napoléoniens : « La guerre justifie tout » et « La guerre doit nourrir la guerre ».

Duhesme s'était rendu odieux en Catalogne. Mais nous espérons avoir prouvé que les actes du général avaient été conformes aux ordres reçus de l'Empereur, et aux nécessités de l'état de guerre ; et Duhesme n'avait point à se demander si les ordres impériaux étaient contraires à la justice et à l'humanité, si l'état de guerre était le résultat d'un système de fourberie et d'agression. La politique que le général avait localement pratiquée n'était point en accord avec le droit des gens ; mais elle était en harmonie avec l'esprit et avec la lettre de la politique impériale en Espagne et dans tout pays occupé et rebelle. Barcelonais, Catalans, Espagnols avaient été victimes, non de quelques généraux, mais du rêve de l'« Empire fédératif » et du système impérial de gouvernement en pays conquis. Le vrai responsable de la ruine de Barcelone, de la désertion de l'Ampurdan, de la misère et de l'exaspération des Catalans était Napoléon.

CONCLUSION

L'étude qu'on vient de lire n'embrasse que la première période de l'occupation française en Catalogne. Elle s'arrête à la veille de l'établissement du gouvernement militaire par le décret impérial du 8 février 1810. D'autre part, les moyens de comparaison avec les autres parties de l'Espagne pendant la même période nous font totalement défaut, dans l'état actuel des connaissances historiques. Dans ces conditions, toute vue générale sur l'avenir de l'influence française serait prématurée, toute généralisation sur le régime de l'occupation française en Espagne serait imprudente. Il faut donc nous borner à constater quels sont les points qui peuvent être considérés comme acquis, sans préjuger dans quelle mesure ce qui est vrai pour la Catalogne l'est pour les autres parties de l'Espagne à la même époque. Ce qu'on peut affirmer, c'est seulement que partout les directions impériales ont été analogues, et l'impuissance du gouvernement josphiste presque égale. Nos constatations auront peut-être plus de valeur, quand les comparaisons seront possibles.

I. — Dans les années antérieures à 1808, l'influence des idées françaises en Catalogne fut, sinon nulle, du moins très faible ; ce qui subsistait du sentiment particulariste n'était point de nature à faire souhaiter aux habitants soit l'union avec la France, soit l'imitation de la France. D'autres faits, historiques et économiques, étaient

contraires à l'influence française. Napoléon conçut néanmoins le projet d'annexer la Catalogne à son empire, et fit occuper la province d'une façon qu'il pouvait regarder comme très sérieuse. Mais les actes et les procédés des Français lors de l'occupation contribuèrent très fortement à indisposer plus encore les Catalans.

II. — Soit au début de l'insurrection, soit même plus tard, la résistance vint surtout des officiers subalternes, des moines et du petit peuple ; les classes supérieures suivirent seulement le mouvement général, souvent avec timidité. Mais en revanche très peu de personnes se déclarèrent ouvertement favorables à l'entreprise napoléonienne. Celles qui le firent n'avaient souvent jusque-là ni influence politique ni considération sociale ; celles qui appartenaient antérieurement à la magistrature ou au fonctionnarisme furent mises à l'index dès qu'elles manifestèrent leur adhésion aux Français. Enfin le rôle des « afrancesados » fut uniquement d'aider les Français dans des rigueurs ou des exactions, non de collaborer à des plans de réformes.

III. — La province échappa totalement à l'influence du roi Joseph, et Napoléon se soucia peu de la façon dont ses généraux administraient. Les mesures prises par ceux-ci ne tendirent ni de près ni de loin à une « régénération » ; celles qui furent occasionnellement présentées comme préparant des réformes ou des innovations résultaient en réalité de préoccupations militaires ou financières.

IV. — Le régime auquel furent soumis les districts occupés fut le banal régime traditionnel de l'occupation militaire. Les hommes qui le dirigèrent ne lui donnèrent pas un caractère de rudesse anormale ; les abus qu'il comporta se retrouveraient sans doute partout ailleurs. Soit au temps de Napoléon, soit avant, soit après, on a toujours contenu et gouverné les villes en état de siège et les pays envahis par des procédés analogues ou semblables. Mais il s'agissait ici, non d'un pays à contenir temporairement et

dont l'évacuation était prévue, mais d'une province qui devait entrer dans le grand empire ou dans un état féodal. Le régime était propre à aliéner définitivement le peuple qui y était soumis, et pourtant il était impossible d'en employer un autre. Le vice initial était dans l'invasion de l'Espagne.

APPENDICE A

LES ENQUÊTES RÉTROSPECTIVES ET LEURS RÉSULTATS

Nous croyons devoir donner ici un aperçu des différentes recherches faites sur l'administration de la Catalogne durant les années 1808 et 1809. Cette étude est la préface nécessaire de tout jugement critique sur plusieurs des documents que nous avons fréquemment employés, parce qu'elle explique les circonstances de leur rédaction.

I

Augereau avait fait partir Duhesme et l'avait dénoncé au ministre sans avoir examiné la valeur des plaintes portées contre ce général¹. Le maréchal, revenu dans l'Ampurdan, avait créé à Gironne (27 février 1810) une commission administrative qui devait originairement « rechercher les moyens de diminuer les charges du peuple sans nuire au Trésor public » ; dépassant ses attributions, cette commission avait déjà fait subir une enquête à Garriga². Augereau conduisit bientôt la commission à Barcelone³; elle s'y occupa, du 16 au 19 mars, à réunir des

1. « Comment se défendre de l'idée que le maréchal a envoyé sa dénonciation avant que d'avoir recueilli ses preuves ? » est-il dit dans le Résultat de l'examen des pièces envoyées par le maréchal duc de Castiglione contre le général Duhesme, s. l. n. d. (Paris, août 1810 ?), Arch. G. (24 août 1810), pièce rédigée par la section de la Guerre du conseil d'Etat. (Voir plus loin).

2. Arrêté d'Augereau, Gironne, 27 février 1810, Arch. G. (création de la commission) ; sur l'enquête relative à Garriga, voir notes des chapitres IV, section iv ; V, ix ; VI, vii.

3. Les Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷6554) et le Comptendu par Pelletier, Arch. G., 14 février 1811, placent l'arrivée de la commission à Barcelone le 16 avril, et ils donnent le 27 mars comme date de sa création. Il y a évidemment erreur sur les mois. Augereau revint de

données sur l'administration et les ressources de la Catalogne avant l'insurrection. Mais, le 20, le maréchal la chargea aussi de recevoir les comptes de toutes les autorités qui n'auraient pas été nommées par lui¹. Le maréchal entendait surtout par là que la commission devait enquêter sur les actes commis par Duhesme et ses agents²; et ce fut bien ainsi que les commissaires comprirent leur rôle : « La commission, Monseigneur, ne perdra pas un instant ; elle s'occupera jour et nuit du soin de vous faire connaître ces ennemis du gouvernement français, ces hommes qui ne savent vivre que dans l'anarchie et le pillage... Votre commission, pour rendre justice, veut s'entourer de toutes les lumières dont elle a besoin pour connaître les vrais coupables ; elle le doit : ce sont les obligations que vous lui avez imposées³. »

La composition de la commission varia d'ailleurs, et deux de ses membres furent remplacés en avril, quand Augereau repartit pour Gironne⁴. Fut-elle au début, comme l'affirma Duhesme, composée de gens intéressés à le perdre et d'« auteurs des premières calomnies lancées contre lui⁵ » ? En tout cas, personne n'y montra à aucun moment l'esprit d'ordre et de lucidité qui eût été nécessaire pour pouvoir conduire l'enquête avec méthode et critique. Les membres de la commission

Gironne à Barcelone le 16 mars (Rey à Clarke, Barcelone, 26 mars 1810, Arch. G.) et conduisit évidemment la commission avec lui (cf. l'arrêté cité à la note suivante). Les Renseignements et le Compte-rendu suivent sans doute un document faulx.

1. Compte-rendu par Pelletier ; Arrêté d'Augereau, Barcelone, 20 mars 1810, Arch. G.

2. Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810, Arch. G. ; et Gironne, 17 avril, n° 2, Arch. nat., AFIV 1625 ; la commission administrative à Augereau, s. l. n. d. (Barcelone, fin mars), Arch. G. (31 janvier 1810) ; cf. Renseignements sur Barcelone.

3. Lettre de la Commission, citée à la note précédente.

4. La commission comprenait, d'après l'arrêté de création, le commissaire des guerres Grobert, président ; le chef de bataillon Fouque ; le payeur Lehodey ; le capitaine Pelletier ; et enfin l'administrateur des domaines Lapasset. Le 13 avril, Grobert et Fouque étant repartis avec Augereau, ils furent remplacés par le colonel Fabre et le commissaire des guerres Augier, tous deux anciens subordonnés de Duhesme, qui semblent s'être désintéressés du travail de la commission. Compte-rendu par Pelletier ; Renseignements sur Barcelone.

5. « Je l'ai déjà récusée dès son installation et je la récusé de nouveau, comme une société de gens intéressés à me perdre, comme les auteurs, etc. » Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G. (28 juillet 1810).

n'avaient, paraît-il, qu' « un génie très ordinaire¹ » : celui qui fut le plus assidu aux séances, qui rédigea le rapport d'ensemble sur les travaux effectués et qui semble avoir eu plus particulièrement la confiance du maréchal, le capitaine Pelletier², était un « homme brutal, sans aucune connaissance ni aucun mérite personnel, possédant en un mot toutes les formes désagréables qui pouvaient le rendre recommandable au maréchal Augereau³ ». Il se signala par sa rudesse vis-à-vis d'un officier distingué, son supérieur en grade ; cet officier montra aisément que les accusations dirigées contre lui n'étaient point fondées⁴. A plus d'une reprise, la commission fit encore fausse route⁵.

1. Expression des Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷6554.

2. Ceci d'après le Compte-rendu par Pelletier, Arch. G. (14 février 1811) et plus spécialement d'après une sorte de dédicace à Augereau qui est au commencement. Pelletier (Joseph), né à Angers le 16 avril 1774, entré au service le 15 août 1792, sergent-major le 19 septembre suivant, sous-lieutenant le 4 prairial an VIII, lieutenant le 11 ventôse an XII, capitaine le 25 décembre 1807, est un exemple de ces officiers qui, avec beaucoup de campagnes (onze en 1806) et plusieurs blessures, avancèrent lentement. En l'an XIII, le général Muller le notait : « Bonne instruction, bon ton de commandement, bonne tenue, bonne conduite : il est le plus ancien lieutenant du régiment. » Différentes lettres de recommandation, qui figurent à son dossier, font de lui des éloges analogues : « un des officiers les plus distingués du bataillon », dit d'Adhémar le 26 novembre 1810 ; le major Deconchy avait dit en 1807 : « réunit à ses talents militaires une bravoure éprouvée, une conduite régulière et sans reproche, et un entier dévouement à la personne de S. M. I. et R... » Personne ne loue ses facultés (Arch. adm. de la G., dossier Pelletier).

3. Renseignements sur Barcelone.

4. L'adjudant-commandant Ordonneau, soupçonné de manœuvres répréhensibles au cours des réquisitions, fut arrêté pendant quelques jours. Puis la commission « écrivit... le 3 avril à M. le maréchal duc de Castiglione que M. l'adjudant-commandant Ordonneau avait satisfait à ses demandes, et que S. E. pouvait le libérer, si elle le jugeait convenable... », dit Pelletier dans son Compte-rendu. Les Renseignements sur Barcelone apprécient ainsi l'attitude de Pelletier dans l'interrogatoire d'Ordonneau : « Un juge convaincu des crimes d'un scélérat qui va être condamné à mort n'a jamais employé des termes aussi durs que ceux dont Pelletier se servit à l'égard d'un officier qui lui était si supérieur en grade et en mérite. Mais, malgré le désir de la commission de trouver quelque sujet de culpabilité dans la conduite de M. Ordonneau, elle fut forcée de déclarer qu'on ne pouvait y trouver rien de répréhensible... » Cf. Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne depuis le mois de février 1808, Arch. nat., F⁷6352.

5. Par exemple, en s'en prenant au capitaine Lachaise des actes de la commission des émigrés (Renseignements sur Barcelone) ; en enquêtant sur les ventes de soufre, cuivre, plomb, papier faites au négociant Durand à trop bas prix (on a vu que Duhesme avait voulu s'acquitter d'une partie de ce qui était dû à ce fournisseur, tout en touchant de l'argent comptant) ; en enquêtant sur le commissaire aux contraintes Raynal : « N'y ayant

Au début, on voulut connaître tout le passé, et on porta les recherches sur tous les points à la fois¹. C'était là une entreprise bien vaste pour des gens peu exercés et peu perspicaces. On ne sut pas sérier les questions, on perdit du temps sur des détails, et on n'aboutit en somme, sur chaque point, qu'à recueillir quelques-uns des éléments nécessaires pour conclure². On s'aperçut toutefois, comme si on eût fait une découverte, que Duhesme et ses auxiliaires avaient usé d'expédients pour se procurer de l'argent, et que leurs procédés avaient été de ceux que n'emploie pas une administration régulière. La commission n'aurait eu qu'à lire la collection du *Diario* pour s'en convaincre; mais elle n'arriva point à établir que le général ou ses agents financiers eussent dilapidé ou détourné des fonds³.

L'enquête ne fut réellement poussée à fond que sur l'administration des biens des absents et sur les actes de la police. La commission parvint à bien connaître la gestion d'Ollivier, à établir la matérialité de quelques faits délictueux; elle fit droit à quelques plaintes par des restitutions⁴. Mais, bien qu'Ollivier fût très compromis par les constatations de la commission, il resta en liberté, et échappa à des poursuites judiciaires qui eussent pourtant été fondées⁵.

Le maréchal ignorait sans doute l'affaire Canton quand il fit

rien de positif sur cette affaire, la commission n'a pu y donner suite »; en s'en prenant aux fonctionnaires restés à Barcelone de la disparition de pièces comptables emportées par les fonctionnaires émigrés (ces trois faits d'après le Compte-rendu par Pelletier), etc.

1. La commission à Augereau, s. l. n. d. (Barcelone, entre le 20 et le 25 mars), Arch. G. (31 janvier 1810) : « Peu de personnes de l'ancienne administration paraissent exemptes de reproches; l'esprit de désordre semble s'être emparé dans les derniers temps de tous ceux qui, par état, devaient maintenir la tranquillité du pays, et se déclarer les protecteurs de la fortune publique et de celle des familles... » Cf. sur toutes les recherches entreprises le Compte-rendu par Pelletier. « Il fut décidé que l'on ferait appeler les chefs des différentes administrations... »

2. Renseignements sur Barcelone; Compte-rendu par Pelletier : « Les événements... firent que cette commission ne fut ni administrative ni d'enquête, et l'obligèrent à ne connaître que superficiellement de tout, excepté de l'affaire Casanova... »

3. Ici on ne peut que renvoyer aux longs procès-verbaux d'interrogatoires, reproduits par Pelletier; cf. Renseignements sur Barcelone.

4. Particulièrement pour l'affaire des dames Riera, dont il a été question au chapitre V, section VII; et pour une autre affaire analogue (Grasot), sur laquelle la commission fit un petit rapport spécial, qui figure en annexe au Compte-rendu par Pelletier.

5. Cf. chapitre V, sections III et VIII. La commission s'en prit longtemps au capitaine Lachaise, que, paraît-il, Ollivier essaya de perdre par

partir Duhesme; mais il en fut informé lors de son deuxième séjour à Barcelone et fit un éclat. Le 25 mars, Casanova fut destitué et arrêté avec plusieurs de ses complices présumés¹. Pendant quelques jours, on prétendit même impliquer dans l'affaire le vice-consul de France, parce qu'il avait indiqué Casanova à Lechi en 1808 et avait gardé des relations fréquentes avec le commissaire général. Puis on le mit hors de cause². Mais la justice catalane fut saisie à nouveau, et un juge du tribunal criminel instruisit à la fois contre Casanova et contre certains de ses agents³. De son côté, la commission administrative enquêta sur la police, interrogea Casanova et plusieurs autres policiers⁴, et put faire rédiger par un de ses membres un rapport « sur la conduite administrative et politique de l'ex-commissaire général de police Casanova⁵ ».

des connivences avec un témoin ; Renseignements sur Barcelone. Sur les faits constatés contre Ollivier, même document, et Compte-rendu par Pelletier.

1. Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810. Arch. G. ; cf. Clarke à l'Empereur, 23 avril 1810, Arch. nat. AFiv 1625. Date de l'arrestation fournie par les Renseignements sur Barcelone et par Ferrer, *Barcel. caul.*, t. V, p. 242-243 (ce dernier nous décrit la joie des Barcelonais). Sur les détails de l'arrestation de Casanova et de ses complices (sa servante, Vignes, Ollivier, et cinq policiers, dont le commissaire Las Casas, le secrétaire Barreau, le substitut Font y Closas), Lacombe-Saint-Michel (gouverneur de la ville) à Augereau, Barcelone, 26 mars 1810, Arch. G. ; Rapport militaire, politique et administratif du 25 au 26 mars du gouvernement de Barcelone, *ibid.* ; lettre de la commission à Augereau (vers le 25 mars), Arch. G. (31 janvier 1810). Las Casas et Font y Closas se firent en réalité les accusateurs de Casanova et furent relâchés dès le 27 mars ; Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810, Arch. G.

2. Augereau à Clarke, Barcelone, 9 avril 1810 : « Je fis appeler ce consul ; je lui demandai de la franchise ; je le priai de me dire la raison de cette liaison si particulière avec un homme aussi dépravé ; s'il n'avait jamais entendu parler de la disparition du nommé Canton ; s'il ne s'était pas aperçu de la totale désertion des habitants de la ville ; s'il n'en avait pas recherché les causes pour en rendre compte au gouvernement français ; s'il n'était pas le dépositaire des trésors du commissaire général. Ses réponses me parurent équivoques ; j'ordonnai, en conséquence, que les scellés fussent mis sur ses papiers, la chancellerie exceptée, et qu'il fût gardé à vue... Je n'assurerais pas que cet homme soit coupable ; il est au moins d'une stupidité rare... » ; Compte-rendu par Pelletier ; Renseignements sur Barcelone.

3. Renseignements sur Barcelone ; le tribunal criminel était une des créations d'Augereau. C'était le juge Revert qui était chargé de l'instruction.

4. Compte-rendu par Pelletier ; Renseignements sur Barcelone (les interrogatoires de Casanova durèrent du 11 avril au 23 mai, d'après Casanova à Pelletier, Barcelone, 19 juillet 1810, Arch. G., 17 juillet 1810).

5. C'est le rapport que nous avons utilisé au chapitre VI, section III : Arch. nat., AFiv 1625.

Mais à ce moment les circonstances extérieures changèrent. Macdonald, qui venait de succéder à Augereau, arriva à Barcelone en juin. Or la commission devait tout son pouvoir à la confiance du duc de Castiglione. Celui-ci une fois parti, le prestige de la commission s'évanouit ¹. Le gouverneur de Barcelone osa faire, dans un rapport à son nouveau chef, quelque cas du système administratif suivi par Duhesme ². Le 15 juin 1810, la commission fut supprimée, et le capitaine Pelletier fut simplement chargé de rédiger un rapport d'ensemble sur ce qu'elle avait fait et appris ³. Casanova put sortir du Monjuich, et retourner à son domicile, où on lui imposa d'abord la surveillance d'un sous-officier. Lorsque le 17 juillet Pelletier, qui n'avait pas eu la précaution de faire signer sur-le-champ les interrogatoires, demanda la signature de l'ex-commissaire général, celui-ci refusa de la donner ⁴. Quand le juge catalan qui enquêtait sur l'affaire Canton voulut faire comparaître Casanova devant lui, le gouverneur déclara que c'était au juge d'aller chez l'ex-inculpé ⁵. « Une affaire où étaient impliqués des officiers généraux au service de Sa Majesté ne

1. Compte-rendu par Pelletier.

2. « Avant l'arrivée de M. le maréchal, il existait à Barcelone plusieurs juntas et divers tribunaux; ils étaient peu coûteux, ils allaient tant bien que mal, ils avaient à leur avantage l'empire de l'habitude; ils furent détruits spontanément, et remplacés par l'ordre de choses d'aujourd'hui... Une bonne police existait à Barcelone; elle fut à l'instant désorganisée, il serait trop long de vous dire comment... » Lacombe-Saint-Michel à Macdonald, Barcelone, 11 juin 1810, Arch. nat., AFiv 1625. Au contraire dans un arrêté du 8 mai inséré le 10 au *Diari del Govern*, Lacombe-Saint-Michel qualifiait l'époque de Duhesme de « temps de confusion ».

3. Ce rapport est le Compte-rendu par Pelletier, étudié aux *Notes critiques*. (Arch. G., 14 février 1811). La suppression de la commission fut ordonnée le 15 juin 1810 par Lacombe-Saint-Michel (Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷⁶³⁵⁴; Carrion-Nisas à Clarke, Gironne, 2 août 1810, Arch. nat., AFiv 1625); mais évidemment Macdonald y avait donné son assentiment. Carrion-Nisas dit dans la lettre mentionnée : « Je ne hasarderai ici aucune opinion contre la dissolution de la commission. V. E. sait quelle est la fureur et le danger des réactions; et il est vraisemblable qu'on a eu des raisons puissantes pour arrêter, dans les circonstances présentes, le mouvement d'une procédure qui aurait fini par ramener en scène les moindres faits relatifs à l'armée française... » D'une façon générale, Macdonald réagit à son tour contre la « réaction » d'Augereau.

4. Pelletier à Casanova, 17 juillet 1810, Arch. G.; Casanova à Pelletier, 29 juillet 1810, *ibid.* (17 juillet 1810). Cf. Casanova à Duhesme, Barcelone, 27 juillet 1810, Arch. G. Les raisons données par Casanova sont : 1° Il n'a pu faire des réponses aussi contradictoires et aussi incohérentes : 2° les lois exigent d'ailleurs que l'inculpé signe sur-le-champ ses dépositions.

5. Renseignements sur Barcelone.

pouvait pas être du ressort d'un tribunal catalan », avait déclaré quelque temps auparavant le gouverneur¹. Et en effet l'enquête resta en suspens à Barcelone; mais elle allait être bientôt reprise à Paris.

II

Au lieu de s'arrêter à Montpellier, comme Augereau le lui avait prescrit, Duhesme s'était rendu en hâte à Paris. Mais Clarke lui ayant ordonné aussitôt d'aller attendre à Rouen une décision impériale², ce fut dans cette ville que le général rédigea son premier mémoire justificatif, envoyé au ministre dès la première quinzaine de mars 1810³; en avril Berthier, avec qui Duhesme avait eu d'« anciennes relations », reçut également un exemplaire de ce travail et le communiqua aussitôt à l'Empereur. Mais Napoléon ne lut pas le mémoire et fit avertir Duhesme par le major général de rendre compte au duc de Feltre⁴.

1. Blondel à Champagny, Barcelone, du 13 juin au 19 juillet 1810, Arch. des Aff. Etr., vol. 683, f^os 58-62. Le mot est signalé comme du 13 juin.

2. Duhesme à Savary, Bourgneuf, 30 novembre 1810, Arch. nat., F^o6564; Clarke à l'Empereur, 13 mars 1810, Arch. G. Il n'est pas inutile de remarquer que les pièces que les Arch. G. possèdent sur l'enquête faite au sujet de Duhesme, Lechi, Casanova, etc., sont certainement loin de représenter tout ce qui est arrivé au ministère ou y a été minuté relativement à cette affaire. Encore ne doit-on la présence de beaucoup d'entre elles qu'à la communication, en 1897, des papiers de famille de Duhesme, dont il fut fait des copies (presque toutes groupées assez arbitrairement sous la date du 28 juillet 1810). L'hypothèse qui explique le mieux l'absence des pièces relatives à l'enquête n'est point celle de la soustraction ou de la destruction. Il est plus probable que le ministère constitua, vers la fin de 1810 ou le début de 1811, un dossier des pièces qui se rapportaient de près ou de loin à l'affaire Canton, et que ce dossier fut transmis d'abord à la Cour de cassation, puis au Tribunal de la Seine : c'est-à-dire qu'il est perdu pour l'historien. On est donc réduit à reconstituer les phases de l'affaire d'après les quelques copies des papiers de Duhesme qu'on a aux Arch. G., d'après quelques pièces des Arch. adm. de la G. et d'après quelques documents des Arch. nat., dans les séries AFIV ou F^o. C'est-à-dire que des faits peuvent nous rester inconnus, et que certaines phases de l'affaire peuvent nous échapper.

3. Clarke à l'Empereur, 13 mars 1810; Duhesme à Savary, 30 novembre 1810.

4. Berthier à l'Empereur, Compiègne, 26 avril 1810, Arch. nat., AFIV 1623^B; le même à Duhesme, à Rouen, Compiègne, 26 avril 1810, Arch. G. (28 juillet 1810) : « J'ai reçu, M. le général Duhesme, avec votre lettre du

Quand le duc de Feltre avait reçu le mémoire de Duhesme, il n'avait encore que fort peu de données sur l'affaire ; il n'avait reçu que le rapport violent mais vague d'Augereau, des dénonciations anonymes peu précises, enfin une lettre assez insignifiante du général Nicolas¹. Le tout avait été communiqué à l'Empereur, qui avait renvoyé avant le 19 mars le dossier à l'examen de la section de la guerre du conseil d'Etat².

Quand Berthier rappela en avril l'affaire à l'attention de Napoléon, celui-ci ne se montra pas mal disposé pour Duhesme. Mécontent de la façon dont Augereau conduisait les opérations³, l'Empereur marqua dans deux lettres à Clarke son désir d'avoir des renseignements plus précis avant de condamner un général qui avait « rendu de grands services ». Il fallait donc faire la lumière sur les actes de Duhesme : « S'il est innocent, il doit être lavé sur-le-champ de toute inculpation ; s'il est coupable, perdre la tête sur l'échafaud⁴ ». De son côté, Champagny demandait, non sans quelque étonnement, pour quelles graves raisons on avait maltraité le vice-consul de France⁵. Le duc

46 de ce mois, le Résumé historique de vos opérations... J'ai envoyé le rapport à l'Empereur. C'est au ministre de la Guerre que vous rendrez directement compte de votre conduite ; mes anciennes relations avec vous m'inspirent le sentiment que vous n'avez pas cessé de mériter les bontés de S. M. »

1. Analyse du rapport envoyé de Gironne le 6 février, Anal. de la Corresp., t. I^{er}, p. 236-237, Arch. G. ; les rapports d'Augereau, Barcelone, 9 avril, et Gironne, 17 avril, arrivèrent à Paris ensemble, le 23 avril 1810 ; ils y furent apportés par un aide de camp du maréchal : Clarke à l'Empereur, 23 avril 1810, Arch. nat., AFiv 1625 ; cf. Clarke à Augereau, 25 avril 1810, Arch. G.

2. Clarke au général Andréossy, président de la section de la Guerre, 19 mars 1810, Arch. G. : « M. le comte, — J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire aujourd'hui 19 mars, pour me prévenir que S. M. avait renvoyé à la section de la Guerre, etc... »

3. *Corr. Nap.*, n^{os} 16411, 16415, 16451. Les troupes d'Augereau, après être arrivées jusqu'au voisinage de Tarragone, avaient dû rétrograder rapidement sur Barcelone et de là sur Gironne. De là l'envoi immédiat de MacDonald en Catalogne.

4. A Clarke, Compiègne, 26 avril 1810, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. Lecestre, n^o 606. Cf. déjà à Clarke, Compiègne, 24 avril 1810, *Corr. Nap.*, n^o 16411.

5. Champagny à Clarke, Paris, 4 mai 1810, Arch. G. Champagny avait sans doute été informé par un rapport de Blondel que nous n'avons pas, mais qui est probablement la lettre de Barcelone renvoyée par ordre de l'Empereur à Clarke, Anal. de la Corresp., t. II, p. 3-4, Arch. G. Champagny disait notamment : « S'il a été reconnu que les mesures prises envers lui n'étaient pas fondées, je désire que V. E. puisse m'en donner la certitude, afin de détruire entièrement les préventions que cette circonstance

de Feltre dut donc demander à Augereau des renseignements précis, les interrogatoires, le résultat des enquêtes de la commission, etc.¹. Duhesme put revenir à Paris, en mai²; il fut reçu par le ministre et apprit de Clarke, le 21 juin, que l'Empereur ordonnait une enquête approfondie³; la veille, d'autres pièces avaient encore été envoyées par le duc de Feltre au conseil d'Etat⁴.

Pendant que le conseil d'Etat examinait les documents reçus, le ministre cherchait à avoir de plus amples renseignements. Il envoyait le 13 juillet en Catalogne un de ses protégés⁵, l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, et le chargeait de rechercher particulièrement « quelle a été la manière dont le général Duhesme a dirigé les choses dans l'origine, tant dans le pays qu'à Barcelone et quelle est l'opinion qu'on peut se former de son administration⁶ »; Carrion-Nisas devait aussi prendre des renseignements sur Lechi et sur Chabran⁷. En juillet Duhesme

pourrait inspirer contre lui, si les dispositions qui ont été prises à son égard avant qu'on se fût assuré de leur légitimité n'étaient pas révoquées ensuite avec une espèce de publicité. »

1. Clarke à Augereau, 25 avril 1810, Arch. G.; (surtout Clarke au général Rey et à Gouvion-Saint-Cyr, 2 août 1810, Arch. adm. de la G., dossier Duhesme).

2. Duhesme à Clarke, Rouen, 28 avril 1810, et note de service de Fririon à Besson, 30 avril 1810 (Arch. adm. de la G., dossier Duhesme); Duhesme à Savary, Bourgneuf, 30 novembre 1810, Arch. nat., F⁷ 6364.

3. Duhesme à Savary, 30 nov. 1810.

4. Clarke à Andréossy, Paris, 20 juin 1810 (Arch. adm. de la G., dossier Duhesme).

5. Clarke à Macdonald, 13 juillet 1810, Arch. G.; Clarke à l'Empereur, 28 août 1811 (Arch. adm. de la G., dossier Carrion-Nisas).

6. Instructions pour M. l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, du 13 juillet 1810, Arch. G.; Clarke à Macdonald, 13 juillet : « Sa mission étant plus particulièrement relative à ce qui s'est passé en Catalogne avant l'arrivée de V. E... » Sur la vie et plus spécialement sur la mission de Carrion-Nisas en Catalogne, voir l'art. de M. G. de Grandmaison, *Revue des Questions historiques*, t. 62, p. 466-485.

7. Les « instructions » mettaient les deux généraux sur le même rang comme « se trouvant fortement impliqués dans des accusations de concession et d'abus de tout genre... » Dès son arrivée à Gironne, Carrion-Nisas (à Clarke, Gironne, 2 août 1810, Arch. nat., AFIV 1625) mit hors de cause « l'honnête » Chabran, qui était en congé pour raison de santé depuis le 11 mai. Mais, dans un des interrogatoires, Casanova avait déclaré « qu'il avait entendu dire que le général Chabran avait fait élargir moyennant un sacrifice de 4 à 500 piastres le nommé Bayona, condamné à la détention pour avoir pris part à une conspiration contre l'armée française ». Chabran ayant sollicité sur ces entrefaites une prolongation de congé, Clarke répondit en lui notifiant sa mise en réforme, le 27 sept. 1810. Trois ans plus tard, Clarke rappelait à l'Empereur que la cause essentielle en avait

fut invité à fournir par écrit des explications détaillées sur différents points relatifs à son administration financière ; les différentes demandes du ministre reçurent rapidement des réponses étendues et précises¹.

Les rapports de Carrion-Nisas et les pièces qu'il envoya concentrèrent l'attention du ministre sur les actes de Casanova et de Lechi². L'adjudant-commandant ne reprocha à Duhesme que des « excès » sans les préciser, et une vie privée peu décente. Il y eut juste dans ses rapports le nécessaire pour créer une impression défavorable sur Duhesme, non de quoi l'impliquer dans l'affaire Canton³. Vers la fin d'août 1810, la section de la Guerre du conseil d'Etat envoya au ministre un mémoire dont la conclusion disait : « Dans cet état de choses, une enquête serait superflue, et l'on doit à la vérité de déclarer qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le général Duhesme⁴. »

Mais le ministre, qui semble avoir été en termes amicaux avec Augereau⁵, ne voulait-il point donner tort au maréchal ? Etait-

été l'assertion de Casanova, et, le 16 mai 1813, Chabran était admis à la soldé de retraite. Sous la Restauration, Chabran prétendait avoir été disgracié pour les égards qu'il avait eus à Barcelone pour le prince de Conti et la duchesse de Bourbon (qui y vivaient dans une profonde retraite en 1808). Il fut remis en activité de 1814 à 1817 ; son décès survint à Avignon en 1843 (tout cela d'après les différentes pièces du dossier Chabran, Arch. adm. de la G.).

1. Clarke à Duhesme, Paris, 28 juillet 1810, Arch. G. ; Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme, *ibid.* (28 juillet) ; Mémoire abrégé du général Duhesme, *ibid.* (28 juillet).

2. C'est en effet le 2 août 1810 que Carrion-Nisas envoya de Girone le Rapport de la commission administrative sur la conduite de Casanova (Arch. nat., AFIV 4625). La lettre d'envoi parlait des excès de Duhesme sans rien préciser ; dans le Compte-rendu d'oct. 1810 (Arch. nat., AFIV 4625), Carrion-Nisas déclare au contraire que les « excès » avaient été commis par Lechi « pendant les absences de Duhesme ».

3. Toutefois, le 24 août, Clarke demanda des explications à Duhesme sur son rôle dans l'affaire : Clarke à Duhesme, Paris, 24 août 1810, Arch. G. (28 juillet 1810). D'où la Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre, Paris, 26 août 1810, *ibid.* Plus tard, Duhesme revint encore sur son rôle dans les poursuites de 1809 (voir chapitre VI) par le Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton) à S. E. le ministre de la G., *ibid.* Sur toutes ces pièces, voir *Appendice B (Notes critiques)*.

4. Résultat de l'examen des pièces envoyées par le maréchal duc de Castiglione contre le général Duhesme, s. d., Arch. G. (24 août 1810). On peut admettre que la date est celle à laquelle la pièce a été classée, peut-être à l'époque ; ce n'est pas certain.

5. Ce qui semble prouver qu'il y avait amitié entre le ministre et Augereau, ce sont les *post-scriptum* aimables ou familiers que Clarke met souvent de sa main au bas des lettres destinées au maréchal, par exemple le

il fâcheusement impressionné par la vivacité, la jactance, le ton trop apologétique des défenses de Duhesme? Ou bien tout simplement ne connut-il jamais bien l'affaire, et jugea-t-il toujours plus sage de ne pas lui donner de solution positive afin d'être sûr de ne point se tromper? Ce qui est certain, c'est que Clarke prit pour attitude l'absence de détermination, et proposa plusieurs fois à l'Empereur de nommer des commissions d'enquête pour examiner les actes commis à Barcelone, en réservant aux tribunaux la connaissance de l'affaire Canton¹.

Néanmoins Duhesme resta traité en suspect. Autorisé le 6 septembre 1810 à se retirer dans ses foyers², il fut, malgré

10 avril 1810 (Arch. G.) : « Les fêtes du mariage ont un peu retardé la marche des affaires. L'Empereur était agréablement occupé. Mais tout va reprendre son cours habituel. Vos dames se portent bien ». On peut comparer aussi les reproches exprimés par Napoléon (à Clarke, 24 avril 1810, *Corr. Nap.*, n° 16411), qui sont durs et presque brutaux, avec la traduction que Clarke en fait pour Augereau (Cl. à Aug., 25 avril 1810, Arch. G.), en termes presque obligeants, et mêlés de compliments. Quand Augereau écrit pour se plaindre d'un article du *Moniteur*, Clarke écrit au coin : « M. de Vieusseux. Répondre convenablement » (Aug. à Cl., 24 mai 1810, Arch. G.).

1. Dès le 28 juillet 1810, Clarke propose de former une commission présidée par un conseiller d'État et composée de maîtres des requêtes. Napoléon annote ainsi le rapport : « Affaire à représenter au conseil. M'en parler mercredi. Saint-Cloud, le 2 août 1810, N. » Il ne fut rien décidé ; car le 7 août Clarke propose de faire enquêter par une commission d'officiers généraux et d'ordonnateurs. Le 11 mai 1811, Clarke propose encore de soumettre les faits étrangers à l'affaire Canton à une commission d'enquête composée de l'archichancelier d'Empire (Cambacérès), du maréchal Serrurier, du comte Dejean, inspecteur général du génie (l'ancien ministre-directeur), et du comte Pelet de la Lozère (conseiller d'État). Le 9 août 1811, on fait dans les bureaux un rapport pour Clarke, probablement le dernier qui soit relatif à une enquête sur Duhesme. Ce rapport résume les accusations d'Augereau, le contenu du Compte-rendu de Pelletier, de celui de Carrion-Nisas, du rapport de la commission administrative sur la police (toutes pièces que nous avons), déclare que tous les faits connus par ces documents sont également indiqués dans le Résumé historique des opérations, que Duhesme n'a point cherché à les cacher, qu'il n'y a pas lieu à établir une commission d'enquête, et qu'Augereau a accusé trop vite et trop à la légère. (Le tout d'après les pièces contenues au dossier de Duhesme, aux Arch. adm. de la G.).

2. Clarke à Duhesme, Paris, 6 sept. 1810, avec en *post-scriptum* de la main du ministre : « Les formes de la justice sont lentes, parce que les enquêtes dont elle a besoin pour prononcer avec certitude exigent souvent beaucoup de temps ; mais l'Empereur qui la fait administrer l'a toujours rendue à tous ses sujets et vous ne pouvez douter un instant, général, qu'il ne vous la rende pleine et entière. Recevez, etc ». Duhesme demandait à s'en aller, son séjour dans la capitale « n'ayant d'autres résultats que d'accumuler sur lui des désagréments de toute espèce ». Dossier de Duhesme. Dès le 4 septembre, le secrétaire général du ministère avait délivré à Duhesme un certificat d'état de services. Arch. G. (28 juillet 1810).

ses réclamations réitérées¹, maintenu en disgrâce et en inactivité pendant plus de trois ans. La police signalait ses déplacements, et les lettres qu'on lui adressait étaient ouvertes². Quand il venait à Paris en alléguant des affaires à régler, le duc de Feltre lui recommandait de ne point paraître « dans les lieux où LL. MM. pourraient se trouver » et abrégeait ses séjours³. Enfin, en novembre 1813, quand l'Empereur eut besoin des hommes de courage et d'action, de nouvelles demandes d'emploi eurent plus de succès⁴. Duhesme, d'abord nommé au commandement supérieur de Kehl, fut bientôt employé, au cours de la campagne de France, dans le 2^e corps⁵; il se signala à plusieurs reprises, notamment à Montereau⁶. Inspecteur général d'infan-

1. Mémoire présenté le 3 février 1814 (affaire du sieur Canton), Arch. G. (28 juillet 1810); Précis relatif au général Duhesme, janvier 1812, Arch. G. (28 juillet 1810): « Le général Duhesme est en disgrâce... Le général Duhesme ne peut préciser les dénonciations, car on ne les lui a point fait connaître, et il n'a été ni interrogé, ni entendu, quoiqu'il n'ait cessé de le solliciter... » Duhesme à Clarke, Bourgneuf, 25 mai 1812 (Dossier de Duhesme, arch. adm. de la G.); etc. Cf. Duhesme à Savary, Bourgneuf, 30 novembre 1810, Arch. nat., F⁷ 6564.

2. Clarke à l'Empereur, Paris, 9 avril 1811, Arch. nat., F⁷ 6564. Une lettre de Laffaille à Duhesme, Barcelone, 14 décembre 1810, fut ainsi ouverte; copie en fut transmise au ministère de la Guerre, et un passage mal compris valut beaucoup plus tard des désagréments à Laffaille (extrait de la lettre incriminée, et lettres de Laffaille au général de Caux, Paris, 21 novembre 1816, à Clarke, 20 janvier 1817, etc., dossier Laffaille, Arch. adm. de la G.). Cf. *Appendice B, Notes critiques*.

3. Clarke à Duhesme, Paris, 31 décembre 1810, Arch. G. (28 juillet 1810); Clarke à Duhesme, Paris, 28 janvier 1812, (dossier de Duhesme).

4. Duhesme à l'Empereur, Bourgneuf, 15 oct. 1813, et à Clarke, Paris, 20 nov. 1813 (Arch. adm. de la G., dossier Duhesme). Napoléon à Clarke, Paris, 25 novembre 1813: « Présentez-moi un rapport sur le général Duhesme. Y a-t-il contre lui des choses telles qu'on ne puisse pas l'employer? » *Dern. lettres inédites de Napoléon I^{er}*, éd. de Brotonne, t. II, p. 480. Clarke ne semble avoir répondu, le 1^{er} décembre, que par le bref rapport suivant: « Sire. L'intention de V. M. étant d'employer M. le général de division Duhesme, qui est en non-activité, j'ai l'honneur de lui proposer de donner à cet officier général le commandement de Kehl. Je joins ici l'état des services de cet officier général. Je prie V. M. de me faire connaître ses intentions sur cette proposition. » (Dossier de Duhesme).

5. D'après l'état de services de Duhesme, Arch. adm. de la G.; cf. Clarke à Duhesme, Paris, 4 déc. 1813. Duhesme à Clarke, Kehl, 19 déc. 1813; l'état de services porte qu'il passa le 25 déc. au commandement de la 3^e division du 2^e corps (d'abord sous le duc de Bellune, puis sous Gérard); cf. Ordres de l'Empereur, 21 déc. 1813; à Berthier, Paris, 23 déc. 1813, *Corr. Nap.*, nos 21024 et 21032. Cf. nos 21143, 21144.

6. Ceci d'après les nouvelles officielles publiées au *Moniteur*, nos du 6, du 21 février, du 1^{er} mars: « Le général Duhesme culbuta l'arrière-garde ennemie qui y (à St Dizier) était encore et fit quelques centaines de prisonniers... Le général Duhesme s'est fait remarquer en conservant la Rothière

terie sous la Restauration, mis pendant les Cent jours à la tête des deux divisions de la jeune garde, nommé pair de France avant la campagne de Belgique, il fut mortellement blessé le soir de Waterloo¹.

III

Si les différentes pièces reçues au ministère avaient amené la mise hors de cause de Duhesme², elles avaient en revanche décidé le ministre à sévir contre Lechi, Casanova et leurs complices présumés. Le général Lechi fut arrêté le premier, conduit à Paris et mis à la prison de l'Abbaye³; puis, conformément à un ordre donné par le ministre le 7 novembre, Casanova, le

(1^{er} février)... Le général Duhesme, officier d'une rare intrépidité et d'une longue expérience, déboucha sur le chemin de Sens; l'ennemi fut poussé dans toutes les directions (18 février)... Le général Duhesme a enlevé Barsur-Aube à la baïonnette, et en faisant des prisonniers (27 février)... » Le 20 février, Gérard écrivait à Berthier de Pont-sur-Yonne : « Monseigneur, J'ai déjà rendu compte à V. A. S. que la conservation des ponts de Montereau était due principalement aux troupes des généraux Duhesme et Chataux. Le général Duhesme, à la tête de ces troupes, a passé ces ponts en même temps que l'ennemi et s'y est maintenu. Cette action ajoute aux titres que cet ancien officier général a depuis longtemps à la bienveillance de l'Empereur. » Et le lendemain, un décret impérial de Nogent-sur-Seine conférait à Duhesme le titre de comte de l'Empire (Arch. nat., AFiv plaq. 6874).

1. Etat de services de Duhesme; *Corr. Nap.*, n^{os} 22062, 22025; H. Houssaye, 1815, *Waterloo*, p. 421.

2. Rapport à Clarke, 9 août 1811, Arch. G. Il y eut aussi une petite enquête contre Augier, l'ancien conseiller financier de Duhesme, à la suite de plaintes de Macdonald contre son mauvais caractère (Macdonald à Clarke, Gironne, 19 juin 1810, Arch. nat., AFiv 1625) et sa prétendue mauvaise volonté (Macdonald à Clarke, Gironne, 27 juillet 1810, *ibid*). L'Empereur fit alors suspendre le commissaire des guerres (A Clarke, 3 juillet 1810, *Dern. lettres inéd.*, éd. de Brotonne, n^o 1081 : lire *Augier* au lieu de *Ozi*). A cette occasion, on fit aussi des recherches sur son administration financière dans les bureaux du comte de Cessac. Une quantité de témoignages sur le zèle d'Augier, signés des ordonnateurs Rey et Bourdon, de Lacombe-Saint-Michel, enfin de Macdonald lui-même, arrivèrent alors aux ministres. Dès fin juillet 1810, Lacuée était convaincu. Il fit toutefois prendre d'autres renseignements en 1811, notamment en Catalogne, et le 27 juin 1811 Augier était relevé d'une suspension qui datait de près d'un an. Augier mourut à Erfurt, le 29 novembre 1813. (Dossier d'Augier aux Arch. adm. de la Guerre, et dossier spécial placé aux Arch. G., 14 juin 1811).

3. Nous ne pouvons fixer la date précise. Lechi était déjà à l'Abbaye en nov. 1810, d'après Clarke à Macdonald, Paris, 7 nov. 1810, Arch. G. (Ordre d'arrêter et d'envoyer à Paris Casanova, Sagarra, Aspero, Anniquint, Morell, Calamini).

commissaire Sagarra, le sous-lieutenant Calamini et trois agents de police furent arrêtés à Barcelone et acheminés sur Paris, à la grande satisfaction du P. Ferrer : « La déportation de ces vils Espagnols fait voir de façon palpable la providence du ciel, qui leur envoie le châtement par les mains de ceux pour qui ils ont eu tant d'idolâtrie...¹ » A la fin de 1810 et encore en mai 1811, le ministre semblait vouloir livrer aux tribunaux les coupables du meurtre de Canton et du vieux domestique du geôlier. Carrion-Nisas avait rapporté de Barcelone un assez grand nombre de pièces relatives à cette affaire². Le capitaine Pelletier avait reçu l'ordre d'apporter lui-même au ministre son grand rapport et les papiers réunis par la commission administrative³. Le 6 juin 1811, la Cour de cassation décida que l'affaire était de la compétence des tribunaux français et renvoya Lechi, Casanova et leurs complices devant le juge d'instruction du tribunal de première instance de la Seine⁴. Le juge d'instruction ne trouva-t-il point l'affaire assez claire ? Ou, ce qui est plus probable, l'Empereur, après réflexion, voulut-il éviter de donner de l'éclat à un crime fâcheux pour la réputation de ses officiers italiens⁵ ? En tout cas, le conseil privé rendit le 3 mai 1812 une décision portant que Lechi, Casanova et leurs complices seraient maintenus en détention, mais comme « prisonniers d'État⁶ ». Lechi fut relâché en octobre ou novembre 1813, mais Casanova était encore en prison en avril 1814, ainsi que les autres comparses⁷.

1. Ferrer, *Barcelona cautiva*, t. VI, p. 392.

2. Nous n'avons pas ces pièces, mais il y en a, aux Arch. nat., AFIV 1625, une sorte de bordereau, qui fut communiqué à l'Empereur en nov. 1810, avec le Compte-rendu de Carrion-Nisas. Ce bordereau signale : 1° La correspondance de la commission administrative avec Augereau, Lacombe-Saint-Michel, Macdonald. 2° L'interrogatoire de Casanova. 3° Les déclarations de Sagarra et d'Anniquint. 4° Enfin des pièces sans rapport avec l'affaire Canton, dont copie ou analyse est encore dans le bordereau, AFIV 1625.

3. Clarke à Macdonald, Paris, 7 nov. 1810, Arch. G.

4. Arrêt de la Cour de cassation, section criminelle, 6 juin 1811, Arch. nat., BB¹⁸ 793.

5. C'est ce que semble indiquer Laffaille, dans une lettre à Clarke, Paris, 20 janvier 1817 (Arch. adm. de la G., dossier Laffaille) ; et l'explication est plausible.

6. Le duc de Massa à Savary, 31 juillet 1812, Arch. nat., F⁷ 6554.

7. Ceci d'après différentes pétitions (d'Anniquint, 13 août 1812 ; d'Aspero, 12 mai 1813 ; Arch. nat., F⁷ 6554 ; d'Anniquint, 19 février 1813 ; de Casanova, 16 avril 1814, etc., BB¹⁸ 793) ; Sagarra était mort à la Force, le 9 avril 1811 (Pasquier à Savary, 11 avril 1811, F⁷ 6554). Quant à la libéra-

tion de Lechi, elle est attestée par un rapport de Beaumont-Brivazac, ex-commissaire général de police à Gironne et à Barcelone, récemment nommé à Gênes, à Savary, 10 nov. 1813, de Gênes : «... Le général de division Lechi est arrivé ce matin à quatre heures. Deux heures après, l'effroi régnait dans la ville, parce qu'on s'imaginait qu'il en avait le commandement... » Lechi allait à Naples sur l'ordre du ministre de la Guerre ; Arch. nat., F^r 6554. Murat employa en effet le général, et ce fut ce dernier qui signa, au nom du roi de Naples, la convention de Lucques avec Fouché (24 février 1814). Il combattit, toujours avec les Napolitains, en 1815. Il fut bientôt arrêté en Toscane par les Autrichiens. On sait seulement qu'il mourut en 1836. Lumbroso, *Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero*, p. 289-294.

APPENDICE B

NOTES CRITIQUES

Au cours des sept chapitres qui composent ce volume, on a trouvé dans les notes mises sous le texte les remarques ou les réserves qui nous ont paru nécessaires au sujet des documents courts ou cités un petit nombre de fois. Mais il nous a semblé qu'il y avait avantage à réunir ici les observations ou les renseignements que nous sommes en mesure de présenter sur les textes cités fréquemment et de grande étendue. Cet essai d'étude critique est d'autant plus nécessaire qu'il porte sur des sources dont la rédaction ou la publication ont été plus ou moins postérieures aux événements ; en principe, leur emploi demande donc des précautions et a besoin d'être légitimé.

Certains documents peuvent être considérés comme formant des groupes, soit parce qu'ils ont le même rédacteur, soit parce qu'ils reposent sur des bases communes.

I

Documents rédigés par Duhesme ou sous son inspiration. — Ces documents nous ont été particulièrement utiles ; et, si nous avons été obligés de les écarter en principe, nous eussions été parfois très gêné, soit pour établir les faits, soit surtout pour expliquer les mobiles des actes du gouvernement improvisé. Nous avons au contraire fait de ces textes un large emploi : le pouvions-nous légitimement ?

La première impression du lecteur n'est pas bonne. Duhesme, dans ses gros travaux comme dans sa correspondance, ne sait pas se faire valoir sans se décerner des louanges copieuses et parfois évidemment outrées. Il n'hésite pas à se comparer à Scipion et à Montluc ; au moment même où il a à se défendre

contre les accusations d'Augereau, il déclare qu'il « mérite des récompenses¹ ». Duhesme n'est point un général d'ancien régime; il ne sait pas disposer à la confiance par un air de simplicité et de modestie. L'ex-volontaire du 2^e bataillon de Saône-et-Loire emploie assez souvent, et spécialement dans le seul de ses gros mémoires qui ait été publié et utilisé par les historiens², le ton boursoufflé, le style déclamatoire, les tirades héroïques qui faisaient si bon effet au temps de la Convention et du Directoire. Cette grandiloquence, cette allure apologétique impressionnent péniblement. Elles ont nui à Duhesme auprès des écrivains postérieurs, qui ont été au contraire conquis par le ton de bonne compagnie, par l'air détaché, par les insinuations habiles et perfides (sur les actes d'autrui), par les affirmations tranquilles et simples (en ce qui concerne sa propre conduite) de Gouvion-Saint-Cyr³. De là à soupçonner sans cesse chez Duhesme le mensonge et la réticence, il n'y a pas loin. Mais un examen attentif des divers documents et des circonstances où ils furent rédigés, corrige, dans une large mesure, cette mauvaise impression initiale.

Résumé des opérations militaires; corps d'armée des Pyrénées-Orientales (Arch. nat. AFIV 1621). — Ce travail⁴, que nous croyons encore inédit, est, avec le livre de Laffaille, le document français le plus important sur le siège de Barcelone à partir du 1^{er} juin et les expéditions de Duhesme ou de ses lieutenants en 1808. Il a un caractère exclusivement militaire. Ce résumé fut adressé le 25 décembre 1808 au duc de Feltre; mais il avait déjà été envoyé au ministre par fragments, à chaque occasion, et par conséquent avait été rédigé au fur et à mesure

1. Résumé historique des opérations; Réponse de M. le général Duhesme à S. E. Monseigneur le duc de Feltre.

2. C'est-à-dire le Résumé historique des opérations (*Mémoires du général Duhesme*; voir plus loin).

3. Je n'entreprendrai point ici l'examen critique du *Journal de l'armée de Catalogne* de Saint-Cyr dont je n'ai guère eu à faire usage, son contenu n'offrant qu'un intérêt militaire. Cet examen mériterait d'être fait avec précision, Saint-Cyr ayant été jusqu'à présent la principale source française employée par les historiens (Baumgarten, Blanch, Arteche, Oman, etc.). L'hostilité contre Duhesme y perce souvent, mais elle ne se manifeste guère que sur des questions militaires (Voir pourtant *Journal*, p. 87, passage cité au chapitre IV, section 1).

4. Très bonne copie de l'époque, faite au ministère de la Guerre pour être envoyée à l'Empereur: il n'y a à critiquer dans l'œuvre du copiste que quelques fautes d'orthographe dans les noms de lieu; elles sont faciles à rectifier.

des événements ¹. Le travail porte la signature du chef d'état-major Porte, mais avait été certainement revu par le général en chef.

Un document de cette nature, qui a un caractère absolument officiel, qui est rédigé sur les rapports écrits ou verbaux faits par les lieutenants du général en chef, et que le ministre et l'Empereur peuvent contrôler par les différents rapports reçus auparavant, par les journaux étrangers, etc., ne peut naturellement comporter de grosses inexactitudes *voulues* sur les faits. Il n'est certainement pas à l'abri des erreurs d'information du rédacteur, surtout en ce qui concerne les événements survenus dans le camp ou dans l'armée ennemie. Toutefois nous n'avons pas à y signaler de renseignements absolument erronés. Ce qu'il faut plutôt y relever, ce sont des omissions ou des interprétations tendancieuses ; les échecs sont avoués, mais les circonstances qui peuvent les excuser sont soigneusement notées, à l'exclusion des autres ; les succès sont complaisamment narrés, même s'ils sont de faible portée, peut-être amplifiés ; les dangers et les difficultés sont exagérés ², etc.

Ce qui, dans ce document, offrait le plus d'intérêt pour nous, c'était le récit des rigueurs ordonnées par les officiers ou des représailles exercées par les troupes, et que les historiens espagnols racontent avec d'amples détails (surtout d'après Ferrer). Or, le mémoire avoue, lui aussi, beaucoup d'incendies, des pillages et des massacres. On peut penser qu'il reste parfois à ce point de vue en deçà de la vérité ; que d'autre part le rédacteur est peut-être trop enclin à donner toujours les premiers torts aux insurgés. Voici, par exemple, ce que devient le terrible sac de Mataró, le 16 juin 1808 : « On espérait que la ville de Mataró ne s'exposerait pas aux horreurs d'une ville prise d'assaut, mais deux parlementaires que le général Lechi y avait envoyés ont été reçus à coups de fusil et de canon. Il a donc été forcé d'y faire marcher ses colonnes d'attaque, auxquelles rien n'a résisté. Quelques maisons ont été brûlées, et la ville aurait mérité d'être

1. Plusieurs de ces exemplaires incomplets, poussés jusqu'à une date déterminée, figurent aux Arch. G., dans les cartons de juin à décembre 1808. La date d'envoi du document complet est donnée par un rapport de Duhesme à Clarke, Barcelone, 25 déc. 1808, Arch. nat., AFiv 1621.

2. Ainsi il faut spécialement remarquer la place extraordinaire qui y est faite aux intelligences de l'ennemi dans la place, aux dangers de complot, etc. (Cette crainte des complots peut être sincère, comme nous l'avons indiqué au chapitre VI). Il y a aussi une tendance certaine à exagérer les effectifs des assiégeants.

saccagée et brûlée, si le général Lechi, touché du sort misérable d'une si grande population, n'avait arrêté la fureur du soldat et sauvé cette place... » (Voir notre chapitre II, section vi): Les aveux du document ont d'autant plus de valeur qu'ils sont mesurés.

Résumé historique des opérations politiques et militaires (Arch. de la G., première quinzaine de mars 1809). — La plus grande partie de ce document n'est pas inédite. Elle fut publiée en 1823, « d'après le manuscrit que l'auteur nous avait confié peu de temps avant sa mort », dans la seconde livraison, tome III, de la *Collection complémentaire des Mémoires relatifs à la Révolution française*¹, sous le titre de *Mémoires du général Duhesme, ou précis historique des opérations politiques et militaires, pendant qu'il a commandé en chef dans la Catalogne*. Mais, sur les trois parties que comprenait le ms. de Duhesme (*Résumé historique des opérations, etc.*, en 1808. — Id. en 1809. — Tableau approximatif et raisonné des finances, ressources et dépenses de Barcelone, par mois, pendant les derniers mois de l'an 1809), les deux premières seules ont été publiées². Nous avons préféré renvoyer toujours au ms. des Archives de la Guerre.

Comme on l'a vu à l'*appendice A*, le travail fut composé, et certainement en grande hâte, à Rouen, vers la fin de février 1810; dès l'époque même, Duhesme en fit faire au moins deux expéditions, l'une pour Clarke, l'autre pour Berthier³. Au moment où le travail fut rédigé, l'auteur ne possédait, paraît-il, que très peu de matériaux⁴ et il ne put en effet fournir à l'appui de son

1. Paris, Michaud, in-8. Le volume contient aussi les Mémoires de Vaughan, de D. Maria Ric, et de Contreras.

2. Il manque même le dernier paragraphe de la 2^e partie. Il est insignifiant. Nous donnons aux *Pièces justificatives* le Tableau approximatif et raisonné des finances.

3. L'exemplaire des Arch. G. n'est pas de l'écriture du général; il employa donc un copiste: l'exemplaire auquel nous renvoyons (les Arch. G. en ont un autre, copie faite en 1897 d'après les papiers communiqués par les descendants de Duhesme), est sans doute l'exemplaire envoyé à Berthier, l'autre ayant été mis au dossier renvoyé au conseil d'Etat, puis au juge d'instruction (?).

4. Dans son Mémoire abrégé présenté le 4 août 1810, Duhesme se plaint encore de n'avoir qu'« un petit nombre de matériaux ». Duhesme avait laissé à son secrétaire, Guinard, ses papiers, registres, etc. (Mémoire abrégé; fait confirmé par Laffaille, dans un Mémoire justificatif du 27 août 1816, dossier Laffaille, Arch. adm. de la G.). Il paraît que la commission administrative força Guinard à lui livrer ce dépôt (le fait n'est signalé que par le Mémoire abrégé).

« Résumé historique » qu'un petit nombre de pièces, auxquelles il renvoyait au cours du travail ¹. Par suite de ce manque de documents, beaucoup des dates sont vagues ou erronées ² et les chiffres sont souvent des chiffres ronds. Mais, pour les chiffres, l'approximation est très proche de la réalité, et les faits sont bien rapportés à peu près dans l'ordre où ils survinrent. Il en résulte même une rédaction d'allure décousue, la méthode de l'auteur étant d'exposer ses actes et d'expliquer ses arrêtés dans un ordre à peu près chronologique ; par suite, il passe sans aucune transition d'un sujet à l'autre.

Le travail de Duhesme remonte à l'entrée des troupes en Catalogne, et fait la plus large place aux événements politiques et administratifs. Le mémoire est très général et ne descend guère dans les petits faits. En février 1810, Duhesme pouvait penser qu'Augereau incriminait sa méthode générale de gouvernement³, non point tel ou tel fait particulier. Par suite, il n'est question ni de l'affaire Canton, ni du détail des actes administratifs dans le Résumé historique.

Nous avons eu dans ce travail non point une foi absolue (il n'y a guère de documents qui la méritent), mais une confiance relativement assez grande : cela pour deux raisons principales :

1^o Parce que Duhesme devait s'attendre, après l'accueil qu'il avait reçu du ministre à Paris, à voir vérifier ses assertions, interroger des témoins, etc. Dans ces conditions, il avait tout intérêt à ne point se faire convaincre de supercherie ou de mensonge, donc à éviter toute inexactitude formelle ⁴.

2^o Parce que (et ici nous ne pouvons que renvoyer aux notes de l'ensemble de notre travail) sur un très grand nombre des allégations de Duhesme nous avons des vérifications par d'autres témoignages ⁵. Ces témoignages nous ont amené par-

1. Ces pièces étaient pour la plupart des arrêtés, que nous avons trouvés au *Diario de Barcelona* : elles ne sont pas annexées au Résumé historique.

2. Ainsi l'occupation de la Citadelle et du Monjuich est placée au 28 février (au lieu du 29) ; la plupart des faits sont seulement datés par le mois, non par le quantième.

3. Voir chapitre VII, section III, et *Appendice A*.

4. Et en effet le rapport du 9 août 1811 (Arch. G.) conclut, comme le Résultat de l'examen des pièces (Arch. G., 24 août 1810) à l'exactitude et même à l'absence de lacunes des explications fournies par Duhesme dans ses différents Mémoires.

5. *Diario de Barcelona*, Ferrer, pièces de l'Arch. mun. Barcel., Lafaille, etc.

fois à rectifier des dates, ou de petits détails du récit ; mais les textes émanés d'autres auteurs ne contredisent pas les assertions de Duhesme, dans ce qu'elles ont d'essentiel ; ils montrent surtout que Duhesme n'a pas tout su, ce qui est bien naturel. Nous croyons même qu'il y a peu de documents narratifs qui aient autant de valeur et de précision.

Parsuite, il nous a paru légitime de faire confiance au « Résumé historique des opérations » sur les points où il n'était pas confirmé par d'autres textes. Ce genre de confirmation manque surtout pour les passages où le général explique ses actes, et où il les montre toujours comme déterminés par les circonstances. Ce système d'explication est simple et vraisemblable ; les circonstances elles-mêmes sont souvent signalées par d'autres témoins et les actes de Duhesme sont bien postérieurs aux circonstances invoquées (Voir surtout nos chapitres III et IV).

Mémoire abrégé du général Duhesme (Arch. G., 28 juillet 1810); *Tableau des contributions* (*ibid.*). — Ces documents¹, dont Clarke avait demandé la rédaction le 28 juillet 1810², furent remis le 4 août par le général. Nous les publions aux *Pièces justificatives*. Le « Mémoire » comportait des documents annexes, que nous avons le plus souvent, mais par le *Diario de Barcelona*. Duhesme y insistait surtout sur le côté financier de son administration. Les faibles réserves que nous pourrions faire au sujet de ce document sont celles que nous avons déjà indiquées à propos du « Résumé historique » ; nos raisons d'y avoir confiance sont les mêmes. Le « Tableau des contributions » rend compte uniquement des sommes versées à la caisse du payeur, non des sommes perçues sur la population. Les chiffres qui y sont donnés sont en partie confirmés par ceux qu'on trouve dans d'autres pièces, d'origine très différente (cf. notre chapitre V).

1. Nous n'avons de ces documents que les copies faites en 1897 par les soins de la section historique de l'état-major. Elles sont très soignées. Les titres complets sont : Mémoire abrégé du général de division Duhesme, présenté à S. E. le ministre de la Guerre le 4 août 1810, en exécution de sa demande en date du 28 juillet précédent. Tableau des contributions levées par ordre du général Duhesme et de leurs emplois.

2. Clarke à Duhesme, Paris, 28 juillet 1810 : « Général, S. M. I. et R. m'a chargé de vous demander le compte, tant des contributions que vous avez levées que de leur emploi, ainsi qu'un mémoire détaillé sur votre administration pendant que vous commandiez à Barcelone. Je vous recommande en conséquence de m'adresser ces renseignements dans le plus court délai. Recevez, etc. » (Arch. G., 28 juillet 1810). La minute de la lettre d'envoi de Duhesme (Arch. G., sous la même date) montre que les deux documents furent fournis en même temps au ministre.

Autres documents émanés de Duhesme. — Le 24 août, le ministre de la Guerre, mis en possession du « Rapport de la commission administrative sur la conduite de Casanova », demanda à Duhesme des explications spéciales sur l'affaire Montfort et l'affaire Canton (cf. chapitre VI, section III). Le surlendemain Duhesme remit au ministère la *Réponse de M. le général Duhesme à Monseigneur le duc de Feltre, ministre de la Guerre* (Arch. G., 28 juillet 1810). Il y répondait ¹ aux deux questions particulières qui lui étaient posées, par des explications fort plausibles et d'ailleurs confirmées sur plusieurs points par le « rapport de la commission » lui-même ou par d'autres pièces ².

Le 3 février 1811, Duhesme remit encore un autre travail, intitulé *Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton) à S. E. le ministre de la Guerre* (Arch. G., 28 juillet 1810) ; il y entrait dans de plus amples détails et prenait à son tour contre Augereau une vigoureuse offensive.

En janvier 1812, Duhesme résuma enfin les torts qu'on lui imputait et la substance de ses justifications dans le court *Précis relatif au général Duhesme* (Arch. G., 28 juillet 1810).

Ce n'est pas seulement par leur concordance avec les autres documents, mais aussi par leur concordance entre elles, que les diverses pièces que nous venons de passer en revue se recommandent à la confiance de l'historien. Dans ces conditions, il ne faut point se laisser impressionner défavorablement par les passages où Duhesme exagère son propre mérite. La haute idée que ce général avait de lui-même donne à coup sûr prise à la critique : mais il ne s'est pas surfait aux dépens de la vérité matérielle.

II

Documents dérivés de l'enquête de la commission administrative. — La commission, qui enquête à Barcelone de mars à

1. Nous n'avons de ce document et des deux autres signalés un peu plus bas que les copies faites en 1897 à la section historique.

2. Sur l'affaire Montfort, outre le Rapport de la commission administrative lui-même, nous avons en effet les Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷6554). Sur l'affaire Canton, outre les textes cités dans les notes de notre chapitre VI, section IV, nous avons la confirmation de ce que Duhesme dit sur l'enquête confiée à Laffaille et à Guinard dans plusieurs pièces rédigées par Laffaille en 1816 (Arch. adm. de la G., dossier Laffaille).

juin 1810, prétendit, conformément aux instructions d'Augereau, étendre ses recherches, non seulement aux actes du gouvernement improvisé, mais aussi à l'administration provinciale et municipale antérieure à 1808. Elle réunit beaucoup de documents et reçut un grand nombre de dépositions de toute nature. Malheureusement les papiers de la commission, qui furent apportés à Paris vers la fin de 1810, n'existent pas dans les dépôts d'archives où nous avons effectué nos recherches, et nous n'avons en somme que quelques travaux rédigés au moyen de ces papiers aujourd'hui perdus, et quelques copies de pièces annexées au grand rapport de Pelletier. Ce qui nous reste, ce sont donc des œuvres de seconde main, rédigées sur des données abondantes, mais souvent peu claires même pour le rédacteur. Nous avons déjà indiqué (chap. V, section VIII, et *Appendice A*) que les commissaires n'arrivèrent pas à prouver grand'chose sur les actes délictueux commis en 1808 et 1809. Force nous a bien été néanmoins d'utiliser ces médiocres pièces auxquelles, sur bien des points, rien ne pouvait suppléer.

Le *Compte-rendu par Pelletier, secrétaire de la commission administrative* (Arch. G., 14 février 1811) fut rédigé peut-être en juin et juillet 1810, peut-être en décembre 1810 et janvier 1811¹. C'est évidemment l'œuvre d'un homme de bonne foi, mais présomptueux, naïf et médiocre, dépourvu de toute compétence sur la plupart des questions qu'il est obligé de traiter². Incapable de mettre un ordre logique dans les faits appris, les témoignages recueillis, les papiers accumulés, Pelle-

1. La seconde date est la plus probable, mais la première est possible. Les papiers de la commission administrative restèrent à Barcelone jusque vers la fin de novembre 1810 (Renseignements sur Barcelone, Arch. nat., F⁷⁶⁵⁵⁴; Clarke à Macdonald, Paris, 7 novembre 1810, Arch. G.). Or, Pelletier resta à Barcelone jusque vers le 15 ou 20 juillet, après quoi il rejoignit son corps à Gironne (Carrion-Nisas à Clarke, Gironne, 2 août 1810). Le 7 novembre suivant, Clarke ordonna à Macdonald d'envoyer à Paris Pelletier et de lui faire porter les papiers de la commission : ce qui fut exécuté (Pelletier à Clarke, Paris, 22 avril 1811, Arch. adm. de la G., dossier Pelletier). La rédaction du rapport se place probablement lors de l'arrivée de Pelletier à Paris.

Nous n'avons d'ailleurs pas du *Compte-rendu* l'expédition faite pour Clarke, mais une copie destinée à Augereau (comme le prouve une dédicace initiale), et venue aux Arch. G. des papiers d'Augereau. Cette copie fut faite par un copiste très inintelligent, qui distribua la ponctuation au hasard, et estropia beaucoup de mots. C'est une difficulté de plus dans l'utilisation du *Compte-rendu*.

2. Voir *appendice A*. Carrion-Nisas déclare pourtant le capitaine Pelletier « très digne d'estime et de confiance » dans sa lettre du 2 août : sans

tier se borna à classer chronologiquement les procès-verbaux des séances, les dépositions, les lettres écrites et reçues, etc. : puis il cita, résuma ou invoqua chaque pièce d'après ce classement enfantin¹. Si deux témoignages se détruisent, ils n'en sont pas moins rapportés, chacun à l'emplacement assigné par la date : si une donnée est incompréhensible en elle-même, Pelletier ne se charge pas de la rendre intelligible par des explications. Quand les recherches de la commission aboutissent réellement à innocenter un enquêté, Pelletier conclut le plus souvent qu'il y a lieu à un supplément d'enquête. Se retrouver dans toute cette confusion n'est pas toujours chose aisée. Nous avons dû l'essayer pourtant. Mais la critique de chaque détail était nécessaire (nous avons essayé d'en donner une idée dans les notes de nos chapitres V et VI). Heureusement Pelletier annexe à son Compte-rendu des tableaux détaillés des différentes recettes et dépenses. Ici il n'a eu qu'à copier, non à rédiger ; il a au moins su transcrire scrupuleusement, comme le montre l'exactitude des totalisations. Grâce à ces tableaux, à des rapprochements entre les passages ou avec d'autres documents, nous avons pu arriver à comprendre à peu près ce qui s'était réellement passé, non sans beaucoup de peine².

Pour le *Rapport de la commission administrative.... sur la conduite.... de Casanova*³ (Arch. nat., AFIV 1625), on voudra bien se reporter à ce qui en a été dit aux notes du chapitre VI, section III, et à l'*Appendice A*.

Renseignements sur Barcelone (Arch. nat., F⁷ 6554). — Ce gros document fut envoyé par le commissaire général de police de Perpignan au duc de Rovigo en mars 1811. Il était l'œuvre d'un parent de Carrion-Nisas résidant à Barcelone⁴, c'est-à-

doute ne trouvait-il pas d'autre éloge à en faire. Pelletier dut d'ailleurs à son rapport la décoration de la Légion d'honneur le 14 juin 1811 (grâce à l'appui de Carrion-Nisas). Il fut tué en 1812 à Polotsk (Dossier Pelletier).

1. Cette méthode n'est pas mise en évidence par la disposition du Compte-rendu. Mais il y a un assez grand nombre de dates données par le texte pour qu'on puisse affirmer que Pelletier classa et utilisa bien les différentes pièces comme nous l'indiquons ci-dessus.

2. Les grandes dimensions du document nous en ont interdit la publication aux *Pièces justificatives* : il eût d'ailleurs fallu en ce cas y mettre des centaines de notes qui eussent exigé beaucoup plus de place encore.

3. Copie faite à l'époque au ministère de la Guerre, pour être transmise à l'Empereur, avec le rapport de Carrion-Nisas du 2 août 1810.

4. Renouard, commissaire général, à Savary, Perpignan, 13 mars 1811 : « Monseigneur, M. le baron de Carrion-Nisas.... m'a communiqué un travail

dire très vraisemblablement de Xavier-Toulouse de Lautrec, neveu de Carrion-Nisas et chef des bureaux du gouvernement de Catalogne¹. Lautrec, qui n'était arrivé à Barcelone que vers août 1810, n'avait pas connu les faits par lui-même. Mais ses fonctions et surtout une enquête à laquelle il avait pris part l'avaient mis à même de prendre connaissance des papiers de la commission administrative avant leur envoi à Paris. Au reste non seulement la comparaison du document avec les deux pièces précédemment étudiées, mais encore son contenu lui-même ne laissent aucun doute sur l'origine des renseignements qui y figurent.

Lautrec est à coup sûr beaucoup plus intelligent que Pelletier ; et des papiers de la commission il tire une œuvre beaucoup moins informe, plus amusante, souvent plus critique, où il sait montrer à plusieurs reprises les bévues commises par la commission. Il s'entend à l'insinuation malveillante. Mais il se garde bien de s'engager dans les questions trop obscures, insiste sur les anecdotes, et parle relativement peu des questions de finances, si ce n'est dans ce qu'elles ont de facile à comprendre. Les grands avantages du travail sont : 1° de contenir une histoire de la commission administrative elle-même ; 2° d'aider à comprendre certains passages obscurs de Pelletier, à reconstituer le sens et à saisir la portée réelle des témoignages déjà utilisés par le premier.

Enfin le *Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne depuis le mois de février 1808* (Arch. nat., F⁷ 6352) pourrait bien être également l'œuvre de Lautrec ; car Lautrec est presque le seul des fonctionnaires employés à la fin de 1810 dont ce document ne dise point de mal. Le « Petit dictionnaire » fut également envoyé par le commissaire général de Perpignan, en mars 1811². La valeur en est médiocre. A côté de détails évidemment puisés dans les papiers de la commission adminis-

fait par un de ses parents résidant à Barcelone.... Je lui ai demandé la permission d'en prendre une copie que j'ai l'honneur d'adresser à V. E... » Arch. nat., F⁷6554.

1. Ces renseignements sur Lautrec d'après deux rapports du conseiller d'Etat Chauvelin à Montalivet, Barcelone, 13 juin et 14 juillet 1812, Arch. nat., F⁷671.

2. Renouard à Savary, Perpignan, 11 mars 1811 : « un petit ouvrage intitulé *Dictionnaire*..., composé par une personne qui réside depuis quelque temps à Barcelone... » Arch. nat., F⁷6352. Le document peut donc avoir été fourni par Carrion-Nisas à Renouard en même temps que les Renseignements sur Barcelone.

trative, il y en a d'autres qui sont la répétition des commérages barcelonais. Il y a chez l'auteur un tel parti pris de médisance universelle, une telle malveillance vis-à-vis de toutes les personnes mentionnées, qu'on doit être en grande défiance contre toutes celles des assertions du document dont la substance au moins ne se retrouve pas ailleurs. Tout au plus le « Petit dictionnaire » confirme-t-il légèrement ce qu'on sait déjà par d'autres pièces.

III

Rapports divers rédigés par Blondel. — Le sieur Charles Blondel, envoyé le 6 février 1808 à Barcelone comme agent secret des relations extérieures, avait été averti que le ministre désirait « des renseignements nombreux », mais « surtout exacts ». Il devait s'attacher à « bien voir », à être « constamment exact et impartial¹ ». Blondel, une fois rendu à Barcelone, envoya donc de nombreux rapports au ministre, surtout en 1808 et 1809 ; il les mettait dans les paquets du consulat, sous le couvert de « MM. Gilbert et C^{ie}, à Paris² ».

Alors âgé d'environ quarante-cinq ans, Blondel était probablement un protégé de Champagny ; il lui manquait sans doute les titres nécessaires pour qu'il pût être immédiatement employé avec un caractère officiel. Nous avons sur le passé du personnage des renseignements peu flatteurs, mais toutefois d'une exactitude douteuse³. Quand il fut devenu, en juillet 1810, commissaire de police principal à Barcelone, l'auteur du Petit dictionnaire dit de lui beaucoup de mal ; il reprocha notamment à Blondel d'avoir été l'ami de Casanova et d'avoir puisé dans sa bourse,

1. Champagny à M. Blondel, et au vice-consul de France à Barcelone, Paris, 6 février 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 673, f^{os} 134-136.

2. Quelques rapports de Blondel, à en juger par le numérotage de ceux qui restent, durent s'égarer. Ceux qui restent, signés 38 ou Ch. B., furent quelquefois chiffrés au début. Ils sont, à l'exception d'un, reliés dans la Corresp. diplom., Esp., vol. 673 sq.

3. « M. Blondel... est un ancien domestique de Toulouse qui se rendit à Paris pendant la Révolution, y fit fortune en agiotant... et termina cette carrière par une banqueroute frauduleuse de 300.000 francs, après avoir l'avant-veille emprunté sur billets 69.000 francs à un ami de M. Latour-Polastron, aide de camp du général Decaen... » ; Beaumont-Brivazac, commissaire général de police, à Savary, Girone, 18 février 1812, Arch. nat., F⁷ 7016. Beaumont-Brivazac ambitionnait la place de Blondel et l'obtint en effet, lors de la réorganisation de 1812.

ce qui est possible¹. Mais Macdonald faisait l'éloge de Blondel², et en tout cas les obligations personnelles de l'agent de Champagny vis-à-vis de Casanova ne l'avaient pas empêché de traiter assez durement le tout-puissant policier dans des rapports antérieurs à la disgrâce de celui-ci³.

Quoi qu'il en soit, la plupart des faits rapportés par Blondel dans ses rapports se retrouvent ailleurs : notamment les lettres de Duhesme mentionnent souvent aussi les événements, les détails divers, les bruits publics dont l'agent secret rend compte sur-le-champ à son ministre dans sa correspondance de février à juillet 1808 (Voir les notes de notre chapitre II, sections III-VI). Dès qu'on ne distingue point de raison particulière pour que Blondel ait déformé la vérité (notamment pour les renseignements d'ordre économique, où il est à peu près notre unique informateur), on doit donc avoir une certaine confiance même dans celles de ses assertions, que d'autres documents ne viennent point confirmer.

Mais il arrive aussi à Blondel de traiter des questions épineuses, où une franchise complète pourrait déplaire. Dans ce cas, il se tire d'affaire par un amusant effort vers ce style diplomatique si précieux pour qui jugeait également dangereux de tout dire ou de ne rien dire. C'est notamment le procédé suivi dans le *Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809*, travail sur lequel

1. Il y eut aussi de graves difficultés entre l'intendant de Barcelone, de Luppé, et Blondel, ce qui amena Macdonald à faire enquêter sur ces deux personnages en 1811. Mais l'enquête tourna entièrement à l'avantage de Blondel (bien que M. de Luppé fût apparenté au duc de Feltre). Le rapport de la commission d'enquête (Arch. G., 8 juillet 1811), qui est très long et examine à fond les faits, dit notamment : « La réputation dont il (Blondel) jouit dans Barcelone est loin d'être celle d'un terroriste et d'un persécuteur. Tout le monde s'accorde généralement à lui trouver beaucoup d'indulgence, d'honnêteté et de disposition à obliger... » Et beaucoup plus loin : « M. le commissaire général jouit d'une réputation de probité et d'honneur trop bien établie pour que... » Decaen, appelé plus tard à statuer, donna sans hésiter tort à M. de Luppé (ce qui ne semble guère en accord avec le fait signalé à la note précédente, qui eût dû porter Decaen au moins à hésiter).

2. Macdonald à Clarke, Gironne, 27 juillet 1810, Arch. nat., AFIV 1625 : «.... Un séjour de deux ans et demi lui a donné beaucoup de connaissance des personnes... il donnera d'ailleurs de la considération à cette place qui en a grand besoin.... »

3. Rapport sur Barcelone et les événements de l'année 1808, Arch. des Aff. Etr., vol. 677, f^{os} 495-525 (d'ailleurs assez peu intéressant, malgré ses dimensions : il est surtout fait d'extraits du *Diario* à partir de fin juin) ; Rapport sur Barcelone au 15 décembre 1809, Arch. des Aff. Etr., Mém. et Doc., Esp., vol. 210, f^{os} 305-316.

l'auteur comptait évidemment pour faire apprécier ses aptitudes¹, et où tout est soigné, plan, style et écriture. Ce qui risque d'être particulièrement désagréable au ministre ou à l'Empereur y est dit, mais en phrases entortillées, avec des précautions, des restrictions, des affaiblissements de l'idée principale par des considérations secondaires ou contraires. Les faits défavorables ou contraires aux desseins connus ou supposés de Napoléon y sont rapportés, mais leur expression est volontairement atténuée ou affaiblie.

La réserve, que nous venons de faire, doit s'appliquer dans une moindre mesure aux autres documents émanés de Blondel. L'agent de Champagny est toujours tenté d'exagérer les sentiments anti-espagnols, de donner trop d'importance aux sympathies pour la France, aux idées d'autonomie, etc., dans ses premiers rapports de 1808. Quand on lit des passages qui contiennent des faits ou des idées défavorables à l'occupation ou à l'annexion, il faut encore ajouter à leur force pour retrouver la véritable impression ou la pensée de l'auteur; il faut au contraire rester sceptique sur tout ce qui peut justifier la politique impériale. Pour donner aux rapports de Blondel sur l'état des esprits leur réelle valeur, le ministre eût dû toujours en faire une sorte de transposition pessimiste.

IV

Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas (Arch. nat., AFiv 1625). — Henri de Carrion-Nisas, personnage qui joua sous l'Empire un rôle secondaire dans quelques épisodes importants, était un gentilhomme languedocien². En dépit de son grade d'adjudant-commandant et du brillant courage qu'il montra quelquefois³, il était plus homme de lettres que mili-

1. L'auteur en envoya deux exemplaires, car celui que nous avons aux Mém. et Doc. porte en tête : *duplicata*.

2. Il était né à Montpellier, le 17 mars 1767, de « haut et puissant seigneur messire Henri-Guillaume de Carrion-Nisas, vicomte de Paulin » e de « dame Victoire-Emérencienne de la Croix de Caudilhargues » (Acte de baptême du 6 juillet 1768, Arch. adm. de la G., dossier Carrion-Nisas). Le dossier permet de rectifier plusieurs erreurs de l'article de la *Biographie Michaud*. Cf. G. de Grandmaison, *Un envoyé de Napoléon en Espagne en 1810*, dans *Revue des Questions historiques*, t. 62, p. 466-485.

3. Surtout en 1813-1815. Destitué par l'Empereur le 24 juin 1813, pour avoir laissé échapper Lützow au pont de Gera, Carrion-Nisas suivit en volon-

taire, et avait fait jouer en 1804 une tragédie que le public avait sifflée, pour des raisons plutôt politiques que littéraires¹. Ancien membre du Tribunat et familier de Joseph, il avait motivé d'une façon originale son vote en faveur de l'établissement de l'Empire². Officier avant la Révolution, démissionnaire en 1793, il avait repris du service en 1806 dans les gendarmes d'ordonnance, y était devenu très vite lieutenant et capitaine, avait figuré en Portugal comme chef d'escadron attaché à l'état-major de Junot, avait enfin pris part au siège de Saragosse avant d'entrer dans l'état-major de Joseph en 1809³. En 1810, il se trouvait à Paris et demandait à être employé⁴. Clarke tenta d'attirer sur cet officier, son protégé⁵, l'attention impériale.

Ce fut donc à ce « galant homme », dont il vantait l'« honnêteté » et la « délicatesse⁶ », que le ministre confia le soin d'aller chercher en Catalogne des renseignements rétros-

taire le 20^e dragons, et se distingua maintes fois en 1813 et 1814. Il obtint sa réintégration comme adjudant-commandant le 3 juin 1814, et fut promu général de brigade le 6 juillet 1815 pour avoir repoussé une colonne prussienne au pont de Sèvres. Mais, le 20 nov. 1815, il fut mis en non-activité comme colonel (*Lettres inédites*, éd. Lecestre, n° 1025; dossier Carrion-Nisas).

1. La tragédie de *Pierre-le-Grand*. En 1825, Carrion-Nisas fut attaché au dépôt de la Guerre pour y être chargé de travaux historiques. Il publia de 1824 à 1828 plusieurs ouvrages sur les institutions et l'art militaires.

2. Il voulait surtout réfuter Carnot; et pour cela il montra dans l'Empire le triomphe de l'esprit démocratique (Cf. Aulard, *Hist. polit. de la Révolution française*, p. 773, n. 1).

3. Gendarme d'ordonnance le 21 oct. 1806, lieutenant le 4 nov., capitaine le 1^{er} déc. (au même corps); chef d'escadron à l'état-major du 1^{er} corps de la Gironde le 23 oct. 1807, adjt.-comm. à l'état-major de l'armée d'Espagne le 17 nov. 1808, au grand quartier général de la grande armée le 17 avril 1813, dit son état de services (dossier Carrion-Nisas). Cf. G. de Grandmaison, *art. cité*.

4. A l'armée de Portugal comme général de brigade. Berthier présenta la demande, qui fut rejetée par l'Empereur (Compiègne, 26 avril 1810): « Il n'est pas assez militaire et ne connaît pas assez les manœuvres pour cela ». *Dern. lettres inéd. de Napoléon I^{er}*, éd. de Brotonne, n° 1049.

5. Sans parler de la chaude lettre de recommandation adressée à Macdonald, le 13 juillet, bien des faits attestent la bienveillance extrême de Clarke. Dans ses rapports de 1810 (Arch. nat.; AFiv 1625) il parle sans cesse de Carrion-Nisas; il lui fait accorder en août 1811 une gratification de 20.000 francs (rapport approuvé, Trianon, 29 août 1811, dossier Carrion-Nisas); en avril 1813, il lui fait payer un traitement extraordinaire comme attaché à l'armée de Catalogne depuis trois ans (Clarke à Carrion-Nisas, Paris, 26 avril 1813, *ibid.*), etc.

6. Clarke à Macdonald, Paris, 13 juillet 1810, Arch. G.

pectifs. Après avoir reçu du ministre, le 13 juillet, des instructions détaillées¹, Carrion-Nisas partit, emmenant avec lui son neveu Lautrec, qu'il comptait placer en Catalogne². Son premier rapport au ministre fut envoyé le 24 juillet, de Girone. Carrion-Nisas y séjourna jusqu'au 8 août, et en partit pour Barcelone avec Macdonald; après un court arrêt dans cette place (11-14 août), il accompagna l'armée d'opérations à Reus et à Lérida, d'où il repartit le 1^{er} septembre par le Haut-Aragon et le port de Venasque. Le 12 septembre, dans la soirée, il arrivait à Paris, touchait au ministère, et allait aussitôt rendre compte de sa mission à Saint-Cloud³.

Bien qu'il eût envoyé de Catalogne une dizaine de rapports, Carrion-Nisas, qui ne voulait point se laisser oublier, rédigea à son retour un gros mémoire général, accompagné de pièces justificatives qu'il s'était procurées sur place; ce gros mémoire, intitulé « Compte-rendu par l'adjudant-commandant Carrion-Nisas, en conformité des instructions de S. E. Monseigneur le duc de Feltre, ministre de la Guerre »⁴, dut être remis en octobre : il parut au ministre d'une « lecture intéressante et amusante ». C'était en effet un travail d'homme de lettres, bien ordonné, soigneusement divisé en chapitres courts et clairs, assez coloré, quelquefois piquant. Carrion-Nisas y étudiait successivement l'administration de Duhesme, celle de Gouvion-Saint-Cyr, le commandement d'Augereau, celui de Macdonald, l'état des esprits, le moral des troupes, l'état des campagnes, etc. Il ne s'astreignait pas à raconter par le détail les événements et les actes des généraux, et faisait plutôt des tableaux, en rapprochant les faits caractéristiques, en étudiant le caractère et la méthode des chefs, en insistant sur les impressions

1. Instruction pour M. l'adjt.-comm^t. Carrion-Nisas, 13 juillet 1810, Arch. G.

2. Copie des notices historiques.... remises au général Decaen par le maréchal duc de Tarente, Figuières, 19 oct. 1811. Arch. G. Cf. les rapports de Chauvelin, cités en note (section II).

3. Compte-rendu par l'adjt.-comm^t. C.-N. ; C.-N. à Clarke, Girone, 24, 30 juillet, 2, 3, 5, 7 août 1810 ; Reus, 20 août 1810 ; Clarke à l'Empereur, 12 sept. 1810, huit heures et demie du soir, le tout aux Arch. nat., AFiv 1625.

4. Copie de l'époque, faite au ministère de la Guerre. Cette copie fut envoyée à l'Empereur le 19 novembre 1810 par Clarke (lettre d'envoi, AFiv 1625). Pour la date que nous assignons, remarquer qu'il a fallu, au ministère, longtemps pour copier le Compte-rendu et ses annexes (car tout est de la même main).

qu'avaient éprouvées les Catalans, etc. Il corrigeait aussi ce que certains de ses premiers jugements avaient eu de hâtif ou d'incomplet.

Carrion-Nisas n'a pas vu à l'œuvre la plupart des hommes dont il trace le portrait et il utilise surtout les renseignements qu'il a recueillis par la conversation des témoins du passé. Il semble avoir cherché à connaître l'avis de beaucoup de gens, généraux, officiers, employés militaires, négociants français de Girone et de Barcelone : ce qu'il écrit dans son compte-rendu représente en somme sur chaque point une sorte d'opinion moyenne ou, comme le disait Clarke, « la voix publique »¹. La voix publique pouvait naturellement se tromper sur les faits, surtout quand il s'agissait de choses difficiles à constater, et plus encore sur les hommes. Il y a peut-être même dans le compte-rendu un peu de cette inconsciente déformation, à laquelle l'écrivain de métier est toujours exposé par la recherche de l'expression forte ou amusante. Pourtant la plupart des impressions de Carrion-Nisas sont corroborées par d'autres documents, et il les rend avec bon sens et finesse, le plus souvent avec mesure, quelquefois avec un certain talent de psychologue. Carrion-Nisas a souvent la formule juste, qui résume bien un homme ou une situation : et Napoléon eût bien fait de tenir compte de certaines des indications fournies par l'adjudant-commandant². Quelques détails sont peut-être peu sûrs ; mais les vues d'ensemble sont frappantes et exactes.

V

*Laffaille et ses Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales*³. — L'ouvrage peu connu⁴ et pourtant

1. Aussi dans le Compte-rendu on trouve en abondance les formules comme celles-ci : « On l'accuse (Lechi) d'avoir commis des horreurs.... Les dilapidations, dont l'opinion publique accuse le général Duhesme.... Il paraît que c'est le cas du général Saint-Cyr.... on lui reproche.... Le sieur Grobert, commissaire des guerres, que l'opinion publique désigne comme.... » etc.

2. Nous avons eu l'occasion de citer les plus frappantes.

3. Le titre complet est : *Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales en 1808, suivis d'un précis des campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, par G. Laffaille, colonel du génie, Paris (Anselin et Pochard), 1826, in-8.

4. Il ne figure ni dans Kircheisen, *Bibliographie Napoléons*, ni dans les catalogues de la Bibliothèque nationale.

si précis et si vivant de Laffaille nous a été fort utile, soit pour enrichir de détails particuliers le récit des événements, soit pour confirmer les documents mis en œuvre. L'ouvrage peut paraître d'un emploi dangereux, puisqu'il n'a paru qu'en 1826; sur son titre et sa date, on peut être tenté de le ranger dans la classe suspecte des mémoires apologétiques. Nous estimons au contraire que ce livre doit être considéré comme une source de haute valeur, surtout pour l'année 1808. (Pour les années suivantes, il est toujours exact, mais beaucoup plus sec et sommaire.)

Gabriel Laffaille, ancien élève de l'École polytechnique et de l'école de Metz, avait servi en Catalogne de 1808 à 1813 comme capitaine et chef de bataillon du génie. Il était brave, actif, « très intelligent, très instruit », savait l'allemand et l'espagnol, connaissait à fond la guerre de siège et de campagne¹. Quand la Restauration le mit en non-activité et que Clarke, qui avait d'ailleurs contre lui des griefs personnels, parut lui reprocher des actes indéliçats commis à Barcelone², les témoignages

1. D'après les très nombreuses notes (exactement concordantes) contenues au dossier de Laffaille (Arch. adm. de la G.). Voici les principaux renseignements que donne sur la carrière de Laffaille son état de services (*ibid.*) : Elève de Polytechnique (1796) et de Metz (1797), lieutenant de 1^{re} classe le 18 août 1799, fait campagne dans ce grade à l'armée du Danube (1799) et à l'armée de réserve (1800), y devient capitaine le 20 juin 1800, est alors employé en Italie; sert à la Grande armée de l'an XIV à 1807, est envoyé à la division des Pyrénées-Orientales (11 mars 1808), et y sert jusqu'en octobre 1813; il y devient chef de bataillon le 12 janvier 1809; employé à Besançon (novembre 1813) et à Douai (mai 1814). Mis en non-activité (juillet 1816), remis en activité en février 1818, lieutenant-colonel en janvier 1823, colonel en octobre 1823, maréchal de camp en 1833, devient alors membre du jury d'examen de Metz, puis du Conseil de perfectionnement de l'école Polytechnique.

2. Laffaille avait été membre d'une commission d'enquête sur les actes de l'intendant de Barcelone de Luppé (parent de Clarke), et avait rédigé le rapport (7 juillet 1811, Arch. G.), qui, malgré sa modération, amena la destitution de ce fonctionnaire par Decaen. En 1816, Clarke se garda d'en parler; il incrimina (après plusieurs mois de mutisme) le rôle de Laffaille dans l'affaire Canton (voir chap. VI, section III, et *appendice A*). Il prétendit qu'une lettre de Laffaille à Duhesme, de décembre 1810, compromettait le commandant; en réalité le passage incriminé faisait simplement allusion à l'enquête faite par Laffaille et Guinard, mais pouvait prêter à une interprétation défavorable.

D'où les témoignages des anciens chefs de Laffaille. Le colonel Pâris écrivit de Soissons à Clarke, 23 novembre 1816, ce qui suit : « Après la prise de Gironne, et à l'entrée de M. le maréchal Augereau à Barcelone en janvier 1810, il fut fait par ce maréchal des recherches... Je reçus de M. le maréchal l'ordre verbal de renvoyer M. le chef de bataillon du génie Laffaille sur les derrières de l'armée. Je dois dire à V. E. que je ne connaissais point

favorables affluèrent au ministère¹. Les officiers qui avaient vu Laffaille à l'œuvre en Catalogne, louaient spécialement l'honnêteté et la droiture du disgracié.

Ils marquaient même d'un commun accord que l'extrême probité de Laffaille n'était pas sans lui nuire par son exagération : il s'était fait des ennemis par sa « chaleur de caractère », son « inflexibilité », sa « roideur ». Il avait montré en Catalogne « son énergie poussée à l'excès et qui ne ménageait personne² ». Le comité des fortifications remarquait « que, dans toutes les circonstances où le chef de bataillon Laffaille a été employé, son zèle infatigable, sa rigidité à toute épreuve, son instruction approfondie et sa continuelle activité lui ont attiré les témoignages les moins équivoques de satisfaction...³ » Il y a dans ces attestations sur le caractère de Laffaille quelque chose qui dépasse le ton ordinaire du banal *satisfecit*. Et les mémoires, où le commandant justifiait sa conduite, donnent bien l'impression d'un homme de mérite, loyal, peu courtisan et très digne dans la disgrâce⁴. Chez un narrateur, la « rigidité », la « roideur » ne sont point à dédaigner.

personnellement M. Laffaille, mais j'avais des préventions en sa faveur ; et ces préventions étaient fondées sur ce que des personnes, d'un caractère non équivoque, m'avaient dit de son courage, son zèle, son activité et son intelligence ». Pàris demanda donc au maréchal une explication. « Dans cette explication j'insistai particulièrement pour savoir si, parmi les griefs que l'on avait articulés contre M. Laffaille, il y en avait quelqu'un qui atteignit sa probité, et s'il était taxé de prévarication ou de manque de délicatesse. M. le maréchal... m'assura positivement qu'il n'avait reçu contre cet officier aucune plainte de ce genre, et que son intention n'était que de le punir de n'avoir pas toujours eu, pour les officiers généraux et supérieurs, qui entraient dans le conseil du général Duhesme, tous les égards et toute la déférence auxquels la subordination et la différence de grade l'obligeaient. C'était donc un défaut de caractère que M. le maréchal avait l'intention de punir dans M. Laffaille, et il cédait en cela aux mauvaises impressions qui lui furent données par les ennemis de M. Laffaille... » Augereau avait d'ailleurs révoqué son premier ordre.

1. De Suchet, de Macdonald, de M. Mathieu, du maréchal de camp Latour, du colonel Rohault de Fleury, etc. (nov. 1816 : dossier Laffaille).

2. Latour à Clarke, 26 novembre 1816 : « Je puis assurer avec connaissance de cause que M. Laffaille s'y était toujours fait remarquer non seulement comme un officier brave et instruit, mais encore comme le plus parfait honnête homme ; son plus grand crime peut-être était de n'être pas assez indulgent pour ceux qui ne lui ressemblaient pas » ; cf. lettre précitée du colonel Pàris ; du colonel Rohault de Fleury, Arras, 23 novembre 1816 (Dossier Laffaille).

3. Propositions du comité des fortifications, 27 décembre 1816 (Dossier Laffaille).

4. Ainsi, le 17 août 1816, Laffaille commence ainsi une lettre destinée à rectifier les idées du baron de Caux, chef de la 7^e division au ministère et

Nous savons d'autre part que le livre de Laffaille, bien que publié seulement en 1826, ne fut pas composé de toutes pièces à cette époque. Le fond en a été fourni par une relation de la campagne de 1808 entreprise par l'auteur dès 1809, sur l'invitation de Duhesme, et primitivement destinée à la publicité ; Duhesme avait fourni des documents. Il paraît aussi que, en 1819 et 1820, Laffaille avait adressé au dépôt des fortifications des mémoires sur certains épisodes de la guerre de Catalogne. Il jugeait en 1824 que la publication du *Journal* de Gouvion-Saint-Cyr rendait utile la mise au jour d'un travail plus impartial, où les mérites de Duhesme seraient mieux mis en lumière¹.

Or, l'argument le plus fort qu'on puisse donner contre la valeur de l'ouvrage de Laffaille, c'est précisément que l'ancien commandant du corps d'armée des Pyrénées-Orientales y joue un rôle honorable, parfois même brillant². Les historiens de la guerre de l'Indépendance (notamment Toreno, Blanch, Arteche, Oman), jugeant sommairement et presque uniquement sur les résultats et les arrêtés de Duhesme, sont portés à considérer celui-ci comme un chef très ordinaire et comme un tyranneau. Ils l'apprécient d'après ses échecs, ses rigueurs en rase campagne, ses menaces aux populations, et sont par suite très portés à se défier d'un écrivain qui loue à la fois les qualités militaires et l'habileté administrative de Duhesme.

Peut-être en effet Laffaille exagère-t-il un peu les mérites d'un chef qu'il avait aimé. Mais encore n'a-t-il pas été seul à faire

maréchal de camp : « Je crois devoir vous faire connaître l'origine et les causes de l'amitié du général Duhesme et le rôle que je jouai dans l'affaire du général Lechi à Barcelone ; la manière dont vous m'en avez parlé hier m'ayant prouvé *que vous n'en aviez qu'une connaissance très imparfaite*. » Laffaille continue en relatant très exactement son rôle dans l'enquête faite avec Guinard et dans l'enquête sur M. de Luppé. C'est une pure discussion de faits. Dans les mémoires adressés à Clarke (Paris, 27 août 1816, 17 et 20 janvier 1817), Laffaille garde le même ton. Pas un mot de dévouement au roi, aux Bourbons, etc. ; Napoléon n'est ni *Buonaparte* ni *l'usurpateur* ; il est « l'Empereur ». Laffaille ne fut remis en activité qu'après que Clarke eut abandonné le ministère.

1. Tout ceci d'après l'avant-propos des *Mémoires* et une lettre de Laffaille au fils de Duhesme, Mézières, 16 juin 1824, Arch. G. (28 juillet 1810). Nous en avons déjà cité le passage le plus saillant, p. 369, n. 3.

2. Laffaille, p. 149-150 : « Le général... Duhesme avait une activité infatigable, qui le tenait sans cesse en mouvement ; il était doué d'un coup d'œil rapide, et je dirais presque d'un instinct qui lui découvrait d'abord dans une position le point d'attaque le plus avantageux... Cependant les généraux de son corps d'armée ne voulaient presque lui recon-

cas de Duhesme, comme on a pu le voir par les citations faites plus haut¹. Quant aux actes administratifs de Duhesme, on estimera sans doute avec nous qu'ils n'eurent rien de spécialement odieux, si on fait la part des circonstances, des nécessités et des devoirs primordiaux d'un chef militaire.

La critique d'une source authentique et véridique ne prête pas à des démonstrations probantes, comme la critique d'un texte apocryphe ou abondant en erreurs. Nous prions qu'on veuille bien se reporter aux nombreuses notes où est marqué l'accord de Laffaille avec d'autres documents. Toutefois nous attirerons ici l'attention sur quelques arguments qui nous semblent plus particulièrement probants.

1° Laffaille ne cache ni les pillages des soldats, ni les massacres commis par eux, ni les mesures despotiques de Duhesme : il les explique. Il ne masque ni l'indignation ni l'hostilité de presque tous les Catalans². Le seul fait de quelque importance (pour 1808) dont il ne parle point et dont il n'a évidemment pas voulu parler, c'est le meurtre de Canton.

2° Laffaille n'a pas pour Duhesme un culte exclusif ni même sans réserves. Il sait rendre justice également à M. Mathieu, et à Macdonald³, et même à Lechi, dont il pense et dit pourtant tant de mal, à beaucoup de points de vue, qu'il représente comme pillard, cruel, jaloux et trop prudent⁴.

3° Enfin il signale des faits qu'on ignorait de son temps, et que des textes inédits confirment absolument. Nous prendrons pour exemples deux assertions qui, examinées en elles-mêmes, pourraient sembler tout spécialement sujettes à caution.

Laffaille présente Lechi comme ayant, en 1808, intrigué contre Duhesme et parle de leurs « discords ». Or Duhesme

naître que du courage. Ils l'accusaient d'être trop entreprenant ; et ils lui pardonnaient encore moins de ne pas se conduire entièrement par leurs conseils. En revanche tout ce qu'il y avait de plus brave et de plus distingué parmi les officiers de sa division lui était entièrement dévoué. »

1. Les témoignages de Carrion-Nisas sont cités chapitre VII, section II. Le Petit dictionnaire des hommes qui ont figuré en Catalogne, bien que malveillant pour Duhesme, lui rend un témoignage analogue au point de vue militaire. Voir aussi les mentions faites par l'Empereur en 1814.

2. Laffaille, p. 40, 42, 56-57, 62, 67-68, 73, 187-189, etc.

3. Laffaille, p. 245-246.

4. Laffaille, p. 118, n. 1 ; p. 127 ; p. 151. Voici les éloges : « Le général Lechi avait déployé dans Barcelone beaucoup de vigilance et d'activité... ses talents ne pouvaient être contestés. »

avait brièvement indiqué la chose dans un de ses mémoires justificatifs¹.

D'autre part Laffaille, qui parle généralement fort peu de lui-même, raconte qu'en novembre 1808 la plupart des officiers de haut grade furent pris de crainte en voyant la ville serrée de si près ; ils auraient alors conseillé à Duhesme de se retirer dans les forts ; Laffaille aurait osé, un des premiers, en dépit de son grade inférieur, s'élever énergiquement contre cet avis pusillanime, et aurait ainsi fortement contribué à déterminer Duhesme à défendre la ville jusqu'au bout². C'est bien là une de ces assertions qui éveillent ordinairement la défiance. Or, nous avons, par des témoins de la scène, confirmation non seulement de l'attitude de Laffaille, mais encore de l'influence qu'il exerça sur le général en chef et de sa véhémence vis-à-vis des poltrons, qui devinrent alors ses ennemis en même temps que ceux de Duhesme³.

VI

Le P. Ferrer, Barcelona cautiva. — Cette source, très employée par les historiens catalans et espagnols, est l'œuvre d'un moine, prêtre de la chapelle de Saint-Philippe-Neri et vicaire de la paroisse des Saints Juste et Pastor « pendant presque toute la durée de la captivité ». Son livre est dédié à « S. E. le marquis de Campo-Sagrado, capitaine-général de l'armée et principauté de Catalogne ». Les sept volumes en furent publiés de 1815 à 1822⁴.

1. Laffaille, p. 121-127, p. 149-150 ; cf. Mémoire présenté le 3 février 1811 (affaire du sieur Canton), Arch. G. (28 juillet 1810) : « malgré quelques débats assez vifs avec moi. »

2. Laffaille, p. 169-183.

3. Voir la lettre déjà citée du colonel Pâris ; voir aussi les lettres déjà mentionnées de Latour et de Rohault de Fleury. Latour dit notamment : « Lorsque les armées espagnoles menacèrent Barcelone dont tous les habitants étaient contre nous, M. Laffaille combattit, ainsi que moi, avec la plus grande force les conseils timides de ceux qui voulaient qu'on se retirât dans la citadelle et les forts, et décida le général en chef Duhesme à défendre la ville ; je fus témoin de la vive discussion qui eut lieu à ce sujet et j'eus occasion de m'apercevoir qu'elle lui avait fait des ennemis ; mais, quoi qu'ils fissent pour lui nuire, jamais ils ne purent rien dire contre sa probité... »

4. *Barcelona cautiva, ó sea un Diario exacto de lo ocurrido en la misma ciudad mientras la oprimieron los Franceses, esto es, desde el 13 de*

Nous ne connaissons guère l'auteur que par son œuvre elle-même : il était bon et simple, assez crédule, très dévot aux saints catalans, plein de vénération pour son évêque et pour le pape, sincèrement et naïvement croyant. Très catalan, il n'en avait pas moins un grand respect pour toutes les autorités espagnoles et une véritable vénération pour Ferdinand VII. Il eut des Français une horreur de saint homme, et vit en eux autant de représentants du diable, qui leur inspirait tous les crimes et tous les vices. Il ne fut ni un poltron ni un héros ; au début de la « captivité », il essaya de quitter la ville, mais en demandant pour cela une permission qui lui fut refusée¹. Il ne fut jamais compromis dans les conspirations plus ou moins réelles, dont il avait pourtant connaissance et auxquelles il prêtait souvent une réalité exagérée ; mais il assista les « martyrs » de mai 1809.

Il dit que son livre fut écrit au fur et à mesure des événements, et c'est en effet très vraisemblable. Peut-être y fit-il quelques retouches pour la publication, mais elles furent probablement de pure forme².

Pour rédiger son ouvrage au jour le jour, il employa le *Diario de Barcelona*, auquel il était abonné, des numéros de journaux insurgés, des pièces, brochures, libelles, etc. (officiels ou prohibés), enfin quelques pièces manuscrites, dont copie lui fut probablement communiquée par des membres du clergé barcelonais. Il recueillit aussi beaucoup de menus faits, dont il avait été témoin oculaire (car il semble avoir été très « badaud ») ou qu'il avait entendu raconter. L'œuvre qu'il rédigeait ainsi comprenait trois parties, distinctes dans la publication comme dans la rédaction :

1^o Un journal (*diario*) quotidien, dont il jetait, dit-il, les

febrero de 1808 hasta el 28 de mayo de 1814. Acompaña á los principios de cada mes una Idea del estado religioso-político-militar de Barcelona y Cataluña..., por el R. P. D. Raymundo Ferrer, presbítero del Oratorio de S-Felipe-Neri de Barcelona, y vicario que fué, en casi toda la época del cautiverio, de la parroquial iglesia de los Santos Justo y Pastor de la misma, dedicado al Excelentísimo Señor Marqués de Campo-Sagrado, etc., Barcelone (A. Brusi), 7 vol. in-8, 1815-1822. Les deux premiers volumes parurent en 1815 ; ensuite fut publié un volume par an ; Ferrer étant mort en 1820, le septième volume ne parut qu'en 1822. Il était relatif au premier trimestre de 1811. La publication ne fut pas continuée.

1. Ferrer, t. IV, p. 341.

2. Car autrement, Ferrer eût fait disparaître les renseignements dont il reconnaît plus loin l'inexactitude. En pareil cas, l'erreur et la rectification sont chacune à leur date.

éléments sur le papier le jour même, et qu'il mettait au net quatre ou cinq jours après.

2° Un tableau (*idea*) mensuel de l'état de Barcelone et de la Catalogne, placé, dans la publication, en tête du *diario* du mois. Ferrer y faisait entrer les faits généraux, qui ne pouvaient se placer à un jour déterminé; il y complétait ou y rectifiait aussi, par de nouveaux éléments, les récits placés dans le *diario* du mois précédent¹.

3° Des pièces justificatives, arrêtés, ordres du jour, édits, affiches, lettres, etc., émanés soit du gouvernement local, soit des insurgés : la plupart de ces pièces sont extraites du *Diario de Barcelona* ou de la *Gaceta de Tarragona*; quelques-unes pourtant ne se trouvent que dans Ferrer².

Il n'y a rien qui puisse faire suspecter la sincérité, la bonne foi de Ferrer : c'est un très honnête homme. Mais il est parfois mal informé ou il comprend mal (spécialement quand ses préjugés anti-français l'aveuglent). On peut donc classer, d'après leur degré approximatif de probabilité, les renseignements donnés par Ferrer, dans les *diarios* ou les *ideas*, de la façon suivante :

1° On doit accepter comme presque toujours exact, du moins dans ses grandes lignes, le récit des faits matériels aisés à constater pour un prêtre vivant à Barcelone, c'est-à-dire des faits *publics* par leur nature (délibérations de la grande junta des autorités; arrestations, condamnations, exécutions, élargissements; événements de la rue, solennités, fêtes, revues, parades, attroupements, troubles, etc., descriptions des sorties et des rentrées de la garnison avec ses blessés et son butin) et des événements dont les acteurs principaux font partie du clergé barcelonais ou sont les amis personnels de Ferrer.

2° Sont plus sujets à caution les renseignements relatifs à des événements survenus dans la ville, mais *secrets* par nature (récits de complots, de délibérations entre les Français ou en présence de leurs seuls adhérents, etc.)

3° Sont encore plus douteuses les données sur les événements militaires, surtout quand ceux-ci se sont passés loin de Barcelone, d'autant plus qu'elles ne s'appuient que sur des relations

1. Ferrer, t. I^{er}, p. xvii-xix, xxvi-xxviii (introduction).

2. Les pièces datées de 1808 forment la totalité du second volume; celles de 1809, 1810, et de janvier-mars 1811 forment le dernier tiers des volumes III-VII.

destinées toujours à exagérer les succès ou à diminuer les échecs : c'est faire de Ferrer un très mauvais emploi que de s'appuyer sur lui pour raconter les événements militaires (on l'a fait pourtant).

4° Enfin il faut se méfier tout à fait de tout ce qui est *interprétation*¹. Ici la naïveté et la passion anti-française ôtent à Ferrer toute clairvoyance. Il ne juge avec sincérité et exactitude ni les hommes ni les faits. Bienveillant à tous ceux qui montrent, même très timidement, de l'hostilité, ou simplement de la froideur aux Français (Ferrer n'est pas loin de faire d'Ezpeleta un héros), il est féroce contre les *afrancesados* déterminés ; certains de ceux-ci étaient à coup sûr peu estimables ; mais ils n'étaient pas tous sans doute d'aussi noirs coquins que le suppose Ferrer.

Bref, très bien renseigné sur certains points, Ferrer l'est médiocrement ou très mal sur d'autres ; la critique d'une source de cette nature doit se faire en détail ; elle exige avant tout, outre les ordinaires confrontations de documents, un peu d'élémentaire sens psychologique.

1. Ainsi, quand Ferrer raconte une perception d'argent, il y a un fait exact, le versement de la somme ; et une interprétation fausse, au moins dans un grand nombre de cas (l'argent est escroqué par celui qui le perçoit) ; etc.

APPENDICE C

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

NOTE REMISE PAR IZQUIERDO LE 16 OCTOBRE 1807.

Fontainebleau, le 16 octobre 1807.

Le conseiller d'État de S. M. C. Izquierdo vient de recevoir de sa cour les instructions et les pouvoirs nécessaires pour conclure et pour signer le traité relatif à l'Étrurie et au Portugal.

Le conseiller va mettre sous les yeux de S. M. I. et R., d'après ses ordres, la pensée de l'Espagne sur ces deux objets :

S. M. C. croit que l'on pourrait conserver à la reine d'Étrurie ses États et changer leur constitution, comme il conviendrait aux vues profondes de S. M. I. et R., et que, l'Étrurie devenant ce que les autres États souverains d'Italie sont aujourd'hui, l'existence de la reine d'Étrurie dans ses États actuels serait compatible avec tel ordre de choses qu'il conviendrait d'y établir.

Mais, si l'acquisition du royaume d'Étrurie pour S. M. I. et R. ou pour un des princes de sa maison fait partie des hautes conceptions politiques de S. M. l'Empereur, S. M. C. pense que sa volonté doit se conformer à celle de son grand allié.

S. M. C. a écrit, le 5 de ce mois, à S. M. I. et R. que la mesure d'envoyer au Brésil l'héritier du prince régent de Portugal était entièrement contraire aux intérêts de l'Espagne, devant nécessairement résulter de l'établissement d'un empire européen dans le vaste continent de l'Amérique méridionale la perte des provinces qu'a l'Espagne dans ce continent; car, ou elles seront conquises par les forces du nouvel empire, ou il sera nécessaire d'établir dans les possessions espagnoles un autre empire euro-

péen pour s'opposer à celui de la maison de Bragance; et, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, si cette maison passe au Brésil, tout ce que l'Espagne possède dans l'Amérique méridionale est à jamais perdu pour elle.

Les torts de la princesse, épouse du régent de Portugal, envers le roi d'Espagne son père, quoique très réels, ne peuvent pas anéantir dans S. M. C. les sentiments pénibles que son cœur éprouve sans cesse, en considérant le sort incertain des enfants de cette princesse, ses petits-fils.

Si, pour avoir le Portugal, S. M. C. se voit obligée de faire la guerre; ou, si elle aide de ses troupes et de ses moyens pour conquérir ce royaume, alors il résulterait une cession pure et simple des États d'Étrurie en faveur de S. M. I. et R.

Mais toutes ces considérations ne changeront nullement la résolution prise par S. M. C. de se conformer toujours aux désirs de son grand et magnanime allié.

Le conseiller d'État Izquierdo est autorisé à assurer que, du jour où l'Espagne, à la face de l'univers, est devenue l'alliée de S. M. I. et R.; dès ce jour un accord parfait, qu'aucun événement n'a pu altérer, a existé constamment entre les opinions et les actions de S. M. C. L'amitié sincère, qu'elle a vouée à la personne de S. M. I. et R., a été sans bornes, comme son assentiment à tout ce qui lui a été proposé, de sa part, pour la cause commune.

Aujourd'hui également, S. M. C., dans l'intention de poser, d'accord avec son allié, et de fixer pour toujours une partie des bases, sur lesquelles elle espère que la paix du monde et le bonheur du genre humain vont bientôt être affermis, se conformera entièrement à la volonté de S. M. I. et R.

S. M., par l'intermédiaire du grand-maréchal de son palais impérial, a daigné faire connaître au conseiller d'État Izquierdo qu'elle désirait être instruite des idées de l'Espagne à l'égard de ces bases. Le conseiller Izquierdo va avoir l'honneur de les exposer :

1^o S. M. C. a écrit à S. M. I. et R. qu'elle était dans l'intention de déclarer qu'elle allait prendre le titre, qui lui était justement dû, d'Empereur des Deux Amériques et Roi d'Espagne.

S. M. C. persiste dans les mêmes intentions et de là un article du traité projeté qu'on pourra rédiger à peu près dans les termes qui suivent :

« Dès que le Roi d'Espagne prendra le titre d'Empereur des

Deux Amériques et Roi d'Espagne, S. M. I. et R. le reconnaîtra et le fera reconnaître en ces deux qualités. »

2° S. M. I. et R. est d'accord que la souveraineté des États d'Étrurie appartient à l'Espagne ; ainsi un autre article pour échanger cette souveraineté et celle du Portugal.

3^{me} article : S. M. l'Empereur et Roi et S. M. C. conviennent de transférer en Portugal le Roi d'Étrurie avec la Reine régente, sa mère, et d'y donner au Roi actuel d'Étrurie le nombre de sujets qui pourra l'indemniser de la perte de ceux qui composent aujourd'hui le royaume d'Étrurie.

4° Le royaume actuel de Portugal avec ses possessions sur les côtes d'Afrique et les îles Tercères¹, etc., sera partagé.

5° S. M. C. assignera au Roi actuel d'Étrurie telle partie des provinces du Portugal qu'elle jugera convenable.

6° Le roi actuel d'Étrurie conservera le titre de Majesté et sera reconnu Roi de la Lusitanie septentrionale.

7° Les provinces d'Algarve et d'Alemtejo, qui seront divisées des autres, qui composent aujourd'hui le royaume de Portugal, par une ligne du cap d'Espichel jusqu'à la rivière Guadiana, commençant à Nuestra-Señora-do-Cabo, passant entre Evora et Evoramonte et finissant aux confins de Badajoz, seront données à S. A. le prince de la Paix, généralissime et grand-amiral d'Espagne et des Indes, avec le titre de prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo.

8° Le Roi de Lusitanie septentrionale et le prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo formeront la Confédération lusitanique et cette Confédération sera à l'égard de S. M. C. ce que celle du Rhin est à l'égard de son protecteur.

9° Le Roi de Lusitanie septentrionale et le prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo transmettront ces États à leurs descendants conformément aux lois d'Espagne. Au défaut de descendants, les États du Roi de la Lusitanie septentrionale et ceux du prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo seront reversibles à la couronne d'Espagne.

10° S. M. I. et R., S. M. C. et le Roi de la Lusitanie septentrionale sont garants des États du prince d'Algarve et d'Alemtejo et de la souveraineté de ce prince sur ces mêmes États.

11° Les possessions portugaises sur la côte d'Afrique, les îles Tercères, etc., seront partagées par S. M. C. d'accord avec S. M.

1. Il faut entendre par ce nom d'îles Tercères l'archipel des Açores (Terceira, nom d'une des îles Açores).

I. et R. entre le Roi de la Lusitanie septentrionale et le prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo.

Les H. P. C. seront également garantes de ces possessions.

12° Si les États du prince souverain d'Algarve et d'Alemtejo viennent à être envahis par quelque puissance, le Roi de la Lusitanie septentrionale sera tenu d'aider ce prince de toutes ses forces et de même le prince d'Algarve et d'Alemtejo à l'égard du Roi de la Lusitanie septentrionale.

13° Si ce souverain dépasse la ligne, qui divise ses États de ceux du prince d'Algarve et d'Alemtejo, pour envahir les États de ce prince, dès ce moment il sera déchu de sa couronne, laquelle échoira de droit immédiatement à l'ainé des infants d'Espagne.

14° Aussitôt que le Roi actuel d'Étrurie sera en pleine et paisible possession de son nouveau royaume, ainsi que le prince de la Paix des provinces d'Algarve et d'Alemtejo, le royaume actuel d'Étrurie appartiendra en toute souveraineté à S. M. I. et R.

15° La maison de Bragance régnera au Brésil ; mais les limites entre ses États et ceux de S. M. C. subsisteront, comme ils étaient au temps de la guerre de Succession au commencement du règne de Philippe V, Roi d'Espagne. Cette ligne suivra les limites naturelles, savoir les montagnes, fleuves, etc.

16° S. M. I. et R. se rend garante à perpétuité de tous les États, qui composent aujourd'hui la monarchie espagnole, et spécialement de ceux du continent de l'Europe, depuis les Pyrénées jusques aux mers qui entourent toute la péninsule d'Espagne.

17° Si, par un des bienfaits de la Providence divine, des négociations de paix s'entament quelque jour avec l'Angleterre, S. M. I. promet qu'un de ses premiers soins sera d'exiger des Anglais qu'ils rendent et le port de Gibraltar et l'île de la Trinité.

Le roi d'Espagne attend cette éclatante marque d'amitié et d'intérêt de son généreux allié.

Telles sont les idées du cabinet de Madrid sur le traité à conclure ; mais le tout est soumis à la volonté et aux vues profondes de S. M. I. et R., et le conseiller Izquierdo finit cet exposé en déclarant qu'il a reçu du roi son maître, par l'intermédiaire de S. A. le prince de la Paix, un ordre positif, écrit de la main de ce prince, de signer sans aucun délai, relativement à l'Étrurie

et au Portugal, tel traité que S. M. I et R. jugera convenable de dicter.

Le conseiller d'Etat Izquierdo ne détaille pas aujourd'hui les moyens d'exécution qui furent discutés l'année dernière et sur lesquels on était déjà d'accord. Il se borne à mettre sous les yeux de S. M. I. et R. la nécessité de faire rentrer immédiatement en Espagne les troupes qui sont en Allemagne et qu'il sera nécessaire d'envoyer en Portugal avant ou après la conquête.

Le conseiller d'Etat de S. M. C.

[Arch. nat., AFiv 1680]

IZQUIERDO.

II

RAPPORT DU PRINCE DE BÉNÉVENT A L'EMPEREUR¹

23 mars 1808.

Sire,

J'ai eu une longue conférence avec M. Izquierdo. Depuis son arrivée il n'a point eu de lettres d'Espagne; et, lorsqu'il a quitté Madrid (à la date du 11 mars), il n'était point à sa connaissance que M. de Solano fût en marche avec le corps qu'il commande; il ajoute que cela était même opposé aux dispositions de sa cour à cette époque.

J'ai cru remarquer, quoiqu'il n'en eût point la nouvelle directe, qu'il n'était pas éloigné de croire au départ du roi pour Séville.

L'admission des Français dans les colonies espagnoles était nouvelle pour lui; après quelques observations peu importantes, il m'a dit qu'il ne doutait pas que cela ne fût agréé par son gouvernement.

Toutes les autres bases de négociation paraissent lui convenir. Le caractère espagnol s'est montré lorsque nous avons parlé de l'alliance offensive et défensive. « Vous voulez donc que nous soyons vassaux de la France? » m'a-t-il dit. Les formes d'égalité qui peuvent être mises dans la rédaction de cet article l'ont un peu tranquillisé. En tout il ne doute pas que le retour de son courrier ne lui apporte l'autorisation de signer. Plusieurs fois il m'a demandé si les troupes françaises, le traité signé et cer-

1. Nous avons tout lieu de croire ce rapport inédit.

tifié, resteraient dans les Castilles. J'ai évité de répondre : c'est là la grande objection.

Mon opinion est que, si cela convenait à V. M., on l'engagerait, cependant avec un peu de peine, à signer ; toutefois en éloignant les troupes du séjour du roi.

J'ai voulu savoir ce que c'était que l'ordre qui lui avait été apporté par le courrier qui lui a été envoyé pendant sa route. Le prince de la Paix l'avait chargé d'une lettre pour V. M. ; cette lettre renfermait les différentes propositions dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à V. M. et que M. Izquierdo avait faites à M. le grand-maréchal. Le prince de la Paix, craignant que cette lettre ne le compromît si ces propositions n'étaient pas acceptées, a écrit à M. Izquierdo de lui renvoyer sa lettre et de se servir de son contenu pour en faire les bases d'une négociation. J'ai lu la lettre par laquelle le prince de la Paix lui demande le renvoi de celle dont il était porteur.

L'intention de M. Izquierdo est de faire partir aujourd'hui un courrier pour Madrid vers deux ou trois heures. Dans sa dépêche il recommandera fortement à sa cour de ne point faire de fausses démarches et de ne point prendre de formes hostiles dans quelque endroit qu'elle se retire.

Je supplie, etc. — CH.-M. TALLEYRAND, PRINCE DE BÉNÉVENT.

P-S. — M. Izquierdo ne croit point à la vérité du bulletin ci-joint.

[Arch. nat., AFiv 1680].

III

TABEAU APPROXIMATIF ET RAISONNÉ

DES FINANCES, RESSOURCES ET DÉPENSES DE BARCELONE,
PAR MOIS, PENDANT LES DERNIERS MOIS DE L'ANNÉE 1809¹.

CAISSE DE LA JUNTE GÉNÉRALE

<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>
Les impositions personnelles se composaient de deux branches, la contribution personnelle, imposée	Le sieur Galceran, receveur de la ville, payait lui-même tous les jours à mesure de la recette sur les man-

1. Nous publions ici la troisième partie du Résumé historique des opérations politiques et militaires, restée inédite.

Recettes.

sur les gens les plus aisés de la ville, et celle sur la valeur présumée des maisons : ces deux impositions étaient portées sur les rôles de perception de 50 à 60.000 douros ou piastres : mais elles n'en rapportaient guère que 24 à 25.000 : au mois de décembre, le total général de la recette a été de 24.129 piastres ; le sieur Galceran, ancien receveur de la ville, percevait cette contribution ; il y avait en outre un directeur pour le cadastre des maisons et un commissaire aux contraintes.

Dépenses.

dats de la junte des finances et subsistances qui était présidée par l'intendant et faisait, en présence du commissaire des guerres français, la distribution des fonds en raison des engagements qu'elle contractait pour les principaux services de l'armée.

Voici la note des sommes les plus considérables tirée de l'état de dépenses de ce receveur pendant le mois de décembre :

	Piastres.
Pour indemnité du vin et de la viande aux troupes de la garnison	10.250
Pour la viande des hôpitaux et la fourniture des rations de la marine en viande, etc.	4.870
Pour les légers aliments aux hôpitaux	800
Pour le chauffage et éclairage de la troupe	1.800
Pour celui des fours. . .	380
Différents fournisseurs de fourrages, à peu près. . .	2.500
Total	20.600

On voit déjà une dépense de plus de 20.000 piastres. Le reste est distribué en un grand nombre d'articles, tous relatifs au service de la troupe et aux dépenses de la junte et de la perception de l'impôt. Dans ce mois comme dans le précédent, le vin des hôpitaux avait été fourni par un marché fait par la junte, et payé par des fonds des autres recettes, vu l'insuffisance de celles-ci.

TRÉSORERIE ESPAGNOLE

L'objet des recettes et dépenses de cette Trésorerie était un vrai dédale pour les Français, sous l'ancien intendant, qui n'en voulait pas donner le fil et même sous le nouveau, qui n'y comprenait guère par les lenteurs et la mauvaise volonté des employés de la Trésorerie, de l'Intendance et de la Contadorerie qui, n'ayant pas voulu prêter serment, ont été renvoyés au mois d'avril et remplacés, ainsi que ceux des douanes. Depuis cette époque, le général Duhesme est parvenu, à force de soins et

d'instructions, à faire verser toutes les différentes recettes d'impositions indirectes à la Trésorerie qui, sur ces fonds, faisait le service suivant :

Recette.

Elle se composait : 1^o Du produit de l'octroi perçu aux portes, établi par un décret du général Duhesme du mois de février 1809. Il montait à 25,30 et 40 mille piécettes (la piécette vaut quelques centimes plus que le franc) par mois. Cela se versait chaque semaine par le receveur général des rentes réunies chez le trésorier général.

2^o Du produit des douanes qui, avant la réforme que le général y fit au mois de mars et l'impôt des 5 p. 100 sur toutes les marchandises sortant de la ville, ne produisait pas pour payer ses commis. Cette recette a été portée certains mois à 60 et 80 mille piécettes : sur la fin, elle n'en produisait guère que 40 à 50 mille, y compris 5 à 6 mille des droits sur le sel, le tabac, les cartes et autres droits réunis que le général Duhesme avait remis en vigueur.

Dépenses.

Le dixième de cette recette était remis, en vertu du décret du général Duhesme, au corps des régidors qui, au moyen de cela, était obligé de faire fournir l'éclairage de la ville qui, l'année dernière, était à la charge de la junta générale.

Le surplus était employé au service courant de la Trésorerie, qui consistait principalement dans la solde des vétérans royaux espagnols, de la compagnie des sapeurs espagnols, de la paie des prisonniers de guerre faits sur les Espagnols, des forçats, du pain de munition, qui était fourni aux uns et aux autres par l'ancien manutentionnaire espagnol.

On tenait une junta extraordinaire à la fin de chaque mois. Le trésorier général y présentait un état général de sa recette, une note détaillée des dépenses, de la solde et paiements ci-dessus spécifiés et le sommaire de ce qu'il avait en caisse.

On faisait alors la distribution de ces fonds sur un état présenté par l'intendant qui comprenait :

1^o Les appointements de l'état-major espagnol de la place. 2^o Ceux des officiers en activité. 3^o Ceux des officiers à demi-solde. 4^o Ceux des officiers d'artillerie et d'autres corps, des agrégés et des invalides qui, ayant prêté serment à S. M. le roi Joseph, ne pouvaient pas être réduits à mourir de faim. 5^o Les appointements de l'intendant, ses frais de bureau ; les commissaires des guerres espagnols, les employés de la Trésorerie, ceux de la Contadorerie, plus les officiers de l'intendance. 6^o Des juges de l'Audience royale, des archivistes, des subalternes des tribunaux, des alguazils, des alcades, les gages des concierges des prisons et autres frais de ce genre. 7^o Les gardes-magasins espagnols, les frais

Dépenses.

de literie militaire pour toute la garnison, et autres dépenses trop longues à rapporter, qui n'étaient payées que sur ordonnances en règle du contador et de l'intendant, suivant le mode de comptabilité espagnol. Tous ces articles composaient donc le service espagnol et se portaient à une somme de 30 à 35 mille piécettes.

On ordonnait la remise de 20 à 25 mille piécettes au payeur français pour la dépense des hôpitaux militaires, pour les infirmiers et manutentions de pain, les frais extraordinaires de l'artillerie, du génie et de l'armée. Cette somme avait été mise à la disposition de l'ordonnateur par le général en chef Saint-Cyr et ne se délivrait que sur ses ordonnances.

Enfin le surplus se versait dans la caisse de la junte, quand il y avait insuffisance de fonds provenant des contributions pour le service dont elle était chargée, ou se distribuait en paiement de riz ou de blé que l'on avait acheté et que l'on avait spécialement hypothéqué sur les rentrées des contributions directes.

Toutes ces distributions de fonds étaient faites publiquement, la délibération inscrite sur un registre tenu par un secrétaire d'intendance et signée de suite par le général commandant ou celui qui le remplaçait.

RECETTES ET RESSOURCES EXTRAORDINAIRES

Recettes.

On a vu dans la campagne de 1808 que la commission des émigrés versa près de 100.000 francs dans la caisse du payeur de l'armée.

Depuis, par ordre du général en chef Saint-Cyr, elle dut verser dans la caisse de la junte; mais les versements furent peu conséquents en numéraire. On versa tous les matelas et les linges trouvés chez les émigrés aux hôpitaux.

Dépenses.

Cette somme fut employée à bonifier la masse du soldat pour lui acheter des souliers et à un acompte sur la solde.

Entrée en recette et dépense chez le receveur général.

Les effets mobiliers entrés en recette chez les gardes-magasins d'hôpitaux.

Recettes.

A la fin du mois d'avril, la contribution des maisons n'étant pas encore en activité, le commissaire-ordonnateur Rey proposa, pour suppléer aux contributions personnelles, un emprunt de 60.000 piastres sur les plus riches négociants. Le général Duhesme en rendit le décret; le recouvrement de cet emprunt s'est fait à la Trésorerie; mais on n'a jamais pu retirer au delà de 45.000 piastres.

On en a donné à chaque prêteur une obligation signée du trésorier, de l'intendant et du général commandant la province.

On a fait ressource sur plusieurs objets inutiles dans les magasins des rentes unies à la disposition de l'intendant, comme bronzes, soufres et papiers, pour payer les fournisseurs. La dernière partie de papiers a été vendue, après une enchère mise sur les papiers publics, moyennant 55.000 piécettes.

Lorsqu'on eut connaissance du décret de S. M. C. qui supprimait les couvents, on commença par faire faire l'inventaire de leur argenterie par un notaire de l'intendance; on étendit cette mesure à celle des autres églises.

Par décret du mois de décembre, le général commandant la province ordonna qu'une certaine quantité d'églises fussent fermées et que leur argenterie fût versée à la Trésorerie espagnole.

Celle des couvents conservés eut aussi la même destination, à l'exception des vases sacrés nécessaires au culte : cette opération fut faite par procès-verbal du substitut général de police, d'un des premiers officiers de l'intendance, du notaire qui avait fait l'inventaire et des religieux du couvent.

Le commissaire général de police, au mois de janvier dernier, fit une prise de 3 à 4 mille onces d'argenterie provenant de l'argenterie d'une paroisse, qui avait été cachée et non déclarée au notaire chargé des inventaires : on espérait encore en trouver d'avantage par la suite.

Dépenses.

Mis à la disposition de la junte pour faire aller ce service et versé en majeure partie dans la caisse du receveur de la junte qui l'a portée dans le temps en recette et dépense.

Cette dernière somme a été versée à la Trésorerie et employée en achats de blé pour la réserve et de vin pour les hôpitaux.

Cette argenterie a produit à peu près 13 à 14 mille onces d'argent qui ont été divisées en sept lots; à mesure des besoins, on les portait successivement à la Monnaie.

Cette somme était particulièrement destinée en achats de blé.

Il n'y en avait encore, lors du départ du général Duhesme, que trois lots portés à la Monnaie.

Le général Duhesme ordonna qu'elle serait portée à la Monnaie et le montant versé à la Trésorerie, pour être employée comme ci-dessus.

Recettes.

Il restait encore toute l'argenterie de la cathédrale et des paroisses, sur laquelle le clergé avait livré, dans l'année 1808, 100.000 piécettes. Le général, pour plusieurs raisons politiques, comptait ne toucher à cette argenterie qu'à la dernière nécessité.

Dépenses.

Cette somme de 100.000 piécettes fut perçue en 1808 par le receveur de la junte et employée alors par elle en achats de blé et autres objets majeurs.

On voit par ce tableau que les revenus fixes n'allaient guère, pour les impositions directes et indirectes, qu'à 220.000 piécettes par mois : ce qui était loin de suffire à un service qui avait été estimé 400.000 piécettes par mois, et pour lequel le général en chef Saint-Cyr avait imposé une contribution de 500.000 piécettes ; mais toute la puissance du monde n'aurait pu retirer cette somme. Au contraire, plus de rigueur aurait augmenté les émigrations et accru les diminutions des recettes.

Quant aux ressources extraordinaires, on en a tiré un bon parti ; car, outre les secours qu'elles ont portés à la Caisse de la junte après avoir rempli le service espagnol, on a fait l'achat de plus de 3.000 quintaux de blé à 44 et 46 piécettes le quintal.

Cet achat et les réquisitions tirées de la campagne nous ont rendu moins sensible la perte du convoi devant Rosas et donné le moyen d'attendre la moisson.

Ainsi qu'il en est fait mention, le commissaire général de police avait une recette particulière sur les jeux et les passeports qu'il employait aux dépenses de sa partie. Le corps des régidors pourvoyait aussi aux dépenses municipales par une caisse particulière dont il est aussi parlé dans ce résumé.

Ce tableau est pour répondre à ces Thersites d'armée qui, toujours la calomnie sur les lèvres, se demandent sans cesse ce que l'on a fait de toutes les contributions, ne cherchent qu'à abreuver les chefs de dégoût et d'humiliants soupçons.

Si l'on avait besoin de plus d'éclaircissements et de détails, il faudrait s'adresser à M. l'ordonnateur Rey, qui a administré à Barcelone de la part du général en chef Saint-Cyr et conformément à ses instructions, depuis le mois de juillet 1809 jusqu'au mois de juin suivant, puis au commissaire des guerres principal Augier, à qui l'ordonnateur, en partant, avait laissé des instructions et ses pouvoirs et sans lesquels aucune opération administrative n'a été faite.

On observe au surplus que, par la constitution des choses,

tous les marchés étaient faits à l'enchère, et la junta instituée à cet effet ; et c'est dans les caisses publiques qu'il faudra chercher les comptes détaillés de toutes les recettes et dépenses.

[Archives de la Guerre]

Le général de division,
G. DUHESME.

IV

RAPPORT DU DUC DE CASTIGLIONE AU DUC DE FELTRE

Barcelone, le 9 avril 1810.

J'ai eu l'honneur de demander à V. E. un commissaire général de police pour la ville de Barcelone ; je vous renouvelle cette demande avec instance et vous prie de vous occuper vous-même de ce choix ; il est nécessaire qu'il soit éclairé et surtout très probe ; il tombera au milieu d'une ville où tout ce qu'il y a de Français, sans exception, est intrigant, a été le spoliateur ou le complice des spoliations immenses qui ont eu lieu.

Je me mets en quatre pour réparer le mal et rappeler, par une conduite opposée, les malheureux qu'on a forcés à l'émigration. Ce serait bien le cas de donner des exemples de justice ; mais il faudrait punir tous les administrateurs qui étaient du nouveau régime et tous les Français vagabonds à Barcelone ; tous, par eux ou par leurs liaisons, ont eu part au gâteau.

Pour anéantir ces désordres, j'ai créé une commission de cinq membres, hommes probes, que j'ai choisis moi-même ; leur mission est de rechercher les moyens de diminuer les charges du peuple sans nuire au Trésor public, et de faire la recherche des gros délits passés, pour m'en rendre compte. Cette commission épouvante, et agite l'esprit de tous ceux qui ont eu une part, directe ou indirecte, aux horreurs qui ont été commises dans Barcelone.

En effet la ville de Barcelone comptait, au commencement de 1808, 113.000 âmes. Le 29 août de la même année, à son retour de Gironne, le général Duhesme créa une commission des biens des émigrés, et, de suite, on fit émigrer tout le monde. Ils n'émigraient pas assez vite ; on a pris le parti de renfermer tous les riches dans des cachots ; de piller leurs trésors et leurs

maisons pendant le temps de leur détention et d'exiger, pour les faire sortir des prisons de Montjouy, tout ce qui pouvait leur demeurer de disponible.

Ce moyen ne paraissant pas encore suffisant, le 15 décembre 1808, on a fait disparaître de Montjouy, à Barcelone, un nommé Canton, homme très riche (le lieu de sa sépulture est marqué) pour voler tous ses effets et bijoux. Sa veuve aujourd'hui demande l'aumône.

Quelques jours après, un indiscret, le neveu du concierge du Montjouy, voulut causer. Il subit le même sort et disparut à son tour.

La contrebande a constamment eu lieu par mer et par terre. Les bâtimens qui étaient dans le port ont disparu en très grande partie. Les portes de Barcelone s'ouvraient toutes les nuits pour faire la contrebande. Je regarde comme un miracle que cette place, où l'on a commis de semblables crimes, appartienne encore à S. M. I.

Les vols de toute nature ont été mis en usage ; on a placé des filous aux portes et sur les chemins pour escamoter les bijoux et l'argent de ceux qui allaient à la campagne.

Les dépôts confiés à la douane ont été enlevés.

Enfin, j'ai trouvé Barcelone réduite à 24.000 âmes, plus les Français intrigants ; et il manque pour 25 millions d'objets appartenant aux émigrés, dont personne ne sait rendre compte.

Le commerce de Barcelone pouvait en 1808 réunir deux millions de pièces d'or au coin de l'Espagne, on n'y en trouverait plus aujourd'hui pour 10.000 francs. Toute l'argenterie des particuliers leur a été enlevée ; qu'est-elle devenue ?

Les choses en sont au point qu'il n'y a presque plus de perception de droits de douanes, et que je dois chercher les moyens de nourrir Barcelone.

J'ai souvent réuni tous les honnêtes gens que j'ai rencontrés ; tous m'ont désigné le commissaire général de police *Casanova* comme auteur de tous ces maux.

J'ai cru nécessaire au soulagement des esprits de faire arrêter *Casanova*, sa servante et six autres individus, dont deux politiquement, qui avaient dénoncé les autres, et que j'ai fait sortir deux jours après. Cette exécution a eu lieu le [25 mars]¹, à la tombée de la nuit.

1. Nous rétablissons la date, laissée en blanc dans l'expédition de la pièce.

La voix publique dénonça *Casanova*, pour avoir plusieurs millions, fruit de ses vols ; pour les tenir en dépôt dans plusieurs maisons et notamment chez le consul français, qui l'avait fait nommer à l'emploi de commissaire général de police et avec lequel il communiquait chaque jour trois ou quatre fois.

Je fis appeler ce consul ; je lui demandai de la franchise ; je le priai de me dire la raison de cette liaison si particulière avec un homme aussi dépravé ; s'il n'avait jamais entendu parler de la disparition du nommé Canton, s'il ne s'était pas aperçu de la totale désertion des habitants de la ville ; s'il n'en avait pas recherché les causes pour en rendre compte au gouvernement français ; s'il n'était pas le dépositaire des trésors du commissaire général. Ses réponses me parurent équivoques ; j'ordonnai en conséquence que les scellés fussent mis sur ses papiers, la chancellerie exceptée, et qu'il fût gardé à vue.

Dans cet intervalle, d'autres dépositions ont assuré que des diamants et des lingots avaient été envoyés de chez *Casanova* chez lui, dans une cruche que portait une servante. J'ai envoyé deux commissaires chez lui, lui tenir le langage que je lui avais tenu ; j'ai fait interroger la servante ; l'un et l'autre ont persisté dans la négative. Je n'assurerai pas que cet homme soit coupable ; il est au moins d'une stupidité rare ; et, dans l'état où je me trouve, je voudrais bien faire rentrer au Trésor public une partie des escroqueries de *Casanova*.

Je vous ai assez entretenu, Monseigneur, de choses dégoûtantes. Je vais un peu causer de l'organisation du gouvernement de la province de Catalogne.

J'ai divisé la Catalogne en quatre corrégiments : Girone, Barcelone, Reus et Seu-d'Urgel. Chaque corrégiment est divisé en sous-corrégiments et chefs-lieux de canton. Chaque commune a son maire, son adjoint, son conseil municipal, chaque chef-lieu de canton un juge de paix ; chaque sous-corrégiment un sous-corrégidor et un tribunal de première instance. Enfin le corrégiment a un corrégidor, un secrétaire général, un conseil de corrégiment, un tribunal criminel et un tribunal de première instance, et deux commissaires de police.

Les communes ont nommé dans le corrégiment de Girone à l'assemblée de canton ; et cette organisation, qui ressemble un peu à l'ancienne du pays, a paru plaire au point que, depuis cette époque, les habitants d'un chef-lieu de canton, *La Bisbal*, se sont armés contre les insurgés.

Le sous-corrégiment de Girone et le sous-corrégiment de Figuières sont organisés dans tout le pays que nous pouvons habiter ; celui d'Olot ne l'est pas. Les communes de ce sous-corrégiment sont tour à tour occupées par l'ennemi et par nous, et les habitants ont déserté.

J'ai établi pour imposition que l'ancien cadastre serait doublé, tant pour l'imposition foncière, personnelle, que d'industrie. Cela ne produira pas des sommes considérables ; mais le peuple est si misérable et il faut le faire rentrer.

J'ai également établi que le pauvre qui ne vit que de sa journée ne paierait pas d'imposition personnelle ; que le déficit en serait supporté par les riches, le clergé, et tous ceux qui ne payaient pas autrefois.

J'ai réduit, jusqu'à ce que les finances permettent d'en agir autrement, tous les employés aux deux tiers du traitement qu'ils recevraient en France.

Je n'ai point nommé de percepteur de ces impositions. Elles seront perçues par les soins des municipalités, sans frais pour le gouvernement.

J'ai nommé un receveur principal dans chaque corrégiment, et un receveur particulier dans les sous-corrégiments. Ils recevront des communes et verseront : les receveurs des sous-corrégiments dans la caisse du receveur principal de corrégiment ; et celui-ci dans celle du receveur général établi à Barcelone.

J'ai nommé des conservateurs et des inspecteurs des bois, eaux et forêts ; mais ces emplois ne sont qu'honorifiques. J'ai chargé de la conservation des forêts les municipalités et les hommes les plus riches de chaque commune.

J'ai nommé des vérificateurs et des inspecteurs des douanes. Cette partie étant très délicate, je la ferai surveiller particulièrement et changerai les employés qui ne conviendront pas.

J'ai laissé les douanes sur l'ancien tarif et sur l'ancien pied. Seulement, j'ai désigné un administrateur général à Barcelone. J'ai ordonné que les maires de toutes les communes pussent contrôler l'opération des douanes.

Je vais émettre du papier timbré ; je suis forcé de le faire faire en France ; je ne créerai point d'administration à ce sujet. Je le remettrai au receveur général qui le portera en recettes dans ses comptes et le fera distribuer, sans frais, par les receveurs principaux et particuliers.

Tous les administrateurs du corrégiment de Girone me parais-

sent bons. Je les connaissais, j'avais eu le temps de les choisir.

A Barcelone, j'ai fait le même travail, à peu près, mais pour la ville seulement, les campagnes n'étant pas réduites. J'y ai nommé, pour centraliser les opérations du corrégiment, un receveur général, un administrateur général des douanes, un administrateur général des postes et courriers. J'y ai créé une cour d'appel, mais elle n'entrera en fonctions qu'au moment où les finances permettront de semblables dépenses. Si, dans cet intervalle, il se présente des causes susceptibles d'appel, je les ferai décider par un conseil de juges choisis *ad hoc* et sans frais. Les tribunaux d'appel, de justice criminelle et civile, me paraissent être d'un bon choix : j'ai réuni à cet effet les hommes de loi les mieux famés.

Le corrégidor est un homme riche, qui a la confiance de toute la ville : il est animé du meilleur esprit.

Je n'ai rien changé à la direction de la Monnaie ; elle m'a paru bien organisée.

J'ai réuni les postes civiles aux postes militaires et ai nommé un administrateur.

N'ayant pu rassembler les quatre cantons de la ville de Barcelone, j'ai entouré le corrégidor d'un conseil d'hommes choisis, pour l'aider à prendre tous les moyens de ramener la tranquillité. Ce conseil a choisi tous les autres employés ; ils ont été pris un peu au hasard ; il fallait se défaire des hommes corrompus qui étaient en place.

Je conserverai dans ces nominations qui viennent d'avoir lieu ceux qui en seront dignes et je remplacerai les autres.

J'ai donné à toutes les autorités des instructions à peu près semblables à celles qui ont été rédigées pour la France.

Je prie V. E. de vouloir bien soumettre ce rapport à S. M. I., et de bien l'assurer que je ne négligerai aucun des moyens qui rappelleront l'habitant dans ses foyers et fourniront des ressources au Trésor public.

Je ne tarderai pas à vous adresser l'organisation et le tableau des administrateurs. Je n'ai pas fini à Barcelone ; ce peuple mutilé de toutes les manières ne marche qu'en tremblant.

Je prie V. E., etc.

[Archives de la guerre].

*Le maréchal d'Empire,
gouverneur général de la Catalogne,
AUGEREAU, DUC DE CASTIGLIONE.*

V

MÉMOIRE ABRÉGÉ DU GÉNÉRAL DUHESME

Je pourrais être dispensé de répondre à toutes demandes ou inculpations relatives à l'administration générale du corps d'armée que j'ai commandé, parce que je n'ai rempli ni les fonctions d'ordonnateur ni de payeur, ni celles d'intendant général espagnol, ni de directeur d'artillerie; que je ne me suis jamais opposé à rien des attributions de ces divers fonctionnaires qui, en conséquence, sont restés dans la responsabilité envers les ministres de Sa Majesté, comme tous leurs collègues dans de pareilles positions.

Si, dans les comptes qu'ils doivent rendre, on en trouve qui émanent de mes ordres, ces ordres sur l'administration me placent seulement dans la responsabilité des motifs qui me les ont dictés et non dans celle de leur exécution; mais, comme l'éloignement de ces administrateurs est un obstacle à ce qu'ils fournissent à temps les rapports qu'ils doivent et pour qu'on ne m'accuse pas d'éluder de répondre, je vais employer ce que ma mémoire et le petit nombre de matériaux qu'on m'a laissés me fournissent pour donner une assez juste idée de la marche des affaires administratives en Catalogne, pendant que j'avais l'honneur d'y combattre.

Mon commandement peut se diviser en trois époques quant à la partie administrative :

La première, pendant que les autorités espagnoles ont été, à l'exclusion de l'administration de l'armée, les fournisseurs et distributeurs de subsistances. Cette époque commence depuis mon entrée sur le territoire espagnol le 9 février 1808 et finit au 1^{er} juillet suivant.

La seconde, du 1^{er} juillet 1808 au 1^{er} janvier 1809, est distinguée de la première, en ce que les administrateurs de l'armée ont fait les distributions; mais les autorités espagnoles n'ont pas cessé néanmoins de fournir les denrées.

La troisième, du 1^{er} janvier 1809 jusqu'à l'arrivée de M. le duc de Castiglione, n'appartient plus guère à mes fonctions de commandant en chef, dont le général Saint-Cyr était alors revêtu, mais ce qui ne changea rien à la marche de l'administration.

Première époque (9 février au 1^{er} juillet 1808). — Toutes les rations furent distribuées par les agents espagnols dans les quotités et quantités voulues par les règlements français et l'on n'eut point à s'en plaindre; nos malades furent traités à l'hôpital civil espagnol.

La surprise des forts, si essentielle à la sûreté des troupes de Sa Majesté, ne changea rien à l'administration des subsistances.

Vers la fin de février, je demandai au gouvernement espagnol l'emprunt de 100 000 francs pour la solde; à défaut de payeur, le commissaire des guerres Augier reçut et distribua cette somme. A son arrivée, le 16 mars, le payeur de la division régularisa ce compte et remboursa le gouvernement espagnol.

Je sollicitai et obtins dans le même temps un emprunt de 6000 paires de souliers qui ne furent pas remboursées; il est bien entendu que les commissaires des guerres français en firent faire la distribution et que les corps doivent en avoir chargé leurs comptes et donné des récépissés.

Seconde époque (1^{er} juillet 1808 au 1^{er} janvier 1809). — Les insurrections de Madrid, de Saragosse et de Valence avaient déjà éclaté que la Catalogne était encore tranquille; cet esprit de révolte ne put s'y manifester que vers la fin de mai; mais, dès le 8 juin, il était prononcé.

Dans cette position, je ne pouvais plus me passer d'approvisionnements ni rester à cet égard, comme à tout autre, à la discrétion du gouvernement espagnol.

Le seul parti à prendre et auquel j'avais répugné jusque-là, était de former une administration française, et lui donner des magasins que les Espagnols seraient tenus d'approvisionner; cela eut lieu à la date du 1^{er} juillet.

En conséquence, le commissaire des guerres Augier, investi des fonctions d'ordonnateur, constitua ces administrations et s'entendit dès lors avec les autorités espagnoles en tout ce qui avait rapport aux subsistances et à l'exécution de mes ordres y relatifs.

Le premier effet de l'insurrection avait été de faire cesser tout revenu public. Les caisses se trouvaient épuisées, et l'intendant espagnol qui, outre son service courant, était requis de fournir les denrées avec lesquelles l'administration française devait commencer le service au 1^{er} juillet, ainsi que les approvisionnements de siège pour les forts et une somme assez considérable

pour la solde des troupes, s'adressa dans sa détresse au capitaine-général de la Catalogne, qui assembla une junta composée des premiers magistrats et des députés des ordres de la ville (Voyez pièce n° 1). Cette junta détermina de se servir d'abord de plusieurs dépôts publics, d'élever une contribution extraordinaire sur les citoyens les plus aisés de la ville, que le receveur de la ville fut chargé de percevoir; et, comme la rareté du numéraire commençait à se faire sentir, cette junta créa encore un hôtel des Monnaies, dont la direction fut confiée à une commission tirée des différents ordres de l'assemblée (Voyez pièce n° 2).

Au moyen de ces dispositions, l'intendant général effectua le 19 juin dans la caisse du payeur-général français le prêt de 300 000 francs pour la solde des troupes : mais il fut obligé, pour assurer les fournitures qu'il avait à nous faire, d'avoir recours à un marché d'entreprise qu'il passa avec une maison française établie à Barcelone. Elle exigea, entre autres garanties, celle du général et de l'ordonnateur français au nom de l'Empereur (Voyez le marché, pièce n° 3).

Pour suppléer à la rareté de la viande et sur la proposition de l'intendant espagnol et de l'ordonnateur, j'en fixai l'indemnité représentative à un réal par ration.

Comme toutes les dépenses, excepté la solde, devaient être à la charge du pays, j'exigeai que, pour celles dont l'administration française maniait les deniers, comme manutention, artillerie, etc., l'intendant ferait verser les fonds nécessaires dans la caisse du payeur général de l'armée; ce dernier en ferait recette, ainsi que des sommes que le pays fut en outre tenu de verser (Voyez le tableau des contributions levées d'après mes ordres, fourni avec ce mémoire).

Le 16 juillet, je partis pour ma seconde expédition sur Girone; elle dura un mois pendant lequel toute communication avec Barcelone était interrompue. J'avais confié cette importante place à la majeure partie de la division italienne et le commandement au général Lechi, dont la vigueur y était essentielle.

Pendant ce temps, le fournisseur, faute de paiement, avait abandonné son marché, tous les services étaient sur le point de manquer; les forts cessaient d'être approvisionnés et Barcelone était menacée. Le général Lechi crut, dans cette fâcheuse position, devoir recourir à la mesure extrême des otages; elle occasionna peut-être des motifs de plaintes et d'accusations, mais

produisit les ressources dont on avait besoin dans ce moment critique.

Je rentrai à Barcelone le 20 août; la mesure des otages avait cessé; elle avait accru les émigrations que les contributions de toute espèce, bien qu'elles fussent faites par les autorités du pays, occasionnaient sans cesse. Je menaçai les fugitifs par des proclamations de la saisie de leurs biens; je dus même, autant pour créer une ressource de plus que pour produire une véritable crainte, accomplir cette menace. Je nommai en conséquence (Voyez pièce n° 4) une commission qui fut chargée, avec l'intervention des autorités locales, de faire inventaire des objets laissés par les émigrés et qu'on employa dans les hôpitaux et autres établissements publics. Cette commission fut encore chargée de faire recette des amendes imposées aux émigrés qui rentraient, de leur rendre les objets saisis et de toucher les revenus des absents; elle a été mise en compte avec l'intendance espagnole; elle était tellement utile que le général Saint-Cyr, lorsqu'il me releva dans le commandement en chef, la maintint dans ses fonctions, quoiqu'elle eût alors déjà moins d'importance.

Barcelone était plus resserrée que jamais, l'insurrection générale était bien organisée dans toute l'Espagne et 15.000 hommes, majeure partie de troupes réglées, campaient à deux lieues de la place. Cet état de choses accrut la mauvaise volonté qui ajoutait aux difficultés que les autorités espagnoles avaient d'être obéies; il fallut employer la mise en état de siège pour que, dans cette extrémité, je prisse, supérieurement au capitaine-général, l'autorité toute entière, mais je le conservai dans ses attributions ainsi que l'intendant et la junte (Voyez mon arrêté de mise en état de siège, pièce n° 5)¹.

Je fis précéder cette solennelle déclaration par la déroute des camps retranchés qui menaçaient Barcelone.

Cette brillante expédition me rendit encore maître d'une assez grande étendue de pays. J'en profitai pour cantonner la moitié de mes troupes, pour faire des recherches de grains, au

1. Le comte Ezpeleta, alors capitaine-général, refusa de reconnaître l'autorité que me donnait la mise en état de siège et devint dangereux; je dus l'envoyer à la citadelle et je le remplaçai par le plus ancien lieutenant-général espagnol, M. le marquis de Vilalba.

M. d'Azanza, intendant général, se sauva quelque temps après; je donnai ses fonctions au plus ancien commissaire des guerres espagnol, M. de Clanet. (*Note de Duhesme*).

moyen desquels et de quelques magasins secrets saisis en ville, l'approvisionnement de la place fut assuré pour quatre mois, ce qui dispensa la junte d'acheter pour nous pendant les mois de septembre et octobre 1808.

Tous ces enlèvements de grains dans la ville furent l'objet de procès-verbaux dont une expédition fut remise aux particuliers non émigrés, pour leur secours.

Tous les versements dans les magasins ont constaté leur origine d'une manière précise, et l'ordonnateur doit mieux que moi fournir des renseignements sur cette matière.

Il pourrait encore donner sur le comité des subsistances, qui était une émanation de la junte et qui était présidé par l'intendant espagnol, des détails intéressants, parce qu'il assistait presque habituellement à ses séances pour le diriger à l'égard des besoins de l'armée. C'est ce comité qui passait les marchés, distribuait les fonds du receveur de la ville et en réglait les comptes.

Le service de l'armée avait été estimé 500.000 piécettes par mois : cette somme avait été en conséquence imposée sur les citoyens les plus aisés, mais les émigrations, la mauvaise volonté, même le manque de moyens de plusieurs contribuables rendaient la recette très difficile; les autorités espagnoles trouvaient trop dangereux pour leur sûreté personnelle présente et à venir de presser leurs contribuables par des moyens de rigueur; elles invoquèrent l'accomplissement de l'article 10 de mon arrêté de mise en état de siège dans lequel j'annonçais que des garnisaires français poursuivraient la rentrée des contributions.

Pénétré de la nécessité de cette mesure pour contraindre les retardataires, je pris l'arrêté (pièce n° 6) par lequel je nommai un commissaire aux contraintes près le receveur de la ville et organisai une compagnie destinée à ces exécutions.

Cette institution fit un bon effet et porta la rentrée des contributions à 300.000 piécettes environ; outre cela, les négociants de la ville furent forcés de prêter 300.000 francs au payeur de l'armée, qui leur donna des traites payables sur Perpignan.

Le 8 novembre, 20.000 hommes de troupes régulières et 10.000 paysans aux ordres de M. de Vivés replièrent mes canonnements; je montai à cheval et fis reprendre l'offensive à mes troupes, je battis et repoussai cette armée, quoique n'ayant avec moi que cinq à six mille hommes. Cette tentative m'en

annonçait d'autres et prochaines ; en effet, vingt jours après, je fus attaqué par les généraux Vivés et Reding réunis ; je savais à l'avance que ce dernier arrivait à marches forcées de l'Andalousie ; je dus, en prévoyant des circonstances aussi difficiles, apporter une nouvelle sollicitude pour les approvisionnements. Le fourrage devenait rare dans la place, les transports manquaient ; j'ordonnai aux corps de fourrager à l'extérieur et de faire rentrer en ville leurs approvisionnements, ce qui en produisit pour plus de deux mois, malgré les désordres inséparables d'une telle mesure ; elle procura en outre beaucoup d'autres denrées.

J'ordonnai que le clergé verserait à la junte 100.000 francs en monnaie ou argenterie et que cette somme serait exclusivement affectée à des achats de blé.

Par un arrêté (pièce n° 7), j'autorisai les non-contribuables à quitter la ville, les contribuables à la quitter après avoir payé d'avance quatre mois de leurs impositions, et j'exigeai qu'il ne restât que les supérieurs des couvents. Je prescrivis que ce qui se trouverait de comestibles à la douane entrerait dans nos magasins, et enfin que les bâtiments qui se trouvaient dans le port sans propriétaire, seraient mis à la disposition de l'ordonnateur *pour le chauffage des troupes*.

Toutes ces dispositions administratives étaient urgentes, l'ennemi se renforçait sans cesse et il était incertain que notre poignée de braves pût toujours résister au nombre. Le 5 décembre, le corps de Reding enleva la gauche de nos retranchements ; je quittai le lit qu'une maladie produite par la fatigue me forçait à garder ; je repris toutes mes positions à la baïonnette, et pour la troisième fois je rejetai loin des murs de Barcelone des armées qui prétendaient s'en emparer.

Enfin l'arrivée du général Gouvion-Saint-Cyr le 17 décembre pour prendre le commandement du corps d'armée, termine le second chapitre de ce mémoire.

Le général Saint-Cyr avait amené avec lui l'ordonnateur Rey ; le commissaire des guerres Augier, qui jusque-là en avait fait les fonctions, lui rendit ses comptes dans un rapport dont copie est ci-jointe (voyez pièce n° 8). Ce rapport entre dans les détails qui peuvent éclairer sur tout ce qu'on pourrait trouver d'obscur ; et, comme rapport sur l'administration, il a sur ceux que je pourrais faire le caractère authentique, puisqu'il est des fonctions seules des commissaires des guerres de rendre de tels comptes.

Le général Saint-Cyr ne changea aucune des dispositions qui avaient été prises sur l'administration militaire et civile, sur la police et les finances : il y ajouta seulement, un mois après, que les circonstances le permirent, le rétablissement des droits d'entrée, de ceux du fisc et d'autres tombés en désuétude pendant les événements précédents, ou supprimés par le comte Ezpeleta et la junte.

Troisième époque. (1^{er} janvier 1809 au 26 janvier 1810). — Elle commença à la fin de décembre ; le général Saint-Cyr prit le commandement en chef et me donna celui de la province.

L'ordonnateur Rey s'établit à Barcelone et succéda au commissaire Augier pour tout le service administratif et financier, avec cette différence qu'étant titulaire dans son grade, il prenait beaucoup plus sur lui ; je l'étais de mon autorité quand il la réclamait ; mais il était en rapport direct avec le général en chef pour tout le détail de son service. Ainsi, jusqu'au 1^{er} juin, époque du départ de cet ordonnateur, l'administration roula entièrement sur lui.

Au mois de mars, le général Saint-Cyr vint à Barcelone, exigea le serment des fonctionnaires publics ; le plus grand nombre s'y refusa. Il les fit arrêter et remplacer, tant en les désignant lui-même qu'en m'en chargeant ; par suite, il décida qu'il n'y aurait plus de capitaine-général espagnol et que ces fonctions seraient remplies par le commandant de la province ; il consolida et augmenta les attributions de la commission de police¹ et y maintint le sieur Casanova comme commissaire général (Voir l'arrêté du général Saint-Cyr, pièce n° 9). Enfin il renvoya devant les tribunaux du pays l'affaire du nommé Canton que je lui avais soumise.

A la fin de mars, le général Saint-Cyr repartit pour Gironne ; et depuis le défaut de communication, me privant de ses ordres, me replaça dans la position d'un commandant en chef.

Les fonctions de capitaine-général me rendirent président de la *Royale Audience*, de la junte et de toutes les administrations ; en cette qualité, j'ai dû recevoir et rejeter des requêtes de toute espèce, prendre en séance de junte générale plusieurs arrêtés

1. Cette commission, instituée autorité locale par l'acte de mise en état de siège, a rendu des services très importants qui ne peuvent être égalés par les torts, réels ou supposés, dont on peut l'accuser ; que l'on considère l'opinion et le caractère des habitants de cette ville de plus de cent mille âmes ! Et l'on verra si, à moins d'intérêts puissants, on y pouvait trouver des hommes dévoués à espionner les autres ! (*Note de Duhesme*).

essentiels qui sont consignés dans les registres de cette assemblée ; les plus importants sont ceux de l'emprunt forcé de 60.000 piastres (environ 300.000 francs) sur les plus riches contribuables ; l'établissement d'un impôt sur les maisons pour suppléer à la contribution personnelle, dont la longueur du blocus faisait chaque jour diminuer le produit ; un droit de 5 p. 100 sur la sortie des marchandises.

Toutes ces recettes étaient recueillies par les agents et par les caisses espagnoles sous la direction de l'intendant.

Comme je m'étais rendu maître de la campagne, dès que la moisson fut faite, je chargeai le commissaire ordonnateur de faire des réquisitions en blé et en orge ; les procès-verbaux ont constaté la rentrée d'environ 3.000 quintaux, ce qui augmenta nos approvisionnements. (Voir l'état donné par le commissaire, pièce n° 10.)

Il y avait dans les magasins publics des objets qui me furent présentés comme inutiles, tels que papier, soufre, vitres, etc. ; j'ordonnai à l'intendant général d'en disposer pour couvrir des paiements arriérés et se procurer de nouvelles ressources.

Les rentrées des denrées de réquisition furent effectuées dans les mois de juillet et août ; les marchés pour du grain qui se firent par la junte produisirent aussi près de 3.000 quintaux qui furent versés dans les magasins en septembre, octobre et novembre 1809.

En septembre, je dirigeai une expédition sur le couvent de Montalègre ; et j'y trouvai de telles ressources en vin que j'en fis entrer dans nos magasins près de 60.000 pintes, suivant l'état de l'ordonnateur (pièces déjà citées, n°s 9 et 10).

Conformément à l'article 13 de mon arrêté de mise en état de siège, l'intendant général espagnol avait fait dresser des inventaires notariés de l'argenterie des églises, vérification faite des inventaires antérieurs à l'arrivée des Français.

Au mois de novembre, les besoins du service m'obligèrent de faire entrer à la Monnaie toute l'argenterie des couvents, excepté ce qui était nécessaire au service du culte. Cette opération se fit sur les inventaires dressés cinq à six mois auparavant et par les soins des autorités espagnoles ; l'administration française n'y eut aucune part.

La plus grande partie de cette argenterie était encore à la trésorerie espagnole avant mon départ.

Toutes ces mesures avaient tellement augmenté nos magasins

et nos ressources qu'à la fin de décembre je calculais qu'elles pouvaient suffire pour attendre la moisson.

Artillerie. —

Sur la demande du capitaine-général, je dus prescrire au colonel Fabre de remettre une certaine quantité de bronze et de cuivre à la disposition de l'intendant général qui la réclamait pour des besoins urgents ; du reste je ne sache pas qu'il soit sorti autre chose en plus que les munitions de guerre consommées par les troupes.

Tout ce que l'on a recueilli en armes dans le désarmement du pays, ainsi que toute l'artillerie prise sur l'ennemi, a été mis aux arsenaux ; on a dû en faire sortir quelques armes pour le service des corsaires qui doivent les rendre.

Voilà donc à peu près le tableau succinct de mes opérations administratives ; je l'aurais étendu si, entre les procédés arbitraires que l'on a eu la coupable inconvenance d'exercer à mon égard à Barcelone, on n'eût pas eu celui de fouiller une malle où j'avais une partie de ma correspondance, et forcé mon secrétaire à livrer les registres et papiers qu'il avait à m'envoyer.

Au surplus, je répète que, à moins de faits personnels, les détails administratifs regardent les administrations et que ma responsabilité porte seulement sur les ordres que j'ai donnés. Mais ma première responsabilité était dans la conservation de Barcelone que j'ai dû garantir pendant deux ans, même ses dehors, tout en contenant sa tumultueuse population de 100,000 âmes au moins et repoussant des armées souvent quadruples et sans cesse renouvelées, quoique je n'eusse pendant la première année que dix mille combattants et la seconde cinq.

La force des circonstances a dirigé toutes mes mesures : si elles n'étaient justifiées par le succès le plus complet, je pourrais montrer que j'étais autorisé à les prendre par les instructions que j'ai reçues : je n'en citerai que deux pour faire connaître que l'Empereur lui-même sentait combien, dès le commencement des hostilités, ma position était difficile, hors de toute règle ordinaire, et qu'il a été satisfait de mes efforts¹.

.
[Arch. de la Guerre, 28 juillet 1810].

1. Suivent, en effet, la lettre de Berthier à Duhesme, Bayonne, 16 juin 1808, et celle de Clarke à Duhesme, Paris, 20 janvier 1810. Le document se termine par une Note sur l'expédition de Granollers du 21 janvier 1810 et par un Résumé relatif au voyage à Barcelone au cours de cette expédition.

VI

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS LEVÉES PAR ORDRE
DU GÉNÉRAL DUHESME ET DE LEURS EMPLOIS.

Année 1808.

État des recettes effectuées par le payeur de l'armée des Pyrénées-Orientales pendant l'année 1808, savoir :

Contributions de la ville de Mataró (arrêté de M. le général Duhesme du 24 juin 1808) :

	Piécettes.	
Versement du 27 juin (1 ^{er} acompte).	10.500	11.200 fr.
— du 6 juillet (2 ^e acompte).	3.427	3.655 fr. 45
— du 7 juillet (3 ^e acompte).	1.420 1/2	1.515 fr. 41
— du 13 juillet (4 ^e acompte).	6.177	6.584 fr. 68
		22.955 fr. 54

Observations. — Cette contribution fut frappée pour une somme de 200.000 fr. ; mais cette ville ayant souffert lorsqu'elle fut enlevée de force, les principaux habitants s'étant enfuis, on ne put en tirer que la somme ci-contre dans les différentes fois où l'on y pénétra ; on fut d'autant plus obligé de la ménager que c'était encore le seul endroit où les habitants ne fuyaient pas en masse à notre approche et que les troupes qui y séjournèrent à différentes fois y furent toujours nourries par les soins des habitants qui avaient resté (*sic*).

Contribution de 50.000 piécettes par mois à compter du 1^{er} juillet, imposée à la caisse de la province par arrêté de M. le général Duhesme du 21 août 1808 pour servir aux frais de manutention de divers services, etc. ; portée à 70.000 piécettes à compter du 1^{er} septembre, suivant sa lettre du 10 octobre de la même année :

Versement du 26 juillet . .	42.187 1/2 piécettes	44.971 fr. 87	
— du 7 août . . .	12.500	13.325 —	
— du 14 — . . .	12.500	13.325 —	
— du 25 — . . .	12.500	13.325 —	
— du 31 — . . .	10.000	10.660 —	
— du 30 septembre.	10.312 1/2	10.993 fr. 12	
— du 14 octobre. .	25.000	26.650 —	
— du 19 — . . .	45.000	47.970 —	
— du 30 — . . .	70.000	74.620 —	
— du 30 novembre.	45.000	47.970 —	
— du 15 décembre.	25.000	26.650 —	
— du 31 — . . .	70.000	74.620 —	
			405.079 fr. 99

Observations. — Dans le mémoire de l'administration de Barcelone, on donnera des détails sur cette caisse de la province ou de la junte.

Contribution sur les émigrés (arrêté de M. le général Duhesme du 29 août).

Versement du 27 septembre	45.000 fr.	} 86.904 fr. 19
— du 23 octobre	40.000 fr.	
— du 31 octobre	11.282 fr. 40	
— du 20 novembre	19.280 fr.	
— du 7 décembre (argenterie) . .	1.341 fr. 79	

Observations. — Pour arrêter l'émigration, le général Duhesme ordonna qu'aussitôt qu'il serait connu qu'un homme aurait quitté son domicile sans passeport en règle, on ferait mettre le scellé sur ses propriétés, meubles, effets et marchandises laissés par eux dans leur domicile; que ceux qui voudraient rentrer paieraient, outre leurs contributions arriérées, une amende qui était taxée par le commissaire de police, en conséquence des facultés de chacun. Ces sommes perçues par le receveur de la contribution des émigrés étaient versées dans la caisse du payeur général de l'armée.

Versement provenant de la vente des cuirs et peaux de boucherie de l'armée :		
Versement du 28 octobre	146 fr. 59	} 333 fr. 27
— du 31 décembre	188 fr. 68	
Versement de M. Polland pour droits sur la vente de la pacotille trouvée à bord d'un bâtiment capturé		
	1.594 fr. 20	
TOTAL GÉNÉRAL.		
	516.869 fr. 19	

Je certifie le présent état conforme à celui que m'a donné le payeur, et je déclare sur mon honneur n'avoir pas levé ni exigé d'autres contributions en argent que celles-ci mentionnées, et n'avoir pas connaissance que d'autres aient été levées pendant le temps que j'ai commandé le corps d'armée des Pyrénées-Orientales, ayant eu pour maxime de les faire toutes entrer dans la caisse du payeur général.

Le général de division, grand-officier de la Légion d'honneur.

EMPLOI DES DITES CONTRIBUTIONS

Le payeur général a dû rendre compte de ces recettes extraordinaires et de leur emploi au ministre du Trésor public; elles étaient particulièrement affectées au service extraordinaire mensuel dont voici la note :

1° Pour les dépenses de manutention de subsistances, achats d'ustensiles, entretien des magasins de la division française.

2° Aux dépenses des hôpitaux consistant dans les gages des sous-employés, achats de légers aliments, objets de consommation, blanchissage, frais de bureaux, etc.

3° Aux dépenses du parc de réquisition.

4° Aux dépenses du service actif des postes.

5° Aux dépenses du matériel de l'artillerie, du génie de la place et de l'armée.

6° Aux dépenses imprévues et celles secrètes du général en chef.

Les quatre premiers articles étaient payés sur ordonnance du commissaire ordonnateur, visées et approuvées par le général commandant en chef, et les deux autres sur ordonnances du dit général avec quittances des parties prenantes; aussi le commandant de l'artillerie et celui du génie ont dû rendre compte au ministre de l'emploi de ce qu'ils ont touché pour leur arme.

Quant au général Duhesme, il a touché sur ses quittances particulières les sommes suivantes :

74.209 fr. (sic)	{	7.309 fr. sur son mandat n° 45 pour dépenses secrètes juillet.		
		7.200 — — — 38 —	août.	
		3.500 — — — 89 —	septembre.	
		3.500 — — — 113 —	octobre.	
		42.800 — — — 115 —	pour rem-	

boursement de toutes les dépenses extérieures, frais de marine et de courriers, courses d'officiers et frais secrets faits par le général Duhesme et autres officiers généraux pendant les mois de mars, avril, mai et juin, que le général Duhesme avait fait avancer et dont il était responsable. Le général Duhesme a envoyé l'état de ces dépenses de quatre mois à S. E. le ministre de la Guerre et il en fournira un autre, si on le juge nécessaire.

Voici le budget de ces dépenses extraordinaires :

Pour tous les services administratifs de l'armée. . .	36.000 fr.
Pour le service de l'artillerie	10.000 —
Pour le génie	5.000 —
Pour celui de la marine	4.000 —
Réserve pour dépenses secrètes, extraordinaires ou imprévues du général en chef	45.000 —

L'état réel de ces dépenses doit se trouver au ministère du Trésor public, y ayant été envoyé par le payeur.

Année 1809.

Le général Duhesme, ayant cessé dès la fin de décembre 1808 les fonctions de général en chef, ayant été sous les ordres directs du général en chef Gouvion-Saint-Cyr, ne leva aucune contribution et n'eut plus d'influence sur la caisse du payeur de l'armée. Le général Saint-Cyr ayant continué d'imposer la même contribution de 70.000 piécettes à la caisse de la junta de Barcelone pour les frais extraordinaires de cette place, il s'en réserva la disposition et accorda au général Duhesme une somme de

1.000 francs par mois pour ses dépenses extraordinaires, que ce général toucha sur ordonnance du commissaire ordonnateur Rey et ensuite du commissaire Augier, à qui celui-ci, en quittant Barcelone au mois de juin, laissa les pouvoirs et la surveillance sur l'administration de Barcelone, que le général Saint-Cyr [lui] avait confiée.

Cependant le général Duhesme croit devoir indiquer les objets de recettes extraordinaires, faites par le payeur, qui sont à sa connaissance.

Le général Duhesme, ayant appris qu'un nommé Botter, mort sans enfants, avait laissé chez lui une somme considérable, avait ordonné au commissaire général de police de faire verser cette somme par les notaires qui faisaient l'inventaire de la succession chez le receveur de la junte. L'acte de dépôt de cette somme, consistant en 160.000 piécettes et beaucoup de *vales* ou billets d'État, fut constaté par des procès-verbaux des notaires, du receveur et du commissaire général de police. Le général Duhesme en ayant rendu compte au général Saint-Cyr, celui-ci fit verser le numéraire dans la caisse du payeur général de l'armée, pour servir à la solde des troupes.

Au mois de janvier 1810, le général Duhesme, désirant donner un acompte de solde aux troupes de la garnison de Barcelone, donna, sur les vives instances de la junte, la permission de laisser sortir du port 15 à 16 bâtiments de commerce qui y étaient retenus par un ordre du général Saint-Cyr, moyennant une somme de 37.000 francs que les propriétaires déposèrent chez le préposé du payeur à Barcelone et qui, dans la suite, furent employés à payer un acompte de quinze jours de prêt aux sous-officiers et soldats de tous les corps de la garnison.

Observations générales. — On ne doit pas regarder comme contributions les impositions directes et indirectes qui, en raison des services de l'armée et du service public espagnol, ont été ordonnées et perçues pour le compte du gouvernement espagnol par ses caissiers publics, ni un emprunt forcé de 45.000 piastres fait au mois de mai 1809 par un arrêté pris à la junte générale sous la présidence du général Duhesme qui, par ordre du général en chef Gouvion-Saint-Cyr, remplissait les fonctions de capitaine-général; il est parlé de toutes ces recettes dans le mémoire sur l'administration de Barcelone joint à cette pièce.

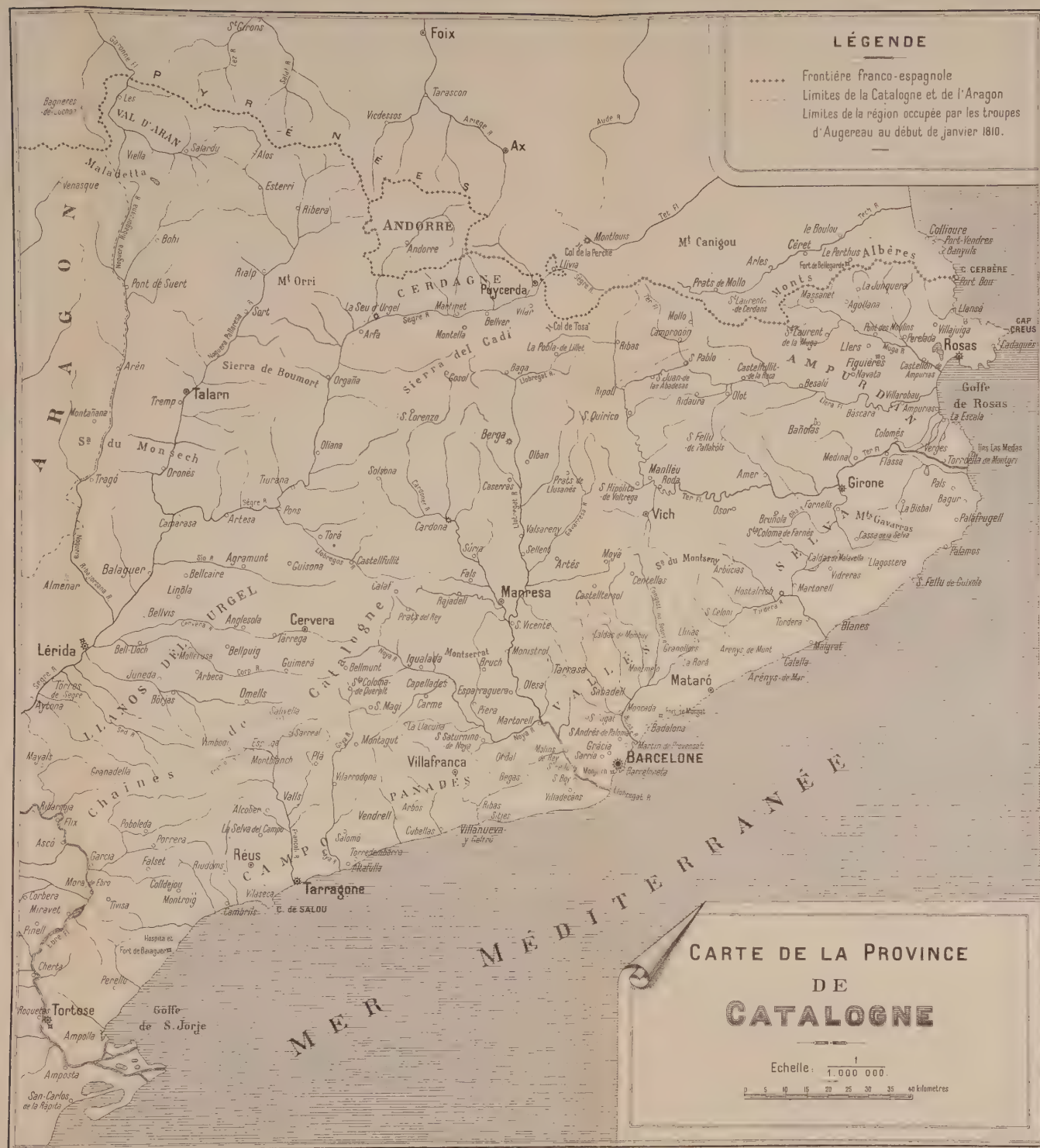
Note des emprunts faits par M. le général Duhesme, commandant en chef le corps d'observation des Pyrénées-Orientales, depuis son entrée en Catalogne, au mois de février 1808, tant à M. l'intendant de la dite province qu'au commerce de la ville de Barcelone pour subvenir aux besoins de la solde, savoir :

EMPRUNTS

REMBOURSEMENTS

1 ^o Versement de 100.000 fr. fait par M. l'intendant de la Catalogne à M. Augier qui a rempli provisoirement les fonctions de payeur.	Remboursé en numéraire à M. l'Intendant le 17 mars 1808, en vertu de la lettre de M. le général Duhesme du 16 du même mois.
2 ^o Versement fait le 19 juin par M. l'Intendant et par la junte du commerce de Barcelone, ci. 300.000 fr.	Remboursé les 14 et 27 septembre 1808 en vertu des lettres du général Duhesme des 14 et 23 du même mois, savoir :
Par M. l'Intendant. 152.800 fr.	A l'ordre de M. l'intendant. 152.800 fr.
Par le commerce . 147.200 —	— du commerce. . 147.200 —
Somme pareille . 300.000 fr.	300.000 fr.
3 ^o Versement fait par le commerce le 5 septembre de la somme de. 97.335 fr.	Remboursé le 22 octobre en traites sur Perpignan à l'ordre des divers négociants qui ont participé à ces deux versements.
4 ^o Versement par le commerce, 23 septembre. 100.000 —	
5 ^o Versement par le commerce, 10 octobre . . 100.000 —	

[Archives de la Guerre, 28 juillet 1810].



INDEX

[Pour éviter de donner au présent index des dimensions trop considérables, nous avons pris le parti de n'y pas comprendre : 1° les noms cités dans la *Bibliographie alphabétique* ; 2° les noms des lieux d'où sont datées les pièces citées dans les notes ; 3° les noms si fréquemment employés qu'ils se trouvent pour ainsi dire à chaque page : Berthier, prince de Neuchâtel ; Clarke, duc de Feltre ; Duhesme ; Napoléon ; *Barcelone* ; Catalans ; *Catalogne* ; *Espagne* ; Espagnols ; Français ; *France*.

Les noms de lieux sont en *italique*, les noms d'auteurs de travaux imprimés en PETITES CAPITALES.]

Abbaye (prison de l'), 383, 401.
Açores (îles), 430.
 Adhémar (d'), 391.
 Affre (l'abbé), 202.
Afrique, 207, 430.
 Agoult (gén^l d'), VIII.
Agullana, 411.
Aix (île d'), 77.
Alava (province d'), 34.
 Alban de Villeneuve, 10-16, 21, 213.
Albères (monts), 2, 5-7.
Alcala-de-Hénarès, XVI.
Alemtejo, 430, 431.
Algarve, 430, 431.
 Allègre, 413.
Allemagne, 89, 163, 165, 186, 375, 432.
 Allemands, 85, 89, 90.
 ALMIRALL, 8.
Almonacid, VIII.
 Alvarez (Mariano), 52, 110.
Amérique, 18, 19, 258, 261, 262, 303, 428-430.
Ampurdan, 2-7, 14, 43, 94, 98, 103, 107-112, 148, 173-176, 179-181, 190, 207, 208, 211, 281, 349-360, 384, 389. Cf. *Bas-Ampurdan*.
Amsterdam, 20.
 Andalou, 364.

Andalousie, VIII, IX, XVI, 102, 157, 449.
 Andréossy (gén^l), 373, 396, 397.
 ANDREU, XXXIII.
Ange (porte de l'), 74.
Angers, 391.
 Anglais, 33, 96, 159, 263, 291, 331, 332, 352, 380.
Angleterre, 21, 22, 25, 27, 30, 31, 35, 163, 214, 303, 361, 431.
 Anniquint, 315-318, 401, 402.
 Anselin, 419.
 Antonio (l'infant Don), 63.
Anvers, 373.
 Arabes, 372.
Aragon, VIII, IX, XV-XVII, XXXIV, 3, 6-8, 34, 72, 75, 101, 102, 108, 159, 166, 217, 239, 240.
 Aragonais, 9, 364.
 Arajol, 266.
Aran (val d'), 2, 24, 25.
Aranjuez, 36, 37, 59, 60, 215.
Arbos, 78.
 Arenas, 144.
 Argenton, VII.
Ariège (dépt de l'), 101.
 ARTECHE (GÓMEZ DE), XXXV, 26, 43-45, 50, 52, 72, 75, 86, 101, 105, 405, 422.

- Aspero, 314-321, 358, 401, 402.
Asturies, 166, 352.
Aiarazanas (les), 73, 307, 324, 330, 332.
 Atord, 144.
 Augereau, duc de Castiglione (marl), VIII, XII, XIII, XXVI, 40, 86-90, 94, 98, 99, 104, 109-112, 141, 145, 148, 179-183, 187, 194, 203, 207, 208, 235, 241, 270, 275, 276, 283, 284, 288, 344, 348-360, 363, 375-383, 389-399, 402, 405, 408-411, 418-421, 439, 443, 444.
 Augereau (génl), 381.
 Augier, commissaire des guerres, 117, 128, 142, 151, 204, 224-228, 243, 276, 280, 390, 401, 438, 445, 449, 450, 456, 457.
 Augier (génl), 80, 101, 351.
 AULARD (A.), 24, 417.
 Aulet (Salvador), 333, 337.
Autriche, 28, 38, 89, 95, 164, 186, 348.
 Autrichiens, 403.
 Avenay (génl d'), 371.
Avignon, 38, 398.
 Avril (génl), VIII.
 Azanza (d'), 10, 12, 13, 50, 211-217, 220.
 AZCARATE, 21.

Badajoz, 430.
 BALAGNY, XXXV.
Balaguer (col et fort de), 405.
 BALAGUER (V.), XXXVI, 15, 22, 52, 193, 339.
Bâle, 25.
Baléares (îles), 7, 25, 27, 102.
Bañolas, 111.
 Baraguey-d'Hilliers (génl), IX, XIX.
Barceloneta, 48.
 BARKHAUSEN, XXXIV, 90.
 Barreau, 299, 328, 393.
 Barret, 259.
Bar-sur-Aube, 401.
 Barthélemy, 25.
Bas-Ampurdan, 163.
Bascara, 111.
 Basques, 14.
Basques (provinces). Voir *Provinces Basques*.
 Bassas, 138, 259.
Basses-Alpes (dépt des), 77.
Basses-Pyrénées (dépt des), XXIV, 38.
 BAUMGARTEN, XXXV, 14-17, 26, 54, 405.
 BAUSSET (DE), XXXIV, 32, 37, 53.

Baylen, VI, XXXV, 83, 107, 370.
 Bayona, 397.
Bayonne, VI-X, XVI, XXIV, 23, 29-33, 37, 38, 53, 54, 65-72, 82, 115, 139, 160, 163, 216.
 Beauharnais (de), 23, 41-43, 46, 53, 54.
 Beaumont-Brivazac (de), 88, 145, 177, 178, 183, 235, 315, 317, 341, 358, 403, 414.
Beira (province de), 34.
Belgique, 401.
Bellegarde, 83, 283.
 Belliard (génl), VIII, 178.
Berg (grand-duché de), v, 85.
Berg (grand-duc de). Voir Murat (J.).
Berga, 105.
 Bergois, 86.
Berlin, 29-32.
 Bernadotte (marl), 110.
 BERNHARDI (VON), XXXV, 21, 25.
 Bertrand (génl), VI.
 Berwick (duc de), 9.
Besalù, 111.
Besançon, 420.
Besos, 4, 7.
 Bessières (génl), 99, 313.
 Bessières (marl), VI-VIII, 373.
 Besson, 397.
 Beurnonville, 26.
Bidassoa, 27.
Bilbao, 371.
Bisbal (la), 104, 441.
Biscaye (province de), VIII, 34, 173, 352, 353, 371.
 Blake (génl), IX, 167.
 BLANCH, XXXII, XXXVI, 18, 19, 22, 47, 75-79, 101, 123, 191, 261, 303, 339, 361, 381, 405, 422.
Blanes, 7.
 Blas d'Azanza, 69, 113, 118-120, 123, 130-135, 144, 220, 228, 238-242, 267, 447.
 Blasco, 299.
 Blondel, XXX, 10-13, 16, 17, 45-48, 53, 55, 60-65, 72, 74, 79, 87, 93, 99, 115, 135, 139, 142, 160, 185, 188, 190, 198, 201-203, 219, 235, 260, 280, 294, 295, 304, 313, 341, 342, 360, 361, 364-366, 379-381, 395, 396, 414-416.
 BOFARULL, XXXVI, 9, 10, 13, 17, 18, 135, 147, 191, 193, 339.
 Bonnet (génl), VIII.
Bordeaux, 20.
 Botter, 152, 267, 268, 273, 277, 456.
 Boucher, XXII.

- Bouches-de-l'Èbre* (dépt des), x, xxii, 10, 21, 213.
Bouches-du-Rhône (dépt des), 76, 77.
 Boudet (génl), 40.
Boulou (le), 24, 58.
 Bourbon (duchesse de), 398.
 Bourbons d'Espagne, vii, 1, 12, 21, 27, 29, 33-36, 65, 186, 284.
 Bourbons de France, 422.
 Bourdon, 401.
Bourgneuf, 39.
 Bourgoing, 19, 25.
 Boyé, viii.
 Bragance (maison de), 429, 431.
 Bransi, 144.
Brescia, 38.
Brésil, 428-431.
 BROTONNE (DE), xxi, 49, 58, 190, 400, 401, 417.
Bruch (le), 77, 78.
 Brück, 16.
 BRUNHES, 4.
 Brusi, 425.
Burgos, viii, 171.
 CABANÈS, xxxvi, 87.
 Cabarrus (C^{te} de), 47.
Cadaqués, 7, 181, 360.
Cadix, 41-44, 54, 215, 219.
 Cadore (duc de). Voir Champagne.
Caen, xiii.
 Calamini, 315, 316, 401, 402.
 Cambacérès, 30, 399.
 Campo-Alange (duc de), xvi.
 Campomanés, 15.
 Campo-Sagrado (marquis de), 424-425.
Campredon, 111.
 CANGA ARGÜELLES, 211, 214, 219.
 Canton (J.), 125, 138, 150, 152, 203, 245, 287, 296, 301, 304, 314-321, 330, 364, 379, 382, 383, 392-395, 398-402, 408-410, 420, 423, 424, 440, 441, 450.
 Canton (Vve), 154, 316-320.
Caracas, 282.
Cardedeu, 102, 108.
 CARDENAS, 6, 20.
Cardona, 29, 105.
 Carnot, 417.
 Carrion-Nisas, ix, 8, 54, 86, 89, 98-100, 104, 125, 127, 149-153, 177, 184, 189, 204, 279, 280, 294, 295, 303, 304, 310, 354, 355, 360, 364-369, 394, 397-399, 402, 411-413, 416-419, 423.
 Carthaginois, 7.
 Casanova, 93, 128, 129, 138, 142, 153, 172, 188, 191, 198, 199, 202-205, 252, 254, 265, 287, 294-305, 309-336, 340-343, 347, 357, 358, 366, 373, 376, 378, 383, 392-402, 412-415, 440, 441, 450.
Castelfolli, 111.
 Castiglione (duc de). Voir Augereau.
 Castillans, 8, 13, 17, 178, 364.
Castille, *Castilles*, xvi, 3, 6-9, 12, 13, 17, 28, 44, 47, 63, 67, 112, 159, 160, 211, 218, 433.
 CASTRO (DE), xxiii.
 Caulaincourt, 61, 371.
 Caux (génl de), 318, 400, 421.
Cavaillon, 76.
Cerbère (cap), 6.
Cerdagne, 2, 14, 24, 80, 101, 141, 282.
Cervera, 2, 11, 12.
 Cessac (C^{te} de). Voir Lacuée.
Cette, 360.
 CÉVALLOS (P.), ix, xxxiii, 36, 37.
 Chabot (génl), 85, 88.
 Chabran (génl), 23, 58, 59, 62, 75-78, 87, 95, 109, 144, 204, 311, 333, 335-337, 397, 398.
 Champagne, duc de Cadore, viii, xv, xxvii, 16, 17, 20, 29, 32-36, 41-47, 53, 60-65, 68, 69, 72, 74, 79, 80, 87, 135, 139, 160, 168, 185, 188, 201, 202, 295, 304, 361, 364, 379-381, 395, 396, 411-416.
 Championnet, 39, 40.
 Charles III d'Espagne, 12, 16, 18, 211, 213, 257, 271, 289, 355.
 Charles IV d'Espagne, ix, 9, 17, 25-28, 31, 32, 36, 41, 59, 60, 67, 68, 75, 112, 140, 163, 177, 180, 213-216.
 Chataux (génl), 401.
 Chauvelin (de), xi, xiv, xvii, 228, 240, 272, 413, 418.
 Chevalier, 228, 240, 272.
 CHUQUET (A.), xxxvi, 14, 15, 24, 91, 141, 314, 351.
Chypre, 7.
Citadelle de Barcelone, 45, 46, 50-52, 56, 74, 96, 105, 140, 193, 195, 303, 322, 325, 408.
 Clanet (P. de), 144, 146, 152, 154, 192, 193, 201, 205, 245-247, 274, 278, 365, 447.
 Clarós, 103, 107, 333, 338, 355.
 CLERCQ (DE), 27, 32, 93.
 Clermont-Tonnerre (de), 197.
Collioure, 96, 113, 190.

- Constantinople*, xvi.
 Conti (prince de), 398.
 CONTRERAS, 407.
Copenhague, xvi.
 CORBELLÀ, 20.
 COROLLEU, xxxvi, 9, 12.
 Cortada, 322, 323.
 Cosmao (contre-amiral), 96, 270.
Côtes-de-l'Ouest (armée des), 39.
 Couthon, 24.
 Cretet, 49, 84.
Cuenca, 371.

Danube (armée du), 77, 420.
 Darmagnac (génl), 50.
 Decaen (génl), ix, x, xiii, xiv, xvii, xix, xxvi, xxvii, 350, 414, 415, 418, 420.
 Deconchy, 391.
 Decrès, ix, xxii, 96, 190.
 Dejean, vi, xxvii, 31, 83, 84, 91, 92, 96-98, 160, 171, 399.
 Delcasso, 24.
 Delcros, 94, 227, 236, 244, 268.
 Delivanni, 346.
 Desaix, 314.
 DESDEVICES DU DEZERT, xv, xxxii, xxxvi, 40-43, 18-20, 211-214, 237.
 Doniez, 259.
Douai, 420.
Douro, 53.
 DRIAULT, 39, 169.
 DU CASSE, v, xxi, xxxiii, xxv, 159.
 Dudon, ix.
 Dufour, 143, 299.
 Dugommier, xxxvi, 14, 15, 24, 91, 141, 351.
 Dumerbion (génl), 76.
 Dupont, vi.
 Duran (Don Fr.), 178.
 Durand, 227, 269, 276, 391.
 Duroc, 27, 31, 32, 36.
 DU VERGIER, 337.

Ebre, 2-7, 23, 29, 33-36, 41, 135.
Égypte, 7.
Elbe, 30.
 Émeriau (contre-amiral), 113.
Erfurt, 401.
 Escotquiz, 29, 36, 37.
Escurial (l'), 60.
Espichel (cap d'), 430.
Esplanade de la citadelle, 51, 74.
 Esteve, régidor de Barcelone, 144.
 Esteve (J.), lieutenant du corrégidor de Figuières, 182.
Estramadure, 3, 6, 34.

Étrurie, 25, 27, 31, 32, 428-431.
 Eugène (le prince), 38, 61, 83, 85.
Evora, 430.
Evoramonte, 430.
 Ezpeleta de Veyre (le C^{te} d'), 23, 44-46, 49-56, 62-75, 80, 105, 113, 116-136, 140, 197, 217, 220, 221, 233, 237, 240, 242, 292, 293, 300, 348, 349, 427, 447, 450.

 Fabre, 370, 452.
 Ferdinand IV de Sicile, 27.
 Ferdinand VII d'Espagne, xvi, 18, 23, 29, 34, 42, 59-63, 138, 187, 241, 331, 425.
 Ferrater (de), 144, 193, 199-203, 279, 280, 334, 335.
 FERRER, xxix, xxxii, xxxiv, xxxvi, 17, 19, 46, 50, 52, 74, 78, 79, 87, 120, 121, 125-129, 132-135, 143-147, 153, 154, 171, 172, 184-188, 191-194, 198-202, 206, 221-223, 226, 228, 231, 233, 238-241, 252-256, 261, 262, 271, 272, 279, 292, 294, 299-303, 307-310, 314-320, 323-325, 329-334, 337-343, 346, 361-367, 393, 402, 406, 408, 424-427.
 FERVEL, 15.
Figuières, 23, 29, 43, 58, 80, 84, 94, 97, 105-107, 111, 112, 141, 173-182, 281, 283, 349, 351, 442.
 FISCHER, 3, 9.
 FISCHER (C. A.), 19, 22.
Flandre, 7.
Fluvia, 3, 111, 181.
Fontainebleau, 23, 31-36, 41, 93, 94, 428.
 Font y Closas, 290, 317, 393.
 Foresti, 76, 128.
 Fouché, x, 26, 27, 30, 403.
 Fouque, 390.
 FOURNIER, xxxii.
 FOY, xxxv.
France (île de), xiii.
 Franceschi, viii.
Francoli, 4.
Franconie, 141.
 Fréville, 158, 211-215.
 Frias, 193, 198.
 Fririon, 397.

 Gaddi, 335.
 Gaète (duc de). Voir Gaudin.
 Galceran, receveur de Barcelone, 223, 230, 231, 236, 252, 255, 256, 268, 274, 276, 433, 434.
 Galceran de Vilalba (marquis), 134.

- 135, 146, 154, 187, 191-193, 198, 205, 248-252, 318, 447.
Galice, vii, 166.
 Galicien, 364.
 Gallifa (le P.), 337.
 Ganteaume (vice-amiral), 96.
 Garriga (J.), 148, 161, 163, 174, 175, 178-183, 211, 281-284, 288, 349-351, 389.
 Gassó, 71.
 Gaudin, duc de Gaète, vii, 283, 360.
Gavarras (monts), 5.
 GAY DE VERNON, xxxvi.
 Gelabert (J.), 312.
 Gênes, 7, 403.
 Gennotte, 28.
 Gera, 416.
 Gérando (de), x, xi, xiv, xxviii, xxxvi, 172, 175.
 Gérard (gén^l), 400, 401.
Gibraltar, 431.
 Gilbert, 414.
Gironde (Corps d'observation de la), 31, 38, 417.
Girone, viii, x, xi, xvii, xviii, xix, xxvii, xxxiii, xxxiv, xxxv, 5, 12, 16, 17, 21, 29, 43, 48, 52, 75, 85, 89, 90, 98, 100, 104, 105-112, 123, 124, 141, 167, 175-177, 180-185, 207, 208, 223, 231, 293, 297, 355, 356, 368, 382, 389, 390, 396-398, 403, 411, 418-420, 439-442, 446, 450.
 Godoy, prince de la Paix, ix, 15, 21, 23-37, 42-46, 50, 53, 54, 59, 60, 214, 430-433.
 GÓMEZ DE ARTECHE. VOIR ARTECHE.
 Goossens (P. de), 71.
 Gossuin, ix.
 Gouvion-Saint-Cyr, viii, xxxiii, xxxvi, 40, 83-92, 95-100, 104, 108-110, 113-115, 136, 137, 148-154, 157, 160, 161, 167-176, 179-186, 189-198, 203-205, 210, 242-247, 258, 265, 268, 270, 274, 276, 287, 303, 309, 319-322, 331, 349, 352-355, 364, 374, 376, 397, 405, 418-422, 436, 438, 444, 447-450, 453, 456.
 Goya, 54.
 GRAHIT (Em.), xix.
 GRANDMAISON (G. de), xiv, xvi, xxiv, xxxv, 14, 16, 25-30, 35, 43, 60, 67, 80, 139, 160, 397, 416, 417.
Granja (la), 215.
Granollers, 359, 377, 378, 452.
 Grassot, 266, 392.
Grenade (Haute-Garonne), 144.
 Grobert, 379, 390, 419.
Gaudiana, 430.
 Guillot (gén^l), 86.
 Guinard, 141, 150, 151, 205, 318, 407, 410, 420, 422.
Guipuzcoa, viii, 25, 34, 37.
Hainaut, 39.
Hambourg, 20.
Hanovre, 30.
Haute-Catalogne, 172, 183, 208, 351.
 Hédouville, viii.
Helvétie (armée d'), 77.
 Henriod (gén^l), xxxiv.
 Hion, 379.
Hollande, xvi, 141, 214, 215, 373.
Hospitalet, 346.
Hostalrich, 105, 111, 355, 377.
 HOUSSAYE (H.), 401.
 Husson, 146.
Ibérie, 28.
Iéna, 29.
Igalada, 18, 109, 244, 311.
Indes espagnoles, 18, 21, 115, 164, 213, 430.
 Infantado (duc de l'), 171.
Irlande, 26.
Italie, 39, 40, 74-77, 125, 169, 171, 379, 428. Armée d'Italie, 420.
 Italiens, 38-41, 51, 62, 79, 83, 86, 145, 230, 343, 344, 352, 376.
 Izquierdo, ix, 25-28, 31-37, 53, 428-433.
 Jayme 1^{er}, 7.
Jaca, 29.
 Jérôme (le roi), 37.
 Joseph (le roi), v-ix, xv-xvii, xxiv, xxxiii, xxxv, 33, 36, 37, 57, 58, 67, 81, 85, 88, 95, 112, 115-118, 131, 135-140, 144, 148, 156-197, 200, 203, 205, 221, 222, 226, 233, 271, 277, 281, 284, 295, 341, 349, 363, 370-374, 386, 417, 435.
 Jourdan (mar^l), viii, 160, 161, 164-168, 172, 178, 195.
 Jovellanos, 15.
 Julia, 314-317, 402.
 Juliol (de), 144.
 Junot, vi, 26, 37, 93, 417.
Junquera (la), 111, 112.
Kehl, 400.
 Kellermann (gén^l), viii, 172.
 KIRCHSEISEN, xxi, xxxi, 419.
 Kléber, 39.
LABORDE (C^{te} A. de), 4-14, 15, 49.
 Lacépède, 25-28.

- Lachaise, 234, 235, 279, 391, 392.
 Lacombe-Saint-Michel (gén^l), 187, 276, 358, 362, 381, 393, 394, 401, 402.
 Lacoste, vi.
 La Croix de Caudilhargues (de), 416.
 Lacuée, comte de Cessac, viii, ix, xiv, 48, 91-93, 401.
 La Ensenada, 311.
 LAFFAILLE, xxix, xxxiv, xxxvi, 40, 47-49, 70, 87, 93, 96, 99, 105, 114, 117-123, 127, 129, 134, 140-146, 151, 191, 220, 292, 301-308, 318, 333, 340, 348, 367-370, 400, 402, 405-408, 410, 419-424.
 La Forest, ix, xiv, xvi, xxiv, xxxiii, xxxv, 67, 69, 80, 139, 144, 160, 161, 168, 182, 197, 211-215.
 LAFUENTE (M.), xxxiv, 26-28, 37.
 Lannes, 108.
 Lansac, 235.
 La Palice, 111.
 Lapasset, 267, 390.
 La Pierre (abbé A. de), 247.
 La Romana, 30, 352.
 Las Casas (B.), 299, 346, 393.
 Las Cases, 175, 179.
 Lastortras, 339.
 Latour, 46, 421, 424.
 La Tour-d'Auvergne (rég^t. de), 356.
 Latour-Polastron, 414.
 Lautrec (X. T. de), 142, 146, 177, 204, 281, 294, 310, 413, 418.
 Lavallette, 61.
 Lazan (marquis de), 102.
 LECESTRE, xxi, 56, 58, 61, 94, 110, 113, 137, 165, 171, 197, 370, 371-374, 396, 417.
 Lechi (Faustin), 38.
 Lechi (gén^l Joseph), viii, xi, xxxvi, 38, 39, 46-48, 51, 65, 69-70, 79, 81, 87, 88, 95, 107, 115, 122-130, 138, 142, 174, 178, 203, 204, 221-223, 237, 239, 287, 290, 293-323, 326-331, 340, 366, 376, 378, 382, 383, 393-398, 401-403, 406, 407, 419, 422, 423, 446.
 Lechi (T.), 39.
 LEFEBVRE (A.), xxxv, 28, 35.
 Lefebvre (mar^l), 371.
 Le Hoder, 187, 275, 276, 390.
 Lemarquand, 109.
 Léon, ix, xvi.
 Lérída, x, xxii, xxxiv, 3-6, 12, 29, 68, 72, 75-77, 101, 105, 360, 418.
 Lima (C^{te} de), 87.
 Limagne, 4.
 LIPP, 19.
 Lisbonne, 26.
 LISSONI, xxxii.
 Llobregat, 3, 4, 7, 78, 79, 108.
 Llordella, 266.
 Llorente, 36. Cf. NELLERTO.
 Loison (gén^l), 40.
 Lonja de Barcelone, 365.
 Louis (le roi), 36, 37.
 Louis XIII, 36.
 Louis XIV, 35, 36.
 Louisiane, 25.
 Lucien Bonaparte, 28.
 Lucques, 403.
 LUMBROSO (A.), v, xxxiii, 39, 403.
 Lupia (marquis de), 71.
 Luppé (de), xiv, xxi, 227, 237, 254, 266, 415, 420, 422.
 Lusitanie septentrionale, 430, 431.
 Lusitanique (confédération), 430.
 Lützow, 416.
 Lyon, 19, 38, 40, 225, 291, 292, 379.
 MAAG, 76.
 Macdonald, duc de Tarente, viii-ix, xii-xiv, xvii-xxi, xxvi, xxxiv, 88, 93, 104, 108, 176, 177, 267, 350, 358, 394-397, 401, 402, 411, 415-418, 421, 423.
 MADELIN, x.
 MADOZ (P.), 9.
 Madrid, viii, ix, xv, xvi, xxxiii, 9, 10, 23-32, 36-38, 41, 42, 45, 49, 53, 60-64, 67, 68, 80, 93, 101, 113-117, 139, 148, 158-163, 168-172, 179, 181, 190, 196, 215-218, 270, 365, 372, 373, 431, 432, 445.
 Maëstricht, 39.
 Majorque, 126.
 MALDONALDO, xxxv.
 Manresa, 4, 18, 75-77.
 Mantoue, 88.
 MARBOT, 149.
 Marescot, 58.
 Marie-Louise (l'impératrice), 35.
 Marinelli, 235.
 Marmont, ix.
 Marseillais, 7.
 Marseille, 20.
 Marti (de), 144.
 MARTIN, vi.
 Martin (le gén^l), 351.
 Mas (R.), 339.
 Massa (duc de). Voir Régner.
 Massana (J.), 333, 337.
 Masséna, ix, xiv.
 MASSON (FR.), 89, 197.

- Mataró*, 5, 18, 44, 45, 48, 68, 78, 79.
 106, 138, 244, 259, 316, 317, 320,
 348, 349, 406, 453.
Mathieu (Maurice), 177, 183, 237, 266,
 362, 421, 423.
MAYER (J.), xxxv, 21, 26-28, 54.
Mazarin, 21.
Mazzuchelli (gén^l), 111.
Medinabeytia, 172, 191-194, 198-203,
 254, 265, 334, 338, 341.
Medinaceli (duc de), 171.
Méditerranée, 3, 7.
Mendieta, 193.
Meneval, 35.
Menou, 373.
Merced (couvent de la), 237 239.
Metternich (prince de), 28.
Metz, 420.
Mézières, 369.
MICHAUD, 40, 407, 416.
Milan, 38, 314.
Milhaud, 24.
Milossevitz, 128.
MIOT DE MÉLITO, xxxv, 196.
Miret y Sans, xxxiii.
Miséricorde (maison de la), 268, 277.
Molin, 294, 295, 330, 441.
Molins-de-Rey, 79, 102, 108, 109, 309.
Mollien, vii-ix, xxvii, 49, 82, 94, 95,
 120.
Mombelli, 202, 361, 362.
Moncey, 82.
Mongat, 338.
Monjuich de Barcelone, 44-46, 50-52,
 55, 96, 105, 114, 191-195, 230, 256,
 291, 303, 311, 316, 322, 325, 332,
 333, 382, 394, 408, 440.
Monjuich de Gironne, 105.
Montalègre (couvent de), 270, 451.
Montalivet (de), xi, xvii, xxii, xxviii,
 xxix, 11, 20, 161, 163, 172, 175, 413.
Montblanch, 2.
Montereau, 400, 401.
Montesquieu, 201.
Montfort (les frères), 311, 313, 410.
Montjouy. Voir *Monjuich*.
Montluc, 207, 404.
Montpellier, 89, 152, 380, 381, 395,
 416.
Montseny, 2, 5.
Monserrat, 2, 6, 77. Dép^t du —, x,
 200.
Moreau, 39.
Morell, 315, 358, 401.
Morio (gén^l), 84, 85, 90.
Mortier (mar^l), viii, 84, 168.
Mougenot, xiii.
Mouton, vi.
Muller (gén^l), 391.
MURAT (C^{te}), 53.
Murat (J.), grand-duc de Berg, puis
 roi de Naples, v-vii, xiii, xxxiii,
 23, 33, 36-39, 48-50, 53-69, 74-76, 82,
 89, 112, 113, 117, 119, 147, 169,
 171, 211, 215, 216, 220, 242, 403.
NAPIER, xxxv.
Naples, xvi, 39, 40, 85, 169, 171, 403.
Napolitains, 38, 39, 48, 51, 56, 65,
 73, 74, 85-90, 293, 305, 403.
Navarre, viii, xvi, 34, 37, 44, 47, 173.
 212, 253, 371.
Navarro, 332, 337.
NELLERTO, xxxiii, 36, 37. Cf. *Llorente*.
Neuve (porte), 74.
Ney (mar^l), vii, viii.
Nicolas (gén^l), 379, 396.
Noailles (de), 95.
Nogent-sur-Seine, 401.
Noguera, 1.
Nuestra-Señora-do-Cabo, 430.
O'Farrill (gén^l), vii, 80.
Oléron (île d'), 77.
OLIVER (B.), xxxvi.
Ollivier, 234, 235, 264, 265, 266, 279,
 280, 392, 393.
Olot, 5, 18, 111, 442.
OMAN (Ch.), xxxv, 53, 92, 101, 102,
 107, 123, 405, 422.
Ordonneau, 72, 141, 346, 391.
Osma (J. de), 50.
Oubril (d'), 27.
Paix (prince de la). Voir *Godoy*.
Palacio (marquis de), 102.
Pals (étang de), 282.
Pampelune, 29, 50, 53.
Panadés, 3.
Pardo (le), 32, 158.
Paris, xvi, 19, 25-31, 36, 37, 115,
 139, 159, 190, 253, 295, 299, 314, 379-
 381, 393-397, 401, 402, 407, 408, 411-
 414, 417-419.
Pâris, 420, 421, 424.
Pasajes, 27, 32.
Pasquier, 29, 32, 34, 402.
Pau, xxiv.
Pelet de la Lozère, x, xi, xxii, xxiii,
 379, 399.
PELLA Y FORGAS, 9, 12.
Pelletier, 49, 114, 125, 146, 161, 175,
 179, 181, 194, 201, 202, 206, 212,
 219, 220, 223, 230, 231, 234, 235.

- 242, 248, 252, 255, 259, 264-269, 272-274, 276, 280-282, 284, 294, 297, 306, 310, 312, 324, 332, 350, 382, 389-394, 399, 402, 411-413.
 Penot, 92, 229, 249.
 Pérignon, 25.
 Perpignan, XI, XVII, XXVII, 38, 41-45, 58, 59, 82, 85, 86, 90, 94, 106, 109, 110, 120, 132, 160, 175, 176, 182, 222, 227, 283, 353, 354, 377, 379, 412, 413, 448, 457.
 Philippe V, 9, 13, 66, 102, 213, 357, 431.
 Philippines, 215.
 Pi (Léopold), 299.
 Pi y Arimon, XXXVI, 9-13, 18, 19, 219, 288, 290.
 Pino (génl), 19, 83, 85, 91, 98, 99, 104, 111, 164, 244, 350, 360.
 Pochard, 419.
 Poitiers, 53.
 Polland, 454.
 Pologne, 80.
 Polotsk, 412.
 Ponsoni, 316.
 Pont-de-Capmagne, 111.
 Pont-des-Moulins, 111.
 Pont-sur-Yonne, 401.
 Porta, 354.
 Porte, 105, 128, 141, 142, 228, 303, 313, 374, 406.
 Portet (J.), 339.
 Portugais, 37.
 Portugal, VI-IX, 23-38, 95, 166, 417, 428-432.
 Pou (J.), 331, 337.
 PRADT (DE), XXXIII, 29, 34, 37.
 PRENTOUT, XIII.
 Provana, 332, 333, 337.
 Provinces basques, 37, 159, 166, 173, 212.
 Prusse, 27, 30.
 Puig (Th.), 16, 148, 176-183, 207, 208, 281.
 Puycerda, x.
 Pyrénées, 1-6, 23, 28, 29, 38, 62, 431.
 Légion des —, 141.
 Pyrénées-Orientales (dépt des), XVII, 24, 38, 80, 88, 101, 283, 351, 376, 377. Armée des —, 141, 351. Division des —, 23, 57, 82, 91, 244, 420. Corps d'armée des —, 70, 75, 77, 87, 93, 96, 105, 114-117, 122, 127, 140, 220, 292, 301, 307, 318, 349, 367, 370, 374, 405, 419, 422, 453, 454.
 Quesnel (le génl), 38.
 Rafols (B.), 79.
 Rambla de Barcelone (la), 70, 291, 299, 329.
 Ramon (de), 144.
 Raynal, 144, 230-232, 250-256, 265, 279, 280, 391.
 Ré (île de), 77.
 RECLUS (É.), 9.
 Reding, 101-104, 109, 449.
 Régnier, duc de Massa, 402.
 REHFUES, 19, 34.
 Reille (génl), VII, XII, XXVI, 82-88, 91, 97, 98, 104-110, 114, 115, 141, 157, 172, 175, 176, 180, 359, 368.
 Rémusat (M^{me} de), 34, 36.
 Renouard, 379, 412, 413.
 Réus, 5, 104, 190, 244, 261, 418, 441.
 Revert, 393.
 Rey (le génl), 92, 98, 99, 104, 109, 150-153, 161, 167, 173, 179-182, 190-196, 204, 244, 245, 270, 284, 319-322, 356, 379, 381, 390, 397.
 Rey (l'ordonnateur), 92, 93, 96, 97, 151, 152, 160, 171, 183, 184, 190, 199, 204, 207, 245, 253, 260, 265, 274, 282, 283, 322, 338, 350, 401, 437, 438, 449, 450, 456.
 Rhin (armée du), 39, 77. Confédération du —, 85, 90, 430.
 Ric (D. Maria), 407.
 Riera (dames), 311, 392.
 RIERA (RICORT G.), 79.
 Rio-Frio, 196.
 Ripoll, 18, 111.
 Ritay, 82.
 Robespierre, 178.
 Rohault de Fleury, 421, 424.
 Rome, 20.
 Ros (de), 323, 327.
 Rosas, VII, 2, 29, 66, 96, 105, 108, 111, 175, 181, 190, 360, 438.
 ROSSEEUW-SAINT-HILAIRE, XXXIV.
 Rothière (la), 400.
 Rouen, 395, 407.
 ROUSSEAU (FR.), XXXVI.
 Rousseau (J.-J.), 201.
 Roussillon, 2, 24.
 Rovigo (duc de). Voir Savary.
 Rovira, 103, 355.
 Ruga (M^{me}), 314.
 Russie, IX, 27, 32, 186.
 Sagarra, 299, 314-321, 401, 402.
 Saint-Cloud, 418.
 Saint-Cyr-Nugues, XXXIV.

- Saint-Dizier*, 400.
Sainte-Madronne (porte), 261, 262.
Saint-Germain (gén^l), vi, vii, 111.
Saint-Ildefonse, 22, 196.
Saint-Laurent de la Muga, 24, 334.
Saint-Narcisse (hussards de), 102.
Saint-Sébastien, 27, 29, 53.
Salou (cap de), 2.
Sambre-et-Meuse (armée de), 39.
San-Boy, 79.
San-Carlos (banque de), 215.
San-Carlos (fort de), 70.
San-Carlos de la Rápita, 7.
San-Celoni, 377.
San-Cugat, 346.
San-Fernando (fort), 104, 111, 175.
San-Lorens de la Muga. Voir *Saint-Laurent*.
San-Pedro de las Puellas (église de), 307.
San-Pere-Pescador, 163.
Sans (F.), 202, 337, 367.
Santa-Clara (C^{te} de), 44.
Santander, viii, 157.
Saône-et-Loire (dépt de), 405.
Sapey, 28.
Saragosse, vi, viii, 69, 110, 417, 445.
Sardaigne, 7.
Sarria, 346.
Savary, duc de Rovigo, vi, x, xi, xiv, xxi, xxii, 26, 29, 35, 88, 115, 145, 178, 183, 235, 315, 317, 358, 379, 380, 395, 397, 400-403, 412-414.
Savoie, 6.
SCHEPELER, xxxiv.
SCHMIDT (Ch.), v, x, 86.
Schænbrunn, 205.
Schwartz (gén^l), 75-79, 128.
Scipion, 207, 404.
Sébastieni, viii.
Ségovie, 196.
Sègre, 1-3.
Seine (dépt de la), 138, 395, 402.
Selva, 3.
Sens, 401.
Serrurier (mar^l), 399.
Servan, 25.
Seu-d'Urgel (la). Voir *Urgel*.
Séville, 36, 432.
Sèvres, 417.
Sichar (P. de), 126, 128.
Sicile, 6, 7, 27.
Sienne, 207.
Simancas, xv, xvi, 115, 181.
Siscé-Bressol, 90.
Soissons, 420.
Solano (de), 432.
Soler, 198, 310.
Soleure, 76.
SOREL (A.), xxxv, 25, 28, 35.
Soria, 157.
Soubrany, 24.
Souham (le gén^l), 83, 84, 91, 99, 111, 189, 355, 356, 377.
Soult (le mar^l), vii-ix, xiv, 168.
Stadion (C^{te} de), 28.
STAFF (VON), 16, 21, 52.
STENDHAL, 38.
Strasbourg, 165.
Strogonof, 27.
Suchet, viii, ix, xiv, xvii, xxxiv, xxxvi, 108, 167, 421.
Suisses, 65, 78, 84.
TAINE (H.), xxii.
Talavera, viii.
Talleyrand (Ch.-M. de), 23, 27-37, 54, 432, 433.
Tallien, 14.
Tarente (duc de). Voir *Macdonald*.
Tarragone, 3, 5, 12, 16, 17, 29, 62, 68, 75-78, 98, 101, 105, 108, 109, 167, 184, 186, 261, 322, 396, 426.
Ter, 2-6, 107-111. Dépt du —, x, 164.
Tercères (îles), *Terceira*, 430.
Thiébauld (gén^l), viii.
Thouvenot (gén^l), viii.
Tilsit, 31.
TITEUX, xxxv.
Tordera, 7.
TORENO, xxxv, xxxvi, 45, 52, 105, 356, 422.
Tortose, 18, 29, 72, 105, 108, 167.
Toscane, 373, 403.
Toscans, 84, 85.
Toulon, 96, 113.
Toulouse, 77, 414.
Tournon (de), 45, 53.
Tras-los-Montes (province de), 34.
TRATCHEVSKY, 16, 22.
Trilla, 361, 362.
Trinité (fort de la), 105.
Trinité (île de la), 431.
Truguet, 25.
Tyrol, 371.
URANX d'Amelin, 87, 136, 144, 146, 155, 156, 192, 193, 198, 199, 203, 254, 327, 379.
Urgel, 29, 105, 441. Plaines d' —, 2-4.
VACANI, xxxiv, 51, 54, 59, 104, 127.
Valaisans, 84, 86.

- Valençay*, 35.
Valence (Drôme), 90.
Valence (Espagne), IX, XVI, 2, 7, 54.
 69, 72, 75, 82, 445.
Valenciens, 9, 364.
Valladolid, VIII, 53.
Vallés, 3, 97, 227, 270.
Valls, 109, 185, 190, 244.
Vandeul, 30.
 VAUGHAN, 407.
Vega (J. de), 71.
Venasque (port de), 418.
Vendée, 359.
Vendrell, 78.
Venise, 7, 38.
Verdier (le gén^l), 86, 89, 90, 99, 100,
 110-112, 172, 175-180.
Vernay, 279, 280.
Viala (le gén^l), 179.
Vich, 12, 18, 61, 98, 109, 111, 190,
 195.
Victor (le mar^l), VIII, 168, 409.
 VIDAL DE LA BLACHE, 9.
Vieille-Castille, IX, 34, 37, 166.
Vienne (Autriche), 32, 38, 341, 373.
Vieusseux (de), 165, 399.
Vignes, 234, 235, 279, 393.
Vilalba (le marquis de). Voir Gal-
 ceran de Vilalba.
Villafranca-del-Panadés, 17, 78, 104,
 151, 152, 190, 244-246.
Villanueva y Geltrú, 104, 244.
Villel (marquis de), 123.
Villeneuve (de). Voir Alban de Vil-
 leneuve.
Vivés, 102, 107, 108, 303, 306, 448,
 449.
Voltaire, 201.
Wallonnes (gardes), 136, 140, 185,
 187.
Waterloo, 401.
Westphaliens, 85, 89, 90.
Wimpfen (rég^t de), 62, 75, 76.
Witte (de), 143, 144, 155.
Yeu (île d'), 77.
Ysart (J-A.), 71.

Vu, le 8 décembre 1908.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	I
INTRODUCTION. — REVUE DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :	V

CHAPITRE PREMIER

LA CATALOGNE EN 1808.

I. Description de la Catalogne ; le relief ; les plaines et la dépression longitudinale. Le climat ; l'irrigation. Les paysans et l'agriculture ; les productions. La côte et la vie maritime. La race catalane ; son activité, ses aptitudes commerciales et industrielles ; son amour de l'indépendance. — II. La dynastie des Bourbons et la Catalogne : œuvre de centralisation absolutiste. Les institutions provinciales. Le capitaine-général, l'intendant, les tribunaux, les administrations municipales : tendances à l'assimilation. Les impôts, le droit : restes d'autonomie. Les sentiments particularistes : leur décadence. Indifférence pour les idées de réformes. Influence profonde du clergé. Les Catalans et la France. — III. Etat économique de la province. Charles IV et le libre commerce avec les Indes. Rapide développement du commerce et de l'industrie. Prospérité de Barcelone. Situation relativement supportable des paysans. Mauvais résultats économiques des alliances franco-espagnoles. La France détestée en Catalogne. 4

CHAPITRE II

LES CATALANS ET L'INTRUSION FRANÇAISE

I. Les idées d'annexions dans la région pyrénéenne sous la Convention. Leur abandon total par le Directoire. Attitude de Napoléon jusqu'en 1806 ; la question du partage du Portugal. Changement dans les dispositions impériales (nov. 1806). Les préparatifs d'invasion. Le traité de Fontainebleau. Le projet sur les provinces comprises entre l'Ebre et les Pyrénées. Talleyrand et la Catalogne. — II. Organisation de la division d'observation des Pyrénées-Orientales : sa composition. Le commandement en chef confié à Duhesme. Passé de ce général. Les instructions de l'Empereur. La cour de Madrid avertie après coup. Beauharnais et Godoy. — III. Entrée des Français en Catalogne et à Barcelone. Le comte d'Espeleta. Son indécision et sa faiblesse complaisante. Irritation et inquiétude des Catalans. Surprise des

forts de Barcelone. Optimisme de Murat et de l'Empereur. Occupation du fort de Figuières (février-avril 1808). — IV. La division Chabran. Effet produit par la chute de Godoy, et détente momentanée. Effet désastreux de la non-reconnaissance de Ferdinand VII ; opportunité de l'arrivée des renforts ; rixe générale. La tranquillité provisoirement rétablie ; contre-coup du 2 mai et des événements de Bayonne. — V. Confiance de Murat ; son décret rendant aux Catalans le droit de porter des armes. Symptômes de révolte et nouveaux empiètements des Français (mai 1808). Timides remontrances d'Ezpeleta. — VI. L'insurrection. Troubles à Barcelone, et mesures rigoureuses de Duhesme. Les premiers combats ; pillages, incendies et atrocités. Soulèvement de presque toute la province. Les Catalans mal disposés pour le nouveau régime par les actes des Français de février à juin 1808 23

CHAPITRE III

LES NÉCESSITÉS MILITAIRES ET LE GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Les troupes impériales en Catalogne. Bataillons hétérogènes et contingents étrangers ; faible valeur et indiscipline de ces derniers. Insuffisante organisation matérielle ; rareté des envois de vivres et d'argent, et nécessité de « vivre sur le pays ». Influence des vices internes de l'armée sur le gouvernement et sur l'administration des régions occupées. — II. Les forces et la tactique des insurgés. Troupes de ligne, somatènes, miquellets. La guérilla et ses résultats. Les cruautés ou les rigueurs des combattants. Les sièges. Les grandes lignes de la guerre en 1808 et 1809. Faible étendue de la zone occupée et gouvernée par les Français. — III. Incertitudes sur la source et la nature de l'autorité en Catalogne pendant l'insurrection. Les instructions impériales du 16 juin : leur caractère exclusivement pratique. Absence d'instructions émanées du roi Joseph. Les besoins de Duhesme et leur influence sur la constitution du gouvernement improvisé. — IV. Duhesme et les autorités provinciales espagnoles : tentative de collaboration (juin-juillet 1808). — Formation de la junte des autorités. Les exigences de Duhesme : inertie et impuissance des fonctionnaires espagnols. Résultats insuffisants du système de la collaboration. — V. Le commandement de Lechi (juillet-août 1808). Les rigueurs de ce général ; les otages ; les résultats pratiques. Retour de Duhesme (20 août 1808). Changement progressif dans son attitude vis-à-vis des autorités locales. L'arrêt de mise en état de siège (13 septembre 1808) : but, caractère et conséquences de cet acte. Destitution et remplacement du capitaine-général. — VI. Le gouvernement de Duhesme : sa nature juridique mal définie, son caractère rudimentaire, son but limité, son activité fiscale et policière. Emigration des fonctionnaires espagnols, rarement remplacés : effacement et inaction des autorités espagnoles restées à Barcelone. Leur rôle restreint par les nouvelles administrations 81

CHAPITRE IV

LE ROI JOSEPH ET LE GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Duhesme nommé commandant de la Catalogne par Gouvion-Saint-Cyr (décembre 1808) et ostensiblement chargé du gouvernement. Interventions rares mais importantes de Saint-Cyr dans les questions administratives. Adoucissement passager du régime et retour à l'administration normale ; tendance à préparer l'établissement de l'autorité du roi Joseph

(décembre 1808-mars 1809). — II. Installation tardive de Joseph à Madrid (22 janvier 1809). Ses tentatives pour faire sentir son autorité dans les provinces éloignées. Nomination des commissaires royaux ; rôle considérable qui leur est attribué par les instructions royales. Garriga nommé commissaire royal en Catalogne (février 1809). — III. Joseph annihilé comme chef militaire. Insignifiante correspondance de Saint-Cyr avec le Roi. Les décrets de Joseph généralement inexécutés, comme la plupart de ceux de Napoléon. Subordination réelle des généraux à Clarke pour les opérations militaires ; leur indépendance en matière de gouvernement et d'administration. — IV. Le commissaire royal D. Joseph Garriga fixé dans l'Ampurdan. Son collaborateur Th. Puig. Déférence de ces deux personnages pour les généraux français. Faible rôle de Garriga, supplanté par Puig dans la confiance d'Augereau. — V. Le serment au roi Joseph exigé des autorités espagnoles par Saint-Cyr. Inconvénients de cette mesure : état d'esprit et attitude antérieure des fonctionnaires locaux ; les « afrancesados ». — VI. La scène du serment (9 avril 1809) : il n'est prêté que par les « afrancesados » déjà compromis. Arrestation et destitution des réfractaires. Duhesme chargé de remplir les fonctions de capitaine-général. La politique du roi Joseph contrariée en réalité par les mesures de Saint-Cyr. — VII. Réorganisation par Duhesme des corps constitués et des administrations. Zèle des nouveaux fonctionnaires, recrutés parmi les Français en résidence à Barcelone et les « afrancesados » déterminés. Mépris des Barcelonnais pour les fonctionnaires « intrus ». — VIII. Le gouvernement de Duhesme après le départ de Saint-Cyr (avril 1809-janvier 1810) : son caractère fiscal et policier. Continuation en fait du régime purement militaire et pratique. — IX. Vue générale sur le régime du gouvernement improvisé : maintien en principe des anciennes institutions, mais superposition de quelques institutions nouvelles 148

CHAPITRE V

LES FINANCES DU GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Les institutions financières de l'Espagne et le bilan de la monarchie en 1808. L'administration financière en Catalogne : les impôts dans la province et leur produit : désordre dans la comptabilité, les paiements arriérés. — II. Les exigences des Français à leur arrivée et au début de l'insurrection. Les mesures de la junte générale : l'emprunt de juin 1808, la création d'une contribution mensuelle sur les gens aisés. Insuffisance des résultats obtenus par la junte. — III. Le gouvernement de Duhesme et les finances en 1808. Maintien de la contribution mensuelle, de l'hôtel des Monnaies, de la junte réorganisée et chargée des répartitions. Interventions de Duhesme dans la perception : le commissaire aux contraintes, les garnisaires. Emigration croissante des contribuables ; la commission des émigrés ; ses faibles recettes. Emploi de l'argenterie des églises et confiscation des biens de l'Inquisition ; l'hôtel des Monnaies. Interruption des recettes ordinaires et des dépenses normales. — IV. Intervention de Saint-Cyr dans les finances du gouvernement : maintien des exigences antérieures, mais retour aux moyens fiscaux ordinaires. La suppression de la commission des émigrés ; remise en vigueur des douanes, des rentes, etc. — V. Tentative d'amélioration des contributions : institution d'une commission pour les réclamations, essai avorté de modification dans l'assiette de l'impôt. L'emprunt de mai 1809. La contribution sur les maisons superposée à la contribution des habitants aisés. Faible produit des deux impôts directs et mesures qui en résultent. — VI. Les douanes et rentes unies en 1809 ; fai-

blesse des revenus douaniers jusqu'en juin, malgré la réorganisation du personnel, par suite de l'arrêt de la vie économique. Rétablissement des droits sur toutes les sorties de marchandises ; fortes exportations de produits fabriqués et de denrées coloniales faites par les Barcelonais, résultat fiscal des droits de sortie ; la contrebande. Rendement des portes et monopoles. — VII. L'administration des biens des absents en 1809 : reprise des poursuites et des rigueurs contre les émigrés non contribuants. Les spoliations et les autres expédients. Confiscation méthodique de l'argenterie des églises. — VIII. La caisse de la junte et la caisse de la Trésorerie : leurs recettes. Rôle théorique de ces deux caisses. La Trésorerie et le service espagnol ; versements de la Trésorerie au payeur, à l'ayuntamiento, à la junte. Raison de l'attribution à la Trésorerie de certains recouvrements : laisser aux ayants droit un recours contre le Trésor royal. Emploi des ressources ; leur insuffisance. La question des détournements, dilapidations et concussions. — IX. L'œuvre financière de Garriga dans l'Ampurdan. Faiblesse des rentrées de fonds ; les douanes du commissaire royal. Emploi des fonds recouvrés par celui-ci. — X. Vue d'ensemble sur les finances du gouvernement improvisé 210

CHAPITRE VI

LES MESURES DE SURETÉ ET LA POLICE DU GOUVERNEMENT IMPROVISÉ

I. Absence en Catalogne d'une police organisée avant 1808 ; les tribunaux et les municipalités s'en partagent les attributions. Création, à la demande de Duhesme, d'une junte de police ; inutilité de cette junte. Adjonction d'un représentant de l'autorité militaire française. Choix de Casanova par le général Lechi. Caractère attribué à Casanova par les contemporains. — II. Casanova nommé commissaire général. Organisation d'une véritable police. Revenus de cette administration. Lechi en est le chef suprême, et prend pendant le siège de 1808 les mesures de sûreté nécessaires. La crainte des conspirations. Encouragements à la sortie des pauvres ; réglementation sur les vivres. Menaces et système de terreur. Les arrestations du mois de décembre 1808. — III. Les abus de la police : extorsions d'argent, mise à rançon des habitants incarcérés, etc. Emploi de l'argent ainsi obtenu. L'affaire Canton. Disparition ou intimidation des témoins. Enquête prescrite par Duhesme : son attitude approuvée par Gouvion-Saint-Cyr. Maintien de Casanova à la tête de la police. — IV. Saint-Cyr et la police. Léger adoucissement du régime politique (décembre 1808-janvier 1809). Accroissement des pouvoirs de Casanova et des revenus de la police. Empiètements sur les attributions de l'Ayuntamiento et des tribunaux. Retours momentanés au système de la terreur. Éloge de Casanova par Lechi. — V. La conspiration avortée de mars 1809, sa reprise en mai. Découverte du complot et mesures de vigilance. Perquisitions et arrestations. Arrêté rigoureux de Duhesme contre les fauteurs de troubles et sur la police des églises. Jugement des chefs des conjurés ; leur exécution. Tentative du 3 juin. Nouvelles arrestations et nouvelles exécutions. Les martyrs. — VI. Casanova devient le collaborateur universel de Duhesme et la première autorité de Barcelone après le général. Tranquillité de la ville à partir de juin 1809 : mesures contre les moines, contre les sujets de l'Empereur, contre les non-domiciliés. La police militaire dans la banlieue : les colonnes mobiles. Les primes distribuées aux soldats ; les amendes lèvées sur les communes. — VII. Les procédés employés en rase campagne. Création d'une gendarmerie par Garriga. Le recrutement et les exploits des gen-

darmes du commissaire royal. Les vues du duc de Feltre sur les moyens de ramener la tranquillité en Catalogne : gardes nationales et colonnes mobiles. Les proclamations d'Augereau ; leur effet. Les procédés rigoureux du maréchal. — VIII. Effet produit sur les Catalans par les procédés d'Augereau et la police de Duhesme. Le « brigandage organisé » 287

CHAPITRE VII

LES RÉSULTATS ET LES RESPONSABILITÉS DU RÉGIME

I. État de la Catalogne à la fin de 1809. Ruine de l'agriculture dans l'Ampurdan, du commerce et de l'industrie à Barcelone. Misère et mauvaises dispositions des particuliers. Suspension de la vie sociale et intellectuelle. Les sentiments du clergé et de la population à Barcelone. — II. Résultats militaires obtenus par Duhesme, et stricte exécution par ce général des ordres impériaux. Les moyens employés ; leur conformité aux instructions reçues et aux procédés ordinaires de Napoléon en pays conquis. — III. Les dispositions d'Augereau à l'égard de Duhesme. L'affaire de Granollers. Arrivée du maréchal à Barcelone. Dénonciations contre Duhesme, et renvoi de ce général. Accusations portées contre lui par Augereau : leur imprécision. — IV. Le vrai responsable des procédés employés en Catalogne.	359
CONCLUSION.	385

APPENDICES

A. LES ENQUÊTES RÉTROSPECTIVES ET LEURS RÉSULTATS	389
B. NOTES CRITIQUES.	404
C. PIÈCES JUSTIFICATIVES	428
INDEX	459
Carte de la Catalogne à l'échelle du $\frac{1}{1.000.000^e}$	hors texte.

ERRATA

- P. xviii, l. 20, *au lieu de* : diputacion, *lire* : diputación.
P. 7, l. 7, *au lieu de* : Blanés, *lire* : Blanes.
P. 16, n. 2, l. 1, *au lieu de* : zur zeit, *lire* : zur Zeit.
P. 21, n. 1, l. 3, supprimer la virgule à la fin de la ligne.
P. 27, au début de la l. 38 de la note, *lire* : importance.
P. 35, 2^e ligne de la note, *lire* : c'est-à-dire d'installer en Espagne.
P. 73, n. 1, *lire* : *Diario de Barcelona*.
P. 90, n. 6, dernière ligne, *lire* : (dans un incendie).
P. 104, n. 1, l. 3, *au lieu de* : Villanova, *lire* : Villanueva : *au lieu de* : Reus, *lire* : Réus.
P. 116, l. 1, à la fin, *lire* : ne furent jamais.
P. 120, n. 4, dernière ligne, au début, *lire* : leurs emplois.
P. 123, n. 2, l. 1, *lire* : édit du comte d'Ezpeleta.
P. 153, l. 11, mettre une virgule à la fin de la ligne.
P. 155, l. 29, *lire* au début : le plus tôt possible.
P. 176, n. 2, l. 6, à la fin, *lire* : *Discours*.
P. 181, n. 3, dernière ligne, *lire* : Fornells, 18 janvier 1810, *ibid*.
P. 186, n. 4, lignes 1-2, *lire* : qui circulait à Barcelone.
P. 187, n. 2, avant-dernière ligne, *au lieu de* : *dada par*, *lire* : *dada por*.
P. 190, n. 1, l. 3, *au lieu de* : Reus, *lire* : Réus.
P. 214, n. 3, lignes 2-3, *lire* : en mai ou juin 1808.
P. 244, l. 13, *lire* : Réus ; et plus loin : Villanueva y Geltrú.
P. 258, l. 4, *au lieu de* : mes relations, *lire* : ses relations.
P. 261, l. 4, *au lieu de* : Reus, *lire* : Réus.
P. 262, n. 2, l. 2, *au lieu de* : f^{os} 305-306, *lire* : f^{os} 305-316.
P. 266, n. 3, l. 2, *lire* : (affaire Grassot).
P. 317, n. 2, l. 3-4, *lire* : Beaumont-Brivazac.
P. 335, n. 3, l. 1, *lire* : Arch. nat.
P. 327, l. 3, *lire* : couvents, contre.
P. 390, n. 4, l. 3, *au lieu de* : Lehodey, *lire* : Le Hoder.
P. 416, n. 2, l. 2, *lire* : vicomte de Paulin », et.
— n. 3, l. 4, à la fin, *lire* : pour.
P. 418, l. 7 et n. 2, l. 2, *lire* : Réus.
P. 441, l. 28, *lire* : Réus.

